



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>











**HISTOIRE**

**DES DIOCÈSES DE**

**TOUL, DE NANCY & DE SAINT-DIÉ**





2

# HISTOIRE

DES DIOCÈSES DE

# TOUL, DE NANCY & DE SAINT-DIÉ

PUBLIÉE

Sous le haut patronage de NN. SS. les Évêques de Nancy et de Saint-Dié

PAR

L'Abbé Eug. MARTIN

DOCTEUR ÈS-LETTRES, MEMBRE DE L'ACADÉMIE DE STANISLAS

---

## TOME II

De la réunion de Toul à la France  
au démembrement du diocèse

---

NANCY

A. CRÉPIN-LEBLOND, IMPRIMEUR-ÉDITEUR

21, RUE SAINT-DIZIER ET RUE DES DOMINICAINS, 40  
(Passage du Casino)

—  
1901



BX

1532

-T68

M30

v.2

69.2301-190

ÉVÊCHÉ  
de  
NANCY ET DE TOUL

Nancy, le 19 juillet 1899.

CHER MONSIEUR L'ABBÉ,

Je vous ai encouragé depuis longtemps à poursuivre vos travaux sur l'histoire des diocèses de Toul, de Nancy et de Saint-Dié.

Docteur ès lettres, vous avez choisi pour sujet de votre thèse de doctorat une des institutions les plus intéressantes du passé de la Lorraine, l'*Université de Pont-à-Mousson*. Vous avez publié sur le *Catalogue des Evêques de Toul*, sur la *Révolution communale de cette ville*, son *Chapitre*, le *Séminaire de Toul* et le *Chapitre de Liverdun*, des brochures qui étaient comme les premiers matériaux d'une histoire complète.

Vous l'avez dit très justement : « Par son étendue, sa situation et son influence, le diocèse de Toul fut l'un des plus importants de l'ancienne France. Il eut la gloire de fournir à Clovis son catéchiste, à l'Eglise le premier pape réformateur, à la France sa libératrice. Parmi ses enfants, il compta saint Loup, le vainqueur d'Attila, saint Vincent de Lérins, l'auteur du *Commonitorium*, saint Pierre Fourier, l'un des initiateurs de ce beau mouvement qui signala le début du xvii<sup>e</sup> siècle.

La méthode des études historiques a réalisé de très réels progrès. Plus que jamais, elle remonte aux sources, aux documents dont elle contrôle l'authenticité et la valeur ; mais elle doit aussi tenir compte des traditions quand elles ont tous les caractères de preuves historiques.

Vous avez profité des travaux de vos devanciers qui ne sont pas sans mérite, quoique, sur bien des points, l'ordre et l'examen attentif des documents leur aient fait défaut. Vous avez consulté les Archives de la Lorraine, la Bibliothèque et les Archives nationales de Paris et, à Rome, pendant un séjour de plusieurs mois, les trésors des Archives vaticanes et des bibliothèques romaines.

Ce sont les gerbes réunies de cette laborieuse et riche moisson que vous nous offrez : je vous félicite et je vous remercie.

L'ordre que vous avez adopté est nouveau, mais rationnel et précieux pour l'intérêt et pour la clarté du récit.



Après une *Étude sur les sources* et une *Introduction sur la cité des Leuques avant le Christianisme*, vous retracez successivement, en trois volumes, l'histoire des diocèses de Toul, de Nancy et de Saint-Dié — des origines jusqu'à la réunion de Toul à la France, — de la réunion de Toul à la division du diocèse, — du démembrement du diocèse jusqu'à nos jours.

Vous avez étudié avec grand soin la question, si controversée pour l'Église de Toul, comme pour tant d'autres Églises, de son origine apostolique. Vous exposez les opinions et les raisons sur lesquelles elles s'appuient et, tout en gardant une prudente réserve, vous ne pouvez pas ne pas signaler l'absence de tout document historique et de toute liste des évêques de Toul jusqu'au milieu du iv<sup>e</sup> siècle.

L'histoire municipale et l'histoire politique sont étroitement unies dans votre travail à l'histoire religieuse.

Votre style a les grandes qualités du style de l'histoire ; il est clair, précis et lumineux.

Le clergé, les ordres religieux, nos sociétés savantes, l'Université de Nancy, tous les hommes, si nombreux dans cette ville et en Lorraine, qui s'intéressent à l'histoire de ce pays, vous seront profondément reconnaissants. Votre Évêque vous doit une reconnaissance toute spéciale : vous publiez un ouvrage de haute valeur ; vous rappelez un passé qui contient de très utiles leçons ; vous faites revivre la mémoire de plusieurs grands et saints évêques, et vous donnez, au milieu des occupations incessantes et des fatigues de l'enseignement, l'exemple d'un travail courageux, obstiné et fécond.

Je tiens à rendre hommage à M. Crépin-Leblond, auquel cette publication fait grand honneur à tous égards et qui a mis à votre disposition ce qu'il met d'ailleurs à l'égard de tous, son intelligence, son activité et sa meilleure volonté, et je demande à Dieu de bénir votre ouvrage et votre personne.

Recevez, cher Monsieur l'Abbé, l'assurance de mes sentiments affectueux et dévoués en Notre Seigneur.

† CHARLES FRANÇOIS,  
*Évêque de Nancy et de Toul.*

ÉVÊCHÉ  
de  
SAINT-DIÉ

Saint-Dié, le 23 juillet 1899.

MONSIEUR L'ABBÉ,

La lettre de Mgr l'Evêque de Nancy qui nous donne une si alléchante analyse de votre ouvrage et qui décerne à l'auteur des éloges si précieux, vous dispense de rechercher d'autres patronages pour votre *Histoire des diocèses de Toul, de Nancy et de Saint-Dié*.

Aussi n'est-ce point à titre de parrain que je veux moi-même recommander ce grand travail à l'attention de mon clergé.

Mon rôle est plus modeste. Qu'il me suffise de vous adresser, Monsieur l'Abbé, mes félicitations avec mes remerciements et d'engager mes prêtres à vous récompenser de vos labeurs par de nombreuses souscriptions.

Cette œuvre nous touche de si près ; elle met en relief tant de noms qui nous sont chers et consacre tant de gloires qui nous sont communes avec Nancy, que l'indifférence ne saurait nous être permise.

J'ose donc vous prédire un succès aussi large que mérité parmi nous et, pour donner un exemple qui ne peut manquer d'être suivi, je souscris par les présentes à trois exemplaires.

Veuillez agréer, M. l'Abbé, la nouvelle assurance de mes affectueux sentiments.

† ALPHONSE-GABRIEL,  
*Evêque de Saint-Dié.*



## LIVRE VII

La seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle.

Période de troubles politiques et religieux  
1532 à 1600 environ.

---

### ÉVÊQUES QUI ONT SIÉGÉ DURANT CETTE PÉRIODE

- 78. Toussaint d'Hocédy, 1543-1565.
- 79. Pierre du Châtelet, 1565-1580.
- 80. Charles de Lorraine, Cardinal de Vaudémont, 1580-1587.
- 81. Christophe de La Vallée, 1588-1607.



## CHAPITRE I

### Situation morale du diocèse au milieu du XVI<sup>e</sup> siècle <sup>(1)</sup>

---

La vigilance du duc Antoine et des évêques avait jusqu'alors fermé la Lorraine et le diocèse de Toul à l'invasion des doctrines de Luther ; mais l'ennemi avait ses pourvoyeurs dans la place : l'ignorance et le relâchement.

« Il est plus cler que la lumière, constatait Hugues des Hazards dans ses *Statuts synodaux* de 1515, que..... l'estat de l'Église est tombé et cheeu en deshonestation et deshonneur, en mesprisement, en soulhement et vile réputation, en dérision et reprouche non defaisable et qui ne se peult abolir (2). » Et la cause première de ce mal, c'était le clergé, sel affadi qui ne pouvait préserver la terre de la corruption.

Les grands ordres dont les maisons avaient fait l'édification de

(1) SOURCES. — *Arch. de M.-et-M., passim.* — *Arch. Vatic., Cong. des Evêq. et Réguliers, passim.* — *Laurentii* (Luc Alberti) *Florentini monachi O. S. B. Relazione della visita e riforma delle Badie dell' ordine benedittino nella provincia di Lorena fatta dal Cardinale di Lorena legato del Papa Paolo V* (Bibl. Vat., *Ms. lat.* 7923, f° 459 et sq.). — Abram, *Historia Universitatis Mussipontaneæ* (ms. 923/41 de la Bibl. de Nancy). — *Sermon inédit de Dom Calmet, prononcé à Moyenmoutier et conservé à la bibliothèque de S<sup>t</sup>-Dié* (ms. 46) ; M. l'abbé Jérôme l'a publié dans son *Moyenmoutier*, appendice. — *Statuta synodalia* de Hugues des Hazards. — Benoit-Picart, *Hist. de Toul.* — Calmet, *Hist. de Lorr.* — Dumont, *Justice criminelle*, etc.

(2) *Stat.*, lrv.

la Lorraine : Bénédictins, Cisterciens, Chanoines-Réguliers, Mendiants étaient bien déchus de leur ferveur et de leur austérité premières.

Par la *Commende*, l'ambition, la cupidité ou les calculs intéressés des familles princières s'étaient fait, des abbayes et des prieurés, des apanages pour leurs cadets ou des fiefs pour leurs favoris. Le monastère était dès lors moins un asile de piété et de recueillement qu'une source facile de revenus. Les religieux étaient réduits au strict nécessaire ; les bâtiments tombaient en ruines et les biens étaient trop souvent livrés à une dilapidation sans scrupule. A l'exemple de l'abbé, les différents officiers du monastère, trésorier, cellerier, aumônier, etc., se faisaient de leur office un bénéfice personnel et les moines, sans surveillance et presque sans ressources, allaient volontiers chercher dans le monde le plaisir et la distraction (1).

« Le relâchement était général dans les cloîtres ; l'ignorance, portée à son comble ; l'oisiveté et la dissipation, journalières. On y trouvait peu d'amour de la règle, encore moins de goût pour l'étude et la retraite. Il y régnait une indépendance scandaleuse ; la table, le jeu et la chasse faisaient les occupations les plus innocentes des religieux et principalement de ceux qui étaient à leur tête (2). » Les novices, envoyés trop souvent par l'avarice ou l'ambition de leurs parents, payaient leur entrée par des banquets et des présents (3) et restaient abandonnés, sans formation sérieuse, en butte aux caprices des anciens (4).

Le chapitre de Prémontré avait dû défendre aux supérieurs d'autoriser leurs religieux à prendre part aux noces, aux foires,

(1) Sur les ravages de la Commende, voir Jérôme, *Moyenmoutier*, P. II, L. V, ch. VIII.

(2) Haudiquier, *Vie de Didier de La Cour*. Paris, Guillaume, 1772, p. 1 et 2.

(3) Laurent-Luc Alberti, *loc. cit.* — Cette contrainte exercée par les familles est attestée aussi par les nombreuses requêtes présentées par des Bénédictins à la congrégation des Evêques et Réguliers, surtout au moment de la réforme de Didier de La Cour et basées sur ce motif, en vue d'obtenir l'annulation des vœux (Arch. Vatic., *Congr. des Evêq. et Rég.*, lettre B.). — Il est vrai qu'à ce moment même, il s'agissait pour les suppliants d'esquiver la réforme qui les menaçait.

(4) Rogie, *Vie du B. Pierre Fourier*, I, 43. — Haudiquier, *op. cit.*

aux fêtes de village...; à festiner avec des parents dans le cloître ou les jardins du monastère...; de laisser les personnes du sexe prendre leurs repas dans le réfectoire ou dans toute autre salle intérieure et circuler dans le cloître ou dans le chœur...; de permettre à l'organiste de jouer pendant les offices des airs « deshonnêtes et lascifs », etc. (1).

Un général d'ordre visitait ses maisons de Lorraine; il arriva le dimanche des Rameaux dans l'un de ses couvents et on lui servit un superbe dindon: « Vous ne faites donc pas le Carême? demanda-t-il au prieur. — Mais si, et avec grand soin. — Et pourquoi me donnez-vous de la viande? — Mais il ne commence que demain (2). » Dans son ignorance, ce supérieur faisait concurrence au futur curé du *Carême impromptu*!

Aussi, Hugues des Hazards écrit-il non sans tristesse (3): « On peut appeler la religion (de ces moines) résolution ou plus tost dissolution de leur estat. Et la cause est évidente: regardez la propriété des religieux d'aujourd'huy, chacun le sceit; regardez la chasteté diceulx, il n'est rien réputé plus hort, ne plus corrompu; regardez leur obédience, il n'est rien plus rebelle, ne plus ressault que les religieux d'aujourd'huy, au moins de plusieurs. Se nous considérons leurs jeunes, le manger chair qui est prohibé, au moins à plussieurs, se nous considérons silence, les viandes, les vestements, les lictz, les souliers, les chapperons, les frostz et leurs aultres habillements, comme fourrures, doublures, pellices précieuses et telles choses, dès maintenant nous ne scarions dire que se soient religieux, mais plus laschies et plus eslargiz que séculiers », et Dom Calmet, faisant écho à cette parole épiscopale, écrit dans sa *Bibliothèque lorraine*: « La plupart des monastères qui étaient auparavant des asiles de l'innocence..., étaient devenus des cavernes de voleurs et des lieux de dissolution. » L'expression est sans doute exagérée; mais il faut bien reconnaître que, dans

(1) E. Martin, *Servais de Lairuels*. Nancy, Vagner, 1893, p. 8.

(2) Abram, *op. et loc. cit.* — L'abstinence alors était de rigueur durant tout le Carême, même le dimanche.

(3) *Stat.*, lxxvii].



ces cloîtres, l'esprit du siècle avait remplacé l'esprit de Dieu : Jésus n'y aurait point reconnu la demeure de son Père.

Malgré la vie commode qu'elles offraient, ces maisons étaient à peine peuplées : à Senones, il n'y avait que neuf religieux en 1564 ; comme la recette excédait la dépense, l'abbé Jean Durand, de Crévic, n'avait pas craint d'accorder une prébende à l'une de ses nièces (1). Moyenmoutier, en 1575, ne comptait que six moines, y compris le prieur (2). La commanderie de Saint-Antoine, à Pont-à-Mousson, n'avait à la même époque que deux membres (3). Entre les riches revenus de ces maisons dont la plupart, il est vrai, allaient à la commende, et les services qu'elles rendaient, les tristes exemples qu'elles donnaient parfois, il existait un contraste criant que l'on ne manquait pas d'exploiter.

L'état du clergé séculier était encore plus triste. Alors que l'Église avait de grands biens, riches et pauvres, nobles et roturiers ne voyaient trop souvent dans la vie sacerdotale qu'une carrière facile où les doux plaisirs d'une paisible indolence n'étaient troublés que par le souci de toucher ses rentes ou de maintenir son rang.

Quelques-uns se présentaient aux Ordres, comme à une pure formalité, sans préparation, sans études préalables, sans souci des Vertus et des conditions requises ; en en voyait parfois qui surprenaient la bonne foi ou qui achetaient la connivence de l'archidiacre. Écoutons Hugues des Hazards (4) : « Nous avons icy à parler des ordres des clerks, esquelz ordres (en les voulant recevoir) nous y trouvons moult de scandales et de contempnemens faictz par les layz (laïcs) envers l'église et moult d'erreurs en iceulx qui demandent estre ordonnez, tant en faulte de nature comme aussy ès dispositions de l'âme et du corps qui sont moult requises à recevoir telle charge et telle affaire. Car nous voyons les jeusnes gens estre excessivement corrompuz en leur manière de vivre quest une très

(1) Calmet-Dinago, *Hist. de Senones*, ch. 37.

(2) Jérôme, *Moyenmoutier*.

(3) E. Martin, *L'Univ. de Pont-à-Mousson*. Nancy, Berger-Levrault, 1891, p. 3.

(4) *Stat.*, xl.

maulvaise besongne. Et avec ce, nous et nos commis examinateurs de ceulx qui viennent aux ordres y trouvons fort petite science et moult clere semée, car de dix à grand peine en trouvent-on ung qui sache ce qu'il est tenu de scavoir, voire ne grammaire, ne aultres sciences, par quoy ilz n'entendent rien de ce quilz lisent.... Aulcungs aussi sont trouvez non examinés et non escripts au papier de nostre clerc de chambre. Lesquelz néanmoins se meslent parmi les examinez et qui, en fraude et barat (1), se font ordonner hors et oultre l'intention de l'ordonnant et en détriment et dangier de leurs âmes. Car soubs leur foy jurée, ilz nont point de honte de dire ce que leur vient en affection et mentir à leur esciant. Et non pas eulx seulement, mais aussy leurs pères et parens esmeuz par quelque affection charnelle (2). »

Une fois entrés dans le sacerdoce, plusieurs de ces mercenaires ne visaient le plus souvent qu'à une chose : se faire une vie comode et augmenter leurs revenus. A leur bénéfice, prébende canoniale, cure, chapellenie..., ils rêvaient d'en ajouter d'autres : Tel chanoine de Toul possédait à lui seul huit ou dix cures ; il en percevait les rentes et « admodiait » le casuel, avec la charge des âmes, à quelque suppléant besogneux (3) ; tel autre avait sa stalle dans plusieurs chapitres et, pour ne rien perdre des fruits de ses prébendes, il allait faire successivement son stage réglementaire dans ces diverses églises, véritable « vagabond » plutôt qu'homme de piété (4). Tel curé ou tel chapelain avait la desserte de trois, de cinq, de dix chapelles et, ne pouvant se multiplier, il se conten-

(1) Astuce.

(2) *Stat.*, xlii.

(3) Voir T. I, p. 535 et 580. — L'abus existait encore en 1565 et un bref de Pie IV à son légat, le cardinal de Lorraine, décide que les chanoines titulaires de cures résideront dans leurs cures ou se feront remplacer par un desservant, et visiteront leur paroisse tous les trois mois (*Lem.*, I, 43).

(4) Pour remédier à cet abus, le chapitre décide, le 21 octobre 1524, que, les *cumuleurs* ne pourront obtenir ou faire valoir dispense de résidence ; que, s'ils ont touché des fruits ailleurs, ils ne pourront jouir à Toul des fruits tant ordinaires que communs, quand bien même ils auraient fait leur stage de vingt et une semaines : s'ils tombent alors malades dans la ville, ils n'auront aucune des faveurs dont jouissent les chanoines malades et infirmes (*Arch. de M.-et M.*, G. 76).

taient d'en toucher les rentes. A Toul, même à la cathédrale, plusieurs chapelles restaient sans service assuré (1). L'exemple, du reste, venait de haut : le clergé de Toul n'avait-il pas eu pour évêque le cardinal Jean de Lorraine (2) ? et Rome laissait faire, impuissante alors à contenir le mal : Antoine de Pèlerin n'avait-il point perdu le procès qu'il avait intenté aux chanoines coupables d'un pareil cumul (3) ?

De tels prêtres, entrés dans l'Église sans vocation, menant une vie oisive, s'occupaient de toute autre chose que d'instruire leurs fidèles, de régir leurs paroisses, de remplir les devoirs de leur ministère. Sans doute, il faut nous garder de toute exagération : le mal fait toujours plus de bruit que le bien et la chronique scandaleuse attire davantage l'attention des témoins, des moralistes et des législateurs. Grâce au Ciel, il y avait encore nombre de bons et mêmes de saints prêtres qui, dans le silence et l'obscurité, faisaient l'œuvre de Dieu et maintenaient parmi leurs ouailles la foi et la vertu....., mais combien d'indifférents ! combien d'ignorants !..... hélas, combien de mauvais !

L'un absolvait sans confession préalable ; un autre donnait la communion sous les deux espèces ; un autre laissait toucher la Sainte-Eucharistie par les hommes et même par les femmes. Théodore de Saint-Chamond, commissaire apostolique contre les Luthériens, avait si peu confiance dans les connaissances théologiques des curés qu'il leur avait interdit toute discussion avec les ministres (4).

Nous avons peu de renseignements sur l'état moral du clergé des campagnes ; mais si nous devons en juger par ce que laissent entendre les Statuts de 1515, et surtout par ce que nous savons des prêtres de la ville épiscopale, la situation était bien affligeante. Non seulement, plusieurs ne portaient ni la tonsure, ni les vêtements ecclésiastiques ; mais il se livraient au négoce ; ils occu-

(1) *Statuta Capituli...* 1497..., t<sup>r</sup> 92.

(2) Voir T. I., 576.

(3) *Ibid.*, 585.

(4) Abram, *Hist. Univ. muss.*, *passim*.

paient des fonctions réservées aux laïcs; ils allaient à la chasse, le faucon au poing et l'arme au bras; ils fréquentaient les tavernes et les lieux publics; ils se livraient aux jeux de hasard, « aux danses, aux farces, aux mômeries, aux déguisements (1) »; ils couraient les rues la nuit, sans lanterne et avec des bâtons ou des épées (2): on eût dit des aventuriers. Les querelles étaient fréquentes et parfois il y avait effusion de sang.

En juillet 1512, un chanoine de la cathédrale, Martin Denizot, et un prêtre, Dominique Rolin, se prirent de querelle en sortant de table et se provoquèrent en duel. La rencontre devait avoir lieu sur un pré, en dehors des murs. Robin prit son arbalète, sortit de la ville, se rendit au lieu convenu, en suivant le sentier qui longeait les fossés et attendit, l'arbalète bandée. Peu de temps après, Denizot se présentait à la porte de la cité, l'épée au côté: « Je n'ai point d'arbalète, dit-il aux gardes; mais je ne reculerai point. » Il se disposait à continuer son chemin, quand les témoins de cette scène parvinrent à l'arrêter et à prévenir un malheur. Il en fut quitte pour un séjour au *Trichart* (3).

D'autres faisaient pire encore, et dans la première moitié de ce siècle, les affaires de mœurs ne furent point rares: le chapitre édictait bien des peines sévères pour ceux qui fréquentaient des personnes suspectes ou gardaient chez eux des femmes d'une réputation équivoque; mais la passion était plus forte que la crainte et les scandales se multipliaient (4). Si à Toul, sous les yeux de l'évêque, sous le contrôle des officialités, se produisaient de pareils désordres, que ne devait-il point se passer ailleurs? Que de sous-entendus dans cette ligne des Statuts: « Il est plus cler que la lumière que le clergé... est tombé en deshonneur... et en souillement! (5) »

(1) *Stat.*, xij et sq.

(2) *Arch. de M.-et-M.*, G. 75, *passim*.

(3) *Arch. de M.-et-M.*, G 75. — 4 juillet 1512.

(4) *Ibid.*, G 75 et 76. — 1584. Le duc légitime Robert Nicolas et Marguerite, enfants de Messire Jehan Chorillon, jadis trésorier et chanoine de Toul et de Jacqueline Pagel (*Bibl. nat., S<sup>t</sup>-Germain français*, 18861, f<sup>o</sup> 292).

(5) *Stat.*, lxxv.

Les jeunes gens qui se destinaient au sacerdoce avaient fort peu de ressources pour acquérir les connaissances indispensables. La Lorraine était presque dépourvue d'établissements scientifiques. Les anciennes écoles épiscopales étaient fermées ; les écoles monastiques, dans les couvents où elles subsistaient encore, ne soutenaient plus leur antique réputation.

Les Carmes, établis à Baccarat en 1433, avaient institué chez eux des cours de belles-lettres et de théologie ; ils recevaient, comme externes, des jeunes gens de la ville, et comme pensionnaires, des religieux des environs, de Senones, d'Étival, etc. Leurs succès excitèrent la jalousie du prieur du Moniet et des chanoines de Deneuvre ; ils furent cités à Toul et, par sentence de l'officialité, ils durent fermer leurs classes de belles-lettres et ne pas faire concurrence aux écoles de Baccarat (1515). Seuls, leurs cours de théologie ne furent point inquiétés (1). Mais qu'était-ce pour un diocèse aussi grand ?

Le duc de Lorraine entretenait quelques étudiants dans les universités étrangères, Paris, Trèves, Reims, etc. Un seigneur de Lamarche avait créé, à Paris, le collège de ce nom pour quatre jeunes gens de Lamarche et deux de Rosières-aux-Salines. Cette fondation avait été augmentée de six bourses par Beuves de Woinville, pour des étudiants du diocèse de Verdun, et de deux par Warry de Lucy, seigneur de Dombasle, pour deux jeunes clercs de ce village (2). Mais, encore un fois, qu'était-ce que tout cela ?

Le clergé était donc voué à l'ignorance et à tous les maux qu'elle entraîne. Et dès lors, quels catéchismes ! quels prônes ! quelles instructions ! Toul et Nancy possédaient chacune une école que surveillaient l'écolâtre de la cathédrale et celui de la collégiale Saint-Georges ; mais ces écoles étaient loin de répondre aux besoins de la population de ces villes ; un certain nombre de bourgs et de villages avaient aussi « leur maître » ; mais les habitants qui le choisissaient, ne lui demandaient guère qu'une forte voix et une belle écriture, et ces classes étaient communes aux deux sexes,

(1) Calm., *Histoire de Senones* (Coll. de Doc. pour l'Hist. des Vosges, V, 233).

(2) Eug. Martin, *L'Univ. de Pont-à-Mousson*, 7.

promiscuité toujours fâcheuse ; nulle part, il n'y avait de religieuses ou même d'institutrices, chargées d'initier les petites filles aux premiers éléments de la religion et de la science.

L'enfance grandissait donc sans formation chrétienne sérieuse (1) ; la jeunesse était à peine instruite de ses origines, de ses destinées, de ses obligations ; des paroisses passaient des mois entiers sans prône et parfois même sans service religieux. La foi subsistait encore, tellement elle avait été enracinée par dix siècles de Christianisme ; mais on la sentait chanceler et certains exemples d'impiété ou d'irrévérence pouvaient donner à penser. Qu'un moine apostat, qu'un prêtre hérétique, se parant d'un faux zèle pour la sainteté de l'Église de Dieu, vint dénoncer tous ces désordres, exagérer la situation et prêcher hardiment une réforme trompeuse : à ces déclamations trop justifiées les âmes étaient troublées, le peuple chrétien, divisé et bien près de passer à l'erreur.

Le moment était donc solennel, et rarement l'Épouse du Christ passa par une épreuve aussi décisive ; non seulement elle résista à cette crise, mais encore elle en sortit purifiée, plus vivante, plus forte, et toute âme de bonne foi, en contemplant ce travail de rénovation, ne peut s'empêcher de répéter : « *Digitus Dei est hic.* » Les ordres religieux sont en décadence : ils vont se relever ; le clergé est peu instruit : des universités vont s'ouvrir, et bientôt après, des séminaires ; puis les retraites ecclésiastiques retremperont la régularité et la ferveur ; l'enfance croupit dans l'ignorance : des femmes vont se consacrer à Dieu pour se faire leurs institutrices et leurs mères ; les campagnes sont abandonnées : des apôtres, des missionnaires vont les sillonner : Jésuites, Capucins, Minimes viendront au secours des vieux ordres religieux et tous, anciens et nouveaux, rivaliseront de zèle pour hâter l'œuvre de Dieu et faire passer en acte les décrets du concile dont les assises, en ce moment, se tiennent dans la ville de Trente.

Bien belle et bien consolante sera la période qui s'ouvre pour notre Église ; Dieu lui ménagera de pieux évêques ; il lui enverra de

(1) Arch. Vatic., *Arm.* 44, t. 44, f° 202. — Lettre de Clément VIII à Christophe de La Vallée, 29 septembre 1600.

saints prêtres et il fera naître dans son sein la réforme de trois grands ordres religieux ; c'est même du diocèse de Toul que l'esprit nouveau se répandra sur les Bénédictins de Saint-Maur et sur les Prémontrés français.

Mais hélas ! malgré tout, les convoitises du monde anéantiront encore bien des efforts ; son esprit retrouvera le chemin du sanctuaire. Pour faire taire les ambitions humaines, pour épurer le sacerdoce, il faudra plus tard un cataclysme complet. L'Église de Toul y périra ; mais, en voyant naître de sa tige vénérable, ses deux jeunes et vigoureux rejetons, Nancy et Saint-Dié, elle pourra se rendre le témoignage que les deux derniers siècles de son existence ont été féconds en œuvres de salut.

---

## CHAPITRE II

### Revendications des Impériaux (1552-1560) <sup>(1)</sup>.

---

Les débuts de l'occupation française ne furent pas très heureux et les Toulais regrettèrent maintes fois ce protectorat qui ressemblait si fort à une annexion. En quittant la ville épiscopale, Henri II s'était rendu à Nancy ; il avait signifié à la duchesse douairière, Christine de Danemark, qu'elle eût à laisser au comte Nicolas de Vaudémont la régence des duchés et il avait exigé que le jeune duc Charles III fût envoyé à Paris pour y être élevé avec ses fils.

Il partit ensuite pour Metz, où il entra le 18 avril, essaya de surprendre Strasbourg, puis dut battre en retraite et se contenter d'occuper Verdun et une partie du Luxembourg. Cependant Charles-Quint s'était réconcilié avec les Luthériens et rassemblait des troupes pour reprendre les Trois-Évêchés à son prétendu « vicaire ». Il vint mettre le siège devant Metz ; mais le duc François de Guise eut le temps de se jeter dans la cité et de tout organiser pour la résistance.

Henri II veillait aussi à se conserver Toul : au sieur d'Esclavolles avait succédé le duc de Nevers, et le nouveau gouverneur se hâta de mettre la ville à l'abri d'un coup de main. Il fit démolir les maisons construites près des remparts et découvrit les abords de la place. Les églises abbatiales Saint-Epvre et Saint-Mansuy

(1) SOURCES. — Bibl. nat., *Coll. Lorr.* — Benoît-Picart. — Dom Calmet. — Digot, *Hist. de Lorr.*, III. — Plmodan, *Réunion de Toul à la France*.



généaient la défense : il les fit raser sans respect pour la majesté des lieux et pour les souvenirs toulous. La cathédrale elle-même, qui dominait les murailles, courut le singulier risque d'être transformée en « cavalier » (1); le chapitre la sauva en offrant de contribuer pour une somme de douze cents livres à la construction d'un ouvrage sur la Moselle.

Le bruit courut même en ville que, si l'empereur approchait de Toul, le roi avait résolu de livrer la cité aux flammes. Les chanoines et les bourgeois vivaient donc anxieux et tremblants. En vain, Henri II leur avait-il fait déclarer qu'il n'userait jamais à leur égard de précautions si violentes : ils craignaient, et le courroux des Impériaux, et le ressentiment des Français; ils redoutaient encore plus le margrave Albert de Brandebourg, routier cupide et farouche sectaire, qui profitait de la guerre pour piller le pays avec une bande de reîtres et de lansquenets.

Leurs inquiétudes n'étaient point dénuées de fondement. Charles n'attendit point qu'il eût forcé François de Guise à capituler : il envoya le comte d'Egmont, avec deux mille hommes, sommer Toul de se rendre; mais il reçut de Nevers cette fière riposte : « Quand l'empereur aura pris Metz, il sera temps de venir : je saurai quoi répondre, » et il dut prendre patience. De son côté, Albert de Brandebourg ravageait les environs de Toul et de Saint-Nicolas, battait le duc d'Aumale à la Croix-du-Moutier, près de Lupcourt, chassait les soldats français qui occupaient Pont-à-Mousson, et joignait ses troupes à celles de Charles-Quint.

Nevers tremblait pour Toul : il sentait que, ni les remparts n'étaient assez solides, ni la garnison assez considérable. Il demanda des renforts au roi en lui signalant l'état de la place et, le 30 décembre, il reçut de Compiègne des instructions pour réparer et compléter les fortifications (2). Le travail devait être fait en toute diligence : on lèverait mille pionniers en Bourgogne, mille en Champagne; on emploierait aux murailles de Toul les hommes de

(1) *Cavalier*, tertre ou ouvrage élevé provisoirement pour placer l'artillerie qui attaque ou défend une place.

(2) Bibl. nat., *Ancien fonds français*, ms. 3136, f<sup>o</sup> 20. — M. de Pimodan en a donné le texte : *Réun. de Toul*, 416 et sq.

corvée que le Barrois devait fournir pour la défense de Clermont-en-Argonne (1) ; on ferait en sorte que les bourgeois et les membres du clergé contribuassent à cette œuvre de préservation ; on formerait des magasins de vivres ; on irait chercher à Saint-Dizier des « hacquebuttes à crocs », quelques pièces légères, de la poudre, etc. Pour fournir à la dépense, Henri II fit délivrer au trésorier des réparations deux mille livres tournois en espèces et un billet de huit mille six cent soixante-six livres tournois, sur le bailli de Chaumont-en-Bassigny.

Ces mesures furent inutiles : deux jours après, le 1<sup>er</sup> janvier 1553, Charles-Quint dut lever le siège de Metz et se replier sur Thionville et Bruxelles. « Je vois bien, soupira-t-il, que la fortune est femme : mieux aime-t-elle un jeune roi qu'un vieil empereur ! » A peine travailla-t-on aux fortifications de Toul, et ce n'est qu'un siècle et demi plus tard que l'ancienne cité impériale reçut de Vauban une nouvelle ceinture de murailles.

Toul resta dans cette situation fausse : occupée par les Français, elle demeurait vassale de l'Empire et devait ainsi payer double contribution. Succombant sous la charge, les chanoines et les bourgeois écrivirent à Granvelle, évêque d'Arras et chancelier de Charles-Quint, pour lui demander une sauvegarde ; ils firent agir dans le même sens le régent de Lorraine, Nicolas de Vaudémont : ce fut en vain. Ils avaient reçu dans leur ville une garnison française, sans l'autorisation de l'empereur : c'était à eux d'en subir les conséquences.

La guerre, d'ailleurs, n'était point terminée : maintes fois des troupes de partisans traversèrent le pays. Ni la trêve de Vaucelles (février 1556) qui suspendit les hostilités entre les deux belligérants, ni l'abdication de Charles-Quint et le partage de son pouvoir entre son frère Ferdinand d'Autriche, le nouvel empereur, et son fils Philippe II, roi d'Espagne et des Pays-Bas (1556), ne changèrent la situation des Trois-Évêchés et, quand la guerre reprit entre Philippe et Henri, Toul et son temporel furent exposés de

(1) *Clermont-en-Argonne*, arr. de Verdun, Meuse.

nouveau aux déprédations des Espagnols et des Protestants allemands.

Le Rhingraf de Dhaun (1) forma, en 1556, un camp de quatre mille hérétiques dans la prévôté de Vicherey et ses brigandages forcèrent les paysans à se retirer dans les bois. Les troupes de Philippe II, commandées par Rotviller, s'approchèrent jusqu'à une demi-lieue de Toul et menacèrent la ville pendant près de six semaines. De son côté, le roi de France levait en Allemagne des soldats mercenaires qui traversaient la Lorraine et logeaient dans les faubourgs Saint-Epvre et Saint-Mansuy, et les passages de ces bandes n'étaient pas moins redoutables que les incursions des ennemis. Aussi n'est-ce point sans une vive allégresse que les Toulous célebrent, le 16 août 1559, par une procession solennelle, la paix du Câteau-Cambrésis.

Sans doute, le sort de leur ville n'était pas encore réglé : Philippe II n'avait aucune qualité pour cela ; mais ils voyaient renaître la paix et la tranquillité. Ils sentaient bien que l'empereur Ferdinand, trop occupé par sa lutte avec les Turcs, ses démêlés avec les Hongrois et ses difficultés avec les Luthériens, n'aurait de sitôt, ni le loisir, ni le pouvoir de revendiquer les Trois-Évêchés. Ils espéraient donc une longue période de calme et de sécurité ; mais ils avaient compté sans les Protestants et même sans leur évêque.

Une grave imprudence de Toussaint d'Hocédy faillit tout compromettre. La cour de Lorraine avait moins que jamais renoncé au projet de réunir le temporel de Toul à la couronne ducale. C'était de sa part une politique habile ; mais il était trop tard : ce qui, avant l'occupation française, avait déjà souffert de grosses difficultés (2), pouvait susciter une guerre entre la France, la Lorraine et l'Empire et ramener sous les murs de la cité l'armée des Impériaux.

Toussaint d'Hocédy, chef du Conseil de Lorraine, résidait à

(1) Les Rhingrafs de Dhaun étaient l'une des deux branches de la maison des comtes de Salm, comtes forestiers ou *sauvages* du Rhin, *Wildgrafen* ou *Rheingrafen* (Rhingraf).

(2) T. I, 541 et sq.

Nancy plutôt que dans sa ville épiscopale et, s'il faut en croire les historiens toulous, il était plus attentif à ses fonctions de courtisan qu'à ses devoirs de pasteur. La gestion du temporel de son Évêché lui causait bien des ennuis et le grevait de lourdes dépenses. Il crut pouvoir, par une heureuse mesure, se débarrasser d'un pénible fardeau et satisfaire les désirs de la Maison ducale : le 6 mars 1562, il abandonna au duc Charles III ses droits régaliens sur la ville et sur l'évêché de Toul, le comté de cette ville et les autres privilèges de souveraineté, jadis accordés par les empereurs à ses prédécesseurs (1). Huit jours plus tard, le 13 mars, le prélat passa par devant notaire, à Toul, les lettres de cession et de transport, « le sieur Balthazard d'Haussonville, grand maître de la maison de Son Altesse, et Dominique Champenois de Neuflotte, conseiller de sa dite Altesse, acceptant et stipulant ».

La transaction semble avoir été tenue secrète durant quelques mois : à la fin toutefois, le chapitre en fut informé. En sa qualité de gardien des privilèges de l'Église de Toul, il écrivit à l'évêque, le 24 août 1563, qu'en conscience, il était obligé de révoquer ce traité, et il le menaça d'en appeler au pape. Ne recevant point de réponse, il saisit le moment où le prélat était à Liverdun, en terre d'évêché, pour lui faire signifier par notaire, le 26 septembre, son opposition formelle à une transaction si préjudiciable aux droits du siège épiscopal.

Toussaint répliqua qu'il n'avait agi que sous le bon plaisir du pape et de l'empereur, pour protéger son temporel contre les menaces de l'hérésie, et que d'ailleurs il avait toujours eu l'intention de demander l'autorisation de l'assemblée capitulaire, encore que l'acte de cession fût muet sur ce point.

Les chanoines furent peu convaincus par ces belles déclarations. Informés que la cour de Lorraine, sous couleur de protéger plus efficacement la foi, avait obtenu du souverain pontife la ratification du contrat (2), mais avec la clause que l'empereur et le chapitre

(1) Bibl. Nat., *Fonds franç.*, ms. 18,839, f° 39. — Dom Calmet (1<sup>re</sup> édition), III, p. ccccxix.

(2) La bulle est datée de l'*Oct. Kal. Jun.* 1563. — Arch. Vatic., *Reg.* 1929, f° 82.

y auraient donné leur consentement, ils envoyèrent le même jour des députés à Pie IV (1) et à Ferdinand pour leur présenter leurs très humbles remontrances et les supplier d'annuler ce traité. Ils trouvèrent évidemment un puissant appui dans le roi de France : Charles IX n'entendait pas renoncer aux acquisitions de son père ; il s'empessa donc de protester contre l'aliénation de ce qu'il considérait déjà comme un domaine français.

Cette opposition devait porter ses fruits : quelles que fussent les instances de sa nièce, Christine de Danemark, duchesse douairière (2), Ferdinand agréa la requête des chanoines, cita Tous-saint à la Chambre de Spire pour y justifier sa conduite et cassa le contrat par édit du 15 janvier 1564 (3) ; Pie IV, mieux informé, révoqua, le 17 novembre de la même année, l'approbation conditionnelle qu'il avait donnée, confirma au chapitre le droit d'élire l'évêque et celui d'exercer, durant les vacances du siège, les droits régaliens sur le temporel de l'évêché et lança contre Charles III une sentence d'excommunication qui aurait son effet si le duc refusait d'acquiescer à cette annulation. La mort l'empêcha de fulminer cette bulle ; mais Pie V, son successeur, la confirma et la fit expédier, le 17 janvier 1565 (4).

Ainsi battu de toutes parts, Toussaint d'Hocédy dut retirer sa parole et, pour dédommager les chanoines des frais que leur avait causés le procès, il leur donna quatre mille cinq cents francs barrois. Avec cette somme, un jubé fut élevé à l'entrée du chœur et, par une délicatesse fort louable, le chapitre, dans l'inscription funéraire qu'il vota plus tard au prélat, en attribua l'érection à sa munificence : « *Cujus impensis in hac ecclesia insigne constructum est odeum.* » Cette libéralité semble avoir fait oublier aux chanoines leurs antipathies et leurs griefs : il est vrai qu'elle les consolait de

(1) Bibl. Nat., *loc. cit.*, f° 50. — M. de Pimodan donne le texte de cette requête (*op. cit.*, 421).

(2) Lettres de Christine à Granvelle et autres (Calmet, 1<sup>re</sup> édit., III, ccccxviii).

(3) Lem., III, 124. — 1563 (anc. style). — Arrêt de la Chambre impériale de Spire, révoquant la démission que l'évêque de Toul avait faite de son droit de régle au duc de Lorraine (Bibl. Nat., *Coll. Lorr.*, 242, n° 13).

(4) Lem., I, 41.

deux gros malheurs qui les avaient accablés presque en même temps.

Dans la nuit du 7 octobre 1361, l'une des quatre tours qui dominaient la cathédrale, celle qui se dressait à droite du sanctuaire, s'écroula, enfonçant dans sa ruine les voûtes du chœur et du collatéral. Les temps n'étaient point assez favorables pour qu'on pût songer à la relever : on dut se borner à réparer les brèches et, pour prévenir un autre désastre, on démolit la tour de gauche : le chevet de Saint-Étienne perdit ainsi sa noble parure, au grand détriment de la pureté de ses lignes et de sa majestueuse grandeur. Ces travaux coûtèrent au chapitre plus de cent mille francs barrois.

Quelque temps après, les chanoines, jugeant la ville peu sûre, décidèrent de transporter le trésor de leur église chez les Cordeliers de Nancy. Toussaint d'Hocédy approuva leur résolution et même il leur offrit l'hôtel qu'il habitait dans la capitale, affirmant que le dépôt serait chez lui en plus grande sécurité. Ils se rendirent à son avis, mais mal leur en prit : un malfaiteur leur déroba des objets précieux pour une valeur de quatre-vingt mille francs. Cette période vraiment débutait mal, et pourtant les épreuves ne faisaient que commencer.

---

## CHAPITRE III

### Le protestantisme dans le diocèse de Toul (1560-1572) <sup>(1)</sup>.

---

Cependant, avec les Français, le protestantisme était entré dans Toul : nombre d'officiers et de soldats de la garnison étaient gagnés aux doctrines de Luther et de Calvin. C'était un grave danger pour la foi.

Les chanoines s'en alarmèrent : ils représentèrent à Toussaint d'Hocédy que, dans ces conjonctures, il était de son devoir de résider en sa ville épiscopale ; ils chargèrent Paillet, leur confrère, docteur de Sorbonne, d'exposer au peuple les vérités du dogme catholique et décidèrent, en 1564, que la première prébende vacante serait affectée à la pension d'un docteur en théologie qui ferait aux fidèles un cours d'instruction religieuse et les prémunirait contre les insinuations des hérétiques. Et, voulant se réformer eux-mêmes, ils votèrent la suppression des collations dans le chœur et promulguèrent un nouveau règlement sur les droits et les devoirs du doyen.

Toussaint se rendit aux instances du chapitre ; il vint à Toul et n'épargna, ni peines, ni dépenses, pour préserver son peuple. Il rassembla dans sa cathédrale les bourgeois, les chanoines et tout le clergé de la ville et leur demanda de s'engager par serment à

(1) SOURCES. — Benoît-Picart, Calmet et les autres historiens lorrains. — Abram, *Historia Universitatis mussipontanæ*. — Rogéville, *Dictionnaire des Ordonnances*, I, 560 et sq.

conserver et à défendre la religion de leurs pères, fût-ce même au péril de leur vie. Stimulés par son exemple, les magistrats redoublèrent de zèle, surveillèrent les progrès de l'erreur et s'efforcèrent de prévenir les défections ou de ramener par la persuasion ceux qui s'étaient laissé surprendre.

Leurs travaux ne furent point inutiles et obtinrent des retours nombreux, mais l'opiniâtreté d'une quarantaine de familles de la cité ou des faubourgs, les hardiesses de certains meneurs, l'audace des ministres, les changements incessants dans les troupes de la garnison, et surtout les fluctuations de Charles IX et de Catherine de Médicis leur ménageaient bien des luttes et bien des embarras. Toul, encore cité impériale, mais placée sur les frontières du royaume, devait subir le contre-coup des guerres de religion.

L'échauffourée de Vassy (1<sup>er</sup> mars 1562) avait allumé l'incendie : partout en France les Huguenots prirent les armes et les Protestants toulous ne furent pas les derniers. S'adjoignant une centaine de soldats luthériens, ils se répandirent la nuit dans les rues, brisèrent les images que la piété chrétienne avait placées sur les portes et aux angles des carrefours, couvrirent de boue les statues du portail de la cathédrale, enfoncèrent les portes des chanoines et allèrent outrager ces ecclésiastiques jusque dans leurs maisons.

Les Catholiques surexcités coururent aux armes et l'on aurait peut-être eu un massacre à déplorer, si le gouverneur n'avait appelé la garnison et engagé le peuple à se contenir. Non poursuivis, les perturbateurs se crurent autorisés à recommencer. Huit jours après, le 23 du même mois, ils renouvelèrent leurs injures, forcèrent les portes de Saint-Waast et y établirent un prêche. Un ministre, appelé par eux, monta dans la chaire et commença son instruction ; mais les Catholiques arrivèrent bientôt ; ils pénétrèrent dans l'église : une bousculade se produisit et des femmes leur assurèrent la victoire en brisant les fenêtres et en jetant à l'intérieur, par ces ouvertures, de la paille enflammée. La fumée força les combattants à quitter la place et les Catholiques purent fermer les portes.

Les hérétiques se tinrent-ils tranquilles ? je ne le sais ; mais, le 15 décembre de la même année, le sergent Mathis publia, à son de



trompe, par les rues et les carrefours, cette ordonnance de Baillivi, lieutenant-général de l'évêché (1).

« Oyez ! oyez ! oyez !

« De par Monsieur l'Évesque, son maistre-eschevin, la justice et université de la cité, il est commandé à toutes personnes de ceste cité, de quel estat ou qualité qu'ilz soient, de dire et déclarer, dedans vingt-quatre heures après le crys présent, à monsieur le maistre des Dix, par noms et surnoms, si faire le peuvent, ceulx ou celles qui auraient dernièrement en ceste cité abbatu et brisé aucunes images de Dieu le créateur et de ses saintz, et tout ce qu'ilz en en sçavent et qu'ilz ont peu veoir, ouyr et entendre en publicque ou secrètement, sous peine d'estre tenus pour fauteurs et coupables de tel maléfice et scandal et pour tels estre punis publicquement et à rigueur de justice.

« Est faict commandement à tous vacabons, gens non ayant maistres en ceste cité, de quelle qualité ou condition qu'ilz soient, qu'ils aient à vuyder la dicte cité dedans huit jours et eulx retirer en leurs maisons et pays, sur peine de prison et d'estre mis hors de la cité.

« Est deffendu à toutes personnes de ceste cité, de quelle condition ou qualité qu'ilz soient, qu'ils n'aient à faire conventicules ou assemblées, abbatre croix et images, tenir propos et semer papiers réprouvez, ny faire autres actes qui tournent à scandal et soient pour troubler la tranquillité publicque, à peine d'estre punis corporellement à exemple d'aultres. »

Pendant ce temps-là, les Huguenots français cherchaient des secours en Allemagne, et des bandes luthériennes traversèrent la Lorraine ; les unes pillèrent Dieulouard, terre de l'évêché de Verdun, en brûlèrent le château et la collégiale Saint-Laurent, renversèrent les croix et souillèrent les autels (2) ; d'autres campèrent dix jours à Baccarat, bourg du temporel de Metz, y commirent toutes sortes d'excès, incendièrent plus de trente maisons et maltraitèrent tellement les bourgeois que ceux-ci durent chercher un refuge dans le couvent des Carmes (3).

(1) Archives de Toul, citées par Plimodan, *op. cit.*, 40.

(2) Calmet, *Notice*, Dieulouard. — Melnotte, *Notice sur Dieulouard*, p. 78.

(3) *Ibid.*, Baccarat. — Bernhardt, *Deneuvre et Baccarat*, 171 et sq.

Toussaint d'Hocédy fit transporter à Vaudémont les archives de l'évêché et en confia la garde aux soldats du duc de Lorraine et aux chanoines de la collégiale Saint-Gorgon (1). Quant au chapitre de Toul, inquiet de voir l'hérésie installée dans la vieille cité, il pressa le roi de France d'employer son autorité pour débarrasser la ville des dissidents et il obtint un édit conforme à ses désirs. L'édit fut rétracté, le 6 avril 1563, à la suite de la pacification d'Amboise qui accordait aux Huguenots une liberté relative, et bientôt trois ministres arrivèrent de Metz ; ils se répandirent dans les maisons, firent une active propagande et célébrèrent publiquement le prêche et la cène. Ils demandèrent ensuite au gouverneur une partie du cimetière de Saint-Amand, pour y faire leurs sépultures. L'archidiacre François de Rosières, vicaire-général de l'évêché, s'y opposa et il eut assez de crédit pour obtenir du roi l'éloignement des ministres messins et l'ordre aux dissidents d'enterrer leurs morts en dehors des remparts.

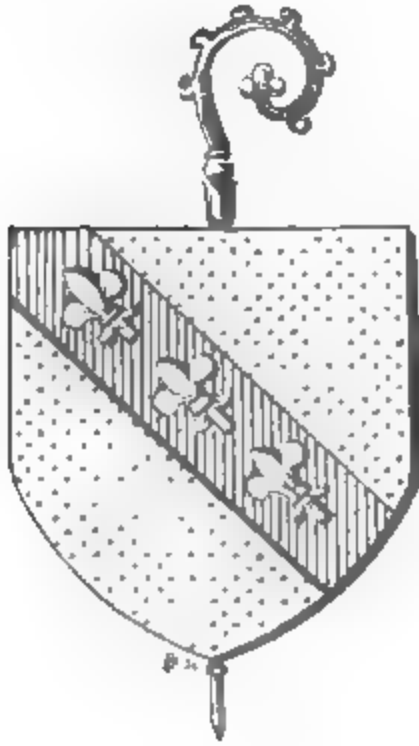
Un autre édit interdit aux hérétiques le séjour de la ville et cette mesure excita dans Toul un tel enthousiasme que les catholiques s'empressèrent d'aider les Huguenots dans leur déménagement. Mais ceux-ci, ne perdant pas l'espoir du retour, s'établirent dans les jardins, s'y construisirent des demeures et appelèrent un ministre de Metz. Ils ne tardèrent point à obtenir la permission de rentrer, mais à la condition qu'ils exerceraient leur culte en secret et qu'ils s'abstiendraient de toute démarche et de toute parole propres à blesser les Catholiques. En somme, l'hérésie obtenait gain de cause ; encore un peu de temps et elle dresserait son temple à l'ombre de la cathédrale ; Toul courut même un instant le risque d'avoir un évêque protestant.

Toussaint d'Hocédy mourut à Nancy, le 30 juillet 1565, et son corps, ramené dans la ville épiscopale, fut enterré dans la chapelle d'Hector d'Ailly. L'élection de son successeur souffrit quelques difficultés. Charles III patronnait Pierre du Châtelet, fils de Jacques du Châtelet et de Françoise de Beauvau, issu de l'une des quatre principales maisons de la chevalerie, celles que l'on appelait les

(1) Elles y restèrent jusqu'en 1566 (*Journ. Soc. Arch. Lorr.*, 1878, p. 230).

*grands cheraux de Lorraine* (1). Pierre était déjà chanoine de Metz, abbé de Saint Clément et de Saint-Martin, prieur de Notre-Dame de Nancy (2), protonotaire apostolique et conseiller d'État (3). Le chapitre de Toul, cédant aux instances de Charles III, l'avait jadis postulé comme coadjuteur de Toussaint d'Hocédy ; mais le concile de Trente venait de s'élever contre les expectatives de bénéfices et Pie IV n'avait point cru tout d'abord devoir déroger à une mesure aussi sage. Il avait enfin cédé et, le 18 mars, trois mois avant le décès de l'évêque, il avait accordé la faveur demandée (4). Pierre du Châtelet avait donc un titre sérieux pour être pourvu du siège vacant.

Mais une opposition surgit, qui était la conséquence logique de l'entrée du roi de France dans la place et dans l'évêché de Toul. Les chanoines, réunis pour l'élection, venaient de lire les lettres du duc et de la duchesse de Lorraine qui leur recommandaient le



coadjuteur, devenu chef du Conseil ; ils se disposaient à lui renouveler leurs suffrages, quand le lieutenant du roi en la ville de Metz, entrant brusquement, leur défendit, au nom de Charles IX, de procéder au scrutin, avant d'avoir obtenu son consentement. La cour de Paris, on le voit, entendait déjà traiter Toul comme une cité française ; elle méconnaissait des droits reconnus par le concordat germanique. Heureusement, Claude de France, épouse de Charles III, s'interposa : elle obtint de son frère la liberté de l'élection et le chapitre nomma **Pierre du Châtelet**, au mois de novembre 1565. Le nouvel

(1) Calmet, *Histoire genealogique de la Maison du Châtelet*. Nancy, Cusson, 1741. — Cette noble maison portait d'or a la bande de gueules chargée de trois fleurs de lis d'argent. — Les trois autres cheraux étaient les Haraucourt, les Lenoncourt et les Ligniville.

(2) Arch. Vat., Reg. 1730, f<sup>o</sup> 76.

(3) Ben.-Pic., 631. — Calm., *Hist. de Lorr.*, VII, 94.

(4) Arch. Vatic., Cons. 109, p. 344, d'après *Jur. Garampi*.

évêque suivit l'exemple de son prédécesseur. Les affaires de l'État l'absorbèrent complètement et il se reposa, pour l'administration de son Église, sur Clément du Boulay, son suffragant, et sur son vicaire-général, François de Rosières. Ce sage ministre de la cour de Nancy servit toutefois les intérêts de son diocèse, en travaillant à maintenir la paix dans les duchés de Lorraine et de Bar, alors que l'Allemagne et la France étaient en proie à la guerre civile.

Mais, tandis que les chanoines de Toul donnaient leurs suffrages à leur compatriote, un aventurier, Jacques-Paul Spifame, jadis chanoine de Paris et grand vicaire du cardinal Charles de Lorraine, puis évêque de Nevers, puis calviniste et bourgeois de Genève, visait à postuler pour lui-même l'évêché de Toul, auprès du roi de France (1). Son but était d'accroître sa fortune, de se hausser dans les grandeurs et d'établir en Lorraine le triomphe de l'hérésie. Mais à Genève, on se méprit sur ses intentions : on crut qu'il voulait retourner au Catholicisme. On lui intenta un procès pour des fautes graves de sa vie passée : accusé de faux et d'adultère, il eut la tête tranchée, le 23 mars 1566, et notre Église ne se douta même point du danger qu'elle avait couru.

Ce ne fut pas du reste le seul péril qui la menaça durant cette période. La paix d'Amboise avait peu duré. Dès 1567, le prince de Condé, chef des Protestants, faillit surprendre le roi à Monceaux, près de Meaux, et fit appel aux Luthériens d'Allemagne. Jean-Casimir, second fils de l'électeur palatin Frédéric, devait lui amener huit mille reîtres et huit mille Suisses ; mais, pour prix de ses services, il avait la promesse du gouvernement des Trois-Évêchés. Condé et Casimir comptaient sur la trahison des troupes de la garnison, huguenotes en grande partie. L'annonce de ce passage, ou plutôt de cette invasion, consterna les Lorrains. Charles III fit armer ses vassaux et le duc d'Aumale accourut avec mille cavaliers et dix mille fantassins, pour couvrir la frontière.

Mais Condé et Coligny, trop faibles pour tenir tête à l'armée royale, avaient brusquement quitté Paris, traversé la Champagne

(1) Spon, *Histoire de Genève*, I, 315 et sq.

et le Barrois, passé la Meuse près de Saint-Mihiel et Casimir, qui avait d'abord ralenti sa marche à l'arrivée du duc d'Aumale, s'avancait par la Lorraine allemande. Les deux armées espéraient opérer leur jonction dans les environs de Pont-à-Mousson, quand Aumale qui défendait cette position, fit sauter deux arches du pont.

Forcés de changer de direction, les Français se jetèrent dans le Toulouais, saccagèrent les villages, brûlèrent Tranqueville, surprirent quelques châteaux et vinrent camper sous les murs de Toul. Chanoines et bourgeois avaient demandé du secours à Charles III et reçu dans la ville un bon nombre de paysans. Condé, craignant de perdre du monde et du temps, ne risqua point l'attaque, prit le chemin de Vézelize et rencontra bientôt Jean-Casimir qui avait remonté la Moselle et la Meurthe et découvert un gué qui n'était point gardé.

Ils s'emparèrent ensemble du château de Vicherey, tentèrent vainement un coup de main contre La Mothe, livrèrent aux flammes le prieuré de Reynel et entrèrent en France dans les premiers jours de janvier 1568. Le pays n'était pourtant pas délivré. Une bande de pillards surprit, saccagea et brûla l'abbaye de Saint-Sauveur-en-Vôge et effraya tellement les religieux qu'ils abandonnèrent dès lors la montagne et vinrent se fixer à Domèvre, sur la Vezouze (1). Ils avaient là un prieuré qui, du consentement du pape saint Pie V, de l'évêque Pierre du Châtelet et du duc Charles III, fut en 1569 transformé en abbaye et joignit à son nom primitif de Saint-Remy celui de Saint-Sauveur.

Des reîtres, laissés à Vicherey sous le commandement d'Antoine

(1) C'est la date adoptée par M. l'abbé Chatton dans son *Histoire de l'abbaye de Saint-Sauveur et de Domèvre*, p. 57, pour l'époque de la destruction de Saint-Sauveur. Digot (*Hist. de Lorr.*, IV, 201), d'après Dom Calmet (1<sup>re</sup> éd., III, 85), s'était prononcé pour la date de 1565.

Le prieuré de *Domèvre* était situé sur la rive droite de la Vezouze et par suite dans le diocèse de Metz. Mais Pierre du Châtelet réserva que l'abbaye resterait du diocèse de Toul et le cardinal Louis de Guise, évêque de Metz, après quelques difficultés, finit par y consentir (Chatton, *op. cit.*, 131 et sq.). — Saint-Sauveur fut abandonné et le chœur de l'église abbatiale, ayant subsisté à la ruine, sert aujourd'hui de chapelle au village. On y vénère une Vierge fort ancienne.

de Croy, s'emparèrent de Biqueley et, de là, infestèrent le Toulinois. Il fallut que Charles III vint attaquer leur repaire et leur donnât la chasse. Et peu de temps après, une autre troupe qui rejoignait Jean-Casimir, essaya encore de surprendre Toul : elle faisait déjà les préparatifs nécessaires pour l'escalade, quand le capitaine Du Parge apparut avec une compagnie de cheveau-légers et trois compagnies d'infanterie et força les assaillants à poursuivre leur route.

En France, comme en Lorraine, les Huguenots n'eurent point, dans leur lutte avec les Catholiques, tout le succès qu'ils attendaient : ils furent très heureux de signer, le 2 mars 1568, à Lonjumeau, la paix que leur offrit Catherine de Médicis. Pour éloigner Jean-Casimir, la cour consentait à avancer à Condé une partie de l'indemnité que lui réclamait l'aventurier, et ce furent les bourgeois de Toul qui durent s'exécuter pour le roi. Charles IX leur écrivit de se rendre caution pour lui à la foire de Francfort, au mois de septembre prochain, pour une somme de dix mille écus. Je ne sais s'ils furent remboursés.

La paix de Lonjumeau avait rendu aux Protestants le libre exercice de leur culte, et les Calvinistes toulousins se hâtèrent d'en profiter, au grand émoi du chapitre et du corps de ville. Mais la guerre religieuse reprit bientôt en France ; Protestants et Catholiques cherchèrent des soldats en Allemagne ; Catherine et son fils se rendirent même à Metz, dans les premiers jours de 1569, pour y négocier la neutralité des princes luthériens. Ils traversèrent Toul, et les bourgeois s'empressèrent de leur soumettre leurs doléances.

Leur requête fut exaucée : Charles IX, suivant toujours cette politique versatile qui causa le malheur de ses peuples, revint sur ses concessions antérieures et fit jeter un ministre en prison (1). Il préludait ainsi à l'édit général qu'il ne tarda point à lancer pour interdire l'exercice en France de toute autre religion que la religion catholique et pour ordonner aux ministres de vider le royaume dans quinze jours.

Le voyage de Metz ne produisit aucun résultat. A peine la cour

(1) Lem., I, 141.

eut-elle quitté cette ville que le duc de Deux-Ponts et le prince d'Orange pénétrèrent en Lorraine, faisant route vers la France et, en 1570, la paix de Saint-Germain fut conclue tout à l'avantage des Huguenots ; mais Toul paraît être restée en dehors de ces événements : elle ne subit même pas le contre-coup de la Saint-Barthélemy et ce n'est qu'en 1575 qu'un nouveau traité d'alliance entre Condé et Jean-Casimir la mit de rechef en péril de tomber entre les mains d'un gouverneur protestant. Au mois de décembre, une armée considérable de reîtres et de lansquenets traversa la Lorraine, fit sa jonction vers Moyen avec un corps de 7,000 Suisses, passa la Moselle à Charmes, la Meuse à Neufchâteau, non sans avoir fait trembler les diocésains de Pierre du Châtelet.

Une nouvelle paix fut signée à Beaulieu, le 9 mai 1576. Longtemps les prétentions de Jean-Casimir avaient retardé les négociations : il réclamait le gouvernement des Trois-Évêchés qu'on lui avait promis par deux fois, et Catherine de Médicis eut quelque peine à lui faire accepter un échange.

Toutes ces guerres, tous ces passages de troupes étaient singulièrement favorables à la propagation des nouvelles idées et quelques seigneurs lorrains se laissèrent tenter par l'exemple des seigneurs allemands et alsaciens.

Dès 1540, Jean-Philippe, rhingraf de Salm, avait abandonné la religion de ses pères et s'était fait le zélé de l'hérésie (1). La capitale du comté de Salm était alors Badonviller (2) : il y appela des ministres. Le prêche se tint d'abord dans les jardins, puis sous la halle, puis dans l'église paroissiale. Les Catholiques durent

(1) La maison des comtes de Salm, comtes forestiers ou *sauvages* du Rhin, *Wildgrafen* ou *Rheingrafen*, d'origine fort ancienne, s'était divisée en deux branches en 1499, *Dhaun* et *Kyrbourg*. Mais les deux branches continuèrent à posséder par indivis le comté qui s'étendait surtout sur le versant occidental des Vosges, dans les hautes vallées de la Blette, de la Plaine et du Rabodeau. Les comtes de Salm étaient voués de l'abbaye de Senones (Voir Calmet, *Hist. de Lorr.*, VII, p. CLXXIX. — *Hist. de l'abbaye de Senones*, éditée par Dinago dans *Bull. Soc. Phil. Vosg.*, 1878-80. — Fachot, *Mémoire sur la principauté de Salm*, ms. de 1789 publié par M. G. Save, dans *Bull. Soc. Phil. Vosg.*, 1883-84). — Mathias, *Annexion de la principauté de Salm-Salm à la France*, en 1793. Saint-Dié, Horn., 1893.

(2) *Badonviller*, arr. de Lunéville, M.-et-M.

subir cet affront, partager avec les novateurs la maison de prières et endurer toutes sortes de vexations. Du chef-lieu, les doctrines de Luther se répandirent dans tout le comté et le pays de Badonviller devint un foyer menaçant.

Le Val de Senones appartenait aussi aux Rhingrafs. Frédéric, fils de Jean-Philippe, et Jean IX de Salm, son parent, peu satisfaits des prérogatives de *voué* que les évêques de Metz avaient données à leur famille, prétendirent en 1571 enlever aux fils de saint Gondelbert leurs droits de souveraineté sur le temporel de l'abbaye : ils pénétrèrent dans le monastère, chassèrent les religieux, rassemblèrent les habitants et se firent reconnaître comme seigneurs. Une bande armée vint attaquer le prieuré du Moniet, près de Baccarat, où l'on croyait que s'étaient retirés les moines, et massacra Nicolas Saxenat, curé de Domptail (1), qui avait tenté de s'opposer à ses violences. L'empereur Maximilien prit l'abbaye sous sa protection ; l'évêque de Strasbourg, Jean de Manderscheidt, s'interposa et les comtes de Salm consentirent à un accommodement, le 16 septembre 1573. Mais les conditions étaient dures : l'abbé, Claude Raville, dut céder à ses anciens voués une partie des droits et des possessions du monastère : les églises paroissiales devinrent communes aux deux cultes et la moitié des revenus ecclésiastiques fut affectée à l'entretien des ministres de la confession d'Augsbourg : c'était assurer le triomphe du protestantisme dans la haute vallée du Rabodeau.

Olry de Châtillon, comte de Deuilly, démolit le prieuré bâti par ses ancêtres (2), lui substitua une basse-cour, ouvrit un prêche auprès de son château et s'efforça d'y attirer les paysans des environs.

En 1564, un certain nombre de chevaliers demandèrent à Charles III, pour eux et pour leurs vassaux, la permission de professer ouvertement le calvinisme et prièrent Condé, les Suisses, les princes allemands de faire des démarches en leur faveur

(1) *Domptail*, c. de Rambervillers, Vosges.

(2) Voir T. I, p. 198. — Calmet, *Notice*, Deuilly. — Le prieuré fut dans la suite transporté à Morizécourt (c. de Lamarche, Vosges).



auprès de la cour de Lorraine. Les solliciteurs furent éconduits ; mais ils ne renoncèrent point à leurs desseins. Deux ans plus tard, ils tinrent à Foug une réunion secrète et le duc dut les poursuivre comme rebelles à ses ordres : ce qui les affermit encore dans leurs résolutions (1).

Le commerce, de son côté, facilitait les progrès de l'hérésie. Charles III avait établi quatre foires à Pont-à-Mousson et, pour y attirer du monde, il avait décidé que chacun y serait admis sans être inquiété dans ses croyances (2). C'était ouvrir la porte aux nouvelles doctrines. Dès 1560, un moine, prêchant le carême dans l'une des paroisses, jeta chez ses auditeurs des semences luthériennes et séduisit plusieurs notables. Il fut chassé avec ses partisans ; mais ceux-ci obtinrent bientôt après l'autorisation de rentrer chez eux. Ils avaient, il est vrai, abjuré l'hérésie ; mais ils conservaient une certaine attache pour cette religion persécutée et le voisinage de Metz pouvait faire craindre qu'une seconde campagne des ministres n'obtint un succès considérable.

La ville de Saint-Nicolas de Port était alors le principal marché de la Lorraine : en relations incessantes avec l'Allemagne, l'Alsace, la Suisse, elle était fort exposée. Le poète Louis des Mazures, secrétaire de Charles III, y prêcha secrètement la doctrine de Luther et, quand il eut réuni un certain nombre de prosélytes, il fit venir un pasteur (3). Ce fut dès lors un entraînement : le curé vit son église déserte ; lui-même embrassa l'erreur, se maria et devint ministre dans le pays messin. Le mal exigeait un prompt remède. Le duc envoya dans le bourg Jean de Savigny avec des arquebusiers de la garde à cheval. Les bourgeois inféodés au culte nouveau prirent la fuite. Louis des Mazures put gagner Deux-Ponts et fut depuis pasteur à Metz. Jean de Savigny ne permit à personne de rentrer sans abjuration préalable : il fit pendre un étranger suspect, nommé Florentin, et, deux ans plus tard, on saisit à Lunéville un ministre languedocien, appelé Madoc, qui cherchait à gagner Saint-Nicolas et on lui fit subir le même sort.

(1) Abram, *op. cit.*, 8.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*

Mattaincourt, bourg commerçant aux portes de Mirecourt, était connu partout à la ronde sous le nom de *Petite-Genève* (1) ; mais ses habitants, instruits par le malheur d'autrui, surent dissimuler leurs opinions et ils ne furent pas inquiétés. Il y eut aussi des Calvinistes dans le Barrois et ils engagèrent avec le clergé des controverses sur le baptême (2). Les Béguines de Bar se laissèrent surprendre par les novateurs : elles adoptèrent les doctrines de Calvin et furent bientôt contraintes à quitter le pays (3).

Charles III restait donc fidèle aux chrétiennes traditions de sa famille. A l'exemple d'Antoine, son aïeul, il se dressait comme un solide rempart devant les flots montants de l'hérésie. Mais, tandis que partout alentour, dans les pays luthériens et calvinistes comme chez les nations catholiques, les passions religieuses poussèrent trop souvent à des désordres regrettables et à de sanglantes exécutions, en Lorraine, la résistance fut calme et le *Martyrologe protestant* y put à peine inscrire trois ou quatre victimes ; et encore étaient-elles plus coupables envers la société qu'envers la sainte Église romaine (4).

Le duc, dans sa lutte contre les nouvelles doctrines, employa surtout l'expulsion. Le 14 septembre 1572, il renouvela les édits d'Antoine et de Christine de Danemark ; il défendit de tenir ou de fréquenter les prêches dans ses États et de sortir du territoire lorrain pour aller entendre les sermons des ministres ; il somma les partisans de Luther, de Calvin ou autres novateurs de choisir entre l'abjuration ou l'exil, et il leur donna un an pour prendre une résolution, liquider leurs biens et quitter la Lorraine (5).

Des édits postérieurs ordonnèrent à tous ses sujets, nobles et roturiers, d'observer les dimanches et jours de fête (12 janvier 1582) ; interdirent aux magistrats de laisser des inconnus s'établir dans les duchés et aux artisans de recevoir dans leurs ateliers des

(1) Bédel, *La Vie du R. P. Pierre Fourier*, édit. in-8°, p. 36 et 37.

(2) Calmet, *Bibl. Lorr.*, Marlorat.

(3) Gillant, *Pouillé*, II, 109 et sq.

(4) Le plus connu, est Wolfgang Schouch, curé apostat de Saint-Hippolyte, en Alsace, qui appuya les Rustauds (Digot, IV, 48 et 70).

(5) Rogéville, I, 569.

compagnons étrangers sans l'autorisation du souverain (même date) (1); renouvelèrent les arrêts antérieurs (17 décembre 1585) (2) et réglèrent la situation des exilés qui rentraient dans leurs foyers, après abjuration (22 mars 1587) (3).

Mais quelle que fût sa vigilance, le duc sentait bien que la lutte serait inégale, tant qu'il n'aurait point assuré un remède prompt et efficace au grand mal qui affaiblissait alors la religion catholique : l'ignorance du peuple et du clergé. Déjà Gille de Trèves, doyen de la collégiale Saint-Maxe, préoccupé de la même pensée, avait ouvert à Bar, en 1571, un collège avec quatre régents (4). Cette initiative dut être un stimulant pour le prince. De concert avec son cousin, le grand cardinal Charles de Lorraine, frère de François de Guise, archevêque de Reims et administrateur du temporel de Metz, il forma le projet de créer dans ses États, à proximité des trois villes épiscopales, une grande université. Le lieu choisi fut Pont-à-Mousson et des maîtres furent demandés à la Compagnie de Jésus, ordre qui naissait à peine (5), mais que ses travaux et ses succès avaient déjà rendu fameux et que Nicolas Psaume, évêque de Verdun, venait d'établir en 1564, à l'ombre de sa cathédrale (6).

(1) *Recueil d'anciennes ordonnances*, formé par Claude-François Reboucher, p. 254-260.

(2) Rogéville, I, 570.

(3) *Ibid.*

(4) Gillant, *Pouillé*, II, 99. — Le collège Gille de Trèves existe encore et sa cour est fort remarquable. Les bâtiments sont occupés aujourd'hui par une école communale.

(5) La Compagnie de Jésus fut approuvée par Paul III, en 1540.

(6) Carrez, *Catalogi... Provinciæ Campaniæ*, t. I. Châlons, Thouille, 1897.

## CHAPITRE IV

### Fondation de l'Université de Pont-à-Mousson (1572-1580) <sup>(1)</sup>.

---

La bulle d'érection d'une université à Pont-à-Mousson fut signée par Grégoire XIII, le 5 décembre 1572. Conformément aux vues du cardinal de Lorraine, cet établissement devait compter quatre facultés : celles de théologie et des arts seraient confiées aux Jésuites et administrées par eux selon leurs règles ; celles de droit et de médecine, occupées par des docteurs séculiers, seraient dirigées par leurs doyens respectifs, selon la coutume des universités de Paris et de Bologne. Le collège des Jésuites serait installé dans la commanderie que les Antonistes possédaient sur la rive droite de la Moselle, au diocèse de Metz (2), et l'entretien des religieux qui enseigneraient la théologie, la philosophie, la rhétorique et la grammaire serait assuré par une rente de trois mille écus d'or, quinze cents sur la mense conventuelle, les offices claustraux de l'abbaye de Gorze récemment sécularisée (3) ou des prieurés qui en dépendaient, et quinze cents prélevés, pour un tiers, sur la

(1) Cf. Eug. Martin, *L'Université de Pont-à-Mousson*. Nancy, Berger-Levrault, 1891, in-8°.

(2) La ville de Pont-à-Mousson est séparée en deux quartiers par la Moselle. La partie qui est située sur la rive droite appartient au diocèse de Metz jusqu'au concordat de 1801. L'autre partie, sise sur la rive gauche et beaucoup plus considérable, était du diocèse de Toul.

(3) L'abbaye de Gorze fut sécularisée par une bulle de Grégoire XIII, datée du même jour que celle de l'érection de l'université (Cf. Chaussier, *L'abbaye de Gorze*, Metz. Houpert, 1894).

mense épiscopale de Metz dont le cardinal était administrateur, et les deux autres tiers sur les abbayes et prieurés des trois diocèses : l'évêque de Metz, les prieurs et les abbés pourraient se délivrer de cette obligation en abandonnant à la Compagnie des bénéfices simples à leur collation, jusqu'à concurrence de la rente exigée.

Les cours s'ouvrirent en novembre 1574 ; mais les facultés des arts et de théologie ne furent définitivement constituées qu'à la rentrée d'octobre 1575. L'œuvre se perfectionna les années suivantes ; les chaires furent successivement augmentées ; le règlement définitif fut lentement élaboré et publié en 1592 ; enfin la dotation fut assurée par l'union au collège des prieurés d'Apremont (1) et d'Amel (2).

La faculté des arts comptait quatre classes de grammaire, une d'humanités, une de rhétorique et trois de philosophie ; la faculté de théologie, un cours d'Écriture sainte, deux de scolastique, un de cas de conscience. Les études littéraires devaient durer six ans ; celles de philosophie, trois (3) ; celles de théologie, six (4). Il y avait en outre des cours de mathématiques et d'hébreu.

A la tête du collège et de l'université, se trouvait le recteur, assisté d'un chancelier et d'un secrétaire ; tous trois, comme les doyens et les professeurs, étaient des religieux de la Compagnie.

La faculté de droit fut créée en 1582 et son organisation, œuvre de son premier doyen, Grégoire de Toulouse, suscita de graves difficultés. Grégoire venait de la ville des Jeux floraux, où le rectorat était l'apanage des juristes : il se flattait qu'il en serait de même à Pont-à-Mousson ; mais les Jésuites occupaient la place et ils avaient de fortes raisons de ne la point céder. De là une longue querelle qui dura cinq ans, faillit provoquer un schisme dans l'université naissante, se termina en faveur de la Compagnie et se jeta même sur le nom latin de la ville académique (5). Les Pères traduisaient « *Mussipontum* » ; Grégoire et ses successeurs s'obstinèrent à

(1) *Apremont*, c. de Saint-Mihiel, Meuse.

(2) *Amel*, c. d'Étain, Meuse.

(3) Les années de philosophie furent réduites à deux, après 1635.

(4) Les années de théologie furent réduites à quatre, dès la fin du XVI<sup>e</sup> siècle.

(5) Cf. E. Martin, *op. cit.*, 46 et sq.

dire « *Pontimussum* ». Il fallait bien faire passer leur mauvaise humeur et revendiquer au moins cette innocente liberté contre le recteur jésuite auquel pourtant l'usage donna raison : quoi qu'eussent écrit et fait les juristes, les habitants de Pont-à-Mousson s'appellent aujourd'hui *Mussipontains*.

La faculté de droit était établie sur la rive gauche et par suite dans le diocèse de Toul ; elle comptait quatre professeurs et son enseignement embrassait le droit pontifical, le droit romain et plus tard le droit public et le droit coutumier.

La faculté de médecine, la dernière en date, ne fut ouverte qu'à la rentrée de 1598. Ses bâtiments étaient également situés sur la rive gauche ; son enseignement, distribué par trois ou quatre professeurs, comprenait la médecine, l'anatomie, la chirurgie, la botanique et la pharmacie. Charles Le Pois, son premier doyen, n'émit point les mêmes prétentions que Grégoire, et l'installation de la quatrième faculté fut toute pacifique.

Dès ses débuts, l'université mussipontaine jeta un très vif éclat. Elle comptait parmi ses maîtres des hommes remarquables. Chez les Jésuites (1), le Père Nicolas Leclerc, bon orientaliste, le Père Fronton du Duc, auteur de la première tragédie française de Jeanne d'Arc (2) et helléniste érudit ; le Père Guignard, qui fut accusé faussement d'avoir excité Jean Châtel ; le Père Jacques Sirmond, le savant éditeur des Pères, le maître de Pierre Fourier et de François de Sales ; le Père Étienne Bauny, l'auteur de la *Somme des péchés* ; le Père Léonard Perrin, le panégyriste de Charles III et de son fils, le cardinal Charles de Lorraine ; le Père Edmond Hay ; le Père Richeôme, etc.

Grégoire de Toulouse, l'une des gloires du droit français au xvi<sup>e</sup> siècle, eut pour collègues l'Écossais Guillaume Barclay, père de Jean Barclay, l'auteur de l'*Argenis*, et Jean Georges, dit Hordal, historien de Jeanne d'Arc.

(1) Sur tous ces noms, voir E. Martin, *op. cit.*, et surtout Sommervogel, *Bibliothèque des écrivains de la Compagnie de Jésus*. Paris, Picard, 1891 et sq.

(2) *L'Histoire tragique de la Pucelle de Dom-Remy, autrement d'Orléans, nouvellement répartie par actes et représentée par personnages*. Nancy, veuve Janson, 1581.

Quant à Charles Le Pois, il était fils de Nicolas Le Pois, l'un des grands docteurs du xvi<sup>e</sup> siècle, et son enseignement, comme ses ouvrages, lui valut l'estime des médecins du roi Louis XIII.

Cette brillante réunion d'hommes distingués attira vite à Pont-à-Mousson une nombreuse et studieuse jeunesse : en 1588, le collège des Jésuites comptait six cents élèves ; en 1607, il en avait seize cents, et les facultés séculières environ quatre cents. Et ces deux mille étudiants, nobles ou roturiers, séculiers, clercs ou religieux, venaient de tous les points de l'Europe, de l'Écosse et de l'Espagne, de l'Allemagne et de la France : le duc Henri II fut un jour complimenté en vingt et une langues, mortes ou vivantes.

Tous les étudiants, de quelque faculté qu'ils fussent, devaient, avant d'être inscrits sur les registres de l'université, faire entre les mains du chancelier profession de foi catholique ; docteurs en droit et en médecine devaient se déclarer sujets obéissants de l'Église romaine ; les cours étaient inspirés du Catholicisme le plus pur et les élèves des Jésuites avaient chaque semaine des leçons d'instruction religieuse. Aussi, l'œuvre du cardinal et du duc de Lorraine devint-elle une solide « bastille contre l'hérésie » ; le protestantisme disparut presque complètement de la ville et ses progrès furent vite enrayés dans les duchés.

Les ordres religieux du pays envoyèrent à Pont-à-Mousson leurs jeunes profès et plusieurs mêmes y bâtirent des scolasticats (1). Marie Stuart y établit, en 1581, un séminaire pour vingt-quatre Écossais ou Irlandais (2). Les évêques de Metz, de Verdun et de Toul encouragèrent les candidats aux Ordres à fréquenter les cours des facultés des arts et de théologie, créèrent des bourses en leur faveur et leur ouvrirent des maisons d'étude (3), et la ville universitaire fut dès lors un foyer puissant des plus pures lumières, un centre de renouvellement et de sanctification.

(1) Voir plus loin, au livre suivant.

(2) Eug. Martin, *op. cit.*, 233. — Cette fondation dura peu : dès 1591, elle fut transportée à Douai.

(3) Tel fut le *Séminaire de Metz*, fondé à côté du collège et confié aux Jésuites par le cardinal Charles de Lorraine, en 1595 (E. Martin, *op. cit.*, p. 235 et sq.).

Toutes les œuvres de réforme qui signaleront chez nous le début du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle, émaneront de Pont-à-Mousson et cette heureuse influence, débordant des frontières lorraines, se fera sentir en France chez les Bénédictins, les Carmes et les Prémontrés (1).

Pierre du Châtelet comprit vite l'importance de cette création ; dès le 30 novembre 1579, le Père Hay, premier recteur, écrivait au général de la Compagnie : « L'évêque de Toul a institué un nouveau collège où il entretient neuf scolastiques vêtus uniformément. Il voulait, dans sa fondation, en donner la direction au recteur et nous laisser à cette intention une rente annuelle. Mais je lui ai répondu que je ne pouvais m'en charger sans l'autorisation de Votre Paternité (2). »

Les jeunes boursiers avaient été en effet inscrits sur les registres, le 7 octobre 1579 ; mais la maison ne fut vraiment organisée qu'en avril 1581. Par un acte daté du 4 de ce mois, Pierre fonda, pour l'extirpation de l'hérésie, huit bourses en faveur de pauvres écoliers, deux du temporel de Toul, deux du temporel de l'abbaye de Saint-Martin de Metz, deux du domaine de Sorcy et deux de la seigneurie du Châtelet, respectivement à la nomination de l'évêque, de l'abbé et des seigneurs. La dotation consistait en une rente de quinze cents francs barrois, achetée au duc de Lorraine et assise sur la gruyerie du Pont.

Les huit séminaristes menaient la vie commune dans une maison de la rue de Blénod, sous l'autorité d'un gouverneur, prêtre et maître ès arts, s'il était possible, choisi par le recteur et aux gages de cent soixante francs barrois.

Telle fut la première ébauche d'une maison de formation cléricale. Les débuts étaient certes bien modestes, et le diocèse devait attendre encore près d'un siècle la fondation d'un véritable séminaire, selon l'esprit du concile de Trente.

Cette fondation fut l'un des derniers actes de Pierre du Châtelet :

(1) Voir plus loin.

(2) Eug. Martin, *ibid.*, p. 232.



mourut à Nancy, le 25 janvier 1580, et ce prélat fut inhumé dans sa cathédrale, dans la chapelle d'Hector d'Ailly (1).

Deux ans auparavant, entrant sans doute dans les calculs ambigus de la maison ducale, il avait voulu résigner son évêché à Charles de Lorraine, fils du prince Nicolas de Vaudémont, l'ancien évêque de Verdun, et de sa seconde femme, Anne de Savoie-Nemours (2). Né à Nomeny, le 2 avril 1559, Charles de Lorraine-Vaudémont fut, avec son cousin, Charles de Lorraine, fils de Charles III, plus tard évêque de Metz et de Strasbourg, l'un des premiers élèves de l'université de Pont-à-Mousson (3) et il s'y distingua par sa piété, ses talents et ses succès. Le roi de France, Henri III, qui avait épousé en 1575 sa sœur, Louise de Vaudémont, désira l'avoir à Paris et, ravi de la douceur de son caractère et de la dignité de sa vie, il lui prodigua les marques de son amitié. Mais il ne put le retenir à la cour et il dut le laisser retourner au Pont. Il voulut du moins lui procurer le chapeau de cardinal et

(1) Voici son épitaphe, d'après Benoît-Picart (*op. cit.*, 653) et Fourier de Bacourt (*Épitaphes*, I, 19.)

#### D O M

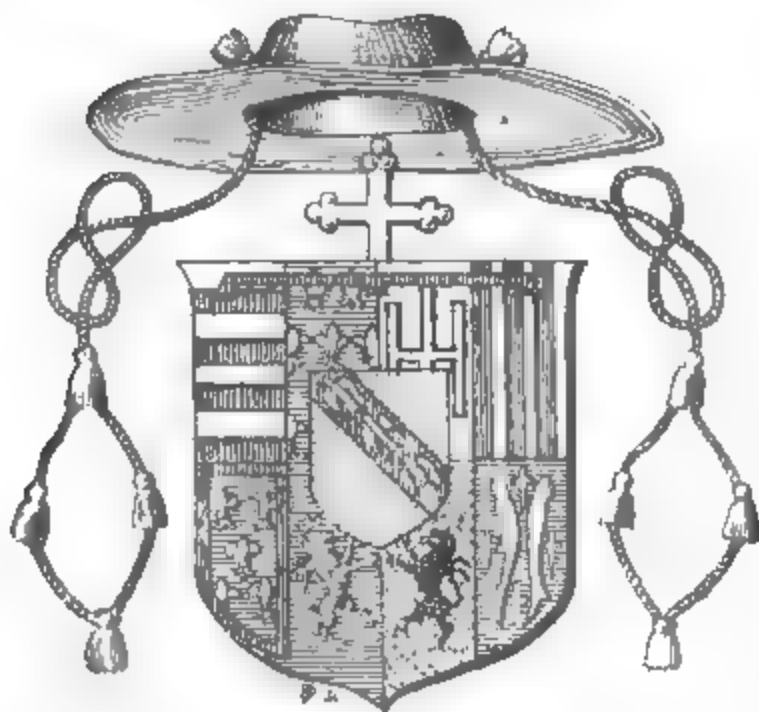
PETRO A CASTELLETO, SORCEII DOMINO, D. CLEMENTIS ET MARTINI AD  
METAS ABBATI RELIGIOSIS., ECCLÆ TULLENSIS EPS. SANCTIS.,  
ANTONII, FRANCISCI, CAROLI, LOTH. ET BARRI DUCUM, INTER CONSILIARIOS,  
PRINCIPI PRUDENTISS., DOCTORUM  
HOMINUM FAUTORI LIBERALI, VIDUARUM, PUPILLORUM PAUPERUMQUE  
SOLATORI MUNIFICENTISS. DUM CHRISTIANÆ REIP. PATRIÆQUE  
DIGNITATI SEDULAM DIES NOCTESQUE OPERAM NAVAT,  
DIUTINA ANIMI ET CORPORIS ÆGRITUDINE FACTO, ÆTATIS  
ANNO LXIII, SALUTIS HUMANÆ MDLXXX, AD VIII CAL. FEB.  
SUUM IN CHRISTO DIEM FUNCTO, MAGNO SUO DESIDERIO LUGENTI  
PATRIÆ RELICTO, PARENTES MOLESTISSIMI PONEBANT.  
QUIS DIU ET MULTOS, CLARISSIME PRÆSUL, IN ANNOS  
SIS FELIX, SANUS, QUEMQUE DII ASPICIANT.  
NOSQUE TUUMQUE PIUS VERBO REGE, PASTOR, OVILE :  
ADSUMUS EN PROMPTI GREXQUE TUUS DOCILIS.

(2) Nicolas de Vaudémont, l'ancien évêque de Verdun, épousa Marguerite d'Egmont, qui lui donna quatre enfants, dont un seul vécut : Louise de Vaudémont, femme de Henri III ; — puis, en secondes noces, Anne de Savoie-Nemours, dont il eut six enfants, entre autres Philippe-Emmanuel, duc de Mercœur, et Charles, cardinal de Vaudémont, évêque de Toul ; — et en troisièmes noces, Catherine de Lorraine-Aumale, dont il eut Henri, comte de Chaligny, Antoine de Vaudémont, qui faillit être évêque de Toul, et Erric, évêque de Verdun, abbé de Saint-Vanne et de Moyenmoutier.

(3) E. Martin, *Univ. de Pont-à-Mousson*, 24 et 26.

Grégoire XIII souscrivit à sa demande, le 22 février 1578 (1). Le nouveau prince de l'Église n'avait pas encore dix-neuf ans ; mais le pape avait pour excuse l'illustration de la famille de Lorraine, les vertus et les talents du candidat et les espérances qu'il faisait concevoir. Ce fut alors que Pierre du Châtelet crut devoir abandonner son siège au nouveau cardinal ; mais Grégoire XIII ne voulut point blesser les canons en accordant une telle dispense d'âge : il se contenta de lui expédier un bref d'éligibilité à l'évêché de Toul, après le trépas du titulaire : il comptait sans les surprises de la mort.

Le cardinal de Vaudémont, resté à Pont-à-Mousson, s'appliqua aux sciences sacrées avec une ardeur plus grande et, en 1580, il soutint avec succès plusieurs thèses sur l'Église, sous la direction de son professeur, le Père Luc Pinelli (2).



Quand le décès de l'évêque eut rendu libre le siège de Toul, les cours de Lorraine et de France n'eurent garde d'oublier le bref pontifical et, quelque désir qu'il en eût, Grégoire XIII n'osa, ni le révoquer, ni refuser les dispenses nécessaires. De leur côté, les chanoines de Toul, sollicités à la

fois par Henri II (3), par Charles III, par Philippe-Emmanuel de

(1) Charles de Lorraine-Vaudémont fut créé cardinal-diacre du titre de *Santa Maria in Dominica* ; puis transféré le 30 octobre 1587 au titre presbytéral de la *Trinité*, au Pinolo (Christofori, *Storia dei Cardinali*, I, f° 200 et *passim*).

(2) *Carolus a Lotharingia, Cardinalis Valdemontanus, de Ecclesia disputatio theologica in theses distributa quam in Academia mussipontana publice defendit, dirigente P. Luca Pinello, S. J. Excudit Viriduni Martinus Mercator, anno 1580, in-4°* (Sommervogel, *op. cit.*, Pinelli).

(3) La lettre de Henri II, datée du 29 janvier 1580, est donnée par Benoît-Picart (*op. cit.*, p. 656).

Lorraine, duc de Mercœur, frère du candidat (1), s'empressèrent de donner leurs suffrages à l'étudiant mussipontain et, le 7 mars 1580, **Charles de Lorraine, cardinal de Vaudémont**, fut préconisé administrateur du diocèse de Toul, en attendant qu'il eût l'âge requis pour le titre épiscopal (2). Deux ans plus tard, le 22 septembre 1582, l'empereur Rodolphe II lui octroya l'investiture de ses droits souverains (3).

L'intention de Grégoire XIII avait été d'abord de ne donner au jeune prince que la gestion de son temporel et de lui retarder l'administration spirituelle jusqu'au moment où il aurait atteint sa vingt-septième année. Mais, considérant la vertu, la piété, la maturité du prélat, il passa outre à ses scrupules et lui expédia les dispenses nécessaires pour recevoir les saints Ordres et remplir tous ses devoirs de pasteur (4).

Charles s'empressa de lui témoigner sa reconnaissance ; mais, dans son humilité, il résolut de s'en tenir aux règles canoniques : il reçut le diaconat dans sa cathédrale, le jour de saint Étienne 1583, et attendit l'ordination sacerdotale et la consécration épiscopale jusqu'au 25 novembre 1586.

L'espoir du pape et des fidèles ne devait pas être trompé : Charles de Vaudémont fut un évêque pieux et zélé ; sa vie, si courte fût-elle, offre plus d'une ressemblance avec celle de son homonyme, son contemporain et son correspondant, le grand cardinal Charles Borromée, archevêque de Milan.

Le but constant de ses efforts fut d'installer et d'affermir à Toul l'œuvre de réforme si sagement et si vigoureusement commencée par le concile de Trente. Pourvu de plusieurs bénéfices, des

(1) La lettre de Philippe-Emmanuel, datée du 30 janvier, est également donnée par Benoit-Picart (*Ibid.*).

(2) « *C. de Vaudemont usque ad 27 ann. ætatis suæ fuit admin. tullen., deinde titulum assecuturus ejusdem.* » (Arch. Vatic., *Const. S. C.*, p. 5, d'après *Inv. Garampi.*)

(3) Bibl. nat., *Coll. lorr.*, 333, f° 157. — Ben.-Pic., XLVIII.

(4) Lettres du 11 mai 1580 (Arch. Vatic., *Lettere dei Principi*, T. XXXVI, p. 23).

abbayes de Mureau (1), de Moyenmoutier (2), de La Chalade (3) entre autres, il eût souhaité s'en décharger (4) ; il dut céder aux instances intéressées de sa famille ; mais il compensa cette dérogation aux lois de l'Église en réglant sa maison sur le train le plus modeste, en abandonnant aux pauvres, aux églises, aux fondations charitables, les deux tiers au moins de ses revenus, et en prenant l'engagement de créer un séminaire auprès de l'université mussi-pontaine, « seul moyen, écrivait-il, de réformer un diocèse auquel la vie peu régulière et l'ignorance des prêtres avaient causé plus de dommage que les violentes attaques des Calvinistes et des Luthériens (5) ».

Il obtint du provincial de Champagne quatre religieux de la Compagnie pour lui servir d'auxiliaires et de conseillers ; aidé de leurs avis, il gouverna son diocèse avec le plus grand fruit. Il visita les paroisses, prêchant sans relâche la bonne doctrine avec la tendre piété d'un saint et l'ardeur communicative d'un apôtre ; il réconcilia les églises et les autels souillés par les hérétiques ; il reconnut les reliques dispersées par les novateurs ; il tint plusieurs synodes ; il composa un catéchisme selon les données du concile de Trente et il publia des statuts pour le relèvement de la discipline ecclésiastique. Il favorisa l'établissement en Lorraine des missionnaires capucins : en 1583, avec son consentement, Marguerite de Savoie, comtesse de Ligny, leur construisit un couvent non loin de son château (6). Cette semence devait bientôt porter des fruits nombreux : au xvii<sup>e</sup> siècle, ces fils de saint François comptèrent vingt maisons dans le diocèse de Toul. Enfin, pour obtenir de Dieu le rétablissement de la paix dans l'Église et se conformer aux vœux du souverain pontife Grégoire XIII, il organisa des supplications solennelles au sanctuaire de Saint-

(1) De 1582 à 1587, après la mort de Philippe de Choiseul.

(2) De 1581 à 1587, par la résignation de Nicolas Bertrand.

(3) De 1583 à 1587 (*Gall. Christ.*, XIII, 1321).

(4) Lettre non datée, écrite de Pont-à-Mousson par le cardinal qui expose ses scrupules au pape Grégoire XIII (*Arch. Vatic.*, *Lettere dei Principi*, T. XXXVI, p. 24).

(5) *Ibid.*

(6) Gillant, *Pouillé*, II, 442.

Nicolas de Port (1). Le pèlerinage de Toul, annoncé par l'évêque du haut de la chaire de la cathédrale le 14 août 1583, et parti le surlendemain, fut d'une pompe extraordinaire et donna le branle à d'autres manifestations aussi pieuses et aussi nombreuses, de la part de la famille ducale et des autres villes du pays. Grâce à la dévotion de Charles de Vaudémont, la confiance des fidèles s'accrut envers le saint évêque de Myre et la basilique de Saint-Nicolas devint chaque jour davantage le sanctuaire national des Lorrains.

Charles de Vaudémont tient donc un rang honorable parmi ces évêques que Dieu suscita de toutes parts dans son Église pour assurer le succès du concile de Trente. Malheureusement, le peu de durée de son épiscopat et les passions politiques qui, vers cette époque, dans les duchés comme en France, se parèrent d'un zèle religieux, devaient, sinon compromettre, du moins contrarier son œuvre de restauration : nous sommes arrivés à l'époque si troublée, aux luttes si complexes de la « sainte Ligue ».

---

(1) Calmet, VII, 98 et sq.

## CHAPITRE V

### La Ligue dans le diocèse de Toul <sup>(1)</sup>. (1580-1595.)

---

Des quatre fils de Henri II et de Catherine de Médicis, François II et Charles IX étaient morts sans laisser d'héritier direct; le troisième, Henri III, monté sur le trône en 1574, avait épousé la sœur de l'évêque de Toul, Louise de Vaudémont; mais cette union restait stérile et l'on commençait à perdre tout espoir; quant au quatrième fils de Henri II, François, duc d'Anjou, il était miné par la phtisie. La question de la succession au trône commençait donc à se poser. Or, l'héritier légitime de la couronne se trouvait être un calviniste, Henri de Béarn, roi de Navarre, chef de la maison de Bourbon, arrière-petit-fils de saint Louis. Les princes de Guise, Henri le Balafre, et son frère, le cardinal Louis, fils tous deux de François de Guise, comptaient exploiter la situation, écarter le Béarnais du trône très chrétien et dissimuler adroitement leurs vues ambitieuses sous le dehors très spécieux de travailler à la défense et au maintien de la foi catholique. Dès 1577, ils jetèrent les bases d'une association puissante qui se dressa en face des Protestants et opposa un autre État à cet *État dans l'État* qu'avait créé la paix de Beaulieu. Ainsi naquit la *Ligue*, des sentiments religieux et patriotiques des Catholiques et des calculs ambitieux d'une famille

(1) SOURCES. — Les historiens lorrains et toulous. — D'Haussonville, *Réunion de la Lorraine à la France*, t. I. — Pimodan, *La réunion de Toul à la France*.

puissante. Henri de Guise espérait bien qu'à la mort de Henri III, les suffrages populaires lui décerneraient le sceptre.

Charles III, lui aussi, nourrissait quelques espérances. Il avait épousé la princesse Claude de Valois, sœur de Henri III, et il savait que Catherine de Médicis songeait à faire de son petit-fils Henri, marquis de Pont-à-Mousson, l'héritier présomptif de la couronne de France. De plus, depuis un siècle environ, une légende s'était formée sur les origines de la Maison de Lorraine (1). Au lieu de la faire descendre tout simplement des comtes d'Alsace, on s'était habitué à lui donner comme ancêtres Guillaume de Boulogne, frère de Godefroy de Bouillon, et par conséquent Charlemagne et Pépin le Bref (2) ; d'aucuns remontaient jusqu'à Clodion le Chevelu..... jusqu'à Jules César, voire même jusqu'à Anténor et au roi Priam (3), que tous les peuples alors voulaient avoir pour père. Charles, se flattant d'être l'arrière-petit-fils de Charlemagne, prétendait bien, à l'occasion, prendre le pas sur un descendant de saint Louis, et faire reparaitre, sur le trône de France, la dynastie carolingienne en la personne de son fils Henri, marquis de Pont-à-Mousson.

Voulant sans doute plaire au duc de Lorraine et lui fournir des arguments pour des revendications éventuelles, François de Rosières, grand archidiacre de Toul (4), publia à Paris, chez Guil-

(1) Cf. Digot, *Hist. de Lorr.*, t. I, 418. *Appendice. Observations sur la généalogie des premiers ducs de Lorraine.*

(2) Symphorien Champier. *Le recueil ou chroniques des hystoires des royaumes d'Austrasie...* 1510.

(3) Émond du Boulay, *La vie et trespas des deux princes de paix, le bon duc Antoine et saige duc François, premiers de leurs noms.* 1547. — Jean d'Aulcy. *Abrégé ou Épitomé des vies et gestes des ducs de Lorraine, à commencer à Lothar, neveu de Jules César.* — Richard de Wassebourg, *Antiquitez de la Gaule Belgique, royaume de France, Austrasie et Lorraine.* 1549.

(4) François de Rosières naquit, à Bar-le-Duc, en 1539, de Jean, seigneur de Rancourt et de Jeanne de La Mothe. Il fut prieur de Bonneval, grand archidiacre, vicaire-général et official de Toul, maître des requêtes et conseiller d'État de Lorraine. Il a écrit deux ouvrages de spiritualité, restés manuscrits, et six *livres de politique*, imprimés à Reims ; mais il dut surtout sa célébrité à ses *Stemmata*. Il eut avec son évêque, Christophe de la Vallée, un procès sur la juridiction qui appartenait au grand archidiacre (voir plus loin). Il mourut le 29 août 1607 et fut inhumé à la cathédrale (Calmet, *Bibl. lorr.* — Fourier de Bacourt, *Épigraphes*, I, 5).

laume Chaudière, en 1580, un volume in-folio « *Stemmatum Lotharingæ et Barri Ducum tomii septem, ab Antenore, Trojanarum reliquiarum ad Paludes Meotidas rege, ad hæc usque illustrissimi, potentissimi et serenissimi Caroli III, ducis Lotharingæ, tempora.* » Cet ouvrage, sans observer les lois les plus élémentaires de la critique historique, rééditait toutes les fables qui couraient alors sur l'origine et la généalogie de la famille de Lorraine et sur les droits qu'elle prétendait tenir de Charlemagne et de Clodion.

Qu'il eût été commandé ou non par Charles III, le roi de France vit dans ce livre une insulte et une provocation. Sur son ordre, Jacques Viart, président de Metz, et Nicolas Bruslart, conseiller au parlement de Paris, se rendirent à Toul, arrêtrèrent l'archidiacre et procédèrent à un premier interrogatoire. En vain, Rosières protesta-t-il qu'il s'était borné à transcrire les auteurs qu'il avait entre les mains ; il fut conduit à Paris et enfermé à la Bastille. L'enquête ne concluait rien moins qu'à la peine de mort (1).

Catherine de Médicis, Louise de Vaudémont, le cardinal évêque de Toul sollicitèrent la grâce du malheureux généalogiste et parvinrent enfin à procurer son élargissement. Mais François dut auparavant faire amende honorable au roi et reconnaître publiquement, à genoux, devant le monarque et son conseil, qu'il avait « mal et calomnieusement écrit plusieurs choses contre la vérité de l'histoire (2) ».

Charles III n'en nourrissait pas moins ses secrètes espérances. La première réunion qui fut tenue pour arrêter le programme de la Ligue eut lieu en 1584, près de sa capitale, dans une maison de campagne des Bassompierre, à Boudonville, et, après avoir gardé quelque temps une apparente neutralité, le prince fournit aux Ligueurs de l'argent, des soldats et les pressa d'exécuter le dessein

(1) L'interrogatoire de Rosières et sa rétractation sont tout entiers dans Dom Calmet, *Hist. de Lorr.*, 2<sup>e</sup> édit., VII, c. LXXVII et sq. ; c. xcvi. — Des copies de cet interrogatoire sont conservées aux bibliothèques Sainte-Geneviève (ms. 2076) et Mazarine (ms. 4381, f<sup>o</sup> 229). — Cf. Nau, *Le procès de lèse majesté intenté en 1585 à François de Rosières...*, d'après la relation manuscrite conservée à Londres, au British Museum, dans *Journ. Soc. Arch. lorr.*, 1897, 124 (214).

(2) Les *Stemmata* furent réfutés en 1583, par Duplessis-Mornay. — Cf. *Mém. Acad. Inscript.*, XXXIV, p. 173.



qu'ils avaient conçu de prendre Metz, Toul et Verdun. Il comptait ainsi affaiblir dans ces villes l'influence du roi de France et conjurer le déplorable effet de l'usurpation de Henri II.

Dans la crainte d'une surprise des Protestants allemands, Henri III avait ordonné au gouverneur de Toul, Bonaide, de mettre en état les fortifications de la place : ces travaux de défense devaient servir aux Ligueurs. Après avoir pris Verdun, Henri de Guise s'avança vers Toul, en mai 1585. Le chapitre lui fit ouvrir ses châteaux de Void et de Vicherey ; mais la ville tint quelques jours : elle ne se rendit que le 25 mai et de Rosne devint gouverneur au lieu et place de Bonaide.

Quels étaient l'attitude et le rôle de Charles de Vaudémont dans ces compétitions où sa famille était si vivement engagée ; nous l'ignorons, car Benoît-Picart et Dom Calmet, surveillés par la censure française, gardent sur tout ceci un silence malencontreux. Il était d'ailleurs assez occupé par ses propres affaires. Nicolas Bousmard, évêque de Verdun, était mort, le 10 avril 1584 (1). Le duc de Lorraine essaya de faire donner à Nicolas Bousmard, archidiacre d'Argonne, la succession de son oncle ; il écrivit même dans ce sens au souverain pontife ; mais les ennemis de l'archidiacre rendirent suspecte son orthodoxie ; ils prévinrent ainsi contre lui la Cour apostolique. Charles III, abandonnant alors son premier candidat, envoya une nouvelle lettre à Grégoire XIII et fit donner le siège de Verdun au cardinal évêque de Toul (2).

Quel fut le motif de ce revirement ? Je ne le sais ; mais je suis porté à croire que ce furent des considérations intéressées. Verdun, quoique son diocèse fût assez restreint, avait un revenu de beaucoup supérieur à celui de Toul (3) et les princes de Lorraine étaient attentifs à doter de leur mieux les membres de leur famille. Il me répugne pourtant de croire que Charles de Vaudémont fût touché de ces avantages, au point d'interrompre brusquement et de compromettre l'œuvre de restauration à laquelle il s'était livré. Le peu

(1) Roussel, *Hist. de Verdun*, 2<sup>e</sup> édit., II, 33 et sq.

(2) Sa lettre se trouve dans Roussel, *op. cit.*, II, LXXII.

(3) La taxe de Verdun était de 4,400 florins (Eubel, *Hierarchia*, 562).

de documents que nous a laissé parvenir la censure, ne permet point de percer ce mystère. Il faut nous borner à constater que Charles semble avoir accédé, sans trop de résistance, aux désirs de son cousin et à l'appel des chanoines de Verdun. Il prit congé du clergé et des fidèles de Toul, se rendit à Rome pour solliciter ses bulles, prit possession par procureur, le 4 mars 1585, et, sur le conseil du cardinal de Pellevé, il se fit ordonner prêtre et sacrer par le suffragant de Metz, le 25 novembre 1586, dans sa nouvelle cathédrale.

Catherine de Lorraine-Aumale, troisième épouse de Nicolas de Vaudémont, écrivit au chapitre de Toul pour lui recommander son fils Antoine, et Louise, femme de Henri III, joignit ses prières aux siennes (1). Les chanoines ne surent point résister à ces instances et, le 22 février 1585, ils élurent Antoine de Vaudémont à la succession de son frère. Ce prince était déjà chanoine de Trèves ; mais il avait à peine douze ans et Sixte-Quint, qui venait de succéder à Grégoire XIII, ne voulut point ratifier une nomination aussi peu canonique. Il fit agréer ses raisons par le duc de Lorraine et par le roi de France et, pour ménager leurs intérêts, il rendit au cardinal de Vaudémont l'administration de son ancien diocèse.

Charles se trouva très honoré de ce compromis et il assura le pape qu'il était plus sensible à cette marque de haute confiance qu'aux honneurs de la pourpre cardinalice. Il rentra solennellement à Toul, le 4 juillet 1586, et, désormais chargé de deux Églises, il se multiplia, se dépensa sans compter. Il reprit la tenue des synodes, la visite des paroisses et l'évangélisation de ses ouailles. L'Église de Toul avait alors besoin d'un pasteur aussi vigilant : Henri de Béarn, pour faire diversion et occuper Charles III, avait pressé les Protestants d'Allemagne de s'unir aux Huguenots de France et de pénétrer en Lorraine. En août 1587, les bandes luthériennes entrèrent dans le duché par Sarrebourg, Blâmont, Lunéville ; elles incendièrent l'abbaye de Belchamp et, comme les troupes ducales s'étaient massées devant Saint-Nicolas et Nancy, elles pas-

(1) Voir leurs lettres dans Benoit-Picart, *Hist.*, p. 660.

sèrent par Bayon, Charmes, Haroué, semant partout la dévastation et rencontrèrent, le 18 septembre, Henri de Guise et Charles III au pied de la côte de Pont-Saint-Vincent. Les deux ducs furent assez habiles pour éviter le combat et les envahisseurs, harcelés sans cesse par le Balafre, gagnèrent Neufchâteau et la Champagne. La Lorraine était sauvée ; mais elle avait beaucoup souffert.

D'un autre côté, la peste, compagne ordinaire de la guerre, exerçait ses ravages à Toul et dans les environs. Le chapitre s'était retiré sous un ciel plus propice : les bourgeois valides s'étaient éloignés ; mais Charles de Vaudémont, à la première nouvelle du fléau, accourut au secours de son peuple et, quelles que fussent les prières et les remontrances, il se dépensa sans réserve au soulagement spirituel et corporel des malheureuses victimes de ce terrible mal.

Il disparut trop tôt pour ses deux Églises : il fut emporté à Toul, le 29 octobre 1587, par une fièvre maligne. On crut d'abord à un empoisonnement ; mais sa mort semble, avec plus de probabilité, devoir être attribuée à la fatigue extrême d'un retour précipité qu'il fit de Paris, et peut-être aussi à son dévouement pour les pestiférés. Son corps, d'abord exposé à la cathédrale, fut conduit à Nancy et placé à côté de celui de ses pères, dans l'église des Cordeliers. Son monument, œuvre remarquable de Florent Drouin, a été dispersé à la Révolution : aujourd'hui la statue du cardinal se trouve à l'entrée du chœur des Cordeliers et les quatre statues des grands docteurs de l'Église latine ornent les deux chapelles du transept, à la cathédrale de Nancy.

La nomination de son successeur souffrit quelques difficultés. La peste n'avait pas mis un terme aux rivalités qui séparaient les Royalistes et les Ligueurs : le fléau eut à peine diminué, vers le mois d'octobre, que les dissensions reprirent avec une nouvelle ardeur et même ensanglantèrent les rues. Les chanoines, pour rentrer à Toul, durent attendre que l'émotion fût calmée et c'est seulement vers la fin de novembre qu'ils purent s'occuper de l'élection. Ils étaient réunis en chapitre, comptant bien procéder en paix, quand un messager du duc Charles III se présenta de la part de son maître

et recommanda à leurs suffrages Christophe de La Vallée, gouverneur du prince Erric de Vaudémont, frère du cardinal défunt. Le duc se flattait que Christophe lui saurait gré de sa nomination et qu'au moment opportun, il résignerait son siège à son élève, alors beaucoup trop jeune pour avoir des chances d'être agréé par la Cour pontificale (1). Les chanoines devinèrent le jeu, ajournèrent l'élection et envoyèrent à Charles III les sieurs Thiriet, François de Rosières et Robin, pour lui présenter leurs excuses et l'assurer que le seul motif de ce retard était la nécessité où les engageait leur serment de maintenir la liberté de leurs votes.

Se méprenant sur leurs intentions, le duc n'insista point et prétendit ne vouloir en rien les contraindre. Ils reprirent donc l'élection et nommèrent, non point Christophe de La Vallée, mais Thierry Thiriet, leur confrère, chantre et official. Charles fut très mécontent de ce qu'il regardait comme un manque d'égards ; non content de se plaindre directement au pape, il fit agir auprès de Sixte Quint Henri III et Louise de Vaudémont, si bien que Thierry Thiriet, quand il se rendit à Rome pour solliciter ses bulles, s'entendit déclarer que l'on ne reconnaissait pour évêque de Toul que Christophe de La Vallée. Les chanoines eurent beau protester, montrer la légitimité de l'élection qu'ils venaient de faire : Sixte invoqua le privilège qui conférait au Siège-Apostolique le droit de nommer un successeur à un évêque cardinal de l'Église romaine (2) : il préconisa, le 22 août 1588, au siège de saint Mansuy, le candidat de Charles III, réserva sur les revenus du temporel une pension de mille ducats d'or au profit d'Erric de Lorraine et, pendant dix ans, une autre pension de trois cents ducats d'or pour le collège des Anglais, établi auprès de l'université de Reims. Les chanoines ne s'étaient donc point abusés : c'était pour Erric que Christophe recevait le siège de Toul. Ils durent toutefois dissimuler leurs préventions et leurs regrets, car Sixte Quint les avait menacés d'in-

(1) Erric avait alors douze ans.

(2) *Lettres du cardinal de Joyeuse au roy Henry 3<sup>e</sup>, touchant les éveschez de Toul et de Verdun*, 1587 et 1588 (Arch. du Minist. des Aff. étrang., *Mém. et doc.*, Lorraine, t. V, f<sup>o</sup> 233 et sq.). Elles sont données par M. de Pimodan, *Réunion de Toul*, p. 188 et sq.

terdit, s'ils ne recevaient point en fils soumis le prélat qu'il leur imposait.

Leurs collègues de Verdun n'avaient pas été mieux traités : ils avaient dû recevoir, de la main du souverain pontife, un autre candidat de Charles III, Nicolas Boucher, précepteur des princes de Lorraine. Mais Verdunois et Tulois n'eurent qu'à se féliciter dans la suite de ce qu'ils considéraient alors comme une atteinte à leurs droits : les deux prélats furent des évêques selon le cœur de Dieu ; ils continuèrent l'œuvre de leurs prédécesseurs, les Vaudémont et les Nicolas Psahme.

Pendant, les affaires de la Ligue avaient marché : en février 1588, ses principaux chefs se réunirent de rechef à Nancy et, de là, ils adressèrent à Henri III la sommation de prendre des mesures efficaces pour détruire l'hérésie dans son royaume, de se rallier à la Ligue, d'établir l'Inquisition dans les principales villes, de publier le concile de Trente, etc. (1).

Les canons de ce concile étaient-ils alors notifiés dans le diocèse de Toul ? la question est fort obscure et ne paraît pas devoir jamais être complètement élucidée, faute de documents précis et authentiques. S'il faut en croire une tradition orale recueillie par Louis Machon (2), le cardinal de Vaudémont monta en chaire, un jour de fête, dans sa cathédrale, et là, en présence de tout le peuple chrétien il déclara qu'il recevait les décrets du Concile ; il ordonna à tous ceux qui possédaient plusieurs bénéfices incompatibles, de s'en défaire dans les six mois et il établit juge dans l'espèce Bacaretti, chanoine de Saint-Étienne.

L'affaire ne semble pas avoir été d'elle-même. Le chapitre, invité par l'évêque à se conformer aux canons de Trente, répondit d'une manière évasive et n'accorda guère qu'une profession de foi. Il fut surtout intraitable sur la question liturgique. Charles de Vaudémont, pressé par les Jésuites, eût désiré adopter le missel et le bréviaire romains, tels que saint Pie V venait de les éditer. Mais les chanoines firent valoir, et l'antiquité de leurs rites, et le respect

(1) Calm., V, 801.

(2) Ben.-Pic., 660.

que Rome professait pour les traditions respectables, et ils sauvèrent ainsi la liturgie toulouise (1).

Dans le reste du diocèse, la publication subit aussi de nombreuses difficultés. « Il est certain que pour la pratique, écrit Dom Calmet (2), ce concile n'y a jamais été observé comme règle certaine et uniforme de discipline et que, dans l'assemblée des princes qui se tint à Nancy sur la réception de ce concile, il ne fut rien conclu. Nous avons une lettre du duc Henri de l'an 1608, au chapitre de Saint-Dié, par laquelle ce prince leur dit qu'il se souvient très bien du refus qu'ils ont toujours fait du temps du feu cardinal son frère, de recevoir le saint concile de Trente parce qu'il n'était pas publié par deçà. Et la Lorraine, depuis comme avant le concile, s'est toujours gouvernée selon certains usages anciens, dans lesquels elle s'est conservée. Quant à cette partie de l'évêché de Toul qui est à la France et qui relève du royaume, elle jouit des libertés de l'Église gallicane, comme le reste du royaume. » On peut juger d'après cette citation, combien la question est obscure. Peut-être Charles de Vaudémont, s'il eût vécu plus longtemps, eût-il donné à son acte plus de solennité et eût-il usé de ses relations de parenté pour lui faire reconnaître force obligatoire.

Les jurisconsultes lorrains sauront plus tard profiter de cette incertitude : ils proclameront bien haut, sans appuyer leurs affirmations sur des preuves solides, que les duchés de Lorraine et de Bar étaient des *pays d'usage*, exempts par conséquent des prescriptions du concile et des règles de la chancellerie pontificale.

**Christophe de La Vallée**, successeur du cardinal, appartenait à une vieille maison du Clermontois (3). Il naquit en 1554 à Aubré-

(1) Sur cette liturgie, voir l'appendice à la fin du présent volume.

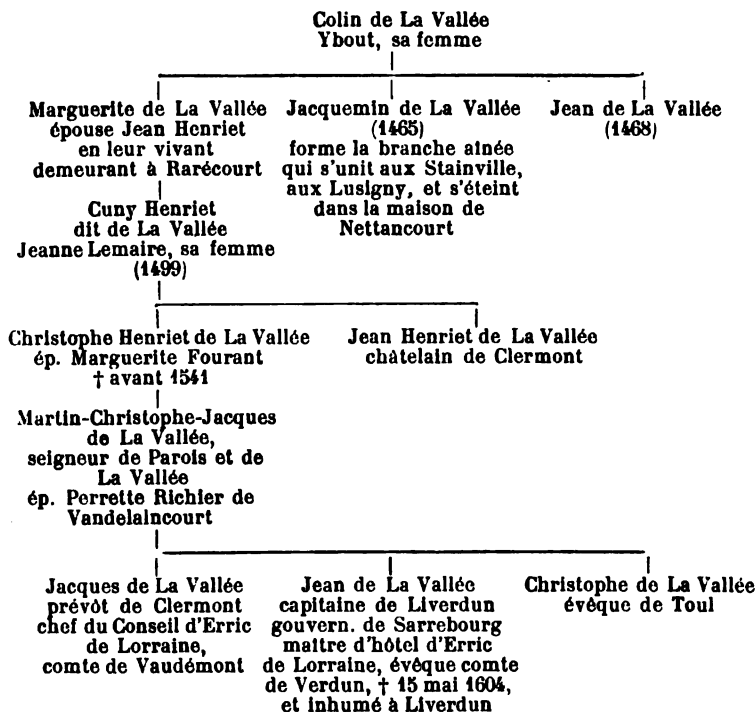
(2) VII, 101.

(3) La famille de La Vallée, originaire du Clermontois, fut attachée au service des princes de Lorraine depuis le milieu du xvi<sup>e</sup> siècle et posséda, tant en Lorraine qu'en France, de nombreuses distinctions. Elle porte *d'argent à cinq anneaux de sable posés en sautoir accompagnés de quatre hermines*. — L'un des représentants actuels de cette noble maison est M. le marquis de Plmodan, duc de Rarécourt, à Échenay (Haute-Marne).

Voici la généalogie de Christophe, d'après la *Recherche* de Didier Richier (Biblioth. de Metz, *Fonds Salis*). Ce renseignement m'a été fourni par

ville, au diocèse de Verdun (1), de Christophe Henriet, seigneur de La Vallée et de Parois, et de Perrette Richier de Vandelaincourt. Il fit ses études à Pont-à-Mousson et à Paris, s'y lia avec plusieurs prélats et s'attira leur estime et leur amitié. Aux prébendes qu'ils lui offrirent, il préféra, en 1575, la cure de Parois (2), petit village dont sa famille avait la seigneurie. Il ne garda point toutefois une stricte résidence. En 1581, il suivait les cours à l'université de Pont-à-Mousson (3); puis il fut appelé quelque temps à Saint-Vanne par l'évêque abbé, Nicolas Psaume, pour donner des leçons de latin à Didier de La Cour, le futur réformateur (4); il retourna

M. Raymond de Souhesmes, vice-président de la Société d'Archéologie lorraine, le savant généalogiste lorrain.



(1) Aubréville, c. de Clermont-en-Argonne, Meuse.

(2) Parois, c. de Clermont, Meuse. — Robinet, *Pouillé*, I, 487.

(3) Au moment de l'enquête de Richier (juillet 1581), il était prêtre-étudiant à Pont-à-Mousson (*Recherche*, loc. cit.).

(4) Haudiquier, *Vie de Didier de La Cour*. Paris, Guillaume, 1772, p. 20.

ensuite à Paris où il professa quelque temps et fut choisi, par Louise de Vaudémont (1) et le cardinal évêque de Toul, comme précepteur de leurs jeunes frères, Henri, comte de Chaligny, Antoine et Erric. Charles de Vaudémont avait même songé, paraît-il, à faire de lui son suffragant, à la mort de Jean de Buxet, archidiacre de Port et évêque de Christopolis ; mais, pour des motifs restés inconnus, l'affaire ne réussit pas. La reine de France, en revanche, lui assura une pension de cinq cents livres et Charles III lui donna le titre et les émoluments de maître des requêtes du Palais.



Christophe de La Vallée était donc un protégé de la Maison de Lorraine et le duc, n'ayant aucun membre de sa famille à placer sur le siège de saint Mansuy, se flattait d'avoir en lui un ami tout dévoué à ses intérêts. Nous verrons qu'il ne s'était pas trompé et que le nouveau prélat sut concilier la dignité et l'indépendance de son ministère avec la reconnaissance et l'affection.

Préconisé le 22 août 1588, Christophe de La Vallée fut sacré le

(1) Benoit-Picart (*op. cit.*, 670) et M. de Pimodan, d'après lui (*op. cit.*, 181), disent qu'étant encore curé de Paroix, Christophe de La Vallée eut l'abbaye de La Chalade ; mais d'après le *Gallia Christiana* (XIII, 1322), il n'obtint cette abbaye qu'en 1592, par la résignation de Charles Polgnant, alors qu'il était déjà évêque de Toul, et même, d'après Robinet (*Pouillé*, I, 748), il ne reçut ses bulles qu'en 1597.



19 février suivant, à Paris, dans l'église des Bernardins. Le prélat consécrateur fut Adhémar de Hennequin, archevêque de Rennes, et les prélats assistants, Nicolas de Villars, évêque d'Agen, et Antoine Fournier, suffragant de Metz.

Le nouvel évêque n'était point sans appréhension sur l'accueil que lui réservaient ses chanoines : les menaces de Sixte-Quint étaient de nature à les indisposer encore davantage ; mais les ducs de Guise et de Lorraine s'entremirent et ils obtinrent d'eux soumission et respect. Le chapitre délégua deux de ses membres à Paris pour saluer le prélat, lui souhaiter la bienvenue et l'accompagner jusqu'à sa ville épiscopale, et ce fut sans aucun encombre que Christophe fit son entrée solennelle à Toul, le 27 novembre 1589.

Avant de quitter Paris et sur l'invitation de Henri III, il avait chargé ses frères, Jacques et Jean de La Vallée, de faire au roi, en son nom, l'hommage de son temporel et lui-même prêta, entre les mains de Viart, président de Metz, le serment de fidélité au roi très chrétien (1). Sans doute, ces démarches ne s'adressaient encore qu'au *vicairé de l'Empire* ; mais le premier pas était fait et déjà les successeurs de Henri II oubliaient à quel titre précaire ils occupaient les Trois-Évêchés.

Mais Rodolphe II ne l'oubliait point. Il ne manqua pas de réclamer au prince-évêque de Toul l'hommage ordinaire et le paiement du *Landfrid*. Le prélat répondit que le roi Henri III l'avait obligé à lui prêter serment, avec défense de reconnaître d'autre maître que lui ; quant à la contribution demandée, les charges considérables qu'imposaient à son diocèse les passages incessants des troupes allemandes ne lui permettaient pas de la solder.

L'empereur était alors à Prague. Il écrivit aux chanoines pour leur mander ses appréhensions, les prier d'intervenir auprès de l'évêque et de resserrer les liens de fidélité qui unissaient le siège de Toul à l'Empire. Au reçu de cette missive, le chapitre, très flatté

(1) Bibl. nat., *Fonds français*, Ms. 16,889, f<sup>o</sup> 296.

d'une telle marque de confiance, dépêcha deux de ses membres à Christophe, en ce moment à Liverdun, pour le supplier de donner à la lettre impériale une réponse satisfaisante. La Vallée se rendit à leur désir; mais Dumesnil, lieutenant du roi à Toul pour la Ligue, protesta et prétendit que l'évêque ne pouvait envoyer de plis à l'empereur sans les lui avoir préalablement communiqués. Il trouva à qui parler. Christophe se plaignit au duc Charles III de l'insolence de cet officier et il obtint sa destitution. Quant à la lettre d'hommage, elle dut satisfaire Rodolphe, car elle valut au prélat le brevet d'investiture, le 29 novembre 1593 (1). Ce fut le dernier qu'un évêque de Toul reçut de la chancellerie impériale.

Quelles que fussent ses protestations d'attachement à l'Empire, le chapitre lui aussi se vit bientôt forcé de signer un serment de fidélité au roi de France. Il voulut épiloguer sur les mots, souscrire une formule équivoque; mais il dut céder à un ordre formel de Henri IV et accepter la formule royale. Les bourgeois suivirent son exemple et c'est ainsi que peu à peu se serraient les liens que leurs pères avaient eu l'imprudence de s'imposer eux-mêmes.

Cependant la paix entre La Vallée et ses chanoines n'était qu'à la surface. Bientôt, éclata un grave conflit (2). La cathédrale appartenait au chapitre (3); sauf à certaines fêtes, prévues par les *Statuts*, l'évêque ne pouvait y officier que sur la demande ou l'autorisation de l'assemblée capitulaire. Christophe voulut faire une ordination au maître-autel; le chapitre refusa. Le prélat porta l'affaire en Cour de Rome et profita de la circonstance pour attacher les privilèges du chapitre et la juridiction du grand-archidiacre. Il sut intéresser à sa querelle le fils de Charles III, Charles, cardinal de Lorraine, évêque de Metz et légat du Saint-Siège; il vint plaider lui-même sa cause et il obtint une enquête, puis une décision favorable. Clément VIII alla lui-même jusqu'à envoyer aux bourgeois de Toul un bref qui les priait de prêter main-forte à

(1) Il est donné par Pimodan, *op. cit.*, 422, et il se trouve à la Bibl. nat., *Coll. lorr.*, n° 330, pièce 1.

(2) Lem., I, 45.

(3) Voir T. I, p. 518.

l'évêque contre les chanoines, si les circonstances l'exigeaient. La Vallée pourtant désirait une bulle qui confirmât ses revendications ; mais le duc et le cardinal de Lorraine, craignant que les choses ne s'envenimassent, se rendirent à Toul, calmèrent les esprits et amenèrent les parties à un accommodement.

La lutte, d'ailleurs, était alors à l'état chronique : la Ligue touchait à son paroxysme. Les 23 et 24 décembre 1588, Henri III s'était débarrassé du Balafré et de son frère, le cardinal de Guise ; mais le 1<sup>er</sup> août suivant, il avait péri lui-même, victime du fanatisme et des passions populaires. Charles III profita des troubles du royaume pour réaliser les ambitions de sa Maison et s'emparer des Trois-Évêchés, sous le spécieux prétexte de travailler aux intérêts de la Ligue. Une première attaque, dirigée contre Toul, ne réussit point. Il fut plus heureux le 12 août ; les Royalistes, à la nouvelle de l'assassinat de Henri III, avaient embrassé le parti des Ligueurs, quitté la ville et offert leurs services au duc de Lorraine. Ainsi affaiblie, la place dut se rendre, après six jours de résistance. Charles lui accorda une capitulation avantageuse et lui donna comme gouverneur Jean de Maillane. Verdun eut bientôt le même sort ; mais le duc échoua devant Metz.

Cependant Henri de Béarn, qui avait pris la succession de Henri III et revendiquait la couronne de France, fit sommer Toul de secouer le joug de la Ligue et de rentrer en son obéissance. Maillane en informa son souverain et Charles III lui donna l'ordre de développer les fortifications, de doubler la garnison et de faire prêcher aux bourgeois l'obligation où ils étaient de s'opposer à l'intrusion d'un prince qui ne tendait à rien moins qu'à détruire le Catholicisme. Il voulait armer ainsi la ville épiscopale, et contre le Béarnais, et contre ses alliés d'Allemagne. Il réussit pleinement : persuadés qu'il s'agissait du maintien de leur religion, les bourgeois devinrent de fougueux Ligueurs. Le baron de Rosslar, puis les autres bandes protestantes qui se présentèrent devant Toul et tentèrent d'en faire le siège, durent céder devant leur courage et leur résolution, et c'est peut-être à cette époque que la vieille cité, jusque-là indépendante et quelque peu frondeuse, mérita sa noble devise : « *Pia, prisca et fidelis.* »

Maillane profita de cet enthousiasme pour faire travailler aux murailles et aux autres défenses. Le beau feu, du reste, se ralentit bientôt. Une faction de mécontents ne tarda point à se former ; elle se fût rapidement fortifiée sans la vigilance du gouverneur, sans la sagesse et la décision de Charles III. Le duc fit surprendre une réunion nocturne et jeta les meneurs en prison ; il feignit de se contenter du repentir de ceux qui n'étaient point ses sujets ; mais il instruisit le procès des Lorrains, tout en différant le châtement qu'ils avaient mérité.

Quelque prudente que fût cette conduite, les affaires de la Ligue se gâtaient en Lorraine. Charles III lui-même se désintéressait d'un parti qui s'amoindrissait de jour en jour et qui cherchait à placer sur le trône de France un prince incapable, cadet de sa Maison, ou une infante espagnole, sortie de cette famille d'Autriche contre laquelle ses ancêtres avaient jadis tant combattu.

Aussi, ce ne fut point sans un soupir de soulagement que l'on apprit à Toul et en Lorraine l'abjuration du Béarnais (25 juillet 1593). La Ligue dès lors n'avait plus d'objet. Charles III, qui depuis longtemps avait perdu ses ambitieuses espérances, fut l'un des premiers à s'en détacher et à se rapprocher du vainqueur de Mayenne. Sancy, premier maître d'hôtel de Henri IV, et Christophe de Bassompierre s'abouchèrent à Laon ; le traité fut signé à Folembray, en décembre 1593 : le duc reconnaissait Henri comme roi légitime de France ; mais, entre autres clauses, il obtenait l'assurance que les gouvernements de Toul et de Verdun seraient donnés à l'un ou à l'autre de ses enfants et qu'ils ne sortiraient jamais de sa famille. Ses vœux semblaient en partie comblés.

Christophe de La Vallée ne se laissa point distraire par toutes ces luttes et il poursuivit avec constance l'œuvre de restauration que ses prédécesseurs avaient commencée. Malheureusement les affaires dont il était chargé à la cour de Lorraine et, depuis 1593, le souci que lui donnait l'administration du diocèse de Verdun, pendant la minorité de l'évêque Erric, son ancien élève, lui laissaient fort peu de loisir : son principal effort porta sur la liturgie. Par ses bulles *Quod a nobis*, du 9 juillet 1568, et *Quo primum tempore*, du 30 juin 1570, le pape saint Pie V avait ramené l'office

divin et le sacrifice eucharistique « à l'antique règle de la prière » : le bréviaire et le missel romains avaient paru successivement en 1560 et en 1570 et ils avaient été adoptés par un grand nombre d'Églises.

Toul était en possession d'une vieille liturgie qui remontait à plus de deux siècles. D'après les décisions mêmes du souverain pontife, elle était en droit de la conserver et le chapitre n'avait pas manqué de faire valoir cette raison contre les projets trop romains du cardinal de Vaudémont. Du reste, missel et bréviaire toulousiens ne différaient guère que par des superfétations du missel et du bréviaire romains, tels que Pie V venait de les restituer (1). Instruit par l'expérience, Christophe de La Vallée fut moins radical que son prédécesseur : il sut trouver et faire adopter par son chapitre une juste mesure. Il fut convenu qu'on garderait les antiques usages, les hymnes et les proses toulousiennes, mais que l'on se conformerait aux intentions du concile, en adoptant pour l'ordinaire de la Messe les prières et les cérémonies romaines, en donnant aux rubriques une rédaction meilleure, en revisant et en réduisant les leçons historiques, en disposant les leçons de l'Écriture, les homélies des Pères selon le modèle romain ; bref, en arrangeant toutes choses de telle manière que le bréviaire et le missel toulousiens, tout en paraissant nouveaux, n'aient rien perdu de l'autorité des anciens livres : « *ut nec veteri breviario*, est-il écrit dans le mandement épiscopal, *sua omnino pereat auctoritas atque usus et novum interea quodammodo videri possit* (2). » Voilà certes qui était sage, et si ses collègues de France, si leurs successeurs avaient été aussi respectueux des vieilles coutumes, aussi dociles aux intentions de la Cour romaine, « sur le fond inviolable des prières de la Chrétienté » aurait subsisté « cette partie nationale de la liturgie qui avait ses racines dans l'ancien rit gallican et que les siècles du moyen-âge avaient ornée de tant de fleurs, complétée par de si suaves mélodies (3) ». Mais, où sont les neiges d'antan ?

(1) Lire auparavant l'*Appendice* sur la *Liturgie romano-toulousienne*, à la fin du présent volume.

(2) Mandement en tête du bréviaire de 1595.

(3) Guéranger, *Institutions liturgiques*. 2<sup>e</sup> édit. Paris, 1880, II, 636.

La Vallée commença par le bréviaire. Voulant donner à son œuvre toute la perfection désirable, il résolut d'adjoindre à son chancelier, le chanoine Désiré Montarde, des hommes versés dans les sciences sacrées et dans les lettres humaines. Il demanda pour cela au Père Bleuse, recteur de l'université de Pont-à-Mousson, deux de ses religieux et le recteur, entrant pleinement dans ses vues, lui adressa ses deux meilleurs professeurs, le Père Toussaint Roussel (1) et le Père Fronton du Duc (2). Rarement, commission fut à la fois plus docte et plus modérée, et le bréviaire qui parut à Pont-à-Mousson, chez Stéphane Mercator, en 1595, justifie pleinement son titre : « *BREVIARIUM SECUNDUM USUM INSIGNIS ECCLESIAE TULLENSIS* (3). »

Les leçons de matines sont, il est vrai, ramenées à la règle romaine et les biographies des saints, restreintes au second nocturne ; les légendes et les homélies reconnues apocryphes, incertaines ou interpolées, ont été remplacées par des textes authentiques, tirés d'écrivains connus ; l'hymne à l'*Alleluia* et le *Mane nobiscum* ont disparu des premières vêpres de la Septuagésime ; le style des antiennes et des leçons a subi plus d'une correction heureuse ; mais c'est bien encore le vieux bréviaire toulouais, avec ses usages, alors si populaires. Le missel ne parut que plus tard. Christophe fut détourné de ce travail liturgique par d'importantes affaires qu'il eut alors à traiter avec la cour de Lorraine : le mariage de Henri, marquis de Pont-à-Mousson, fils de Charles III, et les projets d'érection d'un évêché à Nancy.

(1) *Toussaint Roussel*, chanoine de Metz avant d'entrer dans la Compagnie, professa la théologie morale et l'Écriture-Sainte à Pont-à-Mousson, fut recteur à Bordeaux, Rodez et Billon et mourut au Pont en 1597 (E. Martin, *Univ. de Pont-à-Mousson*, *passim*).

(2) *Fronton du Duc*, né à Bordeaux en 1558, professa la rhétorique à Pont-à-Mousson de 1578 à 1580, donna en cette dernière année *l'Histoire tragique de la Pucelle d'Orléans*, la première pièce française en l'honneur de Jeanne d'Arc, fut chargé en 1592 du cours d'Écriture-Sainte, quitta la Lorraine vers 1597 et mourut en 1621, après s'être distingué par sa profonde érudition, sa connaissance de la langue grecque et sa critique des textes anciens (*Ibid.*, *passim*).

(3) *Breviarium secundum usum insignis ecclesiae tullensis... jussu et auctoritate D. Christophori a Valle editum*. Mussiponti, apud Stephanum Mercatorem, MDXCV. 4 vol. in 8°.

## CHAPITRE VI

### La cour de Lorraine et le Saint-Siège (1593-1607) <sup>(1)</sup>.

---

#### § I. — Le mariage de Henri II.

L'insuccès politique de la Ligue était une défaite pour les princes lorrains. L'intérêt et la dignité faisaient à Charles III une loi de ne pas entretenir avec Henri IV des rapports trop fréquents et trop intimes. Le duc ne sut point le comprendre. Il n'avait pas réussi à faire monter son fils Henri, marquis de Pont-à-Mousson, sur le trône fleurdelisé : il voulut du moins lui procurer la main de la sœur du roi, Catherine de Bourbon. L'intérêt seul pouvait y trouver son compte : Catherine avait six ans de plus que Henri ; elle était sa parente au troisième degré et surtout elle était calviniste fervente.

Le duc s'ouvrit de son projet à Christophe de La Vallée et le prélat, dans son attachement pour la Maison de Lorraine, le supplia de renoncer à un dessein aussi funeste. Charles parut ébranlé ; il lui avoua qu'il ne se dissimulait pas les suites possibles de ce mariage, mais que tout bien considéré, des nécessités d'État ne lui permettaient point de rompre les négociations déjà commencées.

(1) SOURCES. — Arch. Vatic. — Bibl. nat. — Ben.-Pic., 679 et sq. — Calmet, 2<sup>e</sup> édit., V, 838 et sq. — *Mémoires* de B. Guillerme, Ms. 789/128 de la Bibl. de Nancy. — *Lettres du Cardinal d'Ossat*, annotées par Amelot de la Houssaie. Paris, Boudot, 1698. 2 vol. in-4°.

Christophe, pour tenter un suprême effort, en écrivit au pape Clément VIII ; puis, voyant le duc et le roi absolument décidés, il fut d'avis que Catherine demandât elle-même les dispenses nécessaires. La princesse refusa : n'aurait-ce point été de sa part reconnaître l'autorité du Siège-Apostolique ? Il fallut donc tenter un autre moyen. Arnaud d'Ossat, vice-ambassadeur de France auprès du Saint-Siège, jouissait à Rome d'un grand crédit ; le duc lui envoya le colonel Orfeo Galeani, pour le prier de mener lui-même les négociations auprès du souverain pontife ; mais, à son tour, Clément VIII refusa : comment expédier des dispenses à une personne qui non seulement ne les sollicitait pas, mais les méprisait ouvertement et contestait au pape le droit de les accorder ? De plus, autoriser ce mariage avec une calviniste aussi résolue, ne serait-ce point mettre en péril le Catholicisme dans le duché ? Il y avait donc là une question de haute prudence.

Ces raisons ne firent impression, ni sur Henri, ni sur le duc de Lorraine, ni surtout sur le roi de France, encore si nouvellement converti. Henri IV, irrité de la résistance pontificale, poussa Charles III à passer outre et le contrat fut signé, le cinq août 1598, au château de Montceaux, près de Meaux. Clément VIII, en ce même temps, écrivait de Rome des lettres pressantes au duc, pour le détourner d'un projet aussi dangereux ; au cardinal de Lorraine, pour le prier d'agir sur son frère Henri. Les lettres arrivèrent trop tard et le pape, ne se décourageant point, envoya, le 30 décembre, une missive encore plus véhémement (1). Vains efforts : le 29 janvier 1599, l'archevêque de Rouen, Charles de Bourbon, frère bâtard de Henri IV, bénit le mariage dans le cabinet même du roi.

Henri de Bar et son père se flattaient que le pape céderait devant le fait accompli et que peut être, le temps aidant, la nouvelle duchesse se convertirait. Mais Clément VIII fut inflexible : il se plaignit au cardinal de Joyeuse, protecteur des affaires de France (2) ; il fit cesser, pour un temps, l'expédition des affaires de

(1) Arch. Vatic., *Arm.* 41, t. 42. Lettres du 10 août 1598 à Charles III, p. 155 et 157 ; au cardinal de Lorraine, p. 159. — Lettre du 30 décembre, p. 282.

(2) Ossat, II, 32. — 2 mars 1599.



Lorraine ; il congédia le conseiller d'État, Poirot, auquel Charles avait confié le soin de défendre ses intérêts, et il enjoignit par bref à l'évêque de Toul d'avertir le duc de Bar qu'il avait violé les lois de l'Église, que son mariage était nul et qu'il avait encouru l'excommunication (1). Henri désormais, aux yeux de la Cour romaine, n'était plus seulement un imprudent qui introduisait dans son palais l'hérésie, quand ses pères en avaient préservé leurs États ; c'était un rebelle passible des censures. La question, déjà si complexe, prenait dès lors un caractère d'extrême gravité.

Cependant les sujets de Charles III étaient dans la consternation et, sauf les gens de cour et les poètes officiels, ils avaient accueilli avec un mécontentement peu dissimilé cette hérétique opiniâtre dont l'union sacrilège était un outrage à leur foi et dont l'admission dans la famille ducale leur semblait une renonciation aux catholiques traditions de leurs bien aimés souverains. Charles ne crut point prudent de loger à Nancy, au palais ducal, la princesse et ses ministres ; il leur assigna pour résidence le château de la Malgrange, et ce domaine fut quelque temps la terre promise du calvinisme ; les ministres y tinrent publiquement le prêche et, fiers de leur crédit, ils insultèrent ouvertement les croyances des Lorrains et ne justifèrent que trop les appréhensions du pape, de l'évêque et des fidèles.

Au reçu du bref pontifical, Christophe de La Vallée avertit confidentiellement le duc et son fils et leur conseilla de chercher les moyens de désarmer le pape. A la suite de plusieurs conférences, il fut résolu que Henri de Bar, sous prétexte de gagner les indulgences du jubilé, se rendrait à Rome *incognito*, dans le cours de l'an 1600, et solliciterait lui-même les dispenses pour son mariage et la levée de son excommunication. En même temps, Charles III, pour écarter le principal obstacle, décida d'organiser entre docteurs catholiques et ministres calvinistes, des colloques auxquels assisterait Catherine de Bourbon. Ces conférences n'eurent aucun résultat et les Huguenots de France, à la nouvelle que la

(1) Ossat, II, 58. — 2 mai 1599.

princesse consentait à écouter les arguments de leurs adversaires, s'empressèrent de lui écrire pour la fortifier dans ses croyances et la supplier de ne point abandonner la Réforme. Du Plessis-Mornay lui envoya des livres de controverse et ne fut pleinement rassuré qu'en recevant ce billet : « Quoique l'on die que l'on m'ait vue à la messe, je me réserve à y aller que vous soyez pape. ».

A Rome, on n'ignorait pas l'insuccès de tout ce prosélytisme. Clément VIII, après avoir usé de sévérité, essaya de nouveau la douceur. Vers la fin de 1599, il expédia un bref au duc de Bar pour le presser de quitter la sœur de Henri IV, lui protestant que jamais il n'accorderait la dispense de disparité de culte (1); il lui écrivit de nouveau, le 15 janvier 1600, et, le même jour, il envoya à Catherine de Bourbon une lettre qui la pressait de conjurer les malheurs d'une union aussi tristement commencée, de suivre l'exemple de son frère et de légitimer son mariage par une sincère abjuration (2). La princesse, on le pense bien, méprisa ces avis : ce dont Henri ne fut point mécontent. Il avait perdu l'espoir de voir un enfant sourire à son foyer et, pieux comme il l'était, il souffrait vivement de se sentir rebelle à l'autorité de l'Église. Il désirait donc répudier Catherine ; mais il craignait son beau-frère et il comptait s'appuyer sur un ordre du pape (3).

Il partit donc pour Rome, le 17 avril de l'an 1600 ; Christophe de La Vallée, alors souffrant, ne put l'accompagner. Arrivé le 15 mai, il fut reçu en audience le 26. Clément VIII l'accueillit avec bonté et remit l'examen de sa cause à une commission composée des cardinaux Bellarmin, San-Severino, d'Ossat, et de trois théologiens. Le choix du cardinal d'Ossat était une preuve que le souverain pontife, dans toute cette affaire, n'entendait point céder à la passion, mais au respect des sacrés canons et à l'intérêt suprême du Catholicisme.

La commission déclara que le pape pouvait en tout état de cause relever le prince de l'excommunication ; qu'il pouvait aussi, s'il le jugeait expédient, accorder les dispenses de parenté et de dispa-

(1) Benoit-Picart donne le texte de ce bref, *op. cit.*, 681.

(2) *Ibid.*

(3) Ossat, II, p. 173, 22 mai 1600 ; p. 151, 31 octobre 1600, note.

rité de culte, mais que le duc de Bar ne pourrait recevoir l'absolution, s'approcher de la Table-Sainte et gagner les indulgences du jubilé que s'il s'engageait à quitter Catherine(1). Le pape se trouvait alors dans une grande perplexité : s'il accordait les dispenses, il était persuadé que la duchesse de Bar, obstinée dans ses erreurs, serait un danger pour la foi des Lorrains ; s'il engageait Henri à remplir son devoir de chrétien, il craignait le ressentiment du roi de France(2). Il préféra laisser aller les choses et continua simplement à refuser les dispenses. Catherine, alléguait-il, avait autrefois promis de se convertir pour obtenir la main du comte de Soissons : pourquoi se contredisait-elle, alors qu'il s'agissait d'intérêts beaucoup plus considérables ? (3).

Cependant le prince, poussé par les inquiétudes de sa conscience et par le secret désir de son cœur, souscrivit sans peine à la demande des cardinaux, déclara renoncer à Catherine de Bourbon (4), reçut l'autorisation de prendre un confesseur, gagna les indulgences et, le 13 décembre, quitta la Ville éternelle.

Mais, en rentrant en Lorraine, il se retrouva en présence du fait accompli. Celle qu'il avait promis de répudier était toujours à la Malgrange et Henri IV, instruit de tout par le cardinal d'Ossat, prétendait bien que sa sœur resterait duchesse de Bar. Le pauvre Henri dut retourner auprès de Catherine et les négociations continuèrent à Rome. Le roi vint en Lorraine en mars 1603, séjourna quelque temps à Nancy, eut avec les membres de la famille ducal une conférence sur cette affaire si épineuse, et s'en retourna par Toul, le 7 avril, sans avoir rien pu conclure. Enfin, le 7 décembre 1603, Ossat lui manda qu'il y avait espoir d'obtenir les dispenses (5) et, en janvier 1604, Clément VIII, cédant enfin devant l'obstination de la princesse, permit à Erric de Lorraine, évêque de Verdun, d'absoudre Henri de Bar de l'excommunication qu'il avait encou-

(1) Ossat, II, 180 et sq. 17 juin 1600. — *Scriptura super dispensatione principis Lotharingiæ cum sorore regis Galliarum* (Bibl. Vatic., fonds Ottoboni, ms. 2423, f<sup>o</sup> 484-500).

(2) Ossat, 183 et sq. — 30 juin 1600.

(3) *Ibid.*, 625. — 16 juin 1603.

(4) *Ibid.*, 184. — 30 juin 1600.

(5) *Ibid.*, 659. — 7 décembre 1603.

rue, de le dispenser sur le degré de consanguinité et de procéder au mariage. Il réservait toutefois que le roi, le duc de Lorraine et le duc de Bar useraient de toute leur influence pour amener Catherine à la foi catholique(1). Ces recommandations se trouvèrent inutiles : quand le courrier arriva à Nancy, la princesse venait d'expirer. La Providence avait ainsi paré aux suites possibles d'un acte que la politique avait inspiré et qui eût peut-être installé victorieusement l'hérésie dans notre catholique province.

Les Lorrains ne furent guère affectés de cette mort prématurée, et le duc dut prescrire un deuil officiel dans tous ses États. Quant à Henri II, il ne tarda point à conclure un nouveau mariage. Le 22 mars 1606, il épousa Marguerite de Gonzague, nièce de la reine Marie de Médicis, mais cette seconde union ne lui donna que deux filles, les princesses Nicole et Claude. Nous verrons plus tard quelles terribles conséquences devait avoir pour le pays cette absence d'héritier masculin.

## § II. — Projet d'érection d'un évêché à Nancy.

Charles III avait dans le même temps poussé à Rome une autre négociation, d'un intérêt plus politique encore que religieux : il avait tenté d'obtenir un évêché à Nancy.

Depuis que le roi de France était entré dans les Trois-Évêchés, la cour ducale avait senti l'humiliation et compris le danger où elle se trouvait exposée d'avoir à obéir au spirituel, non plus à un prélat, seigneur temporel d'une petite principauté, mais à un évêque, sujet et bientôt créature d'un roi aussi puissant que le roi de France. Elle avait d'abord pratiqué l'obstruction ; elle faisait donner les prébendes des chapitres de Metz, de Verdun et de Toul, à des hommes qui lui fussent dévoués et recommandait aux suffrages capitulaires, pour la dignité épiscopale, des membres, des amis ou des serviteurs de la famille ducale. A l'époque où

(1) *Lettere sulla dispensa del matrimonio fra il duca di Lorena et Caterina di Francia scritte da Roma, Jan. Febr. Marz. 1604* (Arch. Vatic., Inv. Garampi, Miscellanea).

nous sommes parvenus, le siège de Metz était occupé par Charles, cardinal de Lorraine, second fils de Charles III ; celui de Verdun, par Erric de Lorraine, fils de Nicolas de Vaudémont et cousin-germain du duc régnant ; celui de Toul enfin, par Christophe de La Vallée, dont nous connaissons les intimes relations avec la Maison de Lorraine. Le cardinal évêque de Metz entraînait pleinement dans les vues paternelles. Nommé légat du Saint-Siège dans la Lorraine et les Trois-Évêchés, il s'était, selon le mot du cardinal d'Ossat « fait pape en ce pays-là », et il conférait tous les bénéfices « à des sujets et des serviteurs de Monsieur son Père », au point même d'indisposer un homme aussi conciliant que devait l'être l'évêque de Toul. Charles III, de son côté, ne se faisait pas faute d'exercer une pression sur les élections capitulaires. A la mort de Thiriet, chantre de la cathédrale (22 juin 1599), il fit recommander au chapitre, pour cette dignité, Antoine des Salles. Les chanoines voulant affirmer leur liberté, choisirent Nicolas d'Ormes, archidiacre de Ligny. Charles III engagea secrètement une compagnie de mercenaires flamands qui retournait en Flandre, à ravager les terres du temporel et à faire ainsi expier au chapitre ses velléités d'indépendance.

Ce soin, parfois excessif, de peupler de Lorrains les bénéfices des Trois-Évêchés, n'était pourtant qu'un remède transitoire. La *protection* du roi de France tendait de plus en plus à devenir une domination et, tôt ou tard, Charles III ne se le dissimulait pas, le pouvoir épiscopal passerait à des prélats français. Il n'y avait qu'un moyen de parer quelque peu le coup : tailler, dans les diocèses de Toul et de Metz, une circonscription ecclésiastique dont le centre serait Nancy. La capitale y gagnerait en relief, en importance, et la cour de Lorraine ne serait point exposée à subir la juridiction spirituelle d'un étranger.

L'idée de démembrer l'immense diocèse de Toul avait déjà, paraît-il, été agitée au concile de Trente et le grand cardinal de Lorraine avait démontré la nécessité d'établir des sièges épiscopaux à Nancy, à Bar et à Saint-Dié, pour assurer la bonne gestion des intérêts religieux. Charles III reprit le projet pour Nancy, vers 1597.

Profitant d'un voyage que faisait à Rome le jésuite Jacques Commolet, il envoya au pape, le 1<sup>er</sup> septembre, une lettre qui lui faisait part de son désir, et Clément VIII, le félicitant de son zèle, promit de s'occuper de cette affaire qui demandait d'ailleurs (ce sont les termes mêmes du bref) « beaucoup d'étude et de maturité (1) ».

Christophe de La Vallée, pressenti par le duc, n'osa opposer un refus et il consentit à recevoir, comme dédommagement, pour lui et pour ses successeurs, une pension annuelle de six cents francs barrois. Le chapitre de Toul ne se montra pas moins accommodant et l'archidiacre de Port, auquel on se proposait d'enlever deux doyennés, reçut l'assurance d'une pension de cent francs barrois. Quant à l'évêque de Metz, il n'eut garde de faire la moindre difficulté : il était fils de Charles III et il savait que son père se proposait de lui faire conférer ce nouvel évêché.

Le principe admis favorablement partout, on songea à la réalisation. La dotation du futur siège serait formée par les biens de plusieurs monastères que le cardinal Charles de Lorraine possédait en commende : les abbayes de Clairlieu et de Saint-Martin de Metz, l'une que l'on ferait supprimer et l'autre ruinée depuis le siège de Charles Quint en 1552 ; l'abbaye de Gorze, sécularisée depuis 1572, et les deux prieurés, Saint-Gorgon, à Varangéville, et Saint-Dagobert, à Stenay ; en outre, trois prébendes du chapitre de Saint-Dié.

La circonscription du diocèse comprendrait soixante-dix paroisses, cinq collégiales, dix-sept monastères, six prieurés, détachés du diocèse de Toul ; quarante-cinq paroisses, un monastère, cinq prieurés enlevés au diocèse de Metz. Quant à la cathédrale, on la construirait au plus tôt dans la ville neuve, qui s'élevait alors au sud du vieux Nancy.

Une fois rédigé, le projet fut envoyé à Rome avec les consentements des parties intéressées et confié au zèle de Bernardin Barette et de Jean Poirot, agents de Lorraine auprès de la Cour pon-

(1) Lettre du 6 décembre 1597 (Arch. Vatic., *Arm.* 44, t. 41, p. 259. — Bibl. nat., *Coll. lorr.*, ms. 590).

tificale. La chose semblait devoir pleinement réussir. Charles III et les princes de Lorraine avaient bien mérité du Catholicisme, dans cette longue querelle de la Ligue ; son fils, cardinal et légat, jouissait auprès du Saint-Siège d'une haute considération ; les parties intéressées ne faisaient aucune difficulté et enfin les besoins spirituels d'un diocèse aussi vaste autorisaient, imposaient même un démembrement.

Mais Nancy n'était pas une ville française ; le roi de France n'aurait donc aucune influence sur la nomination de son évêque et de ses chanoines, et les droits de protection qu'il prétendait avoir sur l'Église de Toul en seraient considérablement amoindris. Arnaud d'Ossat était trop fin pour ne pas s'en apercevoir. Le projet était à peine déposé à Rome et déferé à la congrégation des matières consistoriales, qu'il en informa son souverain et qu'il s'employa de toutes manières à le faire échouer (1). Il pria le pape de ne rien précipiter ; il fit habilement valoir l'opposition que le métropolitain de Trèves, je ne sais pour quel motif, formait contre l'érection demandée ; il montra combien étaient peu désintéressés les consentements des évêques ou des chapitres de Metz et de Toul ; il combattit le choix que le duc faisait pour ce nouveau siège, de son fils, déjà évêque de Metz et de Strasbourg, etc. Bref, il réussit à faire passer cette grave affaire pour une mesquine question de famille.

Il rendait alors un service assez signalé à la Lorraine, en négociant la réconciliation du duc de Bar et l'obtention des dispenses nécessaires à son mariage ; aussi Charles III ne put songer à battre en brèche son influence. Du reste, l'eût-il voulu qu'il eût échoué : d'Ossat était trop habile, la cour de France, trop puissante et le mariage inconsideré de Henri de Bar avait beaucoup nui à l'estime dont auparavant jouissait à Rome la Maison de Lorraine.

Peut-être Henri IV eût-il été disposé à quelque concession ; mais d'Ossat lui montra quel tort cette érection causerait à son autorité, et sur le conseil de ce zélé serviteur, il manda à Clément VIII qu'il

(1) Ossat, II, 8, — 17 janvier 1599, et surtout 410-417, — 23 juin 1601.

verrait avec déplaisir la création d'un évêché en terre lorraine ; de son côté, le métropolitain renouvela son opposition et, devant cette double influence, la Cour romaine céda. Charles III dut lâcher la proie pour l'ombre ; à défaut d'une cathédrale il obtint pour Nancy une primatiale ; à défaut d'un évêque qui aurait eu juridiction sur un diocèse, il eut un primate qui aurait le droit de revêtir les insignes épiscopaux et d'officier pontificalement, entouré d'un brillant et nombreux chapitre (1). Les prétentions de la France n'étaient point lésées ; aussi le cardinal d'Ossat n'avait-il élevé aucune protestation (2). Certes, ce n'était pas ce que le duc avait rêvé ; mais la défaite était honorable.

Le chapitre primatial, placé sous l'invocation de Notre-Dame, en son Annonciation, et de saint Sigisbert, roi d'Austrasie (3). était exempt de la juridiction de l'évêque de Toul et soumis directement au Saint-Siège. Il comptait quatre dignités : le primate, le grand doyen, le grand chantre, l'écolâtre, tous à la nomination du duc.

Le primate, qui avait le titre de *Primate de Lorraine*, portait le costume épiscopal et pouvait officier pontificalement dans sa primatiale, dans les églises qui dépendaient du chapitre et dans les cérémonies de la cour ducale ; il avait le droit de bénir les ornements ecclésiastiques, sauf ceux où il fallait faire usage de l'huile sainte ; il réconciliait les églises polluées, consacrait les églises nouvelles. Toutefois, il ne pouvait donner la confirmation, ni conférer les Ordres sacrés. Sa mense, distincte de celle du chapitre, était formée des menses abbatiales de Clairlieu, de l'Isle-en-Barrois et du prieuré de Saint-Dagobert, à Stenay.

Le *grand-doyen* était curé du chapitre ; le *grand-chantre* avait la police du chœur, et l'*écolâtre*, la surveillance des clercs attachés au chapitre, des écoles et des librairies de Nancy.

(1) La bulle, pour l'érection à Nancy d'un chapitre primatial, est datée du 14 mars 1603.

(2) Ossat, II, 621. — 2 juin 1603.

(3) Les reliques de saint Sigisbert III, roi d'Austrasie, étaient vénérées dans l'abbaye de Saint-Martin-les-Metz. Après la destruction de l'abbaye en 1552, elles furent transportées à Nancy et déposées dans l'église du prieuré Notre-Dame ; en 1602, elles échurent, avec tous les biens de l'abbaye messine, au chapitre primatial, et le culte du saint roi devint si populaire à Nancy, que la capitale de la Lorraine le prit comme patron.



Les chanoines, également à la nomination ducale, étaient au nombre de treize (1) ; la Primatiale comptait en outre huit vicaires, pour le service religieux ; une maîtrise et quantité d'officiers inférieurs, pour le chant, la sacristie et l'entretien de l'église.

Les revenus avaient été ménagés par l'union à la primatiale de plusieurs monastères ruinés. L'abbaye de Saint-Martin les-Metz ; le prieuré Notre-Dame de Nancy, situé vers la place de l'Arsenal ; le prieuré de Salonnnes ; la collégiale Saint-Laurent, de Dieulouard ; le prieuré de Saint-Nicolas de Port-Varangéville. Pour parfaire la dotation, Charles III obtint encore l'union de deux prébendes de la collégiale de Saint-Dié (2).

On entreprit bientôt la construction de l'église primatiale, à l'endroit où elle se dresse aujourd'hui, et pour cela, le duc fit abattre et transporter plus loin, vers l'est, une courtine qui venait d'être achevée (3) ; derrière cette église qui, dans le plan primitif, eût été orientée (4) et par suite perpendiculaire à la cathédrale actuelle, on bâtit l'hôtel du primat (5), ceux des dignitaires (6) et les maisons des chanoines (7), et ce nouveau quartier devint le quartier ecclésiastique de Nancy. En attendant, on fit une installation provisoire ; la primatiale *provisionnelle* fut élevée derrière la maison de ville (8) ; on y transporta les reliques de saint Sébastien, jadis vénérées dans la collégiale Saint-Laurent, à Dieulouard ; d'où cette église, bientôt après devenue l'église paroissiale de la ville neuve (9), prit le vocable de Saint-Sébastien, vocable

(1) Le nombre des chanoines fut porté à vingt, lors de la fusion du chapitre de Saint-Georges avec celui de la Primatiale, en 1742.

(2) En 1742, les biens de la collégiale Saint-Georges furent unis à ceux de la Primatiale.

(3) Primitivement, la porte Saint-Georges se trouvait à la hauteur de la rue de la Constitution. Elle était réunie en droite ligne par une courtine au bastion de Vaudémont (jardins de l'Évêché) et au bastion de la Madeleine (rue Charles III).

(4) Voir le plan de La Ruelle, dessiné en 1611.

(5) Aujourd'hui, couvent de l'Espérance, place de la Cathédrale.

(6) L'hôtel du grand-doyen était le bel hôtel de briques de la rue Mably.

(7) Les maisons canoniales sont encore en partie visibles rue Montesquieu, rue de la Primatiale, rue Mably et rue des Chanoines.

(8) Voir le plan de La Ruelle.

(9) La seconde primatiale provisoire fut construite au coin des rues Montesquieu et Mably. On la voit sur le plan de La Ruelle. La primatiale définitive ne

qu'elle a transmis à l'édifice qui la remplaça au commencement du XVIII<sup>e</sup> siècle et qui fut l'œuvre de Jennesson.

Le premier primat de Lorraine fut le cardinal Charles qui eût été le premier évêque de Nancy, si les desseins de son père s'étaient réalisés. Né en 1567, Charles avait été tenu sur les fonts du baptême par le grand cardinal de Lorraine. Destiné à l'état ecclésiastique, il fut nommé à l'âge de six ans coadjuteur de Louis, cardinal de Guise, évêque de Metz ; il fit partie en 1574, avec son cousin, le futur cardinal de Vaudémont, de la première rentrée de l'université de Pont-à-Mousson ; il finit ses études à Paris, devint évêque de Metz en 1578 et fut successivement pourvu des abbayes de Gorze, de Saint-Victor de Paris, de Beaupré et de Saint-Mihiel ; il était de plus chanoine de Mayence, de Strasbourg, de Trèves et de Cologne. Cette multiplicité de bénéfices atteste la sollicitude paternelle de Charles III, le crédit de la famille de Lorraine et la difficulté où se trouvait l'Église de faire respecter les canons du concile de Trente.

Chanoine, abbé, évêque, le jeune prince n'était point encore au faite des honneurs ; en 1589, Sixte-Quint lui envoya le chapeau de cardinal et, quelque temps après Grégoire XIV lui conféra le titre de légat apostolique en Lorraine et dans les Trois-Évêchés. Il refusa le siège de Verdun en 1593, après la mort de Nicolas Boucher ; mais il accepta celui de Strasbourg menacé par les Luthériens, afin de le conserver à l'Église catholique. Il faillit enfin, nous l'avons vu, devenir le premier évêque de Nancy.

Il fut donc un prélat des plus magnifiquement dotés ; mais il n'abusa point de ses richesses. Comme son cousin, feu le cardinal de Vaudémont, il dépensa ses revenus en bonnes œuvres et il ne désira qu'une chose, travailler à la sainteté et à la prospérité de l'Église. Il établit auprès de l'Université de Pont-à-Mousson le séminaire de Metz ; il contribua pour une bonne part à la fondation du noviciat des Jésuites de Nancy ; il établit les capucins à Bar, à Pont-à-Mousson ; il encouragea dans leur entreprise Didier

fut bénite, et après combien de difficultés de tout genre ! qu'en 1742, sous le règne de Stanislas,

de La Cour et Servais de Lairuels, les réformateurs des Bénédictins et des Prémontrés, saint Pierre Fourier et la vénérable Alix Le Clerc, les fondateurs de la congrégation Notre-Dame; il sauva d'une destruction probable l'antique Église de Strasbourg. En un mot, il passa en faisant le bien et, s'il n'avait point été paralysé par des douleurs cruelles et incurables; s'il n'avait point été emporté, le 24 novembre 1607, par une mort prématurée, ce prélat pieux, zélé, instruit, eût fait bonne figure auprès de son parrain et de son homonyme, le grand cardinal de Lorraine.

---

## CHAPITRE VII

### La Sorcellerie dans le diocèse de Toul <sup>(1)</sup>.

---

De tout temps, payen ou chrétien, sauvage ou civilisé, l'homme a cru à de mystérieuses et troublantes relations entre le monde visible et les puissances infernales. Les journaux contemporains nous entretiennent d'occultisme, comme les auteurs de l'antiquité nous parlent de magie, les chroniqueurs du moyen-âge, de sorcellerie, les voyageurs aux pays noirs, de fétichisme et de divination. Jamais, l'humanité ne s'est désintéressée de l'invisible, et c'est aux siècles de scepticisme que ces questions mystérieuses passionnent peut-être davantage. Tel rit des sorciers qui n'écouterait point avec un cœur tranquille un récit de tables tournantes, de maisons hantées ou d'évocations spirites.

(1) BIBLIOGRAPHIE. — Arch. de M.-et-M. Série B. *Comptes des receveurs de Lorraine, passim* (voir tables de l'*Inventaire sommaire*) ; *Reg. des délib. capit.*, G. 75 et sq. — Archives de Toul, FF. 8 et sq. — N. Remy, *Dæmonolatriæ libri tres*.... Lyon, 1595, in-4°. — Dumont, *Justice criminelle des duchés de Lorraine et de Bar*. Nancy, Dard, 1848. II, 23 et sq. — A. Denis, *La sorcellerie à Toul aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles*. Toul, Lemaire, 1888. in-18. — G. Save, *La sorcellerie à Saint-Dié*, dans *Bull. Soc. phil. Vosg.* 1887-88, 129 et sq. — A. Fournier, *Notes sur la sorcellerie dans les Vosges*, dans *Bull. Soc. phil. Vosg.* 1884-85, p. 93 et sq. ; *Une épidémie de sorcellerie en Lorraine*, dans *Ann. de l'Est.* 1891, p. 228 et sq. — Lepage, *André Desbordes*, dans *Mém. Soc. Arch. lorr.*, 1857 ; *Comm. de la Meurthe, passim*. — Digot, *Hist. de Lorr.*, V, 115-120. — Guillaume, *Hist. du dioc. de Toul*, III, 107 et sq. — Olivier, *Châtel-sur-Moselle*. Épinal, Fricotel, 1898, p. 336 et sq. — Ribet, *La Mystique divine*. Paris, Poussielgue, 1883. III, ch. VIII et sq., etc.

Le présent chapitre a été revu et approuvé par un docteur en théologie et un docteur en médecine.

Les dogmes du Christianisme admettent la possibilité de semblables rapports. Le démon, si Dieu le lui permet, peut entrer en communication sensible avec un ou plusieurs habitants de cette terre, opérer des prodiges sous leurs yeux, leur donner la puissance d'enfanter de pareils prestiges, pénétrer dans leur corps, y cohabiter avec leur âme et se substituer à elle pour la motion de leurs membres et la direction de leurs facultés. Nos Livres Saints confirment ceci par plusieurs de leurs pages : qui ne connaît la pythonisse d'Endor (1) et les scènes de possession de l'Évangile (2)? mais il est dans l'ordre de la Sagesse éternelle que ces faits extraordinaires se produisent rarement et ne jettent point l'humanité dans le trouble et dans l'inquiétude.

Or, il est des périodes où, sous des influences complexes, un pays, une société, sont obsédés par cette peur des êtres infernaux. On voit le démon partout; on rapporte à son action néfaste les accidents, même les plus naturels, et, comme il ne peut toujours apparaître, on se persuade que, par un pacte conclu avec lui, des hommes, des femmes obtiennent communication de son redoutable pouvoir et s'en servent pour satisfaire leurs haines et leur soif de nuire. La fin du xvi<sup>e</sup> siècle fut l'une de ces époques : en Italie et en Allemagne, en France et en Lorraine, on crut à un péril démoniaque et l'on courut sus aux sorciers. Durant une cinquantaine d'années, ce fut en Europe un véritable affolement et les Protestants ne furent, ni les moins cruels, ni les moins acharnés.

Jusque-là, on avait bien fait le procès à quelques individus plus ou moins convaincus de relations avec le diable : en 1408, par exemple, on exécuta dans les Vosges un gentilhomme, Romaric Bertrand, qui, d'après Bournon, « par science négromance et sorcellerie, avait mis à mal maintes filles et femmes (3) ». Quarante-vingts ans plus tard, Idatte, épouse de Colin Paternostre du Mesnil, fut condamnée par les magistrats de Senones pour « triage et

(1) *I Reg.* xxviii.

(2) *Math.*, viii, 28 et sq. ; xii, 22-37 ; xvii, 14-22. — *Marc*, i, 21-28 ; iii, 20-30 ; v, 1-20. — *Luc*, iv, 31-37 ; iv, 37-40, etc.

(3) *Chroniques, lois, etc. de la Lorraine au moyen-âge, recueillies par Jacques Bournon*, publiées par Cayon. Nancy, Cayon-Liébaud, 1838. p. 33.

*génocherie* » (1). En 1536, le chapitre de Toul renvoya à la justice de la cité la femme de Henry Viard, de Pagny, accusée de sorcellerie (2). On pourrait multiplier les exemples; mais pourtant, ce n'étaient encore que des cas exceptionnels; en 1520, le duc Antoine recommanda même de ne se livrer qu'avec circonspection à la recherche des sorciers et obligea les justices inférieures à recourir aux lumières du tribunal des Échevins de Nancy (3). Tout autre fut le mandement que Charles III donna en 1580 à Nicolas Remy, alors échevin, puis procureur général, « de ne laisser aux sorciers aucun instant de repos. » Cet ordre fut ponctuellement exécuté : Remy se félicitait, quinze ans plus tard, d'avoir envoyé au bûcher au moins neuf cents sorciers (4) et, sans compter ceux qui, par leur fermeté, échappèrent au supplice, l'on peut, sans exagération, estimer à plus de deux mille le nombre des individus des deux sexes qui, dans les duchés de Lorraine et de Bar, dans l'évêché de Toul, dans le comté de Salm, etc., durant cette période de cinquante ans, expièrent par le feu le crime d'avoir été crus les fauteurs de Satan (5). La plupart étaient des gens du peuple; mais il y eut aussi des gentilshommes, comme le chevalier de Tremblecourt (6), André Desbordes (7); des médecins, comme Charles Poirot (8); des prêtres, comme Jean, prêtre d'Offrancourt (9), Cordier, curé de Vomécourt (10), Melchior de La Vallée, chantre de la collégiale Saint-

(1) *Ibid.*, p. 35. — Calmet, *Hist. de Senones*, dans *Doc. pour hist. des Vosges*. — *Triage* du bas latin *striga*, sorcier. — *Génocherie* de *gynosco*, contraction *gyronosco*, connaître l'avenir par des ronds et des baguettes, — de là vient le mot *Génot*, qui dans certains cantons de Lorraine signifie sorcier.

(2) Arch. de M.-et-M., G. 75. Délib. du 13 mai 1536.

(3) Dumont, *Justice criminelle*, II, 27.

(4) *Dæmonolatria*, titre. (Voir p. 77.)

(5) M. G. Save (*Sorcellerie à Saint-Dié*, p. 135 et sq.) estime à 600 le nombre des victimes pour le seul arrondissement de Saint-Dié et à 400 ceux qui résistèrent aux tortures et échappèrent au supplice.

Toutes les procédures n'ont pas été conservées. M. Save, pour la même région, en a relevé 230, de 1530 à 1629; M. Dumont (*op. cit.*, II, 69) en a trouvé 740 pour toute la Lorraine, de 1532 à 1661; M. Denis (*Sorcell. à Toul*, p. 177), 67, à Toul, de 1584 à 1623).

(6) Voir plus loin, livre VIII, ch. VII.

(7) Voir plus loin, *ibid.*, ch. X.

(8) Voir plus loin, *ibid.*, ch. VII.

(9) *Livre des Enquerreurs*, année 1617. — Denis, *Sorcell.*, 74.

(10) Voir plus loin, p. 78 et 82.

Georges (1). On emprisonna même de jeunes enfants (2) et l'on sévit jusque sur des animaux (3).

Et Nicolas Remy n'était pas un tigre altéré de sang : c'était un homme doux et paisible, un magistrat intègre et éclairé, écrivain judicieux et poète à ses heures (4). Il en était de même des magistrats, ses collègues, et ce n'est point à leur cruauté qu'il faut attribuer cette véritable terreur. Le mal venait surtout de la surexcitation des esprits. Les luttes religieuses et civiles, les passages incessants de troupes, les pestes réitérées et la misère qu'elles laissaient après elles, les déclamations de Luther contre le diable, les courants d'idées et d'émotions venus des pays voisins avaient produit en Lorraine un profond ébranlement moral. Des esprits exaltés, « détraqués », disait Montaigne, servis par des corps anémiés, formaient une matière bien préparée à l'hystérie et à ces maladies si complexes qui en sont les parentes et les succédanées.

La majorité des accusations portées contre les sorciers, des faits remarquables dans leur vie antérieure et dans le cours de la procédure ne semblent aujourd'hui que des phénomènes de névrose, d'auto-suggestion, d'hallucination ou de catalepsie ; dans le nombre des prévenus, l'élément féminin est au moins dans la proportion de quatre vingt-quinze pour cent. Les juges, par leur aveuglement et leur crédulité, les victimes, par leurs récits fantastiques, exerçaient les uns sur les autres une mutuelle suggestion ; les appareils de torture, la lugubre pompe des exécutions publiques, excitaient davantage encore les imaginations : le remède était pire que

(1) Voir plus loin, livre VIII, ch. X.

(2) En 1608, un enfant de neuf ans, condamné d'abord à être exécuté, est remis en liberté et conduit à la maison de sa mère, avec avertissement de l'élever dans la foi chrétienne (Arch. de M.-et-M., B. 8700). — En 1612, on poursuit une femme et ses deux enfants en bas-âge (*Ibid.*, B. 8709). — Le compte du trésorier de Lorraine porte en 1618 la mention de deux petits garçons sorciers détenus au château de Spitzemberg, lesquels furent conduits douze dimanches de suite à Sainte-Marguerite pour les confesser (*Ibid.*, B. 8720).

(3) En 1572, le prévôt de Saint-Dié exécute, selon toutes les formes, un porc, condamné par la justice de Moyenmoutier, pour avoir dévoré un enfant (Jérôme, *Moyenmoutier*, appendice).

(4) Sur Nicolas Remy, voir *Bibl. lorr.* — Leclerc, *Notice sur Nicolas Remy*, dans *Mém. Ac. Stan.*, 1869.

le mal. Nicolas Remy, en 1595, consigna, dans les trois livres de sa *Démonolâtrie* (1), son expérience de quinze ans, et ces anecdotes extraordinaires, curieuses et piquantes, sur les faits et gestes de Satan et de ses amis, racontées avec la meilleure foi du monde, n'étaient pas de nature à calmer l'exaltation. L'Église ne poursuivait pas les sorciers ; leurs causes relevaient des juges séculiers, du Conseil des Dix pour la cité de Toul, du Conseil de l'Évêque pour les terres du temporel, des prévôtés ou autres juridictions, surtout du tribunal des Échevins de Nancy, pour la Lorraine ; mais le clergé séculier et régulier, à peu d'exceptions près, partageait le préjugé commun et passait, sans examen sérieux, de la possibilité reconnue par le dogme, à une affirmation aussi téméraire que systématique. A ce moment curieux de la vie des peuples, le vertige était général et, s'il se rencontra de trop nombreux magistrats pour se persuader faire œuvre méritoire en débarrassant la terre des sorciers ; si l'on vit des foules applaudir à leur zèle et bénir leur sanglante mémoire et même écharper ceux qu'ils jugeaient innocents (2), il se trouva aussi des hommes, surtout des femmes qui, par orgueil, méchanceté ou soif de vengeance, s'imaginèrent réellement avoir fait un pacte avec le démon, posséder le merveilleux pouvoir de se rendre au sabbat, de guérir des maladies, de composer des philtres ou de jeter des sorts.

Y eut-il parmi eux de vrais sorciers ? c'est possible, pour ne pas dire probable ; mais, combien de malades auraient dû être envoyés au grand air, au lieu d'être enfermés dans un obscur cachot ; être calmés par un scepticisme bienveillant, au lieu d'être exaltés par les horreurs de la torture ; être traités par des douches d'eau froide, au lieu d'être dévorés par les flammes ! C'étaient des médecins qu'il

(1) *Dæmonolatriæ libri tres Nicolai Remigii ex judiciis capitalibus DCCCC plus minus hominum qui sortilegii crimen intra annos IV in Lotharingia capite luerunt, miris et jucundis narrationibus variarum naturalium questionum ac mysteriorum discussionibus valde suaves et grati*. Lyon, 1596, in-4°.

(2) Le 27 avril 1576, une femme, accusée d'avoir fait geler les vignes, fut reconnue innocente et relâchée ; elle fut lapidée par le peuple (Denis, *Sorcell.*, p. 182).



fallait et non des juges ; mais, les médecins eux-mêmes croyaient à la sorcellerie.

Il se passa des faits inouïs. Une femme, durant la torture, confessa qu'elle avait tué et mangé son enfant : elle fut condamnée au feu. Le mari demanda qu'on vérifiât au moins le fait. On ouvrit la fosse et l'on trouva le petit cadavre intact : « C'est un fantôme produit par la ruse de Satan », s'écria le juge, et la mère et l'enfant furent brûlés sur le même bûcher (1). Mais alors, pourquoi ce magistrat ne poussait-il pas la logique jusqu'au bout ? pourquoi ne se demandait-il pas si le démon n'usait point de sa puissance pour arracher ses fidèles à la torture ou leur substituer une vaine apparence ? Le pouvoir surnaturel de l'esprit malin n'est-il pas supérieur à celui d'un juge de la terre, fût-il échevin de Nancy ou procureur-général de Lorraine ?

Un négociant de Mattaincourt fut condamné au feu pour avoir signé de sa main deux actes le même jour, dans deux villes fort éloignées l'une de l'autre, Besançon et Genève : il n'y avait qu'un sorcier pour exécuter un pareil tour de force (2). Or, depuis 1582, année où le pape Grégoire XIII avait réformé le calendrier, la protestante Genève, ayant préféré « ne pas être d'accord avec le soleil que de l'être avec la Cour romaine », se trouvait en retard de dix jours sur Besançon, qui obéissait à la catholique Espagne. En dix jours, on pouvait faire aisément, même sans être sorcier, le voyage de Genève à Besançon.

Le curé de Vomécourt, Dominique Cordier, après un examen sérieux, s'était convaincu de la futilité de beaucoup d'accusations : il calmait ses paroissiens par des exorcismes et réussit à guérir ainsi plusieurs prétendus sorciers. Dénoncé, il fut brûlé vif pour avoir, par ces exorcismes, soustrait au supplice un grand nombre de fauteurs de Satan (3).

On n'était pas difficile pour la mise en accusation : un air

(1) Dumont, *Justice criminelle*, II, 57.

(2) Digot, *Hist. de Lorr.*, V, 119, d'après Bédel, *La vie du R. Père Fourier*, p. 502.

(3) Dumont, *Just. crim.*, II, 57.

suspect ou embarrassé, un bruit compromettant, une dénonciation suffisaient pour exciter l'activité des procureurs. Aussitôt soupçonné ou dénoncé, le prévenu était réputé coupable. On commençait une enquête, on citait des témoins. Les dépositions que nous avons conservées, attestent le plus souvent crédulité ou hallucination, rancune ou susceptibilité, ignorance ou mauvaise foi. Elles portent presque toutes sur des cas de maladies ou de morts, des guérisons inopinées, des remèdes singuliers, des gelées, des tempêtes, des grêles, etc.

Nicolas de l'Estang, laboureur à Vomécourt, nouvellement marié, rencontre Pierron Humbert du même lieu qui plaisante avec lui et lui frappe sur l'épaule. Quelques jours après, lui qui se portait bien, se sent pris de langueur ; il n'y a pas à douter : Humbert lui a jeté un sort (1). L'imagination n'était-elle point ici la folle du logis ?

C'est à Barbonville, à deux heures du matin, par un temps d'orage ; Claude Bourguignon rentre au village et en approchant de la maison de Guillaume, l'un de ses compatriotes, il aperçoit, debout devant la porte, une vieille femme, noire, hideuse, de grande et grosse stature... elle lui paraît ressembler à Catherine Noël : en voilà plus qu'il n'en faut pour qu'il croie Catherine sorcière (2). Ce ne paraît pourtant qu'une hallucination.

André Guyot, tisserand, bourgeois de Toul, avait refusé de vendre à Jeanne, femme de Didier Pailley, vigneron de la même ville, une *geline* (3) qu'il avait aux champs. Quelques jours après, Jeanne mène le fils de Guyot, âgé de sept ans, pêcher des grenouilles. L'enfant en rapporte trois ou quatre ; on les lui fait rôtir ; il les mange et bientôt il devient perclus, aveugle, muet et meurt au bout d'un mois. Au jugement du père, ce mal est une vengeance pour le refus de la geline (4). Voilà certes une poule qui coûta cher.

Une pauvre veuve, malade depuis quinze mois, enflée par tout le corps, couverte de haillons et rongée de vermine, reçoit d'une

(1) Dumont, *Just. crim.*, II, 32.

(2) *Ibid.*

(3) *Geline*, de *Gallina*, vieux français pour désigner une poule.

(4) Denis, *Sorcellerie*, p. 24 et sq.

voisine compatissante une chemise propre, la revêt et ressent aussitôt un bien être inattendu. Ne serait-ce point, se demandait-elle, l'effet d'une vertu magique que sa voisine y aurait attachée (1) ? oui, au moins celle de l'hygiène et de la propreté.

Le fils de Mansuy Renard, tanneur à Toul, enfant de douze mois, eut, durant huit jours, un violent mal de gorge. Sur le conseil d'une femme de Choley, on mande Yvette Adam, de Toul, laquelle ne prescrit rien, tient simplement le petit malade dans ses bras et bientôt l'enfant rejette « deux petits morceaux comme de la graisse fort blanche » et commence à se trouver mieux. Rien d'étonnant à cela : Yvette a détruit un maléfice qu'elle avait dû lui porter (2). Vraiment, le fâcheux renom de sorcier s'acquerrait à bon compte !

L'enquête terminée, et la plupart du temps elle ne durait guère, on enlevait l'inculpé de sa demeure sans même l'informer de ce dont il était accusé et on le jetait dans un cachot. Là, son imagination pouvait travailler à l'aise et quelques-uns de ces malheureux, se croyant perdus, attendaient à leurs jours, ce dont Remy se félicitait : « Ma justice est si bonne, écrivait-il, que seize qui furent arrêtés l'autre jour, n'attendirent pas et s'étranglèrent tout d'abord. » L'interrogatoire venait plus tard, après quelques jours de solitude. On commençait par demander au prévenu pour quel motif il était incarcéré ; il répondait naturellement qu'il l'ignorait. Alors on lui exposait les charges qui pesaient contre lui et souvent il les discutait assez bien, niant les dépositions des témoins ou les expliquant par des causes naturelles. Quelquefois, soit effet de la prison, soit crainte du supplice, soit exaltation ou fanatisme, il se laissait aller à des aveux qui, selon toute apparence, n'étaient que le fruit de ses rêves ou de ses hallucinations, mais c'était l'exception et, d'ordinaire, l'interrogatoire n'aboutissait qu'à une complète dénégation. L'inculpé était rejeté dans son cachot ; puis avait lieu, à une autre séance, la confrontation avec les témoins et, si le prévenu persistait à nier, le juge ordonnait qu'il fût « rasé par la personne vile (3)

(1) Denis, *Sorcellerie*, p. 28.

(2) *Ibid.*, 43.

(3) La *personne vile* était le tondeur de chiens.

par toutes les parties du corps où il y avait poil » : c'était pour découvrir plus facilement la *marque du diable*. Tout sorcier était réputé avoir sur son corps un ou plusieurs points insensibles : c'était un présent que Satan lui faisait. Aujourd'hui, nous dirions que c'était un effet et un indice de l'hystérie : les sujets de cette maladie ont, sur un ou plusieurs points de leur corps, une *anesthésie* locale : on peut les brûler à cet endroit ou y enfoncer de longues aiguilles, sans qu'ils éprouvent aucune douleur. Il en était de même pour les sorciers : le chirurgien trouvait une lentille au front, aux épaules ou ailleurs ; il la sondait profondément et si l'accusé ne manifestait aucune souffrance, on concluait infailliblement à la marque du diable.

Mais parfois on ne la trouvait pas et, pour arriver à des aveux, on recourait à la torture. C'était d'abord les *grésillons*, presse de fer composée de trois barres que serrait une vis et destinée à comprimer le pouce ou le gros orteil ; puis l'*échelle* où l'on couchait le patient, lui fixant les pieds à une extrémité et lui tirant les mains par une corde enroulée autour d'un tourniquet à l'autre extrémité de l'appareil : la tension arrivait à la dislocation. Les *tortillons* complétaient le supplice de l'échelle : on serrait les bras et les jambes du malheureux contre les montants par des cordes solides et on passait ensuite entre les membres et les montants de petits bâtons auxquels on imprimait un mouvement de rotation : les chairs violemment comprimées ressortaient en bourrelets sanglants.

Terrorisés par la vue des sinistres appareils ou vaincus par la souffrance, la plupart avouaient tout ce qu'on voulait, même les choses les plus abracadabrantes.

Bastien Jean Viney, de Saint-Dié, raconte, en 1611, qu'il a été tenté par un homme petit, sans barbe, habillé de noir, qui lui a fait renier Dieu, l'a pincé sur l'épaule, lui a donné de l'argent qui s'est trouvé n'être que de la poussière. S'il a nié jusque là, c'est que ce diable Napfel l'est venu visiter dans sa prison et lui est sorti par la bouche en forme de fumée. Il a empoisonné des animaux avec une poudre qu'il a reçue de lui, est allé au sabbat sous

forme de rat et y a mangé de la viande non salée, cuite par Catherine, femme de Didier Barthélemy (celle même qui l'avait dénoncée) (1).

Suzanne, l'épouse de Grandjean, bourgeois de Toul, confesse, en 1610, avoir procuré la mort de la genisse de Jean Pagel « par soufflements » et avoir suscité grêle et tempête avec une verge donnée par le diable (2). Une autre a fait mourir « un sien cochon » avec une poudre reçue de Satan (3); une troisième, par le même moyen, a causé le même accident « à une sienne vache et à un chien blanc (4) ».

Une belle-mère, Barbe Clément, s'est ainsi débarrassée de son gendre (5). Jeanne, fille de Demange, de Bar, tisserand, a battu l'eau avec une vergette magique, et cela deux fois, pour faire grêler les vignes du ban de Chaudeney (6). Nicolas Jean, de Vic, confesse qu'il adore le démon depuis sept ans sous la forme d'un taureau et le nom de *Bonnot* (7).

Chose frappante, ces aveux sont presque tous identiques : c'est une apparition du diable, sous le nom de *Persil*, *Persin*, *Verdelet*, *Jolibois* (8), etc., après un chagrin, un mouvement de colère, de désespoir ; c'est un pacte conclu avec lui ; de l'argent reçu qui se transforme en terre, en feuilles, en éclats de verre ; une possession de poudre ou d'onguent magiques ; une participation au sabbat, etc.

Beaucoup citent des complices, le plus souvent leurs dénonciateurs ou leurs ennemis, et ces noms précieusement recueillis servaient de bases à de nouvelles enquêtes : c'est ainsi que le curé de Vomécourt fut dénoncé par Cathelinotte, une femme perdue (9). Un sorcier de Lamarche, Thomas Gaudel, poussé plus encore par

(1) Dumont, *Just. crim.*, II, 50.

(2) Denis, *Sorcell.*, 133.

(3) *Ibid.*, 132.

(4) *Ibid.*, 135.

(5) *Ibid.*, 132.

(6) *Ibid.*, 139.

(7) *Ibid.*, 134.

(8) *Persin*, *Persil*, diminutif de *Pers*, vert. — Au moyen-âge, les enlumineurs et les peintres sur verre représentaient ordinairement le diable sous la couleur verte.

(9) Dumont, *op. cit.*, 57.

le ressentiment que par la torture, déclara qu'il avait rencontré au sabbat tous ses juges, depuis le procureur jusqu'au greffier (1). Là-dessus, grand émoi au prétoire : on suspend le procès et, par deux fois, on court à Langres consulter de savants avocats. Si les magistrats avaient été logiques, ils se seraient fait leur procès et, la torture aidant, ils se seraient condamnés au feu,

Quelques inculpés pourtant, même et surtout des femmes, se raidissaient contre la douleur et persistaient dans leurs dénégations. Encore que l'on crût à une assistance du démon, il fallait bien les délier... ; on les ramenait dans leur cachot. . ; on les soumettait à une seconde, à une troisième torture .. et, de guerre lasse, on les relâchait. Mais le terrible soupçon pesait toujours sur eux... et malheur à eux s'ils se faisaient reprendre.

Les peines, infligées aux sorciers « convaincus », étaient le bannissement, la réclusion perpétuelle et surtout le supplice du feu. Dans ce dernier cas, le coupable était amené, au son de la cloche communale, sur la place publique. Là, en chemise, la corde au cou et une torche à la main, il entendait à genoux la lecture de sa sentence, demandait pardon à Dieu, à la justice et aux parties offensées, et était remis entre les mains du bourreau. Celui-ci le conduisait alors au lieu des exécutions, le faisait monter sur le bûcher et l'attachait solidement au poteau ; mais, par un reste d'humanité, il l'étranglait avant de mettre le feu ; puis, quand son cadavre était consumé, il en jetait les cendres au vent. La plupart du temps, on donnait à la victime un confesseur. Ce suprême consolateur l'assistait au supplice et souvent ses sages exhortations parvenaient à calmer les révoltes qui devaient s'élever dans l'âme de ces pauvres créatures, victimes de l'ignorance et du préjugé.

La responsabilité est lourde pour la magistrature lorraine de cette époque, surtout pour le tribunal des Échevins de Nancy et pour le procureur Nicolas Remy. Il est difficile de ne point blâmer sévèrement en eux l'esprit de système, la crédulité et l'aveugle-

(1) Dumont, *op. cit.*, 56.

ment ; mais eux-mêmes furent pris de l'affolement général de leur temps. En les condamnant, l'historien ne peut se défendre d'un sentiment de profonde pitié pour la faiblesse de l'esprit humain. Car c'étaient des hommes éclairés, intègres ; et non seulement le peuple crédule, mais les seigneurs, les prélats et les princes applaudissaient à leur zèle, et, d'un bout de l'Europe à l'autre, catholiques et protestants, croyants et esprits forts, en poursuivant la sorcellerie croyaient atteindre le démon.

Tout cela ne pouvait finir que par une puissante diversion. En Europe, la guerre de Trente Ans ; en Lorraine, les terribles fléaux amenés par la première occupation française portèrent ailleurs les préoccupations et firent succéder à des périls imaginaires des maux bien autrement redoutables. Commencée vers 1570, dans nos vallées de la Meuse et de la Moselle, cette épidémie de sorcellerie s'éteignit insensiblement après 1633 ; elle avait duré plus de soixante ans et atteint son paroxysme sur les confins des deux siècles.

Mais par un consolant contraste, le concours des mêmes circonstances, un esprit de réaction contre Satan, ses suppôts et ses œuvres, un besoin de perfection et de réforme, une sollicitude éclairée pour les faiblesses et les misères de l'humanité créèrent parallèlement à ces scènes de magie, de tortures et de bûchers, un puissant courant de vie religieuse et suscitérent de nombreuses œuvres de sanctification, de bienfaisance et de salut.

---

## LIVRE VIII

Les débuts du XVII<sup>e</sup> siècle.

Période de renouvellement religieux  
sous les épiscopats de Jean des Porcelets de  
Maillane et de Nicolas-François de Lorraine  
(1600-1634).

---

### ÉVÊQUES QUI ONT SIÉGÉ DURANT CETTE PÉRIODE

82. Jean des Porcelets de Maillane, 1607-1624.

83. Nicolas-François, Cardinal de Lorraine, 1624-1634.





## CHAPITRE I

### Réforme des Bénédictins et commencements de la Congrégation de Saint-Vanne et Saint-Hidulphe <sup>(1)</sup>.

---

Le cardinal Charles de Lorraine, fils de Charles III et évêque de Metz, le même qui fut le premier primate de Nancy (2), avait pris en main la cause de la réforme et voulait ramener à la pratique de leur règle les monastères de saint Benoît et de saint Augustin. En 1591, étant à Rome, il avait reçu de Grégoire XIV le titre de légat *a latere* dans les trois évêchés de Metz, Verdun et Toul et dans les duchés de Lorraine et de Bar, et bientôt après, le 11 mai de la même année, le pouvoir de convoquer les abbés et les prieurs claustraux des maisons augustines et bénédictines de sa légation, pour aviser aux moyens de rétablir la ferveur religieuse.

Quels que fussent son zèle et son ardeur, le pieux cardinal dut négocier et patienter quatre ans. Enfin, une première assemblée des dignitaires de l'ordre de saint Benoît fut annoncée pour le 7 juin 1595. Elle devait se tenir dans l'abbaye de Saint-Mihiel,

(1) SOURCES. — Arch. Vatic., Cong. des Evêq. et Régul., *Passim*. — Biblioth. Vatic., *Fonds latin*, ms. 7923, f° 459. *Relazione del Lorenzo* (Luc Alberti). — Calmet, *Hist. de Lorraine*, VII, 143 et sq. — Haudiquier, *Histoire de Didier de la Cour*. — Dom E. Didier-Laurent, *Dom Didier de La Cour et la réforme des monastères bénédictins lorrains*, dans *Bull. de St-Martin* (de Ligugé), 1899 et sq. — Jérôme, *Histoire de l'abbaye de Moyenmoutier*, III<sup>e</sup> partie.

(2) Voir plus haut, p. 66 et sq.

dont Charles était abbé commendataire. Il ne s'y trouva que quatre abbés, entre autres Jacques de Tavagny, abbé de Saint-Epvre, et quatre prieurs claustraux, dont Louis de Tullier, prieur de Moyenmoutier et César Rotarius, prieur de Notre-Dame de Nancy. Suivant les instructions du concile de Trente (1), on prit la résolution de former une congrégation entre les monastères lorrains, alors complètement isolés les uns des autres ; on dressa pour cela une série de trente-six statuts ; on convint de travailler à la rédaction d'un bréviaire qui serait commun à toutes les maisons affiliées ; on fixa la convocation du prochain chapitre général, au mardi d'après l'octave du Saint-Sacrement de l'année 1598, dans l'abbaye Saint-Mansuy ; on élut, pour ces trois ans, comme président et visiteur, Jacques de Tavagny, abbé de Saint-Epvre, et l'on se sépara plein d'espérance.

Malheureusement pour l'œuvre entreprise, Jacques mourut le 4 mars 1596. Il eut pour successeur dans ses fonctions abbatiales Louis de Tavagny, son neveu. Quant à la charge de visiteur, elle fut provisoirement confiée, par le cardinal-légat, à Jean Sellier, abbé de Bouzonville. Le chapitre fut anticipé et s'ouvrit à Saint-Epvre le 23 avril 1597. Charles de Lorraine s'y fit représenter par Thierry Thiriet, abbé commendataire de Saint-Léon, chanoine et official de Toul, l'ancien compétiteur de Christophe de La Vallée. Il s'agissait, avant tout, de nommer un président : mais qui était éligible ? les uns réservaient ce droit aux seuls abbés ; les autres, l'étendaient à tous les religieux profès. Enfin, quelques capitulants prétextèrent que tous les intéressés n'avaient pas été convoqués et que, par suite, l'assemblée n'était point complète, ni ses décisions légitimes ; si bien que le cardinal licencia le chapitre et fit savoir aux abbés et aux prieurs qu'il les réunirait à une date ultérieure. De l'avis de tous, c'était une défaite, et Charles de Lorraine le sentait mieux que personne. Dans son découragement, il songea même dit-on, à supprimer l'ordre de saint Benoît dans les terres de sa légation ; mais le pape lui déclara qu'il l'avait envoyé pour édifier

(1) Session XXV, ch. viii.

et non pour détruire, et fort heureusement, il dut renoncer à cette mesure extrême.

Il n'avait guère été plus heureux avec les Chanoines-Réguliers de l'ordre de Saint-Augustin (1). Plus encore que les maisons bénédictines, les abbayes augustines étaient indépendantes et isolées les unes des autres ; le moyen le plus prompt et le plus efficace était de les grouper en une congrégation. Le cardinal invita les abbés et les prieurs claustraux à se trouver à Nancy, au couvent des Cordeliers, le 7 juillet 1595. Six abbés et deux prieurs répondirent à son appel : c'étaient, pour ne citer que ceux du diocèse, François Paticier, de Chaumousey, Jacques Magnien, de Lunéville, Chrétien Malriat, de Saint-Sauveur-en-Vôge, Nicolas Laurent, d'Autrey, Théodore de Lemainville, de Belchamps, et Albéric Nicolas, prieur de Saint-Léon de Toul. Les prieurs d'Hérival et du Saint-Mont avaient donné leurs voix aux abbés de Chaumousey et de Belchamp. Après avoir fait quelques difficultés, le chapitre vota la formation d'une congrégation, adopta les statuts préliminaires, promit de recevoir le règlement définitif, quand il aurait été élaboré par le visiteur de concert avec les abbés, et choisit comme président et visiteur triennal Jean Marius, abbé de Saint-Pierremont (2).

Le nouveau président, fort zélé pour l'œuvre commencée, se hâta de rédiger et de faire approuver les constitutions et, dès le mois d'octobre, elles furent publiées successivement à Saint-Pierremont, à Saint-Remy de Lunéville, à Chaumousey et ailleurs. Mais, dans toutes les maisons, la déférence se borna tout simplement à recevoir ce code sans aucun signe d'opposition ; on s'inquiéta peu de l'observer et la réforme parut mourante dès le berceau. Selon le mot du P. Bédel, le naïf historien de Pierre Fourier, c'était « ce feu qui s'attache au bois vert, qui fait plus de fumée que de flamme et n'a pas de durée (3) ».

(1) Rogie, *Hist. du B. P. Fourier*, I, 37 et sq. ; 452 et sq.

(2) *Saint-Pierremont*, abbaye fondée en 1090 par Lubricus, chanoine de Metz, était situé dans le diocèse de Metz entre Metz et Thionville.

(3) Bédel, 208, cité par Rogie, *loc. cit.*

Or, en ce moment où tout semblait désespéré, la Providence tenait tout préparés les ouvriers qui mèneraient à bonne fin cette œuvre difficile. Ici, comme dans tant d'autres circonstances de la vie de l'Église sur cette terre, le doigt de Dieu est visible : *A Domino factum est istud !* Entre les années 1580 et 1585, trois étudiants s'étaient rencontrés à l'université de Pont-à-Mousson et, devinant entre eux des goûts semblables et des aspirations identiques, ils s'étaient liés d'une mutuelle, étroite et chrétienne amitié.

L'un, Didier de la Cour, alors âgé de trente ans, était religieux de l'abbaye bénédictine de Saint-Vanne, à Verdun ; le second, Servais de Lairuels, de douze ans plus jeune que lui, était profès de de l'abbaye norbertine de Saint-Paul, de la même ville ; et le troisième, encore laïc, était fils d'un marchand de Mirecourt, se nommait Pierre Fourier et se proposait d'entrer à l'abbaye de Chaumousey. C'était chez ces trois jeunes gens le même amour pour Dieu, la même ardeur pour l'étude, la même sollicitude pour la prospérité de l'Église. Souvent, ils s'entretenaient de la déchéance de l'ordre sacerdotal et monastique ; ils s'excitaient mutuellement à travailler, dans la mesure de leurs forces, à l'œuvre de renouvellement qu'avait inaugurée le concile de Trente et, quand ils se séparèrent pour suivre chacun leur voie, ils portaient au cœur le germe de leur futur apostolat.

Didier de La Cour était né, en 1550, à Montzéville (1), près de Verdun, d'une famille noble, apparentée à celle de l'évêque de Toul, Christophe de la Vallée. Admis à l'âge de dix-sept ans à l'abbaye de Saint-Vanne, il eut quelque temps comme maître de latin son cousin Christophe, alors curé de Parois ; puis il fut envoyé à l'université de Pont-à-Mousson, avec l'un de ses confrères, Dom Claude François, et il y commença sa troisième. La peste le fit envoyer à Reims, pour sa seconde et sa rhétorique ; puis il revint à Pont-à-Mousson, pour ses études de philosophie et de théologie : c'est alors qu'il connut ses deux jeunes amis.

Quand il fut de retour dans son monastère, sa vie fut si conforme

(1) Montzéville, c. de Charny (Meuse).

à la règle, que ses frères, hélas ! bien moins fervents, ne purent souffrir ce contraste accusateur et lui persuadèrent de reprendre le chemin de Pont-à-Mousson, pour s'y perfectionner dans les sciences sacrées. Didier, toutefois, ne pouvait rester toujours dans la ville universitaire : il dut revenir à Verdun et l'accueil qu'il y reçut fut moins que sympathique : on l'éloigna plusieurs fois sous divers prétextes ; on parvint à le rebuter de la vie commune et à lui faire préférer à Saint-Vanne un petit ermitage près de Rarécourt. Il songea même un instant à quitter les Bénédictins pour les Minimes ; mais enfin, après toutes ces tribulations que Dieu avait permises pour éprouver et fortifier sa vertu, il rentra résolument dans son monastère sur la fin de 1590. Il y était depuis deux ans, quand le prince Erric de Lorraine, le frère du cardinal de Vaudémont et le pupille de Christophe de La Vallée (1), fut nommé évêque de Verdun. Or, depuis 1572, l'abbaye de Saint-Vanne était unie à la mense épiscopale (2). Déjà abbé commendataire de Moyenmoutier (3), Erric, en montant sur la chaire de Saint-Saintin, se trouvait donc encore abbé de la vieille abbaye verdunoise. Quoique engagé dans les Ordres, moins par vocation que par les calculs intéressés de sa famille (4), il prit ces titres fort au sérieux et seconda de tout son pouvoir les tentatives de son cousin, le cardinal Charles de Lorraine, pour la réforme de l'ordre bénédictin. Il fit venir à Saint-Vanne le prieur de Senones et le pria d'accepter la direction du monastère ; mais celui-ci dut bientôt reprendre le chemin de ses montagnes. Erric alors proposa trois noms au choix des religieux, et parmi ces noms, Didier de La Cour. Les moines, persuadés que pour ne pas accepter le supérieurat l'humble Didier quitterait la maison, l'élurent prieur à l'unanimité. Mais quelles ne furent point leur confusion et leur

(1) Voir plus haut, p. 38, n. 2.

(2) Robinet, *Pouillé du diocèse de Verdun*, I, 37.

(3) Depuis 1588.

(4) Lire sur Erric, la curieuse étude de M. Langlois : *Un évêque de Verdun, prince de Lorraine, ensorcelé, maîtié et condamné par le Tribunal de l'Inquisition*, dans les *Annales de l'Est*, avril 1895. — Quelque invraisemblable qu'elle soit après le silence unanime de tous les historiens, il est difficile de révoquer en doute cette singulière découverte.

colère, quand ils le virent, après bien des hésitations, céder aux instances de l'évêque et de deux Jésuites, ses directeurs, et se résoudre à prendre le fardeau. C'était en 1598, l'année même où Charles de Lorraine désespérait de la réforme.

Erric avait demandé et obtenu un bref pontifical qui donnait tout pouvoir au nouveau prieur pour rétablir le bon ordre dans sa communauté. Mais quelle constitution fallait-il adopter ? la vieille règle de saint Benoit semblait bien austère ; Erric, ses conseillers et les religieux se prononcèrent pour une simple mitigation ; mais Didier était opposé à toute demi-mesure et l'avenir lui donna raison. La mitigation, si douce fût-elle, parut trop dure aux moines relâchés et il fallut enfin aboutir à un renouvellement complet.

Il fut résolu qu'on laisserait aux récalcitrants leur genre de vie, avec la jouissance d'une partie des bâtiments et du jardin ; mais tout candidat qui se présenterait désormais pour faire partie de la communauté, fût-il déjà profès de l'ordre et même de la maison, serait soumis au noviciat et à la profession. Dès le mois de janvier 1599, Didier de La Cour, brisant avec les anciens, commença son noviciat avec cinq postulants et, après bien des traverses, il prononça ses vœux avec ses nouveaux disciples, le 30 janvier de l'année suivante : la réforme était enfin fondée.

Il avait adopté les observances du Mont-Cassin : abstinence perpétuelle de chair, sauf le cas de maladie ; jeûne depuis l'Exaltation de la Sainte Croix jusqu'à Pâques ; récitation de l'office de nuit ; port exclusif de vêtements de laine, etc.

Pour ménager la place aux novices, Erric avait persuadé à cinq religieux anciens d'émigrer pour son autre abbaye de Moyenmoutier et, bientôt après, leurs confrères, ne pouvant supporter le voisinage des disciples de Didier, vinrent les rejoindre sur les rives du Rabodeau. Certes, c'étaient de tristes recrues pour le monastère vosgien, et pourtant l'heure de la régénération ne devait point tarder à sonner pour lui. Le prince-évêque, en effet, voyant le succès de l'œuvre entreprise à Saint-Vanne, crut pouvoir tenter un effort identique dans l'antique maison qu'avait fondée saint Hidulphe. Il sollicita de Rome un bref qui lui donnât les pouvoirs

nécessaires pour visiter, par lui ou par ses délégués, corriger et réformer, tant dans son chef que dans ses membres, l'abbaye de Moyenmoutier. Le bref pontifical lui fut expédié le 19 mai 1601 et, sans tarder, le prélat se rendit dans la Vôge et procéda canoniquement à l'enquête sur la situation temporelle et spirituelle de la maison ; puis, faisant connaître aux moines ses résolutions, il leur déclara qu'en vertu de l'autorité apostolique, il priverait les rebelles de leur droit au chapitre et les reléguerait, s'il le fallait, dans d'autres communautés.

Mais, pour implanter la réforme, ce coup d'état ne suffisait point : Erric l'avait bien compris ; il obtint de Didier de La Cour quelques-uns de ses disciples. Le chef de la petite colonie verdunoise était ce Claude François qui jadis avait été le condisciple de Didier à l'université de Pont-à-Mousson. Né à Paris et profès de Saint-Vanne, ce religieux devait être l'un des ouvriers les plus actifs, l'un des soutiens les plus fermes de la congrégation naissante (1). L'évêque-abbé reçut solennellement les nouveaux venus, le 3 novembre 1601, les mit en possession du monastère, et leur assigna à chacun une stalle et une place au chapitre. Il décida aussi qu'ils resteraient soumis aux constitutions du Mont-Cassin et à la direction spirituelle du prieur de Saint-Vanne.

Les anciens n'avaient point vu sans déplaisir arriver cette troupe d'élite ; ils se montèrent entre eux, aussitôt après le départ du prélat, gagnèrent à leur cause les habitants du pays et commencèrent une lutte de tracasseries et d'escarmouches. Dénués de tout, repoussés par tous, Claude-François et ses religieux souffrirent du froid et de la faim ; pendant plus d'un mois, ils n'eurent d'autre couchette que le plancher de leurs cellules. Enfin, on vint de Verdun à leur aide ; mais bientôt ils furent attaqués d'un mal terrible et extraordinaire : c'était une colique avec des accès si furieux qu'au moment de la crise, trois hommes robustes suffisaient à peine à retenir le patient dans son lit. Neuf d'entre eux, profès ou domestiques, moururent en moins de six mois et ceux

(1) Sur Dom Claude François, voir *Bibl. lorr.*, et la suite de ce chapitre.



qui guérissent, restèrent longtemps perclus de tous leurs membres ; Claude-François, lui aussi, atteint de la cruelle maladie, dut être ramené en litière à Saint-Vanne.

Quelle que fût la cause de cette épidémie, mauvaise qualité des eaux, excès de privations ou manœuvres criminelles, les disciples de Didier de La Cour avaient pris en horreur le monastère vosgien ; personne ne voulait plus y aller et, à la grande joie des anciens, le succès de l'œuvre paraissait bien compromis. Mais Claude-François se remit enfin ; il revint plein d'ardeur à Moyenmoutier, y ramena une colonie nouvelle, triompha de toutes les difficultés et, dès le 30 avril 1603, un acte d'union passé entre les prieurs et les abbés des deux communautés, jeta les bases de la *Congrégation de Saint-Vanne et de Saint-Hidulphe*, nom qui sera plus tard glorieux dans les fastes de l'érudition. Un an après, le 7 avril 1604, le pape Clément VIII approuva le nouvel institut, l'érigea canoniquement sur le modèle de la congrégation du Mont-Cassin, lui reconnut le pouvoir de s'agréger les maisons qui voudraient adopter la réforme, et lui communiqua tous les privilèges, grâces, indulgences, immunités, exemptions, faveurs et indults dont jouissait la congrégation italienne.

Le bref pontifical fut accepté avec quelque répugnance par l'évêque-abbé, alors prévenu contre la Cour de Rome, à la suite d'un affaire personnelle assez délicate (1). Ce ne fut que le 8 juillet, et à Moyenmoutier seulement, qu'il fut solennellement fulminé par le prévôt de Saint-Dié, Gabriel de Reynette, délégué à cet effet, en présence de Jean Lignarius, abbé de Senones, d'Antoine Doridant, abbé d'Étival, et de plusieurs autres dignitaires. Et aussitôt après, le prieur, les moines de Saint-Hidulphe et les délégués de Saint-Vanne déclarèrent, en leur nom et au nom de leurs confrères, recevoir le bref du pape. Trois semaines après, le 31 juillet, se tint à Verdun le premier chapitre général ; Didier de La Cour y fut élu président, Pierre Roget, visiteur, et Claude-François, maintenu prieur de Moyenmoutier. La congrégation

(1) Voir l'article de Langlois, signalé plus haut, p. 91, n. 4.

comptait alors vingt-cinq religieux de chœur, parmi lesquels Philippe-François Collart, qui fut dans la suite prieur de Saint-Airy de Verdun et occupa les premières places dans la congrégation (1). Un bon nombre d'anciens finirent par se rallier à la réforme ; quant aux récalcitrants, ils reçurent une pension alimentaire et durent laisser à leurs confrères l'usage exclusif de l'église et des lieux réguliers. Et c'est ainsi que, par un mystérieux dessein de la Providence, la commende réparait elle-même le mal qu'elle avait causé.

Le cardinal de Lorraine suivait avec intérêt les progrès de cette entreprise. En 1605, il reçut de Paul V un bref qui lui permettait de faire la visite des cloîtres de sa légation et il chargea de cette mission délicate Dom Laurent-Luc Alberti, moine cassinien, que Dom Claude-François avait amené d'Italie (2). Laurent s'acquitta de sa tâche avec une exactitude minutieuse, non sans causer un vif émoi dans les monastères lorrains. Cette enquête, tout le monde en était convaincu, était le prélude d'une réforme générale (3).

A Senones, on argua, pour se soustraire au danger, que l'abbaye, située dans la principauté de Salm, n'était point comprise dans la légation du cardinal (4) ; à Saint-Mansuy et à Saint-Epvre, on usa d'un stratagème encore plus ingénieux : on mit en conflit le roi de France et le duc de Lorraine (5).

En vertu du ban royal, jadis concédé à l'Église de Toul (6), les deux faubourgs et leurs abbayes avaient été soumis à la souveraineté épiscopale ; mais, peu à peu, par des empiètements successifs, la cour de Nancy les avait isolés de la ville et compris dans sa juridiction. Les prélats avaient bien protesté ; il y avait eu des

(1) Dom Philippe François Collard (1579-1635) appartenait à l'une des meilleures familles de Lunéville. Il fut élève de l'Université de Pont-à-Mousson et composa de nombreux ouvrages ascétiques (*Bibl. lorr.*).

(2) Sur Dom Laurent-Luc Alberti, voir *Bibl. Lorr.*, Supplément *Luc-Albertius*.

(3) C'est la relation de cette visite qui se trouve dans le recueil 7923, des manuscrits latins de la Bibliothèque Vaticane (Voir plus haut, p. 3, n. 1).

(4) Luc Alberti, *loc. cit.*

(5) *Ibid.*

(6) Voir t. I, p. 77, 137.

## CHAPITRE II

### Election et premiers actes de Jean des Porcelets de Maillane <sup>(1)</sup>.

---

Christophe de La Vallée, sans se mêler personnellement à cette œuvre de restauration, encourageait dans leur entreprise son cousin, Didier de La Cour, et son élève, Erric de Lorraine. Il eut la consolation d'applaudir à leurs premiers succès et il mourut à Liverdun, le 28 avril 1607. Son corps, ramené à Toul, fut inhumé dans la chapelle des évêques (2).

(1) Sources. — Arch. Vatic. — Arch. Nat. — Bibl. Nat. — Les historiens lorrains.

(2) Voici son épitaphe, d'après Ben.-Pic. (*Op. cit.*, 684) et Fourier de Bacourt (*Epitaphes*, I, 17).

D. O. M.  
MEMORIEQUE  
REVERENDISS. VIRI  
D. CHRISTOPHORI A VALLE  
EPISCOPI ET COMITIS TULLENSIS.  
MORTALIA MAGIS MAGISQUE UT NORIS  
LECTOR HIC SITUS EST CHRISTOPHORUS A  
VALLE COMES ATQUE EPISCOPUS TULLENSIS  
QUEM ORTU ET GENERE NOBILEM DUÆ CELESTES  
VIRGINES SCIENTIA AC VIRTUS PONTIFICIIS  
INFULIS ADMOVERUNT EODEM ILLI IN PONTIFICIO  
MUNERE ASTITES QUEM REBUS HUMANIS  
PREMATURE MORS ERIPUIT SPERARE NOS  
JUBENT CŒLO MATURUM MORTALITATEM  
EXUISSE  
OBIIT QUARTA CAL. MAII ANNO DNI MDCVII  
ÆTATIS VERO SUE ANNO LIII<sup>o</sup>  
TU LECTOR BONAS DIC PRÆCES ATQUE ILLUD  
SALTEM TIBI VITA FUNCTO ALIUS QUOD DICAT.  
HUIC DICITO  
REQUIESCAT IN PACE.

Il avait à peine fermé les yeux que Dumesnil, commandant de la place de Toul, au nom du roi, fit défense au président du chapitre, Florent Grillot, archidiacre de Ligny, de convoquer ses confrères pour l'élection, avant d'avoir reçu un ordre formel de Sa Majesté ; de disposer des meubles du défunt et de prendre l'administration du temporel de l'évêché (1). C'était une conséquence logique d'une théorie chère aux légistes français : une occupation paisible de plus d'un demi-siècle avait transformé le précaire en définitif. Les Trois-Évêchés étaient désormais réunis à la France et, dès lors, ils se trouvaient soumis aux lois du royaume, notamment au concordat de Léon X et de François I<sup>er</sup>.

Grillot répondit fièrement que, d'après le concordat de Vienne, l'élection appartenait au chapitre et que l'on procéderait comme par le passé. Dumesnil eut alors recours à l'intimidation : il mit des garnisons dans toutes les forteresses et plaça le temporel sous séquestre.

Les choses en étaient là, quand M. de Ligniville de Vanne, gouverneur de Toul, arriva dans cette place. Il désavoua complètement Dumesnil et fit rentrer le chapitre en possession de tous ses droits. On crut d'abord à un acte de justice et de générosité ; mais on s'aperçut bientôt que l'habile gouverneur n'avait voulu, en tout ceci, que se concilier les sympathies des chanoines : il avait un neveu, Philippe-Emmanuel de Ligniville, prévôt de Remiremont, chanoine de Toul et conseiller d'État du duc de Lorraine, et il voulait lui procurer le siège de saint Mansuy.

Mais un autre postulant était mis sur les rangs : c'était Charles de Lorraine, second fils de François de Lorraine, comte de Vaudémont et petit-fils du duc Charles III. Fidèle à sa politique, la cour de Nancy le poussait et Henri IV agréait cette candidature. Or, le jeune prince n'avait que cinq ans et le chapitre, pressé par le gouverneur de Toul, par Gaspard de Ligniville, comte de Tumejus, gouverneur de Bitche et sénéchal du Barrois, se retrancha derrière les instructions du concile de Trente et donna ses suffrages au

(1) Bibl. nat., *Fonds français*, ms. 16889, f<sup>o</sup> 283 et sq.

prévôt de Remiremont. Le choix était excellent; mais il ne faisait point le compte de François de Vaudémont.

Au lieu d'accepter le fait accompli et d'attendre une nouvelle vacance, le fils de Charles III adressa de vifs reproches aux chanoines de Toul. Ceux-ci, avec autant de franchise que de dignité, lui répondirent qu'ils n'eussent point manqué d'élire Charles, s'il avait été plus avancé en âge, mais qu'ils n'avaient point voulu s'exposer à une improbation par une violation aussi flagrante des saints canons; que, du reste, ils se feraient honneur de postuler le prince, comme coadjuteur, lorsqu'il aurait atteint l'âge requis.

Des observations aussi sages ne purent calmer le comte. Il venait de recevoir à la fois de Paul V un bref dans le même sens (1) et de Henri IV un brevet de nomination pour Charles au siège de Toul (2). Fort contrarié de ce contre-temps, il voulut au moins faire pour son fils ce que Charles III avait fait pour Erric, et lui assurer une pension sur les revenus de l'évêché (3); mais le pape ne se montrait point disposé à favoriser cette distraction de biens ecclésiastiques et le comte, furieux, jura d'entraver la préconisation de Philippe-Emmanuel et de faire nommer à sa place Jean des Porcelets de Maillane, résident de Lorraine auprès de la Cour pontificale.

Ce troisième candidat, suscité par le ressentiment paternel, appartenait à une antique maison originaire de Provence (4). Il

(1) Brefs de Paul V à Charles III et au cardinal de Lorraine, VII idus juli 1607. (Arch. Vatic., *Arm.* 45, t. III, f° 31 et 32). — Ben.-Pic., 687. — Calmet, VI, f° 47.

(2) *Brevet de nomination à l'évêché de Toul* (original sur parchemin) pour Charles de Lorraine, second fils du comte de Vaudémont, 12 août 1607 (Bibl. Nat., *Coll. lorr.*, 330). — Ceci montre que Benoit-Picart se trompe en disant (*Hist.*, 685) que François de Vaudémont postula le siège de Toul pour Henri, son fils aîné.

(3) Voir plus haut.

(4) Les Porcelets de Maillane portaient d'or à un pourceau passant de sable. Les armoiries seraient venues, d'après une légende fort contestable, d'une aventure arrivée à une dame de Maillane. Elle refusait l'aumône à une pauvre femme; celle-ci, furieuse, s'écria, en montrant une truie qui se trouvait là: « Je souhaite que vous ayez autant d'enfants que cette truie a de petits. »

La truie avait neuf porcelets: la dame eut neuf enfants et le pourceau fut pris par la famille comme pièce héraldique. — Maillane, c. de Saint-Remy (Bouches-du-Rhône).

était né à Valhey, non loin de Lunéville(1), le 24 août 1582, de Jean des Porcelets de Maillane(2), seigneur de Valhey et sénéchal de Barrois, et d'Esther d'Apremont. Sa tante, Judith d'Apremont, chanoinesse de Poussay, prit soin de sa première éducation : elle forma son âme à la piété et, après l'avoir tenu quatre ans chez elle, elle le confia aux Jésuites de Pont-à-Mousson. Il acheva ses humanités à Trèves, fit sa philosophie à Ingolstadt et revint au Pont pour sa théologie. Voyant son inclination pour l'état ecclésiastique et fondant sur lui de grandes espérances, ses parents l'envoyèrent à Rome où il eut pour maîtres le P. Michel de Vittelesco, plus tard général de la Compagnie, et le P. d'Asdrubal, fameux par ses discussions sur la grâce.

Il prit la licence de théologie et celle de droit, en 1602, à l'université mussipontaine, puis repartit pour la Ville éternelle, où la confiance des papes Clément VIII, Léon XI et Paul V lui valut les titres de camérier secret(3), de protonotaire apostolique(4) et de

(1) *Valhey*, c. de Lunéville-Nord.

(2) Benoit-Picart (*op. cit.*, 688) et, après lui, Dom Calmet (*Notice de Lorr.*, Porcelets), font de Jean, évêque de Toul, le fils d'André des Porcelets et d'Esther d'Apremont ; mais d'après Dufourny (*Arch. de Lorr.*, V, 32) citant le n° 88 de la layette *Confians-en-Jarnisy*, on peut se convaincre qu'Esther était la femme d'un Jean des Porcelets et non d'un André. De plus, l'acte de fondation des Carmes de Nancy (*Arch. de M.-et-M.*, H. 938) fut signé, en 1611, par Jean des Porcelets de Maillane, maréchal de Lorraine et par ses deux fils, Jean, évêque de Toul et André, seigneur de Valhey.

Voici, d'après Moréri et Jean Callot, la généalogie authentique de cette famille.

André des Porcelets (le premier en Lorraine), épouse Catherine de Valhey.

Jean des Porcelets, maréchal de Lorraine, épouse Esther d'Apremont.

André des Porcelets	Jean	Catherine
bailli de l'évêché de Metz	év. de Toul	ép. Jacques de Reinach
seig. de Valhey		
ép. Elisabeth de Danois-Serny		

(Cf. Favier, *Sur la généalogie de Jean des Porcelets de Maillane*, dans *Journ. Soc. Arch. Lorr.*, 1878, 103 et 152.)

(3) *Arch. Vatic.*, *Arm.* 44, T. 56, f° 303. — Ce bref de Clément VIII (11 septembre 1604) qui le recommande à Charles III fait de Jean le plus grand éloge : « *Dignus est ab optimo quoque qui ametur* », écrit le pontife.

(4) 4 août 1604. — Lettres de naturalité en faveur du sieur Jean des Porcelets de Maillane, *protonotaire apostolique*, afin qu'il puisse prendre possession de l'abbaye Saint-Mansuy (*Bibl. Nat.*, *Fonds Dupuy*, 124, f° 198).

référendaire de l'une et l'autre signature (1). Il fut de plus employé à des missions difficiles et s'en acquitta avec succès. Envoyé en 1606 par Paul V à Jacques I<sup>er</sup>, roi d'Angleterre, pour lui demander le libre exercice de la religion romaine en ses États, il sut si bien ménager l'esprit de ce prince qu'il reçut de lui, pour les catholiques, une réponse favorable et, pour lui-même, un riche présent (2). Le duc Charles III avait en lui la plus grande confiance ; il lui avait procuré, dès 1597, la coadjutorerie de l'abbaye Saint-Mansuy (3) et il l'avait chargé de défendre les affaires de la Lorraine auprès de la Cour pontificale. Jean des Porcelets de Maillane, prêtre pieux, négociateur habile, jouissait donc, à Rome comme à Nancy, d'une grande et sympathique considération : en le choisissant, François de Vaudémont avait fait preuve d'une rare sagacité.

L'un après l'autre et sans difficulté, Charles III, le cardinal de Lorraine, Henri IV (4), Marie de Médicis furent gagnés à cette cause. De Nancy, on envoya d'abord à Rome Henri de Beauvau pour disposer favorablement les esprits et, quand tout fut préparé par cet habile diplomate, le duc de Lorraine et le roi de France, agissant de concert, demandèrent au souverain pontife le siège de Toul pour le résident. Paul V, heureux de se montrer agréable à deux puissants souverains, de récompenser à peu de frais les services de Jean de Maillane et de procurer à l'Église de Toul un évêque pieux, instruit et zélé, agréa leur requête et, le 26 novembre 1607, il préconisa leur candidat (5).

(1) Arch. Vatic., *Const.* 129, p. 43, d'après *Inv. Garampi*.

(2) Le récit de cette ambassade, œuvre de Jean Midot, a été en partie publié par Dom Calmet, *Hist. de Lorr.*, 1<sup>re</sup> éd., III, 738 et sq. ; 2<sup>e</sup> éd., VII, LIX et sq. — Il avait dû faire déjà un premier voyage en Angleterre, puisque, le 11 septembre 1604, à son retour d'Angleterre, Clément VIII le nomme son camérier secret (Arch. Vatic., *Arm.* 44, T. 56, f<sup>o</sup> 303).

(3) Bibl. Nat., *Coll. lorr.*, 398, f<sup>o</sup> 16 ; *Fonds Dupuy*, 124, f<sup>o</sup> 205.

(4) « Ayant ci-devant par brevet du.... dernier fait don au sieur de Vaudémont de l'évêché de Toul.... pour en faire pourvoir son second fils.... j'ai bien pour agréable que le protonotaire de Maillane soit pourvu dudit évêché, en attendant que Charles ait l'âge requis.... et si Maillane vient à décéder avant cette époque, Charles en restera pourvu en vertu du brevet. » (Brevet du 12 août 1607. — Bibl. Nat., *Coll. lorr.*, 330.)

(5) « 26 nov. 1607. — *Johannes ex Porcellotorum baronum familia refer.*

Philippe de Ligniville était joué : il eut beau multiplier les démarches ; il n'obtint de tout cela que le titre de protonotaire apostolique et l'expectative de la première abbaye qui viendrait à



vaquer en Lorraine. Peut-être eût-il été un excellent prélat ; mais, en recevant à sa place et par une voie bien singulière, **Jean des Porcelets de Maillane** comme premier pasteur, l'Église de Toul pouvait se féliciter et concevoir de belles espérances : un épiscopat fécond venait de s'ouvrir : la réforme des deux clergés allait recevoir une nouvelle impulsion et un courant de ferveur allait se

répandre sur toute l'étendue du diocèse.

Sacré à Rome, le 27 décembre 1607, dans l'église de *Santa-Maria della Scala* (1), par son ami et son protecteur, le cardinal Bellarmin, Jean vit d'abord le chapitre refuser ses bulles, sous le prétexte souvent invoqué qu'elles contenaient des expressions préjudiciables à ses droits. Le roi de France fit aussi quelques difficultés, je ne sais à quel sujet (2) ; Paul V dut lui envoyer un bref et charger son nonce, Robert, évêque de Montepulciano, de négocier cette affaire qui l'intéressait vivement (3). Enfin tout s'arrangea : le

*utr. sign. et præl. dom. pontif, fit eps tull. per obitum Christofori.* » (Arch. Vatic., Const., 129, p. 43, d'après *Inv. Garampt.*)

La date donnée par Benoit-Picard, 26 novembre 1608 (*Hist.*, 689), est donc fautive. Guillaume (III, 164 et sq.) l'avait soupçonné en remarquant fort justement que Jean de Maillane n'aurait pu présider les obsèques de Charles III en juillet 1608, en qualité d'évêque diocésain, s'il n'avait pas encore été préconisé.

(1) L'église *Santa Maria della Scala* venait d'être bâtie, en 1592, au *Trastevere*, pour recevoir une image miraculeuse, peinte d'abord sur le mur d'un escalier.

(2) Bibl. Nat., Fonds Brienne, ms. 124, f° 125.

(3) Arch. Vatic., Arm. 45, T. III, f° 176. Bref du 1<sup>er</sup> avril 1608, à Henri, roi de France.



prélat se rendit à Fontainebleau, muni de brefs de recommandation pour Henri, pour la reine Marie de Médicis et pour le nonce apostolique (1); il prêta serment de fidélité entre les mains du souverain (2) et prit possession par procureur, le 7 juillet 1608.

Il avait aussi un bref de même genre pour Charles III (3); mais ce bref ne devait point lui servir. Le 14 mai, le duc de Lorraine et de Bar était entré dans la voie de toute chair. Au lieu de se présenter à sa cour, le nouvel évêque eut à présider, les 17, 18 et 19 juillet, la cérémonie de ses obsèques, cérémonie imposante dont la majestueuse splendeur devait laisser une trace indélébile dans le souvenir des hommes (4). A ce prince, en effet, le plus grand peut-être mais assurément le plus heureux que nos duchés aient possédé, la piété de son fils, Henri II, et la reconnaissance de ses peuples voulurent faire des funérailles grandioses : on croirait volontiers que déjà l'on pressentait les calamités prochaines : avec Charles le Grand, il semblerait que l'on se figurait enterrer la grandeur et les gloires de la nation lorraine.

Du 14 mai au 8 juin, le corps, embaumé par les chirurgiens de l'hôtel, resta exposé dans la salle du trépas ; il fut ensuite transporté dans la salle d'honneur et enfin, le 15 juillet, dans la galerie des cerfs. Durant ce temps, les gentilshommes du palais se relayaient pour la veillée funèbre ; les prêtres et les religieux, pour l'office des morts, et, tous les jours, plusieurs messes étaient célébrées à la chapelle ardente, pour le repos de l'âme de l'illustre défunt.

(1) Arch. Vat., *Arm.* 45, t. III, f° 193. Brefs à Marie, reine de France ; à Henri, roi de France ; — f° 194. Bref à Robert, évêque de Montepulciano, 2 mai 1608.

(2) Bibl. Nat., *Coll. lorr.*, 330, f° 98.

(3) Arch. Vat., *loc. cit.*, f° 194. Bref à Charles, duc de Lorraine, 2 mai 1608.

(4) On disait communément qu'il y avait trois spectacles uniques au monde : le couronnement d'un empereur à Francfort, le sacre d'un roi de France à Reims et l'enterrement d'un duc de Lorraine à Nancy.

Sur les funérailles de Charles III, il faut lire le *Discours des cérémonies, honneurs et pompe funèbre, faits à l'enterrement du Très-Hault, Très Puissant et sérénissime Charles, 3 du nom, par la grâce de Dieu, duc de Calabre, Lorraine, Bar, Gueldres, etc., de glorieuse et perpétuelle mémoire*. Clairlieu, Jean Savine, 1609, petit in-8° de 202 feuillets... et examiner les planches dessinées par Jean La Hière et Claude La Ruelle et gravées par Frédéric Brentel, artiste strasbourgeois.

Le 17 juillet, à deux heures de l'après-midi, Jean des Porcelets de Maillane fit la levée du corps, assisté de l'évêque de Tripoli, suffragant de Strasbourg, des abbés des monastères lorrains, du grand archidiacre de Toul, des archidiacres de Port, de Vôge et de Reynel et de plusieurs chanoines ; puis le cortège se déroula à travers les rues de la ville. On y voyait, couverts d'amples vêtements de deuil et tenant un cierge à la main, trois cents pauvres et trois cents bourgeois de Nancy ; les membres de la confrérie du Saint-Sacrement, dont le duc était le premier confrère et protecteur ; les Capucins, les Minimes, les Cordeliers ; le clergé des trois paroisses, Saint-Epvre, Notre-Dame et Saint-Sébastien ; les chanoines de Saint-Georges et de la Primatiale ; le recteur, les doyens et les professeurs de l'université de Pont-à-Mousson ; les officiers du palais ; les clercs de la chapelle ducal ; le conseil de ville et les magistrats de Nancy ; les fonctionnaires ducaux ; les présidents des différentes cours de Lorraine ; les membres de la noblesse portant les *pièces d'honneur* ; M. de Stainville, doyen de la Primatiale et grand aumônier ; le prévôt de Saint-Georges ; les abbés de Rangéval, Jovilliers, Bonfays, Étival, Sainte-Marie, de l'ordre de Prémontré ; de Freistroff (1), Clairlieu, L'Isle-en-Barrois, Haute-Seille, Villers-Bettnach et Saint-Benoît-en-Woëvre, de l'ordre de Cîteaux ; de Mettloch, de Longeville et de Tholey, de l'ordre de Saint-Benoît ; de Lunéville, de Chaumousey et de Saint-Pierre-mont, de l'ordre des Chanoines-Réguiliers de Saint-Augustin ; Antoine de Lenoncourt, primat de Lorraine ; Gabriel de Reynette, grand-prévôt de Saint-Dié ; l'évêque de Tripoli et l'évêque de Toul, avec quatre de ses archidiacres.

On chanta les vêpres et les vigiles des morts à la collégiale Saint-Georges. On laissa le corps dans l'église et, le lendemain, 18 juillet, eurent lieu les premières obsèques : trois messes furent chantées successivement par le grand-prévôt de Saint-Dié, par l'évêque de Tripoli et par Jean des Porcelets de Maillane, et le

(1) *Freistroff*, c. de Bouzonville (Lorraine). — *Villers-Bettnach*, c. de Metzerville (Lorraine). — *Saint-Benoît-en-Woëvre*, c. de Vigneules (Meuse). — *Mettloch*, près de Trèves.

P. Léonard Perrin, jadis professeur à Pont-à-Mousson, prononça l'oraison funèbre.

Le cortège se reforma, le soir, à deux heures, et transporta le duc à l'église des Cordeliers. Les cérémonies, les services et les messes s'y renouvelèrent identiques et le P. Léonard Perrin fit entendre une seconde oraison funèbre, « pour non moins faconde et diserte que la première », au dire du chroniqueur officiel (1). Puis, après les cinq absoutes données par les deux évêques, le grand-prévôt de Saint-Dié, le primat de Lorraine et l'abbé de Tholey, on descendit solennellement le cercueil dans le caveau ; le roi d'armes proclama la mort du Très-Haut, Très-Puissant et Sérénissime Prince, Charles, troisième du nom, et le grand écuyer brandissant l'épée de souveraineté, cria trois fois à haute voix : « Vive, vive, vive le Duc Henri, second du nom, notre Souverain Seigneur. »

Deux jours après, eut lieu aux Cordeliers un service pour le cardinal Charles de Lorraine, mort le 24 novembre précédent, et le P. Léonard Perrin reprit encore la parole.

Jean des Porcelets de Maillane fit son entrée solennelle dans sa ville épiscopale le 6 octobre 1608 et, à peine installé, il commença la visite de son diocèse, voulant se rendre compte par lui-même de la situation, des ressources et des abus. A Saint-Élophé, il lui arriva une pénible aventure. Ayant ouvert la châsse du vieux martyr leuquois, il procédait à la reconnaissance des reliques, quand les habitants, se souvenant toujours de ce que leur avait fait saint Gérard (2), s'imaginèrent que le prélat voulait leur enlever les restes précieux de leur patron ; ils se mirent à s'agiter, à murmurer, à troubler la cérémonie. Jean, ne soupçonnant point la cause de ce désordre, leur déclara qu'il jetterait sur eux l'inter-

(1) *Oraisons funèbres sur le trépas de feu Monseigneur Très-Haut, Très-Illustre et Sérénis. Prince Charles III..., duc de Calabre, Lorraine, Bar, Gueldres.... et de feu Monseigneur son fils, Très Illustre et Séréniss. prince Charles, Cardinal de Lorraine, du titre de Sainte-Agathe, légat du Saint-Siège, évêque de Metz et de Strasbourg, prononcées à Nancy en l'église collégiale de Saint-Georges et en la conventuelle des RR. PP. Cordeliers, les 18, 19 et 21<sup>e</sup> jours de juillet 1608.* Pont-à-Mousson, Melchior Bernard, s. d., petit-in-8°.

(2) Voir T. I, p. 167.

dit, s'ils ne rentraient point dans l'ordre. Ceci redoubla leurs craintes et leur fureur : les plus ardents, sortant de leur place, se jetèrent sur la chaise, l'arrachèrent des mains des prêtres et expulsèrent de l'église l'entourage de l'évêque. Quant au prélat, il dut se réfugier dans la chaire et essaya vainement de leur faire entendre raison. L'un d'eux le menaça même de mort, s'il donnait quelque relique aux habitants de Neufchâteau qui l'avaient accompagné. Enfin parvenu à sortir d'embarras, Jean lança sur la paroisse une sentence d'interdit ; le duc de Lorraine fit châtier les séditieux et il exigea qu'ils vinssent présenter leurs excuses à l'évêque si indignement outragé.

Par ce fait et par une foule d'autres, bien moins excusables, Jean des Porcelots de Maillane se convainquit bientôt qu'il avait à entreprendre un grand travail de régénération. Pour cela, les ordres monastiques pouvaient lui être d'un puissant secours : il résolut d'en encourager, d'en hâter le renouvellement et de multiplier dans son diocèse les maisons de religieux missionnaires.

La mort de l'abbé Ususmaris changea, dès 1608, en titre abbatial sa coadjutorerie de Saint-Mansuy. Pourvu de ce bénéfice après une courte opposition de la cour de France (1), il fit aussitôt, pour ce monastère, ce qu'Erric de Lorraine avait fait pour Saint-Vanne et pour Moyenmoutier. Il réussit aussi à vaincre les dispositions peu favorables de Louis de Tavagny, abbé de Saint-Epvre, l'hostilité du prieur et des anciens religieux et les difficultés qu'opposait, poussé par eux, le gouvernement français à l'introduction de la réforme. Quant à Senones, la quatrième abbaye bénédictine que comptait le diocèse de Toul, les choses allèrent beaucoup moins bien. Après avoir protesté, contre le cardinal de Lorraine, que leur monastère se trouvait hors des limites de sa légation, les moines imaginèrent de soutenir, contre l'évêque de Toul, que la maison et son ban n'appartenaient à aucun diocèse et relevaient immédiatement du Saint-Siège (2). De nombreux incidents déjà relatés dans

(1) Bibl. Nat., *Fonds Brienne*, 124, f° 125 et sq. — *Coll. lorr.*, 329, f° 21. ; 398, f° 26.

(2) Arch. Vatie., *Congrég. des Év. et Rég.*, 16 nov. 1618.

le présent ouvrage, prouvent combien était peu justifiée cette prétention intéressée.

Moyenmoutier toutefois était trop rapproché pour que la cause de la régularité ne finit point par triompher : en 1618, les disciples de Didier de La Cour, introduits par l'abbé Jean Lignarius, prirent possession du cloître de saint Gondelbert.

Le prieuré Notre-Dame, de Nancy, avait été uni à la Primatiale ; Henri II, voulant dédommager les Bénédictins, demanda au souverain pontife de transférer à Nancy le prieuré Sainte-Croix de Belval (1), promettant de lui donner un surcroît de dotation et d'en faire une maison digne de sa capitale. Paul V agréa cette requête, par sa bulle du 29 décembre 1616 (2) et l'église fut aussitôt commencée rue de Grève, dans la ville neuve (3). Les bâtiments furent d'abord poussés avec empressement : en 1625, il fut même question d'unir au prieuré Sainte-Croix la vieille abbaye de Longeville, au diocèse de Metz ; ce projet n'eut pas de suites et bientôt les malheurs des temps arrêterent la construction du monastère et le développement de la communauté : ce fut seulement en 1701 que la piété de Léopold put réaliser les intentions de son grand oncle et faire du prieuré Sainte-Croix l'abbaye Saint-Léopold (4).

Les fils de Didier de La Cour firent aussi, en 1621, une petite fondation, près de Rosières-aux-Salines (5). Bonaventure de Rennel, grand-doyen de Saint-Dié, leur confia la chapelle de Notre-Dame et des Saints-Innocents ; il leur construisit un prieuré et trois

(1) Cf., t. I, p. 228.

(2) Lionnois, III, 3 — *Gallia* (2<sup>e</sup> éd.), XIII, 538. — Maggiolo (et non d'Arbois de Jubainville, comme la table des *Mémoires* l'indique faussement), *Les monastères de l'ordre de Saint-Benoît en Lorraine*, dans *Mém. Ac. Stan.*, 1887.

(3) La rue de Grève est aujourd'hui la rue Charles III.

(4) Les lettres patentes sont du 10 décembre 1701 ; l'église (l'une des plus belles de la ville neuve) fut bénite par François de Camilly en 1706. — Les abbés étaient triennaux, élus par le chapitre de la congrégation. Stanislas rompit cette règle en 1742, en donnant l'abbaye à Dom Benoît Belfroy. — Les bâtiments de Saint-Léopold sont aujourd'hui occupés par les religieuses de la Visitation, lesquelles ont eu la malencontreuse idée de démolir l'église abbatiale. — Cf., J.-Fr. Nicolas, *Journal de ce qui s'est passé en Lorraine*, publié par M. Pfister dans *Mém. Soc. Arch. lorr.*, 1899, p. 239 et sq.

(5) Arch. de M.-et-M., B., 10,817 et sq. ; H, 264 et sq. — Maggiolo, *op. cit.*

moines s'y établirent, « pour aider, selon les intentions du donateur, le peuple de Rosières dans ses besoins spirituels ».

Quelques années auparavant, en 1613, Renaud, abbé de Saint-Augustin de Limoges, avait demandé quelques religieux à Saint-Vanne et commencé, avec leur concours et sous leur direction, une congrégation de monastères français. Ainsi, à peine sortie du berceau, la congrégation lorraine de Saint-Vanne et Saint-Hidulphe eut la consolation et l'honneur de susciter la congrégation française de Saint-Maur. Quels que soient ses titres à la considération, à la reconnaissance des érudits, la mère fut éclipsée par la fille : il serait pourtant injuste de ne point reconnaître aux Lorrains le mérite d'avoir pris l'initiative et surmonté les premières difficultés.

---

## CHAPITRE III

### Servais de Lairuels et la Réforme des monastères de l'Ordre de Prémontré <sup>(1)</sup>.

---

Cependant Servais de Lairuels poursuivait une œuvre parallèle et travaillait lui aussi à réformer les abbayes de son ordre. Ce n'était pas la première tentative qui eût été faite par un Prémontré pour rétablir la régularité chez les fils de saint Norbert. Sans parler de Nicolas Psaume, le grand évêque de Verdun (2), nous pouvons citer, dans le diocèse de Toul, François Lecoq, abbé de Jandheures qui, vers le milieu du xvi<sup>e</sup> siècle, avait rappelé ses subordonnés à la pratique de leur règle, et aussi Antoine Doridant qui, devenu abbé d'Étival en 1575 malgré l'opposition des religieux, avait su par son énergie vaincre toutes les résistances et préparer sa maison à une réforme complète.

Mais, tous ces efforts individuels n'avaient eu qu'une action peu durable et c'était d'un cloître, perdu au fond d'une épaisse forêt, que devait sortir l'irrésistible mouvement de régénération. Le 29 décembre 1595, le chapitre conventuel de Sainte-Marie-aux-Bois élut comme abbé le P. Daniel Picart. Le nouveau prélat n'avait que

(1) SOURCES. — Abram, *Hist. univ. mussipont.*, ms. 41 de la Bibl. de Nancy, p. 88 et sq. — Eug. Martin, *De canonicis præmonstratensibus in Lotharingia*. Nancy, Berger-Levrault, 1891; *Servais de Lairuels et la Réforme des Prémontrés en Lorraine et en France, au XVII<sup>e</sup> siècle*. Nancy, Vagner, 1893.

(2) Nicolas Psaume, religieux prémontré et abbé de Saint-Paul, avait établi dans son monastère une réforme relative, vers 1550.

vingt-sept ans, et les religieux, en nommant un supérieur aussi jeune, s'étaient flattés qu'ils n'auraient, de longtemps, à redouter aucune contrainte.

Leur calcul fut vite déjoué : Daniel, avant même sa profession, gémissait en silence du relâchement général. A peine installé sur le trône abbatial, il conçut le projet de réformer son monastère. La besogne était ardue dans une maison où la vertu de pauvreté n'était plus qu'à l'état de lointain souvenir, où régnaient, au lieu de la piété, de la régularité et du travail, la dissipation et l'oisiveté. Mais Daniel était jeune ; il était énergique ; il se sentait appuyé, et par sa conscience, et par l'abbé général de Prémontré, François de Longpré : il ne recula point.

Il fit donner les exercices spirituels à ses religieux par des Jésuites de Pont-à-Mousson ; lui-même se chargea des novices et des nouveaux profès et leur fit des instructions fréquentes sur les devoirs de leur état. Il travaillait ainsi depuis trois ans, quand lui arriva le collaborateur qu'il demandait à Dieu : c'était Servais de Lairuels.

Né en 1562, à Soignies, dans le Hainaut, d'une famille anoblie par Charles Quint, Servais avait pour oncle le prieur de l'abbaye norbertine Saint-Paul, de Verdun. Il entra dans ce monastère, y fit profession en 1580, fut envoyé à l'université de Pont-à-Mousson, y rencontra Didier de La Cour et Pierre Fourier, alla terminer ses études à Paris, rentra à Saint-Paul, s'y laissa gagner par la torpeur générale et oublia tous les projets qu'il avait formés de travailler au relèvement de son ordre.

Une grave maladie le fit bientôt sortir de sa quiétude : il fut aux portes du tombeau et il promit, s'il guérissait, de ne plus tarder davantage. Naturellement, son zèle s'essaya d'abord sur ses confrères verdunois ; mais il se brisa contre leur inertie. Découragé, le jeune apôtre songeait à quitter Prémontré pour suivre à Saint-Vanne son ami Didier de La Cour ou pour entrer chez les Capucins ou chez les Chartreux. Un Jésuite qu'il consulta, le P. Anselme André, lui montra que ce serait une lâcheté et lui ordonna de rester vaillamment à son poste.



Désormais fixé, Servais se prépara par la prière, le jeûne et l'étude à sa difficile mission et il attendit l'heure de la Providence : elle ne tarda point à sonner. Nommé en 1599 par le chapitre général visiteur de la *circarie* de Lorraine, il vint à Sainte-Marie-aux-Bois. Daniel Picart fut ravi de sa conversation et de sa sainteté ; persuadé de trouver en lui un ami dévoué et un puissant auxiliaire, il le pressa d'accepter le titre de coadjuteur ; il obtint le consentement de l'abbé de Saint-Paul et Servais, ne pouvant résister à tant d'instances, partit pour Rome solliciter ses bulles.

Pendant son absence, quatre religieux, outrés de la persévérance de Daniel et pensant intimider son successeur, ourdirent une conspiration contre leur abbé, mêlèrent, paraît-il, du poison à ses aliments et se défirent ainsi de ce réformateur importun. On voit, par cet exemple, combien le mal était grand. Mais Daniel-Picart pouvait mourir : il avait assuré la stabilité de son œuvre. Servais, à son retour, prit possession du siège abbatial, punit sévèrement les coupables et, en termes très énergiques, manifesta son intention bien arrêtée de continuer l'entreprise de son vénéré prédécesseur. Il fit donner une seconde fois les exercices spirituels, multiplia les exhortations, prêcha surtout d'exemple et fit tant que spontanément, dans la communauté, un mouvement se dessina vers une vie plus fervente. Heureux de ce premier succès, l'abbé ne négligea rien pour écarter tout obstacle : il offrit aux religieux qui demeuraient hostiles à la réforme, une honnête pension viagère et, quand il n'eut plus autour de lui que des disciples dociles, il s'appliqua par des instructions fréquentes à raviver dans leur âme l'esprit de leur état et à rallumer dans leur cœur l'amour de la perfection.

Sous cette direction prudente, Sainte-Marie-aux-Bois redevint une maison modèle et Servais ne craignit point de proposer quelques-uns de ses religieux aux abbés de Salival (1), de l'Étanche (2) et de Rangéval. Il voulait les aider à maintenir ou à ramener dans leurs cloîtres la pratique de la règle et fortifier ainsi, dans une

(1) *Salival*, c. de Château-Salins, Lorraine.

(2) *L'Étanche*, écart de la commune de Deuxnouds-aux-Bois, c. de Vigneulles (Meuse).

sainte alliance, leurs efforts isolés et par suite fragiles. C'était, peut-être encore sans intention bien arrêtée, une première tentative pour la formation d'une congrégation.

Encouragé par leur bienveillant accueil, il entreprit une campagne en faveur de la réforme. Tous les abbés des monastères lorrains, entraînés par son zèle, s'engagèrent à relever leurs maisons et promirent d'envoyer à Sainte-Marie un de leurs sujets, pour qu'il s'y pénétrât du plus pur esprit de saint Norbert et s'y préparât aux fonctions de maître des novices ou de prieur claustral. C'est pour ménager à ces délégués et aux jeunes profès de son couvent une maison d'études et de formation religieuse que, dès 1603, il établit un scolasticat à Pont-à-Mousson, dans l'hôpital Saint-Nicaise, propriété de son abbaye (1) et le mit sous la direction du Père recteur. La même année, il réunit et fit imprimer chez le typographe de l'université, Melchior Bernard, sous le titre *Optica regularium*, les instructions qu'il avait adressées aux chanoines de sa communauté (2).

Il méditait plus encore. Parmi les causes du relâchement étaient l'ignorance et l'oisiveté : Sainte-Marie-aux-Bois se trouvait trop isolée pour qu'il pût leur opposer de remèdes sérieux et durables : que n'était-elle plus rapprochée de l'université mussipontaine, ce puissant foyer de travail et de science ! Or, à côté du collège des Jésuites, sur la rive gauche de la Moselle, à l'intérieur même des murs de la cité, s'étendaient de vastes jardins : n'était-ce point un endroit tout préparé pour y bâtir un vaste monastère ? Une seule difficulté arrêtait l'entreprenant Servais : le lieu convoité était sur le territoire du diocèse de Metz ; or Sainte-Marie-aux-Bois était du diocèse de Toul et Christophe de La Vallée ne voulait pas autoriser une semblable émigration. Enfin, après bien des négociations, on trouva une habile combinaison : l'évêque de Metz consentit à ce que l'abbaye transplantée ne cessât point d'appartenir à son ancien

(1) Saint-Nicaise était situé dans la rue actuelle de la Poterne.

(2) *Optica regularium, seu commentaria in regulam S. P. N. Augustini, auctore Serratio de Lairuels, Sanctæ-Mariæ-ad-Nemus abbate. Mussiponti, Melchior Bernard, 1603, in-4°.*

diocèse et Christophe se départit dès lors de toute opposition (1). L'abbé de Prémontré donna son approbation ; le souverain pontife approuva le projet (2) et, dès 1607, Servais de Lairuels acheta les terrains et commença les travaux. En quatre ans, furent terminés l'église, les lieux réguliers, l'abbatiale, ainsi qu'une longue galerie reliant le couvent à l'université ; et la bénédiction de la nouvelle abbaye eut lieu dans le courant de 1612.

Le fondateur lui donna le nom de *Sainte-Marie-Majeure*, soit par comparaison avec l'ancienne qui fut dès lors réduite au rang de ferme et de maison de campagne (3), soit plutôt à cause de la dévotion, que l'on avait alors très vive, à la Madone, dite de Saint-Luc et conservée à Rome dans la basilique de Sainte-Marie-Majeure (4).

L'œuvre matérielle était achevée : il fallait parfaire l'œuvre spirituelle. Servais, avec les encouragements de François de Longpré, se mit incontinent à rédiger pour ses disciples des constitutions entièrement conformes à la règle et à l'esprit de saint Norbert et il prépara ses religieux à les recevoir dans toute leur austérité.

Dès 1613, le travail était fait. Croyant les esprits suffisamment disposés, il réunit le chapitre conventuel et lui donna lecture des nouveaux statuts : ils furent acceptés avec enthousiasme et le réformateur put dès lors compter sur le succès de son entreprise.

Plusieurs monastères lorrains suivirent bientôt l'exemple de Sainte-Marie. Justemont (5) et Salival, au diocèse de Metz, Saint-Paul, dans la ville de Verdun, reçurent dès 1620 les constitutions

(1) Arch. de M.-et-M., G. 1235. Registres de l'officialité de Toul.

(2) Bref de Paul V (VIII Kal. Aug. 1607) à Charles III qui lui avait recommandé cette affaire. Le pape promet au prince d'autoriser le transfert de Sainte-Marie au Pont, si l'enquête est favorable. (Arch. Vatic., *Arm.* 45, t. III, f<sup>o</sup> 45).

(3) Une partie des bâtiments et l'église romane existent encore, transformés en maison de ferme. — Cf. A. Dlgot, *L'Abbaye de Sainte-Marie-aux-Bois*, dans *Mém. Soc. Arch. lorr.*, 1837. — Victor de Civity (Collin), *Les ruines lorraines, Sainte-Marie-aux-Bois*. Nancy, Vagner, 1846.

(4) Lire sur ce point l'étude très documentée de M. Léon Germain, *Sainte-Marie-Majeure, patronne de l'abbaye de Pont-à-Mousson*, dans *Mém. Soc. Arch. lorr.*, 1895.

(5) *Justemont*, comm. de Vitry, c. de Thionville, Lorraine.

mussipontaines et plusieurs religieux, impatients de prendre ce joug plus lourd, obtinrent de leurs supérieurs la permission de quitter leurs cloîtres et de se mettre sous la direction de Servais.

L'ordre de Prémontré formait un tout plus compact que celui de Saint-Benoît : il avait un supérieur général, un chapitre général, des visiteurs, et il était réparti en un certain nombre de provinces ou *circaries*. L'œuvre de l'abbé de Pont-à-Mousson semblait devoir créer un schisme entre les cloîtres qui garderaient l'ancien genre de vie et ceux qui adopteraient une plus rigoureuse observance. Ce fut le thème que ne manquèrent point d'exploiter les adversaires de la réforme.

Sur les entrefaites, François de Longpré mourut, le 25 avril 1613, et son successeur, Pierre Gosset, fut vivement sollicité de réprimer ce qu'on appelait, avec affectation, les vues ambitieuses de Servais de Lairuels. Mais le nouvel abbé de Prémontré, homme pieux et prudent, ne se laissa point circonvenir. Fermement résolu à travailler au relèvement de son ordre, il prit le temps de la réflexion, se rendit à Pont-à-Mousson au printemps de 1616, séjourna quelques semaines à Saint-Marie-Majeure, examina les statuts du monastère, s'enquit de la formation des novices, de la distribution du temps, des études, de l'observation de la règle et, après cette minutieuse inspection, il dut reconnaître que la ferveur de la communauté dépassait toutes ses espérances. Aussi, encouragea-t-il Servais de Lairuels, par une lettre datée du 4 juin 1616, et s'entremisit-il auprès de Paul V, pour obtenir la confirmation apostolique de la réforme lorraine.

La bulle pontificale, expédiée le 18 juillet 1617, après une nouvelle information de la Congrégation des Réguliers et une nouvelle enquête du cardinal Charles de Lorraine, évêque de Verdun, fut, pour Servais et ses disciples, un document d'une importance décisive. Non seulement elle fixa définitivement les vingt-deux articles des constitutions mussipontaines, mais elle organisa en congrégation la réforme naissante.

Cette congrégation, dite de *Sainte-Marie-Majeure* ou de l'*Antique Rigueur*, était soustraite à la juridiction des visiteurs et par suite à

l'autorité du chapitre général de l'ordre ; elle pouvait s'agréger des monastères de quelque province ils fussent ; elle serait gouvernée par son chapitre spécial annuel et par un vicaire-général, élu pour trois ans par le chapitre et agréé par l'abbé de Prémontré. Celui-ci conserverait ainsi la haute direction de cette fraction de son ordre. Il en présiderait les chapitres ; mais il ne pourrait, ni en visiter les maisons sans être accompagné du vicaire général, ni rien innover aux constitutions.

Les bases étaient donc solidement établies ; toutefois, bien des luttes étaient encore réservées à Servais et à ses disciples. Avec l'aide de Dieu, leur persévérante énergie triompha de toutes les oppositions. L'une après l'autre, dans le courant du xvii<sup>e</sup> siècle, toutes les abbayes toulouses et lorraines s'agrégèrent à la congrégation, Mureau, en 1621 ; Rangéval, en 1626 : Étival, en 1627 ; Flabémont et Jandheures, en 1634 ; Bonfays, en 1635 ; Riéval, vers 1670 ; Jovilliers, en 1672, et la réforme, passant au loin, s'établit dans beaucoup de monastères de Normandie, de Champagne et de Picardie. Dès la fin du siècle, la *Congrégation de l'Antique-Rigueur* comptait trente-huit maisons réparties en trois *circaries* : Lorraine, France et Normandie. Ici encore, les Lorrains avaient donné le branle.

Ces heureux succès de son œuvre, Servais ne devait les voir et les bénir que du haut du ciel. Après avoir écrit lui-même une solide *Apologie pour les réformateurs des ordres religieux* et poussé ses amis et ses condisciples à composer des ouvrages de controverse pour appuyer la réforme (1) ; après avoir travaillé, durant plus de trente ans, et par de chaleureuses exhortations, et par d'in-

(1) J. Midot, *Vindiciæ Communitatis Norbertinæ Antiqui-Rigoris scriptæ ad Edictum Sylvium Elyardem*. Apud s. Stephanum de Venderlis, G. Bernard, 1634, in-4°.

Nicolas Guinet, O. P., *Ramusculus excerptus ab antiquissima arbore quæ nunquam emarcuit sed etiam nunc post sex secula virescit, successionum abbatum regularium olim Marianorum nemorensium, nunc Mussipontanorum*. Ponti-Mussi, apud François Maret, s. d. in-4°.

P. Desbans, O. P., *Status strictioris reformationis in Ordine præmonstratensi*. Mussiponti, 1630, in-4°.

cessantes démarches, et par des écrits ascétiques (1), à l'établissement de sa congrégation, cet infatigable soldat dut succomber à la tâche. Il mourut, le 18 octobre 1631, dans ce monastère de Sainte-Marie-aux-Bois, témoin de ses premiers labeurs, et son corps, ramené à Pont-à-Mousson, fut inhumé dans les caveaux de Sainte-Marie-Majeure. Sur sa tombe, son ami Jean Midot, l'une des gloires du clergé toulouais, fit graver une longue inscription, véritable oraison funèbre d'un homme qui fut grand par ses talents, par ses vertus et surtout par son indomptable énergie (2).

(1) *Meditationes ad vitæ religiosæ perfectionem cognoscendam utilissimæ ex novo R. P. Lucæ Pinelli Gersoni depròptæ et gallico idiomate in latinum in monasterio novo Sanctæ-Mariæ-Majoris, Mussiponti, ordinis Præmonstratensis, translata. His accesserunt aliquot aliæ ab ejusdem monasterii abbate Servatio conscriptæ.* Mussiponti, in monasterio novo Sanctæ-Mariæ-Majoris, 1621, in-16.

*Catechismi novitiorum et eorumdem Magistri, omnibus quorumcumque ordinum religiosiis utilissimi, tomus I - tomus II, auctore R. D. Servatio de Lairuels, doct. theologico, Sanctæ-Mariæ-Majoris abbate.* Mussiponti, apud Sanctam-Mariam-Majorem, per Fr. Du Bois, 1623. 2 vol. in-fol.

(2) Cette inscription est donnée par Hugo, dans ses *Annales Ordinis Præmonstratensis*, II, *Sancta Maria Mussipontana*, et par Dom Calmet, dans sa *Bibliothèque lorraine*.

## CHAPITRE IV

### Saint Pierre Fourier et la fondation de la Congrégation de Notre-Dame <sup>(1)</sup>.

---

Jean des Porcelets de Maillane resta spectateur bienveillant des travaux de Servais de Lairuels ; il prit au contraire une part active à la réforme des Chanoines-Réguliers de Lorraine : il lança et il soutint dans cette œuvre Pierre Fourier, l'ami du prieur de Saint-Vanne et de l'abbé de Sainte-Marie-Majeure.

Pierre Fourier était né à Mirecourt, chef-lieu du bailliage des Vosges, le 30 novembre 1565. Fils d'un honnête marchand, Demange ou Dominique Fourier, originaire de Xaronval, et aîné d'une famille de cinq enfants, il fut formé, dès sa plus tendre enfance, à la piété et à la vertu par sa pieuse mère, Anne Nac-

(1) SOURCES. — Bédel, *La vie du Très Révérend Père Fourier, dit vulgairement le Père de Mattaincourt*. Pont-à-Mousson, Guilleré, 1656, in-4°. — Rogie, *Histoire du B. Pierre Fourier*. Verdun, 1887. 3 vol. in-8°. — *Lettres du B. Pierre Fourier*, autographiées par le R. P. Rogie. Verdun, Sainte-Claire, 6 vol. in-f°. — Parmi les biographies de saint Pierre Fourier, je citerai, outre Bédel, l'ouvrage du P. Rogie et son abrégé (Crépin-Leblond, Nancy, 1897, in-12.) — Piart, *Vita Beati Petri Forerii*. Rome, Mainard, 1730. — Lortquet, *Vie du B. Pierre Fourier*. Paris, Poussielgue-Rusand, 1838, in-12. — Mlle Pillard, *La vie du B. Pierre Fourier*. Paris, Decourchant, 1839. — Chapla, *Histoire du B. Pierre Fourier*. Nancy, Vagner, 1850. 2 vol. in-8°. — Édouard de Bazelaire, *Le B. Pierre Fourier, vulgairement nommé le Bon Père de Mattaincourt*. Paris, Sagnier et Bray, 1846, in-18 ; 2<sup>e</sup> édition, Nancy, Crépin-Leblond, 1897. — Vicomtesse de Flavigny, *Le Bienheureux Pierre Fourier*. Paris, Plon, 1873, in-8°. — P. Henri Chérot, S.-J., *Saint Pierre Fourier de Mattaincourt, d'après sa correspondance*. Lille, Soc. de Saint-Augustin, 1897, in-8°. — Dom Vuillemain, *La vie de saint Pierre Fourier*. Paris, Reteaux, 1897, in-4°. — Pingaud, *Saint Pierre Fourier*. Paris, Lecoffre, Coll. des Saints, 1898, in-12, etc.

guard, et il donna bientôt des marques non équivoques de vocation à l'état ecclésiastique.

. Avant même qu'il eût atteint sa quatorzième année, il fut conduit par son père à l'Université de Pont-à-Mousson. Avec une rare énergie, il y mena de front le labeur de sa perfection et celui de son instruction. Il y fit successivement toutes ses classes de grammaire, eut pour maître en rhétorique le fameux Jacques Sirmond; suivit, durant trois ans, le cours de philosophie; fut l'un des membres les plus fervents de la congrégation de la Sainte-Vierge, édifiant ses maîtres, ses condisciples et les bourgeois de Pont-à-Mousson, par son esprit de prière, de travail et de mortification. Il était passé en proverbe de dire, en parlant de lui: « Ou il prie, ou il étudie », et son entourage se demandait ravi: « Est-il plus pieux? est-il plus savant? »

Fourier fut en effet l'un des plus brillants élèves des facultés mussipontaines. Lettres, sciences, il approfondit tout. Il maniait habilement le vers latin, lisait couramment le grec et l'hébreu et, chose rare à cette époque, il eut à cœur de parler et d'écrire avec pureté, avec élégance, sa langue maternelle. Il pèsera plus tard chacune de ses expressions et, quand il en aura le loisir, il soumettra ses travaux à la critique d'autrui: aussi, pour la facture de la phrase, pour la correction grammaticale, occupe-t-il une place d'honneur parmi les auteurs de son temps. Son style est moins joli, moins imagé que celui de saint François de Sales; mais il a une bonhomie quelque peu malicieuse, une certaine saveur gauloisé qui ne sont point sans charmes (1).

(1) « Pierre avait une haute idée de la *précellence de notre langage français*: il visait à l'écrire avec pureté et avec élégance; il respectait scrupuleusement l'orthographe. « Il ne faut que cela pour déconsidérer un homme », dira-t-il un jour à l'un de ses correspondants en lui signalant une faute. (*Lettres*, V, 9.) Croirait-on entendre un provincial.... des premières années du xvii<sup>e</sup> siècle ?

« Je ne puis résister au plaisir de vous citer une de ses lettres: vous verrez que ce curé de village ferait bonne figure parmi nos bons vieux auteurs. Il s'agit des négociations entamées à Rome pour obtenir l'érection canonique de la congrégation de Notre-Sauveur. (*Lettres*, III, 352.)

« Il ne faudra plaindre le temps et les peines qui s'emploieront alentour de ce chef, écrit-il à ses mandataires. Huit mois, neuf, dix, douze, ne sont rien pour former bien à propos une tête d'image. Tous les plus experts qui se mêlent de



Durant ses années de philosophie, il servit de précepteur à plusieurs étudiants des meilleures familles du pays : ce fut aussi à ce moment qu'il connut les deux futurs réformateurs. Il se proposait alors d'entrer à l'abbaye de Chaumousey, de l'ordre des Chanoines-Réguliers de Saint-Augustin, et, après sept ans de séjour à Pont-à-Mousson, il vint, en 1585, demander humblement son admission à l'abbé Gérard du Haultoy. Le monastère était dans une déchéance profonde : beaucoup de ses habitants n'avaient de religieux que l'habit et quiconque ne songe point aux secrets desseins de la Providence, s' imagine difficilement qu'un jeune homme aussi fervent que Fourier se soit adressé à une telle communauté.

Son noviciat fut très pénible, et plus pénibles encore, s'il est possible, ses premières années de profession. Sans doute, l'abbé Jean Paticier, successeur de Gérard du Haultoy, gémissant du relâchement de ses chanoines, encourageait son jeune et saint religieux ; mais les anciens ne pouvaient supporter à côté d'eux une aussi grande perfection et ils exhalaient leur ressentiment par

ces ouvrages-là, soit en taille (sculpture), soit en peinture, soit en nuance ou haute lisse (tapisserie à personnages), maintiennent tous qu'il n'y a rien de plus malavisé à faire en une belle image que la tête, tant petite elle soit. Souventes fois faut plus d'adresse et d'art et de travail pour bien mouler et faire admirer la tête d'un petit pygmelet, mesurant avec une aulne la largeur du pouce d'un des pieds d'Hercule ou d'Antalus, que pour représenter, avec louange et dignité, la grosse tête de l'un de ces géants ou d'un plus grand encore. Nous trouvons par deçà que vos six ou sept mois n'ont pas fait peu d'ouvrage, notamment en un lieu et des temps où il faut travailler et combattre tout ensemble, en tenant le ciseau d'une main et la dague de l'autre, et par nécessité expérimenter es ouvrages de votre métier ce que le plus éloquent des anciens habitants du lieu a écrit des œuvres de la nature : il n'est absolument aucun des êtres qu'enfante la nature, qui y pousse et s'y produise tout d'une pièce et s'y élève du premier coup à la grandeur qu'il doit atteindre... Et de l'invention des hommes, on n'invente pas une chose qui se trouve aussitôt et dès le premier moment parfaite... Et s'il faut du temps, c'est peu de chose. *Sat cito, si sat bene.* »

N'est-ce pas charmant de simplicité ? Ni l'âge, ni les épreuves, ni les tristesses de l'exil ne flétrirent cette grâce naïve. Écoutez plutôt cette lettre écrite de Gray aux religieuses de Mirecourt, le 29 septembre 1639. Le *Bon Père* leur commente le discours de Jésus après la Cène (*Lettres*, VI, 451).

« Et parce que, leur dit-il, selon la règle de Notre Seigneur, pour n'être point jeté dans le feu, ce n'est pas assez de ne pas porter de mauvais fruits, mais qu'il en faut porter du bon, chaque arbre selon la condition que Dieu lui a donnée : le figuier, des figues ; le cerisier, des cerises ; le pommier, des pommes : un, des

toutes sortes de mauvais traitements : ils allèrent un jour jusqu'à jeter des immondices dans ses aliments. Cette série d'épreuves dura dix ans et Pierre la supporta patiemment. Il jouit du reste d'une période de tranquillité, pendant ses études de théologie qu'il revint faire à Pont-à-Mousson. Il fut ordonné prêtre à Trèves, le 25 février 1589, par l'évêque d'Azot, suffragant du prince électeur Jean de Schœnenberg (1); mais, tremblant d'un saint respect pour les mystères eucharistiques, il ne célébra sa première messe qu'à la Nativité de Saint-Jean-Baptiste, après une préparation de quatre mois. Quand il quitta définitivement Pont-à-Mousson, le 14 août 1595, il rapportait mieux qu'un diplôme de docteur dont son humilité n'aurait jamais voulu : il rapportait des trésors de science et des trésors de vertu. Les divines Écritures, les Pères de l'Église, surtout saint Augustin et saint Bernard, avaient été l'objet de ses méditations assidues et il s'était si bien assimilé les enseignements du Docteur Angélique qu'un de ses maîtres pouvait dire : « Si

pommes de Saint-Gauthier, un, des pommes de paradis ; le poirier, des poires : un, des bons-chrétiens, un, des rulets, un, des sucrets ; et la vigne, tout de même des raisins et du bon vin : une, du vin de la Côte de Vaux, une, du Haut-des-Vignes, une, du vin de Thiaucourt, une, du vin d'Arbois, une, du vin de France, une, du vin d'Espagne... O bon Dieu ! quels nobles et quels excellents fruits sont ce que notre doux Sauveur attend de chacun de ces beaux arbres qui sont plantés de la main de Dieu même en le jardin de la Vierge Marie ! »

Comme l'évêque de Genève, Fourier aime les diminutifs : ils reviennent sans cesse sous sa plume avec une grâce infinie : « Ne soyez pas si chaudelottes », mande-t-il un jour à des religieuses trop impatientes (*Lettres*, II, 28) ; ailleurs, il parle de *brebiettes*, de *dévotionnettes*, de *clausules*, de *morcelets*. Il se plaît aux répétitions : « Vous me déférez trop, trop, trop, trop, millions de fois (*Lettres*, II, 186) » ; aux accumulations : « Si vous saviez ce que c'est que d'être curé, c'est-à-dire pasteur des peuples, père, mère, capitaine, guide, garde, sentinelle, médecin, avocat, nourricier, modèle, miroir, tout à tous ! » (*Ibid.*). Il a de ces termes expressifs dont nous regrettons la disparition : « Il faut, dit-il à ses religieuses, *écheler* le ciel à force de prières » ; il a des mots d'une aimable familiarité : « Si ne faut perdre tout courage, ni laisser de gratter la terre, tantôt ici, tantôt là, pour voir si, à force d'ongles et de bec, et de travail et de sueur..., on pourrait trouver enfin ce que nous désirons (*Lettres*, II, 128). »

Je ne veux pas multiplier les exemples : je préfère vous conseiller la lecture de sa nombreuse correspondance et, j'en suis convaincu, vous reconnaîtrez en Fourier un écrivain de race. Transporté dans un milieu plus favorable, il eût été l'un des pères de notre langue française. » (Eug. Martin, *Saint Pierre Fourier*, dans *Mém. Acad. Stanislas*, 1897, p. 169 et sq.)

(1) Christophe de La Vallée n'était pas encore sacré.

la Somme de saint Thomas venait à se perdre, Fourier pourrait la suppléer. »

Il aurait donc pu aspirer aux plus hautes dignités de l'Église : il préféra rentrer humblement dans son cloître. Mais bientôt, la position ne fut plus tenable et, sur le conseil même de son abbé, il dut, pour trouver le repos, quitter la vie conventuelle pour le ministère actif : ce cas était prévu par les constitutions de l'ordre et nombre de religieux étaient détachés des communautés pour diriger des paroisses.

On lui proposa trois cures : Saint-Martin de Pont-à-Mousson et Nomeny (1), dans le diocèse de Metz ; Mattaincourt, dans celui de Toul. « Si vous désirez les commodités de la vie présente, prenez les deux premières, lui dit son cousin, le P. Jean Fourier, alors recteur de l'université et futur directeur de saint François de Sales (2) ; mais, si vous souhaitez souffrir beaucoup pour le salut des âmes, c'est à Mattaincourt qu'il vous faut aller. » Le choix ne fut pas long : Pierre opta pour Mattaincourt. Il reçut, le 28 mai 1597, sa nomination du prévôt et du chapitre de la collégiale de Haussonville, collateurs de la cure ; il fut, deux jours plus tard, présenté à Christophe de La Vallée, par Nicolas Thiriet, archidiacre de Vêge, prêta serment devant lui, sur les saints Évangiles, reçut l'institution canonique et, le 1<sup>er</sup> juin, jour de la Sainte-Trinité, il s'installait au milieu de son troupeau ; il avait alors trente-deux ans. Bourg riche et peuplé, centre actif de fabrication de draps et de dentelles, situé aux portes de Mirecourt, entouré de grasses prairies, de champs fertiles et de beaux vignobles, Mattaincourt était renommé pour son indifférence religieuse et pour son immoralité. L'hérésie, l'impiété et le vice s'y étalaient au grand jour et le dernier curé y était mort de misère et de chagrin.

Au lieu de gémir sur la difficulté des temps et sur l'ingratitude des hommes, Pierre mit tout d'abord son espoir dans le Seigneur tout puissant et dans la Reine de miséricorde. Il répandait ses

(1) *Nomeny*, arr. de Nancy (M.-et-M.). Rappelons-nous que Pont-à-Mousson était réparti par la Moselle, entre les diocèses de Toul et de Metz.

(2) Chapellier, *Le R. P. Jean Fourier*. Remiremont, Kopf-Roussel, 1900.

larmes et ses prières entre le vestibule et l'autel ; parfois, pris d'une sainte hardiesse, il ouvrait le tabernacle et, prosterné à terre, il criait vers Dieu, lui demandant le retour d'un pécheur, la conversion d'un moribond. Il ne se lassait de mendier des prières : « Je ne cesserai jamais, écrivait-il, de vous importuner quand-je rencontrerai des occasions de tirer aide de vos saintes oraisons (1) » ; mais il savait très bien que, pour mériter l'aide du Très-Haut, il faut commencer par s'aider soi-même : « S'il ne faut jamais toutefois perdre tout courage, ni laisser de gratter la terre, tantôt ici, tantôt là, pour voir si, à force d'ongles et de bec, et de travail et de sueur, jointe à ce qui se pratiquera du côté du Ciel, on pourrait point trouver enfin ce que nous désirons (2) ? »

Et il priait, et il peinait ainsi, parce qu'il connaissait le prix des âmes. « Gagner une seule âme, mandera-t-il plus tard à ses filles de Mirecourt, c'est plus que de créer un monde. — Si vous saviez, écrit-il encore, ce que c'est que d'être curé, c'est-à-dire pasteur des peuples, père, mère, capitaine, guide, garde, sentinelle, médecin, avocat, nourricier, modèle, miroir, tout à tous !... Non, conclut-il, vous ne pourrez jamais savoir comme un curé aime ses paroissiens... Toutes les comparaisons qu'on allègue d'une poule pour ses petits, d'une mère pour son enfant, n'expliquent pas assez, et tous les livres qui en parlent ne disent pas la moitié. Il faut l'expérience pour comprendre cette vérité ; vous ne le pouvez savoir autrement (3). » Après cela, est-il étonnant qu'il ait fait des merveilles ?

Sa vive piété, sa religion profonde, son esprit de pauvreté et de mortification servaient d'éloquente confirmation à ses instructions si simples, si pratiques, si nourries de doctrine : « Ceux-là, disaient des prédicateurs étrangers les habitants de Mattaincourt, nous entendons ce qu'ils disent ; mais nous ne voyons pas comment ils vivent. Pour notre bon curé, nous savons qu'il fait ce qu'il nous dit et bien plus encore. »

(1) *Lettres*, II, 15.

(2) *Ibid.*, II, 79.

(3) *Ibid.*, I, 206.

Le catéchisme était l'un de ses grands moyens d'action et, pour attirer les parents à celui du dimanche, il avait imaginé une ruse fort innocente. Après le chant d'un cantique et l'exposé sommaire d'un point de dogme ou de morale, il passait à l'interrogation ; mais les réponses avaient été préparées d'avance et les mères de famille, les pères eux-mêmes, étaient fiers de la science de leurs enfants, et ils acceptaient d'un cœur bien disposé les exhortations ou les remontrances que l'habile curé ne manquait pas de leur adresser par ricochet. C'était, mise en pratique, cette substitution du catéchisme au prône que l'on conseille aujourd'hui de tenter quelquefois.

A certains jours, un petit théâtre était dressé à l'entrée du chœur, et des enfants, exercés avec soin, venaient y réciter des dialogues religieux ou moraux. Ces drames allégoriques où paraissaient la pénitence, la contrition, la vertu, le vice, etc., entretenaient l'émulation, flattaient l'amour-propre des parents et fournissaient un aliment aux conversations dans les familles.

L'église doit être le centre de la vie paroissiale : le pieux curé l'avait nettoyée, meublée et embellie ; les offices s'y faisaient avec pompe ; les enfants étaient formés aux cérémonies et au chant liturgique. Mattaincourt avait une véritable maîtrise, et les indifférents venaient à la messe, aux vêpres, poussés par le désir de voir. C'était là que Pierre les attendait : ce que la curiosité avait commencé, ses instructions l'achevaient en peu de temps ; tel entraît pécheur dans le lieu saint qui en sortait réconcilié.

Il faudrait parler des quatre classes : les parfaits, les profitants, les commençants et la *bande perdue*, entre lesquelles le pasteur répartissait ses ouailles ; des fruits de sa direction au tribunal de la pénitence ; de son zèle dont parfois les saillies déconcertent notre prudence ; de sa charité si empressée, si affectueuse, si délicate, disons même si excessive, qui lui a valu le glorieux surnom de *Bon-Père* sous lequel il est connu dans toute la Lorraine ; mais l'histoire générale ne peut entrer dans les détails d'une biographie et déjà tant d'écrivains ont si bien exposé tous ces traits édifiants : je renvoie le lecteur à leurs œuvres : il verra, en contemplant ravi

cette transformation de la *petite Genève*, ce que peut faire le sens pratique mis au service d'un vif amour de Dieu et du prochain.

Non content d'employer les moyens surnaturels, Pierre Fourier voulut atteindre ses paroissiens, même les plus rebelles, par la sollicitude qu'il montra pour leurs intérêts matériels.

Mattaincourt était un bourg d'industriels et de commerçants. Or, souvent une occasion se présentait, une échéance arrivait ; il fallait ou manquer une bonne affaire, ou emprunter à gros intérêts. Le curé, vrai père de son peuple, imagina la *bourse de Saint-Epvre* (1), capital formé de généreuses offrandes, de legs, d'amendes et autres épaves. On y recourait dans les moments de gêne, en s'engageant à rendre la somme empruntée aussitôt qu'on le pourrait. L'institution tenait à la fois du Mont-de-Piété et de la caisse rurale : elle n'exigeait pas de gages comme le premier ; elle ne percevait pas d'intérêts comme la seconde. Son organisation était rudimentaire, son avenir pouvait sembler précaire ; mais quand l'on songe que le Mont-de-Piété n'existait point encore, ni en Lorraine, ni en France ; quand l'on pense que les caisses rurales ne datent que d'hier, on ne peut s'empêcher d'admirer l'initiative de ce curé de village.

Les procès, alors plus encore qu'aujourd'hui, étaient interminables et souvent au profit des juges et des hommes d'affaires, se renouvelait le vieil apologue de l'*Huitre et des Plaideurs*. Fourier s'en émut. Chef de justice séculière dans sa paroisse, versé dans l'un et l'autre droit, instruit des us et des coutumes du pays, il invita ses paroissiens à recourir à son arbitrage : il fut le curé *justicier*.

Plusieurs ne voulurent pas entendre ce paternel avis, ni accepter ses décisions, toujours si éclairées, si équitables. Mirecourt n'était pas loin : ils portaient leurs causes au tribunal du bailliage. Pierre allait-il les abandonner ? nullement. Soins, démarches, sollicitations, recommandations, instances réitérées, il n'épargnait rien pour faire triompher le bon droit, surtout s'il s'agissait des pauvres,

(1) Saint Epvre est le patron de l'église de Mattaincourt.

des veuves et des orphelins. Et, comme il ne pouvait suffire à cette besogne absorbante, il conçut le plan d'une association de jurisconsultes. Elle devait se composer d'hommes distingués par leur naissance, leurs relations et leurs connaissances juridiques. Chaque semaine, dans tous les centres importants, deux d'entre eux, assistés d'avocats et d'experts, constitueraient un tribunal d'arbitrage et termineraient à l'amiable, sans frais et sans retard, les différends qui leur seraient soumis. Si l'une des parties refusait d'acquiescer à leur sentence, ils soutiendraient de leurs conseils et de leur influence l'autre partie devant les juges ordinaires, et les frais du procès, au lieu d'être à la charge de la partie citée, seraient supportés par une bourse commune, constituée à cet effet. N'est-ce point, en germe, *l'assistance judiciaire* et le *secrétariat du peuple* ? L'œuvre resta malheureusement à l'état de projet ; mais la faute n'en est point à Pierre Fourier. Il en avait déjà rédigé les statuts ; intéressé à cette création les seigneurs et les princes. Hélas ! il avait compté sans ces guerres terribles qui bientôt désoleront notre Lorraine et traîneront après elles la peste, la famine et la dévastation.

Cette sollicitude éclairée pour leurs intérêts temporels touchait profondément les habitants de Mattaincourt et triomphait insensiblement des dernières résistances.

Mais le *Bon Père* sentait que son œuvre ne serait pas durable, tant qu'il n'aurait point assuré la formation chrétienne de l'enfance.

Il y avait bien une école à Mattaincourt ; mais elle était commune aux deux sexes et elle était dirigée par un maître auquel les habitants demandaient une voix puissante pour chanter à l'église, une belle écriture pour les aider dans leur correspondance, plutôt que des aptitudes pédagogiques, plutôt qu'une solide instruction religieuse. Cette situation, si peu satisfaisante, était commune à toutes les paroisses : nulle part on ne rencontrait les éléments d'une organisation meilleure. Le saint prêtre en était vivement préoccupé : « Ah ! si l'on pouvait trouver, disait-il aux Jésuites, ses anciens maîtres, quelqu'un qui eût assez de zèle et de courage

pour engager des personnes de l'un et de l'autre sexe à travailler gratuitement à l'instruction des petits enfants, dès que le premier usage de la raison les en rend capables, quel bien on ferait ! Par là, on graverait la crainte et l'amour de Notre-Seigneur dans ces tendres esprits qui, comme une cire molle, en recevraient aisément toutes les impressions (1). »

Ce quelqu'un, ce fut lui. Il avait pris possession de la cure de Mattaincourt, le 1<sup>er</sup> juin 1597, et, dès les vacances de la même année, il eut autour de lui deux groupes, l'un de jeunes gens, l'autre de jeunes filles, et les forma tout ensemble aux vertus chrétiennes et à l'enseignement. Ayant, durant ses études, veillé à l'éducation de plusieurs enfants de la classe aisée, il avait déjà quelque expérience de la jeunesse et du reste son rare bon sens, son esprit éminemment pratique auraient suppléé à tout.

L'essai d'un séminaire de *frères instituteurs* ne réussit pas : il fallait encore attendre plus d'un siècle qu'un chanoine de Reims, saint Jean-Baptiste de la Salle, réalisât le rêve du prêtre lorrain et fit de l'enseignement des enfants du peuple un véritable sacerdoce. Le *Bon Père* y para pour l'instant par un choix sévère des maîtres d'école ; mais plus tard il reprit son projet.

Il réussit mieux avec sa petite société de cinq jeunes filles, je pourrais dire de jeunes novices, car, dès le commencement, ce fut un ordre religieux qu'il entendit instituer pour l'éducation chrétienne et gratuite des filles. Il les groupa en une pieuse association qu'il nomma la *Congrégation de Notre-Dame* ; il leur imposa le voile durant la nuit de Noël de l'an 1597, les soumit à une solide direction spirituelle, les fortifia contre les oppositions de toute nature et leur assura pour guides et pour protectrices, les chanoinesses de Poussey, en particulier Judith d'Apremont, la tante de l'évêque Jean des Porcellets de Maillane. Sa première recrue avait été une jeune fille de Remiremont, venue à Hymont, annexe de Mattaincourt, pour y rétablir une santé chancelante. Alix Le Clerc était alors âgée de vingt-et-un ans ; mais son extatique piété, son éminente vertu, son zèle ardent, sa persévérante énergie firent

(1) Dorigny, *Histoire de l'institution de la Congrégation de Notre-Dame*, Nancy, Cusson, 1719, p. 21.



d'elle, malgré son âge, la coadjutrice du *Bon Père* dans l'établissement de la congrégation (1).

C'était à la fin de 1597, année où saint Joseph Calasanz ouvrit à Rome les premières *Écoles pies*, pour les petits garçons. Mais, en France et pour les jeunes filles, il faudra attendre quelque temps encore : en 1605, M<sup>me</sup> de Lestonac établira à Bordeaux les *Filles de Notre-Dame* ; en 1610, M<sup>me</sup> de Sainte-Beuve fondera à Paris une maison de religieuses *Ursulines*. Avec sa profonde intelligence des ressources, des besoins de son temps et de son pays, l'humble curé de Mattaincourt arrive donc bon premier : dès septembre 1598, ses filles reçurent un *Règlement provisionnel* qui devait servir de thème aux *Vraies Constitutions de la Congrégation de Notre-Dame* (2) et où l'on trouve déjà et pour la première fois tous les éléments d'un code pédagogique pour l'enseignement primaire. Rien que la première phrase renfermait toute une révolution, en ces temps où des hommes, comme Montaigne, trouvaient que la femme est assez savante quand elle sait « mettre différence entre la chemise et le pourpoint de son mari (3) ». La voici, du moins en partie : « (Pour l'enseignement des petits enfants), la meilleure, la plus assurée et la plus honneste forme est celle-ci, à savoir : par des filles congrégées, tâchantes à bien vivre, gratuites, montrantes l'instruction chrétienne et piété, à lire, à écrire, à coudre et besogner en nuances (4), linges, lassis (5), et quant et quant autres choses qui de soi puissent procurer quelque profit temporel à celles qui les apprennent (6). » Certes, celui qui écrivit ces lignes n'était point un utopiste : du premier coup, il avait trouvé la juste mesure.

Il n'avait pas encore pour son œuvre l'autorisation de son évêque ; il profita du moment où Christophe de La Vallée se trou-

(1) Sur la Mère *Alix Le Clerc*, lire Rogie, Dorigny, *op. cit.* — *Vie de la Vénérable mère Alix Leclerc*. Nancy, Charlot, 1666, in-4°. — Gantrelle, *La vie de la Vénérable mère Alix Leclerc*. Nancy, Hœner, 1773. — Chapia, *Vie de la V. mère Alix Leclerc*, 1858, in-8°. — Lambel, *Alix Le Clerc*. Paris, Lefort, s. d. — *Alix Le Clerc, dite en religion mère Thérèse de Jésus*. Liège, Dessain (1888). 2 vol. in-8°.

(2) Voir plus bas.

(3) *Essais*, I, xxiv.

(4) *Nuance*, sorte de tapisserie.

(5) *Lassis*, sorte de filet.

(6) Rogie, I, 194.

vait à Vézelize, en visite pastorale, pour venir lui exposer ses des-seins. Il eut avec lui, dans la suite, plusieurs conférences à Liverdun ; il eut beaucoup de peine à rallier les suffrages du conseil épiscopal et il n'obtint enfin qu'une approbation provisoire : c'était bien peu ; mais l'humble prêtre avait mis sa confiance en Dieu : il espérait en lui, bien plus que dans les hommes.

La première école ouverte fut celle de Poussay, laquelle fut transférée à Mattaincourt, dès 1599. Quelles que fussent les oppositions inévitables que suscitait la nouveauté de son but, la congrégation, dès ses débuts, rencontra partout en Lorraine de chaudes et généreuses sympathies. Le nombre des sœurs augmenta rapidement : en 1601, Madame d'Apremont leur abandonna un hôtel à Saint-Mihiel ; la même année, le cardinal Charles de Lorraine leur ménagea un établissement à Nancy (1) et, en vertu de son autorité de légat, il leur donna, le 8 décembre 1603, l'autorisation de fonder des monastères dans toute l'étendue des Trois Évêchés et des duchés de Lorraine et de Bar. L'année suivante, 1604, Servais de Lairuels leur acheta une maison à Pont-à-Mousson (2) ; en 1605, les bourgeois de Saint-Nicolas obtinrent des religieuses (3) ; puis successivement, se créèrent les couvents de Verdun (1608), de Bar (1618) (4), de Mirecourt (1619) (5), d'Épinal (1620) (6), de Châtel-sur-Moselle (1622) (7), de la Mothe-en-Bassigny (1623),

(1) Le couvent de Nancy, installé d'abord dans une petite maison de la rue Saint-Julien, fut transféré, en 1606, au cloître de l'ancien prieuré Notre-Dame, supprimé pour doter la Primatiale. Enfin, la générosité d'Antoine de Lenoncourt, primat de Lorraine, lui procura en 1615 son établissement définitif, dans les terrains qui s'étendaient entre le bastion de Danemark et la porte Saint-Georges, dans ce carré formé aujourd'hui par les rues de la Constitution (autrefois de la Congrégation), Saint-Georges, Bailly et Pierre Fourier.

La maison où logeait ordinairement le Bon Père, lors de son séjour à Nancy, occupait le coin de la rue Saint Georges et de la rue du Manège. Elle est remplacée aujourd'hui par l'hôtel Saint-Georges (Cf. Pfister. *La maison de saint Pierre Fourier, à Nancy*, dans *Journ. Soc. Arch. lorr.*, 1897).

(2) Le couvent de Pont-à-Mousson occupait une partie des bâtiments de l'hôpital actuel : on voit encore la salle du chapitre et la chambre du Bon Père.

(3) C'est aujourd'hui le couvent des Dames Bénédictines du Saint Sacrement.

(4) L'emplacement du couvent de Notre-Dame est aujourd'hui occupé par la place Reggio (Gillant, *Pouillé*, II, 124).

(5) Rogie, I, 335.

(6) *Ibid.*, 361.

(7) Le couvent Notre-Dame a fait place au petit séminaire (Olivier, *Châtel*, 409 et sq.).

etc... (1); dès 1614, les filles de Pierre Fourier avaient franchi les frontières de la Lorraine et ouvert à Châlons-sur-Marne la première maison française (2). Partout, les élèves affluaient et le nombre des sœurs restait toujours insuffisant. Quand la Mère Alix Le Clerc, après une longue série d'épreuves morales, de violentes tentations et de crucifiantes douleurs, s'endormit saintement dans le Seigneur, le 9 janvier 1622, elle put bénir le bon Dieu de l'accroissement qu'il avait donné à son œuvre, du bien considérable qu'il lui avait permis de réaliser et des espérances qu'il lui faisait concevoir pour l'avenir de sa congrégation (3).

Le saint curé et sa collaboratrice ne se laissaient point abuser par le succès : ils travaillaient à consolider leur œuvre, en lui procurant de Rome l'institution canonique : c'est là surtout que les attendaient les obstacles, les ennuis, les désenchantements. Fourier aurait bien voulu ne pas cloîtrer ses maîtresses d'école, pour leur permettre une plus grande liberté dans l'exercice de leurs fonctions ; mais, on ne concevait point alors de monastère sans clôture et, pour ne point compromettre sa cause par une initiative trop hardie, il avait suivi les règles canoniques. Mais ses religieuses, il entendait bien leur confier des classes d'externes ; là gisait la difficulté, car comment concilier la clôture avec l'enseignement de jeunes filles ne demeurant point au monastère et venant chaque jour du dehors ? Il imagina un système très habile de précautions ; mais, durant très longtemps, la Cour romaine ne voulut rien entendre ; le secrétaire de la congrégation des Réguliers alla jusqu'à dire au postulateur de la bulle : « Eh bien ! que vos maîtresses d'école se marient ! Après tout, c'est leur droit ; qu'elles en usent » : tellement une pareille innovation semblait incompatible avec les exigences de la vie claustrale !

Enfin, après bien des démarches et bien des prières, le 1<sup>er</sup> février 1615, Pierre obtint, pour son œuvre, une bulle de Paul V... mais

(1) *Rogée*, I, 512.

(2) *Ibid.*, 281.

(3) Alix Le Clerc fut inhumée dans l'église du monastère de Nancy ; l'église a disparu ; mais les cendres de la fondatrice doivent encore se trouver dans le caveau. Alix Le Clerc a été déclarée Vénérable par la congrégation des Rites, en 1898.

hélas ! le document pontifical n'érigeait que le monastère de Nancy, et encore, il se taisait sur l'enseignement. Il fallut reprendre les négociations et, le 6 octobre 1616, une seconde bulle, reproduisant la première en substance, autorisait en outre les religieuses à se livrer à l'instruction des pensionnaires sans restriction et des externes provisoirement.

Malheureusement, il n'était toujours question que du monastère de Nancy ; l'enseignement des externes était seulement toléré et encore par une bulle qui n'était point la bulle d'érection ; d'où les couvents que l'on érigerait dans la suite à l'instar de celui de Nancy jouiraient-ils du même privilège ? Il y avait là matière à d'interminables difficultés. Le Bon Père ne pouvait laisser son œuvre dans cette situation précaire ; il fit continuer les pourparlers, multiplia les démarches et les mémoires et enfin, le 8 août 1628, une troisième bulle autorisa l'éducation des jeunes filles externes par les religieuses de Notre-Dame (1). Elle contenait encore une restriction fâcheuse : elle ne s'appliquait qu'aux monastères nommés dans la requête ; mais force fut de s'en contenter. Dans l'avenir et pour chaque nouvelle fondation, il serait plus facile d'obtenir une bulle spéciale, à l'instar de celle là.

Pierre Fourier aurait voulu, en lui donnant un visiteur, assurer l'unité de direction à la Congrégation Notre-Dame, et compléter son institution par une sorte de tiers-ordre de sœurs non cloîtrées, destinées à tenir des écoles dans les villages ; mais, la Cour de Rome n'admit point ces projets et c'est ainsi que l'esprit de prudence, ici quelque peu routinier, laissa imparfaite l'œuvre de Pierre Fourier. Le saint curé n'en reste pas moins l'un des fondateurs de l'enseignement primaire des jeunes filles, et les *Constitutions* (2) qu'il donna à ses maîtresses d'école forment un code aussi complet que pratique de l'éducation des filles. L'esprit sectaire a pu l'oublier, le taire : il est bien permis à des chrétiens, à des Lorrains de le proclamer bien haut.

(1) Sur cette bulle, voir une *Étude canonique* de M. le chanoine Didio, dans *Bull. S'-Pierre Fourier*, 1<sup>re</sup> année.

(2) *Les vraies constitutions des religieuses de la Congrégation de Notre-Dame, 1649.* — Cf. Pierfitte, *Pierre-Fourier, fondateur de la pédagogie en Lorraine*, dans Congrès de Blois de l'Association pour l'avancement des Sciences, 1884.

## CHAPITRE V

### Saint Pierre Fourier et la réforme des Chanoines-Réguliers <sup>(1)</sup>.

---

En ne prétendant travailler que pour le relèvement de sa paroisse, le curé de Mattaincourt avait donc été conduit à créer, pour le plus grand profit de la jeunesse lorraine et française, un nouvel ordre de religieuses. Sans qu'il s'en doutât, son zèle était allé à l'encontre de son humilité, et Jean des Porcelets de Maillane l'avait en singulière estime : « Qu'on me donne cinq Pères de Mattaincourt, dit-il un jour, j'en placerai un à chaque coin du diocèse, un au milieu, et tout y sera renouvelé (2). » Aussi, songea-t-il à lui quand il voulut réformer l'ordre des Chanoines-Réguliers.

Pour base d'opération, le prélat n'avait point, comme Erric de Lorraine, un monastère en commende : il travailla tout d'abord à s'en procurer un ; à cet effet, il employa le crédit du duc de Lorraine, Henri II, et fit agir auprès de la Cour de Rome, de puissantes influences ; enfin, le 10 juillet 1621, après bien des négociations (3), une bulle de Grégoire XV lui céda en commende

(1) Mêmes sources qu'au chapitre précédent.

(2) *Acta beatificationis*, I, fasc. 18, p. 225.

(3) Henri, duc de Lorraine, avait demandé pour Jean des Porcelets, évêque de Toul, l'accession au monastère de Saint-Pierremont (diocèse de Toul). Paul V répond qu'il regrette que les décrets du concile de Trente ne lui permettent point de lui faire cette faveur et il lui annonce qu'il a indiqué toutes ses raisons à *Perotius*, l'agent de Lorraine en Cour de Rome. — 7 avril 1618. (Arch. Vatic., Arm. 45, T. XV, f° 307.)

l'abbaye de Saint-Pierremont, et un bref pontifical l'établit visiteur apostolique pour la réforme des maisons de l'ordre dans les trois diocèses lorrains. Rarement recherche d'abbaye avait été faite avec des vues aussi saintes, aussi désintéressées.

Mis en état de poursuivre ses desseins, l'évêque-abbé manda le Père de Mattaincourt et conféra longuement avec lui des moyens les plus propres à les réaliser. L'insuccès du cardinal de Lorraine, comme aussi les heureux débuts de Didier de La Cour et de Servais de Lairuels, leur servait d'avertissement et de leçon. Au lieu de chercher simplement à établir entre les abbayes une certaine uniformité de pratiques sous la surveillance d'un visiteur, il leur parut indispensable de suivre les dispositions du concile de Trente et de fonder une congrégation analogue à celles de Saint-Vanne et de l'Antique-Rigueur. Elle se composerait des anciens religieux qui consentiraient à subir un second noviciat, et des postulants, clercs ou laïcs, qui se présenteraient pour en suivre les constitutions. Les anciens qui n'accepteraient point la réforme, recevraient une pension alimentaire ; mais ils devraient quitter les monastères agrégés.

Ce plan une fois arrêté, l'évêque de Toul s'adjudgea la partie matérielle de l'exécution et il fit entendre à Fourier qu'il comptait sur lui pour rédiger les règlements de cette nouvelle société. Longtemps, il dut lutter contre l'humilité du saint prêtre ; mais enfin il obtint ce qu'il désirait et le *Bon Père* se mit au travail, tout persuadé qu'il fût de tenter une œuvre insuffisante et, par là même, inutile. Les statuts provisoires furent terminés dans le courant de l'année 1622. Pierre croyait bien sa tâche achevée ; mais ce n'était point l'avis du prélat : ce code qu'il avait préparé, c'était à lui à le faire observer, et, ici encore, la volonté de l'évêque l'emporta sur les répugnances du serviteur de Dieu.

De son côté, Jean des Porcelets de Maillane n'était pas resté inactif : il avait gagné à ses desseins Charles de Lorraine ou de Remoncourt, fils bâtard de Charles III, abbé de Belchamps et de Lunéville. Dès les premières opérations, au lieu d'un monastère isolé, son champ d'action allait donc comprendre trois grandes

abbayes. Pour lieu du noviciat, il choisit Saint-Remy de Lunéville, comme plus central et plus accessible ; mais, voulant soustraire les jeunes recrues à l'autorité du prieur de ce monastère, il accepta les avances de Servais de Lairuels, installa ses cinq postulants dans une aile de Sainte-Marie-Majeure, les confia à Pierre Fourier et leur donna l'habit, le 2 février 1623, dans l'église abbatiale de Pont-à-Mousson. Après quoi, il les fit partir pour Lunéville et, le 10 du même mois, il les installa dans la partie des bâtiments qu'il leur avait réservée. Sur son ordre, le curé de Mattaincourt dut leur continuer sa direction. Il écrivait, dans son humilité : « Je n'ai affaire de rien en ce lieu, sinon de temps et de la grâce de Dieu ; mais j'espère que l'on m'en chassera dehors... parce que l'on s'y saoulera de moi et que je n'y fais pas bien et trompe mon seigneur de Toul qui y attendait autre chose de moi, tout autre qu'il n'y trouve, ainsi que je lui ai prédit (1). » Mais, en réalité, il fut, durant toute cette année, un maître des novices incomparable et, quand, en mars 1624, après la profession de ses disciples (2), il reprit le chemin de Mattaincourt, Dieu et son évêque purent lui rendre le témoignage qu'il avait fait autre chose que « de manger le pain de ces pauvres religieux et de les très mal édifier (3) ».

Il avait développé le règlement provisoire et en avait fait ce *Summarium constitutionum Congregationis Salvatoris Nostri* (4) qui arracha, paraît-il, au pape Urbain VIII ce cri d'admiration : « Si je connaissais un chanoine qui suivit exactement cette règle, je le canoniserais avant sa mort (5) », et que le P. Bédel estime avec raison « une pièce de maître et un chef-d'œuvre accompli (6) » ; il avait formé sept profès à la vie religieuse et renouvelé par eux l'abbaye de Lunéville ; il avait peuplé le noviciat de nouvelles, ferventes

(1) *Lettres*, II, 13.

(2) Elle eut lieu le 25 mars ; et durant les premières semaines, le nombre des novices était monté de cinq à sept.

(3) *Lettres*, II, 29.

(4) Rogie (I, 534 et sq.) et surtout Chapia (*op. et edit. cit.*, II, 192) en donnent des analyses substantielles.

(5) Chapia, I, 506.

(6) Cité par Rogie, I, 536.

et intelligentes recrues, Nicolas Guinet entre autres (1), Guy Lemulier (2) et Jean Terrel (3), trois futurs généraux de la congrégation ; il avait valu à l'œuvre naissante les sympathies de la cour de Lorraine, en particulier celles de François de Vaudémont.

Dès 1625, Saint-Pierremont, Domèvre (4), Saint-Nicolas-des-Prés, de Verdun, s'agréèrent à la réforme ; le prieuré bénédictin de Viviers (5) fut offert aux disciples de Pierre Fourier par le prieur commendataire, Jean Midot, archidiacre de Toul, et doté par le comte de Vaudémont, et un bref pontifical, obtenu par l'entremise de Virion, seigneur de They-sous-Vaudémont (6), agent de Lorraine auprès du Saint-Siège, érigea canoniquement la congrégation. Malheureusement, ce document ne faisait mention que des monastères anciens, alors affiliés, et d'autres abbayes demandaient leur agrégation. Belchamps l'obtint en 1626 ; Saint-Léon-de-Toul, en 1627. On reprit donc les négociations ; on envoya le P. Guinet dans la Ville éternelle et, après bien des pourparlers, des suppliques, des contre-temps, une bulle, datée du 2 novembre 1628, approuva la réforme ; accorda l'union des monastères présents et futurs en une *congrégation* sous le nom de *Notre-Sauveur* et sous la direction d'un général à vie, et concéda aux supérieurs et au chapitre le

(1) *Nicolas Guinet*, fils de Philbert Guinet et de Catherine Robin, anciens marchands de Toul retirés à Autun, était né dans cette dernière ville, en 1601. Confié à son oncle, Nicolas Guinet, professeur de droit, il fit de brillantes études à l'université de Pont-à-Mousson, fut boursier, puis gouverneur du séminaire de Toul, préfet de la congrégation de la Sainte-Vierge et pensa à entrer chez les Jésuites. Il changea ensuite de projet, se mit sous la direction du Père de Mattaincourt et sollicita son admission dans la congrégation naissante. Profès de 1625, il fut envoyé à Rome pour obtenir l'obtention des bulles, fut élu général de la congrégation en 1628 et mourut, dès 1632, victime de son dévouement pour les pestiférés. (Cf. Rogie, *op. cit.*, *passim*.)

(2) *Guy Lemulier*, natif de Bourgogne, chanoine régulier du prieuré de Semur, était une recrue amenée par Jean des Porcelets de Maillane ; il fut prieur de Lunéville, assistant du général, abbé de Saint-Pierremont, et succéda au Bon Père dans la direction suprême de la Congrégation (1641-1642). Il mourut le 21 mai 1642, au moment où les disciples de Fourier, si éprouvés par les malheurs de leur patrie, fondaient sur lui les plus belles espérances. (Rogie, *passim*.)

(3) *Jean Terrel*, de Nancy, fut prieur de Saint-Nicolas-des-Prés, procureur général, prieur de Viviers et général de 1642 à 1667. (Rogie, *passim*.)

(4) Chatton, *L'abbaye de Saint-Sauveur et Domèvre*, p. 168 et sq.

(5) *Viviers*, c. de Delme (Lorraine).

(6) *They-sous-Vaudémont*, c. de Vézelle (M.-et-M.).



droit de faire des statuts et des règlements. Le Bon Père désirait vivement obtenir pour ses religieux l'autorisation d'ouvrir des écoles et d'enseigner aux petits garçons la lecture, l'écriture, le chant, etc. La Cour apostolique trouva ces fonctions peu compatibles avec la dignité canoniale (1) et la bulle se tint sur ce point. Pour la seconde fois, Pierre Fourier subissait un échec sur cette question de l'enseignement primaire des garçons.

Ses disciples reconnaissants voulaient lui confier la charge de général : nul ne la méritait mieux que lui ; mais il sut la décliner et la faire donner à son fils de prédilection, le P. Nicolas Guinet. Quant à lui, pendant que les négociations se poursuivaient à Rome, il s'était occupé d'assurer l'avenir intellectuel de la congrégation, en fondant à Pont-à-Mousson une maison d'études pour les jeunes profès (2). Là encore, l'attendaient des difficultés de toutes sortes ; mais enfin, le 8 décembre 1627, l'église fut bénite et le couvent inauguré.

Le *séminaire Saint-Nicolas* (tel fut son nom) débuta par six étudiants, le P. Bédel, entre autres, natif d'Azelot (3), premier historien de saint Pierre Fourier (4). Chacune des six abbayes de la congrégation devait fournir la bourse et le trousseau de l'un des scolastiques. Pendant deux ans, la maison ne fit guère que végéter, faute de ressources et de personnel ; mais, quand le P. Guinet, aussitôt après son élection, choisit Pont-à-Mousson pour résidence, les choses changèrent de face. Saint-Nicolas devint la maison professe de la petite société et les étudiants furent plus nombreux : en 1632, ils étaient une vingtaine.

Tant de fatigues et de soucis ne satisfaisaient point encore le zèle

(1) « Touchant nos écoles espérées, il sera bon de remontrer que, comme les garçons qui ne veulent point apprendre le latin et les autres encore avant qu'ils fréquentent les collèges, n'ont point, du moins en ces quartiers-ci, de religieux en corps qui épousent le devoir de les instruire, il semble que c'est quasi comme une espèce de bénéfice vacant dans l'Église de Dieu. Nous autres, nous le demandons avec humilité. » — Cf. Rogie, II, 291 et sq.

(2) E. Martin, *Université de Pont-à-Mousson*, 246 et sq.

(3) Azelot, c. de Saint-Nicolas-de-Port (M.-et-M.).

(4) Sur le P. Jean Bédel, voir la savante notice de M. Ch. Chapelier, *Le Père Jean Bédel, sa vie et ses œuvres*. Nancy, Berger-Levrault, 1885, in-8°.

de Pierre Fourier. En 1607, à la prière de Christophe de La Vallée, il avait entrepris des courses apostoliques dans les environs de Bruyères (1) et récolté des fruits abondants de salut. Ce fut à lui aussi qu'eut recours le comte François de Vaudémont, pour ramener au Catholicisme les habitants du pays de Badonviller.

Avec le rhingraff Jean-Philippe, la principauté de Salm et Badonviller, sa capitale, étaient passées à l'hérésie, vers le milieu du siècle précédent (2). Mais le rhingraff, Philippe-Othon, au cours d'un voyage fait à Rome, en 1591, avec le cardinal Charles de Lorraine, avait abjuré le protestantisme et juré de relever les ruines causées par son aïeul. D'un autre côté, François de Vaudémont avait épousé, en 1597, Christine de Salm, fille de Jean IX, comte de Salm, et sa femme reçut en héritage la partie de la principauté primitive qui fut connue dès lors sous le nom de comté de Salm (3). Entré en possession de cette seigneurie en l'année 1604, il joignit ses efforts à ceux du prince et fit venir des missionnaires. Le succès trahit son attente et, en 1612, pour se soustraire aux vexations des protestants, les catholiques résolurent de leur construire un temple, seul moyen efficace de leur enlever l'usage de l'église paroissiale. La cause semblait donc bien compromise ; mais François ne se découragea point.

La grande difficulté pour le recrutement des missionnaires, c'était l'exemption que l'abbé de Senones revendiquait déjà pour son monastère et pour tout son temporel (4) : il prétendait ne pas relever de l'évêque de Toul et être soumis directement au Saint-Siège. Or, un certain nombre de villages du comté appartenaient au ban de Senones et l'abbé n'aurait jamais permis l'entrée de ces paroisses à un envoyé de l'évêque de Toul. François de Vaudémont obtint du pape, en 1618, un vicaire apostolique pour le pays de Salm et de l'empereur, en 1624, un édit qui prohibait l'exercice du calvinisme dans la principauté et dans le comté, prononçait la

(1) *Bruyères*, arr. d'Épinal, Vosges.

(2) Voir plus haut, p. 28.

(3) Badonviller appartenait par moitié aux deux sections.

(4) Voir plus loin, au Livre XII, l'étude de ces prétentions des abbayes vosgiennes.

fermeture des temples, ordonnait aux pasteurs et à leurs maîtres d'écoles de partir immédiatement et aux habitants de se faire instruire dans le délai d'un an, sous peine de bannissement.

La mesure était grave, mais ordinaire en ces temps, chez les protestants comme chez les catholiques. Voulant du reste en atténuer la rigueur, le comte et le prince cherchèrent à se procurer des missionnaires savants et zélés et ils obtinrent des religieux de la Compagnie de Jésus, le Père Nicolas Fagot, entre autres, et le Père Nicolas Abram, l'historien de l'Université de Pont-à-Mousson. Mais pour donner plus de poids à cette mission décisive et faire prêcher autant l'exemple que la parole, ils se laissèrent aisément persuader par le Père Fagot de leur donner Pierre Fourier comme collaborateur.

Le saint prêtre dut céder « à vive force et sous menace de grande indignation » ; mais, quelles que fussent les appréhensions de son humilité, son cœur tressaillait à la pensée du bien à faire à tant d'âmes. Arrivé au mois d'août 1625, il se mit aussitôt au travail : il fortifia les catholiques par des sermons et par des exhortations fréquentes et, selon le mot du P. Bédel, il donna aux sectateurs de Calvin qu'il avait la délicatesse d'appeler, non point des hérétiques, mais des *étrangers*, « ses prières, ses larmes et l'exemple d'une vie bien réglée ». Avec le P. Fagot et le P. Abram, il parcourut la ville, les faubourgs et les villages des environs, ne reculant devant aucune fatigue, ne se rebutant d'aucune épreuve, ne cédant devant aucune contradiction, et il eut la joie de voir les conversions se multiplier de jour en jour : six mois après son arrivée, la grande majorité des familles influentes était rentrée dans le giron de l'Église catholique ; les biens ecclésiastiques étaient volontairement rendus ; les curés, revenus dans leurs églises et des écoles, créées pour les deux sexes. Le calvinisme était donc vaincu et le P. Fagot, en quittant Badonviller, pouvait déclarer en toute raison qu'en suggérant à ses princes l'idée d'employer le Bon Père à cet ouvrage, il avait fait la meilleure action de sa vie.

Le comte de Vaudémont aurait voulu fixer Pierre Fourier dans cette région qu'avait régénérée son zèle : il lui offrit la cure de

Badonviller ; mais l'homme de Dieu refusa. Toutes ses courses apostoliques, tous les soucis que lui donnaient ses deux congrégations ne lui laissaient point oublier qu'il était curé de Mattaincourt. Entre sa paroisse et lui, l'union lui paraissait indissoluble. Il n'aspirait qu'à une chose : revenir se fixer à jamais au milieu de son troupeau. Il y résidait le plus souvent et le plus longtemps qu'il lui était possible ; toujours il s'y retrouvait aux grandes fêtes ; il s'y donnait, comme suppléant, un prêtre selon le cœur de Dieu, et, durant ses absences, il se faisait rendre un compte minutieux de l'état de sa paroisse : « Mandez-moi, écrivait-il un jour à ses religieuses, si le régent est de retour de chez son père et s'il a force enfants en ses escholes, et vous des escholières aux vôtres..., s'il n'y a point de malades ; si on y a prêché depuis mon partement et s'il s'y retrouve encore des débauchés, des buveurs, des cabarets (1). »

Le moment toutefois allait venir où une épreuve bien dure, préludant à d'autres épreuves plus dures encore, lui enlèverait cet titre de curé auquel il tenait de toute l'ardeur de son âme sacerdotale. En 1632, la peste décima le séminaire Saint-Nicolas et n'épargna point le Père Nicolas Guinet : c'était un coup très rude pour le Bon Père et pour toute la congrégation naissante. En une circonstance aussi grave, l'humilité dut céder à la raison et Pierre Fourier, élu général, au chapitre du 18 août 1632, consentit à prendre la place du regretté défunt. Une transaction avec le chapitre de Haussonville avait amené l'union de la cure de Mattaincourt au séminaire de Pont-à-Mousson. L'homme de Dieu ne quittait donc point tout-à-fait ses paroissiens ; comme pasteurs, il leur donnait ses fils.

A cette époque, la congrégation de Notre Sauveur comptait neuf maisons : Lunéville, Saint-Pierremont, Belchamps, Domèvre, Toul, Verdun, Chaumousey, Viviers et Pont-à-Mousson. La congrégation de Notre-Dame avait, elle aussi, prospéré : après La Mothe, fondée en 1623, s'étaient successivement établis, dans le diocèse de Toul, les monastères de Blâmont, en 1627 ; de Vézélise

(1) *Lettres*, II, 170.

et de Lunéville, en 1629 ; tandis que, en Champagne, en Lorraine, en France et jusque dans le Luxembourg, les villes se disputaient la faveur de posséder les filles de Pierre Fourier (1).

(1) Soissons, 1621. — Dieuze, 1621. — Metz, 1623. — Vitry-le-François, 1623. — Laon, 1626. — Sainte-Menehould, 1627. — Luxembourg, 1627. — Nomeny, 1628. — Troyes, 1628. — Longwy, 1628. — Provins, 1629. — Étampes, 1630. — Joigny, 1630. — Bouquenon, 1631. (Rogie, *Hist. du B. P. F., passim.*)

---

## CHAPITRE VI

Fondation de nombreuses maisons religieuses <sup>(1)</sup>.

---

En même temps que, de tout son pouvoir, il favorisait la réforme des anciens cloîtres, Jean des Porcelets de Maillane encourageait l'établissement, dans son diocèse, des ordres nouveaux, plus spécialement voués à l'enseignement et à la prédication. En eux, il espérait trouver de précieux collaborateurs pour le renouvellement spirituel du troupeau qui lui était confié, et cette première partie du XVII<sup>e</sup> siècle fut marquée par une floraison puissante de maisons religieuses. Princes et prélats, prêtres et fidèles, seigneurs et bourgeois furent pris d'une pieuse émulation ; l'auguste Maison de Lorraine ne se montra, ni la moins généreuse, ni la moins empressée et, comme jadis, au temps de Pibon, l'Église de Toul se couvrit de la blanche parure des monastères. Les deux centres les plus favorisés furent Pont-à-Mousson, siège de l'université lorraine, et la nouvelle ville que Charles III, en 1588, avait créée, au sud du vieux Nancy.

La congrégation provinciale des Pères de la Compagnie de Jésus, tenue à Paris, en 1595 (2), avait décidé d'ouvrir un collège dans la

(1) SOURCES GÉNÉRALES. — Archives de M.-et-M., série H. — Benoit-Picart, *Pouillé du diocèse de Toul*. — Calmet, *Notice de Lorraine*. — Lionnais, *Histoire de Nancy*. — Lepage, *Statistique; Communes*. — Louis, *Le département des Vosges*. — Gillant, *Pouillé du diocèse de Verdun*, II et III.

(2) Jusqu'en 1616, la Lorraine fit partie de la province de France. En 1616, fut créée la province de Champagne, et la Lorraine fut comprise dans cette nouvelle subdivision.

capitale de la Lorraine et le Père Aquaviva, général de l'ordre, avait donné l'autorisation ; il ne s'agissait plus que de trouver les fonds nécessaires (1). Jean des Porcelets qui avait conservé un culte filial pour ses anciens maîtres, se proposa comme fondateur ; mais ses offres ne parurent point suffisantes pour assurer l'avenir et les choses en restèrent là, durant quelques années.

Dans l'intervalle, Erric de Lorraine, évêque de Verdun, voulant décharger le collège de sa ville épiscopale, donna aux Jésuites, en 1599, une propriété à Saint-Nicolas de Port, pour y installer leur noviciat, et procura, comme dotation, à cet établissement le prieuré Sainte-Lucie de Neuves-Maisons (2). Trois ans plus tard, Antoine de Lenoncourt, primat de Lorraine, transporta cette maison de probation à Nancy, dans une vaste propriété qu'il possédait auprès de la nouvelle porte St-Nicolas (3). Là, on était alors, pour ainsi dire, à la campagne et cette solitude convenait parfaitement à la méditation. C'est dans ce tranquille séjour que Bourdaloue fit son troisième an (4).

Cependant les magistrats de Nancy, en particulier le maître échevin, Nicolas Bourgeois, multipliaient leurs instances pour que la Compagnie réalisât son projet de collège (5). Ils usèrent du crédit d'Antoine de Lenoncourt ; achetèrent au duc de Lorraine des maisons situées au centre de la ville neuve (6) ; trouvèrent de généreux bienfaiteurs, parmi lesquels Jean des Porcelets ; firent affecter au futur établissement les revenus de la Grande-École (7) ; obtinrent de Henri II, le 10 mai 1612, des lettres d'érection et eurent enfin la consolation de voir les trois classes de grammaire s'ouvrir à la rentrée de 1616. Durant très longtemps, le collège de Nancy ne fut point un établissement de plein exercice : les élèves allaient à Pont-

(1) Arch. de M.-et-M. H. 1946 et sq.

(2) Linnais, III, 168 et sq. — Carrez, S. J., *Catalogi sociorum et officiorum provinciae Campaniae*, I, *Præfatio*. — Sur le prieuré Sainte-Lucie, voir T. I, p. 450, n. 1.

(3) Aujourd'hui l'hospice Saint-Stanislas en occupe les bâtiments.

(4) Linnais, III, 185.

(5) Linnais, II, 409.

(6) Entre les rues Saint-Dizier, Saint-Jean et des Carmes.

(7) Voir p. 10. — Cette Grande-École était située, près de Saint-Epvre, dans la rue du Maure-Qui-Trompe.

à-Mousson pour les humanités et les études supérieures. L'évêque de Toul se chargea de la construction de l'église; il en confia les travaux à l'architecte Bernard et la consacra sous le vocable de Saint-Roch (1).

Vers la même époque, les quatre régents que Gille de Trèves avait installés à Bar, cédèrent leur collège aux Jésuites (2), et les prêtres séculiers qui avaient ouvert des cours à Épinal, firent de même en 1632 (3).

Sainte Thérèse avait, en 1562, commencé la restauration de l'ordre du Carmel; de nombreux couvents de Carmes, en Espagne et en Italie, avaient embrassé cette règle plus austère et formé la congrégation des *Carmes déchaussés*, ou de *Saint-Élie*. Jean des Porcelets de Maillane, père de l'évêque de Toul, désira doter la Lorraine d'un cloître de ces pieux cénobites. Avec l'autorisation de Henri II, il fit venir d'Italie, en 1611, quelques religieux carmes et les logea dans une maison de la rue actuelle des Quatre-Églises (4). Quatre ans plus tard, le duc leur abandonna un vaste terrain, près du mur septentrional de la ville neuve (5), et la famille de Lorraine leur fit de généreuses offrandes. Ils commencèrent aussitôt la construction d'un couvent; le 25 mars 1615, Marguerite de Gonzague posa la première pierre de l'église et, le 19 mars 1618, le prince Erric y célébra la messe pour la première fois. L'église était sous le vocable de Notre-Dame et de Saint-Joseph: c'est, à ma connaissance, le premier sanctuaire du diocèse qui fut consacré au chef de la Sainte-Famille. En Lorraine, comme en France, comme en Espagne, les Carmes furent donc les propagateurs du culte du saint Patriarche.

(1) Elle était au coin de la rue Saint-Dizier et de la rue Saint-Jean et sa façade donnait sur la rue Saint-Jean. Une gravure de Herpin nous en a conservé le souvenir. (Voir A. Bergeret, *Nancy monumental et pittoresque*, pl. 4.)

(2) Gillant, *Pouillé*, II, 99. — Sur le collège Gille de Trèves, voir plus haut, p. 32.

(3) Louis, *Dép. des Vosges*, VI, Épinal.

(4) Cette maison fut dans la suite occupée par les Grandes-Carmélites; voir plus bas.

(5) Entre les rues Saint-Dizier, Dom-Calmet, des Carmes et Gambetta. De là, le nom de rue des Carmes. — Cf. Lionnais, II, 380 et sq.



Vers le même temps, ces mêmes religieux firent une fondation dans la ville haute de Bar. Leur œuvre fut soutenue par le duc Charles IV et leur église, terminée en 1633, fut également consacrée à saint Joseph (1).

Charles-Emmanuel de Tornielle, conseiller d'État, les établit à Gerbéviller, en 1624 (2), et André de Maillane, héritier de la dévotion paternelle, leur donna des sommes considérables pour bâtir un couvent à Pont-à-Mousson (3). Cette fondation, contrariée par la mort du généreux bienfaiteur et par le manque de ressources, fut néanmoins poussée avec une énergique persévérance. Forcés de vendre leurs premières constructions à Pierre Fourier, lequel y logea son séminaire Saint-Nicolas, ils émigrèrent dans un ermitage voisin, situé sur la côte du Rupt, et ils y trouvèrent enfin une demeure assurée, le 25 mars 1623 (4).

Ils pensèrent également s'installer à Lunéville : ils avaient obtenu, le 24 juillet 1632, les lettres patentes nécessaires ; mais les malheurs de la région durent leur faire ajourner ce projet (5).

La persécution amena en Lorraine, en 1608, une colonie de Bénédictins anglais. La collégiale Saint-Laurent, de Dieulouard, venait d'être unie au chapitre de la Primatiale (6) ; les proscrits en firent l'acquisition et leur prieuré fut à la fois une maison de refuge, pour les émigrés ou les bannis de la protestante Albion, et un lieu

(1) F. de Bacourt, *Le couvent du Carmel à Bar-le-Duc*, dans *Mém. Soc. Bar*, 1899. — Gillant, *Pouillé*, II, 86. — Les bâtiments des Carmes de Bar, après avoir servi pendant la Révolution de maison de réclusion pour les prêtres fidèles, sont aujourd'hui occupés par la prison départementale.

(2) Arch. de M.-et-M. H. 908.

(3) E. Martin, *Univ. de Pont-à-Mousson*, 244. — Les Carmes non réformés avaient déjà établi, en 1611, un couvent à Pont-à-Mousson ; mais dans la partie qui appartenait au diocèse de Metz. (*Ibid.*, 243.)

(4) C'est aujourd'hui la propriété de Montrichard.

(5) Arch. de M.-et-M. H. 935. — Beaumont, *Lunéville*, p. 201 et sq.

(6) Voir plus haut, p. 70. — Marton, *Les Bénédictins anglais de Dieulouard*, dans *Sem. relig. de la Lorraine*, 1884. — Melnotte, *Notice sur Scarponne et Dieulouard*, 41 et 80. — L. Germain (*Travaux récents sur le prieuré des Bénédictins anglais de Dieulouard*, dans *Journ. Soc. Arch. lorr.*, 1899) donne une bibliographie complète du sujet. C'est aux Bénédictins anglais que l'on attribue les progrès que fit en Lorraine la fabrication de la bière (Lepage, *La bière en Lorraine*, dans *Annuaire de M.-et-M.*, 1885).

de formation pour des missionnaires destinés à la Grande-Bretagne. Il eut l'honneur de donner à l'Église d'Angleterre un martyr, le P. Alban Roë, mis à mort le 21 janvier 1641, en haine de la foi catholique, et il compta parmi ses membres les plus glorieux le P. Gabriel Giffard (1555-1627), élève de l'université mussipontaine, ami des trois réformateurs et plus tard archevêque de Reims (1).

Comme la collégiale de Dieulouard, le prieuré Notre-Dame, à Nancy, avait été incorporé à la Primatiale. Le cardinal de Bérulle l'acquiesça, en 1618, pour sa congrégation de l'Oratoire et, par la protection de Henri II, il lui fit unir la cure de Notre-Dame, l'une des deux paroisses de la ville-vieille (2). L'année suivante, François de Vaudémont abandonna à l'Oratoire le vieil hôpital de Gerbonvaux (3) et, en 1621, les fils du cardinal de Bérulle achetèrent un vaste domaine à Boudonville (4) et ils y élevèrent une chapelle sous le vocable de Saint Joseph.

Le prieuré Saint-Gorgon de Varangéville-Saint-Nicolas avait également été supprimé, pour doter la même fondation. De concert avec le chapitre primatial, le cardinal de Lorraine fit venir, en 1604, pour desservir le sanctuaire national, des religieux *Ambrosiens*, mais ces moines italiens ne s'acclimatèrent pas dans le pays : en 1613, ils cédèrent la place aux Bénédictins de la congrégation de Saint-Vanne (5).

Non content de faciliter la réforme de son abbaye de Beaupré, de procurer à Nancy de spacieuses maisons aux Jésuites (6) et aux religieuses de Notre-Dame (7), Antoine de Lenoncourt voulut aussi favoriser les disciples de saint Dominique (8). Il était seigneur et

(1) Melnotte, *op. cit.*, 87 et sq.

(2) Pfister, *Hist. de Nancy*, I, 315 et sq.

(3) Gerbonvaux, comm. de Martigny, c. de Coussey (Vosges). — Lepage, *L'Hôpital de Gerbonvaux*, dans *Ann. Soc. Émul. vosg.* 1879.

(4) D'où est venu le nom de l'Oratoire donné à une rue, à une ruelle et à un chemin de ce quartier du nouveau Nancy.

(5) Lepage, *Communes*, II, 494.

(6) Voir plus haut, p. 142.

(7) Voir plus haut, p. 129, n. 1.

(8) Arch. de M.-et-M., H. 810.

comte de Blainville : il les établit en ce lieu, vers 1621, et nomma leur maison la *Nouvelle Bethléem*.

Dom Didier de Reims, abbé régulier de Lisle-en-Barrois, aménagea à Bar, en 1624, dans l'ancien couvent des Béguines, un scolasticat pour des moines de son ordre. Ce fut ce que l'on appela le *Séminaire des Bernardins* (1).

Les Ermites de Saint-Augustin, établis dans cette même ville de Bar, depuis le xiv<sup>e</sup> siècle (2), reçurent, en 1618, la réforme du Père Mathieu de Sainte-Françoise, connue sous le nom de *Réforme de Bourges* (3). Quelques années plus tard, en 1629, ils achetèrent, de frère Raphaël Hinzelin et de frère Jean Marchal, l'ermitage de Notre-Dame de Montaigu, situé sur une colline entre La Neuveville et Nancy (4) ; ils y bâtirent un petit monastère et ils desservirent cette chapelle où les gens du voisinage aimaient à venir prier (5).

Toutes ces fondations n'étaient que des faits isolés ; il en fut autrement des Frères-Mineurs de saint François d'Assise et des Frères-Minimes de saint François de Paule : leurs monastères surgirent presque en même temps sur tous les points du diocèse.

Les Minimes, établis en Italie, en France, en Allemagne, du vivant même de leur fondateur († 1505), furent introduits en Lorraine par Jean de Lenoncourt, bailli de Saint-Mihiel. De concert avec Barbe du Puy du Four, son épouse, celui-ci les fixa à Serres (6), en 1588, et leur donna la direction d'une école gratuite qui préparerait les enfants aux cours de l'université de Pont-à-Mousson (7).

(1) Gillant, *Pouillé*, II, 107.

(2) Voir T. I, p. 435. — Gillant, *op. cit.*, II, 76.

(3) *Ibid.*

(4) Arch. de M.-et-M., H. 884. — Pfister, *Pierre Séguin*, dans *Mém. Ac. Stan.*, 1898, p. 184. — *Montaigu*, château situé sur le territoire de La Neuveville-devant-Nancy et appartenant à M. le marquis de Vaugiraud. La chapelle existe encore ; mais le pèlerinage est depuis longtemps abandonné.

(5) C'était le moment où la piété de l'archiduc Albert gouverneur des Pays-Bas, donnait un vif essor au pèlerinage de Notre-Dame de Montaigu, dans le Brabant.

(6) *Serres*, c. de Lunéville-Nord (M.-et-M.). — Lepage, *Comm.*, II, 527.

(7) En sa qualité de bailli de Saint-Mihiel, Jean de Lenoncourt était conservateur des privilèges de l'Université. On voit qu'il avait à cœur les intérêts de ce grand corps enseignant.

Christophe de Bassompierre, grand maître de l'Hôtel et chef des finances de Lorraine, et Louise de Radeval, sa femme, envièrent pour Nancy un semblable établissement : en 1591, ils obtinrent une colonie de Minimes et les installèrent dans un vaste carré, près de l'angle nord-ouest de la ville neuve (1). L'église, bâtie par François de Vaudémont, fut, comme celle de Serres, bénite en 1613, par Jean des Porcelets de Maillane.

Les disciples de François de Paule eurent bientôt une troisième maison près de la capitale du duché. Après avoir un instant balancé entre eux et les Bénédictins anglais, Henri II leur céda, le 18 octobre 1609, la chapelle et l'ermitage des Bourguignons de Notre-Dame de Bonsecours et leur confia la garde du dévôt sanctuaire (2). Ils fondèrent encore des couvents à Épinal en 1608 (3) ; à Bar, en 1618, grâce à la générosité de Noël de L'Hostel, seigneur du Jard, et de son épouse (4) ; à Vézelize, en 1619, par suite d'une large subvention de Didier Virion, seigneur de They-sous-Vaudémont (5) ; à Lunéville, l'année suivante, dans un vieil hôpital désaffecté que leur abandonna Henri II (6) ; à Pont-à-Mousson, en 1632, dans l'ancien hospice Saint-Nicaise où Servais de Lairuels avait tout d'abord établi ses scolastiques (7).

Les Frères-Mineurs possédaient déjà dans le diocèse de nombreuses communautés (8), à Neufchâteau, à Toul, à Mirecourt, à Rambercourt, à Raon, à Ligny, à Nancy, à La Mothe ; ils étaient très populaires dans le duché, et les princes de la Maison de Lorraine se souvenaient avec attendrissement de la pieuse Philippe de Gueldres, morte *pauvre dame* au couvent des Clarisses de Pont à-

(1) Lonnais, II, 287 et sq. — Les bâtiments des Minimes ont été englobés dans le Lycée ; puis démolis, lors de la reconstruction de cet établissement universitaire.

(2) Lonnais, I, 582. — Jérôme, *L'Église N.-D. de Bonsecours, à Nancy*. Nancy René Wagner, 1898, p. 22 et sq. — Pfister, *Hist. de Nancy*, I, 226.

(3) Louis, *op. et loc. cit.*

(4) Gillant, *Pouillé*, II, 82. — Le marché couvert occupe l'emplacement du monastère.

(5) Calmet, *Notice*. — Lepage, *Comm.*, II, 666.

(6) Lepage, *op. cit.*, I, 675. — Beaumont, *Lunéville*, 200.

(7) E. Martin, *op. cit.*, 248. — Voir plus haut, p. 113.

(8) Benoit-Picart, *Veteris ordinis seraphici monumenta nova*. Toul, Alexis Laurent, 1708, in-12. — Pour les noms qui suivent, se reporter au T. I, p. 453.

Mousson (1). Ce fut donc sur la famille de saint François d'Assise que se répandirent avec le plus d'abondance les faveurs de la cour et de l'aristocratie.

Les Capucins, fondés en 1528 par Mattheo de Baschi et établis à Paris en 1573, furent appelés à Ligny en 1583, par Marguerite de Savoie, comtesse de Ligny (2), et, de là, ils essayèrent bien vite dans tout le diocèse. En 1593, ils furent installés à Nancy, dans la ville neuve, par Charles III et son fils le Cardinal (3); en 1597 à Bar (4) et en 1607 à Pont-à-Mousson (5), par le même cardinal Charles de Lorraine; en 1598, dans le faubourg Saint-Mansuy de Toul, par Jean des Porcelets de Maillane, alors coadjuteur de l'abbé de Saint-Mansuy (6); en 1609, à Mirecourt, par le sire de Marcossey (7); en 1611, à Varangéville, par le prince Erric, évêque de Verdun (8); en 1619, à Remiremont, par Catherine de Lorraine, abbesse de l'insigne chapitre (9); en 1619 à Épinal (10) et en 1627 à Blâmont (11), par Marguerite de Gonzague; en 1619 également, à Rambervillers, par Claude d'Hardigny, veuve du baron de Bilstein (12); en 1624, à Saint-Dié, par Elisabeth de Bayer-Boppard, baronne de Clémont (13); en 1627, à Charmes, par Christine de Croÿ, princesse de Salm (14); en 1633, à Lunéville, par Nicolas

(1) T. I, 561.

(2) Benoit-Picart, *Pcuillé*, II, 242. — Gillant, *Pouillé*, II, 442. — Le couvent des Capucins, après avoir abrité l'*Orphelinat agricole Napoléon*, forme aujourd'hui un établissement agricole appartenant à la caisse départementale des incendiés.

(3) Lionnais, III, 170. — Les bâtiments sont occupés par la maison-mère de la Doctrine-Chrétienne. Jusqu'en 1883, la paroisse Saint-Nicolas s'est servie de l'église, aujourd'hui démolie.

(4) Gillant, *op. cit.*, II, 91.

(5) Eug. Martin, *op. cit.*, 243. — L'emplacement est occupé aujourd'hui par le quartier de cavalerie.

(6) Ben.-Pic., *Hist.*, 692.

(7) Louis, *op. cit.*

(8) Lepage, *Comm.*, II, 621. — Le prélat fondateur fut enterré dans leur église, avec ses deux neveux, François, évêque de Verdun, et Henri de Lorraine, marquis de Moüy.

(9) Louis, *op. cit.* — Voir p. 163.

(10) Arch. de M.-et-M., H. 877. — Lepage, *op. cit.*, I, 159.

(11) Louis, *op. cit.*

(12) Louis, *op. cit.*

(13) Louis, *op. cit.*

(14) Louis, *op. cit.*

Prigney, chantre de la collégiale Saint-Georges (1); en 1634, à Vézelize, par le sire de Marvoisin (2). C'étaient donc quinze couvents bâtis en un demi-siècle : rarement province se fonda plus vite que celle des Capucins de Lorraine.

De leur côté, les frères pénitents du Tiers-Ordre de saint François, réformés en 1594 par le P. Vincent Mussard, établis à Paris, en 1604, au quartier de Picpus et connus, en nos régions, sous le nom de *Tiercelins*, élevèrent aussi des maisons à Chanteraine ou Notre-Dame-des-Anges, près de Nancy, en 1622 (3); à Bayon, en 1623 (4); à Monthureux-sur-Saône, en 1626 (5); à Vaucouleurs, en 1629 (6); à Fains, près de Bar, en 1633 (7); et ils reçurent, en 1626, de François de Vaudémont et de Charles IV, son fils, la garde du vieux sanctuaire de Notre-Dame de Sion (8).

À l'instar des couvents d'hommes, se multipliaient les monastères de femmes, les uns, comme ceux de Notre-Dame, voués à l'enseignement; les autres, plus spécialement destinés à la prière, à la pénitence, à la contemplation. Après les filles de Pierre Fourier, les religieuses qui attirèrent davantage les sympathies et les aumônes, ce furent les *Annonciades rouges* ou *des dix vertus*. Sainte Jeanne de Valois, fille de Louis XI et reine de France, répudiée par Louis XII, les avait fondées à Bourges, en 1502, et leur avait

(1) Lepage, *Comm.*, I, 677. — Beaumont, *Lunéville*, 201.

(2) Lepage, *op. cit.*, II, 666. — Après avoir servi de maison-mère aux Frères de la Doctrine-Chrétienne, les bâtiments sont occupés aujourd'hui par des religieuses cisterciennes allemandes et la colline s'appelle encore colline des Capucins.

(3) Les fondateurs furent Charles Bowet de Romémont, et Dieudonnée le Pognant, sa femme. — Après diverses migrations, les Tiercelins se fixèrent, vers 1700, derrière la Primatiale et ils donnèrent leur nom à la rue qui passait devant leur église. Les bâtiments sont occupés par la Maison des Apprentis et l'église par une vinaigrerie. Cf. Lonnais, III, 303.

(4) Calmet, *Notice*. — Lepage, *Comm.*, I, 110. — Les fondateurs furent les princes Charles et Alexandre de Croÿ.

(5) Ben.-Pic., *Pouillé*, I, 323

(6) Renseignement fourni par M. Chevelle, ancien maire de Vaucouleurs, membre de la Société des sciences, lettres et arts de Bar-le-Duc.

(7) Arch. de M.-et-M., H. 868. — Gillant, *op. cit.*, II, 215. — Le couvent est aujourd'hui occupé par un asile départemental d'aliénés. — Le fondateur fut Charles de Florainville, seigneur de Fains.

(8) Simonin, *Notice historique sur Notre-Dame de Sion*, p. 100 et sq.

assigné comme but spécial l'imitation des dix principales vertus de la Mère de Dieu. En 1554, Antoine de Luxembourg, comte de Ligny, et Marguerite de Savoie, son épouse, appelèrent de Bourges quatre de ces religieuses et leur bâtirent un couvent, dans un vallon solitaire, aux environs de Ligny (1). Ce fut la seule maison érigée dans le diocèse au xvi<sup>e</sup> siècle; mais au xvii<sup>e</sup>, en l'espace de dix ans, Pont-à-Mousson, en 1623 (2); Saint-Nicolas de Port, en 1626 (3); Neufchâteau, en 1630; Bruyères, en 1631 (4); Badonviller, en 1633 (5), reçurent avec joie des filles de sainte Jeanne de France. En 1627, il avait été question de fonder un couvent d'Annonciades à Bar; mais le projet ne fut vraiment exécuté qu'en 1678 (6).

Une dame génoise, Marie-Victoire Fornari, venait d'instituer, en 1604, une autre congrégation du même ordre, les *Annonciades célestes*. Dès 1617, François de Fresnel, capitaine des gardes de Lorraine, en établit une maison à Nancy, non loin de la porte Saint-Nicolas (7), et quinze ans plus tard Épinal reçut aussi de ces religieuses au manteau blanc (8).

La propriété de la rue des Quatre-Églises que Jean des Porcelets, maréchal de Lorraine, avait donnée aux Carmes, en 1611, et qu'ils avaient quittée quatre ans plus tard, pour un emplacement plus central et plus vaste, fut laissée en 1618 aux Carmélites, de la réforme de sainte Thérèse (9). L'installation de ces pieuses filles eut lieu avec la plus grande solennité. L'évêque de Toul chanta la messe, en présence de toute la cour de Lorraine et, avant de donner lecture des bulles et des lettres d'érection, il célébra, dans un éloquent discours, les mérites et les vertus du Carmel.

(1) Gillant, *Pouillé*, II, 448. — C'est aujourd'hui une ferme.

(2) Arch. de M.-et-M., H. 2369.

(3) Arch. de M. et-M., H. 2384. — La fondatrice fut Henriette de Lorraine, princesse de Phalsbourg.

(4) Louis, *op. cit.*

(5) Arch. de M.-et-M., H. 2336. — Les fondateurs furent François de Vaudémont et Christine de Salm, son épouse.

(6) Gillant, *Pouillé*, I, 117.

(7) Lionnais, III, 133. — Le monastère des Annonciades faisait le coin de la rue de la Salpêtrière et de celle des Quatre-Églises.

(8) Louis, *op. cit.*

(9) Lionnais, III, 74.

Ces premières religieuses, si cordialement accueillies, venaient d'Anvers ; mais bientôt une autre colonie chercha un refuge en Lorraine (1) : c'étaient des Carmélites de Bordeaux et de Saintes. Elles avaient voulu rester, comme le prescrivait leur règle, sous la direction des Carmes déchaussés et ne point passer sous l'autorité du cardinal de Bérulle, qu'un bref de Paul V avait nommé visiteur du Carmel en France. Après bien des pourparlers, elles avaient obtenu, en 1623, l'autorisation de sortir du royaume et d'aller où bon leur semblerait. Sur le conseil du cardinal de Sourdis, archevêque de Bordeaux, elles émigrèrent pour la Lorraine. Arrivées en janvier 1625, elles furent reçues au château de La Malgrange et conduites au couvent des Carmélites dans les carrosses de la cour.

Mais la maison n'était point assez vaste pour les loger à titre définitif ; force leur fut donc d'essaimer : une partie se fixa à Pont-à-Mousson, d'abord en 1627 dans une maison louée, auprès des Antonistes, et, deux ans plus tard, dans la propriété qu'elles occupèrent jusqu'à la Révolution (2).

Leurs compagnes s'étaient dirigées vers Bar ; mais elles se replièrent bientôt sur Lunéville, par crainte du cardinal de Bérulle (3) et, quelque temps après, les troubles de la guerre les ramenèrent à Nancy, où elles élevèrent enfin, en face des Minimes, un couvent qu'elles dédièrent à sainte Thérèse et à saint Joseph et qui prit le nom de *Petites Carmélites* (4).

Le premier monastère fut dès lors appelé les *Grandes Carmélites* : en face de lui, sur la rue des Quatre-Églises, s'était élevé, en

(1) Linnais, II, 273.

(2) Arch. de M.-et-M., H. 2513. — Linnais, *loc. cit.* — Le monastère était situé non loin de la place Duroc, dans la rue Paisible. La chapelle, bâtie à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, sur les plans et sous la direction du P. Élie de Saint-Joseph, carme déchaussé, contenait une *Adoration des Bergers*, due au ciseau d'Ignace Robert et conservée aujourd'hui dans la chapelle de la crèche, au cloître de la cathédrale de Toul.

(3) Fourier de Bacourt, *loc. cit.*, 241.

(4) Arch. de M.-et-M., H. 2509 et sq. — Linnais, II, 273. — Après avoir servi de chapelle de secours à la paroisse Saint-Sébastien, la chapelle, élevée en 1715 et peinte par Provençal, a été démolie, en 1884, lors du percement de la rue Gambetta.



1620, un cloître de *Tiercelines* (1) : il était dû à la générosité de Charles Bowet de Romémont, chambellan de Henri II, fondateur du couvent des Tiercelins de Chanteraine, de celui des Capucins de Vic et insigne bienfaiteur de l'ordre de saint François.

A leurs anciennes maisons de Neufchâteau, de Pont-à-Mousson, de Bar, les Clarisses ajoutèrent, en 1633, le monastère de Mirecourt (2). Les Dominicaines, de leur côté, créèrent à Toul deux maisons : l'une, de religieuses du grand ordre, en 1622 (3), et l'autre, de tertiaires, en 1634 (4).

Les Visitandines furent introduites en Lorraine dès 1626 et fixées à Pont-à-Mousson par Anne Vincent de Genicourt, marquise de Haraucourt, amie et admiratrice de Jeanne de Chantal (5). La sainte fondatrice conduisit elle-même la colonie et le P. Bédel rapporte qu'après avoir vu passer dans la rue le Bon Père de Mattaincourt, elle dit : « Si je n'avais pas connu sa réputation, je n'aurais pas manqué de le prendre pour un saint, rien qu'à voir sa rare modestie (6). »

Madame de Haraucourt n'avait opté pour Pont-à-Mousson que sur le refus de François de Vaudémont d'autoriser l'érection d'un nouveau monastère à Nancy. Mais une révolte des *Madelonnettes*, religieuses pénitentes que Marguerite de Gonzague avait depuis peu installées dans la ville neuve, devait faire aboutir le projet primitif (7). Pour dompter les rebelles, on fit venir de Pont-à-Mousson trois religieuses visitandines ; elles s'acquittèrent si bien de leurs fonctions, calmèrent si vite l'irritation des pénitentes que la duchesse Nicole, femme de Charles IV, résolut de procurer à la capitale un couvent de ces filles du doux évêque de Genève. Elle

(1) Linnais, III, 128.

(2) Ben.-Pic., *Pouillé*, II, 233. — Louis, *op. cit.*, 76.

(3) Calmet, *Notice*. — Le couvent des Dominicaines du Grand-Ordre se trouvait dans la rue Chanzy actuelle.

(4) Calmet, *Notice*. — Le couvent des Dominicaines du Tiers-Ordre se trouvait à côté de l'autre, dans la rue Gambetta actuelle. Une partie est aujourd'hui occupée par le théâtre.

(5) Bédel, *Vie du B. P. Fourier*, 452. — Le couvent est occupé aujourd'hui par les Dames de la Nativité.

(6) Bédel, *ibid.*

(7) Linnais, II, 324.

triompha de toutes les oppositions et, en 1632, elle eut la joie de les installer, près du cloître des Minimes, au coin de la rue qui depuis porte leur nom (1).

Les *Madelonnettes* habitèrent quelque temps avec les Visitandines; mais bientôt, sur leur demande, elles furent réunies avec les religieuses du Refuge. Le genèse de cette dernière maison offre des particularités trop curieuses pour ne point nous arrêter quelque peu.

(1) Le couvent des Visitandines fut, avec celui des Minimes, occupé par le Lycée. Les bâtiments ont fait place à des constructions plus appropriées aux exigences scolaires; mais la chapelle est restée et sert encore aux exercices du culte.

---

## CHAPITRE VII

Elisabeth de Ranfaing et Catherine de Lorraine.

---

Elisabeth de Ranfaing était née à Remiremont, le 30 octobre 1592 (1). Après une jeunesse malade, occupée aux exercices d'une piété mystique, tourmentée par l'amour des austérités et hantée par la peur du démon (on ne pensait que sorciers à cette époque), elle fut mariée, dès l'âge de quinze ans et malgré son désir d'entrer dans un cloître, au capitaine d'Arches, François Du Bois, gentilhomme de cinquante ans. La disparité d'âge et d'humeur, le caractère jaloux et violent de son époux ne furent point faits pour ramener le calme dans son esprit.

La mort de son mari (1619) la laissant veuve avec six enfants en bas-âge, celle de sa mère, le second mariage de son père, des procès qu'il lui fallut soutenir, tout contribua à la détacher du monde et à la rapprocher de Dieu. Elle songea de nouveau à la vie religieuse et, refusée à cause de ses enfants, elle fit le vœu de chasteté.

Bientôt après, le médecin de Remiremont, Charles Poirot, la rechercha en mariage ; elle éluda ses avances et, sur les entrefaites,

(1) H. M. Boudon, archidiacre d'Évreux, *Le Triomphe de la Croix en la personne de la vénérable mère Marie-Élisabeth de la Croix de Jésus*. Liège, Stréel, 1686. — Frizon, *La Vie de la vénérable mère Marie-Élisabeth de la Croix de Jésus, dite dans le monde Elisabeth de Ranfaing*. Avignon, Girard, 1735. — Grandemange, *Notice biographique sur Elisabeth de Ranfaing*, dans *Sem. relig. de la Lorr.*, 1883. — Piister, *L'Énergumène de Nancy, Elisabeth de Ranfaing*, dans *Mém. Ac. Stan.*, 1901 (*sic*). — *Lionnais*, III, 90 et sq.

elle tomba dans une étrange maladie nerveuse et n'hésita point à attribuer cet accident à un sort que lui aurait jeté son prétendant. Elle se crut possédée. Sur l'avis de son confesseur, elle se fit exorciser dans sa ville natale, en septembre 1619, puis elle se rendit à Nancy, croyant y trouver de plus puissantes adjurations. Elle en revint calmée ; mais, par malheur, elle rencontra Poirot, et ses douleurs la reprirent de plus belle.

Le bruit de cette aventure ne tarda point à se répandre. Le duc Henri II et l'évêque de Toul mandèrent Élisabeth à Nancy et l'on recommença les exorcismes dans la chapelle du noviciat des Jésuites. Jean des Porcelets de Maillane, l'évêque de Tripoli, suffragant de Strasbourg, Charles de Lorraine, évêque de Verdun, Viardin, docteur en théologie, écolâtre de la Primatiale, des Jésuites, des Capucins échouèrent dans leurs tentatives. On fit venir deux docteurs de Sorbonne, puis un thaumaturge espagnol, le carme Dominique de Sainte-Marie (1)... ils ne furent pas plus heureux... Au bout de trois ans, malgré plus de trois cents séances, Élisabeth de Ranfaing souffrait toujours de son mal mystérieux.

La Lorraine, la France, l'Europe avaient les yeux tournés vers Nancy ; on venait de toutes parts assister aux exorcismes et l'on ne s'en retournait pas toujours indemne : saint Pierre Fourier, venu là par obéissance, fut lui-même l'objet de propos outrageux et il édifia toute l'assistance par sa profonde humilité (2).

La malade répondait, mais en français et le plus souvent par des injures, à des interrogations faites en latin, en grec, en hébreu ; elle dissertait, mais en termes vagues, sur les plus obscurs mystères de la religion ; elle révélait des secrets, non sans se tromper maintes fois ; elle soulevait de lourds fardeaux, grimpait sur les arbres, se couchait sur la crête des murs, etc... tout cela sentait fort l'hystérie ; mais alors on n'avait pas étudié de près cette affection morbide. En ce temps d'épidémie démoniaque, on

(1) Sur le P. Dominique de Sainte-Marie, voir d'Haussonville, *Réunion de la Lorraine*, I, 130 et sq.

(2) Rogie, *op. cit.*, I, 414.

la croyait possédée, et les médecins plus que tous les autres. Un sieur Pichard, écuyer, docteur en médecine, écrivit un gros volume pour célébrer l'*Admirable vertu des saints exorcismes sur les princes d'enfer possédants réellement vertueuse Damselle Élisabeth de Ranfaing* (1). Je ne sais comment il pouvait prouver sa thèse dans le cas présent où les hommes d'Église, même les plus saints, se voyaient tenus en échec. Il avait du reste comme contradicteur un minime champenois, le P. Claude Pythois. Des conférences furent tenues entre eux, les 7, 8 et 9 février 1621, sous la présidence de l'évêque de Toul (2) « Je prie Dieu, s'écriait Pythois, de m'envoyer le diable au corps, si l'opinion de Pichard est fondée. » La même année, il fit imprimer à Châlons *La desconfiture des faux possédés., avec une briesve instruction qu'il ne faut croire aux diables possédans* (3); mais, en se buttant à l'opinion commune, il avait affaire à trop forte partie. Élisabeth de Ranfaing fut considérée généralement comme une victime de Satan et, au dire de tous, au dire surtout de la malade, l'auteur du mal, c'était Charles Poirot.

Arrêté en 1620, le médecin vosgien fut enfermé au château ducal de Châtel-sur-Moselle, mis à la torture et exécuté le 7 avril 1622 (4). Élisabeth ne fut point délivrée par sa mort et, de guerre lasse, les exorcistes lui conseillèrent les pèlerinages. Le grand air, l'éloignement, le calme, la fatigue physique eurent naturellement un effet tout autre que ces longues et pénibles séances; après plusieurs mois de ces pieux voyages, à Paris, à Chartres, à Liesse, elle rentra guérie à Nancy. Résolue de se donner à Dieu et frappée des dangers que couraient les malheureuses filles, victimes de leurs passions, elle n'eut point à ouvrir dans la ville neuve (5) une maison de préservation et de repentir. Elle-même prit le voile sous le nom de sœur Marie-Élisabeth de la Croix de Jésus; deux de ses filles

(1) Nancy, Sébastien Philippe, 1622. in-18, 673 pp. — Cet ouvrage est excessivement rare.

(2) L'ouvrage de Pichard a comme appendice le résumé de ces conférences, en 106 pages in-18.

(3) Châlons, Germain Nobili, 1621. in-18, 66 pp.

(4) Arch. de M.-et-M., B. 4282.

(5) Lonnais, *loc. cit.*

suivirent son exemple ; plusieurs personnes se joignirent à elles : ainsi fut fondé le couvent de *Notre-Dame du Refuge* (1).

Cette œuvre de haute moralisation fut encouragée par le duc Charles IV et par le prince Nicolas-François ; des lettres patentes l'autorisèrent, le 10 novembre 1627, et une bulle pontificale, signé par Urbain VIII, le 29 mars 1634, approuva la nouvelle congrégation qui fonda, cette année-là même, une maison en Avignon et qui, plus tard, établit en France de nombreuses et ferventes colonies.

Et c'est ainsi que du mystère de la maladie et de l'égarement des hommes, la divine Providence s'était servie pour éprouver, pour purifier une âme et préparer au repentir des protectrices et des mères. Avec les filles de Notre-Dame et les religieuses du Refuge la transition se faisait donc entre les ordres presque exclusivement contemplatifs du moyen-âge et les congrégations hospitalières ou enseignantes des temps modernes : ici encore, en Lorraine comme du reste partout ailleurs, nous sommes à un tournant de l'histoire.

Il y a quelque point de ressemblance entre Élisabeth de Ranfaing et Catherine de Lorraine, troisième fille du duc Charles III (2). Cette princesse, née le 3 novembre 1573, eut, comme la fondatrice du *Refuge*, une jeunesse pieuse et malade ; elle se crut même possédée, par suite d'un sort que lui aurait jeté Louis de Beauveau, sire de Tremblecourt (3). Le prétendu sorcier fut, dit-on, arrêté,

(1) Les bâtiments en sont aujourd'hui occupés par la Maison départementale de secours. — *Statuts et constitutions sur la règle de saint Augustin pour la Congrégation de Notre-Dame du Refuge, dressés par l'autorité de Nicolas François, cardinal de Lorraine, évêque et comte de Toul*. Toul, MDCCLXX, in-42.

(2) Sur Catherine de Lorraine, voir Calmet, *Hist. de Lorr.*, VII, 170 et sq. — Lionnais, III, 148 et sq. — Pfister, *Catherine de Lorraine*, dans *Mém. Ac. Stan.* 1898.

(3) *Louis de Beauveau*, fils cadet de Charles de Beauveau, baron de Manonville, seigneur de Noviant-aux-Prés, de Tremblecourt et de Domèvre, fut élevé à la cour de Charles III, comme compagnon du marquis du Pont, le futur Henri II, eut une jeunesse aventureuse, servit successivement Mayenne et le Béarnais, tenta en 1595 de conquérir la Franche-Comté au profit de la France ; mais, après de brillants succès, il fut obligé de se retirer en Lorraine (H. Lefebvre, *Manonville et ses seigneurs*, dans *Mém. Soc. Arch. lorr.*, 1891 ; *Le Marquisat de Noviant-aux-Prés*. *Ibid.*, 1894).

enfermé à Châtel et pendu dans l'intérieur du château (1). Catherine recouvra enfin la tranquillité et elle attribua sa guérison à l'intercession d'un frère convers capucin, le vénérable Félix de Cantalice (2), dont elle poussa dès lors très activement la béatification.

Éprise de l'amour de Jésus et très dévote au séraphique patriarche d'Assise, elle refusa la main de l'empereur Rodolphe II (3) et voulut fonder à Nancy, pour s'y enfermer elle-même, une maison de Capucines. Le terrain était choisi et même acheté, dans la ville neuve, tout à côté du couvent des Capucins (4), quand Henri II, son frère, voulant lui assurer une vocation plus conforme à sa naissance et maintenir les droits de la Lorraine sur Remiremont, lui procura, en 1609, la coadjutorerie de la riche abbaye de Saint-Romarc (5).

Elle dut quitter Nancy pour les Vosges, saint François pour saint Benoît et, deux ans plus tard, l'abbesse Élisabeth, de la maison des Rhingraffs de Salm, celle qui devait plus tard épouser le prince de Ligne, lui résigna sa dignité, moyennant certains avantages pécu-

(1) La mort du sire de Tremblecourt est encore à l'état de problème historique. Les uns, Calmet (1<sup>re</sup> éd., II, c. 1437), Digot (*Hist. de Lorr.*, IV, 286) et surtout *Lett. Miss. de Henri IV* (III, 324, note, d'après Chevillard et sa généalogie manuscrite de la maison de Beauveau), prétendent qu'il fut surpris à Remiremont, chez une chanoinesse, sa parente (sans doute Catherine), chez laquelle il se cachait, et que le marquis du Pont le fit tuer par des gens apostés; mais Calmet (III, c. 154, n. 1.) et Noël (*Mém. pour servir à l'hist. de Lorr.*, n° 3, Châtel, p. 30), assurent qu'il fut accusé d'avoir jeté un sort à Catherine, arrêté, conduit à Châtel et mis clandestinement à mort. Or les comptes du receveur de Châtel (Arch. de M.-et-M., B. 4231) ne contiennent, pour 1596, aucune mention des dépenses que dut occasionner l'emprisonnement et l'exécution de ce haut personnage (Cf. Pfister, *op. cit.*, 247 et sq.).

(2) Félix, né à Cantalice (Ombrie), en 1513, entra dans l'ordre des Capucins, se fit remarquer par ses héroïques vertus et mourut en 1587. Il fut canonisé par Clément XI, le 8 mai 1709.

(3) Calmet (1<sup>re</sup> éd., III, c. 153), interprétant mal Dom Royer, biographe de la princesse, attribue la demande en mariage à Charles-Quint, pour l'archiduc Ferdinand, son fils. Mais Charles-Quint était mort depuis plusieurs années et il n'a pas eu de fils du nom de Ferdinand. L'erreur a été corrigée par M. Pfister (*l. c.*, 245, n.).

(4) C'était dans le carré formé aujourd'hui par les rues Saint-Dizier, Drouot, Saint-Nicolas et Charles III.

(5) Arch. Vatic., *Arm.* 42, t. 53, p. 173.

niaires. Elle prit possession de son bénéfice, dès la fin de 1611 ; mais c'était moins en abbesse, princesse du Saint-Empire, qu'en réformatrice qu'elle prétendait venir : elle promit à Dieu, elle se promit à elle-même d'employer son énergie, son autorité, son influence à ramener l'antique monastère à des observances plus conformes à l'esprit du vénéré fondateur.

Le temps avait marché depuis le moment où le leude austrasien avait établi, en 620, sur le mont Habend, un cloître de religieuses (1). De la règle de saint Colomban, cette communauté avait passé sous la règle de saint Benoît ; insensiblement, elle s'en était affranchie, elle s'était soustraite à la juridiction de l'évêque de Toul et transformée en chapitre noble. On n'entrait dans ce *Parthénon aristocratique* qu'après avoir fait preuve de huit quartiers de noblesse (2), dans chaque ligne, paternelle et maternelle, et souvent l'on ne prétendait y demeurer qu'en attendant un parti convenable : le vieux cloître était devenu, selon le mot d'un auteur contemporain, « un séminaire de jeunes filles nobles à marier (3) ».

L'insigne chapitre de Remiremont comptait alors soixante-dix-neuf prébendes canoniales, de cinq à sept mille livres chacune. Suivant la compagnie à laquelle elles appartenaient (4), les *Damestantes* ou chanoinesses titulaires pouvaient posséder cinq, quatre, trois ou deux prébendes et pensionner trois, deux ou une *Dames-nièces* ou novices. Le nombre des chanoinesses n'était donc pas fixe ; il oscillait entre soixante-dix et quatre-vingts.

L'abbesse, élue par le chapitre et instituée par le pape, menait un train vraiment royal ; elle était princesse du Saint-Empire,

(1) Sur le chapitre de Remiremont, son organisation et son histoire, voir Félix de Salles, *Chapitres nobles de Lorraine*, Vienne et Paris, 1838, in-4°, 52 p. — Bergerot, *Le Chapitre de Remiremont et ses institutions*. Ms. de la bibliothèque de l'Académie de Stanislas.

(2) On appelle *quartier de noblesse* chaque degré de descendance dans la ligne, soit paternelle, soit maternelle.

(3) Card. Mathieu, *L'Ancien Régime dans les provinces de Lorraine et Barrois*, 69. — « Vouloir se marier, disait-on encore (Guinot, *Étude historique sur l'abbaye de Remiremont*, p. 235, n.), est la dévotion particulière de cette abbaye. »

(4) Sur cette organisation si compliquée, voir Bergerot, *op. cit.*, p. 147 et suiv. — Il y avait vingt-et-une compagnies, cinq de cinq prébendes, huit de quatre, six de trois et deux de deux.



siégeait à la Diète, jouissait d'un revenu de plus de cent mille livres, nommait à la plupart des dignités, offices et services du chapitre et, jusqu'en 1579, elle avait possédé tous les droits régaliens dans la ville capitulaire et dans les cinquante-deux bans de sa juridiction ; mais Charles III, de *voué* que l'on prétendait qu'il fût, avait voulu redevenir seigneur et maître, et la guerre *des panonceaux* (1) avait enlevé à l'abbesse l'indépendance politique dont elle était si fière et ne lui avait laissé que les honneurs de la souveraineté.

Comme leurs sœurs de Remiremont, les religieuses bénédictines d'Épinal (2), de Bouxières (3) et de Poussay (4) s'étaient également sécularisées et affichaient les mêmes prétentions aristocratiques (5). Elles exigeaient aussi la preuve authentique de seize quartiers de noblesse, suivaient des constitutions identiques et se divisaient également en dames-tantes et en dames-nièces ; mais leurs revenus étaient moins élevés, leur nombre, moins considérable, leurs chapitres, moins honorés, et le peuple, bon juge en la matière, avait établi entre elles cette gradation quelque peu gauloise : les *dames* de Remiremont, les *demoiselles* d'Épinal, les *femmes de chambre* de Bouxières, et les *servantes* ou *lavandières* de Poussay. A Épinal, en effet, l'abbesse avait une mense d'environ douze mille livres et chacune des vingt-deux chanoinesses, seize cents ; à Bouxières, l'abbesse avait à peu près trois mille cinq cents livres de revenu, et les treize chanoinesses, neuf cents ; à Poussay, l'abbesse n'avait guère qu'un millier de livres et les dix-sept chanoinesses, de deux à trois cents (6).

Encore que certains historiens jugent très légitime que les dons des chrétiens d'autrefois servissent à « fournir un asile plein de dignité aux filles de la noblesse décimée et ruinée par des guerres interminables (7) », il est permis pourtant de se demander si ces

(1) Cf. Richard, *La Guerre des Panonceaux, à Remiremont, en 1566*. Remiremont, Mougins. s. d. 7 pp. in-8°.

(2) Voir t. I, 168.

(3) T. I, 154.

(4) T. I, 198.

(5) Félix de Salles, *op. cit.*

(6) *Ibid.*

(7) *Idem*, p. 3.

demi-religieuses, en venant attendre, dans une stalle canoniale, un fiancé qui leur agréât, remplissaient les intentions des généreux bienfaiteurs et si les familles de la Lorraine et des Évêchés, en cherchant à procurer à leurs héritières de si beaux revenus, pouvaient sans scrupule les installer là où leurs ancêtres avaient voulu des filles de saint Benoît.

Sans doute, le culte de Dieu n'avait point cessé de se célébrer avec pompe dans l'église capitulaire; sans doute, les dames chanoinesses menaient, en général, une conduite édifiante de bonnes chrétiennes. Il n'en restait pas moins vrai que le siècle avait empiété sur le cloître; les stalles étaient souvent vides à l'heure de l'office et des préoccupations profanes absorbaient l'esprit et le temps de ces pensionnées de l'Église. Les évêques de Toul avaient dû assister impuissants à la déformation de l'œuvre de saint Amé et de saint Romaric: l'abbaye de Remiremont avait été soustraite à leur juridiction et son exemple se dressait, devant les trois autres chapitres, comme un formidable rempart. Du reste, il est des moments où il semble impossible de remonter un courant; mais, avec toutes les âmes que n'aveuglaient pas les préoccupations temporelles, ils gémissaient en silence et souhaitaient pour ces anciens cloîtres une réforme énergique et radicale.

L'œuvre était difficile, car il fallait lutter contre l'aristocratie tout entière: habitués à compter pour leurs filles sur les prébendes canonicales, les seigneurs lorrains et français ne verraient point sans émotion se fermer des asiles aussi précieux; les dames, elles aussi, n'étaient point disposées à reprendre la vie de religieuses et à mettre entre elles et le monde une grille infranchissable.

Vers 1553, Anne-Françoise de Ludre, abbesse de Bouxières, avait essayé de rétablir dans son chapitre la règle primitive; mais elle avait dû céder devant l'opposition de ses subordonnées (1) et, en 1579, Claude d'Anglure n'avait pas été plus heureuse avec les chanoinesses de Poussay (2).

(1) Calmet, *Hist. de Lorr.*, VII, 96.

(2) *Ibid.*

Ces échecs n'intimidèrent point Catherine de Lorraine : « Sous une apparence d'inquiétude ardente, qui l'entraînait, nous dit Lionnais (1), vers ce qui lui paraissait plus grand et plus parfait, son esprit ferme et pénétrant savait prévoir les difficultés et son énergie, les attaquer de front. » Dès 1613, elle obtint de Paul V la nomination de trois commissaires apostoliques pour procéder à une visite canonique : ce furent Guillaume Simonin, archevêque de Corinthe et suffragant de Besançon, Jean des Porcelets de Maillane et Adam Peetz, évêque de Tripoli, suffragant de Strasbourg. Les dames récusèrent les deux premiers et, à leur place, le pape choisit saint François de Sales, évêque de Genève, et l'évêque de Gratianopolis, suffragant de Bâle. Les chanoinesses les repoussèrent également et le souverain pontife, cédant encore à leurs protestations, désigna, le 18 mars 1614, Louis de Sareggi, évêque d'Adria et nonce auprès des cantons helvétiques, pour « visiter, pacifier et réformer l'abbaye ».

Le règlement élaboré par le nouveau commissaire fut publié solennellement, le 10 juillet de la même année. Œuvre pleine de sagesse et de modération, il ne visait point à remettre en vigueur dans la noble collégiale la règle de saint Benoît (c'eût été une chimère) ; mais à rétablir l'assiduité au chœur et à supprimer les abus criants.

Catherine crut alors pouvoir prendre possession solennelle de sa dignité. Elle reçut, le 14 août 1616, la bénédiction abbatiale, des mains de l'évêque de Toul, à Nancy, dans la collégiale Saint-Georges, et, dix jours plus tard, elle fit son entrée dans sa ville de Remiremont, avec toute la pompe et les formalités accoutumées, en présence du duc et de toute la famille de Lorraine.

Les fêtes n'étaient point terminées que les difficultés recommencèrent. Le règlement de l'évêque d'Adria portait, entre autres clauses, que la place ou cour de l'église, autour de laquelle était disposées les maisons canoniales, serait désormais fermée. Catherine se hâta de commander des portes et de les faire placer

(1) Lionnais, III, 148.

aux endroits désignés ; mais le peuple ameuté les brisa et les chanoinesses appelèrent au Saint-Siège de ce que leurs esprits prévenus considéraient comme des attentats à leurs privilèges ; elles multiplièrent les contestations, les instances, les protestations, intéressèrent sans peine à leur cause le roi Louis XIII et la noblesse de Lorraine, de Bourgogne et de Champagne, et firent tant que, sur l'avis de son frère Henri II, l'abbesse crut devoir céder à l'orage et se retirer quelque temps à Nancy.

Dans ses luttes si pénibles, Catherine songeait toujours à l'ordre de saint François. Elle en eût préféré mille fois la pauvreté à la riche prébende que l'ambition de sa famille lui avait imposée. En 1619, elle bâtit à Remiremont un couvent de Capucins (1) ; puis, se souvenant que, par son titre abbatial, elle appartenait à l'ordre de saint Benoît, elle obtint des Chanoines-Réguliers qui l'occupaient alors, la cession du monastère de saint Romaric au Saint-Mont et, le 6 octobre 1623, elle installa dans cette maison deux bénédictins de la congrégation de Saint-Vanne (2).

Elle voulut faire davantage et, l'année suivante, elle commença, dans la ville même et tout près de l'église capitulaire (3), la construction d'un monastère qu'elle destinait à des Bénédictines réformées, de Saint-Maur de Verdun (4). C'était hardi et presque témé-

(1) Dans la rue des Magniens (chaudronniers) qui prit le nom de rue des Capucins. — Le premier gardien du couvent fut le P. Julien, qui avait été le confesseur de Catherine à Nancy ; parmi les religieux, se trouvaient les Pères Léon et Albert qui furent les directeurs d'Élisabeth de Ranfaing.

(2) Dans cette maison, habîtèrent Dom Georges, qui écrivit l'*Histoire monastique de l'abbaye de Remiremont*, restée manuscrite (Calmet, *Bibl. lorr.*), et dont deux copies sont conservées à la bibliothèque de Nancy (Ms. 573/340 et 581/528) et Dom Ignace-Philibert, qui démontra, contre le prêtre romain Marinavltius (*Sacra colomba venerabilis capituli AA. RR. DD. canonicarum S. Petri Romaricensis ab imposturis vindicata suæque origini restituta*, 1629), que la colombe bénédictine avait toujours plané sur les hauteurs du Saint-Mont (*Sommaire de l'Histoire de la sacrée colombe bénédictine de l'insigne abbaye de Remiremont*. Ms. 577/65 de la Bibl. de Nancy). (*Bibl. lorr.*).

(3) Dans la maison canoniale de Mme du Hautoy, par conséquent dans l'intérieur du cloître.

(4) Cette réforme de Saint-Maur avait été entreprise, en 1608, par l'abbesse Catherine de Choiseul, sous la direction de Didier de la Cour (Haudiquier, *Hist. de Didier de la Cour*, 214. — Dom E. Didier-Laurent, *Dom Didier de la Cour*. Ligugé, 1900, p. 32).

raire. Les chanoinesses naturellement virent dans ce voisinage une menace nouvelle de réforme ; elles suscitèrent toutes sortes de difficultés, firent même renverser les murs, et l'abbesse, de guerre lasse, transféra sa fondation à Nancy, et y affecta le terrain qu'elle avait acheté jadis pour ses Capucines.

Elle fit sans retard entreprendre les travaux de cette nouvelle abbaye qu'elle dédia, non sans dessein, à Notre-Dame-de-la-Consolation et, pendant que s'élevaient l'église et les lieux réguliers, elle se rendit à Paris, au Val-de-Grâce, où la Mère Marguerite d'Arbouse venait d'établir une sérieuse réforme. Elle y prit l'habit, le 22 juin 1624, étudia soigneusement les constitutions et les usages du cloître parisien ; puis elle revint à Nancy, avec deux professes de l'abbaye d'Avenay (1) et quatre novices, et elle entra dans son monastère, dès le 8 septembre 1625 (2). Elle y vécut dans la retraite et la prière, sous le nom de Mère Scholastique-Gertrude du Saint-Sacrement, donnant à ses filles spirituelles l'exemple de toutes les vertus religieuses, préférant l'humilité et la mortification de sa pauvre maison de Nancy à la pompe et aux honneurs qu'elle eût trouvés à Remiremont. Et pourtant elle garda son titre abbatial, sa riche prébende et même, vers cette époque, par une inconséquence alors assez fréquente, elle se donna comme coadjutrice et dame-nièce une enfant de dix ans, Marguerite de Lorraine, la future duchesse d'Orléans (3).

Pour compléter son œuvre, elle rêva même d'instituer une sorte de Fontevault lorrain : elle fonda ou rétablit deux prieurés de moines, l'un à Nancy, tout près de son abbaye, sous le vocable de Saint-Romarc (4) et l'autre à Pont-Saint-Vincent, sous celui de

(1) *Avenay* (canton d'Ay, Marne), abbaye bénédictine du diocèse de Châlons. — La Mère d'Arbouse avait exigé, pour donner de ses religieuses, l'union du monastère nancéen à celui du Val-de-Grâce, condition que le Conseil privé de la cour de Lorraine n'avait point acceptée.

(2) Son retour fut hâté par la nouvelle de la mort de son frère Henri II, survenue le 31 juillet 1624.

(3) Catherine avait d'abord eu pour coadjutrice, de 1617 à 1625, Marie de Lorraine, qui fut abbesse de Chelles. — Marguerite de Lorraine était l'une des filles de François de Vaudémont, et par suite l'une des nièces de Catherine. Après son mariage avec Gaston, duc d'Orléans, frère de Louis XIII, son titre de coadjutrice passa à Anne-Marie de Chevreuse.

(4) Le prieuré de Saint-Romarc (et non Saint-Romain, comme l'appelle le comte d'Haussonville, *Hist. de la réun. de la Lorr. à la France*, I, 296) était

Saint-Bernard (1); elle les peupla de moines cisterciens qu'elle fit venir de la Ferté-Milon (2); elle unit ces trois maisons en une congrégation et, le 11 avril 1631, elle obtint une bulle pontificale qui lui reconnut l'existence canonique, sous le nom de *l'Étroite observance* (3). Elle eut bientôt la joie de voir deux abbayes, Juvigny (4), dès 1631, et Vergaville (5), deux ans plus tard, s'affilier à sa congrégation. Dieu voulut ainsi la récompenser de tant d'efforts et de tant de travaux. L'allégresse, hélas ! fut de courte durée : le 3 janvier 1632, dans l'église même de son monastère, s'était passé un événement qui allait avoir pour la Lorraine les plus funestes conséquences : le mariage de sa nièce et coadjutrice, Marguerite de Lorraine, avec le frère de Louis XIII, Gaston, duc d'Orléans.

situé rue Saint-Dizier, tout contre le monastère ; il fut peuplé de Cisterciens de la Ferté-Milon, et disparut dans les malheurs de la Lorraine. Le premier prieur fut dom Albin Teller, celui qui bénit le mariage de Gaston d'Orléans et de Marguerite de Lorraine.

(1) Le prieuré de St-Bernard existait déjà (T. I, 450, n. 12); mais peut-être était-il ruiné. Il était en dehors du bourg de Pont-Saint-Vincent, dans le voisinage de la gare actuelle. En 1638, les Cisterciens qui l'occupaient, s'affilièrent à la Congrégation de Saint-Vanne, sans consulter les religieuses. Ce fut l'occasion d'un long procès (Cf. *Factum pour les religieuses du Saint-Sacrement contre les religieux de la Congrégation de Saint-Vanne*, signé Cuelllet, Bibl. de Nancy, Fonds lorrain). Le prieuré de Pont-Saint-Vincent fut uni, au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, à l'abbaye Saint-Léopold de Nancy.

(2) *La Ferté-Milon*, arrondissement de Château-Thierry, Aisne.

(3) La bulle se trouve dans le *Gallia Christiana*, XIII, 543. Chaque année, on élirait un visiteur, rééligible deux fois, lequel procéderait à la visite canonique des maisons affiliées.

(4) *Juvigny-les-Dames* (cant. de Montmédy, Meuse) était une abbaye de bénédictines fondée au IX<sup>e</sup> siècle. Elle appartenait alors au temporel de Verdun et au diocèse de Trèves. C'est aujourd'hui un pensionnat tenu par les Frères de la Doctrine-Chrétienne de Nancy.

(5) *Vergaville* (cant. de Dieuze, Lorraine), abbaye bénédictine fondée au X<sup>e</sup> siècle. (Cf. Jean, *Charte de fondation de l'abbaye de Vergaville*, 996, dans *Congrès de la Soc. Bibl. Nancy*, 1896.) — Chassées de leur abbaye à la Révolution, les religieuses se sont fixées, après diverses tentatives, dans l'ancien prieuré de Flavigny-sur-Moselle.

## CHAPITRE VIII

### Epanouissement de la vie chrétienne. Ermites. Confréries. Pèlerinages.

---

D'aucuns, épris de la vie solitaire, se retiraient dans des ermitages et, partageant leur temps entre la prière, la contemplation et le travail, se préparaient à paraître devant Dieu. Les uns étaient attachés à quelque règle approuvée par l'Église, en particulier celle de Saint-Augustin, faisaient des vœux et jouissaient des privilèges des religieux ; les autres, et ce semble avoir été le cas le plus fréquent à cette époque, portaient seulement le froc brun, noir ou gris, et pouvaient rentrer dans le monde, quand ils le désiraient (1).

Nombreux étaient alors en Lorraine les établissements de ce genre : c'étaient d'anciens prieurés, comme l'ermitage Saint-Michel, sur le mont Bar, en face de Toul (2) ; ou bien de dévots sanctuaires dont la piété des fidèles avait ainsi assuré la garde, comme l'ermitage Saint-Euchaire, près de Pompey, au lieu où tomba le glorieux martyr (3), ou celui de Notre-Dame de la Victoire, sur le champ de bataille où succombèrent les Bourguignons de Charles le Téméraire (4) ; ou bien enfin des lieux de retraite que de pieux solitaires s'étaient

(1) Calmet, *Notice de Lorraine*, *passim*. — Benoit-Picart, *Pouillé*, *passim*. — Lepage, *Communes de la Meurthe* ; *passim* ; *Statistique*, *passim*. — Louis, *Dép. des Vosges*, *passim*. — Gillant, *Pouillé*, II, *passim*, etc.

(2) Voir T. I, p. 161. La nomination de l'ermite appartenait à la municipalité toulloise.

(3) L. Mirguet, *Saint Euchaire*, 21 et sq.

(4) Jérôme, *N.-D. de Bonsecours*, p. 7 et sq.

ménagés pour y vaquer, loin du monde, aux exercices de la vie ascétique.

En faire la liste serait chose impossible ; je me bornerai à signaler l'ermitage *Saint-François*, sur la côte du Rupt, près de Pont-à-Mousson, qu'en 1623 son possesseur, François Richard, céda aux Carmes déchaussés, pour entrer lui-même dans leur monastère (1) ; l'ermitage *Sainte-Anne*, près de Lunéville, où fut plus tard recueilli l'enfant qui devait être Valentin Jamerai-Duval (2) ; et, autour de Nancy, *Sainte-Marguerite*, près de Tomblaine ; *Notre-Dame de Lorette* ou *Brice-Pannée*, sur le chemin de Nabécor à Vandœuvre ; *Sainte-Marie*, près de l'étang Saint-Jean ; *Sainte-Genève*, au-dessus de Dommartemont, etc. (3).

Presque tous ces ermites vécurent dans l'obscurité, les uns pratiquant sérieusement les devoirs de leur état ; les autres, entretenant sous le froc les goûts et les préoccupations du siècle. Un toutefois, par la sainteté et l'originalité de sa vie, jouit en Lorraine d'une grande célébrité (4).

C'était un farouche ligueur, né à Senlis en 1558 et nommé Pierre Séguin. Quand le calme avait été rendu à la France, il s'était retiré sur le Mont-Valérien, puis avait émigré vers Nancy. Arrivé en Lorraine vers la fin de 1598, il se fixa tout d'abord dans l'ermitage Sainte-Marguerite, entre Tomblaine et Bosserville ; il s'y fit enfermer avec solennité et là, durant six ans, il vécut dans une réclusion complète, partageant ses journées entre la prière et la méditation et faisant l'édification de tous.

Antoinette de Lorraine, fille de Charles III, s'intéressa vivement à lui et lui fit bâtir un ermitage plus commode sur la côte de Van-

(1) Voir p. 144.

(2) Valentin Jamerai-Duval, recueilli comme pâtre par les ermites de Sainte-Anne et tourmenté du désir de l'étude, fut distingué par le baron de Pfutschner, sous-gouverneur des fils de Léopold, devint bibliothécaire ducal et professeur à l'Académie de Lunéville, se distingua par sa vaste érudition et mourut à Vienne en 1775. (Cf. Digot, *Etude historique sur Valentin Jamerai-Duval*, dans *Mém. Soc. roy. de Nancy*, 1847.)

(3) Pfister, *Pierre Séguin et la vie érémitique aux environs de Nancy*, dans *Mém. Ac. Stan.*, 1899.

(4) Calmet, *Bibl. lorr.* — Lonnais, I, 573. — Pfister, *op. cit.*



dœuvre, au lieudit la Fontaine d'Auzécourt, et le dédia à Notre-Dame-des-Anges (1). Le *reclus* (le peuple de Nancy ne le connaissait que sous ce nom) y fut conduit processionnellement, le 10 juin 1605, et enfermé, comme à Tomblaine.

Il avait fui le monde; mais le monde vint à lui. Les uns, comme le duc, la duchesse, les princes, la noblesse de Lorraine, lui étaient favorables, aimaient à lui rendre visite et recevaient avec recueillement ses exhortations et ses avis; d'autres, gagnés par la contagion de l'exemple, voulurent se mettre sous sa direction et obtinrent qu'il leur fît bâtir, à quarante pas du sien, l'ermitage Saint-Pierre. Il fut même question de créer des refuges analogues pour des recluses; mais le projet semble n'avoir pas eu de suites.

Toutefois, dans ce concert de louanges, il y avait des voix discordantes: plusieurs personnages influents s'étaient déclarés contre un genre de vie qu'ils jugeaient inutile et dangereux; ils firent supprimer la messe que l'on célébrait dans l'oratoire; ils prévinrent l'évêque de Toul et suscitèrent des obstacles pour l'approbation de la règle que Séguin venait de composer.

Les prières du reclus, sa patience, ses lettres à Henri II et à François de Vaudémont lui valurent enfin le succès. La messe lui fut bientôt rendue et Jean des Porcelets de Maillane confia le soin de ses affaires au prince Erric, évêque de Verdun. Le 12 novembre 1618, la règle austère qu'il avait rédigée pour les ermites et pour les reclus, reçut l'approbation canonique et, quelque temps après, en présence d'un immense concours, eut lieu la dédicace de l'oratoire Notre-Dame-des-Anges. Ainsi approuvé par l'autorité ecclésiastique et entouré de l'estime générale, frère Séguin passa tranquille le reste de sa vie et composa plusieurs traités spirituels, fruits de ses méditations. Il mourut le 2 mars 1636, à l'âge de soixante-dix-sept ans, après trente-huit ans de réclusion. Ses funérailles furent un vrai triomphe: on se disputa ses cheveux et ses vêtements et la vénération populaire changea le nom de Notre-Dame des Angés en celui de Notre-Dame du Reclus.

A côté de plusieurs de ces ermitages, dans le calme d'un frais

(1) C'est aujourd'hui la ferme du *Reclus*, écart de Vandœuvre.

vallon, sur le sommet d'une colline isolée ou bien encore sous la voûte antique d'une église, se dressaient alors une statue, un oratoire ou une chapelle, bien connus des pieux pèlerins (1). Là, le fidèle aimait à venir s'agenouiller et, dans une prière solitaire, il épanchait son cœur au pied de l'autel. Là, à certains jours, les gens du voisinage se donnaient rendez-vous ; ils assistaient à la messe et aux vêpres ; ils écoutaient une instruction ; ils faisaient, suivant les cas, bénir des linges, des pains (2), des chapelets, des images, ou puisaient de l'eau à une fontaine bénie et, la part ainsi faite à Dieu, à la Vierge ou au saint, ils s'abandonnaient aux plaisirs champêtres, avant de reprendre le chemin de leurs demeures. On appelait ces assemblées des *rapports*, et souvent l'entraînement, écueil trop naturel de ces sortes de réunions, faisait prédominer les divertissements profanes au détriment de la piété et laissait au Seigneur la part moins belle qu'au démon. Beaucoup de ces *rapports* tendaient à devenir des fêtes purement mondaines et, à maintes reprises, l'autorité spirituelle fut obligée de sévir.

Ces chapelles, centres de pèlerinages locaux et de réunions périodiques, étaient, les unes dédiées à des saints du pays, à saint Euchaïre, près de Pompey (3) ; à Saint Amon, dans la profonde vallée où se retira le successeur de saint Mansuy (4), à saint Don, près de Dombasle (5) ; à saint Gibrien, prêtre champenois, près d'Essey-en-Woëvre (6) ; à sainte Menne, près de Puzieux (7) ; à saint Basle, près de Lignéville (8) ; à saint Élophe, près de Savonnières-

(1) Ben.-Pic., *Pouillé*. — Calmet, *Notice*. — Lepage, *Comm. et Stat.* — Guillaume, *Histoire du culte de la Sainte Vierge en Lorraine*. Nancy, Hinzelin 2 vol. in-18. — Gillant, *Pouillé*. — L'Hôte, *Vie des saints, passim*. — *Le culte de la Sainte Vierge dans les Vosges*, dans *Semaine religieuse de Saint-Dié*, 1887 et sq., etc.

(2) Ainsi, à Saint-Gibrien, près d'Essey-et-Maizerais, on faisait bénir des linges et des pains, le 7 mai de chaque année. (Lepage, *Statistique*, I, 508.)

(3) Voir t. I, 33, n. 2.

(4) *Ibid.*, 44.

(5) *Ibid.*, 52.

(6) *Essey-et-Maizerais*, c. de Thiaucourt (M.-et-M.). — On prétend que ce prêtre se retira dans cette solitude près d'Essey et y mourut.

(7) Voir t. I, 35, n. 1.

(8) *Lignéville*, c. de Vittel, Vosges. — L'Hôte, *Vie des Saints*, I, 210. — Cf. t. I, 70.

devant-Bar (1) ; les autres étaient consacrés à des martyrs, des confesseurs ou des vierges, alors fort en honneur dans la chrétienté, à sainte Barbe, sur la côte qui domine Pont-Saint-Vincent (2) ; à saint Christophe, près de Baccarat ; à saint Claude, près de Blainville (3) ; à saint Sébastien, entre Maxéville et Nancy ; à sainte Anne, près de Lunéville et de Bourmont, etc.

Mais la majorité de ces chapelles étaient élevées en l'honneur de la Mère de Dieu : c'étaient *Notre-Dame au Pied d'Argent*, dont nous connaissons la merveilleuse histoire (4) ; *Notre-Dame d'Écrouves* (5) et *Notre-Dame de Gare-le-Cou* (6), près de Toul ; *Notre-Dame de Bouxières*, antérieure à Saint-Gauzelin (7) ; *Notre-Dame-des-Gouttes*, près de Barisey (8) ; *Notre-Dame de Froide-Terre*, à Cercueil (9) ; *Notre-Dame de Mervaville*, près de Flin (10) ; *Notre-Dame de Grandrupt*, à Gerbéviller, chapelle fondée vers 1508 par Thierry Huet, curé de ce lieu, et Jean Huet, l'un de ses paroissiens (11) ; *Notre-Dame-d'Ormont*, près de Saint-Dié, dont la légende fait remonter l'érection au bienheureux évêque de Nevers (12) ; *Notre-Dame de la Mer ou de la Mair*, près de Luvigny, dont l'oratoire fut béni par Pibon, au XI<sup>e</sup> siècle (13) ; *Notre-Dame de la Brosse* ou des *Broussailles*, près de Bains (14) ; *Notre-Dame du Cloître*, à La Mothe ; *Notre-Dame de Bermont*, près de Domremy, où Jeanne d'Arc aimait à prier (15) ; *Notre-Dame du Trésor*, dont l'insigne chapitre de Remi-

(1) *Savonnières*, c. de Bar-le-Duc. — Gillant, *Pouillé*, II, 232.

(2) *Pont-Saint-Vincent*, c. de Nancy-Ouest.

(3) *Blainville*, c. de Bayon, M.-et-M.

(4) T. I, 325.

(5) *Écrouves*, c. de Toul-Nord.

(6) *Gare-le-Cou*, sur la Moselle, en amont de Toul.

(7) T. I, 154.

(8) *Barisey*, c. de Colombey, M.-et-M.

(9) *Cercueil*, c. de Saint-Nicolas de Port.

(10) *Mervaville*, comm. de Flin, c. de Baccarat (M.-et-M.).

(11) *Gerbéviller*, arr. de Lunéville (M.-et-M.).

(12) *Ormont*, massif montagneux au Nord-Est de Saint-Dié.

(13) *La Mair* (Lac et chapelle de), comm. de Vexaincourt, c. de Raon (Vosges). L'ancienne statue est aujourd'hui dans l'église de Luvigny, c. de Raon.

(14) *Bains*, arr. d'Épinal.

(15) *Notre-Dame-de-Bermont*, comm. de Greux (Vosges). — Lepage, *Hop. de Gerbonvaux*, dans *Ann. Soc. Ém. Vosges*, 1879.

remont gardait avec un soin jaloux la statue de cèdre, ne l'exposant qu'aux grands jours à la vénération des fidèles (1), etc. Certains de ces sanctuaires portaient des noms bien suggestifs et chantaient éloquentement la reconnaissance et la dévotion des fidèles : c'étaient *Notre-Dame du Bel-Amour*, à Liverdun ; *Notre-Dame de Recouvrance*, à Marthemont (2) ; *Notre-Dame de Grâce*, à Crévéchamps (3) ; *Notre-Dame des Grâces*, à Dompaire (4) ; *Notre-Dame de Consolation*, à Épinal, à Bruyères (5), à Prény (6) et à Lucey (7) ; *Notre-Dame du Repos*, à Removille (8). D'autres, en très grand nombre, consacrés à *Notre-Dame de Pitié*, portaient les chrétiens à compatir aux douleurs de la Mère de Dieu (9). Quelques-uns rappelaient des sanctuaires célèbres : *Notre-Dame de Montaigu* (10), *Notre-Dame de Lorette*, à Varangéville (11) et à Saint-Martin (12), etc.

Beaucoup de ces pèlerinages, vieux de plusieurs siècles, se rajeunirent à cette époque et des fondations pieuses en assurèrent le service. Un mandement épiscopal de 1613 fit disparaître les statues « rompues et difformes », au profit d'images mieux sculptées (13).

Quelques-uns pourtant de ces sanctuaires furent plus favorisés que les autres. En 1580, l'image de *Notre-Dame des Vertus* que la tradition attribuait à saint Luc, fut rendue à sa chapelle de Ligny, où Antoine de la Salle, conseiller du roi René, l'avait solennelle-

(1) *Semaine religieuse de Saint-Dié*, 1888.

(2) Cf. Eug. Martin, *Notre-Dame de Recouvrance, à Marthemont*. Tours, Cat-tier, 1895. — *Marthemont*, c. de Vézelize (M.-et-M.).

(3) *Crévéchamps*, c. de Haroué (M.-et-M.).

(4) *Dompaire*, arr. de Mirecourt.

(5) *Bruyères*, arr. d'Épinal.

(6) *Prény*, c. de Pont-à-Mousson (M.-et-M.).

(7) *Lucey*, c. de Toul-Nord.

(8) *Removille*, c. de Châtenois (Vosges).

(9) A Saint-Epvre, de Nancy ; à Crévic (c. de Saint-Nicolas) ; à Vaudémont (c. de Vézelize) ; à Pulligny (*ibid.*) ; à Laveline (c. de Saint-Dié), etc.

(10) Voir p. 146.

(11) *Varangéville*, c. de S.-Nicolas de Port.

(12) *Saint-Martin*, c. de Blâmont.

(13) « Ordonnons que les images rompues et difformes s'écarteront des églises et y seront mises d'autres en leur lieu. » (*Mand. des Év. de Toul*, T. I, p. 6). Ce mandement fut exécuté à Prény, pour Notre-Dame de Consolation (Guill., *op. cit.*, II, 38) ; à Pulligny, pour Notre-Dame de Pitié, en 1619 (E. Martin, *Pulligny*, 106), etc.

ment installée, en 1459, et d'où un reître allemand, au service de Charles-Quint, l'avait arrachée, en 1544, et le culte de la Reine des Vertus reprit dès lors avec plus de confiance et d'amour (1).

La petite statue de *Notre-Dame de Bonne-Nouvelle*, adossée à un pilier de la collégiale Saint-Georges et sortie de son obscurité au moment de la guerre des Rustauds (2), fut, au commencement du XVII<sup>e</sup> siècle, le centre d'un concours empressé. Le duc Henri II fit orner sa chapelle et y établit une confrérie en l'honneur de l'Annonciation. A chaque heure du jour, on voyait, prosternées sur les dalles, des personnes qui imploraient la protection du Secours des chrétiens, de la Consolatrice des affligés. En 1614, les trois autels qui entouraient le pilier ne suffisaient point à satisfaire la dévotion des prêtres. Les faveurs spirituelles se multiplièrent à ce point que Jean des Porcelets de Maillane crut devoir ordonner une enquête, par mandement du 1<sup>er</sup> juin 1615. Un graveur du temps, sans doute sur l'ordre de la famille ducale, dessina l'image miraculeuse et plaça, au pied de la Vierge, René II, Philippe de Gueldres et leurs enfants; et un poète, plus pieux chrétien que versificateur habile, écrivit ce quatrain :

« Nancy, que tu dois bien respecter cette image :  
 « Elle est un sûr secours pour le pays lorrain,  
 « Et, dès que tu lui rends un humble et juste hommage,  
 « Tu ressens, dans tes maux, son pouvoir souverain. »

Les sanctuaires de Bonsecours et de Sion avaient été jusqu'alors sans service assuré. L'église de Sion surtout, sur le plateau de sa colline escarpée, n'avait pour gardien qu'un vicaire perpétuel nommé par le chapitre de Saint-Gengoult, curé primitif, et chargé de l'administration spirituelle de Saxon et de Praye (3). C'était

(1) Fourier de Bacourt, *Vie du B. Pierre de Luxembourg*, 329.

(2) Guill, *op. cit.*, I, 216 et sq. — La tradition prétend que la duchesse Renée de Bourbon, épouse du duc Antoine, apprit de cette statue la nouvelle de la défaite des Rustauds. — La statue représentait la Vierge allaitant son enfant, comme du reste la statue primitive de Bonsecours (voir T. I, p. 164, n. 5) et la statue de Notre-Dame de Sion. Ce type était donc alors très populaire en Lorraine. La statue de Notre-Dame de Bonne-Nouvelle, aujourd'hui vénérée dans le transept droit de la cathédrale de Nancy, a été modifiée par le ciseau du sculpteur, pour n'être pas exposée aux railleries d'un siècle moins croyant.

(3) Voir t. I, p. 164. — G. Simonin, *Notre-Dame de Sion*, p. 102 et sq.

insuffisant pour un pèlerinage que la dévotion séculaire de ses princes et de nombreux prodiges rendaient cher au peuple lorrain. Aussi François de Vaudémont qui croyait devoir à Marie le sceptre qu'il ne porta qu'un jour (1), et Charles IV, son fils, héritier de son trône, firent-ils appel aux Tiercelins. Ils leur bâtirent, en 1626, un couvent à la gauche de l'église, leur confièrent le soin du sanctuaire vénéré et se plurent à doter son trésor de présents somptueux. A la suite de leurs ducs, prêtres et laïcs, nobles et roturiers prirent le chemin de la sainte montagne et Notre Dame de Sion fut, avec Saint-Nicolas de Port, le pèlerinage national des Lorrains.

Bon-Secours, desservi par les Minimes, vit les Nancéiens se presser au pied de la Vierge de Mansuy Gauvain ; les prodiges se multiplièrent ; les faveurs spirituelles et temporelles devinrent innombrables et bientôt l'étroite chapelle des Bourguignons dut élargir son enceinte, en attendant qu'elle fit place au somptueux édifice que devait, un siècle plus tard, élever la piété de Stanislas Leczinski (2).

Aussi bien que les pèlerinages, les CONFRÉRIES n'étaient point choses nouvelles dans le diocèse de Toul (3). De temps immémorial, beaucoup d'églises possédaient de ces associations purement pieuses, qu'il ne faudrait point confondre avec les confréries des métiers ; elles étaient dédiées à sainte Barbe, à saint Blaise, à saint Vincent, à saint Sébastien, à sainte Anne... au patron de la paroisse, à saint Nicolas, patron de la Lorraine, au Saint-Sacrement, surtout à la Sainte Vierge, en son Annonciation, en sa Nati-

(1) Voir plus bas, p. 193, le récit de ce coup d'état des Vaudémont.

(2) Jérôme, *Bonsecours*, 21 et sq.

(3) Arch. de M.-et-M. — Arch. des Vosges, E, 403-457. — Arch. d'Outremécourt (Haute-Marne), *Confrérie de l'Immaculée-Conception, érigée dans l'église collégiale de La Mothe*. — Calmet, *Notice*. — Lepage, *Communes et Statistique*. — Gillant, *Pouillé*. — Rogie, *Hist. du B. Pierre Fourier*. — Deblaye, *Quelle est l'origine des Congrégations sous le patronage de la Sainte-Vierge, établies surtout dans les églises de Lorraine? La Congrégation de la Conception de Notre-Dame dans l'église de Lagny*, dans *Journ. Soc. Arch. lorr.*, 1837. — Guillaume, *Confréries à Gondreville, à Rosières-aux-Salines et à Lenoncourt*, dans *Journ. Soc. Arch. lorr.*, 1838. — L. Parlott, *Notice sur la Confrérie de Jezainville*, dans *Congrès de la Soc. bibliograph. Nancy, Crépin-Leblond, 1897, etc.*

vité, en sa Compassion, en son Rosaire, et plus souvent encore en sa Conception : tant la croyance à ce dogme, défini par le grand Pie IX, était déjà populaire en nos pays.

C'étaient, à l'origine, des sociétés communes aux deux sexes : elles réunissaient, au pied de l'autel de la Mère de Dieu ou d'un saint, des fidèles d'une ou de plusieurs paroisses qui « outre et par dessus les devoirs compris dans les commandements de Dieu et de sa sainte Église, tâchaient en tout le reste de leurs déportements d'être toujours selon le cœur de Dieu et prenaient moult grand plaisir à faire exactement et promptement toutes ses volontés (1) ».

Elles avaient leur chapelle, leurs offices, leur directeur spirituel, leurs biens meubles et immeubles. On y entrait par une réception solennelle, en présence de tous les confrères, par l'inscription de son nom dans le registre de l'association et par le versement d'une cotisation, en général assez minime.

On se réunissait à certaines dates pour assister à quelque office religieux. Le jour de la fête du patron, tous devaient se trouver à la grand'messe et prendre part à l'offrande, un cierge à la main. Dans beaucoup d'endroits, on mettait aux enchères la statue du saint et, après la messe, on la conduisait au domicile de l'heureux gagnant. Celui-ci, pour associer ses collègues à sa joie, devait les inviter tout au moins à une collation. A Gondreville, quiconque avait le bâton de la confrérie (c'était un usage analogue), devait offrir à tous ses confrères et consœurs, au jour de la Conception Notre-Dame, le diner et le souper, et avoir « bon pain, bon vin et bon potage (2) ». Maris et femmes, moyennant deux gros d'argent, avaient droit, à chaque repas « à une pièce de bœuf et de chartron ou de porc ». Ces fraternelles agapes étaient destinées à rappeler les premiers temps de l'Église ; c'était fort beau en théorie ; mais la réalité répondait-elle à l'idéal ? il est permis d'en douter.

Le lendemain, selon la coutume éminemment chrétienne de nos pays lorrains, où chaque jour de fête est invariablement suivi du

(1) *Lettre du B. Pierre Fourier*, édit. Rogie, IV, 240.

(2) *Guillaume, op. cit.*

jour des trépassés, on se retrouvait au service pour les confrères défunts.

Il était de règle aussi de se rendre en corps aux funérailles d'un collègue, le plus souvent un cierge à la main, et d'assister au service que l'association faisait célébrer quelques jours après pour le repos de son âme. La cloche, par son glas funèbre, avertissait les intéressés et, dans certaines villes, comme à La Mothe, un enfant parcourait les rues en agitant une sonnette spéciale et annonçait le trépas et l'heure de l'office.

La société était administrée par un ou deux maîtres, préfets, rois ou gouverneurs, assistés d'un conseil. Ses biens, produits des cotisations annuelles, de dons ou de legs, formaient, selon les cas, des revenus plus ou moins considérables. Certaines confréries avaient des maisons, des gagnages et se trouvaient même en état de prêter de l'argent. Mais, avant tout, le trésorier devait employer les recettes à l'entretien et à l'ameublement de la chapelle, au service des messes, des offices et des fondations et au soulagement temporel des confrères nécessiteux.

Ces associations, en effet, toutes pieuses qu'elles fussent, avaient pourtant un but matériel : elles étaient en quelque sorte des sociétés de secours mutuel. La confrérie de Jezainville avançait de l'argent à ses membres, moyennant un intérêt assez faible, et formait ainsi une véritable caisse rurale (1). Le maître ou préfet devait visiter ou faire visiter souvent ses collègues infirmes ou malades et pourvoir de son mieux à leurs besoins spirituels et corporels.

On voit quelle influence pouvait avoir dans une paroisse une société de cette nature. Commune à tous, elle rapprochait les classes, alors si profondément séparées ; elle mettait les riches au service des pauvres ; elle entretenait ou rétablissait entre tous les membres les rapports d'une chrétienne fraternité. « Et pour autant que, suivant l'arrêt des saintes et divines Écritures, lisons-nous dans le règlement de la confrérie de La Mothe, l'homme ayant inimitié et rancune à son frère chrétien ne peut par tout le reste de ses œuvres mériter la grâce de Notre Seigneur Dieu... est

(1) Parisot, *op. cit.*



expressément ordonné aux confrères qu'ils se porteront réciproquement charité, amitié et dilection. Ainsi et comme bons frères charnels doivent faire, ils se souviendront en leurs affaires en ce que de raison et préviendront en leur possibilité aux dommages et déplaisir de leurs confrères et consœurs et si, suivant l'humaine fragilité, noise, querelle et débat survient entre aucuns d'eux, tous les autres, signamment les élus et gouverneurs, se doivent peiner à les mettre de bon accord, s'il est possible (1). » Dans presque tous les statuts, on trouve une clause analogue.

La confrérie prévenait aussi les désordres. Le règlement interdisait les danses, « les jeux de hasard, comme de cartes, de dés ou de quilles (2) », comme aussi la fréquentation des tavernes et des cabarets. Elle excluait de son sein « les pécheurs publics, scandaleux, tels que sont les ivrognes... les gens de mauvais commerce, les voleurs et rapineurs, les jureurs ou chicaneurs processifs, etc... (3) ». Et, comme c'était un honneur de faire partie de la confrérie, tout homme soucieux de la considération publique, veillait avec soin sur ses relations et sur sa conduite, pour ne point se faire mettre au ban de l'opinion.

Ces précieuses associations avaient suivi la loi de toutes les institutions humaines : elles étaient bien déchues de leur ferveur première et avaient besoin d'être restaurées. Ce fut l'œuvre de la période qui nous occupe en ce moment. Jean des Porcelelets, dans ses statuts de 1613, ordonna que toutes les confréries de son diocèse prissent, dans les six mois, des règlements approuvés par lui, sous peine, pour ces associations, de la confiscation des revenus au profit de la fabrique et, pour les curés, de punition arbitraire (4). Conformément à ce mandement épiscopal, beaucoup de confréries, celles de La Mothe et de Lenoncourt par exemple, virent alors leurs statuts « reconfirmés et corroborés et, comme le changement des temps le requérait, augmentés, diminués et corri-

(1) Arch. d'Outremécourt. *Loc. cit.*, Art. 10.

(2) Règlement de la Confrérie de Rosières (Guill., *op. cit.*).

(3) *Ibid.*

(4) *Collect. des mandem. des évêques de Toul*, T. I., p. 7.

gés (1). » D'autres, comme la confrérie de la Conception, à Crévic (2), à Jezainville (3), obtinrent des concessions d'indulgences.

D'autres, et en grand nombre, furent fondées vers la même époque (4), entre autres celle qu'un auteur appelle, non sans quelque emphase, « l'ornement des ornements, et l'honneur, et le bonheur » de la ville de Nancy, la confrérie du « Très Auguste Sacrement de l'autel (5) ». Érigée en 1580 dans l'église Saint-Epvre par le cardinal de Vaudémont qui s'y inscrivit avec Charles III comme premier confrère, elle eut toujours comme roi ou gouverneur le duc de Lorraine; elle compta parmi ses membres les princes et les princesses de la famille ducale; elle fut conviée aux funérailles et aux cérémonies officielles; elle reçut d'une foule de seigneurs, d'Antoine de Lenoncourt en particulier, des donations considérables et des papes Paul III et Grégoire XIII des lettres d'affiliation à l'archiconfrérie romaine du Saint-Sacrement et elle donna naissance à une foule d'associations similaires (6).

Mais les confréries qui se multiplièrent surtout à cette époque, furent celles qui avaient pour objet d'honorer Marie en son immaculée conception. Le mouvement semble être parti de l'université de Pont-à-Mousson et, parmi les promoteurs, le plus zélé fut sans contredit Pierre Fourier. Il était arrivé à Pont-à-Mousson l'année même où Maldonat créa, dans l'église des Jésuites, deux congrégations, analogues à celle que le Père Léon avait instituée le premier, en 1563, au Collège romain et que ses confrères, à son exemple, multipliaient alors dans toutes leurs maisons (7). Nul

(1) Le règlement de la Confrérie de l'Immaculée-Conception de la Mothe fut confirmé en 1616 (Arch. d'Outremécourt). — Les confréries de Saint-Sébastien et de la Conception à Lenoncourt furent confirmées par ordonnance de Jean des Porcelets, le 14 janvier 1615 (Guill., *op. cit.*).

(2) Guill., *Hist. du culte de la Sainte-Vierge*, II, 89. — La bulle est du 19 mai 1604.

(3) Parisot, *op. cit.* p. 9. — La bulle est du 13 septembre 1623.

(4) Ainsi, la confrérie de Sainte-Anne, à Lunéville, en 1604, et la confrérie de Saint-Nicolas, dans la même ville, en 1637 (Lep., *Comm.*, I, 671); celles du Saint-Rosaire, à Rosières, en 1618 (Guill., *op. cit.*), à Houécourt, en 1623 (Arch. Vosg., E. 422).

(5) Grand'Eury et Lallement, *L'église Saint-Epvre à Nancy*. Nancy, Peiffer, 1856, p. 71 et sq.

(6) Cette confrérie existe encore aujourd'hui.

(7) Rogie, *op. cit.*, I, 20. — E. Martin, *op. cit.*, 261. — Les congrégations de

doute qu'il ne se soit enrôlé dans l'une ou l'autre de ces pieuses associations (1) et qu'il n'ait été frappé des fruits de salut qu'elles produisaient, et parmi la jeunesse universitaire, et parmi les bourgeois de la cité mussipontaine. Aussi, quand il fut curé de Mattaincourt, l'une des choses qu'il eut le plus à cœur, ce fut « de retirer de la poussière » la confrérie de la Conception qui existait dans sa paroisse (2). Il écrivit pour elle un règlement qui malheureusement semble perdu, mais dont nous trouvons des fragments dans plusieurs de ses lettres.

Les membres recevaient un billet d'agrégation et devaient dire chaque jour un *Ave Maria*; ils se réunissaient à l'église à certains jours de la semaine ou du mois, récitaient ensemble quelques prières, probablement une partie du Petit Office de la Sainte-Vierge, comme dans les congrégations des collèges, et recevaient « quelques bonnes instructions ou brièves exhortations tendantes à les rendre toujours plus affectionnés à la réception des saints sacrements, à l'exercice des œuvres de miséricorde » et à la pratique de leur règlement (3).

Le jour de la fête, la statue était mise aux enchères, car, dans sa condescendance, le *Bon Père* avait maintenu cet usage curieux : « Le bruit qui s'y fait, écrivait-il, est peu de chose, ce me semble; c'est une d'excès petite immodestie et tolérable. S'il s'y trouve quelque peu, un curé le peut bien aisément régler (4). » L'encan terminé, on conduisait la statue en procession dans la maison de l'adjudicataire et, l'année suivante, on la ramenait à l'église avec le même cérémonial. Les jeunes filles, pour la circonstance, étaient vêtues de blanc et l'une d'entre elles portait une robe bleue, couleur de Marie.

Ce règlement, élaboré avec soin, de concert avec le Père Nicolas

Pont-à-Mousson datent de 1579 et la bulle *Omnipotens* qui donna à la congrégation romaine, la *Prima primaria*, et aux associations érigées à l'instar l'approbation canonique, date de 1584.

(1) Les congrégations de la Sainte-Vierge le revendiquent parmi leurs illustrations.

(2) Rogie, *op. cit.*, I, 138 et II, 435 et sq.

(3) *Lettres*, IV, 242.

(4) *Ibid.*

Guinet, ancien préfet de congrégation à Pont-à-Mousson (1), fut soumis, en 1631, à l'approbation de l'évêque de Toul et canoniquement autorisé, le 23 mars de la même année (2). Pierre Fourier aurait bien voulu faire confirmer et enrichir d'indulgences son association par le souverain pontife, peut-être même l'affilier à la congrégation du Collège romain. Il n'osa pour le moment ; mais il recommanda à tous ses religieux de Notre-Sauveur d'établir cette confrérie de la Conception de Notre-Dame dans leurs abbayes et dans les églises du diocèse (3).

Dès lors, nous voyons de vieilles confréries, comme celle de Lagny, « devenir une et commune avec celles qui sont établies dans les collèges (4) » ; nous voyons se propager dans les villages du diocèse de Toul ces *Confréries de la Sainte-Vierge* qui ont, comme fête patronale, l'Immaculée-Conception ; qui groupent hommes et femmes, jeunes filles et garçons sous la bannière de Notre-Dame ; qui les réunissent chaque semaine, pour chanter les louanges de Marie et recevoir, quand il est opportun, les conseils et les exhortations du curé ; qui prémunissent leurs membres, par des règlements très sages, contre les plaisirs et les séductions du monde et qui sont ainsi dans nos paroisses le plus ferme boulevard de la piété et des bonnes mœurs.

Ces associations se modifieront quelque peu dans le courant du siècle suivant : elles se fractionneront entre les différents âges et les différents sexes ; elles adopteront, comme prières, les heures du Petit-Office ; elles s'affilieront à la *Prima primaria* ; elles deviendront des congrégations ; mais il n'en reste pas moins vrai que, de cette institution qui lui est propre, le diocèse de Toul semble redevable aux Jésuites de Pont-à-Mousson et au saint curé de Mattaincourt.

(1) Rogie, *op. cit.*, II, 19.

(2) *Ibid.*, II, 441.

(3) *Lettre*, IV, 242.

(4) Deblaye (*op. cit.*, 218) citant un passage d'un livre d'*Heures* à l'usage des Congrégations, imprimé chez Monnoyer, à Neufchâteau, en 1777.

## CHAPITRE IX

Réforme des paroisses et du clergé séculier. —  
Dernières années de Jean des Porcelets de  
Maillane.

---

Jean des Porcelets de Maillane, nous l'avons constaté bien des fois, lançait lui-même ou favorisait de toutes ses forces ce mouvement consolant de rénovation et de ferveur. Mais, en travaillant à la réforme des ordres religieux et des confréries, il n'avait garde d'oublier les paroisses et le clergé séculier (1).

En 1613, amené à Rosières-aux-Salines par la visite générale de son diocèse, il lança de ce lieu une ordonnance dont les sages et minutieuses prescriptions nous révèlent, et la sollicitude éclairée de son zèle, et le triste état des églises de campagne. En voici quelques articles :

« Ordonnons généralement en toutes les églises de notre diocèse....

« Que les vaisseaux des saintes onctions seront seurement fermés et se tiendront en quelques lieux séparés du tabernacle et armoire où se pose le Saint-Sacrement.

« Que les paroissiens feront faire, dans toutes leurs églises, des confessionnaux en lieux commodes et des chaires pour les prédicateurs, s'il n'y en a point.

« Qu'ils pourvoieront de petites boîtes d'argent et ciboires qui

(1) *Recueil des Mandements des Evêques de Toul*, I, f° 6, ms.

sont d'autre métal, pour y garder le Saint-Sacrement ; d'un falot, au moins, pour le porter aux malades ; de bières et draps mortuaires ; d'autels portatifs, pour les autels des différentes églises où l'on doit dire la messe, et de deux corporaux au moins en chaque église....

« Ordonnons très expressément aux curés de tenir la garde du Saint-Sacrement bien décemment, d'avoir soin de la netteté de leurs églises, se souvenant de la dignité de leur ministère, tant à peine d'amende arbitraire contre les défaillants et de suspension ou de prison, selon l'exigence de leur faute.

« Idem, de faire le catéchisme en leurs églises, tous les jours de fête et dimanches, demi-heure avant ou après les vêpres, et d'enseigner les sages-femmes à bien baptiser les enfants en cas de nécessité et à peine d'amende contre les défaillants....

« Défendons très expressément à tous curés, vicaires et autres prêtres desservants aux susdites églises, à peine d'amende arbitraire, de plus entendre les confessions des enfants en troupe ; ainsi leur commandons qu'ils aient à les entendre par devant et sacramentellement lorsqu'ils les jugeront être en âge de discrétion suffisamment pour connaître le bien et le mal...

D'autres articles concernaient la sonnerie de l'*Angelus*, le contrôle des quêtes, la reddition des comptes de la fabrique, etc.

L'un d'entre eux visait l'instruction de la jeunesse : il défendait, sous peine d'interdit, « à tout maître d'école, d'enseigner dans les paroisses du diocèse, sans avoir prononcé sa profession de foi entre les mains du curé ».

Un autre ordonnait aux familles de faire célébrer, dans les quinze jours qui suivraient le décès de l'un de leurs membres, un service solennel pour le repos de son âme.

Un autre enfin contenait une innovation bien précieuse, et pour la bonne tenue des paroisses, et pour les recherches futures : il ordonnait aux curés d'inscrire désormais sur un registre spécial les baptêmes, les mariages et les enterrements. Le curé devenait dès lors, si je puis me servir de ce terme moderne, un officier de l'état civil.

Trois ans plus tard, le 30 avril 1616 (1), pour établir dans l'administration des sacrements une complète uniformité, un *Mandatum* supprima tous les anciens rituels, soit manuscrits, soit imprimés, en usage dans le diocèse et imposa l'acceptation et l'usage du *Rituel* que venait d'éditer, sur l'ordre et sous la direction de l'évêque, l'imprimeur toulouais Simon Saint-Martel (2). Désormais, lors du synode ou de la visite canonique, les curés seraient examinés sur les formules et les cérémonies de ce nouveau manuel sacré : ce contrôle révélait une main ferme et ne laissait aucun échappatoire à l'ignorance et à l'incurie.

De tous les sacrements, celui dont la réception donnait lieu davantage aux abus, c'était le mariage. Pour assurer la validité du contrat passé entre les deux époux, le concile de Trente avait décrété que, trois dimanches de suite, à la messe paroissiale, dans les paroisses des fiancés, on publierait les *bans*, ou promesses de mariage, et que toute union serait nulle et de non valeur qui ne serait point faite devant le curé de l'un des deux conjoints, en présence de deux témoins. Ces sages précautions n'étaient point toujours respectées dans le diocèse et Jean des Porcelets crut devoir les rappeler dans une ordonnance qu'il lança au synode de la Saint Luc, le 25 octobre 1618 (3). Tout contrevenant encourrait désormais l'excommunication *latæ sententiæ* et ne pourrait être relevé de cette censure qu'après une sévère pénitence publique. Trois dimanches consécutifs, il devrait se tenir au milieu du chœur, durant toute la grand'messe, à genoux et un cierge à la main. Quand il s'agissait de discipline, le prélat avait la main vigoureuse.

Ce synode fut l'un des derniers qui se tinrent à cette date dans le diocèse de Toul. Pour éviter à ses prêtres des déplacements pénis-

(1) *Rec. Mand.*, I, f<sup>o</sup> 9, ms.

(2) *Rituale tullense seu officialis liber, continens ea quæ a parrochis in officiis pastoralibus obeundis præstanda sunt, ad romanum recentem quantum fieri potuit accomodatus, jussu et auctoritate R. D. D. Joannis Porcelleti Maillanæi, episc. et comitis tullensis, S. R. I. principis editus. Tulli Leucorum, apud Simonem San-Martellum, 1616. VIII-399 pp. in-4<sup>o</sup>. (Cl. Beaupré, *Rech. sur imp. en Lorr.*, I, 309.)*

(3) *Rec. Mand.*, I, 10 bis, ms

bles et onéreux, Jean des Porcelets de Maillane supprima, en 1620, l'assemblée de la Saint-Luc et ne maintint que le synode de la Pentecôte (1).

Il avait du reste suppléé aux instructions et aux exhortations qu'il faisait à ses prêtres ainsi réunis, par une édition toulouise d'un manuel du clergé (2). Jean-Baptiste Possevin, de Mantoue, théologien de l'évêque de Ferrare, avait composé, selon l'esprit du saint concile de Trente, la *Pratique dorée de la charge et office des curés*. Ce livre, de plus de six cents pages, était le développement et l'application du chapitre I de la XXIII<sup>e</sup> session, sur la réforme des ecclésiastiques ayant charge d'âmes. Il se divisait en quatorze chapitres et contenait, pour me servir des termes de l'auteur, « toutes les conditions et qualités que le Concile requérait en un recteur ».

I. De la résidence. — II. Du Saint-Sacrifice de la Messe. — III. De la prédication. — IV. De la doctrine chrétienne. — V. De l'administration des Sacrements en général. — VI. Du Baptême. — VII. De la Pénitence. — VIII. De la Communion en général. — IX. De l'Extrême-Onction. — X. Du Mariage. — XI. De la prudence du curé. — XII. De l'office du curé hors de l'administration des Sacrements. — XIII. Des malades dangereux. — XIV. Des morts. — Deux appendices terminaient ce traité : c'étaient un avertissement à ceux qui apprennent d'eux-mêmes les cas de conscience par la lecture des livres et la déclaration de la Congrégation du Concile sur le Mariage et les Épousailles.

Ainsi qu'on en peut juger par la table, ce manuel était éminemment pratique. Jean des Porcelets résolut de le faire éditer : il pria l'imprimeur Simon Saint-Martel de le mettre sous presse et un mandement, daté du 5 janvier 1619, placé en guise de préface, exhorta tous les curés à se servir de ce précieux volume, avec diligence et particulière attention.

Au lieu de cet ouvrage d'un auteur italien, les prêtres du diocèse faillirent posséder un traité dû au zèle d'un de leurs collègues, et non le moins éminent en sainteté. Pierre Fourier, depuis longtemps,

(1) *Rec. Mand.*, I, 40 bis, ms.

(2) *Ibid.*, 11.



méditait un livre analogue ; il l'avait intitulé : *Pratique des Cures* et il en avait déjà dressé le plan très substantiel (1). Mais ses occupations si complexes ne lui permirent point de réaliser aussitôt son projet et il est probable que le serviteur de Dieu, dans son humilité, se tint pour pleinement satisfait de l'œuvre du Père Possevin. Quant à nous, nous ne pouvons nous empêcher de regretter ce contre-temps. Quelle que fût la valeur du livre qu'édita M. de Maillane, nous ne doutons point que le *Bon Père*, étant connus sa vertu, son expérience, son amour des âmes, son esprit pratique, ne nous eût donné un manuel encore plus approprié aux ressources et aux besoins des paroisses lorraines. Après avoir été le modèle et la gloire du clergé toulousain, le curé de Mattaincourt en eût été l'éducateur et le maître. Pourquoi fallut-il que Jean des Porcelets ignorât ce projet ? assurément, il n'eût point hésité à commander, et Pierre Fourier eût obéi.

Pendant que l'infatigable prélat travaillait au renouvellement de son diocèse, le chapitre de Toul, comme d'ailleurs ceux de Metz et de Verdun, soutenait des luttes pour maintenir ses privilèges séculaires (2). La France avait établi un présidial à Metz et, en 1604, Henri IV avait décidé que les appels qui s'interjetaient des tribunaux des Trois-Evêchés, ne relèveraient plus de la Chambre impériale de Spire, mais de son présidial de Metz. Les chanoines, craignant peut-être le ressentiment de l'empereur, présentèrent une requête au roi, envoyèrent à Paris François de Rosières et plaidèrent si éloquemment leur cause qu'ils obtinrent la promesse d'une enquête sérieuse.

Jean de Maillane intéressa le pape à ce conflit ; lui-même se rendit à Paris, muni de brefs de recommandation pour Henri IV, puis pour la régente, Marie de Médicis (3). Quelques années se passèrent

(1) L'abbé Chapia, dans son *Hist. du B. Pierre Fourier* (3<sup>e</sup> édit., II, 119) en donne l'analyse, d'après Bédel. Il croit, comme son devancier, que le manuscrit définitif est perdu ; je me persuade plutôt qu'il n'a jamais été rédigé : un ouvrage aussi précieux eût été gardé avec un soin jaloux par les religieux de Notre-Sauveur et assurément livré à l'impression. Tout au moins, les historiens du Bon Père, aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, y eussent-ils fait quelques emprunts.

(2) Lem., III, 79 et sq. — *Mémoires* de Jean Du Pasquier, 11, 17 et sq.

(3) Lettre de Paul V à Henri IV, V. id. Julli 1609 (Arch. Vatic., *Arm.* 48, T. V.,

ainsi en négociations, et le chapitre avait bon espoir quand, au commencement de 1611, De Selves, président de Metz, entrant pleinement dans les vues de son gouvernement et voulant brusquer la conclusion de cette affaire, fit saisir, chez le secrétaire de l'assemblée capitulaire, les pièces d'un procès engagé entre deux habitants de Lagney.

Les chanoines protestèrent ; ce fut en vain. Le 27 août de cette même année, un arrêt du Conseil, remettant en vigueur l'ordonnance de 1604, supprima, en faveur du présidial de Metz, les appels à la Chambre impériale. L'évêque, le chapitre, la ville, renouvelèrent leurs suppliques, leurs placets, leurs mémoires (1) ; puis, de guerre lasse, ils reconnurent « qu'il valait mieux se laisser emporter par le torrent (2) » et ils se soumirent à la décision royale. Les chanoines pourtant demandèrent que les appels faits de leurs tribunaux fussent portés au Parlement de Paris. C'était une cour plus haute que le présidial de Metz et, en se transportant dans la capitale même de la France, ils paraîtraient mieux souffrir violence et ils indisposeraient moins l'empereur qui, en droit, restait encore leur suzerain.

Leur requête fut agréée : des lettres patentes, en date du 4 février 1612, maintinrent au chapitre tous ses droits régaliens, et attribuèrent les appels de ses tribunaux à la quatrième chambre des enquêtes de Paris.

Ceci n'était qu'un épisode d'une guerre incessante d'escarmouches : l'usage des droits de haute, moyenne et basse justice, reconnu à l'évêque et au chapitre par les lettres royales, était à chaque instant contrarié par les agents français. En 1618, par exemple, le gouverneur de Toul fit arrêter Claude Domjeau, serrurier à Void, accusé de faux monnayage ; en 1625, c'est le lieutenant général en la justice de Toul qui assigne devant lui le domestique d'un cha-

fr 14). — Lettre du même à Marie de Médicis, Non. Jan. 1611. (*Ibid.*, T. VI, fr 103.)

(1) Les brefs de Paul V cités à la note précédente parlent en effet de difficultés que Jean de Maillane avait à maintenir les droits et les privilèges de son Église dont ses prédécesseurs avaient joui jusqu'alors.

(2) Lem., *loc. cit.*, 82.

noine, sans demander de *parcatis*. Les luttes recommençaient donc pour l'évêque et pour le chapitre, non plus avec les bourgeois, aussi lésés qu'eux dans l'exercice de leurs droits, mais avec un adversaire plus fort et plus tenace, dont les envahissements insensibles absorbaient l'une après l'autre toutes ces franchises, débris regrettés d'un antique héritage.

En Lorraine, à la même époque, se passaient des événements qui devaient avoir des conséquences autrement graves (1). Henri II n'avait que deux filles, Nicole et Claude, et, de jour en jour, il devenait plus probable qu'il n'aurait point d'héritier ; son frère, François, comte de Vaudémont, avait trois fils, Henri, Charles et Nicolas-François, et deux filles, Henriette et Marguerite.

François de Vaudémont, intrigant et ambitieux, convoitait pour Henri la main de Nicole et il avait procuré, en 1610, à Charles, le futur Charles IV, alors âgé de six ans, la coadjutorerie de Jean des Porcelets. Il comptait ainsi partager entre ses deux aînés les deux pouvoirs sur le pays. Mais Henri mourut, le 20 avril 1611, et les calculs paternels changèrent de personne sans changer d'objet : Charles avait la crosse ; il la garderait jusqu'au moment où il pourrait être fiancé, ou plutôt jusqu'à l'âge où son plus jeune frère serait capable de la porter ; alors il épouserait Nicole ; avec elle, il monterait plus tard sur le trône de Lorraine, tandis que Nicolas-François, devenu coadjuteur, attendrait que le trépas de l'évêque le mit en paisible possession de la chaire de saint Mansuy. Les choses se passèrent, telles que le comte de Vaudémont les avaient rêvées. En 1620, Nicolas-François reçut ses bulles de coadjuteur (2) et Henri II, prince faible et irrésolu, donna son consentement au mariage projeté, lequel fut annoncé pour le mois de mai 1621.

Chose singulière, les deux partis ne voulaient l'un de l'autre. Avant le contrat, François et Charles, entendant se réserver pour l'avenir leur liberté d'action, se transportèrent secrètement devant Jean des Porcelets et déposèrent entre ses mains, en présence de

(1) Voir tous les historiens lorrains.

(2) Mercredi, 27 mai 1620. — Signification des bulles de Mgr Nicolas-François, coadjuteur de l'évêché de Toul (*Délib. capit.*, Arch. de M.-et-M., G. 70, f° 10).

l'archidiacre Jean Midot, une protestation solennelle contre les engagements qu'ils allaient souscrire : ces actes d'insigne mauvaise foi n'étaient point rares à cette époque.

L'union fut néanmoins célébrée à la date convenue, mais sous les plus tristes auspices. Charles dissimulait à peine sa froideur et son antipathie pour sa cousine, devenue sa femme, et Nicole laissait voir à tous qu'elle n'acceptait que par obéissance un mari dont elle avait peur. Quelques jours après, en vertu d'un ordre formel de Henri II, Henriette, la fille aînée de François de Vaudémont épousa, non moins malgré elle, Louis d'Ancerville, bâtard du cardinal de Guise, devenu, par la faveur ducale, prince de Phalsbourg et de Lixheim.

Ce double mariage, si disparate, répandit un voile de tristesse sur les dernières années du duc Henri. Instruit de la protestation des Vaudémont, connaissant le caractère inquiet et fougueux de son gendre, il ne considérait point d'un œil tranquille l'avenir de sa fille et de son pays. C'est au milieu d'aussi noirs pressentiments qu'il s'endormit pieusement dans le Seigneur, le 31 juillet 1624, laissant la couronne ducale à sa fille Nicole et à son gendre Charles de Vaudémont, qui prit le nom de Charles IV.

Jean des Porcellets de Maillane qui l'avait assisté à ce moment suprême, le suivit de près dans la tombe. Il mourut à Nancy, en l'hôtel de Maillane, le 14 septembre de la même année. Il fut inhumé, suivant son désir, dans l'église du collège des Jésuites et ses neveux commandèrent à César Bagard un somptueux mausolée. Des trois statues qui ornaient ce monument, deux, la Foi et l'Espérance, accostent aujourd'hui le tombeau de Léopold, aux Cordeliers, et la troisième, celle du milieu, se trouve au Musée lorrain. Elle figure un génie soutenant un médaillon sur lequel est dessiné en demi-relief le buste du prélat.

Quant à l'inscription, la voici telle que nous l'ont conservée Benoît-Picart et Lionnais (1).

(1) Ben.-Pic., 693. — Lionnais, II, 421.

D. O. M.

AD PERPETUAM MEMORIAM

JOANNI DES PORCELETS DE MAILLANE, EPISCOPO ET COMITI TULLENSI,

S. R. I. PRINCIPI,

HUIUS COLLEGII FUNDATORI,

PRÆSULI PIO, VIGILANTI, BENEFICO,

HOC MONUMENTUM POSUERE ILLUSTRISSIMI PRONEPOTES, GASTO. IOANN.

BAPT., COMES DE TORNIELLE, MARCHIO DE GERBÉVILLER, HENRICUS,

COMES

DE TORNIELLE, CAROLUS FRANCISCUS DE LA BAUME, COMES DE S. AMOUR,

PRINCEPS DE CANTECROIX. OBIT NANCEII, DIE XIV SEPTEMBRIS, ANNO

M. D. C. XXIV. VIXIT ANNOS XLIV, DIES XXI

« *Principi pio, vigilant, benefico !* » Éloge bien simple de l'un des plus féconds évêchés dont s'honore et se réjouit l'antique Église de Toul. Mais il n'était point nécessaire de confier son souvenir à la pierre : ses œuvres devaient le rendre impérissable. « *Et laudent eum opera ejus.* »

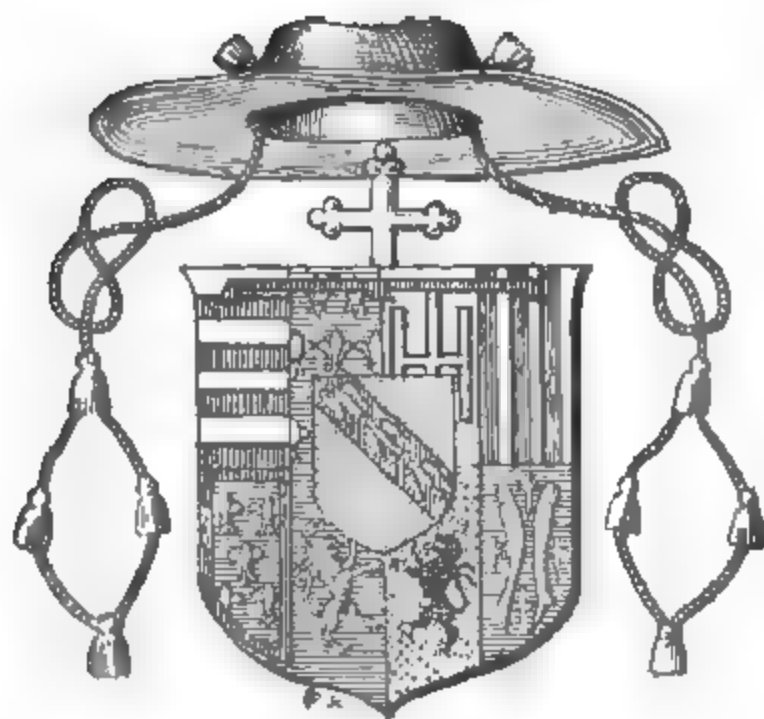
Voulant même après sa mort travailler au bien de son diocèse et procurer au clergé une formation sérieuse, Jean légua au chapitre de la cathédrale une somme de quarante mille francs barrois, avec charge pour lui d'établir, dans un délai de trois ans, un séminaire, suivant les instructions du saint concile de Trente (1). Si la clause n'était pas exécutée dans le temps fixé, le capital devait passer, avec les mêmes obligations, entre les mains des Chanoines-Réguliers de Notre-Sauveur. Ses précautions semblaient donc bien prises pour assurer la réussite de son projet ; mais il avait compté sans les calculs intéressés des hommes. Le séminaire de Toul ne devait pas de longtemps ouvrir ses portes aux jeunes clercs, et il ne put inscrire, dans la liste de ses fondateurs, le nom béni de Jean des Porcellets de Maillane.

(1) *Lett. du B. P. Fourier*, III, 250 ; V. 324, etc. — Voir plus loin la suite de cette affaire.

## CHAPITRE X

Épiscopat de Nicolas-François, Cardinal de  
Lorraine. Graves événements politiques.  
(1624-1634) <sup>(1)</sup>.

---



De coadjuteur, le prince Nicolas-François, marquis de Hattonchâtel, devenait dès lors évêque et comte de Toul.

Né le 6 décembre 1609, Nicolas-François fut envoyé en 1622 à l'Université de Pont-à-Mousson, et là, durant sept ans, il fit des études que ses maîtres, en habiles

courtisans, s'attachèrent à rendre très brillantes (2). Élève de rhétorique à l'âge de 14 ans, il prononça, en 1623, aux fêtes de la canonisation de saint Ignace, un pompeux panégyrique du fonda-

(1) Sources. — Les historiens lorrains. — D'Haussonville, *Réunion de la Lorraine à la France*, I. — Abram, *Historia Univ. Mussip.* (ms. 923/41 de la Bibl. de Nancy). — Favler, *Notes sur l'éducation d'un jeune cardinal de Lorraine*, dans *Mém. Soc. Arch. lorr.*, 1888. — *Recueil de Mandem. des Evêq. de Toul*, I.

(2) Cf. Favler, *op. cit.*, et Eug. Martin, *Univ. de Pont-à-Mousson*, *passim*.

teur de la Compagnie et il soutint une thèse publique sur toutes les parties de l'art de bien dire. Le P. Levrechon, professeur de mathématiques, fut heureux de faire paraître sous son nom, en 1625, une partie de son cours : « *La fleur des plus belles pratiques du compas de proportion* (1) » et la soutenance de ses thèses de maître ès arts, le 24 février 1626, fut un événement pour l'Université et pour la Lorraine. Jacques Callot en grava la planche (2) et une foule de princes et de seigneurs se pressèrent dans la salle des actes.

La fortune, comme les grades, lui venait en étudiant. Il était encore sur les bancs du collège et n'avait pas quinze ans, quand il devint successeur de saint Mansuy. Il prit possession de son siège en la personne du vicaire général Mauléon de La Bastide, le 11 septembre 1625 (3), et, le 7 novembre suivant, il fit à Toul son entrée solennelle (4). Toutefois, il n'avait encore que le titre épiscopal ; pour la gestion du temporel, le chapitre agit, pendant deux ans, comme si le siège était resté vacant (5), et le soin du spirituel fut confié à Charles-Chrétien de Gournay, grand archidiacre de Verdun, sacré évêque de Sithie (6) et nommé par le pape administrateur apostolique.

Nicolas-François possédait en commende, depuis 1618, l'abbaye messine de Saint-Arnould (7) ; c'était peu pour un prince lorrain. François de Vaudémont sut lui procurer plusieurs autres bénéfices : l'Isle-en-Barrois et Saint-Mansuy, en 1625 ; Saint-Mihiel et Saint-Pierremont en 1626, Bouzonville en 1627. Le pape reconnaissait lui-même qu'il ne pouvait rien refuser à l'illustre Maison de

(1) Pont-à-Mousson, Appier Hanzelet, 1625. — Cf. Favier, *Appier Hanzelet*, dans *Mém. Soc. Arch. lorr.*, 1890, p. 345 et sq.

(2) C'est la planche connue sous le nom de *Grande thèse* ; au milieu se trouve le portrait du jeune prince (Cf. Meaume, *Catalogue des œuvres de Callot*). — La planche est conservée au Musée Lorrain.

(3) *Délib. capit.* Arch. de M.-et-M., G. 81, f° 33.

(4) *Ibid.*, f° 34.

(5) Le chapitre signe ainsi les actes : « Le Doyen et le Chapitre, administrateurs de l'Évêché de Toul, le siège étant vacant. » (*Ibid.*)

(6) *Sithie*, *Setia* ou *Sitia*, l'antique *Cythæum*, ancienne ville épiscopale de l'île de Chypre.

(7) Calm., *Hist. de Lorr.*, VII, Liste des abbayes. — *Gallia Christ.* XIII.

Lorraine (1); il avouait ainsi son impuissance à faire triompher les canons du concile de Trente sur les calculs intéressés de la politique et de l'ambition.

A tous ces honneurs fort lucratifs, Urbain VIII, sollicité par la cour de Nancy, voulut ajouter l'éclat de la pourpre romaine (2). Réservé *in petto* cardinal-diacre au consistoire du 19 janvier 1626, le jeune prélat fut préconisé le 30 août 1627 et obtint dès lors l'administration du temporel de son évêché. A cette occasion, les Jésuites du Collège romain, faisant écho aux applaudissements de leurs collègues du Pont, célébrèrent, dans une brillante séance littéraire que présida le neveu du pape, le cardinal François Barberini, les grandeurs et les mérites de la famille de Lorraine, les espérances que faisait concevoir le nouveau cardinal et la munificence éclairée du souverain pontife :

« *Barberias veneretur apes Lotharingica tellus*

« *Quæ fundunt plenis infula mella faris* (3). »

La barrette rouge lui fut remise par Jacques Lebret, alors camérier, plus tard son successeur éphémère sur le trône épiscopal de Toul (4).

Pour faire participer ses condisciples aux joies de sa promotion, Nicolas-François fournit, cette année-là, au frais de la distribution des prix (5). Il revint ensuite auprès de ses maîtres terminer sa théologie : mais sa dignité ne lui permettait plus de suivre les

(1) Ciaconius, *Vite et res gestæ pontificum et cardinalium*. Rome, 1677, 4 v. in-folio, t. IV, c. 556. — Hugo, *Hist. de Charles IV* (Ms, 129/806 de la Bibl. de Nancy, p. 61). — Favier, *Notes, etc.*, p. 108 et sq.

(2) « *Dilecto filio nobili viro Carolo, duci Lotharingiæ*, 16 janvier 1627 » (Arch. Vatic., *Urb. VIII epistolæ ad principes*, ann. IV<sup>o</sup>, f<sup>o</sup> 179).

(3) *Urbano octavo, pont. opt. max, pro Illustriss Principe Nicolao Francisco a Lotharingia, epo Tullen.*, S. R. I. Principe etc., *sacra cardinal. purpura honorato. Principum et ordinum Lotharingiæ charites præviæ sed immortales, sive Gratie magnarum a magnis referendarum antenuntia inæquali, soluto et heroico sermone habitæ Romæ*, 3 septembre 1627 (Bibl. Barberini, ms. XXX, 14). — Les Barberini avaient des abeilles dans leurs armes et Urbain VIII appartenait à cette noble maison.

(4) *Carissimo filio nostro Nicolao Francisco, S. R. E. cardinali Lotharingiæ nuncupato*, 20 sept. 1627. (*Urb. VIII epist. ad principes*, Ann. IV<sup>o</sup>, f<sup>o</sup> 131 et 323).

(5) Hyver, *Les Agonothètes*, dans *Mém. Soc. Philotech. de Pont-à-Mousson*, 1878, p. 141. — Favier, *Comment on devenait maître ès-arts*, dans *Mém. Soc. Arch. lorr.*, 1880.



cours : il logea au château de Pont-à-Mousson, reçut des leçons particulières de deux professeurs de la faculté et fut dispensé de soutenir publiquement ses thèses de théologie. La planche en fut pourtant gravée et mise sous presse à Anvers ; elle était dédiée au pape Urbain VIII et due au burin de Diepenbecke (1).

Le prince évêque quitta définitivement l'Université en juin 1629. Les adieux furent très solennels : les élèves le complimentèrent en plus de quarante langues, tant anciennes que modernes et ils jouèrent en sa présence une pièce dramatique : « *Justinien, premier patriarche de Venise*. » C'était de la part des Jésuites une délicate flatterie et une habile leçon, car saint Laurent Justinien était pour le jeune prélat un admirable modèle (2).

Nicolas François de Lorraine avait alors vingt ans ; au rapport des historiens, il était « d'une taille avantageuse, doux, civil, sage, prudent, savant, d'un esprit délicat, adroit de sa personne en toutes sortes d'exercices (3) ». L'Église de Toul fondait sur lui les plus belles espérances ; mais déjà les vues ambitieuses de son père et les intérêts de l'État la menaçaient d'une profonde désillusion.

Le contrat de mariage signé en mai 1624 entre Charles et Nicole avait formellement stipulé que si, dans dix ans, ils ne leur naissait point d'héritier, le prince Nicolas-François épouserait sa cousine Claude, la seconde fille de Henri II (4). Pour la famille de Lorraine, si pieuse pourtant et si dévouée à l'Église, le siège épiscopal de Toul n'était donc qu'un pis-aller. Or Nicole demeurait stérile et l'on avait perdu tout espoir de voir son union bénie (5).

Charles IV n'avait consenti à l'épouser que pour monter avec elle et par elle sur le trône de Lorraine ; il sentit encore s'augmenter en lui la répulsion que lui inspirait cette princesse laide, contrefaite et assez courte d'esprit. De concert avec son père, le comte de Vaudémont, il imagina de lui enlever son titre de souveraine ;

(1) Favier, *Notes, etc.*, 141. — E. Martin, *op. cit.*, 363.

(2) E. Martin, *op. cit.*, 96.

(3) Lionnais, I, 538.

(4) Voir le contrat dans Dom Calmet, VII, 449.

(5) Cf. Digot, V, 153 et sq.

il sévit contre tous ceux qu'il savait hostiles à son projet, notamment Abraham Racinot, sieur André des Bordes, ancien valet de chambre de Henri II (1). Coupable de s'être opposé à ces desseins ambitieux, le malheureux conseiller du feu duc fut convaincu de magie et brûlé comme sorcier, à Nancy, en janvier 1625. En même temps, le prince suscitait une prétendue découverte d'un faux testament de René II qui établissait la loi salique en Lorraine. S'appuyant sur cette pièce de commande, il convoqua les États, fit devant eux amende honorable à son père d'avoir empiété sur ses droits, reconnu, comme seul duc légitime, François, comte de Vaudémont, et le fit proclamer incontinent sous le nom de François II. Celui-ci se hâta de faire acte de souveraineté, frappa des pièces de monnaie, anoblit des bourgeois, paya ses dettes ; puis, après quelques jours de règne, le 26 novembre 1625, il abdiqua solennellement, comme il en était convenu, en faveur de son fils Charles, IV<sup>e</sup> du nom.

Nicole était jouée : au lieu d'être la souveraine, elle n'était plus que la femme du souverain. Trop faible pour protester contre ce coup d'État, elle se résigna sans mot dire à l'amointrissement de son autorité. Ni les États, ni la noblesse, ni le peuple ne réclamèrent contre un dépouillement aussi odieux et les nations européennes s'inclinèrent devant le fait accompli. Seul, Louis XIII déclara qu'il n'avait point à se mêler des affaires de Lorraine, mais qu'il réservait les droits de sa couronne pour ce qui concernait le Barrois mouvant. Le duc de Bar, son vassal, n'avait le droit de rien innover dans ce fief sans son consentement formel et c'était de Nicole, et non de Charles, qu'il attendait l'hommage qui lui était dû.

Derrière Louis XIII, roi faible et irrésolu, se cachait Richelieu qui commençait alors à prendre une part prépondérante aux affaires. Le ministre, encore peu connu, nourrissait de vastes projets pour la grandeur et l'extension de la France : il voulait la ruine de la Maison d'Autriche et l'abaissement de ces puissants

(1) Lepage, *André des Bordes*, dans *Bull. Soc. Arch. lorr.*, 1857.

seigneurs du royaume qui contrariaient son influence et souvent tenaient en échec l'autorité du souverain. Or, entre l'Allemagne et la France, s'étendait la Lorraine et, dans ce duché, régnait un prince brave, ambitieux, remuant, brouillon, favorable à l'empereur et prêt à soutenir tout rebelle qui lui agréait. Dès lors, dans l'esprit de Richelieu, il fallait que la Lorraine disparût.

L'évêque de Luçon commença par des escarmouches la réalisation de ses desseins. De fait, sinon de droit, la France était maîtresse des Trois-Évêchés : il fit rechercher dans les archives, par Lebret, intendant de Metz, les droits que le roi pouvait avoir sur certains domaines échangés ou aliénés aux ducs par les évêques, membres ou familiers de la Maison de Lorraine, et Lebret, fidèle exécuteur de la consigne donnée, déclara saisis, au nom de Louis XIII, les faubourgs de Saint-Mansuy et de Saint-Epvre, « appartenances de la ville de Toul et de la garde et protection du roi », le village et l'abbaye de Bouxières-aux-Dames, le village de Bulligny, la ville de Marsal, etc. (1).

Ce procédé blessa profondément Charles IV. Les sollicitations des adversaires du premier ministre, le séjour prolongé que fit à la cour de Nancy la trop fameuse duchesse de Chevreuse, et bien d'autres causes encore, ne firent qu'exciter son ressentiment contre ce parvenu qu'il affectait de nommer l'« âne rouge ». Mais, s'il avait pour lui l'esprit, la galanterie, la bravoure, il avait contre lui sa témérité, son inconstance, son amour de la gloire et un irrésistible besoin de combats et d'aventures. Richelieu lui opposait le génie, la tenacité, la patience et l'astuce : il était évident pour tout homme sensé que, si la partie s'engageait, elle ne serait point égale, et tous les Lorrains sages et prudents ne considéraient point l'avenir sans inquiétude ; comme autrefois le duc Henri II, ils se disaient anxieux : « Cet étourdi gâtera tout ».

Pour le moment, Charles fit retomber son ressentiment sur l'infortunée Nicole. Il lui avait enlevé son titre de souveraine ; il n'espérait plus en avoir d'héritier ; il voulut dès lors faire briser son

(1) Arch. du Ministère des Affaires-Étrangères, *Affaires de Lorraine*, VII, 423 et sq.

mariage. Il pouvait, semble-t-il, invoquer le défaut de consentement ; il préféra un expédient bizarre, plus en rapport avec les mœurs de l'époque. Il gardait quelque rancune à l'ancien aumônier de son oncle Henri II, Melchior de La Vallée, chantre de la collégiale Saint-Georges, châtelain de Saint-Anne, près Nancy, et seigneur de Laxou. Or, ce Melchior, prêtre d'ailleurs assez peu recommandable, avait baptisé Nicole. S'il pouvait le convaincre de sorcellerie, le baptême de Nicole pourrait être, croyait-il, convaincu de nullité : la princesse ne serait point chrétienne et son mariage serait invalide ; il se débarrasserait donc à la fois, et de son épouse, et d'un ennemi.

Melchior de La Vallée fut arrêté, accusé d'avoir jeté un sort à Charles pour rendre son union stérile, mis à la torture et condamné au bûcher, en 1631, encore qu'il eût nié jusqu'au bout les crimes dont on le chargeait. Ses biens furent confisqués et, dès l'année suivante, Charles IV, cédant sans doute à la voix du remords, installa dans le domaine de Sainte-Anne une colonie de Chartreux qu'il fit venir de Rethel (1).

Son mariage pourtant persistait ; mais nul sourire d'enfant n'égayait ce triste intérieur, et le duc François II, toujours soucieux des intérêts de sa maison, veillait à ce que Nicolas-François se maintint en état d'exécuter la clause de 1621 et d'épouser sa cousine, la princesse Claude.

Docile à la voix paternelle, le cardinal évêque de Toul n'entra donc point dans les ordres sacrés. Sa situation vis-à-vis de ses ouailles peut nous paraître bien équivoque ; elle l'était moins alors où ces desseins demeuraient secrets ; du reste, le zèle et la vigilance de Charles-Chrétien de Gournay firent en sorte que le diocèse ne souffrit, ni de la jeunesse, ni des préoccupations du premier pasteur.

Le Bréviaire de Christophe de La Vallée était complètement épuisé : l'évêque de Sithie en fit paraître une nouvelle édition, à

(1) La chartreuse fut plus tard transportée à Bosserville (voir plus bas). Il ne reste du premier établissement des Chartreux que la porte de la chapelle.  
— Rethel, chartreuse près de Trèves.

Toul, chez Simon Belgrand, en 1628 (1). Jaloux de conserver à l'Église leuquoise « l'éclat de sa vénérable antiquité (2) », il respecta scrupuleusement l'œuvre des Jésuites mussipontains. Pourtant, quelques leçons historiques furent modifiées ; quatre saints toulous, saint Jacob (23 juin), saint Auspice (8 juillet), saint Alchas (28 septembre), et saint Hilduart (29 décembre) (3), prirent place au calendrier et les fêtes furent réparties en une triple hiérarchie : doubles, semi-doubles, simples. Or, chose curieuse, tandis que saint Gérard et sa translation, saint Amon, sainte Aprône étaient du rite double, saint Mansuy restait semi-double. C'était montrer bien peu de dévotion envers notre premier apôtre !

Le missel parut en 1630, avec un mandement du cardinal Nicolas-François, et il renfermait des changements beaucoup plus importants (4). L'ordinaire de la messe était ramené au strict romain ; beaucoup de séquences étaient remplacées et plusieurs saints du propre toulous avaient perdu leur prose, saint Dié, par exemple, et saint Euchaïre. Toutefois, la cérémonie de la communion, au dimanche de la Passion, l'intercalation des vêpres au milieu de la messe au jeudi et au vendredi saints, l'emploi des cinq couleurs liturgiques, auxquelles depuis un temps immémorial s'était ajouté le bleu, pour l'office du temps (5), et plusieurs autres vieilles coutumes étaient maintenues : le prélat déclarait en effet vouloir « conserver ce qui existait d'antiquité dans les usages de son Église, antiquité qui fait l'honneur et l'autorité de la religion (6) ».

Pour compléter leur œuvre, Nicolas François et son coadjuteur

(1) *Breviarium secundum usum insignis ecclesiæ tullensis... jussu et auctoritate D. Caroli Christiani de Gournay...*, editum. Tulli, Simon Belgrand, 1628. 4 vol. in-12.

(2) *Rec. Mand.*, f° 15.

(3) Voir T. I, p. 90, n. 1.

(4) *Missale ad usum ecclesiæ et diocesis tullensis. D. Nicolai Francisci a Lotharingia, S. R. E. cardinalis auctoritate editum.* Tulli Leucorum, Simon Belgrand, 1630, in-folio.

(5) *Cæruleo colore utitur ab octava Epiphaniæ usque ad Septuagesimam et ab octava Pentecostes usque ad Adventum exclusive, in officio de tempore* (Rubriques du missel de 1630).

(6) *Rec. de Mand.*, f° 32.

eussent désiré donner aussi une édition du Graduel ; ils reculèrent devant la dépense qu'ils auraient été contraints d'imposer aux paroisses pauvres, déjà grevées par l'achat du missel ; en attendant, ils autorisèrent l'emploi des anciens livres (1). Les malheurs de la Lorraine devaient éterniser ce provisoire.

Vers la même époque, l'évêque de Sithie publia une ordonnance sur quelques points du ministère pastoral (2). Il confirmait plusieurs articles du règlement de 1613 sur les catéchismes, la tenue des registres paroissiaux, l'entretien de la lampe du Saint-Sacrement, la confession individuelle des enfants, la profession de foi à exiger des maîtres d'école, etc. Il rappelait aussi la coutume immémoriale du diocèse relativement à l'entretien des églises : les paroissiens avaient à leur charge la tour, les vitres, le pavé, les lambris et la voûte ; les décimateurs, la toiture et les murailles de la nef ; le curé primitif, la toiture et les murailles du chœur. Les cimetières devaient être clos de murs et une place déterminée y serait réservée pour les enfants morts sans baptême. Les prêtres porteraient, chez eux, la soutane et, en voyage, au moins la soutanelle, sinon ils encourraient une amende de dix francs ; ils se serviraient désormais du bréviaire et du missel récemment édités. Les curés ne se feraient, ni suppléer, ni aider par aucun prêtre non approuvé ; ils veilleraient à ce que leurs paroissiens ne retinssent point d'ouvrages prohibés et ne se servissent point pour leurs prières d'autres livres d'Heures, que ceux du diocèse ou de Rome. On abusait des monitoires ou menaces d'excommunication que l'on obtenait de l'official et que l'on faisait publier au prône pour obtenir un aveu, une restitution ou une dénonciation : l'official dès lors et son vice-gérant ne pourraient en délivrer que sur le visa du promoteur et pour une affaire importante. Les festins et les « buvettes » qui avaient lieu le Jeudi-Saint, le jour de l'Ascension et aux fêtes des Confréries étaient abolis. Il était interdit de vendre des cuirs et autres denrées les dimanches et jours de fête, comme aussi d'ouvrir des « tavernes, en ces jours destinés aux

(1) *Rec. de Mand.*, f° 32.

(2) *Ibid.*, f° 16 et sq.

saintes œuvres, et non à la gourmandise » ; défense était faite encore, sous peine d'excommunication, de recourir « aux devins, tourneurs de cribles ou de clefs, mesureurs de ceintures ou de jarretières » ; d'user d'aucune superstition pour apprendre les choses occultes ou futures ou pour guérir quelque maladie. Gournay prenait ainsi un soin éclairé des intérêts spirituels, moraux et matériels de son troupeau : il agissait en vrai pasteur.

Un tableau annexe fixait le tarif des oblations et une ordonnance de Charles IV, donnée à la requête du promoteur général de l'évêché et sans doute aussi à la prière du Cardinal, rendit ces règlements exécutoires dans toute la partie du diocèse qui dépendait de la couronne de Lorraine (1). Les considérants de cet acte ducal faisaient l'éloge de l'œuvre de Gournay ; ils reconnaissaient que ces statuts étaient « conformes à la disposition du droit commun, au canons du concile de Trente et à la raison ».

Les deux pouvoirs furent d'ailleurs en bon accord sous le gouvernement des deux frères. Les questions si délicates et si complexes d'immunité et de juridiction ecclésiastiques, de successions de curés et autres bénéficiers, etc., furent réglées à l'amiable, de façon à prévenir tout conflit (2). Il n'est point jusqu'à l'affaire toujours pendante de la création d'un évêché à Nancy qui ne faillit avoir une solution favorable. Charles IV avait en effet repris les négociations, dès 1627 ; Nicolas-François ne s'opposait point à la réalisation d'un projet cher à sa Maison ; Charles de Gournay nourrissait le secret espoir que le Cardinal opterait pour Nancy et lui laisserait le siège épiscopal de Toul ; l'empereur donnait son consentement et les nouvelles délimitations étaient arrêtées, du moins dans leurs grandes lignes : chacun des deux diocèses aurait environ trois cent cinquante paroisses (3).

Tout allait donc pour le mieux ; malheureusement, le chapitre fut informé de tous ces pourparlers (4). Craignant de voir son

(1) *Rec. de Mand.*, f° 22.

(2) *Ibid.*, f° 29.

(3) *Bibl. Nat., Coll. lorr.*, 590.

(4) *Délib. capit.* Arch. de M.-et-M., G. 81.

influence amoindrie, il força l'évêque de Sithie à se déclarer hostile au dessein du duc de Lorraine ; il envoya des députés à Paris, à Rome, à Trèves ; il sut intéresser au maintien de l'unité toulouise les électeurs ecclésiastiques ; bref, il fit tant que Charles IV, effrayé des difficultés qu'il rencontrait, se désista de ses poursuites. Une fois encore, l'intérêt particulier d'une puissante corporation avait prévalu contre l'intérêt supérieur des fidèles d'un aussi vaste diocèse : nous ne tarderons point à le regretter.

D'autres dangers plus graves menaçaient alors le chapitre et le pays tout entier : le moment allait venir où Charles-Chrétien de Gournay serait installé sur la chaire de saint Mansuy, non point pour diriger une portion d'un diocèse prospère, mais pour soutenir et consoler les débris d'un troupeau successivement décimé par les trois fléaux de la colère divine.

La peste, venue par étapes de l'Orient, fit en Lorraine une première et terrible apparition dans le courant des années 1630 et 1631 (1) et enleva une quantité de victimes. A Nancy, dans la ville neuve, on compta sept cent trois morts, en 1631 ; à Malzéville, deux cent quarante-cinq ; à Villers, cent trente-trois ; à Saint-Nicolas, trois cent cinquante et un ; à Toul, plus de trois mille (2). Pont-à-Mousson perdit près du sixième de sa population, notamment Charles Le Pois, premier doyen de sa faculté de médecine, victime de son dévouement pour les pestiférés de Nancy (3). Partout régnait la terreur : on ordonna des prières publiques ; on fit des processions solennelles ; on redoubla de dévotion à saint Roch, à saint Sébastien, à saint Charles Borromée ; médecins, prêtres et religieux se multiplièrent pour offrir à tous secours et consolations. A Nancy, le Conseil de Ville s'engagea par vœu à fonder une messe basse, tous les samedis, dans la chapelle de Notre-Dame de Bonsecours (4) ; on prit toutes les précautions que conseillait la prudence ; on séquestra les malades dans des loges au milieu des champs ; on

(1) Digot, *Hist. de Lorr.*, V. 172 et sq.

(2) Guillaume et Dufresne, *Chroniques tuloises*, p. 90.

(3) E. Martin, *op. cit.*, 97 et sq.

(4) Pfister, *Hist. de Nancy*, I, 228.



coupa les communications avec les endroits contaminés; on défendit tout rassemblement, et les magistrats de la capitale interdirent même la célébration de l'office divin dans les églises; mais les curés se refusèrent à priver leurs fidèles de cette consolation et Nicolas-François leur écrivit pour les féliciter d'avoir ainsi maintenu leurs droits (1).

Enfin le fléau se calma et Nancy, fidèle à son vœu, fonda sans tarder la messe qu'il avait promise, et plaça dans le sanctuaire de Bonsecours un ex-voto, monument de sa reconnaissance (2).

Ce n'était qu'une trêve : durant plusieurs années, surtout en 1635, 1636 et jusqu'en 1637, la peste devait encore visiter et dévaster le pays.

Cependant Charles IV continuait ses intrigues. Gaston d'Orléans, veuf de mademoiselle de Montpensier, avait quitté la France, mécontent de ce que son frère Louis XIII et Richelieu s'opposaient à ce qu'il se remariât : il l'attira dans sa capitale et lui proposa la main de l'une de ses sœurs, Marguerite de Lorraine, coadjutrice de Remiremont. L'Empereur était alors en guerre avec Gustave-Adolphe, allié de la France : il noua des intelligences avec lui, lui facilita l'occupation des places de Vic et de Moyenvic, obtint de l'argent de la cour d'Espagne et leva des troupes à son profit.

Louis XIII lui demanda raison de ces armements et vint à Metz, pour le surveiller, vers la fin de l'année 1631; il eut avec lui à Vic une entrevue dans laquelle il lui reprocha ses menées louches, son entente avec tous ses ennemis, ses complots avec Gaston d'Orléans auquel il avait promis sa sœur en mariage. Charles protesta, promit de ne rien faire contre les intérêts du roi et surtout nia énergiquement le mariage de sa sœur. Il disait encore vrai, le 1 et le 2 janvier 1632; mais le 3 du même mois, à Nancy, dans la chapelle du monastère de Catherine de Lorraine, le Père Albin Tellier, moine de l'ordre de Saint-Benoit, bénit secrètement l'union de Gaston et de Marguerite. Marie de Médicis avait envoyé de

(1) *Recueil de Mandem.*, f° 33. — La lettre est du 18 septembre 1631.

(2) Jérôme, *N.-D. de Bon-Secours*, p. 48 et 218.

Bruxelles son consentement et Nicolas-François avait donné les dispenses nécessaires

La cause de la guerre était dès lors posée. Il était évident que Louis XIII, sitôt qu'il aurait la certitude de ce mariage, chercherait à venger ce qu'il regarderait comme un outrage personnel et comme une insigne félonie, et le cardinal évêque de Toul n'était guère dans une situation meilleure : n'avait-il pas accordé la dispense des bans et jadis, lors d'une grave maladie qui mit le souverain aux portes du tombeau, n'avait-on point intercepté une lettre adressée par lui à Gaston d'Orléans, pour le féliciter d'hériter bientôt de la couronne de France et lui recommander d'arrêter Richelieu, aussitôt que le roi aurait fermé les yeux ? (1).

Charles IV put quelque temps dissimuler son jeu : il fit les plus belles promesses, les plus solennelles protestations, signa tous les traités qu'on voulut, livra plusieurs de ses places ; mais, le puissant ministre redoubla de surveillance : il envoya une armée en Champagne, fortifia la garnison des villes épiscopales et créa, le 13 janvier 1633, un Parlement à Metz ; c'était, dans son intention, un instrument de conquête pacifique qui préparerait et appuyerait la conquête militaire.

Après l'avoir longtemps soupçonné, il acquit enfin la certitude du mariage de Gaston et de Marguerite et dès lors les événements se précipitèrent. Au printemps 1633, Louis XIII marcha sur la Lorraine. Charles, se sentant perdu, tenta de négocier et dépêcha son frère au roi de France. Celui-ci le renvoya à Richelieu et le ministre lui déclara qu'il lui fallait Nancy. Voulant appuyer Gustave-Adolphe dans sa lutte contre l'Autriche, il avait en effet besoin de se ménager sur sa route une place de sûreté. Charles IV avait donc, contre son gré, servi parfaitement les vues politiques de son redoutable adversaire. L'évêque ne put rien promettre et l'armée française continua sa marche par Saint-Mihiel et Pont-à-Mousson, pendant qu'un corps de troupes, venu par la vallée de la Moselle, commençait l'investissement de la capitale.

(1) Hugo, *Vie manuscrite de Charles IV*, cité par d'Haussonville, *op. cit.*, I, 252.

Une seconde démarche de Nicolas-François eut un aussi maigre succès et Charles, s'imaginant qu'il était le seul obstacle à la paix, signa, le 26 août 1633, un acte d'abdication en faveur de son frère, le cardinal. Ce fut le prélat lui-même qui se chargea de porter cette pièce à Louis XIII, alors à Pont-à-Mousson ; il fut assez habile, mais assez peu politique, pour faire évader secrètement de Nancy, dans son propre carrosse, sa sœur, la princesse Marguerite. Aussi trouva-t-il Richelieu exaspéré ; il eut beau lui faire part de ses projets d'avenir, l'assurer qu'il se proposait de quitter l'Église et de se marier et même s'abaisser jusqu'à demander la main de sa nièce, Mlle de Pont-Courlai, veuve du sieur de Combalet, le ministre lui répondit qu'il n'était point dupe de cette comédie et qu'il exigeait Nancy et Marguerite. Bientôt après, la ville fut investie ; Charles se résigna, sans trop de peine, à la livrer au roi, le 24 septembre 1633 ; puis il gagna Mirecourt, avec les princesses Nicole et Claude et y passa gaiement le dernier trimestre de cette année. Mais il avait promis de livrer sa sœur Marguerite dans un délai de trois mois et Richelieu réclamait sa proie, déclarant qu'il occuperait le pays jusqu'à ce qu'elle lui fût amenée. Nicolas-François se rendit à Paris pour y plaider encore une fois la cause du duc et de la Lorraine ; il n'y trouva qu'un accueil glacial et Charles IV, à son retour, découragé par l'insuccès des négociations et sans doute aussi conseillé par le saint curé de Mattaincourt (1), reprit sérieusement son projet d'abdication. Il en fit dresser un nouvel acte authentique ; le signa, le 19 janvier 1634 ; le fit enregistrer à la Cour des Grands-Jours de Saint-Mihiel et partit pour l'Alsace et la Franche-Comté.

Nicolas-François prit officiellement le titre de duc, se rendit à Lunéville avec ses deux cousines et notifia son avènement à Louis XIII. Mais Richelieu refusa de le reconnaître : il ne croyait

(1) Le Bon Père eut avec Charles IV, après le retour de Nicolas-François, plusieurs entrevues secrètes, une entre autres, qui ne dura pas moins de sept heures.... et quelques jours après, le duc abdiqua. D'où il est permis de penser que saint Pierre Fourier ne fut pas étranger à l'abdication et à ses suites éventuelles, relativement au mariage de Nicolas-François. (Rogie, *op. cit.*, II, 554 et sq.)

pas à la bonne foi de Charles et d'ailleurs, ajoutait-il, Nicole, ayant seule hérité de Henri II, pouvait seule disposer de la Lorraine, et, à son défaut, ce droit revenait à Claude, sa sœur cadette. Il espérait mettre la main sur les deux princesses, marier Claude à un prince français et préparer ainsi l'annexion des duchés.

Pour sauver sa couronne et sa dynastie, il ne restait plus qu'un moyen au cardinal-duc : épouser sa cousine ; il était d'ailleurs libre de le faire, puisqu'il n'était pas encore engagé dans les ordres sacrés. Le temps pressait : on ne pouvait recourir à Rome, pour obtenir les dispenses nécessaires. Il manda donc le P. Perpète Marets, prieur de l'abbaye Saint-Remy, et, sur son avis, en vertu de ses pouvoirs d'évêque de Toul et en considération de l'urgence des circonstances, il s'accorda la dispense des bans et du degré de parenté ; puis il se démit de son siège, renvoya son chapeau de cardinal et reçut, avec la princesse Claude, la bénédiction nuptiale dans une salle du château de Lunéville, durant la nuit du 17 au 18 février 1634.

Le lendemain, les deux époux étaient arrêtés par le maréchal de la Force, commandant des troupes françaises, emmenés à Nancy sous bonne garde et enfermés au palais ducal. Ils s'en évadèrent le 1<sup>er</sup> avril suivant (1), gagnèrent la Franche-Comté, puis la Toscane et l'Autriche et furent bannis de leurs duchés par ordonnance de Louis XIII. La dynastie était sauvée ; mais la Lorraine se trouvait sans souverains, le diocèse sans pasteur ; l'une après l'autre, les places tombèrent entre les mains des Français ; aux horreurs de la peste, allaient se joindre, pour le pays, les misères de la famine et de la guerre ; pour l'Église de Toul, les épreuves d'un long et cruel veuvage.

---

(1) Ce mariage et cette évasion firent grand bruit à Rome : j'ai trouvé des *Relazione della fuga degli signori duca et duchessa di Lorena dal castello di Nansi ove erano custoditi dalle forte francesi* » aux Archives du Vatican (*Bibl. Pio*, t. 439, n° 17), à la Bibliothèque Vaticane (*Ms. Vatic.*, n° 7851, f° 238) et à la Bibliothèque Corsini (*ms. 203, Miscellanea*).



## LIVRE IX

Première occupation de la Lorraine  
par les Français (1634-1636).

Cruelles épreuves pour le diocèse et pour le pays.

---

### ÉVÊQUES QUI ONT SIÉGÉ DURANT CETTE PÉRIODE

- 84. Charles-Chrétien de Gournay, 1636-1637.
- 85. Paul Fieschi ou de Fiesque, 1645.
- 86. Jacques Le Bret, 1645.



## CHAPITRE I

### Longue vacance du siège épiscopal. Malheurs de la Lorraine <sup>(1)</sup>.

---

Le successeur tout désigné du cardinal démissionnaire était l'évêque de Sithie. Fils de Renaud II de Gournay, chef du Conseil de Lorraine et de Guillemette du Châtelet, nièce de l'évêque Pierre du Châtelet, Charles-Chrétien de Gournay descendait de l'une des plus nobles familles de la cité messine. Ancien élève des Universités de Pont-à-Mousson et de Paris, chanoine, puis archidiaque de Verdun, prévôt d'Hazelac et abbé de Clairlieu, il avait fait preuve d'un zèle éclairé pour les intérêts du diocèse et de rares talents d'administrateur. Depuis dix ans, il était vraiment évêque de Toul : c'était donc justice de reconnaître ses services et de sanctionner le fait accompli.

La cour de France sut le comprendre. Maîtresse de la Lorraine, elle s'accoutumait de plus en plus à considérer les Trois-Évêchés comme des terres de la monarchie et par une interprétation large du concordat de Léon X, elle se croyait investie du droit de nommer aux sièges épiscopaux de Toul, Verdun et Metz. Dès le premier mars 1634, Louis XIII signa le brevet de Charles de Gournay. Saint Vincent de Paul n'avait point été étranger à cette nomination ; il connaissait l'évêque de Sithie et il espérait procurer en lui à l'Église de Toul un pasteur selon le cœur de Dieu.

(1) SOURCES GÉNÉRALES. — Les historiens lorrains et toulous. — D'Haussonville, *Réunion de la Lorraine à la France*, I et II.



Le chapitre n'avait point les mêmes raisons que le roi pour aller si vite en besogne. Il tenait du *Concordat de la nation germanique* le droit de choisir son évêque ; il fit donc ses remontrances, tout en protestant de sa respectueuse déférence aux désirs de Sa Majesté. Louis, satisfait pour cette fois d'avoir affirmé ses prétentions, ne voulut point pousser les choses à l'extrême, au risque de froisser l'assemblée capitulaire ; il révoqua son brevet et les chanoines, heureux et fiers de cette condescendance, s'empressèrent d'élire le candidat du roi (1).

Mais, dans la circonstance présente, le Saint-Siège n'était d'accord, ni avec le chapitre, ni avec la cour de Paris. L'élection était discutée ; dès lors, proclamaient les canonistes romains, elle n'appartenait plus aux chanoines, elle était dévolue au souverain pontife. De plus, Urbain VIII n'admettait point l'interprétation française du concordat de 1516 ; il faisait observer, avec raison, que la nomination aux évêchés était une pure faveur, octroyée par l'autorité apostolique. Léon X l'avait accordée pour les sièges soumis en 1516 à la souveraineté de la France ; mais il n'avait pas compris, et il n'avait pas entendu comprendre dans ce privilège les sièges épiscopaux qui seraient plus tard réunis au royaume, à plus forte raison, ceux dont l'annexion n'était encore reconnue par aucun traité.

Ce conflit d'interprétation devait susciter des discussions interminables et causer à notre pauvre Église bien des misères et bien des ennuis. Cette fois pourtant, les négociations ne durèrent que deux ans, et Charles de Gournay, toujours suffragant du siège où il ne pouvait monter, continua d'administrer le diocèse (2).

L'un de ses premiers soins fut de préparer l'établissement d'un séminaire ; il y était engagé par son zèle et aussi, il faut bien le dire, par une dette de famille (3). Jean des Porcelets de Maillane,

(1) *Délib. capit.*, Arch. de M.-et-M., G. 104, f° 297.

(2) Il signe ainsi des actes de l'officialité « *R. Episcopus sitiensis, vicarius generalis episcopatus tullensis a Capitulo, sede episcopali vacante, deputatus* ». (Arch. Meuse, *Offic. de Bar*, carton 13.)

(3) Eug. Martin, *L'Univ. de P.-à-M.*, 239.

nous l'avons vu, avait légué au chapitre de Toul une somme de quarante mille francs barrois avec mission d'établir un séminaire dans un délai de trois ans ; sinon, le capital passerait, avec les mêmes charges, aux religieux de Notre-Sauveur. La clause du testament n'étant point exécutée, les Chanoines-Réguliers réclamèrent les quarante mille francs, et le chapitre les leur accorda, le 8 septembre 1628, non pas en espèces, mais en billet à ordre sur l'un de ses débiteurs, Henri de Gournay, comte de Marcheville. Quelles que fussent les instances et les réclamations de Pierre Fourier, celui-ci ne mit aucun empressement à s'exécuter et l'affaire eût été sérieusement compromise si son frère, le suffragant, n'eût tenu à honneur de satisfaire aux intentions de son vénéré prédécesseur.

Charles de Gournay se tourna vers son ami, Monsieur Vincent, et il obtint de lui la promesse d'avoir à Toul deux de ses prêtres de la Mission, s'il pouvait leur assurer des moyens d'existence. A cette époque, le fondateur de Saint-Lazare n'avait encore que peu de disciples : on peut juger par là en quelle estime il tenait l'évêque de Sithie.

Il y avait dans la ville épiscopale une ancienne maison de religieux du Saint-Esprit auxquels, en 1238, Néméric Barat, maître-échevin de la cité, avait confié l'hôpital qu'il venait de fonder pour les orphelins et les infirmes (1). Le malheur des temps l'avait réduite à une décadence presque sans remède ; il n'y restait plus que le maître et deux religieux. Le maître, Dominique Thouvinon, désespérant de relever sa maison et se sentant incapable de suffire à ses charges, proposa à l'évêque de lui résigner son bénéfice, moyennant une pension de deux mille francs barrois (2).

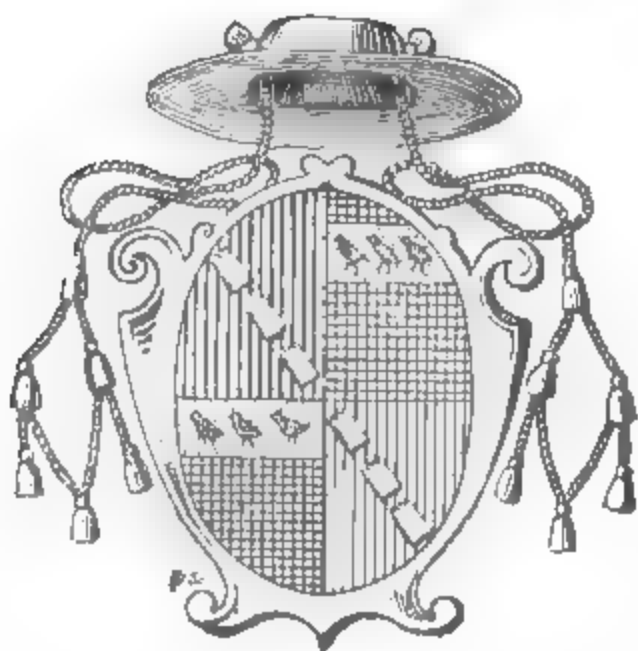
Tout heureux de pouvoir réaliser son projet, Charles de Gournay se hâta d'accepter et l'acte fut signé en mars 1635. Dès le mois de mai suivant, Jean de Horgny, l'un des premiers collaborateurs de Vincent de Paul, était pourvu, par le roi, de la maison du Saint-Esprit et il y installait deux de ses confrères, Lambert aux Cous-

(1) T. I., 291.

(2) Arch. de M.-et-M., G. 123. — Arch. Nat., E. 1936, f° 115 et sq.

teaux et Antoine Collet, pour y remplir toutes les fonctions de leur institut : missions, conférences ecclésiastiques, retraites spirituelles, séminaire.

Horgny conclut, le 16 juin, un arrangement à l'amiable avec les deux frères du Saint-Esprit : ceux-ci renoncèrent en sa faveur à tous leurs droits de propriété et de gestion sur les biens de la maison et de l'hospice, moyennant une pension annuelle de six cents francs barrois et quelques autres avantages. Enfin, le 17 mars 1637, il fut arrêté que l'hôpital, avec ses usuaïres, serait et demeurerait séparé de la maison des prêtres de la Mission, qu'il garderait le tiers des biens meubles et immeubles qui avaient été, jusqu'en 1635, gérés par les frères du Saint-Esprit, et qu'il serait gouverné, sous la surveillance et la direction de l'évêque, du lieutenant en la justice royale et du maître-échevin, par deux administrateurs, par eux choisis et députés. L'affaire du partage dura quelques années et ne semble pas avoir été terminée avant 1642 (1).



Dans l'intervalle, **Charles-Chrétien de Gournay** avait enfin reçu ses bulles, en septembre 1636 (2), et il fit son entrée solennelle, le 14 février suivant (3). Quelque temps après, le Parlement de Metz, alors en désaccord avec le cardinal de La Valette, gouverneur de cette place, fut transféré à Toul : le premier président, les six présidents

à mortier et les cinquante-quatre conseillers furent reçus, le 12 avril, par les magistrats de la cité et Jean Du Pasquier, le procureur-syndic, leur souhaita la bienvenue. La cour tint quelque temps ses audiences dans la maison canoniale appelée la *Pierre*

(1) Arch. M.-et-M., *ibid.*

(2) Arch. Vatic., *Cons.* 130, f° 223, d'après *Inv. Garampi.*

(3) *Ben.-Plc.*, 696.

*Hardie* ; plus tard, elle siégea dans une salle du couvent des Cordeliers (1). Son séjour à Toul devait durer vingt-deux ans. Or, parmi les conseillers, se trouvait Bénigne Bossuet, le père du grand évêque de Meaux. Jacques-Bénigne avait alors dix ans ; il était resté à Dijon, mais il vint plusieurs fois chez son père et nous verrons plus loin que ses visites ne furent point stériles en fruits de salut.

L'ancien suffragant fut à peine quelques mois évêque de Toul : il mourut, à Nancy, le 14 septembre de cette même année 1637, à l'âge de 52 ans. Son corps fut transporté dans sa ville épiscopale et inhumé, sur sa demande, dans la chapelle des évêques, auprès de Pierre du Châtelet, son grand-oncle (2).

L'une de ses peines les plus cuisantes fut d'abandonner son troupeau dans un moment où plus que jamais il avait besoin de la sollicitude et des consolations d'un pasteur (3).

(1) *Mém.* de Jean Du Pasquier, p. 121 et sq.

(2) Sur son tombeau, le comte de Marcheville fit élever un riche mausolée où l'on lisait cette épitaphe (Benoit-Picart, 698 ; Fourier de Bacourt, *Épitaphes*, I, 18) :

D. O. M.

MEMORIÆ

ADMODUM ILLUSTRIS. AC REVERENDISSIMI

D. C. CHRISTIANI GOURNÆI, EPI ET COMITIS TULLENSIS, QUÆ GOURNEA ET CASTELLETANA

NOBILISSIMIS FAMILIIS, ORTÙ PIETAS INSIGNIS,

DIVINIQUÆ HUMANIQ. JURIS SCIENTIA, MORÙ FACILITAS,

BENEFICIENTIA IN OMNES AC MAXIMÆ

PONTIFICIÆ VICES IN HAC DIOECESI, PER

DECIM ANNOS SINGULARI LAUDE GESTÆ

AD HANC SEDEM EVEXERE ILLAMQ. DIE XIII

FEBRUARIJ ANNI MDCXXXVII INGRESSU, MOX

DIES XIV SEPTEMBRIS PROXIME SEQUENTIS

ANNUM ÆTATIS LII AGENTEM, PLURIMA IN

DIOECESIS SUÆ BONA MEDITANTEM, MAGNO

OMNIUM BONORUM DOLORE, REBUS EXEMIT

HUMANIS.

EXUVIAS CORPORIS SUI HIC, JUXTA CINERES PETRI A CASTELLETO,

EPI TULLEN, PROAVUNCULI

SUI, BEATÆ IMMORTALITATI ALIQUANDO

REDDENDAS, CONDI VOLUIT,

DIUTURNIORE PONTIFICATU

DIGNISSIMUS.

(3) Sur les malheurs de la Lorraine, voir les *Mémoires du marquis de Beauveau*, I, 56 et sq.—Abram, S. J., *Hist. univ. mussip.* (ms. 41/923 de la Bibl. de

L'occupation des duchés par les Français avait d'abord été très supportable ; le dernier boulevard de la Lorraine, La Mothe-en-Bassigny, s'était rendu, le 26 juillet 1634, après un siège héroïque de cinq mois (1) ; le cardinal de Richelieu, pour assurer la conservation de sa conquête, s'était borné à emmener à Paris la duchesse Nicole ; à créer à Nancy un *Conseil souverain* ; à exiger des fonctionnaires, des magistrats, des principaux membres du clergé le serment de fidélité au roi et à faire démanteler toutes les petites forteresses, éparses dans le pays. Ses lieutenants, M. de Brassac entre autres, n'avaient rien négligé pour s'attirer les sympathies populaires.

Mais, au printemps de 1635, Charles IV, fier de la victoire qu'il avait remportée à Nordlingen, les cinq et six septembre précédents, sur le comte de Horn et Bernard de Saxe-Weimar, chefs des Suédois, passa les Vosges avec Gallas, général des Impériaux, reprit Remiremont et Rambervillers, faillit soulever les Lorrains contre le joug étranger et se retira, sans avoir rien tenté. Il n'avait réussi qu'à compromettre son peuple. Dès lors, la conduite des Français se modifia ; ils augmentèrent les troupes d'occupation, firent appel à leurs alliés les Suédois, mirent à la charge des habitants toutes les réquisitions de guerre et forcèrent les principaux gentilshommes à se retirer en France, où leurs agissements seraient surveillés.

La Lorraine fut inondée de troupes (2). Soldats de Bernard de Saxe-Weimar, Français, Lorrains et Impériaux parcoururent en tous sens les plaines et les vallées, tuant, pillant, ravageant à l'envi. Les uns prétendaient faire payer ainsi à leurs compatriotes le prix de leurs services ; les autres traitaient en pays conquis les

Nancy, f° 283 et suiv.).—Jean Héraudel, *Élégie de ce que la Lorraine a souffert depuis quelques années par peste, famine et guerre, sur l'élegie latine de l'auteur...* Nancy, 1660. — Les *Annales de Demange Bussy*, éditées par l'abbé Guillaume. — Calmet, *Hist. de Lorr.*, VI. — Lionnais, *Hist. de Nancy*. — Lepage, *De la dépopulation de la Lorraine au xvii<sup>e</sup> siècle*, dans *Ann. de la Meurthe*, 1831. — Digot, Guillaume, d'Haussonville, les biographes de saint Pierre Fourier, etc.

(1) Cf. A. Liébaut, *La Mothe, ses sièges, sa destruction*. Nancy, Kreis, 1896.

(2) On en porte le nombre à 150,000 hommes.

viles et les villages. Les Suédois surtout étaient implacables, emportés qu'ils étaient par l'amour du gain et par la passion religieuse, et leur férocité a laissé dans la mémoire du peuple des traces que rien encore n'a pu faire disparaître. Des églises, des couvents devinrent la proie du feu ; des vierges consacrées à Dieu durent sortir de leurs cloîtres, errer à l'aventure, en proie à la faim, au froid, aux souffrances de toute sorte et parfois prendre des vêtements d'hommes. Les terres de l'évêché n'étaient même point épargnées et souvent les chanoines de Toul eurent à déplorer les déprédations commises dans leurs prévôtés de Vicherey et de Void (1).

Saint-Nicolas de Port, cité riche et prospère, lieu de pèlerinage très fréquenté et centre d'un commerce important, fut saccagé, en un jour de novembre 1635, par les trois partis belligérants. La ville entière fut dévastée ; le prieuré des Bénédictins et les deux tiers des maisons, incendiés ; beaucoup de prêtres et de bourgeois, tués ou victimes d'horribles traitements et l'église, livrée au pillage, puis aux flammes, ne dut sa conservation qu'à la solidité de ses voûtes et à l'épaisseur de ses murailles.

Des bandes de partisans, Croates de l'armée impériale ou maraudeurs lorrains, s'installèrent dans des châteaux en ruines et devinrent la terreur du pays. Les *Crarates*, comme on les appelait, fondaient sur le voyageur isolé, s'abattaient sur les villages, pillaient, rançonnaient sans pitié et inventaient de cruelles tortures pour extorquer de l'argent ou des vivres (2). Les paysans n'osaient plus cultiver leurs champs ; les terres restaient en friche, les villages se changeaient en solitudes, les loups faisaient leurs retraites

(1) Arch. de M.-et-M., G. 1340, *Délib. capit.*

(2) « Les Hongrois et les Croates, quoique alliés des Lorrains, tourmentaient quantité d'habitants ; tantôt ils leur donnaient le chapelet au front, c'est-à-dire, entourant leur tête d'une corde qu'ils serraient tant qu'ils pouvaient à force de la tordre, comme on assurerait un tonneau sur un char avec une corde et des tours pour ne pas tomber ; tantôt, ils leur serraient les doigts entre le chien d'un pistolet ou arquebuse et, le plus souvent, leur liaient les mains derrière le dos, la tête entre les genoux, et les ayant réduits comme en un peloton, les faisaient rouer à coup de pied et de bâton, et parmi ce, jouaient du violon, le tout pour les obliger de se rançonner, etc. (*Mém. du P. Gilles Drouin*, cités par le P. Rogie, *op. cit.*, III, 156.)

jusque dans les maisons et la plus horrible famine ne tarda point à dévaster nos infortunées régions. Le resal de blé atteignit des prix invraisemblables (1) et le menu peuple fut réduit à se nourrir de glands, d'herbes, de racines ou d'aliments plus immondes encore (2) ; on vit des mères manger leurs propres enfants (3). Partout ce n'étaient que gens haves, décharnés, couverts de mauvais haillons, errant sans retraites, sans secours et sans feu ; partout, selon le mot d'un auteur contemporain, ce n'était que « brûlements, pillements, saccagements (4) ».

La désolation augmenta les années suivantes : Charles IV reparut à plusieurs reprises et, derrière lui, les Suédois. Les patriotes lorrains qui avaient refusé de reconnaître l'envahisseur comme souverain, furent expulsés les uns après les autres et Pierre Fourier, dont le patriotisme avait éludé le serment de fidélité, dont l'attachement à la famille ducale avait irrité le puissant ministre, dut, la douleur dans l'âme, s'arracher à sa paroisse de Mattaincourt, à ses deux congrégations en détresse, partir secrètement pour la Franche-Comté et mener dans l'exil la vieillesse attristée d'une vie si bien remplie. Il mourut à Gray, le 9 décembre 1640, et ses restes précieux, ramenés en Lorraine par ses disciples, les Chanoines-Réguliers, furent retenus à Mattaincourt par le pieux larcin et l'attitude énergique des habitants (5).

(1) De 1635 à 1640, le blé augmenta de 36 à 50 et 56 fr. le résal. (Lepage, *Dépop. de la Lorr.*, p. 22.)

(2) « A l'armée de Charles IV, un soldat ayant eu la main fracassée par un mousquet, la gangrène s'y mit, et le chirurgien qui la lui coupa, la demanda pour ses peines et la mangea ». (Forjet, *Vie manuscrite de Charles IV*, cité par d'Haussonville, *op. cit.*, II, 76.) — « On mangea des charognes, des chiens, des chevaux et des chats qui souvent étaient pourris et exhalaient une odeur insupportable ». (Ragot, traduct. de l'*Histoire* du P. Abram, ms 40/931 de la Bibl. de Nancy, VIII, p. 84.)

(3) « On trouva auprès de Metz trois têtes d'enfants enterrées et dont on avait mangé les corps. On condamna à Mirecourt au dernier supplice une femme qui fut convaincue d'avoir tué son petit enfant et de l'avoir mangé. Il se répandit même un bruit que deux jeunes gens mangèrent leur grand-père, après l'avoir tué. » (*Ibid.*)

(4) Héraudel, *Élégie*.

(5) Pierre Fourier fut béatifié, le 29 janvier 1730, par le pape Benoît XIII et canonisé, par le pape Léon XIII, le 27 mai 1897, fête de l'Ascension de Notre-Seigneur. — Les Chanoines-Réguliers ramenaient le corps à Pont-à-Mousson ; ils

La misère et l'épuisement imprimèrent une recrudescence nouvelle à la peste et aux autres maladies contagieuses : les trois quarts de la population périrent ou émigrèrent ; de ses deux mille étudiants, l'université de Pont-à-Mousson tomba brusquement à cent cinquante (1). Nombre de villages riches et prospères furent réduits à douze, cinq, trois, un habitant (2), et l'on en a compté plus de cinquante dans le diocèse, Longor, par exemple, ou Dom-martin-aux-Fours, qui disparurent ou ne comptèrent plus désormais qu'une ou deux maisons (3). La désolation était donc immense ; les chroniqueurs, comme le P. Abram, historien de l'université mussipontaine, Dom Cassien Bidot, l'avocat Jean Héraudel, le Jérémie de la Lorraine, tous témoins oculaires, se refusèrent à en raconter toutes les horreurs, craignant que les âges futurs ne voulussent pas y croire (4), et le P. Caussin, confesseur de Louis XIII, put écrire sans trop d'emphase : « *Sola Lotharingia Jerosolymam calamitate vincit* (5). »

Et durant ces longues années d'épreuves, l'Église de Toul souff-

passèrent par Mattaincourt et déposèrent le cercueil dans l'église. Mais, le lendemain, quand ils voulurent reprendre leur précieux fardeau, ils trouvèrent toutes les femmes de Mattaincourt groupées autour du cercueil et protestant qu'on leur arracherait plutôt la vie que les restes de leur Bon-Père. Ils durent se retirer, puis entamer un long procès qui fut terminé en faveur des habitants de Mattaincourt. — Les reliques de saint Pierre Fourier sont encore aujourd'hui vénérées dans l'église de sa paroisse et les habitants de Mattaincourt veillent sur elles avec un soin jaloux.

(1) Eug. Martin, *op. cit.*, 100 et sq.

(2) Cf. Lepage, *Dépop. de la Lorr.* — « Buissoncourt était demeuré tout désert... Il ne demeurait personne à Pierreville. Les villages du Vermois étaient déserts. Parey-Saint-Césaire, inhabité. Il n'y avait plus à Houdelmont que deux ou trois veuves. De 42 conduits qu'il renfermait en 1633, Art-sur-Meurthe n'en comptait plus que six ; de 256 ménages, le ban de Crévic était réduit à dix habitants ; Lay et Eulmont, de 181 à 12 ; Laneuveville-devant-Nancy, de 75 à 10 ; Varangéville, de 79 à 5. Saint-Nicolas était réduit à 45 ménages, de 1953 qui le pouvaient » (*op. cit.*, 22.)

(3) Tels sont Midreville, près de Diarville ; Barisey-la-Planche, près de Barisey-au-Plain ; Danez, près d'Antelupt ; Hardéval, près de Hammeville ; Mervaville, près de Flin, etc. (Cf. Lepage, *ibid.*, 55.)

(4) « Enfin, il y eut tant d'autres abominations que j'aurais honte de les publier et que la postérité ne voudra pas y croire. » (Ragot, *loc. cit.*) — « On ne voudra jamais s'en rapporter à ce que nous écrivons, mais *quod vidimus testamur*. » (Cassien Bidot, cité par Lionnais, II, 267.)

(5) Cité par d'Haussonville, *op. cit.*, II, 79.



frait, gémissait, sans pasteur qui la défendit et qui la consolât. Aussitôt après la mort de Charles de Gournay, les chanoines s'étaient réunis et, le 10 octobre, ils avaient élu l'un des fils du grand Arnould, Henri (1), doyen de leur église et abbé de St-Nicolas d'Angers. Louis XIII, ou plutôt Richelieu, avait naturellement protesté; toutefois, sur les instances du Père Joseph, il avait accepté le choix capitulaire; mais la question de principe se posa de nouveau entre Rome et Paris. Urbain VIII refusa obstinément Henri Arnould, sans oser lui opposer personne, et le siège demeura vacant.

Depuis la mort de Charles de Gournay, le diocèse était dirigé par un homme de rare mérite, Jean Midot, grand archidiacre et vicaire capitulaire (2). Docteur en théologie, licencié en l'un et l'autre droit, conseiller-clerc au Parlement de Metz, ce prêtre excellent avait été l'ami de Servais de Lairuels, avait écrit pour défendre son œuvre, ses *Vindiciæ Communitatis Norbertinæ Antiqui Rigoris* (3) et avait composé l'épithaphe de son tombeau (4). Confident de Jean des Porcelets de Maillane, il avait rédigé en latin la relation du voyage de 1606, en Angleterre (5), et il avait été employé par lui à diverses affaires délicates. Son expérience, son habileté, son zèle compensèrent un peu l'absence du premier pasteur, en même temps que son attention à recueillir les souvenirs du passé lui faisait composer des *Mémoires sur les Évêques de Toul*, lesquels constituent le premier essai d'une histoire moderne de ce vaste diocèse (6).

Enfin Louis XIII céda, du moins sur la question de personne : il abandonna Henri Arnould; mais, en revanche, il nomma au siège de Toul Paul Fieschi ou de Fiesque, alors ambassadeur de la république de Gênes à Paris : c'était un Italien et il pensait sans doute que le pape serait flatté de ce choix. Mais Urbain VIII, fidèle à ses principes, ne voulut point reconnaître le brevet royal :

(1) Arch. de M-et-M., G. 104, *Délib. capit.*, 10 octobre 1637. — Henri Arnould, l'un des fils du grand Arnould, était né en 1597; nommé évêque d'Angers en 1649, il se fit aimer par sa profonde charité; mais il fut l'un des quatre évêques opposants dans l'affaire du formulaire et du silence respectueux.

(2) Calmet, *Bibl. Lorr.*

(3) Vandières, G. Bernard, 1632, in-4°.

(4) Calm., *Bibl. Lorr.*, Lairuels.

(5) Voir plus haut, p. 102, n. 2.

(6) Voir Avant-propos, T. I p. xxi

à Paul de Fiesque, il opposa un Français, Denis De Loyac, l'un de ses clercs de chambre. Le monarque blessé rejeta le candidat pontifical et la vacance continua.

La misère sévissait, de plus en plus terrible. Toutefois, à la pauvre Lorraine, la Providence ménagea un puissant bienfaiteur en saint Vincent de Paul (1). Monsieur Vincent, comme on l'appelait alors, s'émut d'une pitié profonde au récit de tant de malheurs. Par des miracles d'activité et d'éloquence persuasive, il parvint à réunir plus de deux millions de livres et il consacra cette somme, énorme pour l'époque, au soulagement de nos compatriotes. Ses pères, ses frères de la Mission vinrent, en son nom, distribuer des remèdes, des vivres, des secours ; ils ramenèrent les paysans dans leurs villages, leur fournirent des semences, leur remontèrent le courage et sauvèrent la province de la ruine et du désespoir. C'était souvent au péril de leur vie qu'ils entreprenaient ces charitables expéditions et les récits du frère Mathieu Renard, le plus connu d'entre eux, ont l'intérêt poignant d'un roman d'aventures. Un de ces intrépides apôtres, Germain de Montévit, mourut à la peine, à Bar ; il fut soigné par les Jésuites du collège et enterré dans leur église (2).

Commencés en 1637, ces secours durèrent aussi longtemps que régna la désolation. Richelieu n'osait entraver l'action du saint prêtre ; mais il n'y trouvait point son compte (3). Il voulait donner à l'occupation de la Lorraine une sanction légitime et amener Charles IV à échanger contre l'Auvergne l'héritage de ses pères : plus la province serait ruinée, dépeuplée, plus il lui serait facile de persuader le prince. Ces rigueurs inouïes faisaient partie de sa politique et il doit en porter toute la responsabilité. Richelieu et Vincent de Paul, quel contraste pour des cœurs lorrains ! et, si nous savons excuser la cruelle et implacable tenacité du premier, il nous est doux de saluer dans le second le sauveur et le père de notre malheureuse nation.

(1) Deblaye, *La charité de Saint Vincent de Paul en Lorraine*. Nancy, Vagner, 1886, et les historiens de saint Vincent de Paul.

(2) Gillant, *Pouillé*, II, 101.

(3) D'Haussonville, *op. cit.*, II, 80.

Le cardinal pourtant n'arriva point à ses fins et, le 29 mars 1644, le traité de Saint-Germain rendit la Lorraine à son duc, mais mutilée et sous de très dures conditions. Grand fut l'enthousiasme dans tout le pays. Sur toute la route, les paysans accouraient à la rencontre de Charles, le curé à leur tête avec la croix et l'eau bénite. Un prêtre fut assez simple pour y porter le Saint-Sacrement. On entourait le prince; on poussait des cris de joie; chacun voulait le toucher; on lui déchirait ses manchettes, ses vêtements; d'aucuns même lui prirent des cheveux et des poils de barbe pour en faire des reliques. On oubliait le passé et l'on espérait des jours meilleurs.

Et pendant ce temps, personne ne pensait à Nicole, toujours retirée à Paris, Charles IV moins que tout autre. Il avait fait démontrer la nullité de son mariage par le Père Cheminot et par douze autres religieux de la Compagnie et, sans attendre la décision de Rome, il avait épousé Béatrix de Cusance, veuve du prince de Cantecroix, jeune et belle aventurière dont il avait fait depuis plusieurs années « sa femme de campagne ». Les courtisans avaient souscrit à ce scandale et le peuple, assez peu fort en droit canonique, acceptait le fait accompli et faisait fête à Béatrix. Quelques bonnes paysannes, dit-on, avaient même trouvé cette formule naïve : « Dieu nous conserve Monseigneur le Duc et ses deux femmes !... »

Ces démonstrations ne surprenaient, ni n'inquiétaient Richelieu : il comptait sur l'inconstance et la félonie de son adversaire et l'avenir lui donna promptement raison. Le duc se brouilla avec sa noblesse, se lia avec les ennemis du ministre, fit casser le traité par sa Cour souveraine et, dès le mois d'août, les troupes françaises reprirent le chemin de la Lorraine; à la fin d'octobre, toutes les places, à l'exception de Dieuze et de La Mothe, avaient capitulé; Charles IV était redevenu prince sans États et général d'une armée vagabonde et, bientôt après, il fut frappé, lui et Béatrix, d'une sentence d'excommunication, comme coupable de bigamie.

La désillusion et la douleur furent immenses dans tout le pays.

Les Toulais venaient de se voir enlever, en 1641, par l'institution dans leur ville d'un bailliage et siège royal, leur antique municipalité, les derniers vestiges de leur autonomie et l'espoir de reconquérir un jour leurs vieilles et regrettées libertés. Les *Dix Justiciers* avaient perdu ces pouvoirs judiciaires dont ils étaient si fiers ; leur nom ne signifiait plus rien, leur corps n'avaient plus sa raison d'être. Le même arrêt qui créa un bailliage à Toul les supprima et les remplaça par quatre échevins. La commune de Toul avait vécu !

« *Eheu ! hereditas nostra versa est ad alienos !* s'écria Du Pasquier, le procureur-syndic (1). Cette ville était si heureuse dans ses libertés et franchises ! elle était exempte de toutes tailles, impositions et contributions... On y vivait en paix et repos, étant icelle ville appelée à bon droit *civitas, quasi civium unitas*, parce qu'on y était en telle concorde et unité qu'il semblait que tous n'avaient qu'un même cœur et qu'une même volonté, s'il faut ainsi dire, pour se conserver dans cette tranquillité publique, comme jadis on faisait dans cet ancien siècle d'or : aussi, était-elle appelée Toul la dorée. » On voit que la douleur faisait un peu perdre la mémoire à l'estimable procureur-syndic de la cité leuquoise.

Mais, en Lorraine, la désolation était encore plus poignante : ce n'était point sur le passé, mais sur l'avenir que l'on pleurait. Cette paix que l'on avait à peine entrevue, il fallait donc y renoncer : encore la guerre, encore l'occupation étrangère et tous les maux qu'elles traînent après elles. N'ayant plus d'espoir dans les puissances de la terre, on tourna les yeux vers le Ciel d'où pourrait seul venir le secours, vers Celle que l'Église appelle *Mère de miséricorde* et *Consolatrice des affligés* ; on organisa des pèlerinages aux sanctuaires de la Vierge clémentine. Le 12 juin 1642, les bourgeois de Nancy gravirent la montagne de Sion, sous la conduite d'un religieux tiercelin (2), et, trois ans plus tard, le 1<sup>er</sup> janvier 1646, les magistrats de la même ville firent en conseil un vœu solennel

(1) *Mémoires*, 161, 163, 165.

(2) P. Simonin, *N.-D. de Sion*, 113.

à Notre-Dame de Sion, pour obtenir le retour du duc, la cessation de la guerre et la fin des calamités (1).

Mais le sanctuaire le plus visité fut celui de Notre-Dame de Benoîte-Vaux, situé dans un vallon solitaire, entre Saint-Mihiel et Verdun (2). Les Prémontrés de l'Étanche (3) en avaient la garde et il est probable que leurs confrères des abbayes lorraines furent les grands promoteurs de ce mouvement.

En mars 1642, partit de Nancy une première procession : elle comptait plus de trois cents hommes, cinq cent cinquante femmes, deux cents enfants, nombre de religieux de tous ordres (4). Les pèlerins marchaient sur deux rangs en chantant, faisaient étape dans les villages, vénéraient les reliques conservées dans les paroisses et portaient, comme *ex-voto*, une grande bannière de taffetas jaune, avec une image de la Vierge et cette inscription, d'un lachisme éloquent : « *Ave, Regina Pacis, ora pro nobis.* »

Le jeudi 15 mai de la même année, passa par Toul la procession de Mirecourt, avec deux cents hommes et quatre cents femmes (5), et, sept jours après, une seconde procession de Nancy, composée de plus de trois cents hommes et de six cents femmes et portant, inscrits sur leur bannière, ces mots poignants : « *La paix ! La paix !* (6). »

Puis, ce fut le tour de Pont à-Mousson, de Bar, de Commercy, de Metz, de Verdun, etc... : de mars à novembre, les gardiens de la

(1) P. Simonin, *N.-D. de Sion*, 113.

(2) *Benoîte-Vaux* (c. de Souilly, Meuse) est encore aujourd'hui le centre d'un pèlerinage très fréquenté. Il est desservi par les Clercs-Réguliers de Notre Sauveur. — Sur les pèlerinages de Benoîte-Vaux, voir P. Chevreux, *Notre-Dame de Benoîte-Vaux*. Verdun, Laurent, 1863. in-12. — *Le Pèlerin de Notre-Dame de Benoîte-Vaux*. Verdun, Laurent, 1886. in-32. — Guillaume, *Histoire du culte de la Sainte Vierge en Lorraine*, I, 120 et sq.

(3) *L'Étanche*, abbaye de Prémontrés, aujourd'hui écart de Deuxnouds-aux-Bois, c. de Vigneulles, Meuse.

(4) Guillaume, *Chroniques toulouses, Annales de Demange Bussy*, p. 104. — L. Germain, *Le Pèlerinage de Nancy à Notre-Dame de Benoîte-Vaux*, dans *Mém. Soc. Arch. Lorr.*, 1883. — Lionnais (II, 246 et sq.) semble ne connaître qu'une procession de Nancy ; mais, d'après les annales de Demange Bussy, témoin oculaire, il est clair qu'il y en eut trois, deux en 1642 et l'autre en 1643.

(5) Guillaume, *ibid.*

(6) *Ibid.*

chapelle accueillirent plus de cent quarante processions. Rien n'arrêtait cet élan de foi et de confiance, ni la faiblesse de l'âge ou du sexe, ni les craintes d'une absence prolongée, ni les privations, ni les fatigues d'un long voyage, ni les périls que pouvait faire courir la rencontre des *Cravates* ou des armées ennemies. « Vous seriez ravi et très édifié, cher lecteur, écrivait un témoin oculaire (1), si nous pouvions dire ici les cantiques naïfs, les cérémonies touchantes, les petites harangues, les dialogues spirituels, les exhortations ardentes, les protestations de fidélité, les offrandes variées, les mortifications héroïques que la foi, la confiance, le désir de mettre fin aux calamités publiques inspiraient. »

Le mouvement reprit l'année suivante et, le 12 juin, les bourgeois de Toul virent passer près de neuf cents pèlerins de Nancy (2). A leur suite, arrivèrent, dans le béni vallon, de nombreux fidèles de Bar, de Metz, de Neufchâteau, etc..., et, pour satisfaire à la dévotion populaire, les Prémontrés installèrent dans leurs églises de Pont-à-Mousson, de Bonfays, d'Étival, etc., « d'autres Benoîte-Vaux » où les chrétiens du voisinage accouraient en foule invoquer la Reine de la Paix (3).

Les Lorrains avaient certes raison de tourner leurs regards vers le Seigneur et vers sa compatissante Mère. car les hommes ne songeaient guère à leur procurer délivrance et soulagement.

Le roi de France avait mis comme gouverneur à la tête des duchés Henri de Senneterre, marquis de la Ferté. C'était un soldat actif et vigilant, mais un homme dur et cupide qui rendit quelque sécurité aux travailleurs, mais continua à ruiner le pays par d'énormes contributions. La mort de Richelieu (4 décembre 1642), celle de Louis XIII (14 mai 1643) ne changèrent rien à la situation ; Mazarin continua la même politique ; il fit mettre le siège devant La

(1) Cité par le *Pèlerin de Benoîte-Vaux*, 17.

(2) *Ann. de Dem. Bussy*, 107.

(3) Rambervillers vint en pèlerinage à Notre-Dame de Benoîte-Vaux d'Étival, le 15 août 1643. On peut lire dans la *Semaine religieuse de Saint-Dié* (1888, p. 526), la relation qu'a faite de ce pèlerinage L. de Vomécourt, prêtre et chapelain à Rambervillers. — Il y avait aussi une image de Notre-Dame de Benoîte-Vaux à Châtel-sur-Moselle (*Ibid.*, 536).

Mothe et lorsque, le 7 juillet 1645, après un blocus de près de sept mois, l'héroïque cité se fut rendue et que la garnison en fut sortie, le gouverneur Cluqudt en tête, avec les honneurs de la guerre, il en fit détruire, malgré le texte de la capitulation, les remparts et les maisons, les couvents et les églises (1). Les bourgeois durent quitter le foyer de leurs pères et chercher ailleurs, au milieu de la misère générale, une contrée plus hospitalière ; les religieuses de Notre-Dame se retirèrent en d'autres monastères de leur congrégation, les Cordeliers ou Récollets se partagèrent entre Damblain et Gondrecourt-le-Château (2). L'antique collégiale de Thiébaut, comte de Bar, vit les pierres de son église dispersées et ses chanoines errants. L'herbe poussa aux lieux où fut La Mothe et les monceaux de pierres rougies par l'incendie restaient comme les « monuments honteux d'une rigueur extrême (3) ».

Et pendant ce temps là, Charles menait joyeuse vie, en hiver, à Bruxelles, en compagnie de Béatrix de Cusance, en été, dans les camps, au service de l'Espagne et de l'Empire. Son peuple continuait à l'aimer comme la personnification de la patrie, et la noblesse lorraine se ruinait pour le suivre, espérant toujours qu'il bouterait les Français hors de ses duchés. Mais hélas ! les années se passaient, Charles ne paraissait point et la misère grandissait toujours. En 1646, le revenu d'une prébende capitulaire ne valait pas cent cinquante livres et les chanoines se virent réduits à supprimer successivement le maître des enfants de chœur, la musique, deux chantres et à mettre en location l'immeuble que la maîtrise occupait (4).

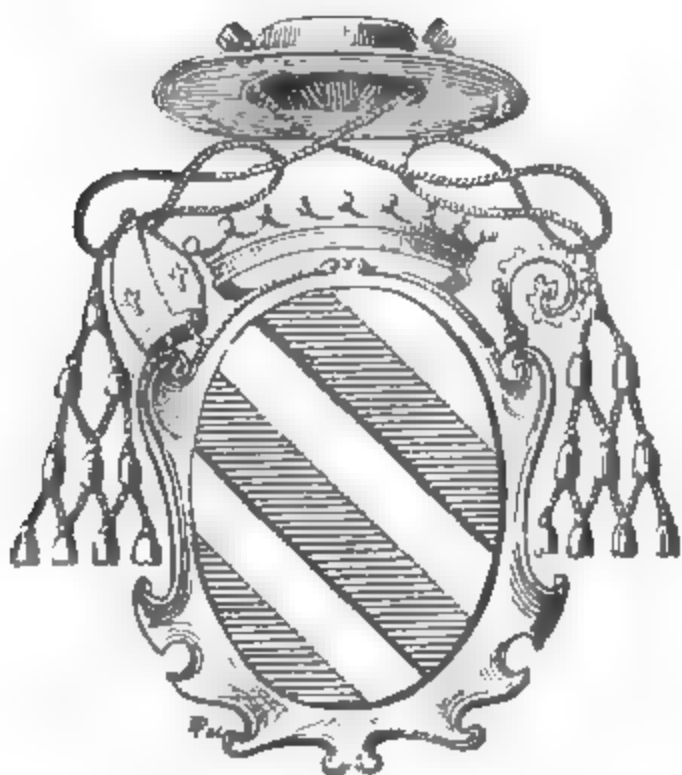
(1) Liébaut, *Outremécourt, ou l'héritage de La Mothe*. Langres, Dangien, 1883. — *La Mothe, ses sièges, sa destruction*. Nancy, Kreis, 1896.

(2) Gillant, *Pouillé*, III, 167. — Les Franciscains ou Cordeliers de La Mothe appartenaient à la branche des Récollets, laquelle se distinguait par des observances plus austères. — Damblain (c. de Lamarche, Vosges) appartenait alors au diocèse de Langres. Son couvent de Récollets subsista jusqu'à la Révolution.

(3) Guerrier de Dumast, *Voyage à Bourbonne*. — Cf. T. I, p. 320. — La collégiale de La Mothe, après une proposition d'établissement à Pompierre, fut transportée à Bourmont en 1652 (Simonnet, *Relation des sièges de La Mothe*, par Du Boys de Riocourt, p. 406-407) ; elle fut supprimée en 1762, au profit du chapitre de Poussay (Roussel, *Le Diocèse de Langres*, II, 42).

(4) Lem., II, 18 sept. 1641 ; 7 sept. 1646.

La mort d'Urbain VIII (1644) avait pourtant mis un terme aux difficultés relatives à la nomination de **Paul de Fiesque**. Par désir



de la paix, Innocent X, son successeur, avait accepté le candidat de la France, lui avait expédié ses bulles et le nouvel évêque s'était fait sacrer dans la cathédrale de Gênes, au début de l'année 1645. Il appartenait à l'une des plus nobles maisons de la cité ligurienne (1); il comptait dans sa famille de nombreux prélats et une sainte, la bienheureuse Catherine de

Gênes (1447-1510); il avait rempli avec succès plusieurs missions fort délicates; il était bien vu par la cour de Paris: l'Église de Toul pouvait donc espérer en lui un protecteur puissant et un administrateur habile; mais elle ne devait point le voir: il mourut quelques jours après son sacre et Innocent X, qui ne voulait pas que le diocèse souffrit plus longtemps de l'absence d'un premier pasteur, lui donna immédiatement pour successeur un parisien, **Jacques Le Bret**, chanoine de Toul, auditeur de Rote, clerc de la Chambre apostolique, celui-là même qui avait apporté au prince Nicolas-François la barrette cardinalice (2).

Préconisé le 24 avril 1645 (3), Le Bret se fit sacrer sans retard dans l'église nationale Saint-Louis des Français. Tout eût été pour

(1) Paul de Fiesque portait bandé d'argent et d'azur.

(2) Cf. p. 191.

(3) Arch. Vatic., Cons. 131, p. 12, d'après *Inv. Garampi*. — D'Armailhac, *L'Église nationale de Saint-Louis des Français*. Rome, Cuggiani, 1894, in-12, p. 63. — Le Bret portait d'azur à la tour d'argent, au chef de même chargé de trois mouchetures d'hermine.



le mieux, si la cour de Louis XIV eût été saisie diplomatique-



ment de cette nomination ; mais il en était tout autrement et Étienne Gueffier, chargé d'affaires et premier secrétaire d'ambassade, résident de France auprès du Siège Apostolique, fit observer à Le Bret, de la part de son maître, qu'il avait manqué à son devoir et que le roi

ne le reconnaissait point pour évêque de Toul. Celui-ci fut sans doute très affecté de cette entrevue : il tomba malade dès le lendemain, mourut à Rome, le 15 juin 1645, et laissa de nouveau le diocèse sans pasteur.

Les négociations reprirent, mais avec plus d'obstination de part et d'autre. Le chapitre qui n'osait user de son ancien droit d'élection, supplia la cour, en 1646, de lui donner pour évêque le sieur de Mouzon, et fit agir saint Vincent de Paul auprès de la régente ; mais sa demande ne fut pas entendue et la pauvre Église de Toul devait encore, pendant près de dix ans, souffrir de ces longs et regrettables conflits. Tout en reconnaissant le bien fondé de la résistance du Siège-Apostolique, nous ne pouvons nous empêcher de constater combien une question secondaire primait les intérêts essentiels d'un diocèse immense et dévasté ; mais la responsabilité en retombe avant tout sur les ambitieuses prétentions du gouvernement des Richelieu et des Mazarin.

Abandonnés par les puissances européennes, presque délaissés par la Cour pontificale, les prêtres et les fidèles lorrains reprirent avec une ferveur nouvelle leurs prières et leurs supplications. Marie n'avait point semblé les exaucer : ils se souvinrent du conseil de

saint Jean Chrysostôme : « J'estime qu'il n'y a rien de plus efficace pour obtenir de Dieu les grâces divines que de monter cette échelle : de Joseph à la Vierge, de la Vierge à Jésus-Christ, de Jésus-Christ au Père » ; ils firent ce que Jean Gerson recommandait aux Pères du concile de Constance et constituèrent saint Joseph médiateur de la paix (1).

Le culte du saint Patriarche existait déjà dans le diocèse : les Carmes déchaussés et les Oratoriens du cardinal de Bérulle l'y avaient propagé. Plusieurs églises, entre autres celles des Carmes et des Petites-Carmélites de Nancy, lui étaient dédiées (2) ; le Chef de la Sainte-Famille avait sa chapelle dans la cathédrale et les chanoines de Toul lisaient publiquement au chœur l'homélie de Pierre d'Ailly sur ses douze excellences (3). En 1622, une confrérie en son honneur s'était établie dans l'église Notre-Dame de Nancy ; Jean des Porcelets de Maillane l'avait autorisée et enrichie d'indulgences et le pape Grégoire XV l'avait érigée en archiconfrérie, le 16 mai 1623 (4). Treize ans plus tard, une association analogue avait été fondée à Saint-Sébastien de la ville neuve et affiliée, par Charles-Chrétien de Gournay à celle de l'église Notre-Dame (5). Le curé de Saint-Jean du Cloître avait de même organisé une confrérie de saint Joseph (6). Il est probable que ce ne sont point les seuls exemples et que d'autres unions de même nom furent alors instituées dans des paroisses du diocèse.

Toutefois, le grand élan fut donné en l'an 1650, année du Jubilé (7). Le 18 mai, parut un mandement de Jean Midot, vicaire

(1) Cf. Études de M. Beugnet sur *Saint-Joseph, sa vie, ses vertus, son culte*, dans *Bull. de Saint-Joseph de Nancy*, année 1897. — *Les Honneurs rendus à saint Joseph par l'église cathédrale et la ville de Toul*. Toul, Gérard-Périn, 1631 ; livre très rare dont le trésor de la cathédrale de Toul possède un exemplaire, malheureusement incomplet. — *Honneurs rendus à saint Joseph dans la ville et le diocèse de Toul*, article anonyme (Eug. Martin), dans *Sem. Relig. de la Lorr.*, 1886.

(2) Voir plus haut, p. 143 et sq.

(3) *Les Honneurs, etc.*

(4) Registre manuscrit de la paroisse Saint-Sébastien de Nancy. (Archives de cette paroisse.)

(5) *Ibid.*

(6) *Les Honneurs, etc.*

(7) *Ibid.* — Jérôme, *Une relique de saint Joseph à la cathédrale de Toul*. Nancy, Vagner, 1895.

capitulaire qui ordonnait à « tous abbés, doyens, chapitres, doyens ruraux et leurs échevins, curés et leurs vicaires, de faire célébrer, dans leurs églises ou paroisses respectives », la fête de saint Joseph comme fête de précepte, conformément à une récente constitution d'Urbain VIII ; d'ériger au Père nourricier de Jésus un autel particulier ou de placer son image sur l'un des autels existants et de faire, devant cet autel ou devant cette image, de grandes supplications pour la paix, durant toute cette année du Jubilé. A cet effet, l'ordonnance, tout en laissant aux intéressés une grande latitude, demandait de chanter chaque mois une messe solennelle en l'honneur du saint Patriarche, de faire chaque semaine des prières publiques et commandait enfin à tous les prêtres d'ajouter, aux oraisons de la messe, la collecte pour la paix.

Ce mandement fut accueilli avec un vif empressement par les prêtres et les fidèles du diocèse. Les Nancéiens l'avaient même devancé et une neuvaine très imposante avait été célébrée, du 18 au 26 mars, en l'église Saint-Sébastien, au milieu d'un immense concours de peuple (1). Les échevins de Toul vouèrent une procession solennelle, le 19 mars, après les vêpres de la cathédrale, et ils décidèrent que tous les corps ecclésiastiques et séculiers de la cité seraient tenus d'y prendre part (2).

Le chapitre, heureux de ces bonnes dispositions, crut le moment favorable pour transférer à la cathédrale la confrérie de saint Joseph, érigée à Saint-Jean du Cloître (3). Le 3 juin 1650, la *patente* fut rédigée dans la réunion capitulaire ; elle fut communiquée au peuple fidèle, le dimanche suivant, jour de la Pentecôte, et la confrérie fut érigée, avec la plus grande pompe, en la fête de la Très Sainte Trinité (4).

(1) *Abrégé de la vie et des excellences de saint Joseph. Avec celui des dévotions preschées à son honneur, par un Père de la Compagnie de Jésus, en l'église de saint Sébastien, à Nancy, durant la neuvaine célébrée pour la paix, depuis le 18 jusqu'au 26 mars de cette année sainte M. D. C. L.* — A Nancy. Par Anthoine Charlot, imprimeur, devant la Primatiale. Avec permission et approbation. — Livre très rare. La Bibliothèque-Nationale en possède un exemplaire que M. J. A. Schmit a analysé dans *Journ. Soc. Arch. Lorr.*, 1873. — Le Jésuite, prédicateur de cette station et auteur de la relation, est le P. Jean Jacquinet, recteur du collège de Nancy.

(2) *Délib. cap. Arch. de M.-et-M.*, G. 95, f° 31 ; G. 99, f° 40 ; G. 101, f° 23, etc.

(3) *Ibid.*, G. 105, f° 411.

(4) *Les Honneurs, etc.*

Les paroisses et les communautés de la ville et des faubourgs se partagèrent les messes et les autres exercices prescrits par Jean Midot et organisèrent une véritable *laus perennis*, en l'honneur du Chef de la Sainte Famille (1). La cité toulouise ressembla donc alors à un vaste sanctuaire où, à toute heure du jour, retentissaient les louanges du bienheureux Patriarche : jamais elle ne mérita davantage son surnom de « *pia* » et ce magnifique concert, lisons-nous dans l'*Ordre des prières publiques et ordinaires*, devait durer non seulement « jusqu'à ce qu'il aurait plu à Dieu de donner la paix par les mérites de ce très puissant médiateur, mais encore quelque temps après l'avoir reçue du Ciel, en actions de grâces d'un si grand bénéfice ».

Le chapitre, la ville épiscopale, la capitale du duché, avaient donné l'exemple et tout le diocèse le suivit : les archives de Meurthe-et-Moselle (2), de la Meuse (3) et des Vosges (4) contiennent des documents sur un bon nombre de confréries érigées vers cette époque et un procès-verbal d'une visite canonique, faite en 1687 dans le doyenné de Saintois, atteste l'existence de vingt-trois confréries de saint Joseph dans les soixante-sept paroisses visitées (5). Le chapitre de Saint-Dié, tout en se prétendant indépendant de Toul, n'échappa point à ce pieux mouvement : dès le 18 janvier 1630, il établit dans sa collégiale une confrérie en l'honneur du saint Patriarche (6). Le culte de saint Joseph fut donc, au milieu du xvn<sup>e</sup> siècle, l'une des grandes dévotions et l'une des puissantes consolations de notre Église, si malheureuse et si délaissée.

(1) Voir « *L'Ordre des prières publiques et ordinaires qui se feront dans la ville de Toul en l'honneur de saint Joseph, pour demander à Dieu la paix, etc.*, dans *Les Honneurs, etc.*, p. 69.

(2) Beugnet, *loc. cit.* — Brémoucourt, 1615 ; Afracourt, 1616 ; Fléville, 1648 ; Hoéville, 1631 ; Aboncourt, Flavigny, Parey-Saint-Césaire, 1660 ; Autrey, 1666, etc.

(3) Gillant, *Pouillé, passim* : Aulnois-en-Perthois, Stainville, Dammarie, Morley, etc.

(4) Arch. Vosges, Série E : Champs (vers 1664) ; Gendreville, 1664 ; Houécourt, 1636 ; Landaville, 1654, etc.

(5) Ms 182 de la Bibl. du Sém. de Nancy.

(6) Bibl. du Sém. de Saint-Dié, *Reg. des délib. capit.*, f<sup>o</sup> 124.

## CHAPITRE II

### Persistance du mouvement monastique.

---

Ces longues misères de la Lorraine frappèrent de mort un certain nombre de communautés. Les Annonciades de Bruyères s'enfuirent précipitamment devant les Suédois, en mai 1635 (1) ; quelques années plus tard, les religieuses de Notre-Dame et les Cordeliers de La Mothe durent quitter, les larmes aux yeux, les ruines fumantes de leur ville et de leurs monastères à jamais dévastés (2), et les Cisterciennes de Benoîte-Vaux (3), n'ayant plus de toit pour s'abriter dans leur vallon solitaire, émigrèrent à Chaumont, y louèrent une maison et y vécurent dans une extrême pauvreté jusqu'au moment où Henri de Bissy les rappela dans son diocèse et les fixa dans le bourg de Reynel [1701] (4).

L'abbaye de Notre-Dame de Consolation fut, elle aussi, durement éprouvée (5). Peuplée à dessein de jeunes filles pauvres, elle ne subsistait guère que de la rente de deux mille francs que Henri II lui avait octroyée et des libéralités de la princesse, sa fon-

(1) Pfister, *Catherine de Bar*, 7.

(2) Liébaut, *op. cit.*

(3) Ce monastère, fondé à *Benoîte-Vaux*, vallon solitaire aux environs de Reynel (auj. commune de Busson, c. de Saint-Blin, Haute-Marne), par les seigneurs de Reynel, au xiii<sup>e</sup> siècle (Ben.-Picart, *Pouillé*, II, 3) a été oublié par moi dans la nomenclature des abbayes du diocèse (T. I, p. 432).

(4) Arch. Nat., E. 726, p. 139. — Calmet, *Notice de Lorr.*

(5) Calmet, *Bibl. Lorr.* — A. Benoit. *Les Dames du Saint-Sacrement à Nancy*, dans *Mém. Ac. Stan.*, 1895, 216 et sq. — Pfister, *Catherine de Lorraine*, dans *Mém. Ac. Stan.*, 1897, p. 303 et sq.

datrice ; tout à la fois lui manqua. La rente ducal ne fut plus payée ; Catherine, dépouillée par l'invasion d'une partie considérable de son bénéfice et de son patrimoine, ne put lui continuer ses secours et bientôt elle-même dut se dérober au ressentiment de Richelieu et gagner la Franche-Comté, avec Dom Albin Tellier, l'aumônier du monastère. Le cardinal poursuivit dans les religieuses le mécompte que lui avait causé leur supérieure ; il saisit leurs revenus et parla même de transformer en hôpital militaire leur église, alors en construction.

Pendant Catherine de Lorraine était entrée à Remiremont, à la suite de son frère Charles IV, et, en 1638, elle eut la gloire de défendre contre Turenne la ville capitulaire et de forcer le général à lever le siège. Quand sa nièce, la duchesse d'Orléans, fut venue se fixer à Paris, après la mort de Richelieu, l'abbesse de Notre-Dame de Consolation vint l'y rejoindre, comptant profiter de son crédit pour se faire restituer ses biens et assurer l'avenir de son monastère bien aimé. Ses espérances furent déçues. Gaston d'Orléans put seulement lui obtenir une pension mensuelle de dix-huit mille livres qui fut bientôt supprimée, et, pour tenir son rang, elle dut vendre quelques-unes de ses pierreries, finissant ainsi dans la misère une carrière si brillamment commencée. Elle mourut à Paris, le 7 mars 1648, à l'âge de 78 ans, et son corps, ramené à Nancy, fut inhumé dans l'église de son abbaye.

Avec ses restes mortels, elle avait légué à ses filles de la Consolation, sa fortune et sa chapelle. La chapelle leur fut donnée, au moins en partie, et leur sacristie devint l'une des plus riches en reliques du diocèse de Toul (1) ; mais jamais elles ne purent entrer en possession de l'héritage. Dès lors, ce fut pour elles la misère noire, et sans espérance d'en sortir : aussi, Marguerite de Lorraine, à qui sa tante avait confié sa maison de prédilection, parlait-elle de supprimer l'abbaye et d'en fonder la communauté dans une autre

(1) Une partie de ces reliques a été découverte en 1889, dans une des chapelles de la cathédrale de Nancy, où elles avaient été cachées durant la Révolution. — Cf. *Le trésor de reliques découvert à la cathédrale de Nancy en 1889*. Nancy, Vagner, 1897.

congrégation : ce projet devait se réaliser quelques années plus tard et d'une manière plus conforme aux vues de Catherine de Lorraine.

De leur côté, les religieuses de Notre-Dame, bien éprouvées déjà par la mort de leur vénéré fondateur, souffraient de divisions intestines (1). Les dernières années de saint Pierre Fourier en avaient été fort attristées. Tandis que, avec une sainte impatience, des monastères dévoués au Bon-Père attendaient les constitutions définitives qu'ils l'avaient pressé de leur donner, les autres, craignant des prescriptions plus austères ou circonvenus par des évêques trop jaloux de leur autorité, déclaraient vouloir s'en tenir au *statu quo*. Charles-Christien de Gournay et Jean Midot s'étaient prononcés pour ces derniers : avec beaucoup d'autres prélats, ils redoutaient surtout une clause que le saint curé avait à cœur d'obtenir et qui devait assurer l'unité de la congrégation : l'institution d'un *visiteur*, choisi parmi les religieux de Notre-Sauveur, chargé de parcourir les monastères et de veiller à la stricte observation de la règle. Cette nouveauté, pourtant si raisonnable, leur paraissait un attentat à l'autorité des Ordinaires : ils croyaient y voir, mais à tort, une exemption habilement déguisée.

Sur les cinquante maisons que put bénir sa main défaillante, Pierre Fourier savait que douze seulement lui seraient invariablement fidèles : c'étaient, dans le diocèse de Toul, Mirecourt, Pont-à-Mousson, Bar et Lunéville ; et en effet ces communautés reçurent les *Constitutions* comme le legs sacré d'un père bien aimé ; les autres en contestèrent l'authenticité et y voulurent voir l'œuvre du P. Terrel, l'un des compagnons du Bon-Père à Gray. Les religieuses de Nancy allèrent même jusqu'à faire paraître, en 1647, des *Déclarations* sur les anciens statuts et Jean Midot, vicaire capitulaire, non content de les approuver, rendit ces déclarations obligatoires pour tous les monastères de sa juridiction. C'était outrepasser ses pouvoirs : aussi ne fut-il point obéi partout.

Et pourtant, dans des circonstances aussi peu favorables, le nombre des maisons s'accrut. Les religieuses de Dieuze, chassées

(1) Rogie, *Hist. du B. Pierre Fourier*, III, *passim*.

par la peste et la guerre, trouvèrent un refuge à Toul, dès 1638 (1). Quelques années plus tard, en 1650, elles obtinrent des magistrats l'autorisation de s'y établir définitivement, à condition « qu'elles ne seraient à charge à personne et qu'elles instruisaient gratuitement les jeunes filles pauvres de la localité ». Elles achetèrent un vaste terrain, près de l'hôtel du gouverneur, et bâtirent un couvent et une église qu'elles dédièrent à saint Louis. C'était une flatterie délicate à l'égard du roi de France, un titre à la protection du monarque et de ses lieutenants.

Ce monastère fut longtemps parmi les opposants ; il en fut tout autrement de deux autres maisons, issues pourtant d'une communauté peu favorable aux dernières constitutions. Des sœurs d'Épinal, pressées par la misère, émigrèrent en 1639 à Neufchâteau (2) et à Ligny (3), et les monastères qu'elles y fondèrent se rallièrent, dès 1649, aux couvents demeurés fidèles et acceptèrent le visiteur. La maison de Ligny obtint ses lettres d'établissement en 1643 et, cette année-là même, les seigneurs et les bourgeois de cette ville accueillirent aussi dans leurs murs une colonie d'Ursulines (4). La jeunesse linéenne se trouvait donc favorisée.

A côté de ces congrégations destinées à l'enseignement, continuaient à se propager les ordres contemplatifs : les Carmélites se fixèrent à Neufchâteau en 1645 (5) ; les Annonciades, à Vaucouleurs en 1647 (6) et les Clarisses, à Sorcy, en 1652 (7).

Les ordres d'hommes suivaient la même marche en avant. L'occupation française, qui fut si funeste à tant de communautés, procura aux Dominicains un établissement à Nancy (8). François de l'Hôpital, marquis de Rosnay, seigneur du Hallier, et Charlotte des Essarts, son épouse, firent, en 1641, les frais de cette fondation.

(1) Rogie, *op. cit.*, III, 223. — M<sup>re</sup> François Bataille, *Études sur Toul ancien*, 125.

(2) Rogie, *op. cit.*, III, 269. — Calmet, *Not. de Lorr.*

(3) Rogie, *ibid.* — Gillant, *Pouillé*, II, 453.

(4) Gillant, *ibid.*, 458.

(5) Calmet, *Notice*. — Louis, *Dép. des Vosges*, VII, 110.

(6) Renseignement fourni par M. Chevellé.

(7) Ben. Pic., *Veteris Ordinis*, 274.

(8) Arch. de M.-et-M. H. 816 et sq. — Lionnais, *op. cit.*, II, 453.



Les Frères-Prêcheurs ouvrirent aux clercs et aux prêtres de la ville des cours de philosophie et de théologie et ils les continuèrent, avec grand profit, durant tout le xvii<sup>e</sup> siècle.

Moins favorisés que par le passé, les Capucins ne comptèrent qu'une nouvelle installation, à Plombières, en 1651 (1). Les Jésuites furent, en 1653, sur le point d'avoir une résidence à Toul : Marguerite de Ballivy, professe de la Visitation de Pont-à-Mousson, leur avait légué à cet effet une terre ou un capital de soixante mille livres. Mais les héritiers firent opposition au testament : un long procès s'engagea, qui débouta la Compagnie (2). La même année, les Minimes s'établirent à Doulevant-le-Château, dans l'enclave formée par le doyenné de Blaise (3), et les Ermites de Saint-Augustin s'installèrent à Nancy, vers 1662 ; ils se fixèrent d'abord sur l'emplacement du bastion de Vaudémont ; mais, quand Louis XIV fit relever les remparts, ils achetèrent l'hôtel de Maillane, rue des Ponts, et dédièrent leur église à saint Charles (4).

Les Prémontrés de l'Antique-Rigueur virent s'adjoindre à leur congrégation Flabémont et Jandheures, en 1634 ; Bonfays, en 1635, et Riéval, en 1641 (5). Ils n'avaient point de maison à Nancy et leurs religieux, appelés par leurs affaires dans la capitale du duché, étaient contraints de se loger dans les hôtelleries. Pour obvier à cet inconvénient, Pierre Desbans, abbé de Sainte-Marie de Pont-à-Mousson et supérieur triennal de la congrégation, entreprit d'établir une résidence dans la ville neuve. Le couvent des *Madelonnettes* était vacant (6) : il l'acheta, le 29 mars 1635, et, avec l'approbation de Charles de Gournay, de Charles IV et de ses confrères, il y installa quelques-uns de ses religieux (7). La maison, d'abord simple résidence, fut dédiée à saint Joseph ; elle fut plus tard, vers

(1) Ben.-Pic., *Veteris Ordinis*, 248.

(2) Noël, *Catal.*, n° 1717. — Factum de la Bibliothèque de Nancy, zz, 170. 30.

(3) Roussel, *Le Diocèse de Langres*, II, 520.

(4) Lionnals, II, 549. — Le bastion de Vaudémont supporte aujourd'hui le jardin de l'évêché. — Le couvent des Augustins est devenu une maison particulière, au coin de la rue des Ponts et de la rue Saint-Thiébaud.

(5) E. Martin, *De Canonicis Præmonstratensibus in Lotharingia*, 59.

(6) Voir p. 153.

(7) Lionnals, II, 239 et sq. — E. Martin, *op. cit.*, 58 et sq.

1641, érigée en prieuré (1) et son église devint l'un des centres de la dévotion au Chef de la Sainte-Famille. Les Prémontrés y organisèrent une confrérie florissante des *Épousailles de Saint-Joseph* (2).

La ville neuve continuait à se bâtir et à se peupler ; elle ne comptait qu'une seule paroisse et le curé qui faisait encore ses offices dans la première primatiale *provisionnelle*, ne pouvait suffire à la tâche. Un laïc fervent, Nicolas Lenoir, eut la pieuse pensée de lui assurer des collaborateurs (3). Originaire de Nancy, il avait longtemps habité Paris et il avait été frappé du bien qu'opérait, au pied de la montagne Sainte-Geneviève, la communauté réunie par Adrien Bourdoise auprès de l'église paroissiale Saint-Nicolas du Chardonnet. Il résolut de doter sa ville natale d'un semblable établissement. Il s'ouvrit de son projet à Georges Marcand, curé de Saint-Sébastien, et, fort de ses encouragements, il constitua, par contrat du 11 septembre 1654, une rente de quatre cent vingt francs barrois, sur un capital de six mille francs, pour l'entretien de deux prêtres habitués qui aideraient le curé dans son ministère.

Il choisit à cet effet Claude Thomassin, de Sommerviller, et Pierre Lartillier, de Commercy. A ces deux premiers collaborateurs, Marcand en ajouta un troisième, Jean Thouvenot, de Nancy, ancien boursier de Saint-Nicolas du Chardonnet, et, bientôt après, Lenoir, qui voulait procurer à Saint-Sébastien une communauté de six membres, fonda une seconde rente de quatre cent vingt francs barrois. L'œuvre fut définitivement organisée ; son nombre, complété et les vingt-cinq articles de ses constitutions, élaborés et signés le 13 septembre 1658.

Ces six prêtres menaient la vie commune, s'occupaient de toutes les fonctions du ministère paroissial : prônes, catéchismes, visite des malades, des prisons, des hôpitaux, des écoles, etc., sous

(1) Le prieuré de Bonneval, près de Lunéville, dépendant de l'abbaye de Mureau, lui fut uni, pour compléter sa dotation.

(2) Arch. de M.-et-M., H. 1263 et sq. — L'église Saint-Joseph des Prémontrés sert aujourd'hui de temple au culte protestant. Les bâtiments, jadis caserne de cavalerie, ont été démolis vers 1880.

(3) *Registre de la paroisse Saint-Sébastien*, f<sup>o</sup> 95-97.

l'autorité et le contrôle du curé ; ils possédaient, par indivis, les rentes des fondations de Nicolas Lenoir et de Georges Marcand et les émoluments des différentes fonctions qu'ils remplissaient. La gestion du temporel, comme aussi la direction de la maison, était confiée à un *syndic*, élu pour trois ans par le curé et ses confrères. Tout candidat qui se présentait lors d'une vacance, devait être agréé par le curé, par les membres et par les protecteurs de la société, c'est-à-dire par l'écolâtre de la Primatiale et par les échevins de Nancy. S'il ne l'avait déjà fait, il allait se former dans un séminaire aux habitudes de la vie cléricale ; il faisait ensuite un stage de six mois, pour que l'on pût constater s'il était « d'esprit commode pour tenir la vie commune » ; après quoi, il subissait l'élection et devait réunir la majorité absolue des suffrages. On acceptait de préférence les *enfants-prêtres* de la ville (1) ; on recevait aussi des clercs comme pensionnaires, pour leur donner les exercices spirituels ou les rompre aux vertus sacerdotales. Lenoir, par son testament, confia de plus aux prêtres de Saint-Sébastien le soin d'ouvrir une école paroissiale conforme à celle de Saint-Nicolas du Chardonnet et propre à contenir au moins trente pauvres garçons de la ville neuve (2). Il avait donc voulu que son œuvre réalisât complètement les plans d'Adrien Bourdoise, et pour qui considère le bien produit par cette communauté, Nicolas Lenoir a sa place marquée parmi les bienfaiteurs insignes de la ville de Nancy.

Derrière l'église Saint-Sébastien, dans un immeuble de la rue Saint-Jacques (aujourd'hui rue Saint-Thiébaud) (3), se trouvait un dispensaire à l'usage des indigents. Joseph Chauvenel, petit-fils de Richard Chauvenel, argentier du duc Henri II, en était le fondateur et, quand il mourut, en 1651, victime de son dévouement

(1) *Enfants prêtres*, inversion usitée en Lorraine pour désigner les prêtres originaires ou *enfants* d'une localité.

(2) *Registre* cité, f° 217.

(3) Arch. de la Maison-Mère de Saint-Charles. — Llonnais, *Hist. de Nancy*, II, 524 et sq. — Marguet, *Précis historique sur la Congrégation des religieuses de Saint-Charles*. Nancy, Vagner, 1845, in-18. — *Histoire de la Congrégation des Sœurs de charité de Saint-Charles de Nancy*. Nancy, Vagner, 1898 (3 vol. in-8°), t. I, p. 4 et sq.

pour les pestiférés, il pria son père, Emmanuel Chauvenel, seigneur de Xoudailles, d'avoir soin d'assurer la survivance de son œuvre. Fidèle exécuteur d'aussi charitables volontés, Emmanuel réunit dans cette maison du dispensaire une petite communauté de cinq filles séculières, leur donna pour patronne la Sainte-Famille, pour protecteurs, les trois curés de Nancy, pour directrice, dame Barbe Thouvenin, veuve de feu noble Nicolas Perrin, et pour mission, l'assistance des malades à domicile. L'acte de société fut signé le 8 juin 1632, par devant Jean Petit, tabellion général de Lorraine, et Jean Midot l'approuva le 31 août de la même année. Tels furent les commencements très modestes de la *Maison de la Sainte Famille de Jésus, Marie, Joseph* et de la florissante congrégation des *Sœurs de Saint-Charles* (1).

Cependant, après de longues et laborieuses négociations, la paix s'était conclue, à Munster, le 24 octobre 1648, entre l'empereur et le roi très chrétien. Le traité ne renfermait, hélas ! aucune clause relative à la Lorraine ; il ne lui rendait, ni son duc, ni son indépendance, ni sa sécurité ; mais en revanche, il légalisait l'œuvre de Henri II et reconnaissait à Louis XIV tous les droits souverains sur Metz, Toul et Verdun, sur leur temporel, leurs chapitres cathédraux et leurs sièges épiscopaux (2).

Parmi ces droits souverains, la cour de France, tenant toujours à son interprétation du concordat, n'avait garde d'omettre la nomination aux évêchés et aux bénéfices ecclésiastiques ; mais la Cour de Rome continuait à prétendre que cette nomination était un privilège fixe et déterminé, qui devait être accordé par une concession explicite, et non un droit extensible avec tout accroissement de territoire et de juridiction : la situation était donc inextricable.

(1) Voir la suite plus bas.

(2) Art. 72. « *Primo, quod supremum dominium, jura superioritatis, aliaque omnia in Episcopatus Metensem, Tullensem et Virodunensem, Urbesque cognomines eorumque districtus et nominatim Moyenvicum, eo modo quo hactenus ad Romanum spectabant Imperium, in posterum ad coronam Gallie spectare eique incorporari debeant in perpetuum et irrevocabiliter, reservato tamen jure metropolitano ad archiepiscopatum Trevirensem pertinente.* » (Waaast, *Les Grands traités du règne de Louis XIV.* Paris, A. Picard, 1893, p. 38.)

En 1649, Louis XIV, ou plutôt la régente, Anne d'Autriche, signa un brevet pour le siège de Toul en faveur d'André du Saussay, curé de Saint-Leu et Saint-Gilles, official et grand vicaire de Paris, prédicateur et aumônier du roi (1). Protonotaire apostolique, docteur en l'un et l'autre droit, Saussay était connu comme un prêtre zélé, un controversiste de talent (2), un orateur fécond, un auteur ascétique (3).

Érudit plus brillant que solide (4), il avait jadis bataillé pour obtenir à l'évêché de Paris la dignité de métropole (5); il avait soutenu l'apostolicité des Églises des Gaules et l'identité de saint Denis l'Aréopagite et de saint Denis de Paris (6), et il avait été chargé par Louis XIII de composer le *Martyrologium gallicanum* ou catalogue des saints de France (7). Innocent X, pressenti par la

(1) André du Saussay était né à Paris, vers 1589, d'une famille fort appauvrie, avait fait de brillantes études chez les Jésuites, avait été curé de Saint-Leu, puis conseiller, aumônier et prédicateur du roi, official et grand vicaire de Paris. (Calm. Bibl. Lorr., — *Biographie universelle*.)

(2) *La généalogie des hérétiques sacramentaires*. Paris, 1614, in-8°; publiée de nouveau sous ce titre : *Histoire chronologique du combat eucharistique entre l'hérésie et la Foi*. Paris, 1618. In-8°. — *Apologie pour le jubilé célébré à Paris en 1617*, in-8°. — *Les censures prononcées par le roi d'Angleterre contre les principaux points de la doctrine des ministres*. Paris, 1621, in-8°. — *Nullité de la religion prétendue réformée, démontrée par les premiers conciles du Christianisme*. Paris, 1633, in-8° (Calm., Bibl. Lorr.).

(3) *De episcopali monogamia et unitate ecclesiastica*. Paris, 1632, in-4°. — *Panoplia episcopalis, seu de sacro Episcoporum ornatu libri VII*. Paris, 1646, in-f°. — *Panoplia clericalis, seu de clericorum tonsura et habitu*. Paris, 1649, in-f°. — *Panoplia sacerdotalis, seu de venerando sacerdotum habitu*. Paris, 1653, in-f°. — *Le Petit-Office, avec le Rosaire et les litanies de sainte Anne, ensemble un pieux exercice pour entendre dévotement la Messe*. Paris, 1650, in-12 (Calm., *ibid.*).

(4) *De sacro ritu præferendi crucem majoribus prælatis Ecclesiæ*. Paris, 1628, in-4°. — *Opusculorum miscellanorum fasciculus*. 1629, in-4°. — *Notæ in Breviarium Parisiense*. Paris, 1631, in-4°. — *De mysticis Galliæ scriptoribus multiplicique in ea christianorum rituum origine, selectæ dissertationes*. Paris, 1639, in-4°. « Il y a dans tout ce livre, écrit Dom Calmet, beaucoup de fatras et peu de critique. » — *De causa conversionis sancti Brunonis, Carthusianorum patriarchæ*. Paris, 1646, in-8°. (Calmet, *ibid.*)

(5) *Métropole parisien, ou traité des causes légitimes de l'érection de l'évêché de Paris en archevêché*. Paris, 1625, in-8°, 62 p.

(6) Dans le *De Mysticis Galliæ scriptoribus*.

(7) *Martyrologium gallicanum*. Paris, 1638, 2 vol. in-f°. — Ce n'est, suivant le P. Papebroch, qu'un extrait des anciennes légendes, fait sans goût et sans critique (*Biogr. univ.*).

cour, répondit que ce choix lui était très agréable, mais qu'il devait à la dignité pontificale de se réserver à lui seul la nomination directe de l'évêque de Toul ; il pria donc la régente de retirer son brevet, lui promettant de désigner son candidat. Anne d'Autriche ne voulut point y consentir et l'Église de Toul resta dans son déplorable veuvage.

Jean Midot mourut, le 23 janvier 1653, avant d'avoir pu voir la paix rétablie, le duc rentré dans ses États et un évêque installé sur la chaire de saint Mansuy. Son successeur, François Caillier (1), licencié ès droits, protonotaire apostolique, marcha résolument sur ses traces. Le 13 août de la même année, il lança une ordonnance qui prescrivait la publication au prône et l'observation de la constitution apostolique qui condamnait d'hérésie et d'impiété les cinq propositions extraites du livre de Jansénius (2). La bulle *Cum occasione* était du 31 mai ; grâce au zèle de son vicaire capitulaire, l'Église de Toul n'était donc point l'une des dernières à se mettre du côté de Rome.

Le 27 avril précédent, la ville épiscopale avait été fort édifiée par l'abjuration de Gaspard de Lalouette, l'un des meilleurs avocats au Parlement de Metz, lequel siégeait encore à Toul (3). Jacques-Bénigne Bossuet, alors chanoine de Metz, l'avait préparé à cet acte solennel ; il prononça le sermon d'usage en présence du chapitre et de tous les notables de la cité ; puis, le chantre reçut l'abjuration, introduisit le néophyte dans le chœur et entonna le *Te Deum*. Ce fut un beau jour pour les catholiques tulois.

Paul Fieschi avait passé grâce à l'avènement d'un nouveau pape (4) ; il en fut de même d'André du Saussay : Innocent X mourut le 7 janvier 1655 et son successeur, Alexandre VII, voulant se donner la satisfaction de contenter la cour de France, signa enfin les bulles du grand vicaire de Paris : il y avait dix-huit ans que le diocèse était sans évêque !

(1) Caillier et non Caillide, comme l'écrit Guillaume (*op. cit.*, III, 363), d'après une copie fautive du *Recueil des Mandements*. Le registre de Saint-Sébastien donne à plusieurs reprises le véritable nom.

(2) *Recueil de Mandem. des Évêq. de Toul*, I, 1<sup>re</sup> 34.

(3) *Mém. de Jean Du Pasquier*, p. 222.

(4) Voir p. 223.



## LIVRE X

Second rétablissement de Charles IV  
et seconde occupation française  
(1659-1697).

---

### ÉVÊQUES QUI ONT SIÉGÉ DURANT CETTE PÉRIODE

- 87. André du Saussay, 1655-1675.
- 88. Jacques de Fleux, 1676-1687.
- 89. Henri de Thiard de Bissy, 1692-1704.

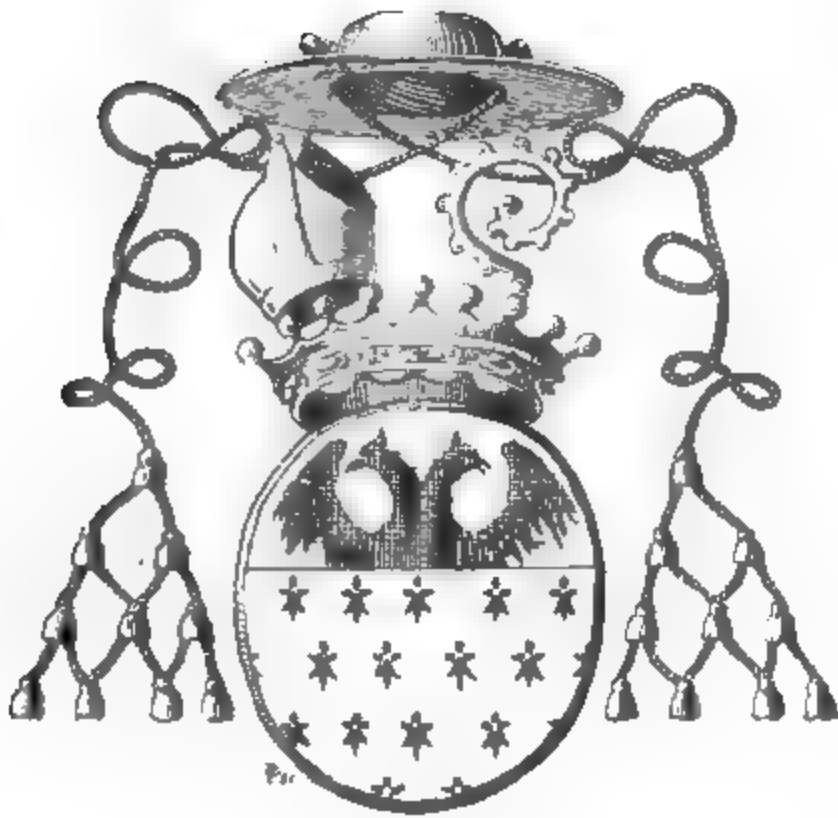




## CHAPITRE I

### Actes épiscopaux d'André du Saussay <sup>(1)</sup>.

---



Les choses, semble-t-il, devaient aller dès lors sans aucune difficulté : il en fut tout autrement. Jean François Paul de Gondi, le fameux cardinal de Retz, alors réfugié à Rome, avait pris le titre d'archevêque de Paris en mars 1634, à la mort de son oncle Jean François de

Gondi, dont il était le coadjuteur (2). La cour de France ne voulait point le reconnaître, alléguant une renonciation que

(1) SocAGES. — Les historiens lorrains et toulousains. — *Recueil des Mandements des Evêques de Toul*, I. — Arch. de M.-et-M., G. 82 et sq. *Délibérations capitulaires*. — Registres de la paroisse Saint-Sébastien, T. I — André du Saussay portait d'hermine, au chef d'argent, à l'aigle éployée issant de sable.

(2) Sur cet incident, voir *Mémoires du Cardinal de Retz*, de Guy Joli, etc., Paris, Furne, 1828. IV, p. 380 et sq. — Jean-François-Paul de Gondi, né à Montmirail, en 1614, fut nommé coadjuteur de son oncle, Jean François de Gondi, en

l'ancien frondeur avait faite, deux ans auparavant, dans sa prison de Nantes. Plus soucieux d'arranger cette affaire que de terminer le veuvage de notre malheureuse Église, Alexandre VII, à la prière du roi, ordonna au cardinal de rendre à André du Saussay les fonctions de vicaire général que celui-ci avait remplies sous l'épiscopat précédent. Retz s'exécuta d'assez mauvaise grâce et l'évêque élu de Toul reprit d'une main ferme l'administration du diocèse. Mais il signa une ordonnance en qualité de vicaire général de l'*archevêché*, et non de l'*archevêque* ; il fit, sur l'ordre du roi, la visite de Port-Royal ; il pria Claude Auvry, évêque de Coutances, interdit déjà par Paul de Gondy pour un acte analogue, de consacrer les saintes huiles et de faire l'ordination, durant la semaine sainte de 1636. C'était mettre la mauvaise humeur du cardinal à une trop rude épreuve : il se vit retirer ses lettres de vicaire général et accusé, en Cour de Rome, d'avoir commis des sacrilèges, d'avoir désolé les paroisses de Paris, soutenu l'indiscipline et détruit l'autorité de l'archevêque (1).

Ces insinuations auraient pu retarder encore l'expédition de ses bulles ; pour s'en disculper, Du Saussay écrivit à Alexandre VII un long mémoire ; il prouva son attachement au Siège-Apostolique par une habile énumération de ses ouvrages et il envoya au pape, « cet autre Pierre, un autre André (2) », c'est-à-dire le panégyrique de son patron qu'il venait de composer et de confier à l'imprimeur (3).

Cette justification, si bien appuyée, produisit son effet. Il reçut

1643 et cardinal en 1652. Emprisonné à Vincennes, puis à Nantes, en cette même année 1652, il dut, pour recouvrer sa liberté, renoncer à son titre de coadjuteur avec future succession. Mais, retiré à Rome, il désavoua cette réconciliation. Il donna sa démission d'archevêque en 1662, obtint en retour l'abbaye de Saint-Denis et vécut dès lors dans le calme et la retraite, tantôt à Saint-Denis, tantôt à Saint-Mihiel, tantôt à Commercy où il écrivit ses *Mémoires*. Le 17 juin 1669, il passa sous les murs de Toul et le chapitre alla le complimenter à Saint-Epvre (Arch. de M.-et-M., G. 104, *Délib. capit.*, f° 238). Il mourut à Paris, en 1679.

(1) Arch. Vatic., *Lettere dei Vescovi*, T. 41, f° 49 et 94.

(2) *Ibid.*, f° 94.

(3) *Andreas, frater Simonis Petri, sive de gloria sancti Andreæ, apostoli*. Paris, 1636, in-f°.

enfin ses bulles ; mais il n'était point au terme de ses ennuis. Il avait obtenu de Chevalier, l'un des vicaires généraux du cardinal, l'autorisation de recevoir la consécration épiscopale dans l'église abbatiale de Saint-Denis ; mais la cour, irritée de cette condescendance à une autorité qu'elle ne voulait point reconnaître, lui enjoignit de renoncer à Saint-Denis et de se faire sacrer dans un autre diocèse. Il dut céder à cet ordre et il reçut les saintes onctions dans l'église de Poissy, des mains de Jacques Lescot, évêque de Chartres (1).

De leur côté, les chanoines de Toul se montrèrent fort minutieux. Quand, le 2 septembre 1656, le procureur du nouvel évêque se présenta pour prendre possession, ils lui refusèrent de procéder à la cérémonie, sous le prétexte, assez puéril, qu'il ne leur apportait que la copie et non l'original des bulles (2). On eût dit vraiment qu'ils voulaient encore prolonger la trop longue vacance du siège.

Enfin, tout s'aplanit et, le 6 juin 1657, **André du Saussay** fit à Toul son entrée solennelle, au milieu d'un grand concours de prêtres et de fidèles. Nous n'avons aucune relation détaillée de cette journée, mais elle dut être singulièrement touchante : depuis vingt ans, Toul n'avait plus d'évêque et chacun devait bénir Dieu du fond de son cœur et souhaiter long épiscopat à celui qui venait au nom du Seigneur.

Quels qu'eussent été le zèle et la vigilance de Jean Midot et de François Caillier, le diocèse ne laissait point que d'être dans une situation lamentable. La peste, la famine, la guerre avaient dévasté le pays. Beaucoup de paroisses étaient sans maître d'école, même sans curé, et le petit nombre de prêtres qui avait survécu au désastre, était tombé dans une ignorance profonde ou dans de regrettables désordres. Les églises étaient en ruines ou dans un absolu dénûment ; plus d'ornements, plus de vases sacrés, plus de cloches : les Suédois ou les *Cravates* avaient tout emporté ou les paroissiens, à bout de ressources, avaient dû vendre le tout à vil

(1) *Mém. de Guy Joti, loc. cit.*, 389.

(2) Arch. de M.-et-M., G. 104.

prix. Dans maint endroit, le clocher, la tribune, le sanctuaire même servaient de logis aux hommes, de refuge aux animaux ; on y avait empilé les meubles de toute nature et caché les provisions et les troupeaux (1). Tout était donc à refaire, et encore, n'avait on point la certitude de travailler en sécurité : les Français occupaient toujours la pauvre Lorraine et Charles IV, que l'Espagne retenait alors à Tolède en captivité, pouvait sortir de sa prison, tenter de reconquérir son duché et mettre de nouveau le pays à feu et à sang.

André du Saussay ne se laissa point abattre et se mit résolument à l'œuvre. Il débuta par un coup d'autorité, marquant ainsi qu'il entendait se faire obéir et respecter de tous (2). La sécheresse désolait les campagnes et les échevins de Nancy, cédant aux vœux des populations, avaient ordonné une neuvaine en l'honneur de saint Sigisbert et mandé aux trois curés de la ville de la commencer le 25 juillet 1637, fête de saint Jacques et de saint Christophe. C'était, sur les droits de la puissance spirituelle, un empiétement analogue à celui de 1631. André du Saussay agit comme Nicolas-François : il condamna la démarche des magistrats, interdit aux curés, sous peine d'excommunication, de procéder aux exercices ordonnés et décréta lui-même une neuvaine qui s'ouvrirait quelques jours plus tard. Heureux temps où les évêques avaient à réprimer de tels empiétements !

Ce mandement était daté de Nancy, car André du Saussay avait commencé, sans tarder, la visite de son immense diocèse, voulant se rendre compte par lui-même des désastres, des besoins et des ressources. Ce fut donc en pleine connaissance de cause qu'au synode suivant de la Pentecôte, 5 juin 1638, il publia une nouvelle édition des statuts diocésains (3).

(1) Cf. *Procès-verbaux des visites canoniques*, aux Archives de M.-et-M., G. passim, en particulier ceux des paroisses du doyenné de Saintois (1687), conservés à la Bibliothèque du Grand Séminaire de Nancy (ms. 182).

(2) *Reg. paroiss. St-Sébastien*, I, 55.

(3) *Synodi diocesanæ tullensis... a... D. Andrea de Saussay... die quinta mensis Junii, a.D. M.D.C. LVIII. celebratæ. Tulli Leucorum, apud Gerardum Périn, M.D.C.LVIII.*

Il renouvelait les ordonnances de ses prédécesseurs, en leur faisant subir les modifications que suggérerait l'expérience ou qu'exigeaient les nécessités de l'époque ; il prescrivait de nouveau la profession de foi à tous les bénéficiers et aux maîtres d'école ; il donnait de sages avis pour la prédication, l'administration des divers sacrements, la célébration du divin Sacrifice ; il recommandait aux curés de garder la résidence ; de faire, les dimanches et jours de fêtes, le prône pendant la grand'messe et le catéchisme avant les vêpres ; de porter la tonsure et l'habit ecclésiastique ; de s'abstenir de l'usage des armes à feu, de la chasse et du négoce ; de veiller à leur réputation ; de s'interdire toute fréquentation de cabarets ou de maisons suspectes ; de se procurer des vases sacrés en argent et de fermer à clef le tabernacle et les fonts baptismaux, etc.

Les titulaires des chapelles étaient invités à s'acquitter du service de leurs bénéfices et, comme les revenus étaient fort amoindris, ils devaient célébrer autant de messes qu'ils toucheraient de fois trois francs barrois ; sinon, les curés assureraient la desserte des chapelles et donneraient deux francs par messe au suppléant.

Les statuts rappelaient aussi les conseils pour l'assistance des prêtres malades et les prescriptions relatives au règlement si délicat de la succession des curés et autres bénéficiers ; ils renouvelaient tout ce qui avait trait aux synodes général et décanal, à l'élection du doyen rural, et ils donnaient la liste des cas réservés.

A ces articles rédigés en latin et destinés au clergé, l'évêque joignit une longue ordonnance en français, sur les points qui intéressaient les fidèles aussi bien que les curés (1) ; les catéchismes, la tenue des registres paroissiaux, la fermeture des cimetières, la sépulture des enfants morts sans baptême, les comptes des confréries et des fabriques, l'inventaire du mobilier des églises, la lampe du Saint-Sacrement, le respect et la sanctification du dimanche,

(1) *Ordonnances générales de Mgr... André du Saussay... faites en son premier synode général tenu à Toul le 5 juin 1658, touchant ce qui regarde les paroissiens de chaque paroisse, etc. (Rec. Mand., I, 63).*

les règlements pour la réfection et l'entretien des églises, le tarif des droits d'autel, etc.

Toutes ces prescriptions minutieuses n'étaient en somme que le rappel d'anciens mandements ou de vieilles coutumes ; mais elles prouvaient le zèle et la fermeté de l'évêque : un tel début faisait bien augurer de l'avenir.

Un article de cette ordonnance synodale visait un gros débat qui passionnait alors les curés et les religieux de Nancy (1). Pressées sans doute par le besoin et désireuses de s'attirer des legs et des dons généreux, plusieurs communautés s'étaient fort agitées, en ces derniers temps, pour amener des personnes riches à élire sépulture dans leurs chapelles ; le cercueil n'était plus porté à l'église paroissiale et les curés se voyaient frustrés d'une partie ou de la totalité de leurs droits curiaux. De là, grand émoi et contestations très vives qui parfois s'étaient terminées à l'amiable, mais qui souvent aussi avaient nécessité un arrêt de la Cour souveraine, du Parlement et même une sentence de la Cour de Rome (2). Pour parer à de tels scandales, tout en respectant une liberté bien chère, André du Saussay défendit, sous peine d'excommunication, à toute personne du diocèse de faire enlever ou de permettre qu'on enlevât de leurs maisons les cadavres des fidèles, sans en avoir averti le curé de la paroisse, qui ferait la levée du corps, le mènerait tout d'abord à son église et célébrerait, soit le jour même, soit dans la quinzaine, le service solennel ordonné par les statuts.

Cette mesure si sage ne tarit point complètement la source des différends et, plusieurs fois encore, les tribunaux durent intervenir pour arranger les parties (3). N'étaient-ce point des scènes

(1) Cf. *Registre de Saint-Sébastien*, *passim*.

(2) Arrêt du Parlement contre les Annonciades, en 1646. — Arrêt du Parlement de Paris, portant règlement pour les droits funéraires, du 27 mars 1646. — Arrêt du Parlement de Metz, siégeant à Toul, du 30 décembre 1647, etc., etc. — *Sententia definitiva, omni appellatione remota, super quarta funeralium, die 10 decembris 1650* (Reg. S.-Séb.).

(3) Sentence du bailliage de Nancy, contre les Carmes, 13 janvier 1673. — Arrêt de la Cour souveraine de Lorraine, contre les Cordeliers de Mirecourt, du 26 juillet 1670 (Reg. S.-Séb.).

analogues qui devaient bientôt exciter la verve satirique de notre bon La Fontaine ?

Le curé de Saint-Sébastien soutenait aussi un procès, mais plus édifiant celui-là, contre les Frères-Prêcheurs de Nancy (1). Ces religieux, depuis plusieurs années, faisaient, le jour de l'octave de la Fête-Dieu, une procession solennelle, dans laquelle figuraient nombre de jeunes garçons et de jeunes filles, portant de singuliers emblèmes et vêtus de costumes extraordinaires. Ils prétendaient ainsi renouveler la dévotion envers le Saint-Sacrement, mais ils attiraient plutôt la curiosité, la plaisanterie et le scandale. De plus, le jour et l'heure de cette cérémonie coïncidaient avec ceux de la procession paroissiale, ce qui pouvait amener des rencontres gênantes ou de fâcheuses rivalités. Georges Marcand s'en était déjà plaint à Jean Midot ; le vicaire capitulaire avait interdit la solennité incriminée, et les Frères-Prêcheurs avaient passé outre. André du Saussay fut moins radical, mais plus énergique : le 26 juillet 1659, un règlement, signé de sa main, transporta la procession au dimanche dans l'octave ; il interdit toute représentation et exhibition puérile de costumes et d'emblèmes et nous avons tout lieu de croire que son ordonnance fut respectée.

Tout en veillant au relèvement spirituel et à la bonne administration du diocèse, l'évêque-comte de Toul ne négligeait point la gestion de son temporel, amoindri et compromis durant cette longue et calamiteuse période. Il obligea ses vassaux à faire leurs reprises et à donner l'état exact des biens dont ils étaient détenteurs. Pour se procurer tout de suite quelques revenus, il emprunta six mille quatre cents francs à M. de Bretagne, premier président au Parlement de Metz, et il lui engagea, en garantie et pour quinze ans, la terre de Chaudeney, domaine de l'évêché (2) ; puis, toujours pressé par le besoin d'argent, il manifesta l'intention d'aliéner à la France quelques-unes des seigneuries épiscopales, Chaudeney, Barizey-au-Plain, Royaumeix, Seraumont (3).

(1) *Reg. S.-Séb.*, f° 36.

(2) *Arch. de M.-et-M.*, G. 82. — 23 mai 1659.

(3) *Ibid.*, 24 mars et 28 juin 1659. — 20 sept. et 15 nov. 1660.



Ce projet inquiéta justement le chapitre, conservateur-né des traditions et des biens de l'Église toulouse ; il en fit plusieurs fois ses remontrances au prélat ; il lui représenta que ces concessions amèneraient à bref délai le démembrement complet du temporel ; mais il n'obtint que des réponses évasives et des fins de non recevoir. Aussi les rapports des chanoines avec leur l'évêque se tendirent-ils de plus en plus ; ils lui refusèrent une clef de la cathédrale, sous prétexte que ses prédécesseurs n'en avaient jamais eu (1) ; ils le prièrent de porter au chœur l'aumusse et le manteau et d'assister aux matines le jour de Pâques ; ils lui firent observer qu'il avait manqué à la coutume en mettant dans un mandement le mot : « nous ordonnons », etc. (2). Enfin, tout aboutit à un éclat. Un jour que les députés du chapitre étaient venus au château épiscopal demander au prélat une procuration qui leur permit de poursuivre, avec leurs confrères de Verdun, les empiétements de la juridiction française sur les terres du temporel, André, à bout de patience, les reçut fort mal, les traita d'impertinents et d'importuns et, leur ouvrant la porte de son cabinet, leur signifia de sortir promptement (3).

Là-dessus, le vénérable chapitre s'émut et l'assemblée capitulaire décida qu'une adresse serait envoyée au seigneur évêque et lui représenterait que les chanoines de Toul ne travaillaient que pour l'honneur et l'intérêt de leur Église et que, n'étant pas accoutumés à des traitements qu'ils avaient peine à concevoir, ils n'entendaient pourtant pas se départir du respect qu'ils devaient à leur évêque, mais qu'ils cesseraient avec lui tout rapport personnel et ne correspondraient plus désormais que par lettres. Je ne sais combien de temps la brouille dura.

Pendant ces contestations, la Lorraine était en fête. Le traité des Pyrénées, signé en novembre 1659, avait rendu au pays son prince et son autonomie. Les conditions sans doute étaient fort dures ; mais telle était la joie de retrouver enfin la paix que l'on ne son-

(1) Arch. de M.-et-M., G., 104, 27 juillet 1637.

(2) *Ibid.*, G. 82.

(3) *Ibid.*, 4 juin 1660.

geait point pour l'instant à compter tout ce qu'elle coûtait. Le chapitre de Toul, aussitôt qu'une lettre du roi l'eût informé de l'heureux événement, décréta, dans une réunion capitulaire tenue le 17 février 1660 (1), que, le lendemain soir, le doyen, M. de Bretagne, assisté de deux chanoines, allumerait un feu de joie sur le parvis de la cathédrale; que, pendant ce temps, des chœurs de musiciens se feraient entendre sur les tours, avec accompagnement de violons et de trompettes et que le tout se terminerait par l'embrasement de pièces d'artifices; pendant trois jours, au maître-autel, devant toutes les reliques solennellement exposées et en présence de tous les corps ecclésiastiques de la cité, on ferait, le matin, un grand service et, le soir, on chanterait le *Te Deum*.

Et huit jours plus tard, 23 février, les chanoines décrétèrent que, selon l'engagement voté, aux jours de malheurs, les prières en l'honneur de saint Joseph, leur patron et leur protecteur, se continueraient durant trois ans, en actions de grâces (2).

La dévotion envers le saint Patriarche prit dès lors un nouvel accroissement, fait de reconnaissance et d'amour, d'espérance et de filial abandon. Dès son arrivée dans son diocèse, André du Saussay avait approuvé, par un acte du 6 juillet 1657, les ordonnances de Jean Midot sur le culte et les honneurs à rendre au *Médiateur de la Paix* (3), et il avait composé, en 1660, une paraphrase fort curieuse d'une hymne à la louange du Chef de la Sainte Famille (4).

En 1658, Philippe Legras, seigneur de La Ronxe, major de la ville et gouvernement de Toul, donna quatre mille francs barrois pour la restauration de la chapelle de saint Joseph à la cathédrale (5); et quand, en octobre 1662, le chapitre eût obtenu, des

(1) Arch. de M.-et-M., 4 juin 1660.

(2) *Ibid.*

(3) Beugnet, *Saint Joseph*, dans *Bull. de Saint-Joseph*, 20 février 1897.

(4) *Sancti Joseph breve Encomium, seu insignis hymni festi sancti Joseph paraphrasis exegetica qua selectiora ejus elogia recensentur, auctore Ill. et Rev. in. Ch. P. D. Andrea du Saussay, episcopo et comite tullensi..... ad communem fidelium suæ diœcesis usum et perenne solatium. Toul, Belgrand, 1660. in-16, 46 p.*

(5) Jérôme, *Une relique de saint Joseph*, 46 et sq.

chanoines de la collégiale Saint-Laurent de Joinville, une parcelle de la ceinture du saint Patriarche (1), il porta sa donation à dix mille cinq cents francs barrois, pour fournir à l'achat d'une châsse d'argent et à la construction d'un autel monumental.

Encourageant la dévotion générale et voulant l'implanter plus profondément encore dans les âmes, André du Saussay avait prolongé de deux ans la période d'actions de grâces promise par Jean Midot (2) et, quand elle eut pris fin en 1665, il en ordonna la reprise pour le même laps de temps et dans toutes les paroisses du diocèse (3). C'était, écrivait-il, pour obtenir « la conservation de la paix générale, l'union et la bonne intelligence entre le Roi très chrétien et l'Altesse du Sérénissime Duc de Lorraine ». Avec beaucoup, il prévoyait déjà que cette paix ne serait point de longue durée.

Il en profitait toutefois pour asseoir solidement son œuvre de restauration. Tous les ans, au synode général de la Pentecôte, il revenait sur les points les plus importants et les plus négligés des statuts diocésains et il publiait les règlements qui lui semblaient opportuns (4). En 1660, il défendit à ses prêtres de prendre du tabac, sous quelque forme que ce fût, avant la célébration de la sainte Messe (5). En 1661, il décida que tout clerc convaincu d'ivrognerie serait suspendu de l'exercice de ses ordres, et il interdit aux ecclésiastiques d'avoir des servantes suspectes ou âgées de moins de cinquante ans (6). En 1663, il rappela aux clercs le respect de leurs supérieurs, commenta, pour les prêtres, ces paroles du Pontifical : « *Sacerdotem oportet offerre, benedicere, præsesse, prædicare et baptizare* » (7) et décréta que désormais l'archidiaque ferait chaque année la visite canonique de son archidiaconé, sans pré

(1) Jérôme, *Une relique de saint Joseph*, 9 et sq.

(2) *Rec. Mand.*, I, 402 — 7 avril 1660.

(3) *Ibid.*, 73 — 15 avril 1665.

(4) *Ibid.*, I, 82 et sq.

(5) *Ibid.*, 83.

(6) *Ibid.*

(7) *Ibid.*, 71 et sq.

judice de la visite du doyen dans son doyenné (1). En 1669, il obligea chaque paroisse à avoir son maître d'école, pour chanter au lutrin, servir à l'église et instruire les enfants. En 1670, il ordonna aux gens de Prény d'enlever de leur église un tableau qui représentait saint Pierre célébrant la messe et entouré de pécheurs, en postures inconvenantes, etc., etc.

Le zèle du pasteur ne s'était donc point ralenti ; mais de quelle patience il lui fallait s'armer pour lutter contre la routine, la force d'inertie et parfois même la mauvaise volonté. Il est nombre de ces articles sur la résidence, le prône, le catéchisme, la bonne tenue des églises, etc., qui reviennent à chaque synode, et à chaque synode, l'évêque constate avec tristesse le peu de cas que l'on tient de ses avertissements et de ses préceptes.

Le moyen le plus efficace pour remonter le diocèse, c'était un sage recrutement du clergé. L'œuvre de Charles-Chrétien de Gournay était restée inachevée (2), et les deux premiers prêtres de la Mission, à peine arrivés à Toul, avaient dû occuper leur zèle au soulagement matériel et moral des infortunés Lorrains. A plusieurs reprises les religieux du Saint-Esprit avaient protesté contre la cession à l'évêque de l'ancienne commanderie. Le plus urgent était donc d'affirmer la légitimité et la valeur de cette transaction et d'en tirer le parti depuis si longtemps espéré (3).

Le 1<sup>er</sup> septembre 1657, André du Saussay confirma la suppression de la commanderie, la cession de la maison aux prêtres de la Mission et l'affectation des deux tiers du revenu à la nouvelle communauté. Des lettres patentes du mois de décembre de la même année donnèrent à cet acte épiscopal la sanction de l'autorité souveraine et Nicolas de Mouchy, supérieur de la Mission, fut alors installé solennellement dans les bâtiments du Saint-Esprit. L'intention du prélat était d'ouvrir incessamment le séminaire ; mais, après la longue période de désolation que venait de traver-

(1) Bibl. Nat., *Coll. lorr.*, 273 bis. — Ce statut fut peu observé et il dut être réitéré plusieurs fois, notamment par François Blouet de Camilly, le 4 septembre 1715.

(2) Voir plus haut, p. 208 et sq.

(3) Arch. de M.-et-M., G. 128. — Arch. Nat., E. 1936.

ser le diocèse, il lui fut impossible de réunir les fonds nécessaires. Quinze ans devaient se passer encore avant qu'il lui fût donné de réaliser son projet.

En attendant, dès le synode de 1658, il obligea tous ceux qui voudraient se présenter aux saints ordres à se conformer exactement aux prescriptions consignées dans le Rituel de Jean des Porcelets de Maillane (1) et, revenant sur ce point capital, il publia, le 1<sup>er</sup> octobre 1664, un règlement plus détaillé (2).

Aucun postulant aux ordres ne pourrait subir l'examen avant que ses bans eussent été publiés dans sa paroisse, pendant trois dimanches, au prône de la messe paroissiale. Il devait en fournir une attestation, comme aussi un certificat de bonne vie et d'excellente réputation. L'examen porterait sur les articles du Symbole, le nombre et l'efficacité des Sacrements, les Commandements de Dieu et de l'Église. Après cette épreuve, le candidat présenterait ses titres à l'évêque, pour qu'ils fussent par lui approuvés et confirmés ; puis, avant d'être admis au sous-diaconat, il ferait une retraite de dix jours chez les Prêtres de la Mission.

L'ordination du diaconat serait précédée d'un mois de stage dans une église et d'une nouvelle retraite de dix jours. Quant à la prêtrise, elle serait préparée, durant le même laps de temps, par une autre série d'exercices spirituels et suivie d'un *triduum* d'actions de grâces. L'ancien vicaire général de Paris, admirateur et ami de saint Vincent de Paul, suppléait ainsi par les *exercices des Ordinands* à l'absence de séminaire.

Secondant les intentions de son évêque, Nicolas Boban, curé de Dommartin-les-Ville-sur-Ilon (3), ouvrit, le 9 octobre 1664, dans sa paroisse, avec le concours d'Anne de Livron, marquise de Ville, et d'Antoine Guyot, curé d'Adompt (4), une école de latin,

(1) *Recueil des Mandements*, I, 40.

(2) *Sanctiones de meliori dispositione ordinum* (*Ibid.*, 70).

(3) *Dommartin-les-Ville-sur-Ilon*, comm. de Ville-sur-Ilon, c. de Dompair, Vosges. — Benoit-Picart, *Pouillé*, II, 179. — Ch. Chapellier, *Le Séminaire de Dommartin-les-Ville-sur-Ilon*, dans *Sem. relig. Saint-Dié*, 1889-1890. — Rogie, *Hist. du B. Pierre Fourier*, III, 479.

(4) Antoine Guyot, curé d'Adompt, mort le 24 avril 1690, composa plusieurs traités à l'usage de ses paroissiens : *Dialogues catéchistiques sur les princi-*

nous dirions aujourd'hui un petit séminaire, pour des aspirants au sacerdoce. La fondation fut confirmée par Du Saussay, le 18 octobre 1668, et la maison fut confiée, en 1684, aux Chanoines-Réguliers de Notre-Sauveur. Quoique de proportions assez modestes (il n'avait guère que quatre régents), cet établissement rendit de grands services au diocèse et subsista jusqu'à la Révolution.

Le petit séminaire avait donc devancé le grand ; mais enfin, après une longue patience, André du Saussay eut la joie de signer, le 27 mai 1673, l'ordonnance qui instituait, dans l'ancienne commanderie du Saint-Esprit, une maison de formation pour la jeunesse cléricale : ce fut l'acte le plus utile de son long et fécond épiscopat (1).

La sollicitude d'un diocèse aussi vaste, aussi négligé, ne le détournait point de ses études favorites. En 1657, il donna une *Méthode pour louer Dieu dans les hymnes et dans les cantiques* (2) ; en 1660, il publia son *Éloge de saint Joseph* (3) ; en 1661, quatre livres sur saint Remy et une *Dissertation sur l'origine de la sainte ampoule* (4) ; en 1665, une *Continuation des Auteurs ecclésiastiques de Bellarmin* (5) ; en 1667, un *Abrégé de la vie de saint Philippe de Néri* (6). Mais l'ouvrage qu'il eut le plus à cœur, fut son *Traité sur*

*pales et plus communes cérémonies de l'Église*. Toul, Perrin, 1662. in-8°. — *L'Agriculture morale qui enseigne au laboureur chrétien les moyens de vivre content en sa vocation, d'y faire son salut et de moissonner de ses travaux corporels des fruits spirituels, tant en la vie présente qu'en la future*. Toul, Laurent, 1679. 3 vol. in-8°. — *Catéchisme angélique* (resté manuscrit) et deux élégies sur les malheurs du temps ; l'une en français : *Les extrêmes misères et calamités de la Lorraine* ; l'autre en latin : *Lamenta Lotharingorum* ; tous deux restés manuscrits. (Cf. Ch. Chapellier, *loc. cit.*).

(1) Arch. de M.-et-M., G. 128.

(2) *Divina Doxologia, seu sacra glorificandi Deum in hymnis et canticis methodus*. Tulli, 1657, in-12.

(3) Voir p. 249, n. 4.

(4) *De gloria sancti Remigii libri quatuor, quibus subnectitur assertatio veritatis sanctæ Ampullæ*. Tulli-Leucorum, 1661, in-f°.

(5) *Insignis libri de Scriptoribus ecclesiasticis Cardinalis Bellarmini continuatio, ab anno 1500 in quo desinit ad annum 1600*. Tulli Leucorum, 1665, in-4°. « Cette compilation superficielle et inexacte est d'ailleurs rédigée sans ordre et sans méthode. » (*Bibl. univ.*)

(6) *Epitome vitæ admirabilis S. Philippi de Nery Oratorii romani fundatoris*. Tulli-Leucorum, 1667, in-4°.

le *saint Clou* (1). Il voulut établir l'authenticité de la relique la plus précieuse que conservait le trésor de sa cathédrale : il multiplia les recherches, compléta une foule de renseignements ; mais il est regrettable qu'il n'ait point apporté à cette œuvre si délicate, une critique plus sévère, une plus profonde érudition (2). Il est loin d'avoir dissipé les ténèbres qui enveloppent cette question et l'histoire du saint Clou de Toul reste encore un problème historique (3).

(1) *De bipartito Domini Clavo Trevirensi et Tullensi crisis historica*. Tulli-Leucorum, Simon Belgrand, 1660.

(2) Lire dans les *Annales Trevirenses* (I, 583), l'appréciation, ou mieux la réfutation de cet ouvrage, par le P. Massenius : « *Sed pace tanti viri et Tullensium dixerim, hanc non minus historiam quam chronologiæ rationem suis adjunctis fallere, nec solida niti veritate...etc...* »

(3) T. I., 166 et 399.

## CHAPITRE II

### Catherine de Bar. Sœurs de Saint-Charles. Chartreux.

---

Outre la dévotion à Marie et à Joseph, tous deux proclamés médiateurs de la paix, les épreuves et les malheurs de la guerre, les profanations commises par des huguenots fanatiques ou par des soldats en délire, excitèrent partout, mais surtout en Lorraine, un culte de réparation et d'amende honorable envers l'adorable Mystère du tabernacle. Dans beaucoup de paroisses furent organisées des confréries du Saint-Sacrement et un ordre spécial se forma, dont le but premier était l'expiation des outrages reçus par Jésus, dans l'Eucharistie (1).

Catherine Barre, sa fondatrice, plus communément appelée Catherine de Bar (2), naquit à Saint-Dié, le 31 décembre 1614, d'une famille de bonne bourgeoisie. Après une enfance passée dans la piété, elle entra en 1631 chez les Annonciades de Bruyères, fit profession l'année suivante, édifia la communauté par ses vertus, et, dès 1635, fut nommée supérieure du monastère : elle avait à peine vingt et un ans.

(1) Duquesne, *Vie de la Vénérable Mère Catherine de Bar, dite en religion Mechtilde du Saint-Sacrement*. Nancy, Lamort, 1773. in-12. — Hervin et Dour-lens, *Vie de la Très Révérende Mère Mechtilde du Saint-Sacrement*. Paris, Bray et Retaux, 1882. in-8°. — Pûster, *Catherine de Bar*, dans *Bull. Soc. Phil. Vosg.*, 1896.

(2) L. Germain, dans *Bull. Soc. Phil. Vosg.*, 1891.



Sous l'habit de sainte Jeanne de Valois, dans ce petit couvent assis au pied des montagnes des Vosges, elle avait cru élire le lieu de son repos sur la terre ; mais la guerre, ses terreurs et ses misères, allaient l'arracher à son cloître et la chasser, durant près de vingt ans, de tous les lieux où elle comptait trouver un refuge. Contrainte de quitter précipitamment Bruyères, dès le mois de mai 1635, la jeune supérieure, après bien des pérégrinations, avait enfin réuni à Commercy ses filles dispersées et ouvert pour vivre un pensionnat ; mais la peste lui enleva, l'une après l'autre, ses religieuses, épuisées par les émotions, les fatigues et le besoin. Elle dut revenir à Saint-Dié avec les quelques survivantes et, ne pouvant rentrer à Bruyères, dans un monastère en ruines, elle songea à demander asile aux Bénédictines de Rambervillers. Elle obtint les autorisations nécessaires, subit courageusement un nouveau noviciat et fit en 1640, profession de la règle de saint Benoît, sous le nom de sœur Mechtilde. Mais Rambervillers, occupée par Charles IV depuis 1635, venait d'être reprise par les Français ; la misère était grande ; la sécurité, fort précaire : la communauté dut se disperser et sœur Mechtilde fut, une seconde fois, jetée sur les grands chemins.

Elle avait des parents à Saint-Mihiel ; elle s'y réfugia avec quelques-unes de ses compagnes, mais au prix de quels dangers ! Là, comme partout en Lorraine, la disette était horrible et les pauvres fugitives de Rambervillers y fussent mortes de faim sans les missionnaires de saint Vincent de Paul qui leur fournirent du pain et intéressèrent à leur cause Marie de Beauvillers, abbesse de Montmartre.

Catherine, appelée à Paris en 1641, habita successivement Montmartre, Bretteville sur-la-Laize, en Normandie, Saint-Maur-des-Fossés, près de Paris, où elle eut comme supérieur et protecteur dévoué André du Saussay, alors grand vicaire de Paris. Elle fut bientôt élue prieure du couvent Notre-Dame de Bon-Secours, à Caen et, ses deux ans de supérieurat révolus, elle revint à Rambervillers, en 1650 : la communauté bénédictine s'était reformée et la rappelait pour être sa prieure.

A peine avait-elle rejoint ses compagnes, devenues ses filles, que Charles IV reprit la ville. Les Français essayèrent de le déloger dès l'année suivante ; la Mère Mechtilde dut repartir pour Paris avec une colonie de ses religieuses, et se fixa rue du Bac, dans une maison que lui procurèrent de généreuses bienfaitrices, M<sup>me</sup> de Chateaufieux et M<sup>me</sup> de Boves.

C'était là que Dieu l'attendait pour lui révéler les intentions qu'il avait sur elle. Il lui avait donné une âme tendre, pieuse, extatique ; dès l'enfance, il avait excité et développé dans son cœur un ardent amour envers l'Eucharistie ; dans ses courses errantes à travers des pays ravagés, il lui avait montré les églises en flammes, les autels souillés, les tabernacles ouverts, les saintes hosties dispersées et il lui avait inspiré le désir de se faire la victime expiatoire de tant de crimes et de profanations. Or, au moment où elle arrivait à Paris, la Fronde sévissait dans toute son intensité et un prêtre de St-Sulpice, M. Picoté, venait d'être chargé par Anne d'Autriche de faire, en son nom, pour obtenir la paix, le vœu d'établir l'œuvre de piété qui paraîtrait la plus opportune ! (1).

Le moment d'accalmie qui suivit la bataille du Faubourg Saint-Antoine, fit croire à la régente et à son mandataire qu'ils étaient exaucés. Durant ces troubles, M. Picoté s'était, lui aussi, vivement ému des injures faites au divin Prisonnier du tabernacle : il se disait qu'il serait urgent d'en provoquer la réparation. Il connaissait Catherine de Bar ; il savait ses dispositions et son dénuement, et c'est ainsi qu'il conçut l'idée de confier aux religieuses lorraines l'exécution du vœu royal et la réalisation de ses pieux désirs.

Anne d'Autriche approuva son projet ; elle logea provisoirement la communauté dans une maison de la rue Férou et elle tint à venir faire elle-même la première amende honorable et commencer la série des adoratrices qui devaient, jour et nuit, sans interruption, se succéder, la corde au cou, devant l'autel, hosties d'expiation et victimes pour les pécheurs.

Le clergé ne vit point sans inquiétude ces tendances et ces pratiques mystiques ; les Jansénistes surtout s'irritèrent d'une piété

(1) Faillon, *Vie de M. Olier*, II, 534 et sq.

si tendre, d'une dévotion si ardente : pourtant, l'œuvre vécut, grandit, prospéra. En 1658, la Mère Mechtilde du Saint-Sacrement (c'est ainsi qu'elle s'appellera désormais) prit possession de son couvent de la rue Cassette ; elle y ouvrit un pensionnat et, deux ans plus tard, elle eut la joie de voir confirmer par le pape Alexandre VII l'érection de ce nouveau monastère.

Dès lors, elle eut une ambition plus haute : elle voulut fonder une congrégation de sœurs réparatrices, unir à la maison de Paris d'autres communautés et obtenir du Siège-Apostolique l'approbation de ses constitutions. La comtesse de Chateaufieux lui offrait les fonds nécessaires pour bâtir un second couvent : elle songea tout d'abord à sa ville natale ; mais elle dut renoncer à ce dessein, devant l'opposition du chapitre qu'avait sans doute effrayé le mysticisme de ses cérémonies (1).

Forcée de renoncer à Saint-Dié, elle pensa mieux réussir à Toul : elle avait connu André du Saussay à Paris et elle n'ignorait point qu'il était favorable à son œuvre. Son espoir ne fut point déçu ; loin de la rebuter, l'évêque se porta garant du succès. Mais Toul était une ville frontière et une place forte ; l'autorité militaire avait tout intérêt à ne point laisser se multiplier les bouches inutiles et diminuer le nombre des logements nécessaires aux passages de troupes ; les bourgeois murmuraient contre toute installation nouvelle de privilégiés et le clergé lui-même trouvait que la ville épiscopale tendait à ne plus être qu'une collection de monastères (2).

Aussi, quand la Mère Mechtilde arriva, le 25 septembre 1664, avec sa colonie de religieuses, elle se vit en butte à une opposition formidable. Ses lettres patentes étaient parfaitement en règle : les officiers du bailliage les rejetèrent, comme subreptices. Elle était descendue rue Michâtel, chez M. du Barail, lieutenant général du roi ; André du Saussay lui avait donné l'autorisation de transformer en chapelle l'une des chambres de son appartement ; il lui

(1) Bibl. du Sém. Saint-Dié, *Reg. Délib. capit.*, 16 juin 1663.

(2) Arch. Nat., E. 1733, f° 193 : 1762, f° 327. — M<sup>me</sup> François Bataille, *Études sur Toul ancien*, 129 et sq.

avait même promis de venir bénir son oratoire et y dire la première messe : le chapitre, alléguant qu'il avait seul la juridiction sur la rue Michâtel, ordonna la fermeture de cette chapelle ; il défendit à tout prêtre d'y célébrer le Saint-Sacrifice et l'évêque, froissé, n'eut d'autre consolation que d'intenter un procès à ses chanoines. Elle voulut acheter les immeubles nécessaires à son installation : les bourgeois refusèrent de les lui vendre. On voulut la prendre par la famine ; on menaça de livrer sa maison aux flammes ; on obtint de Louis XIV un édit défendant qu'aucune maison ecclésiastique ne s'établît désormais sans la permission spéciale de Sa Majesté et sans l'avis favorable des échevins et des magistrats.

Mais Catherine n'en était point à ses premiers ennuis : elle ne se laissa point ébranler. Elle désarma le chapitre, calma l'évêque, obtint de M. du Barail la cession de deux immeubles contigus à son hôtel, y entra par une brèche pratiquée secrètement dans le mur mitoyen et y installa ses religieuses. Il y eut quelque bruit en ville quand la nouvelle s'en répandit ; mais enfin tout s'apaisa sur une lettre de la reine-mère et, quand la fondatrice repartit pour Paris, elle avait bon espoir de succès (1).

Deux ans plus tard, en 1666, la Mère Mechtilde eut la joie bien douce d'agréger à son institut son monastère de Rambervillers (2) ; bientôt après, le 29 mai 1668, le cardinal de Vendôme, légat du pape en France, approuva les constitutions qu'elle avait écrites pour ses religieuses *Bénédictines du Saint Sacrement*. Elle était donc au comble de ses vœux : sa foi, sa confiance en Dieu, son invincible tenacité avaient enfin leur récompense.

(1) Le couvent était situé dans la rue Foy actuelle.

(2) Le couvent de Rambervillers, situé sur les bords de la Mortagne, est aujourd'hui occupé par les écoles communales de garçons. Il eut, comme première supérieure, la mère Benoitte de la Passion, appelée dans le monde Élisabeth de Brem, morte en odeur de sainteté et dont le corps repose aujourd'hui dans l'église paroissiale (M<sup>re</sup> de Blémur, *Éloge de la vénérable Mère Élisabeth de Brême, dite Benoîte de la Passion*. Paris, 1679. — Calmet, *Bibl. lorr.*, 712). — Dans ce cloître vécut, sous le nom de Mère Saint-Bernard, Louise Grignon de Montfort, la sœur du bienheureux (Ch. Chapelier, *Louise Grignon de Montfort*, dans *Sem. relig. de Saint-Dié*, 1888).

Depuis plusieurs années déjà, la duchesse d'Orléans, Marguerite de Lorraine, la pressait d'affilier à ses trois maisons l'abbaye de Notre-Dame de Consolation et de sauver ainsi de la ruine le monastère fondé par sa tante, Catherine de Lorraine (1). Mais la congrégation du Saint-Sacrement était pauvre ; la maison nancéienne était chargée de dettes et la fondatrice hésitait devant une entreprise aussi téméraire, quand, le 25 avril 1667, se passa un événement qu'elle considéra comme la réponse du Ciel. Au coup de vêpres, la cloche de l'église tomba avec un fracas épouvantable : on la crut brisée ; mais quelle fut la surprise quand on la vit intacte, retenue par une simple poutre. Or cette cloche portait cette inscription : « Loué et adoré soit à jamais le Très Saint Sacrement de l'autel. Pour la consolation de Nancy. » Elle devait donc sonner l'adoration réparatrice et la Mère Mechtilde fut désormais gagnée à la cause de l'union. On négocia à Rome la suppression du titre abbatial de Notre-Dame de Consolation ; l'abbesse, M<sup>me</sup> de Livron, donna sa démission contre la promesse de l'abbaye de Vergaville ; le 8 avril 1669, la Mère Mechtilde prit possession de la maison et, selon la pieuse coutume de la jeune congrégation, elle installa solennellement une statue de la Sainte Vierge au-dessus de la stalle abbatiale : du monastère de Nancy, comme de tous les couvents du Saint-Sacrement, Marie devait être la seule abbesse (2).

Le confesseur de Marguerite de Lorraine fut quelque temps le Père Épiphan Louis (3). Né à Nancy, la même année que Catherine, ce religieux prémontré s'était révélé comme un profond mystique, un directeur éclairé, un prédicateur éloquent. Amené sans doute à Paris par les malheurs de sa province, il y connut l'ancienne Annonciade. Leurs deux âmes étaient bien faites pour s'entendre : même amour ardent pour Dieu, même souci des réparations à offrir au Sauveur, même prédilection pour les études

(1) A. Benott, *Les Dames du Saint-Sacrement à Nancy*, dans *Mém. Ac. Stan.*, 1895.

(2) La Mère Mechtilde du Saint-Sacrement mourut à Paris le 6 avril 1698.

(3) Sur le Père Épiphan Louis, voir Calmet, *Bibl. lorr.* — Hugo, *Annales Ord. Prém.*, II, 916 et sq.

et les exercices de la piété mystique. Il n'est point jusqu'à l'âge, jusqu'à la patrie qui ne contribuât à les rapprocher.

Vivement intéressé par l'œuvre de la Mère Mechtilde, le Père Épiphané la défendit avec ardeur contre ses nombreux et puissants adversaires et il écrivit pour les religieuses plusieurs traités ascétiques, encore très estimés (1). Successivement prieur de Saint-Paul de Verdun et d'autres monastères de sa congrégation, il fut élu abbé d'Étival, en 1663, et il vécut toujours avec André du Saussay en des rapports excellents. On ne prévoyait guère alors les difficultés qui allaient surgir incessamment entre lui, ses collègues des abbayes vosgiennes et les évêques de Toul (2).

Sans passer par les mêmes épreuves, mais soumise elle aussi à la forte direction du Père Épiphané, la petite communauté d'Emmanuel Chauvenel s'était organisée et développée (3). Non loin de sa maison de la rue Saint-Jacques, entre le ruisseau Saint-Thiébaud, alors à ciel ouvert, et la grande rue Saint-Jean, s'élevait une ancienne batterie de cuivre. Pierre de Stainville, doyen de la Primatiale, l'avait achetée jadis à Claude Martin, son dernier propriétaire ; il y avait installé, en 1626, sous le vocable de Saint-Charles, un hôpital pour de jeunes apprentis ; puis, il avait cédé son entreprise au duc Charles IV qui l'avait unie, dès 1631, à l'hospice Saint-Julien (4). Saint-Charles était donc inoccupé. Or, Claude

(1) *La Nature immolée par la grâce, ou la Pratique de la mort mystique, pour l'instruction et la conduite des religieuses Bénédictines de l'Adoration Perpétuelle*. Paris, 1674. in-8°. — *La vie sacrifiée et anéantie des novices qui prétendent s'offrir en qualité de victimes du Fils de Dieu dans la Congrégation des religieuses Bénédictines de l'Adoration Perpétuelle*. Paris, chez Josse, 1674-1675. in-8°. — *Conférences mystiques sur le recueillement de l'âme pour arriver à la contemplation du simple regard de Dieu par les lumières de la foy*. Paris, Ch. Remy, 1676. in-8°.

Un quatrième volume, laissé inachevé, fut publié par le P. Michel La Ronde, l'un de ses disciples : *Traité de la contemplation naturelle par forme de conférences entre Philothée et son directeur*. Paris, Remy, 1684.

Les *Lettres spirituelles* du P. Épiphané Louis parurent, éditées par le même Michel La Ronde, chez le même libraire, en 1688.

(2) Voir plus bas, au livre XII.

(3) Voir plus haut, p. 234. — Archives de Saint-Charles. — Lionnais, *Hist. de Nancy*, II, 524. — *Hist. de la Congrég. de Saint-Charles*, I, 8 et sq.

4) *Reg. par. Saint-Sébastien*, I, 30.

Martin était mort débiteur d'Emmanuel Chauvenel ; ses héritiers ne pouvant satisfaire à sa créance, le fondateur du dispensaire de la rue Saint-Jacques revendiqua la propriété de l'ancienne batterie de cuivre. Il gagna son procès en 1662 ; installa ses cinq garde-malades dans l'ancien hôpital, le 29 novembre de cette même année ; leur écrivit un règlement provisoire ; constitua leur communauté sous le nom de *Maison de la Sainte Famille de Jésus, Marie, Joseph* et leur donna comme supérieure Anne Royer, veuve de Nicolas Virion, conseiller d'État de Son Altesse Royale et lieutenant-général du comté de Vaudémont.

Des lettres patentes du 6 mai 1663 autorisèrent la nouvelle institution que le peuple s'habituaît déjà à nommer *Saint-Charles* ; elles la mirent sous la protection ducale et fixèrent à douze le nombre des sœurs qu'elle pourrait recevoir. Le 21 du même mois, André du Saussay donna l'approbation canonique. Mais le prélat fit davantage pour la communauté naissante : il la confia à l'abbé d'Étival et c'est au Père Épiphané Louis et à Barbe Godefroy, leur seconde supérieure, que les religieuses hospitalières de la *Sainte Famille de Jésus, Marie, Joseph*, vulgairement appelées *Sœurs de Saint-Charles*, se reconnaissent redevables de leurs constitutions. Le nom du saint Prémontré est, pour elles, inséparable de celui d'Emmanuel Chauvenel : tous deux leur rappellent le souvenir bien doux des fondateurs vénérés de leur puissante congrégation.

L'ordre de Saint-Norbert continuait à se maintenir, en Lorraine, dans l'esprit de Servais de Lairuels. Un ami du Père Épiphané, Jean Vautrin, administrateur de la Componende, lui procura, en 1662, avec l'autorisation de l'évêque, un nouveau prieuré à Parey-sous-Montfort (1) et, dix ans plus tard, Jovilliers, le seul monastère du diocèse qui ne fût pas encore réformé, entra dans la congrégation de l'Antique Rigueur (2). On peut juger de la déchéance où les épreuves du pays et la négligence de la règle avaient fait tomber cette maison, par la relation qu'écrivit de sa visite, le nou-

(1) Hugo, *Ann. Ord. Præm.*, II, 493. — *Parey-sous-Montfort*, c. de Bulgnéville, Vosges.

(2) Hugo, *ibid.*, I, 928.

vel abbé, le Père Edmond Sauvage (1). « Il y vit quelques novices qui n'avaient ni maître, ni sous-maître, pour les conduire et les instruire dans la vie spirituelle et régulière ; pour leur enseigner le chant, les cérémonies de l'Église et les autres exercices qui se pratiquent dans les maisons de l'Ordre... Il n'y avait de prêtre que le sieur abbé et, en son absence, on était obligé de recourir à quelque prêtre du voisinage, pour chanter la messe, les jours de dimanches et de fêtes... L'église, le dortoir, la maison abbatiale et les fermes du monastère étaient dans un état pitoyable et menaçaient d'une ruine prochaine. Il n'y avait presque point de vitres aux fenêtres de l'église, et celles qui y étaient ne pouvaient arrêter l'impétuosité des vents. On était obligé de cacher le cierge qui sert pour la célébration des saints mystères au maître-autel ; les toits des bâtiments étaient tellement négligés et en si mauvais état que la pluie perçait les voûtes en plusieurs endroits. »

Les Chartreux avaient émigré, dès les premières épreuves de la Lorraine (2) : leur installation était trop récente et trop précaire pour qu'ils fussent à même de se suffire, au milieu d'une aussi horrible misère. Un des premiers soins de Charles IV, lorsqu'il fut de retour dans ses duchés, fut de les rappeler à Sainte-Anne ; mais, comme l'antique propriété de l'infortuné Melchior de La Vallée était « aquatique, inégale, trop serrée » et trop rapprochée de la ville, il leur donna la terre et la seigneurie de Bosserville qui venaient de revenir au domaine. Dom Pierre D'Hofflize, prieur de Sainte-Anne, et dom Errard, procureur, prirent possession de cette riche propriété, le 6 février 1666, et le duc fit incessamment commencer les travaux du nouveau monastère. Il abandonna à cet effet une partie des pierres des fortifications de Nancy que Louis XIV le forçait à démanteler et celles du château de Condé que Richelieu avait fait abattre ; les Chartreux, de leur côté, achetèrent vingt-cinq mille six cent soixante-douze pieds cubes des pierres

(1) *Histoire de Jovilliers* (Ms. de la Bibl. du sémin. de Nancy, pp. 95-96). — Le père Sauvage, vicaire général de la Congrégation, venait de permuter son abbaye de Bucilly pour Jovilliers, afin d'installer la réforme (Gillant, *Pouillé*, II, 347).

(2) Berseaux, *L'Ordre des Chartreux et la Chartreuse de Bosserville*. Nancy, Vagner, 1868. in-8°.



du château de Pont-Saint-Vincent ; dès le mois de décembre 1669, la communauté s'installa dans la partie des bâtiments qui était construite, et l'année suivante fut posée la première pierre de l'église.

Charles IV ne devait point voir achevé ce beau monastère qu'il faisait élever sur la rive de la Meurthe, en l'honneur de Marie en son Immaculée-Conception (1). Ce prince fantasque mêlait, aux aventures d'une vie plus que romanesque, les transports de la piété la plus vive. Il avait surtout une ardente dévotion envers la Très Sainte Vierge. Il aimait à fréquenter ses pèlerinages ; il allait souvent assister à la sainte Messe dans le sanctuaire de Bon-Secours et il gravit plusieurs fois la colline de Sion. Aussi, pour se ménager un puissant appui contre Louis XIV, toujours à redouter, il conçut le projet de donner ses États à la Mère de Dieu : « Qui oserait, disait-il, faire la guerre à Notre-Dame ? »

Le 20 janvier 1669, parut un édit déclarant que, par acte notarié, Charles IV, duc de Lorraine et de Bar, avait reconnu et proclamé Marie souveraine de ses États ; qu'il avait consigné entre ses mains sa personne, sa maison, ses États et tous ses biens ; qu'il était résolu de tenir cette donation entre vifs pour irrévocable et de ne souffrir jamais en ses duchés, ni blasphème, ni impureté publique, ni rien qui fût contraire à l'honneur de la Vierge, à ses droits et à la fidélité qui lui est due (2).

En signe de quoi, le duc devait mettre une couronne sur la tête et un anneau au doigt d'une statue de Marie, prononcer devant cette image de la nouvelle Souveraine un acte de consécration, et mettre son chiffre sur les drapeaux et sur les étendards. Chaque année, en la fête de l'Immaculée Conception, une procession commémorative se déroulerait dans le cloître des Cordeliers de Nancy et dans les principales villes du pays, et le duc régnant renouvelerait l'acte de consécration. La Lorraine était donc désormais le duché de Marie et Charles IV fondait sur cette pieuse démarche les plus belles espérances.

(1) La statue de la Sainte Vierge se dresse sur le fronton de la chapelle, avec cette inscription : « *Immaculatæ Conceptioni.* »

(2) *Reg. par. Saint-Sébastien*, f° 267 et sq.

Malheureusement, il oubliait le proverbe : « Aide-toi et le Ciel t'aidera » ; en même temps qu'il confiait ses États à la Vierge puissante, il multipliait les intrigues, reformait ses armées, cherchait à entrer dans la triple alliance. Il fit tant que, le 26 août 1670, Louis XIV, heureux de l'occasion, tenta de le prendre, lui et sa capitale, par un coup de main, aussi hardi que déloyal. Le prince échappa, comme par miracle ; mais Nancy et le pays retombèrent entre les mains du roi très chrétien. Alors commença, presque sans coup férir, la seconde occupation de la Lorraine par les Français ; mais la plupart des fléaux qui avaient rendu la première si funeste et si odieuse, furent cette fois épargnés à cette malheureuse nation. Le maréchal de Créqui et les officiers de Louis XIV traitèrent le duché non en pays conquis, mais en province du royaume et, si les patriotes regrettèrent leur indépendance, si le peuple eut souvent à gémir de lourdes réquisitions, si parfois encore des bandes indisciplinées saccagèrent les campagnes, les sujets de Charles IV purent du moins profiter de la paix et de la sécurité générale pour se remettre peu à peu des souffrances qu'ils avaient si longtemps supportées (1).

André du Saussay préparait alors la cause de béatification du Bon-Père de Mattaincourt (2). Le 26 mai 1673, il approuva la deuxième édition que le Père Bédel, en vue du procès, venait de faire paraître de sa *Vie du Révérend Père Fourier* (3) ; il tenta, sans grand succès, de réunir sous l'observance des dernières constitutions de leur saint fondateur toutes les communautés de Notre-Dame qui existaient dans son diocèse (4) ; il dirigea les procès préliminaires

(1) Cf. Baumont, *Études sur le règne de Léopold*. Nancy, Berger-Levrault, 1894, p. 48 et sq.

(2) Rogie, *Hist. du B. Pierre Fourier*, III, 329 et sq.

(3) *La Vie du Révérend Père Fourier, dit vulgairement le Père de Mattaincourt, réformateur et général des Chanoines Réguliers de la Congrégation de Notre-Sauveur et instituteur des religieuses de la Congrégation de Notre-Dame. Composée par le R. P. Jean Bédel, chanoine régulier de la même Congrégation de Notre-Sauveur. Revue et augmentée de plusieurs miracles reçus et approuvés par l'Ordinaire*. A Toul, par J. Laurent et J. Fr. Laurent, imprimeurs du Roy et de Monseigneur, MDCCLXXIII, avec approbation et permission. — Cf. Chapelier, *Le R. P. Jean Bédel*. Nancy, Berger-Levrault, 1883. — L'approbation de l'évêque de Toul se trouve dans le *Recueil des Mandements*, I, 102 bis.

(4) Rogie, *ibid.*, 446 et sq. — Le couvent de Nancy accepta les Constitutions et le visiteur (voir plus haut, p. 230) en 1695, et celui de Toul, trois ans plus tard.

*de non cultu* et sur les miracles attribués à l'intercession de Pierre Fourier et il expédia le dossier dans le courant de 1675 (1).

Mais quand les pièces arrivèrent à la Congrégation des Rites, André du Saussay, évêque et comte de Toul, avait été recevoir la récompense promise aux bons serviteurs. Il mourut à Toul le 9 septembre 1675, à l'âge de 80 ans, et fut enterré dans la chapelle des évêques. Sur sa tombe ne s'éleva point un splendide mausolée : on était alors dans une pauvreté trop grande ; mais François de Camilly, son troisième successeur, lui fit graver cette épitaphe : « *Hic jacet reverendissimus in Christo Pater D. D. Andreas du Saussay, olim vicarius generalis et officialis parisiensis. Vir multiplici lectione et scriptione, suo tempore celebris, clero et populo amabilis, sedem hanc tenuit ab anno 1657 ad annum 1675.* » Avec l'érudit et l'écrivain, l'Église de Toul eût aimé que François de Camilly célébrât aussi le prêtre et le pasteur.

André du Saussay avait reçu un diocèse dévasté ; son zèle, sa piété, son dévouement avaient partout relevé et réparé les ruines et son successeur n'avait qu'à suivre ses traditions et ses exemples pour redonner à l'apanage de saint Mansuy tout l'éclat de son antique splendeur.

---

(1) Rogie, *ibid.*, 333.

## CHAPITRE III

Jacques de Fieux. — Premières années de  
Henri de Thiard de Bissy <sup>(1)</sup>.

---

La question tant débattue de la nomination des évêques toulousains s'était arrangée pendant l'épiscopat d'André du Saussay. La cour de France avait fini par comprendre la nécessité d'un indult qui étendrait aux nouvelles conquêtes de la monarchie le privilège accordé par le concordat de 1516.

Engagées à l'occasion de l'affaire Créquy et facilitées par le secours que le roi donna au pape contre les habitants d'Avignon, les négociations avaient d'abord abouti à faire reconnaître à Louis XIV, par Alexandre VII, le 11 décembre 1664, le droit de nommer aux sièges épiscopaux de Metz, de Toul et de Verdun, quand ils ne seraient pas vacants, par suite de décès, en cour de Rome (2). Ce n'était point encore l'ampliation complète du concordat de Léon X : les pourparlers reprirent et enfin, malgré les réclamations des Lorrains (3), le successeur d'Alexandre, Clé-

(1) Sources. — Arch. Vatic. — Arch. de M.-et-M. *Délib. capit.* — *Recueil des Mand. des Evêq. de Toul.* I. — Les écrivains lorrains et toulousains. — Broûilly, *Défense de l'Eglise de Toul.*

(2) *Mémoires de Le Dran sur les négociations entamées à Rome pour la nomination aux évêchés et autres bénéfices consistoriaux* (Arch. du Minist. des aff. étrang., *Mémoires et documents*, Rome, 8). — *Memorie e scritture sopra l'jus nominandi ai benefici di Tul, concesso da Clemente IX et X al Re di Francia.* (Arch. Vatic., *Bibl. Carpegna*, Var., 28, p. 1 et sq.)

(3) *L'Emergenza di stato espresso nel Memoriale dato alla Santità di nostro Signore Papa Clemente IX, dal signor duca di Lorena, contro le pretenzioni di re di Francia* (Arch. Vatic., *Bibl. Pio*, t. 422, ff° 397-418).

ment IX, après de longues et laborieuses instances, étendit ce privilège, par son bref du 23 mars 1668, à tous les bénéfices réguliers et séculiers, abbayes, prieurés, prévôtés et même canonicats des Trois-Évêchés, dont la disposition appartenait au Saint-Siège, sauf ceux qui seraient vacants en Cour de Rome, les bénéfices à charge d'âme, les offices claustraux et les commanderies de Saint-Jean-de-Jérusalem (1).

La nomination du successeur d'André du Saussay ne souffrit donc aucune difficulté. D'ailleurs, s'il faut en croire Benoît-Picart (2), Louis XIV l'avait faite du vivant même de l'évêque défunt. Il avait donné un brevet de coadjuteur de Toul à **Jacques de Fieux**, abbé commendataire de Bellosanne (3), au diocèse de Rouen. Issu d'une noble famille du Limousin, ce prêtre avait fait à Paris ses études littéraires et théologiques ; il avait eu comme condisciples Jacques-Bénigne Bossuet et François de Harlay, le futur archevêque de Paris ; il avait conquis le bonnet de docteur de Sorbonne, et ses succès dans la prédication avaient attiré sur lui l'attention de la cour. Pieux et zélé, il promettait de continuer l'œuvre de restauration si heureusement commencée, et André du Saussay mourut pleinement rassuré sur l'avenir de son Église bien-aimée.

Le diocèse réclamait un pasteur énergique et un administrateur habile. Depuis plusieurs années, le prélat septuagénaire, accablé d'infirmités, avait dû forcément se relâcher de sa vigilance ; les

(1) *Mém. de Le Dran*.

(2) *Hist.*, 704. — Ni les registres des délibérations capitulaires, ni la lettre de Jacques de Fieux à Innocent XI, en novembre 1676 (*Arch. Vatic. Lett. dei Vescovi*, T. 62, f° 273) ne parlent de ce fait. Il me semble toutefois difficile d'infirmer l'assertion d'un auteur presque contemporain, d'autant plus que Benoît-Picart dit que ce brevet fut donné peu de temps avant la mort d'André du Saussay. Jacques n'eut sans doute pas le temps de le présenter au chapitre et il n'eut pas à le faire ratifier par Rome. — Jacques de Fieux portait de *sable au chevron d'or accompagné de trois trèfles de même*.

(3) *Bellosanne*, située près de Beauvais, était une abbaye de Prémontrés. Jacques de Fieux fut abbé de ce monastère, de 1668 à 1676 (*Gallia*, XI, 336), année où il résigna son bénéfice à son frère Étienne, moyennant une rente annuelle de deux mille quatre cents livres (*Arch. Vatic., Lett. dei Vescovi*, T. 70, f° 42).

abus persistaient; les revenus de l'évêché atteignaient à peine sept mille livres tournois. Jacques de Fieux ne manqua point de se



prévaloir habilement de toutes ces circonstances pour demander l'exemption de la taxe des deux mille cinq cents ducats à laquelle restait toujours soumis chaque nouvel évêque de Toul (1). Il reçut ses bulles le 2 décembre 1676, prit possession de son siège par procureur, fut sacré à Paris par François de Harlay,

alors archevêque de Rouen, dans l'église des Filles du Précieux-Sang, le 17 janvier 1677, et fit à Toul son entrée solennelle, le 18 août suivant.

Ainsi qu'il l'avait fait prévoir, son épiscopat fut la continuation de l'épiscopat précédent. Comme André du Saussay, il entreprit la visite de son diocèse et il tint régulièrement les synodes annuels. Dans ses courses apostoliques, il pénétra jusqu'aux vallées les plus reculées des Vosges, rompant à son peuple le pain de la bonne doctrine et encourageant les curés à former leurs paroissiens à la vie chrétienne par l'exemple d'une vie sérieuse, par de fréquentes et solides instructions. Ses discours vifs, animés, pressants, composés avec soin, écrits avec élégance et déclamés avec force, laissaient partout une impression durable et une profonde édification.

Les réunions synodales qu'il convoqua au temps de la Pentecôte, dans sa ville épiscopale, furent consacrées, comme par le

(1) Arch. Vatl., *Lett. dei Vescovi*, T. 62, f° 273. — La livre tournois valait alors 1 fr. 90; le ducat, environ 6 fr. (De Riocourt, *Monnaies lorraines*).

passé, au rappel et au commentaire des règlements diocésains : il savait, par l'expérience d'autrui, qu'une persévérance énergique et infatigable peut seule triompher de l'inertie des hommes. Il donna, en 1678, une nouvelle édition des statuts (1), et son œuvre répondait si bien aux besoins et aux ressources du diocèse qu'elle servit de thème à toutes les rédactions postérieures, à Toul, au XVIII<sup>e</sup> siècle, et au XIX<sup>e</sup>, à Nancy (2).

Les statuts de Jacques de Fieux se divisaient en vingt et un chapitres et traitaient successivement de la doctrine, des devoirs des ecclésiastiques, des fêtes, des églises, des sacrements, des sépultures, des fondations et des confréries, de l'administration du temporel des églises, de la juridiction ecclésiastique, des fêtes du diocèse de Toul, des cas réservés à l'évêque, des droits d'autel pour le curé et du casuel des maîtres d'école.

Sauf quelques innovations, comme l'institution des conférences ecclésiastiques (3), ces statuts renfermaient les mêmes prescriptions que les précédents, celles, par exemple, qui concernaient le port du vêtement ecclésiastique, la résidence, l'assistance spirituelle et temporelle des curés malades, le règlement de la succession des bénéficiers, etc. Relativement à l'usage du tabac, Jacques de Fieux n'était pas moins sévère que son prédécesseur. Il l'interdisait, sous des peines qu'il se réservait de fixer suivant les circonstances, « sauf en cas d'infirmité physique et sur l'avis d'un sage médecin ». Le *pétun*, comme l'on disait alors, n'était pas encore entré dans les mœurs.

(1) *Statuts publiés au synode général de Toul, le 20 avril 1678, par Illustrissime et Rév. Père en Dieu, Mgr Jacques de Fieux, évêque et comte de Toul.* Toul, Rolin (1678). — Une seconde édition fut donnée à Toul, chez Laurent, en 1682. — Une troisième, par Henri de Thiard de Bissy, à Toul, chez Laurent, en 1704.

(2) A commencer par ceux de 1712... (*Statuts synodaux de feu Messire Jacques de Fieux, avec les ordonnances synodales faites par Messires Henry de Thiard de Bissy et François Blouet de Camilly.* Toul, Laurent, 1712, in-18) jusqu'à ceux de 1836. (Guillaume, *Hist. du dioc. de Toul*, III, 441).

(3) Les conférences devaient se tenir six fois l'an, en février, mars, avril, mai, juin et novembre. — Elles compteraient dix à douze membres chacune et la répartition des curés dans les conférences se ferait par les doyens.

L'un des derniers actes d'André du Saussay avait été la publication de l'ordonnance qui instituait un séminaire, à Toul, dans la maison du Saint-Esprit (1). Mais cette maison, il fallait l'agrandir et lui assurer des revenus; ce fut le but que Jacques de Fieux se proposa.

Il reçut de Louis XIV, en mars 1678, des lettres patentes qui lui reconnaissaient le droit d'ouvrir, dans sa ville épiscopale, un séminaire dirigé par des prêtres séculiers; le 19 janvier 1680, de nouvelles lettres-patentes l'autorisèrent à imposer pendant dix ans sur tous les bénéfices du diocèse, un subside annuel de six mille livres, soit une somme totale de soixante mille livres, à l'effet de pourvoir aux constructions et à la dotation du nouvel établissement (2).

Arguant des besoins urgents du pays décimé et ruiné par les fléaux, il demanda et obtint un indult pour accorder les dispenses de mariage, au troisième et au quatrième degrés de parenté, et il se fit accorder la permission de percevoir, au profit de son séminaire, le quart de la somme que les intéressés auraient payée en cour de Rome (3).

Ainsi encouragé, il se mit sans retard à la besogne. Il continua aux Lazaristes la direction de l'œuvre, fit commencer les bâtiments, veilla à la répartition et à la perception de la taxe et fit preuve, là comme dans bien d'autres affaires, d'une fermeté pleine de douceur, d'une tenacité mêlée de souplesse. Il s'attendait à trouver des difficultés et ses prévisions ne furent point trompées. Le procureur général du Parlement de Metz lui contesta l'enregistrement des lettres-patentes, sous le prétexte assez bizarre que l'évêque y portait le titre de comte de Toul (4). De son côté, le chapitre décida, dans sa réunion du 12 août 1680, que l'on inviterait toutes les collégiales et tous les corps ecclésiastiques à envoyer, à Toul, le 1<sup>er</sup> septembre, des mandataires pour aviser à l'opposi-

(1) Voir plus haut, p. 251 et sq.

(2) Arch. de M.-et-M., G. 128.

(3) Arch. Vatic., *Lett. dei Vescovi*, T. 64, f<sup>o</sup> 227; T. 65, f<sup>o</sup> 35. — Lettres du 12 et du 28 août 1678 et du 12 février 1679.

(4) Arch. nat., E. 1795, f<sup>o</sup> 293.



tion que l'on prétendait faire à la levée du subside (1). L'assemblée se tint, au jour fixé, chez le chanoine Caillier, alors président du chapitre ; mais, quelles qu'eussent été ses protestations, chanoines et bénéficiers durent courber la tête et ouvrir leur bourse devant la volonté du roi. Les chanoines, devenus plus sages, reconnurent, le 22 novembre 1684, l'utilité et l'urgence d'un séminaire et ils votèrent aux Pères de la Mission un premier secours de deux mille cinq cents francs (2).

De son côté, le chapitre de Saint-Dié, taxé à deux cents livres, se retrancha derrière ses prétentions à l'autonomie ; mais des huissiers, envoyés par l'intendant de Lorraine, saisirent les meubles de Valfleury, grand-doyen et président de la collégiale, jusqu'à concurrence de deux cents livres, et les chanoines vosgiens, malgré leurs remontrances au roi, leur ligue avec les abbés, leurs voisins, leurs instances auprès de l'évêque pour qu'il se contentât d'un subside total de vingt-cinq mille livres, durent se résoudre à payer chaque année leur contribution et ils n'eurent d'autres consolations que de stériles protestations contre ce double affront fait à leur caisse et à leur indépendance (3).

En revanche, de généreux bienfaiteurs s'intéressèrent à l'œuvre naissante (4). Jacques de La Vigne, curé de Varenne ; Nicolas Bourguignon, curé de Rozelieures ; Gaillard, curé de Seranville ; Gardon, ancien doyen du chapitre de Brixey ; Anne-Claude des Rochers, veuve de François de Serinchamps, dame de Tramount, etc...

Grâce à toutes ces ressources, les bâtiments s'élevaient dans l'ancienne commanderie du Saint-Esprit, mais trop lentement au gré du pieux évêque. Dès 1685, un mandement adressé aux doyens, curés et vicaires (5) leur recommanda une grande prudence dans le choix et dans l'admission des candidats au sacerdoce et leur signala les dangers qui résultent pour l'Église, pour les paroisses

(1) Arch. de M.-et-M., G. 86, f° 94.

(2) *Ibid.*, G. 87, f° 34.

(3) Bibl. du Sém. Saint-Dié, *Reg. des Délib. capit.*, 5 août 1682 et sq.

(4) Arch. de M.-et-M., G. 126 et 130.

(5) *Rec. Mand.*, I, 107 bis.

et pour les individus, des considérations trop humaines et des calculs trop intéressés des jeunes gens et de leurs familles. Désormais, tout postulant à la tonsure viendrait chez les Lazaristes de Toul soumettre sa vocation à un examen sérieux durant une période de quinze jours ; à partir de son entrée dans la cléricature, il devrait porter constamment l'habit ecclésiastique, assister en surplis aux offices de la paroisse et il ne serait admis aux ordres mineurs qu'après une nouvelle épreuve d'un mois. N'était-ce point déjà l'ébauche d'un séminaire ?

L'ancienne abbaye de Poussay avait naguère été témoin des instances de Charles IV auprès d'Élisabeth ou Isabelle de Ludre « la belle de Ludre », comme on l'appelait (1). Cet amour passa, selon le mot de Saint-Simon, « avec la rapidité de l'éclair (2) » ; mais le genre de vie des chanoinesses était resté le même (3).

L'abbesse Anne-Perrette de Damas gémissait de cette décadence ; mais elle n'avait ni autorité, ni influence. La règle n'existait plus. Sauf quelques-unes qui menaient une conduite très édifiante, les dames avaient plus souci des relations mondaines que de l'office divin ; elles sortaient quand elles le voulaient et comme elles le voulaient, et même beaucoup s'affranchissaient de l'obligation où elles étaient de garder la résidence ; elles recevaient et rendaient des visites ; elles donnaient des repas et acceptaient des invitations à dîner ; elles prenaient part aux danses, aux ballets, et deux d'entre elles avaient dû récemment résigner leur bénéfice, pour avoir compromis leur réputation (4).

(1) D'Haussonville, *Réunion de la Lorraine à la France*, III, 222 et sq. — Comte de Ludre, *Histoire d'une famille de la chevalerie lorraine*, II, 4 et sq.

(2) *Mémoires*, cités par d'Haussonville, *Réun. de la Lorr.*, III, 222, n. 1.

(3) Voir plus haut, p. 160.

(4) Arch. Vatic., *Lettere dei Vescovi*, T. 64, f° 227. — Lettre du 28 août 1678 : « *Abbatia est, nomine Sanctæ Mennæ de Portu Suavi, cujus canonicæ seculares nobiles et ab Ordinario prorsus exemptæ suo nutu vivunt. Abbatissa illis solo nomine præest ; nulla eis certa vivendi norma ; psallunt interdum in choro, sed cantu brevi et veloci quique ex paucitate psallentium (maxima pars etenim a residentiar loco continuo abest) in media vix ecclesiæ parte possent exaudiri. Superbe omnes vestiuntur et secularium domicellarum amore comuntur. Dies noctesque in choreis et aleis ducunt. Homines suis in domiciliis crebro excipiunt, illosque ad alas et epula solent admittere. Ex hac*

De concert avec l'abbesse, Jacques de Fieux entreprit de réformer ces abus. Ne pouvant agir sur le chapitre qui était exempt de la juridiction épiscopale, il dénonça les chanoinesses à Rome (1); l'affaire fut portée et reportée de la secrétairerie d'État à la congrégation des Évêques et des Réguliers. On demanda de nouveaux éclaircissements (2); je ne sais si le zèle de l'évêque fut récompensé et le désir d'Anne de Damas exaucé. Il est probable que tout se borna à une émotion momentanée et que les dames reprirent leurs relations mondaines, au grand scandale du pays d'alentour.

Les ermites, alors fort nombreux, étaient isolés les uns des autres et livrés, sans surveillance effective et sans aide efficace, à tous les dangers de la vie solitaire (3). Beaucoup n'avaient de leur saint état que l'habit et menaient une existence oisive, inutile et même coupable. Le seul moyen de remédier à ce mal était de grouper ces ermites en congrégation, de leur imposer un supérieur et des visiteurs, de les grouper plusieurs ensemble, de leur ménager une maison de noviciat et un centre pour des retraites annuelles. C'est ce que comprit Michel Legrand, le fondateur des ermitages Sainte-Anne, près de Lunéville, et Saint-Joseph de Messein. Il composa un règlement pour la congrégation qu'il organisa sous le vocable de Saint-Antoine; ce règlement fut approuvé, le 3 janvier 1676, par les trois vicaires capitulaires et ratifié par Jacques de Fieux, le 17 juin 1683. Le noviciat ou maison-professe était installé au Val-des-Nonnes, près de Foug (4); la congrégation, soumise à un supérieur, était divisée en trois districts, surveillés chacun par un visiteur. La vie érémitique reprit alors toute sa pureté

*familiaritate scandala multa pariunt et movent. Usque ad eo familiaritas ista pervenit ut, maxima cum totius provincie offensione, ex illis una nuper pepererit et altera nunc prægnaans præbendam suam maximo cum Collegii de-decore renuntiaverit... »*

(1) *Ibid.*

(2) *Ibid.*, f° 230; T. 63, f° 39. Lettre du 12 février 1679.

(3) J. Renaud, *Les Ermitages de Messein et de La Neuveville*. Nancy, Wiéner, 1882. — *Institut des Ermites du diocèse de Toul sous l'invocation de saint Antoine, premier père des Solitaires*. Toul, 1767. in-12.

(4) *Le Val-des-Nonnes*, comm. de Pagny-derrière-Barine, c. de Toul-Nord, avait été jadis un monastère de religieuses norbertines (Cf. T. I, 247).

primitive : « Ces hommes n'entendaient rien à parler de la vertu, écrivait des ermites de Sainte-Anne, Valentin-Jamerai Duval, ce bibliothécaire de Léopold, qui avait été longtemps leur serviteur : ils se contentaient de la réduire en pratique, sans daigner s'en apercevoir... Je puis dire avec sincérité que les pénitences et les macérations que je leur ai vu pratiquer m'ont convaincu de la possibilité de celles qui m'avaient effrayé en lisant la vie des Pères de la Thébaïde (1). »

Une autre congrégation d'ermites se forma, sans doute vers la même époque, sous le patronage de saint Jean-Baptiste : elle avait son centre à l'ermitage de Notre-Dame de Montfort, près de Magnières (2). Les membres de ces deux congrégations portaient la robe de bure brune, serrée par une ceinture de cuir noir qui supportait un chapelet de bois ; le capuce carré fait en pointe, auquel était attaché un scapulaire ; le manteau descendant jusqu'aux genoux. Les ermites de Saint-Antoine avaient comme signe distinctif le T appliqué en étoffe rouge sur le bras gauche.

Comme les statuts diocésains, les livres liturgiques étaient épuisés et une nouvelle édition s'imposait. A cette œuvre, Jacques de Fieux apporta de la piété et de la sagesse, mais une assez grande liberté à l'égard des traditions. Il demanda des collaborateurs au chapitre, dirigea lui-même les travaux de la commission dont faisaient partie, avec Claude de L'Aigle, les chanoines Demandre, De Lespy du Saussay, Monget et Cuny et il reprit, mais avec des données plus complètes, avec une sévérité plus grande pour les usages toulousains et une complaisance, à peine dissimulée, pour les us et coutumes de Paris, le programme de Christophe de La Vallée et du P. Fronton du Duc (3).

Le bréviaire fut le premier remis sur le métier et il parut à Toul, chez Laurent, en 1684 (4).

(1) Œuvres de Jamerai Duval, I, 77 et 80.

(2) Ben.-Pic., *Pouillé*, I, 226.

(3) Voir p. 59.

(4) *Breviarium tullense... D. Jacobi de Fieux jussu et auctoritate nec non de venerabilis ejusdem Ecclesiæ Capituli consensu editum*. Toul, Laurent, 1684. 4 vol. in-12. — Pour la comparaison avec les anciens livres, se reporter à l'*Appendice sur la liturgie toulousaine*.

Le calendrier, bien plus chargé de saints romains et français, y était réparti en une hiérarchie plus étendue : doubles de première, de seconde, de troisième, de quatrième classe, semi-doubles, simples : saint Mansuy, saint Joseph étaient de première classe ; saint Nicolas, de seconde classe ; saint Gérard, de première classe à la cathédrale et de troisième dans le diocèse, etc.

L'ordinaire de l'office avait peu changé : toutefois, les bénédictions spéciales aux fêtes de la Sainte Vierge étaient supprimées ; les psaumes de la férie étaient remplacés aux fêtes par les psaumes actuels des différents communs et les antiennes, encore facultatives, en l'honneur de la Mère de Dieu, étaient réparties selon les rubriques du Bréviaire romain.

A Noël, les cinq *Laudate* des vêpres étaient échangés pour les psaumes du dimanche ; hymnes et séquences des nocturnes avaient disparu. Aux Saints-Innocents, apparaissait l'ode gracieuse : *Salvete flores martyrum*, comme à la Saint-Joseph, le *Te Joseph celebrent*. A l'Ascension, l'*Adest dies sanctus Dei* avait cédé devant l'*Eterne Rex altissime*, encore en usage aujourd'hui ; comme à la Purification, le chant *Lux Maris Gaude*, devant une hymne à grand fracas de J. B. Santeuil : *Stupete gentes ! fit Deus hostia* ; comme à l'Invention et à l'Exaltation, le *Signum Crucis mirabile*, devant le *Vexilla Regis* ; à la Visitation, le *Pange, lingua, gloriosa*, devant le *Quem terra, pontus, æthera*, du commun ; à l'Assomption, la belle ode *O quam glorifica luce coruscas*, devant l'hymne de même rythme : *O vos ætherei, plaudite, cives*, de Santeuil, etc. Saint Augustin, saint Côme et saint Damien, saint Martin, sainte Catherine avaient perdu leurs hymnes ; même infortune était arrivée à quelques saints toulois : sainte Aprône, saint Euchaïre, saint Amon.

L'hymne de saint Gérard, *Cæli continuum*, était remplacée par le *Christe, pastorum, caput atque princeps*, emprunté au commun des confesseurs dans le nouveau bréviaire de Paris et dû à la piété de Guillaume de la Brunetière, plus tard évêque de Saintes. Saint Mansuy avait, lui aussi, reçu une hymne du même auteur et de la même provenance : *Jesu, sacerdotum decus*. A la fête du saint Clou, toujours fixée au vendredi après Quasimodo, l'ode *Paschali*

*jubilo* avait cédé devant une autre plus spéciale : *O sacra clavicuspiis*. Enfin, le propre toulouais s'était enrichi d'une nouvelle solennité, la fête de tous les saints Évêques de Toul, avec un très bel office et une hymne en strophes asclépiades (1).

Le missel parut deux ans plus tard, en 1686, avec des modifications analogues (2). La Circoncision avait sa prose, consacrée à la louange du saint Nom de Jésus et composée sur le rythme de la prose du Saint-Sacrement (3). Le *Festa Christi* de l'Épiphanie était remplacé par la séquence :

*Psallat lætus  
Gentis christianæ cœtus :  
Alleluia !*

A l'Ascension, le *Rex omnipotens* avait disparu devant l'*Hodierna festivitas* ; à la Pentecôte, le *Sancti Spiritus*, devant le *Veni Sancte Spiritus* ; à la Sainte-Trinité, le *Benedicta semper Sancta Trinitas*, devant la séquence : *O Sancte Sanctorum Pater*, etc., etc. La Toussaint avait une prose spéciale, œuvre de J. B. de Contes, chanoine de Paris : *Sponsa Christi, quæ per orbem militas, Ecclesia* ; mais saint Nicolas avait perdu sa séquence, ainsi que les Translations de saint Gérard et de saint Amon.

Les changements étaient donc nombreux dans le missel, comme dans le bréviaire ; ils touchaient aux chants les plus populaires et les plus goûtés ; mais enfin ils respectaient la majeure partie des traditions toulouises et ils étaient encore acceptables. Jacques de Fieux ne s'était montré, ni trop novateur, ni trop parisien. Il le fut davantage dans une autre circonstance, et son peu d'égards pour une vieille coutume, ses scrupules de casuiste soulevèrent en Lorraine, à propos du prêt à intérêt, de violentes discussions entre laxistes et rigoristes, entre jurisconsultes et théologiens (4).

(1) *Leucorum populi lædia solvite*, etc.

(2) *Missale ad usum cathedralis ecclesiæ et diocesis tullensis... D. Jacobi de Fieux auctoritate et de consensu capituli prædictæ ecclesiæ editum*. Tulli, Alexis Laurent et Étienne Rolin, 1686. in-f°.

(3) *Lauda, Sion, Salvatoris Jesu nomen*.....

(4) Cf. Eug. Martin, *Univ. de Pont-à-Mousson*, 359 et sq.

A une époque où le commerce et l'industrie existaient à peine, où les hommes avaient peu de besoins et vivaient du produit de leurs champs, sans savoir où placer le surplus de leurs revenus, où, par conséquent, le prêt se faisait aux pauvres plutôt qu'aux riches et où le taux légal était fort élevé, les conciles, se plaçant surtout au point de vue de la justice et de la charité, avaient formellement interdit les contrats où le prêteur exigeait une redevance annuelle, non pas à cause du gain dont il se privait (*lucrum cessans*) ou des dommages auxquels il s'exposait (*damnum emergens*), mais simplement à cause du service qu'il rendait à l'emprunteur.

Des capitulaires, puis des ordonnances de saint Louis et de Philippe le Bel avaient sanctionné ces décisions de l'Église et leur avaient donné force de loi pour le royaume de France. Mais le développement de l'esprit d'entreprise et l'accroissement des besoins de la société firent trouver un biais pour éluder la loi : les *constitutions de rentes*, d'abord perpétuelles, devinrent rachetables, et une bulle de Pie V les autorisa sous cette nouvelle forme qui les rapprochait beaucoup du prêt à intérêt.

En Lorraine, l'habitude des contrats usuraires, depuis longtemps entrée dans les mœurs, était devenue un véritable sujet de ruine pour le peuple. Charles III, voulant remédier à cet abus, avait défendu, par décret du 15 mai 1573, de prêter de l'argent et de constituer des rentes rachetables, à un taux qui excéderait sept pour cent.

De cette ordonnance, la plupart avaient conclu que le prêt avec stipulation d'intérêt, en raison même du prêt, était autorisé en Lorraine et que l'on pouvait s'y livrer en toute sûreté de conscience. Mais des laïcs et des prêtres, inquiets sur la légitimité de ces contrats relativement au *for interne*, provoquèrent, en 1613, une consultation des théologiens et des jurisconsultes de Pont-à-Mousson. Ceux-ci approuvèrent, avec quelques restrictions, les constitutions de rentes à rachat ; mais ils déclarèrent que l'ordonnance de Charles III, si elle les tolérait au *for externe*, ne légitimait point, par elle-même, au point de vue de la conscience, les stipulations d'intérêt pour les sommes prêtées.

Cependant, la coutume s'enracinait chaque jour davantage. Un édit de Charles IV (25 novembre 1667), qui réprimait les abus et réduisait le taux à cinq pour cent, lui donna une nouvelle force et une apparente sanction. Beaucoup de théologiens et de prédicateurs trouvèrent des raisons pour l'excuser ou gardèrent un silence prudent.

Mais Jacques de Fieux, élève et docteur de Sorbonne, n'était nullement préparé par son éducation première au spectacle de pareils contrats. Choqué d'une pratique qu'il jugeait détestable et persuadé qu'elle avait pour cause l'attachement du peuple aux biens de la terre et la négligence des pasteurs à l'instruire de ses devoirs<sup>(1)</sup>, il résolut de ramener le clergé et les fidèles de son diocèse à l'intelligence et à l'observation des prescriptions canoniques. Il consulta la Sorbonne, « l'oracle de la science dont les décisions, écrit-il, passent pour les plus sûres dans l'Église » et, fort de ses avis, il publia, le 25 avril 1679, une lettre pastorale qu'il fit suivre d'une sorte de catéchisme sur la matière de l'usure. Il définissait l'usure : tout ce qui est perçu en sus de la somme prêtée ; il rappelait les motifs depuis longtemps invoqués par les conciles et il se prononçait d'une manière absolue contre tous ces contrats. Il autorisait seulement l'intérêt prélevé en raison du dommage éprouvé ou du profit manqué et il conjurait les curés de se défaire eux-mêmes et de débarrasser leurs ouailles de ce préjugé funeste d'une coutume abusive.

Cette argumentation serrée qui mettait en lumière plusieurs raisons restées jusque-là sans réponse péremptoire, causa une grande émotion dans tout le pays. Mais, il s'agissait d'un usage lorrain et, en même temps que la Sorbonne, l'évêque de Toul eût bien fait de consulter aussi l'université mussipontaine. François Guinet, jadis professeur de droit à Pont-à-Mousson (2), se chargea de le lui

(1) Ces termes sont empruntés à la *Lettre pastorale de Monseigneur l'Évêque et comte de Toul, sur le prêt usuraire de l'argent par obligation*. — 25 avril 1679 (*Rec. Mand.*, I, 103).

(2) François Guinet (1601-1681), fils de Nicolas Guinet, professeur de droit à Pont-à-Mousson, et cousin de Nicolas Guinet, le premier général de la congrégation de Notre-Sauveur, fut lui-même professeur de droit jusqu'en 1633, puis vint



faire savoir. Dès l'année suivante, il fit paraître, sous le voile de l'anonyme et avec un faux nom de lieu, un *Factum ou propositions recueillies des questions qui se forment aujourd'hui sur la matière de l'usure* (1). Ce mémoire affectait la forme d'une conversation où un théologien, un jurisconsulte et un conseiller d'État examinaient tour à tour les motifs que la théologie, le droit et l'économie politique apportaient pour ou contre ces sortes de contrats. Le dialogue se terminait sans conclusion explicite; mais les arguments médiocres du théologien, combattus par les raisons très fortes de ses deux interlocuteurs ne devaient laisser, ni aucun doute sur les idées de l'auteur, ni aucun scrupule dans les âmes.

Jacques de Fieux ne répondit pas et l'affaire en resta là, du moins pour l'instant. Le prélat engageait alors un procès beaucoup plus passionnant qui devait, durant plus de cinquante ans, faire couler des flots d'encre et causer d'interminables discussions.

Depuis longtemps déjà, les évêques de Toul étaient victimes d'empiétements sur leur autorité et de soustractions à leur juridiction. Le chapitre dans le *Châtel* ou ancienne ville de Toul, le grand archidiacre, dans le *Bourg* et dans son district archidiaconal (2), le chapitre de Saint-Dié, dans le val de Galilée (3), les abbés de Senones, de Moyenmoutier, d'Étival et de Domèvre, dans le ban de leurs monastères (4), prétendaient, en vertu de titres fort

à Nancy exercer les fonctions d'avocat. Il fut le confident de Charles IV et défendit d'une plume vaillante la Lorraine contre les envahissements de Richelieu (Cf. Vaugeois, *François Guinet, jurisconsulte lorrain*, dans *Mém. Ac. Stan.* 1867).

(1) Ville-sur-Yllon (Strasbourg), 1680, 16 pages in-4°. — Ce factum fut réimprimé en 1703, *s.l., n.n., n.d.* — Cf. *Factum de Guinet sur l'Usure*, imprimé à Ville-sur-Ilion, dans *Bul. Soc. Phil. Vosg.*, 1896-1897.

(2) Voir T. I, 475 et 519.

(3) Se reporter à la carte annexée au présent volume. — Le val de Galilée comprenait : Saint-Dié, Saint-Martin, au faubourg de Saint-Dié, Taintrux, Anould, Clefey, Le Valtin, Fraize, Mandray et Entre-deux-Eaux, Saint-Léonard, Sainte-Marguerite, Laveline et La Croix-aux-Mines, Wissembach, Bertrimoutier, Provenchères, Colroy, Lusse, leurs écarts et leurs annexes (auj cantons de Fraize et de Saint-Dié, Vosges) (Ben.-Pic., *Pouillé*, I, 246).

(4) Le ban ou val de Senones comprenait Senones, Saint-Jean-d'Ormont, La Petite-Raon, La Broque et Plaine, leurs écarts et leurs annexes (Broûilly, *xviii*).

Le ban de Moyenmoutier comprenait Moyenmoutier, Hurbache, le Ban de Sapt et Raon, leurs écarts et leurs annexes (Jérôme, *Moyenmoutier*).

Le ban d'Étival comprenait Étival, Saint-Remy, La Neuveville-les-Raon,

divers, posséder et exercer une juridiction quasi épiscopale, sous le seul contrôle du Siège-Apostolique. Ces territoires formaient de petits diocèses isolés et fermés, au milieu du grand. Sauf pour l'administration de la confirmation et de l'ordre, sacrements qui exigent le caractère épiscopal, le grand prévôt de St-Dié et les abbés vosgiens s'y comportaient comme des évêques au petit pied, instituant les curés, approuvant les confesseurs, tenant des synodes, lançant des monitoires et des mandements, donnant des dispenses de mariage et de carême, des dimissoires et des *exeat*, ayant leur officialité, visitant les églises et les paroisses, etc..... (1), affectant enfin d'envoyer leurs sujets recevoir les ordres, non pas à Toul, mais à Bâle, à Trèves, à Molsheim, résidence de l'évêque de Strasbourg, etc. (2).

L'origine de ces prétentions et de ces empiétements se perdait dans la nuit de ces temps si brumeux de notre moyen-âge lorrain (3). Le grand argument du prévôt et des abbés, ses voisins, c'était la prétendue solitude de la haute vallée de la Meurthe, au moment où les fondateurs de leurs monastères vinrent s'y fixer : étant inhabitée, cette région ne faisait pas partie du diocèse de Toul ; comme si la juridiction de l'évêque ne s'étendait pas virtuellement à tout le territoire de la cité gauloise, devenu circonscription ecclésiastique ! Ils alléguaient encore une possession paisible de plusieurs siècles et se mettaient l'esprit à la torture pour supprimer ou expliquer cette mention *tullensis diæcesis*, maintes fois accolée aux

Montreux, Saint-Michel, La Bourgonce, leurs écarts et leurs annexes (Ben.-Pic., *Pouillé*, I, 350).

Le ban de Domèvre comprenait Domèvre, le Val de Bon-Moutier et Petitmont, Barbas, Cirey et Harbouey (Chatton, *L'Abb. de Saint-Sauveur*, 340).

(1) Voir, par exemple, une *Collection* manuscrite pour servir de mémoires touchant différents actes du senier (doyen) du Val de Saint-Dié... et différentes remontrances, requêtes... concernant les curés du Val (Arch. de la paroisse de Laveline).

(2) Arch. de Saint-Dié, *Délib. cap., passim*. — En 1743, un clerc de Laveline ayant été recevoir la tonsure à Toul, rapporta ses lettres de tonsure au chapitre pour les faire enregistrer. Mais ces lettres portaient la mention : « *clericus diæcesis tullensis* ». Le chapitre protesta et se refusa, durant un certain temps, à procéder à l'entérinement (Arch. de Laveline, comm. de M. le chanoine Noël).

(3) Pour l'étude des arguments des deux partis, consulter les ouvrages de controverse que je signalerai dans la suite de cette étude sur la querelle des abbayes vosgiennes (Livre XII, ch. iv et sq.).

documents impériaux ou pontificaux qui concernaient leurs églises et de nombreux faits défavorables à leur thèse, comme les réprimandes de Frothaire à l'abbé de Moyenmoutier (1), les relations de saint Gauzelin et de saint Gérard avec les cloîtres fondés par saint Dié et par saint Hidulphe (2), les visites d'Étienne de Lunéville à Bonmoutier (3), de Renaud de Bouthillier-Senlis à Senones, Étival (4), etc. Enfin, ils apportaient un grand nombre de bulles et de chartes, émanées de Numérien, archevêque de Trèves (5), et de saint Léon IX, pour St-Dié (1049) (6) ; de sainte Richarde, femme de Charles le Gros, d'Othon I<sup>er</sup> (974), de Henri IV (1114), d'Eugène III (1147), pour Étival ; de Berthold, pour Domèvre (7), etc., etc. ; mais ces diplômes dont on ne produisait pas ou dont on avait perdu l'original, inspiraient quelque méfiance et, de plus, à tout prendre, ils ne reconnaissaient au chapitre et aux monastères de la Vôge que l'exemption, pour eux, de la juridiction épiscopale et le droit de faire desservir, par des vicaires nommés par eux, les cures de leurs territoires. Il y avait loin de là à la possession d'une juridiction quasi-épiscopale, dans un quasi-diocèse, immédiatement soumis au Saint-Siège.

Ces prétentions à une indépendance complète avaient insensiblement progressé dans le cours du xvi<sup>e</sup> siècle ; la longue vacance du siège épiscopal leur donna une force nouvelle et permit à la séparation de s'accroître encore davantage (8).

Les vicaires apostoliques que l'on avait installés provisoirement dans les pays de Salm, pour faciliter la conversion des hérétiques (9), affectèrent, eux aussi, la même indépendance et tendirent

(1) T. I, 99 et sq.

(2) *Ibid.*, 172 et sq.

(3) *Ibid.*, 180.

(4) *Ibid.*, 272 et sq.

(5) *Ibid.*, 80.

(6) *Ibid.*, 203.

(7) Chatton, *op. inf. cit.*, p. 46.

(8) M. Chatton, dans son excellente *Histoire de l'abbaye de Saint-Sauveur et de Domèvre* (p. 340 et sq.), expose fort bien le progrès de ces empiètements successifs.

(9) Voir plus haut, p. 137.

à considérer leur mission précaire comme une institution définitive. Ils étaient même en contestation avec les Bénédictins de Senones qu'ils prétendaient soumis à leur juridiction (1).

André du Saussay, dans ses *Statuts* de 1668 (2), avait donné l'ordre aux curés de Badonviller, Fenneviller, Pexonne, Couvay, Sainte-Pôle, Plaine, Celle et Vipucelle de se rendre au synode du doyenné de Deneuvre, et aux curés du Val de Senones, de Neuville et d'Étival de se trouver aux réunions synodales du doyenné auquel ils appartenaient ; ce terme vague trahissait l'indécision où l'on était sur la situation de ces paroisses. Nécessairement, cet article des statuts demeura lettre morte, et les curés de cette région continuèrent à se considérer comme n'étant point soumis aux règlements du diocèse de Toul, appuyés qu'ils étaient par les abbés des grandes abbayes de la Vôge. C'est alors que Jacques de Fieux résolut de reconquérir pour la crosse de saint Mansuy tous ces territoires depuis si longtemps séparés.

Il s'attaqua d'abord à l'archidiacre de Toul. Profitant de la longue vacance du siège, les prédécesseurs de Charles de Bretagne, alors grand archidiacre, avaient repris l'exercice de la juridiction quasi-épiscopale. Jacques invoqua une sentence de la Rote, confirmée par le pape Clément VIII et rendue à la requête de Christophe de La Vallée ; il porta l'affaire au Conseil du Roi et il obtint, le 16 novembre 1680, un arrêt (3) qui, « tout considéré », maintenait et rétablissait « le sieur évêque de Toul en la possession de la juridiction ecclésiastique, tant gracieuse que contentieuse, dans tous les lieux de son diocèse, même dans ceux sur lesquels le dit sieur évêque l'avait ci-devant exercée », et défendait en conséquence au grand archidiacre de l'y troubler, tout en réservant les droits que sa qualité d'archidiacre lui conférait sur les paroisses de son district.

Charles de Bretagne se soumit et, avec lui, tous les prêtres de son archidiaconé (4) ; le prélat, fort de l'arrêt du Conseil du Roi et

(1) Bibl. nat., *Coll. lorr.*, 288, f° 82.

(2) *Statuts*, f° 43, dans *Rec. Mand.*, I, 60. — Les paroisses de Badonviller, etc. faisaient partie de la principauté de Salm.

(3) Broûilly, *Défense de l'Église de Toul*, lxxxiv. — *Rec. Mand.*, I, 108.

(4) Charles de Bretagne, prêtre du diocèse de Langres, était fils du premier

encouragé par ce premier et facile succès, entreprit le pays de Salm. Il adressa aux curés et aux vicaires une lettre fort bienveillante (1), leur remontrant « l'état violent » où ils se trouvaient, les conjurant d'accepter les statuts et règlements du diocèse et de ne plus reconnaître d'autre juridiction que la sienne et les menaçant, en cas de refus, des censures ecclésiastiques, même les plus sévères. Sa voix fut entendue : de ces paroisses du pays de Salm qui, jusque-là, avaient fait partie, plus ou moins nominale, de la circonscription décanale de Deneuvre, il forma le doyenné de Salm (2), et les curés de ce district élurent pour doyen Jean Marchal, curé de Couvay (3).

L'intention de l'évêque était de comprendre dans le doyenné qu'il venait de créer le Val de Senones, les bans d'Étival et de Moyenmoutier. Il cédait en cela, non seulement au désir de revendiquer les droits de son siège, mais encore et surtout au zèle pour le bien des âmes. Les paroisses de ces territoires lui semblaient assez négligées par les abbés, les religieux et les curés (4) : il voulait y rétablir l'exercice régulier du culte et une exacte discipline ; souci bien légitime qui eût suffi, s'il eût été besoin, pour excuser son intervention. Sur son ordre, Jean Marchal envoya, le 7 janvier 1681, Pierre Marc, son appariteur (5), aux curés de ces territoires, jusque-là séparés, et aux abbés des trois grands monastères, pour leur signifier l'arrêt du Conseil, touchant le rétablissement de la juridiction de l'évêque de Toul sur toutes les paroisses de son diocèse, et leur mander de comparaître au synode extraordinaire qui se tiendrait à Couvay, le 29 du même mois, sous menace des peines prévues par le droit ou d'autres plus sévères encore.

L'appariteur commença sa tournée par Raon La Tape ou l'Étape,

président de Metz ; il mourut le 19 novembre 1689 (Dumesnil, *État de l'Église de Toul*).

(1) Broûilly, lxxxvi. — *Rec. Mand.*, 104. — La lettre est du 22 décembre 1680.

(2) Ben.-Pic., *Pouillé*, I, 243.

(3) *Couvay*, comm. d'Ancerviller, c. de Blâmont, M.-et-M.

(4) Broûilly, *passim*. — Chatton, *L'Abbaye de Saint-Sauveur*, 339 et sq.

(5) Broûilly, *op. cit.*, lxxxvii et sq.

bourg qui appartenait au ban de Moyenmoutier (1). Le curé, Vacquelot, lui répondit qu'il se passait fort bien de la commission de Monseigneur l'évêque de Toul ; qu'il n'était que vicaire et n'avait d'autre supérieur que M. l'abbé de Moyenmoutier et que, si ce n'était l'arrêt du roi dont il était porteur, il le ferait jeter au fond d'une fosse. Ce début était peu encourageant. A Moyenmoutier, l'abbé, Dom Hyacinthe Alliot, fut plus poli ; il se déclara le serviteur de M. le curé de Couvay ; mais il n'accepta, ni l'assignation, ni la copie de l'arrêt, et il protesta qu'il reconnaissait à M. Marchal le titre de curé, mais non celui de doyen. A Senones, à Étival, Pierre Marc obtint des réponses analogues ; personne ne parut au synode du 29 janvier et le doyen résolut de faire une seconde tentative.

Stephe, curé d'Herbéviller, fut commis à cette nouvelle tournée (2). Il se présenta, le 18 février, à Moyenmoutier ; il ne fut pas reçu et il dut se contenter d'afficher à la porte de l'église l'arrêt du Conseil et le mandement de l'évêque.

A Étival, le Père Épiphan Louis l'accueillit très bien ; mais il lui fit remarquer que l'arrêt du Conseil du Roi concernait le grand archidiaconé et les territoires qui s'étaient jadis soustraits à l'autorité épiscopale. Or, ajoutait-il, ce n'était pas le cas d'Étival, ni de son ban, et il apporta, à l'appui de son dire, des bulles pontificales, des concessions des évêques de Toul et même des menaces d'excommunication contre quiconque troublerait l'abbaye dans la jouissance de ses privilèges.

A Saint-Dié, le grand-prévôt, François de Riguet, fourbissait ses armes dans le silence de sa bibliothèque. Il avait donné, en 1679, une nouvelle édition de la *Vita Sancti Deodati* (3) ; mais, cette ancienne biographie contenait différentes erreurs, entre autres l'arrivée de saint Dié dans les Vosges sous l'épiscopat de Garibald (vers 710) et la donation du Val de Galilée, faite par l'évêque de

(1) *Raon l'Étape*, arr. de Saint-Dié, Vosges.

(2) *Herbéviller*, c. de Blâmont, M.-et-M. — Brouilly, *op. cit.*

(3) *Vita sancti Deodati, Nivernensis episcopi et insignis Ecclesie San-Deodatiensis in Vosago fundatoris*. Nancy, Charles et N. Charlot. in-8°.

Toul au vénérable anachorète : c'était bien maladroitement fournir des arguments aux défenseurs du siège de saint Mansuy. Aussi, dès 1681, parurent des *Mémoires historiques et chronologiques sur la vie de saint Dié* (1) ; puis des *Observations sur les titres de l'ancienne Église de Saint-Dié-en-Vosge* (2), où l'auteur montrait, avec raison du reste (3), que l'ancien évêque de Nevers était venu dans la haute vallée de la Meurthe, non pas sous Garibald, mais sous Éborin (vers 664) et qu'il avait obtenu, du roi Childéric II, et non de l'évêque de Toul, des terres du domaine fiscal, et de l'archevêque de Trèves, Numérien, un diplôme qui l'exemptait, lui et ses religieux, de la juridiction épiscopale. Et alors, exagérant cette exemption, commune à beaucoup d'ordres religieux, la transformant en privilège de juridiction quasi-épiscopale et affirmant audacieusement cette usurpation, il s'empressait d'ajouter : « On peut dire que ce titre est la source et l'origine des droits de l'Église de Saint-Dié, non seulement touchant la juridiction ordinaire et quasi-épiscopale du grand-prévôt sur toutes les paroisses du val, sur lesquelles il a une juridiction égale à celle des évêques dans leur diocèse, et elle n'en diffère en rien présentement depuis l'établissement de cette dignité, sinon que des jugements qui se rendent en sa cour spirituelle, l'appel n'en ressortit point ailleurs qu'en Cour de Rome (4). »

Évêque et abbés en appelèrent au Conseil d'État : les uns prétendaient que l'arrêt du 16 novembre 1680, ni ne les nommait, ni ne les concernait, et ils se faisaient fort d'apporter des titres authentiques et indiscutables qui justifieraient leurs pouvoirs quasi épiscopaux ; l'autre, réclamant simplement un arrêt plus explicite. L'affaire fut conclue, le 13 juin, à l'avantage de l'évêque de Toul (5) ; mais les abbés semblent s'être fort peu émus de cette décision royale : ils continuèrent, comme par le passé, d'exercer leur juridiction.

(1) Nancy, Charles et N. Charlot, 1681. in-8°.

(2) Nancy, Charles et Nicolas Charlot. in-8°.

(3) T. I, 78 et sq. — Pfister, *Les Légendes de Saint-Dié et de saint Hidulphe*, dans *Ann. de l'Est*, 1889.

(4) *Mém.*, p. 24.

(5) Brouilly, *op. cit.*, cix et sq.

Lorsque, en vertu des lettres patentes du 19 janvier 1680, le vicaire général, Claude de L'Aigle, réclama plus tard à Dom Alliot, la part du subside due par son monastère pour la construction du séminaire de Toul, l'abbé se plaignit en termes fort amers du peu de cas que l'évêché faisait de son exemption, menaça le vicaire général du ressentiment de saint Hidulphe et lui rappela que le fondateur de Moyenmoutier avait jadis puni de folie les usurpateurs des biens de son cloître. « Peut-être, concluait-il, ne ferez-vous pas grand cas de mes menaces; mais souvenez-vous qu'on ne se moque pas de Dieu (1). » La péroraison était d'un pathétique trop exagéré, pour faire impression : on en dut sourire à Toul, dans l'entourage de l'évêque.

Comme André du Saussay, Jacques de Fieux était l'ami du Père Épiphan Louis, le saint abbé d'Étival ; il l'avait connu à Paris et il avait même rendu quelques services à la congrégation de l'Antique-Rigueur. Il l'invitait souvent à l'accompagner dans ses courses pastorales et il aimait à travailler avec lui. Il eût donc pu être tenté de le ménager et, comme ses prédécesseurs, ne pas l'inquiéter dans l'exercice de sa juridiction. La voix du devoir fut plus forte que celle de l'amitié. Il se présenta un jour pour faire la visite de l'une des paroisses du ban d'Étival. Le Père Épiphan accourut, apportant la copie des titres sur lesquels reposaient ses droits : il ne contestait pas encore que son abbaye et tout le territoire qui en dépendait, n'eussent été originairement du diocèse de Toul ; il réclamait seulement le respect d'une jouissance séculaire. Le prélat fut inflexible et poursuivit sa tournée. L'une des églises du ban se trouva fermée ; le curé s'était dérobé et avait emporté les clefs ; mais les habitants prirent fait et cause pour celui qu'ils acclamaient comme leur premier pasteur ; ils s'armèrent de leviers, forcèrent la porte du saint lieu et permirent à l'évêque d'affirmer son autorité.

Jacques de Fieux fut moins heureux avec l'abbé de Moyenmoutier (2). En 1682, il donnait la confirmation à Baccarat et se pro-

(1) Jérôme, *Moyenmoutier*.

(2) Il existe deux relations, fort différentes de cet incident : l'une de M. de



posait de remonter la vallée de la Meurthe et de pénétrer dans les territoires rebelles. L'occasion s'en présenta d'elle-même. Surpris du nombre considérable des confirmands, il apprit qu'aux gens de Baccarat s'étaient joints des paroissiens de Raon-l'Étape ; il fit séparer les Raonnais, les congédia, leur promit d'aller les confirmer dans leur église et prit jour avec eux.

A la date fixée, il partit de grand matin, accompagné de Claude de L'Aigle et de M. de Marthe, supérieur de la Mission. L'abbé de Moyenmoutier était prévenu ; il vint à cheval à sa rencontre et, quand il aperçut le carrosse épiscopal, il mit pied à terre, se présenta à la portière et supplia le prélat de ne point aller plus loin, lui remontrant la fâcheuse nécessité où il serait de lui fermer les portes de l'église.

Pour toute réponse, Jacques le pria de laisser son cheval à l'un de ses valets et de monter dans son carrosse, pour s'expliquer plus à loisir. Dom Alliot obéit, renouvela ses observations, mais s'entendit répondre qu'après les engagements pris publiquement, l'évêque de Toul ne pouvait se dispenser de se rendre à Raon et que le devoir de l'abbé de Moyenmoutier était de l'y recevoir, à la porte de l'église et de le remercier de la bonté qu'il avait de venir donner la confirmation à ses gens.

Alliot se laissa persuader, remonta à cheval, prit les devants et tout se passa suivant le programme ; mais, après la cérémonie, il pria Jacques de Fieux de pousser jusqu'à Moyenmoutier et il y mit tant d'instances que l'évêque ne crut point devoir lui refuser cette satisfaction. C'est là que l'abbé l'attendait : après l'avoir comblé de témoignages de respect et l'avoir traité magnifiquement, il le supplia de lui signer des lettres de non préjudice et Jacques, surpris, persuadé d'ailleurs que de pareils actes, donnés sans examen et sans présentation de titres, ne changent rien au fond des affaires, chargea Claude de L'Aigle d'expédier la

L'Aigle, témoin oculaire, rédigée en 1725 et donnée par Broûilly (*op. cit.*, ciii), l'autre, de Dom Belhomme, abbé et historien de Moyenmoutier (*Hist. Med. Mon.*, p. 433). — Avec M. Jérôme (*Moyenmoutier*), je préfère celle de M. de L'Aigle, encore qu'il faille se mettre en garde contre une partialité assez plausible chez un vicaire général de Toul plaidant pour les droits de son siège.

pièce demandée. Le vicaire général obéit; mais il n'eut garde d'omettre la mention *tullensis diæcesis*; de là, fureur d'Alliot qui lui demanda si c'était se comporter en compatriote, et nouvelle condescendance du prélat qui fit intercaler dans la formule : « *tullensis diæcesis* » les deux mots : « *seu nullius* ».

Jacques de Fieux s'en retourna donc bien navré de cette aventure : il avait été reçu en hôte, non en évêque; il avait, en quelque sorte, désavoué sa démarche et, tout bien considéré, la victoire restait à l'abbé de Moyenmoutier.

Ainsi finit la première phase de cette curieuse et énervante contestation. Les abbés de la Vôge ne se posaient point encore en indépendants, vis-à-vis des évêques de Toul; ils ne revendiquaient que le maintien d'une juridiction quasi épiscopale, sur l'origine de laquelle ils n'étaient pas d'accord. Mais bientôt leurs prétentions se fortifieront et se fixeront. Pour la désignation canonique de leurs monastères, ils ne souffriront plus d'autre formule que celle-ci : « *nullius diæcesis* » et ils jureront n'avoir jamais eu, eux et leurs prédécesseurs, d'autres relations avec les évêques de Toul, que celles de bon voisinage. Le chapitre de Saint-Dié, jusque-là resté neutre, prendra part au combat et ne sera pas le moins acharné à proclamer et à défendre l'indépendance absolue des abbayes vosgiennes.

Jacques de Fieux n'était pas en état de continuer la lutte. Une santé précaire, de graves infirmités le contraignirent à se reposer sur Claude de L'Aigle (1) du gouvernement de son diocèse et à

(1) *Charles-Claude de L'Aigle*, né à Aulnois-en-Perthois (c. d'Ancerville, Meuse) en 1653, était fils de Philippe de L'Aigle, sire de Bazincourt, et de Marguerite de La Cour. Déjà chanoine de Saint-Gengoult et curé de Saint-Amand, il fut nommé chanoine de Toul, en 1690, par le roi, et élu grand archidiacre, la même année (Dumesnil, *État de l'Église de Toul*). Il obtint, en 1710, le prieuré de Dieu-en-Souviennne (Gillant, *Pouillé*, II, 765) et, vers le même temps, l'abbaye de Mureau (*Gallia*, XIII, 1161). Il mourut en 1733. — Les travaux que nous lui verrons entreprendre durant sa longue carrière justifient les témoignages unanimes d'estime et de reconnaissance que lui rendent tous ses contemporains (Calmet, *Bibl. lorr.*).

Rappelons seulement ici les *Mémoires* qu'il nous a laissés pour servir à faire l'histoire du diocèse de Toul (T. I, p. xxiii). — Un témoin auriculaire nous a conservé des *Analyses de sermons de carême qu'il a prononcés* (Bibl. Sainte-Genève, Ms. 1538).

chercher dans la capitale les secours d'habiles médecins. Il savait qu'il pouvait compter sur le talent, le zèle, la vigilance de son vicaire général. Administrateur habile, énergique défenseur des droits de l'Église, orateur éloquent, bon canoniste, théologien instruit, historien érudit, ce prêtre, à l'âme vraiment sacerdotale, lui avait déjà donné maints témoignages de son savoir-faire et de son dévouement et il devait, par une longue et féconde carrière, mériter les bénédictions des prélats, des clercs et des fidèles toulois. C'est sur lui que durant plus de quarante ans reposera la direction des affaires ; c'est son nom que nous verrons mêlé à toutes les questions qui surgiront bientôt, compliquées, délicates, interminables.

Ce qui affligeait surtout Jacques de Fieux dans sa retraite, c'était la conduite trop peu édifiante du clergé. Il résolut de tenter un dernier effort au synode de 1686, espérant que cette voix d'un père expirant toucherait enfin les cœurs et fléchirait du moins la justice de Celui qui maudit par son prophète les chiens de garde qui n'aboient pas. « Rien ne nous fait plus de peine, écrivait-il dans son mandement (1), dans les infirmités dont il plaît à Dieu de nous affliger, que de ne pouvoir assister en personne au synode de cette année. Nous nous proposons, nos très chers Frères, de répandre notre cœur en votre présence et de vous marquer, avec des paroles vives, le désir que nous avons de voir tous les curés de notre diocèse remplir fidèlement toutes les obligations de leur ministère et soutenir, par la sainteté de leur vie, celle de leur caractère.

« Nous ne pouvons dissimuler, continuait-il, que nous apprenons avec douleur que quelques-uns d'entre eux (plût à Dieu qu'ils fussent en plus petit nombre) négligent entièrement les devoirs de leur état et de leur profession : les uns l'avalissent par des fonctions basses, serviles et mécaniques auxquelles ils s'abandonnent, et les autres par une conduite qui n'a presque rien d'ecclésiastique. » Les trente-neuf articles qui suivaient reprenaient, expliquaient et confirmaient les règlements précédents ; mais ils devaient

(1) *Statuts synodaux*, éd. de 1712, p. 78.

encore, du moins pour un certain nombre, rester sans effet. Plus que jamais, s'affirmait la nécessité d'un séminaire.

Soit ignorance, soit faiblesse, soit mépris de leurs droits, des clercs s'habituèrent à porter devant des tribunaux séculiers des affaires qui, d'après l'usage constant et les lois canoniques, ressortissaient des officialités. C'était compromettre le privilège de l'immunité et encourager les empiétements du pouvoir laïc. Claude de L'Aigle comprit le danger : une ordonnance de lui, datée du 9 décembre 1686 (1), rappela aux ecclésiastiques leurs devoirs sur ce point et débrouilla cette matière si complexe, faisant la part précise de chaque juridiction, précisant les termes, énumérant les cas. L'autorité française semble ne point s'être émue d'une déclaration aussi peu conforme aux prétentions du pouvoir laïc, à ce qu'on appelait les libertés des Églises gallicanes : le gouvernement de Léopold devait se montrer moins libéral.

Cependant Jacques de Fieux achevait de s'éteindre, à Paris ; mais jusqu'au bout il vécut et travailla pour sa chère Église de Toul. Il rassembla, en soixante-cinq articles, les principales recommandations qu'il se proposait de faire à son clergé au synode de 1687. Ce devait être une voix d'outre-tombe : le prélat mourut saintement, le 15 mars 1687, à l'âge de soixante-six ans, et son corps fut enterré, sous une dalle de marbre blanc, dans l'église du noviciat des Frères-Prêcheurs, au Faubourg Saint-Germain (2). Il légua par son testament, aux pauvres, d'abondantes

(1) *Mandement de Monsieur l'Official, vicaire général de l'évêché de Toul, sur la juridiction ecclésiastique.* — 9 décembre 1686 (*Rec. Mand.*, I, 108 bis).

(2) Le dessin et l'inscription de sa pierre tombale nous ont été conservés par Roger de Gaignières (*Recueil de pièces... pour l'histoire des évêques de France.* Bibl. Nat., Fonds latin, Ms. 17,029, f° 39). Voici l'inscription :

HIC JACET  
ILLUSTRIS. ET REVEREND<sup>ISS</sup> DD.  
JACOBUS DE FIEUX  
EPISCOPUS ET COMES  
TULLENSIS ET DOCTOR  
PARISIENSIS. EXPECTAT  
RESURRECTIONEM.  
INAUGURATUS EST DIE 17  
JANUARIJ, ANNI SALUTIS 1677.  
OBIIT  
ANNO 1687, DIE 15<sup>A</sup> MENSIS  
MARTII  
ORATE PRO EO.

aumônes et, au séminaire de Toul, une somme d'environ dix-huit mille livres.

Sa mort répandit la tristesse dans la ville et dans le diocèse : on se plaisait à bénir son zèle, sa piété, ses travaux ; les vicaires capitulaires, en annonçant aux curés le deuil qui les frappait, rendirent au regretté défunt un hommage aussi complet que délicat, en recommandant instamment de ne rien changer à ce qu'il avait établi, et d'honorer sa mémoire par l'imitation de ses vertus (1), et Claude de L'Aigle publia les soixante-cinq articles qu'une main mourante avait recueillis, les présentant au clergé comme le testament spirituel d'un évêque « dont la fin fut aussi chrétienne que la vie avait été édifiante (2) ». A Jacques de Fieux s'appliquait ainsi la parole du Sage : « *Defunctus adhuc loquitur.* »

Quinze jours à peine après son trépas, Louis XIV désigna, pour le siège de Toul, Henri de Thiard de Bissy, docteur de Sorbonne et abbé commendataire de Noailles, au diocèse de Poitiers (3). Claude de Thiard, comte de Bissy, le père du candidat, appartenait à une vieille et illustre maison de Bourgogne qui avait donné à l'armée des soldats distingués, aux parlements des magistrats éminents, à la poésie Pontus de Thiard, le disciple de Ronsard. Lieutenant-général des troupes du roi, il avait longtemps commandé en Lorraine et il était alors gouverneur des Trois-Évêchés (4). Cette nomination récompensait donc les services du père, satisfaisait l'ambition du fils, alors âgé de trente ans, et affirmait l'intention du monarque français de faire de l'évêque de Toul un auxiliaire

(1) *Rec. Mand.*, I, 108.

(2) *Mandement de feu Illustissime et Révérendissime Père en Dieu, Mgr Jacques de Fieux, vivant évêque et comte de Toul qu'il voulait faire publier dans son premier synode général.* Toul, Laurent, 1687 (*Statuts synodaux de Toul*, à la Bibliothèque de Nancy).

(3) Henri de Thiard de Bissy, né au château de Pierres, en Bourgogne, le 25 mai 1637, fut pourvu à douze ans de l'abbaye bénédictine de Noailles que Claude, son frère, lui résigna (*Gallia*, II, 1244) ; il fut reçu docteur en Sorbonne, en 1683.

(4) Il mourut en 1701 et força l'estime de Saint-Simon qui écrit de lui qu'il fut « fort regretté pour son équité, sa discipline et la netteté de ses mains » (*Mémoires*, éd. de Paris, 1829, III, 235).

de sa politique pour la soumission complète de la nation lorraine.

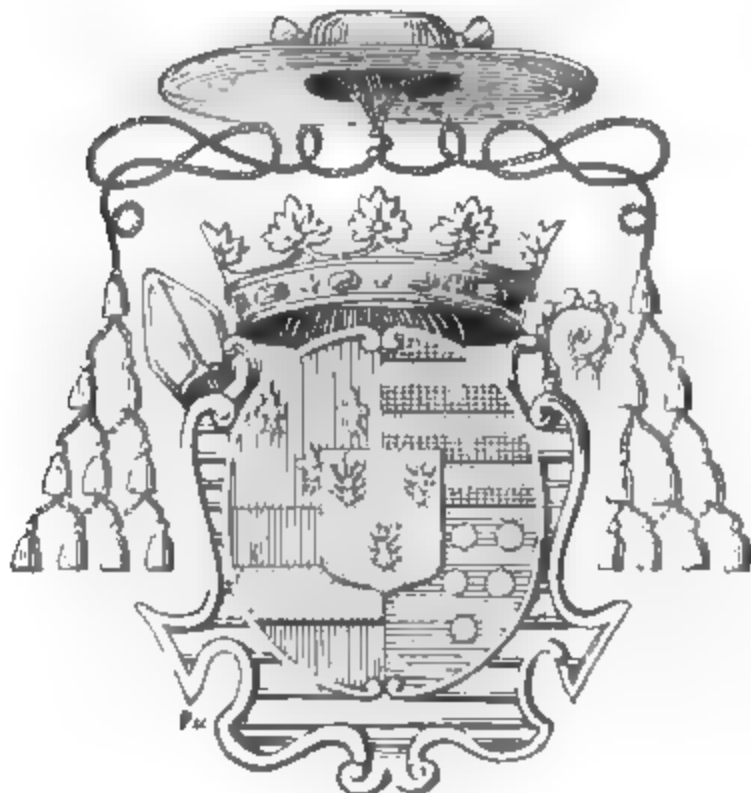
Mais, depuis la Déclaration de 1682 et l'affaire des franchises, les relations étaient rompues entre Rome et Versailles. Innocent XI refusait de donner l'institution canonique aux prélats qui avaient pris part à la rédaction ou au vote des *Quatre articles* et le roi, de son côté, interdisait aux évêques qu'il nommait de poursuivre l'expédition de leurs bulles. Bissy dut par conséquent suivre l'exemple de ses collègues. A l'encontre de toutes les prescriptions canoniques, il se fit nommer vicaire capitulaire et de concert avec Claude de L'Aigle, il administra son futur diocèse (1). Il eut, en mars 1690, à transmettre aux curés des paroisses et aux supérieurs des collégiales et des monastères une lettre de Louis XIV qui commandait de dresser un inventaire détaillé du trésor de leurs églises et réclamait pour la Monnaie les pièces d'argenterie qu'ils renfermaient et que l'autorité diocésaine jugerait inutiles au culte (2). C'était un bien fâcheux début : les décisions délicates qu'entraînait cette ordonnance, ne devaient point concourir à faire bénir le nom du prélat et l'on peut aisément se figurer dans quelles dispositions les abbés des Vosges durent recevoir le communiqué épiscopal. Le clergé lorrain, déjà tant de fois pillé et rançonné par les Français, ne pardonna point cet acte de complaisance envers une domination qui lui restait odieuse (3). Plus que jamais, Henri de Bissy fut considéré comme l'agent trop docile de l'usurpateur.

(1) Bissy signe ainsi, entre autres, un acte de l'officialité de Bar, 25 août 1688. « *Henri de Thiard de Bissy, episcopus et comes tullensis designatus, Regi a sanctoribus consiliis, necnon episcopatus, sede episcopali vacante, vicarius generalis.* » (Arch. Meuse, *Off. de Bar*, carton 13).

(2) *Rec. Mandem.*, I, 113.

(3) Le 30 décembre 1682, Jacques de Fieux adressa aux curés un mandement prescrivant des prières pour le roi. L'exemplaire destiné au curé de Saint-Epvre portait cette lettre autographe du prélat, laquelle prouve que la domination française était encore assez mal acceptée : « C'est par ordre du roi que j'ai dressé ce mandement et cela veut dire que, comme je fais mon devoir en vous l'envoyant, vous devez faire le vôtre en l'exécutant ; sans quoi, il ne peut qu'arriver des suites fâcheuses pour vous : c'est l'avis que je vous donne. » (*Rec. Mand.*, I, 106.)

Les démêlés entre le Saint-Siège et le roi-soleil ne se terminèrent que sous Innocent XII. Après plusieurs années d'attente, l'évêque



nommé de Toul reçut enfin ses bulles en 1692 (1). Il fut sacré le 24 août de cette année, par l'archevêque de Sens, Hardouin Forquin de La Hoguette, dans la chapelle du Séminaire des Missions-Étrangères, prit possession, par procureur, le 30 du même mois, et fit son entrée solennelle le 30 octobre suivant.

Aux joyeux applaudissements que mentionne Benoît-Picart (2), il est à croire que se mêlèrent des sentiments de défiance. Les Lorrains n'oubliaient pas que leur nouveau pasteur était une créature de Louis XIV, le fils du gouverneur des Trois-Évêchés, et Henri de Bissy semblait prendre à tâche de justifier ces appréhensions. Il ne cessait de communiquer aux bénéficiers de son diocèse des appels d'argent, émanés du roi.

Le 19 juin 1693, c'était en faveur des Irlandais réfugiés en France à la suite de Jacques II (3); le 25 juillet de la même année, c'était pour soutenir la campagne des Pays-Bas (4) : « Puisque le roi,

(1) 10 mars 1692. *Henricus de Thiard de Bissy fit episcopus tullensis, per obitum Jacobi de Fieux, cum retentione commendæ mon. S<sup>u</sup> Juntani de Nobiliaco, ord. S. Ben, Pictar. dioc.* (Arch. Vatic., S. C. p. 22, d'après *Inv. Garampi*). — Henri de Thiard de Bissy portait écartelé, au premier de gueules chargé de trois fleurs de lys d'argent; au second fascé d'or et de sable de sept pièces; au troisième, de gueules à la fasce d'or; au quatrième, d'azur à six besans d'argent, trois, deux, un; sur le tout, d'or à trois écrevisses de gueules, deux et une.

(2) Ben.-Pic., *Hist.*, 708.

(3) *Rec. Mand.*, I, 114.

(4) *Ibid.*, 115. — Arch. Nat., X<sup>1a</sup>, 8688, f° 265.

osait-il écrire à des vaincus, ne fait pas de difficultés... d'exposer tous les jours... sa personne sacrée..., qui d'entre vous ne sera disposé de sacrifier au moins une partie de ses revenus pour seconder les grands et pieux desseins de Sa Majesté ? » Les diocésains n'étaient pas aussi enthousiastes que leur évêque et, le 20 septembre, le ministre d'État, M. de Pontchartrain, fit savoir au prélat que Sa Majesté refusait la capitation de trente-six mille livres votée par le clergé lorrain, à cause de la modicité de la somme et des conditions insérées, et le prélat dut provoquer une seconde réunion et faire de nouveaux efforts pour amener ses sujets à se saigner davantage (1).

Toutes ces mesures et bien d'autres du même genre ne rendaient point populaire l'instrument du pouvoir royal. Tant que durerait l'occupation française, la situation, sans être facile, n'aurait assurément rien d'anormal : Bissy était l'évêque imposé par le vainqueur ; mais si, par impossible, Léopold, le petit-fils de Nicolas-François, récupérerait ses duchés et remontait sur le trône de ses pères, quelle position fausse de part et d'autre, quelle source intarissable de conflits !

Or, justement, quelques années plus tard, les calculs de la politique amenèrent Louis XIV à rendre la Lorraine et le Barrois au prince Léopold, alors exilé à la cour d'Autriche (2). Le traité de Ryswick (30 octobre 1697) rétablit le petit-neveu de Charles IV dans la souveraineté de ses deux duchés : Nancy elle-même lui était rendue, mais démantelée ; le roi de France ne se réservait que la prévôté de Longwy, pour laquelle il promettait une compensation à prendre dans le territoire des Évêchés.

La question de la souveraineté des deux faubourgs de Toul fit l'objet d'assez longues négociations. Comme au commencement du siècle (3), après le traité de Vincennes, de graves contestations avaient

(1) *Rec. Mand.*, I, 116.

(2) Léopold, né à Inspruck, le 11 septembre 1679, était le petit-fils de Nicolas-François et de la princesse Claude, le fils de Charles V de Lorraine et de Marie-Eléonore, sœur de l'empereur Léopold I<sup>er</sup>.

(3) Voir p. 95.



de nouveau surgi entre les cours de Nancy et de Versailles, au sujet de la nomination des abbés de Saint-Epvre, de Saint-Mansuy (1) et des droits de justice à exercer sur la banlieue de la cité leuquoise (2). Ces conflits pouvaient renaitre : il fallait les prévenir. A la requête de Pompone, l'évêque et les magistrats produisirent des mémoires qui reproduisaient les arguments déjà invoqués, lors des premiers débats (3). Les plénipotentiaires de Léopold leur en opposèrent d'autres (4), et Henri de Bissy qui insistait avec raison pour que Louis XIV ne souffrit point la résurrection de ce cordon lorrain autour de la ville épiscopale, proposa d'envoyer Dom Belhomme, abbé de Moyenmoutier, « homme de très bon esprit et fort affectionné aux intérêts de la France », avec plusieurs de ses religieux, à Strasbourg, pour examiner les titres et les papiers de la Chambre impériale de Spire (5) ; de faire constater ainsi les droits du roi ou d'échanger ces faubourgs, s'il le fallait, contre la petite seigneurie de Thuillères (6). Enfin tout s'arrangea et les deux faubourgs restèrent au pouvoir du souverain de la cité et des Trois-Évêchés.

On devine sans peine avec quels transports fut accueillie dans le pays la nouvelle de la paix de Ryswick. C'était la fin de la captivité, le départ de l'envahisseur, la résurrection de la nationalité lorraine, alors qu'on avait perdu tout espoir ! Mais, c'était aussi le dualisme ramené dans le diocèse ; c'était le commencement de longues, de nombreuses querelles où les susceptibilités du patriotisme allaient se mêler aux intérêts de l'État et de la religion.

Louis XIV semble avoir compris la situation délicate de l'évêque de Toul : dès le 1<sup>er</sup> novembre 1697, il lui avait offert le siège archiépiscopal de Bordeaux (7) et il avait nommé à sa place Antoine

(1) A propos de la nomination de Dom André Royer, comme abbé de Saint-Mansuy, avec l'approbation de Charles IV (Bibl. Nat., *Coll. lorr.*, 399 et 400. — *Nouv. acq. franç.*, 2821).

(2) *Ibid.*, *Coll. lorr.*, *loc. cit.*

(3) Bibl. de l'Arsenal, Ms. 6040, f<sup>o</sup> 1032.

(4) Bibl. Nation., *Coll. lorr.*, 63, 64.

(5) Bibl. de l'Arsenal, Ms. 6040, f<sup>o</sup> 1079.

(6) *Ibid.* — Thuillères (c. de Vittel, Vosges) formait avec Marcheville, Monthureux et Valleroy-le-Sec une baronnie, dépendant de la France et perdue au milieu des terres lorraines.

(7) « M. l'évêque de Toul a remercié le roi de l'archevêché de Bordeaux qu'il

Girard, abbé de Pontlevoy (1). Mais Henri de Thiard de Bissy ne crut pas devoir accepter : était-ce ambition, comme d'aucuns l'insinuent (2) ? était-ce plutôt zèle pastoral et inconscience de sa position ? je pencherais plutôt pour la seconde alternative ; mais je ne puis m'empêcher de regretter qu'au moment où Léopold revenait en Lorraine, un autre prélat ne fût point monté sur le siège de Toul. Il y eût eu peut-être moins de contestations, et assurément moins de préventions et d'acharnement.

lui avait voulu donner ; il n'a pas cru qu'il y eût des raisons suffisantes pour la translation ; on a fort loué et fort approuvé son procédé. » (Dangeau, VI, 286).

(1) *Antonius Girard.... nominatus est in die Natalis Domini anno 1697 episcopus tullensis; dein 8 Februarii, Boloniensis, etc.* (Gall. Christ., VIII, abb. de Pontlevoy). — Cf. L. Germain, *Nomination d'un évêque de Toul en 1697*, dans *Journ. Soc. Arch. lorr.*, p. 134.

(2) « Il en voulait un plus voisin de la Cour où il pût intriguer à son aise et non pas se confiner à Bordeaux, et il se fit honneur auprès de ses dupes de ne pas vouloir quitter sa première épouse, pauvre et d'un gouvernement peu étendu, pour être archevêque d'un beau siège et dans une grande ville. Toul, en attendant mieux, convenait plus à ses vues et il y demeura. » (Saint-Simon, *Mém.* édit. de 1829, II, 97).

---



## LIVRE XI

Le diocèse de Toul au début  
du XVIII<sup>e</sup> siècle.



## CHAPITRE I

### Topographie du diocèse de Toul <sup>(1)</sup>.

---

#### § I. — Divisions politiques (2).

Au point de vue politique, le diocèse de Toul offrait l'aspect d'une singulière marqueterie. Le fond, déjà disparate, était formé, à l'est de la Meuse, par les duchés de Lorraine et de Bar, récemment rendus à Léopold ; dans la vallée de cette rivière, par la châtellenie française de Vaucouleurs et la principauté lorraine de Commercy ; à l'ouest enfin, par les terres françaises du Bassigny, de la Champagne et par le Barrois mouvant dont Léopold était souverain, mais à titre de vassal du roi très chrétien. Sur ce fond, au hasard des annexions ou des échanges, se trouvaient jetés la petite seigneurie

(1) Voir la CARTE DU DIOCÈSE DE TOUL jointe à ce volume, dressée pour cet ouvrage, d'après le *Pouillé* de Benoît-Picart (1711), et reproduite par la maison A. Barbier, de Nancy.

Pour la coloration de cette carte, j'ai choisi de préférence les divisions politiques, parce qu'il était impossible de figurer autrement la marqueterie que dessinait la circonscription diocésaine et parce qu'elles ont servi de base à la division ecclésiastique des officialités.

J'aurais un certain nombre de fautes à signaler et à rectifier, omissions, erreurs, etc. Je me bornerai ici à faire passer *Aouze* (doyenné de Châtenois) du temporel de Toul (bleu) au duché de Lorraine (jaune) et de remettre *Ambacourt* dans le doyenné de Saintois et *Burey-en-Vaux* dans le doyenné de Vaucouleurs.

(2) SOURCES. — Arch. de M.-et-M., B. 288 et sq. *Temporel des Paroisses*. — Benoît-Picart, *Pouillé du diocèse de Toul*. Toul, Rolin, 1711. — Calmet, *Notice de la Lorraine*. — Stémer, *Traité du département de Metz*. Metz, Collignon, 1736. — N. Durival, *Description de la Lorraine et du Barrois*. Nancy, Leseure, 1779. — Lepage, *Statistiques de la Meurthe, des Vosges*. — Gillant, *Pouillé du diocèse de Verdun*, II. — Fournier, *Topographie ancienne du département des Vosges*. Épinal, Busy, 1892, etc.

française de Thuillières, au sud du diocèse ; le village français de Bruley, près de Toul ; le temporel des Trois-Évêchés, réuni à la France en 1552 : temporel de Toul, disséminé autour de la ville épiscopale, de Liverdun, de Brixey, de Maizières-les-Toul, de Void, de Vicherey, etc. — temporel de Metz, allongé en anneau autour de Moyen, de Rambervillers, de Baccarat ; groupé en un îlot autour de Réméréville ; formant à l'angle nord-est, un coin qui pénétrait dans le diocèse de Metz et venait rejoindre l'enclave toulouise de Moyenvic et Xanrey — temporel de Verdun, formé de la moitié de la châtellenie de Dieulouard dont l'autre moitié débordait sur le diocèse de Metz, et du village de Neuville-en-Verdunois qui faisait partie de la prévôté de Tilly-sur-Meuse. Enfin, à l'est, sur les deux versants des Vosges, dans les hautes vallées de la Bruche et du Rabodeau, se cachait la principauté de Salm, fief souverain et vassal de l'Empire. En somme, trois nationalités indépendantes ou rivales se partageaient cette vaste circonscription et quatre juridictions parlementaires évoquaient les causes à leur tribunal suprême : pour Salm, la Chambre impériale de Spire ; pour la Lorraine et le Barrois non mouvant, la Cour souveraine qui siégeait à Nancy ; pour les Trois-Évêchés, le Parlement de Metz ; pour les terres de Vaucouleurs, de Champagne et le Barrois mouvant, le Parlement de Paris. Cette complexité peut nous surprendre aujourd'hui ; mais elle nous expliquera bien des difficultés, des contestations et des luttes.

## § II. — Archidiaconés, doyennés et paroisses (1).

Le nombre des archidiaconés était resté le même ; mais celui des doyennés ruraux avait été porté à vingt-cinq. Outre les trois paroisses du *Châtel*, *Saint-Jean*, *Sainte-Geneviève* et *Saint-Waast* (*Lay-Saint-Remy*) soumises directement au chapitre, jusqu'en 1718, le chiffre des paroisses était monté à 761, de 680 qu'il était en 1402, et celui des annexes s'élevait à 233 (2).

(1) Ben.-Pic., *Pouillé*. — Lepage, *Pouillé de 1402*. — Pour la comparaison entre deux états du diocèse, se reporter au tome I, p. 440 et sq.

(2) Dans les notes qui vont suivre, les listes des paroisses et de leurs an-

Le **grand archidiaconé** et son unique doyenné comptaient 31 paroisses et 14 annexes (1).

L'**Archidiaconé de Port** s'était augmenté d'un doyenné, par suite de la division du doyenné de Deneuvre, en doyenné de Deneuvre et de Salm, opérée par Jacques de Fieux (2). Il comptait 195 paroisses (43 de plus qu'en 1402) et 74 annexes.

Le *doyenné de Prény* avait conservé son chiffre de 28 paroisses et avait 8 annexes (3).

Le *doyenné de Dieulouard* possédait 19 paroisses (au lieu de 17) et 4 annexes (4).

Le *doyenné de Port* renfermait 68 paroisses (au lieu de 53) et 24 annexes (5).

nexes (celles-ci indiquées immédiatement après elles et en *italiques*), sont faites, comme celles du xv<sup>e</sup> siècle (T. I, p. 441 et sq.) selon la topographie des lieux, en remontant ou en descendant une vallée, en parcourant un plateau, etc. Cette disposition peut se discuter ; mais elle facilite la lecture et l'intelligence de la carte, plus que la disposition par lettres alphabétiques.

(1) Notre-Dame et Saint-Amand dans le Bourg ; Saint-Maximin et Saint-Pierre, dans les deux faubourgs ; Villey-Saint-Étienne, Francheville, Andilly, *Ménil-la-Tour* et *Royaumeix*, Bouvron, Sanzey, Lagney, Lucey, Bruley et *Pagny-derrière-Barine*, Écrouves, Choley, Ménillot, Domgermain et *Charmes-la-Côte*, Blénod et *Bulligny*, Mont-le-Vignoble et *Gye*, Bagneux, Colombey et *Alain*, Crézilles, Moutrot, Ochev et *Thuilley*, Biqueley et *Pierre*, Chaligny, *Chavigny* et *Messein*, Maron, Chaudency, Dommartin et *Villey-le-Sec*, Gondreville, Fontenoy et *Velaines*, Sexey-aux-Bois et *Aingerey*.

(2) Voir p. 284.

(3) Vilcey-sur-Mad, Prény, Pagny-sous-Prény, Vandières, Norroy, Villers-sous-Prény, Viéville et *Vilcey-sur-Trey*, Fey-en-Haye, Saint-Baussant, Essey-en-Woëvre, Lahayville et *Richécourt*, Seicheprey, Mandres-aux-Quatre-Tours et *Hamonville*, Broussey-en-Woëvre et *Raulecourt*, Rambucourt, Jaulny et *Rembercourt*, Flirey, Limey et *Regnéville*, Mamey, Remenauville ; Saint-Laurent, Sainte-Croix et Saint-Jean de Pont-à-Mousson et *Blénod* ; Saint-Remy de Maidières, Saint-Pierre de Maidières, Jezainville et *Rembercourt*, Gézoncourt et *Griscourt*, Lironville.

(4) Dieulouard, Saint-Jean-Pierrefort, Manonville, Noviant-aux-Prés, Bernécourt et *Grosrouvre*, Ansauville, Minorville, Domèvre-en-Haye, Villers-en-Haye et *Rogéville*, Belleville, Marbache, Saizerais-Saint-Georges et *Saint-Amand*, Rozières-en-Haye, Manoncourt et *Avrainville*, Tremblecourt, Jaillon, Liverdun, Pompey, Frouard.

(5) Champigneulle, Bouxières-aux-Dames et *Pixerécourt*, Malzéville et *Saint-Max*, Maxéville, Laxou, Villers ; Saint-Epvre, Notre-Dame, Saint-Sébastien de Nancy ; Dommartemont, Essey et *Tomblaine*, Saulxures, Laneuveville, Heillecourt et *Fléville*, Vandœuvre, Art-sur-Meurthe, Varangéville et *Saint-Nicolas-de-Port*, Dombasle, Rosières-aux-Salines, Damelevières, Blainville, Mont et



Le *doyenné de Deneuvre*, borné à l'ouest par la Meurthe, contenait environ 27 paroisses et 17 annexes (1).

Le *doyenné de Salm* s'étendait à l'est et dans le bassin supérieur de la Meurthe et comprenait, du moins en principe, les territoires des grandes abbayes de la Vôge. Il comptait environ 53 paroisses et 21 annexes (2).

L'*Archidiaconé de Vôge* restait divisé en quatre doyennés; mais le nombre de ses paroisses était monté de 108 à 123, et il avait 43 annexes.

*Iermaménil*, Rehainviller et *Hériménil*, Lunéville, *Hudiviller* et *Chanteheux*, *Lay-Saint-Christophe*, Eulmont, Agincourt, Amance, *Dommartin* et *Laitre*, *Moulin*, Bouxières-aux-Chênes, Champenoux et *Mazerulles*, *Erbéviller*, *Rémérville*, *Hoëville*, *Serres*, *Valhey*, *Bauzemont* et *Bathelémont*, *Drouville*, *Gellenoncourt*, *Haraucourt*, *Buissoncourt*, *Lenoncourt*, *Cercueil*, *Lancuvelotte*, *Velaine*, *Seichamps* et *Pulnoy*, *Crévic*, *Maixe*, *Einville* et *Bonviller*, *Raville* et *Bienville*, *Crion* et *Sionviller*, *Deuxville-N.-D.*, *Deuxville-Saint-Epvre*, *Anthelupt* et *Vitrimont*, *Croismare* (*Haudonviller*), *Marainviller* et *Thiébauménil*, *Bénaménil*, *Ludres*, *Lupcourt* et *Azelot*, *Saint-Hilaire* et *Manoncourt-en-Vermois*, *Burthecourt*, *Saffals*, *Ferrières* et *Tonnoy*, *Domptail* et *Haussonville*, *Barbonville* et *Sainte-Marie*, *Richardménil*, *Saint-Mard*; *Moyenvic* et *Xanrey*, enclavés dans le diocèse de Metz.

(1) *Glonville*, *Valhiménil* et *Flin*, *Deneuvre*, *Baccarat* et *La Chapelle*, *Fraimbols*, *Haudonville*, *Gerbéviller*, *Moyen*, *Magnières*, *Domptail* et *Fontenoy-la-Joute*, *Doncières* et *Xafféwillers*, *Nossoncourt* et *Sainte-Barbe*, *Roville-aux-Chênes*, *Romont* et *Saint-Maurice*, *Rambervillers*, *Saint-Benoît*, *Jeanménil* et *Housseras*, *Brémencourt* et *Haigneville*, *Froville*, *Einvaux*, *Landécourt*, *Franconville* et *Moriviller*, *Clayeures*, *Roselleures* et *Borville*, *Vennezey* et *Essey-la-Côte*, *Rémenoville*, *Scranville*, *Mattexey* et *Vallots*, *Giriviller*, *Clémentaine* et *Deinvillers*, *Haillanville*.

(2) *Saint-Clément* et *Chenerières*, *Gelacourt* et *Azerailles*, *Hablainville*, *Burville*, *Reclonville* et *Vaxainville*, *Brouville*, *Merviller* et *Reherrey*, *Mignéville*, *Ogéviller* et *Fréménil*, *Herbéviller*, *Domèvre*, *Couvay* et *Halloville*, *Barbas*, *Blâmont*, *Frémonville*, *Cirey*, *Bertrambols*, *Le Val*, *Parux*, *Harbouey*, *Montreux*, *Bréménil*, *Neuviller-les-Badonviller*, *Montigny*, *Sainte-Pôle* et *Saint-Maurice*, *Badonviller* et *Fenneviller*, *Pexonne*, *Vacqueville*, *Neufmaisons* et *Bertrichamps*, *Colles* et *Allarmont*, *Luvigny*; *Senones* et *Saint-Stail*, *Plaine*, *La Broque*, dans le ban de l'abbaye de *Senones*; *Moyenmoutier*, *Raon-l'Étape*, *Hurbache*, le Ban de *Supt*, dans le ban de l'abbaye de *Moyenmoutier*; *Étival*, *La Neuveville-les-Raon*, *Saint-Michel*, *La Bourgonce*, *Saint-Remy*, dans le ban de l'abbaye d'*Étival*; *Saint-Dié*, *Saint-Martin*, *Sainte-Marguerite*, *Bertrimoutier*, *Provenchères* et *Colroy*, *Lusse*, *Wissembach*, *Lavoline*, *Verpellièvre* et *La-Croix-aux-Mines*, *Mandray* et *Entre-deux-Eaux*, *Saint-Léonard* et *Saulcy*, *Taintrux*, *Anould*, *Fraize*, *Clefey* et *Le Valtin* dans le ban de *Saint-Dié*. — J'ai dit environ, car au milieu des contestations des évêques et des abbayes exemptes, il est difficile d'arriver à un compte exact.

Le *doyenné d'Épinal* avait conservé son nombre de 36 paroisses et renfermait 26 annexes (1).

Le *doyenné de Remiremont* comptait 25 paroisses (au lieu de 18) et 3 annexes (2).

Le *doyenné de Jorxey* comprenait 26 paroisses (au lieu de 22) et 12 annexes (3).

Le *doyenné de Poussay* ou *Porsas* avait 36 paroisses (au lieu de 32) et 2 annexes (4).

L'**Archidiaconé de Vittel** conservait ses cinq doyennés; mais le nombre de ses paroisses était passé de 170 à 186; celui de ses annexes était de 41.

Le *doyenné de Saintois* contenait 60 paroisses (au lieu de 50), 11 annexes et une enclave du ban de Saint-Dié (5).

(1) Bayon, Virecourt, Villacourt, Loro-Montzey, Saint-Germain, Chamagne, Saint-Boing et *Saint-Remy-aux-Bois*, Damas-aux-Bois et *Passoncourt*, Morville, *Châtel-sur-Moselle*, *Hadigny* et *Rehaincourt*, Portieux, Nomexy, Igney, Vaxoncourt et Zincourt, Thaon et *Chavelot*, Girmont, Dognéville, *Golbey* et *Jouxey*, Épinal, Domèvre-sur-Durbion, *Bayecourt* et *Dignonville*, Villoncourt, Sercœur, Dampierre, Girecourt, Guignécourt, Fauconcourt, Destord, Moyemont, *Ortoncourt* et *Badménil*, Vomécourt, Saint-Gorgon et *Sainte-Hélène*, Deyviller et *Padoux*, Longchamp, Aydoilles et *Fontenay*, Granvillers, Bruyères, Champs, *Belmont*, *La Chapelle*, *Saint-Jacques-du-Stat*, *Granges*, *Jussarupt* et *Saint-Jean-du-Marché*, Corcieux, *Gerbépal* et *Gérardmer*, Deyclmont, *Charmois* et *Méménil*.

(2) Docelles, Tendon, Champdray, Le Tholy, Archettes, Arches, Éloyes et *Pouzeux*, Saint-Nabord, Saint-Étienne, Remiremont, Dommartin, Rupt, Ramonchamp et *Fresse*, Saint-Maurice-Bussang, Celles (St-Amé), Vagny, Saulxures et *Cornimont*, La Bresse, Hadol, Raon-aux-Bois, Xertigny, Bains, Le Clerjus, Bellefontaine, Plombières.

(3) Florémont, *Charmes* et *Essegney*, Vincey, Frizon, Oncourt, Uxegney, Gigney, *Domèvre-sur-Avière* et *Uriménil*, Darnieulles, Savigny, Brantigny et *Dommartin*, Girecourt, Guigné-aux-Aulx et *La Chapelle*, Bettégney-Saint-Brice, Rabiémont et *Avillers*, Jorxey, Derbamont et *Bouxières*, Saint-Vallier, Bouzémont, Blaye, La Viéville et *Dompaire*, Damas et Bettégney, Gorhey et *Hennecourt*, Girancourt, *Dommartin* et *Uzemain*, Chaumousey, Vomécourt-sur-Madon, Mazirot, Mirecourt.

(4) Poussay, Mattaincourt et Hymont, Hagécourt et *Valleroy-aux-Saules*, Adompt, Dommartin-les-Ville-sur-Ilion, Ville-sur-Ilion, Harol, Charmois-L'Orgueilleux, Aboncourt, Saint-Prancher, Oëlleville et *Juvaincourt*, Frenelle-la-Petite, Puzieux, Totainville, Biécourt, Le Ménil-en-Xaintois, Rouvres-en-Xaintois, Baudricourt, Domvallier et Ramecourt, Mandres, Thiraucourt, Remicourt, Offroicourt, Viviers-les-Offroicourt, Estrennes, Domjullen, Parey-sous-Montfort, They-sous-Montfort, Remoncourt, Domèvre-sous-Montfort, Rancourt, Bazoilles et Ménil, Valfroicourt, Saint-Menge, Houécourt, Gironcourt.

(5) Pont-Saint-Vincent et *Sexey-aux-Forges*, Méréville, Flavigny, Crévéchamps,

Le *doynné de Neufchâteau* avait 6 annexes et restait avec son chiffre de 20 paroisses (1).

Le *doynné de Châtenois* renfermait 28 paroisses (au lieu de 24) et 3 annexes (2).

Le *doynné de Bourmont* ne possédait plus que 30 paroisses (au lieu de 31) et il comptait 9 annexes (3).

Le *doynné de Vittel* possédait 48 paroisses (au lieu de 45) et 12 annexes (4).

Neuville, Lorey, Roville et *Lancreville-devant-Bayon*, Bainville, Grippont, Benney, Crantenoy, Le Ménil-Mitry, Lebeuville, Tantimont, Maizières et *Bainville*, Xeulley, Frolois, Pierreville, Pulligny, Ceintrey, Voinémont et *Lemainville*, Ormes, Gerbécourt, Haroué, Xirocourt, Marainville, Ambacourt, Clérey, Tantonville, Forcelles-Saint-Gorgon, Vroncourt, Chaouilley, Sion, Vaudémont, Saint-Firmin et *Affracourt*, Diarville, Bouzanville, Boulaincourt, Fraignes-en-Saintois et *Frenelle-la-Grande*, Courcelles, Autrey, Houdreville et *Parey-Saint-Césaire*, Vézelize, Vroncourt, Dommarie et *Thorey*, Vandelévillie, Fécocourt, Pulney, Grimonviller, Viterne, Marthemont, Thélod, Houdelmont, Hammeville, Vitrey et *Goriller*, Crépey et *Germiny*, Puxe et *Battigny*, Selaincourt, Saulxerotte, Favières (plus Saint-Remimont, enclave du ban de Saint-Dié).

(1) Mont-l'Étroit, Punerot, Harmonville et *Autreville*, Tranqueville, Ruppes et *Jubainville*, Martigny-les-Gerbonvaux, Saint-Élophie et *Autigny-la-Tour*, Sauvigny et *Clerey-la-Côte*, Brixey-aux-Chanoines, Maxey-sur-Meuse, Moncel, Gouécourt, Coussey, Frébécourt, Rouceux, Neufchâteau et *Noncourt*, Mont-les-Neufchâteau, Slonne, Midrevaux, Pargny-sous-Mureau et *Villouxzel*.

(2) Aroffe et *Gémonville*, Vicherey, Aouze, Rainville, Dommartin-sur-Vraine, Saint-Paul et *Morelmaison*, Barville, Attignéville, Houéville, Removille, Vouxey, Balléville, Viocourt, Laneuveville-sous-Châtenois, Rebeuville et *Rollainville*, Certilleux, Tilleux, Rouvres-la-Chétive, Landaville, Châtenois, Longchamp, Darney-aux-Chênes, Ollainville, Sandaucourt, Hagnéville, Aulnois, Bauffremont et Roncourt, Lemmecourt.

(3) Circourt, Pompierre, Sartès, Sommerécourt, Outremécourt, Soulaucourt, Nijon et *Vaudrecourt*, Grafligny, *Malaincourt* et *Chemin*, Vrécourt, Chaumont-la-Ville, Blevaincourt et *Robécourt*, Champigneulles, Rosières-sur-Mouzon, Tollaincourt et *Rocourt*, Romain-les-Bois, Bazoilles-sur-Meuse, Harréville, Goncourt, Illoud, Bourmont et *Gonaincourt*, Saint-Thiébaud, Brainville, Hacourt, Romain-sur-Meuse et *Bourg-Sainte-Marie*, Hacourt, Doncourt, Levécourt et *Huilliécourt*, Vroncourt, Maisonceles, Thol-les-Millières et *Osières*.

(4) Jainvillotte, Gendreville, Médonville et *Malaincourt*, Auzainvilliers, Aingeville, Bulgnéville, *Saulxures* et *Vaudoncourt*, Saint-Ouen et *La Vacheresse*, Parey-les-Saint-Ouen, Urville, Sauville, Suriauvillie, Crainvilliers et *La Rouillie*, Lamarche et *Villotte*, Martigny-Saint-Remy, Martigny-Saint-Pierre, Saint-Remimont, Dombrot-sur-Vair (Bouzay), Mandres, Norroy-sur-Vair, Vittel-Saint-Remy, Vittel-Saint-Privat, Outrancourt, Contrexéville, Dombrot-le-Sec, Lignéville, Marcheville et *Valleroy-le-Sec*, Esley, Monthureux-le-Sec, Les Vallois et *Jésorville*, Ezeles et *Vioménil*, Dombasle-devant-Darney, Senonges, Dommartin-les-Vallois, Thuillières, Saint-Baslemont, Provenchères, Viviers-le-Gras, Gignéville,

L'**Archidiaconé de Reynel** formait toujours cinq doyennés ; il comptait 114 paroisses, trois seulement de plus qu'en 1402, et 34 annexes.

Le *doyenné de Reynel* possédait 35 paroisses (au lieu de 34) et 13 annexes (1).

Le *doyenné de Rivière de Blaise* ne contenait plus que 17 paroisses (au lieu de 18) ; le chiffre de ses annexes était de cinq (2).

Le *doyenné de Dammarie* ne renfermait plus que 19 paroisses (au lieu de 21) ; il avait 9 annexes (3).

Le *doyenné de Robert-Espagne* comprenait 24 paroisses (au lieu de 22) et 3 annexes (4).

Le *doyenné de Bar* avait 19 paroisses (au lieu de 16) et 4 annexes (5).

L'**Archidiaconé de Ligny** embrassait cinq doyennés, par suite

Marey, Serocourt et *Frain*, Serécourt et *Morizécourt*, Ische, Relanges, Nonville, Attigny, Bleurville, Monthureux-sur-Saône, Saint-Julien et *Tignécourt*.

(1) Reynel, Manois, Humberville, Poissons, Sailly et *Noncourt*, Maconcourt et *Vaur*, Thonnance-les-Moulins et *Brouthières*, Annonville et *Landéville*, Domremy-en-Ornois, Bettoncourt, Augeville et *Pautaines*, Épizon, Germay, *Bressoncourt* et *Germisay*, Lézéville et *Harméville*, Laneuville-aux-Bois, Bertheléville, Dainville, Avranville et *Chermizy*, Vaudeville et *Seraumont*, Grand, Trampot et *Morionvilliers*, Chambrancourt, Bréchainville, Aillanville, Fréville, Liffol-le-Grand, Liffol-le-Petit, Prez-sous-Lafauche et *Lafauche*, Busson et *Leurville*, Orquevaux, Vesaigues, Saint-Blin, Semilly, Chalvraines, Clinchamp.

(2) Fays et *Guindrecourt* Domblain, Morancourt, Baudrecourt, Charmes-la-Grande, Charmes-en-l'Angle, Flammerécourt et *Brachay*, Leschères, Rouécourt, Rachécourt et *Vaur-sur-Blaise*, Doulevant-le-Petit et *Suzémont*, Ville-en-Blaisois, Dommartin-le-Franc, Courcelles, Dommartin-le-Saint-Père, Doulevant-le-Château et *Villiers-aux-Chênes*, Mertrud.

(3) Soulaincourt et *Aingoulaincourt*, Échenay et *Gillaumé*, Pancey, Esincourt, et *Montreuil-sur-Thonnance*, Montiers-sur-Saulx et *Paroy*, Morley, Dammarie, Ménil-sur-Saulx, Stainville et *Lavincourt*, Rupt-aux-Nonnains, Aulnois-en-Perthois, Juvigny-en-Perthois, Biencourt, Couvertpuis, Hévilliers et *Villers-le-Sec*, Fouchères et *Le Bouchon*, Maulan, Nant-le-Grand et *Nant-le-Petit*, Montplonne et *Bazincourt*.

(4) Haironville, Saudrupt, Brillon, Ville-sur-Saulx et *Lisle-en-Rigault*, Robert-Espagne, Trémont, Beurey, Couvonges, Mognéville, Combles, Vêel, Vassincourt, Savonnières-devant-Bar, Fains, Varney, Bussy-la-Côte, Laimont, Neuville-sur-Orne et *Mussey*, Revigny, Contrisson et *Andernay*, Ramennecourt, Villers-aux-Vents, Brabant-le-Roi, Rancourt.

(5) Bar, Seigneulles, Hargeville, Louppy-le-Petit et *Génicourt*, Condé-en-Barrois, Villotte-devant-Louppy, Louppy-le-Château, Rambercourt-aux-Pots et *Les Marais*, Ériz-la-Brûlée, Rumont, Ériz-Saint-Dizier, Vavin-court, Chardogne, Béhonne, Naives-devant-Bar, Resson et *Rosières-devant-Bar*, Culey, Loisey et *Géry*, Salmagne.

de la division du doyenné de Rivière de Meuse en Meuse Vaucouleurs et Meuse-Commercy, opérée par Henri de Bissy ; il comprenait 108 paroisses et 27 annexes.

Le *doyenné de Belrain* avait 14 paroisses (au lieu de 12) et 3 annexes (1).

Le *doyenné de Ligny* comptait 23 paroisses (au lieu de 22) et 5 annexes (2).

Le *doyenné de Gondrecourt* renfermait 25 paroisses (au lieu de 20) et 6 annexes (3).

Le *doyenné de Meuse-Vaucouleurs* possédait 24 paroisses et 7 annexes (4).

Le *doyenné de Meuse-Commercy*, au nord du précédent, contenait 22 paroisses et 6 annexes (5) soit, pour les deux, une augmentation de trois paroisses, sur le chiffre fourni par le *Pouillé* de 1402 pour le doyenné de Rivière de Meuse.

(1) Lavallée, Longchamps, Nicey et *Pierrefitte*, Belrain, Rosne, Ville-devant-Belrain, Villotte-devant-Saint-Mihiel, Gimécourt et *Baudrémont*, Levoncourt, Dagonville et *Lignièrès*, Neuville-en-Verdunois, Courouvre, Rupt-devant-Saint-Mihiel, Courcelles-aux-Bois.

(2) Longeville, Tannois, Guerpont, Tronville, Nançois-le-Petit, Velaines, Ligny, Givrauval, Longeaux, Nantois, Naix et *Menaucourt*, Saint-Amand, Tréveray, Willeroncourt, Nançois-le-Grand, Morlaincourt et *Oëy*, Vaux-la-Grande, Vaux-la-Petite et *Chennevières*, Marson et *Boriotles*, Refroy, Triconville et *Cousances-aux-Bois*, Loxéville, Domremy-aux-Bois.

(3) Chassev, Luméville, Mandres et *Cirfontaine*, Saudron, Bure, Ribeaucourt, Bonnet et *Tourailles*, Horville, Gondrecourt, Abainville, Houdelaincourt et *Baudignécourt*, Demange-aux-Eaux, Saint-Joire, Les Roises, Vouthon-Haut et *Vouthon-Bas*, Amanty, Gérauvilliers et *Badonvilliers*, Delouze, Rosières-en-Blois, Greux et *Domremy*, Goussaincourt, Burey-la-Côte, Taillancourt, Maxey-sur-Vaise, Épiez.

(4) Montigny, Mauvages, Sauvoy et *Villeroy*, Broussey-en-Blois, Naives-en-Blois, Bovée, Mélinvy-le-Grand, Mélinvy-le-Petit, Burey-en-Vaux, Pagny-la-Blanche-Côte, Champougny et *Seprigny*, Neuville-les-Vaucouleurs, Vaucouleurs, *Chalaines* et *Tuzey*, Rigny-la-Salle, Ugny, Saint-Germain, Ourches, Pagny-sur-Meuse, Saulxures-les-Vannes, Barizey-au-Plain, Allamps et *Barizey-la-Côte*, Vannes-le-Châtel, Uruffe et *Gibeauveix*, Foug et *Laneuveville-derrière-Foug* et Lay-Saint-Remy, enclave du chapitre (voir p. 302) jusqu'en 1710 (Ben.-Pic., *Pouille*, II, 315).

(5) Laneuveville-au-Rupt, Méné-la-Horgne, Saulx-en-Barrois, Saint-Aubin-sur-Aire, Chonville, Vadonville et *Malaumont*, Troussey, Void et *Vacon*, Sorey-sur-Meuse, Sorey-St-Martin, Vertuzey et *Aulnois*, Ville-Issey, Euville, Commercy et *Lérouvill*, Vignot, Boncourt et *Pont-sur-Meuse*, Trondes, Boucq et *Dommartin-aux-Fours*, Jouy et *Cornéville*, Gironville, Fréméréville, Girauvoisin.

## § III. — Collégiales, abbayes, prieurés et autres établissements religieux

En 1711, le diocèse possédait encore quinze **collégiales** : Saint-Gengoult, à Toul ; Sainte-Croix, à Pont-à-Mousson ; Saint-Georges et la Primatiale Notre-Dame, à Nancy ; St-Claude, à Haussonville ; Saint-Georges, à Deneuvre ; Saint-Dié ; Notre-Dame, à Blâmont (1), à Bourmont (2), à Reynel, à Vaucouleurs, à Ligny ; Saint-Maxe et St-Pierre, à Bar ; Saint-Nicolas, à Commercy. Des trois autres collégiales, deux, Saint-Euchaire de Liverdun, et Saint-Nicolas de Brixey venaient d'être supprimées en faveur du séminaire de Toul (3), St-Laurent, de Dieulouard, avait été uni à la Primatiale.

L'**Ordre de Saint-Benoît** se divisait en plusieurs branches ou congrégations.

Les *Bénédictins de la Congrégation de Saint-Vanne et de Saint-Hidulphe* peuplaient cinq abbayes : Saint-Epvre, Saint-Mansuy, Senones, Moyenmoutier, Saint-Léopold de Nancy, et douze prieurés : Lay, Saint-Nicolas de Port (4), Rosières (5), Flavigny, Mervaville, Romont, Châtenois, Morizécourt (6), Saint-Thiébautes-Bourmont, Harréville, Bar, Le Breuil. Les autres prieurés, mentionnés plus haut, dans le cours du présent ouvrage, n'étaient plus que de simples bénéfices possédés en commende ou avaient été unis à des abbayes ou à d'autres fondations religieuses (7).

(1) Dans la liste des dix-huit collégiales donnée au tome I, p. 448, il y a une double erreur : la collégiale Notre-Dame de Blâmont, fondée en 1382 (Ben.-Pic., *Pouillé*, I, 261) par Henri, comte de Blâmont et Valburge de Fénétrange, son épouse, est omise, tandis que le nom de collégiale est donné faussement au prieuré bénédictin Notre-Dame, de Gondrecourt. — Les énumérations de ce paragraphe suivent l'ordre adopté pour les doyennés dans le paragraphe précédent.

(2) Cette collégiale de Bourmont n'était autre que celle de La Mothe, transférée en cette ville, après la destruction de l'héroïque cité (Cf. p. 222, n. 3).

(3) Voir plus loin L. XII, ch. I.

(4) Voir p. 145.

(5) Voir p. 108.

(6) C'était l'ancien prieuré de Deuilly.

(7) Étaient en commende, Landécourt, Neuville, Saint-Étienne-du-Mont, Relanges (Froville), Saint-Blin, Reynel, Chambroncourt, Bourg-Sainte-Marie, Flammerécourt, Ville-en-Blaisois, Dammarie, Richécourt, Gondrecourt, Silmont, Vaucouleurs et Rupt-aux-Nonnains, devenu prieuré bénédictin, d'abbaye de Cisterciennes qu'il avait été auparavant. Les autres étaient ruinés ou unis à d'au-

Les *Bénédictins anglais* avaient établi une abbaye dans l'ancienne collégiale de Dieulouard (1).

Les *Cisterciens* ou *Bernardins* occupaient encore leurs six abbayes de Clairlieu, de Beaupré, de Haute-Seille, d'Écurey, de Vaux-en-Ornois, de Lisle-en-Barrois ; ils avaient établi un séminaire pour leurs scolastiques dans l'ancienne maison des Béguines de Bar (2) et ils avaient remplacé à Droiteval, devenu prieuré, les Cisterciennes, premières habitantes de cette abbaye.

Les *Chartreux* étaient à Bosserville, aux portes de Nancy.

Les **Chanoines-Réguliers de Saint Augustin** formaient alors dans le diocèse trois congrégations d'hommes.

Les *Chanoines-Réguliers de Notre Sauveur* occupaient six abbayes : St-Léon de Toul, St-Remy de Lunéville, Belchamps, Autrey, Domèvre, Chaumousey ; le séminaire Saint-Nicolas de Pont-à-Mousson (3), le petit séminaire de Dommartin-les-Ville-sur-Ilлон (4), et quelques prieurés-cures, Amanty, St-Hilaire en Verdunois, Vandeléville, Boulaincourt, etc.

Les *Chanoines d'Hérival*, outre leur prieuré d'Hérival, avaient deux prieurés de leur règle, Bonneval et Aubiez.

Quant aux prieurés de Dieu-en-Souviennne et de Remonvaux, ils étaient en commendé.

Outre leur neuf anciennes abbayes : Ste-Marie de Pont-à-Mousson (jadis Ste-Marie-aux-Bois) (5), Étival, Bonfays, Flabémont, Mureau, Jovilliers, Jandheures, Riéval et Rangéval, les *Prémontrés* avaient fondé à Nancy la résidence St-Joseph (6) et, dans le doyenné de Poussay, le prieuré de Parey-sous-Montfort (7). Leur prieuré de Blanzey avait été uni à Ste-Marie de Pont-à-Mousson.

tres maisons. Dans la liste donnée au tome I, p. 449 et sq., *Monthureux-sur-Saône*, uni à l'abbaye de Luxeuil, a été omis, et le *Saint-Mont* a été attribué prématurément à des Bénédictins : il était alors occupé par des Chanoines-Réguliers.

(1) Voir plus haut, p. 144.

(2) Voir plus haut, p. 146. — Gillant, *Pouillé*, II, 107.

(3) Voir p. 136.

(4) Voir p. 232.

(5) Voir p. 113 et sq.

(6) Voir p. 232.

(7) Voir p. 262.

Les **Ordres mendiants** s'étaient considérablement multipliés.

Les *Dominicains* étaient à Toul, à Nancy et à Blainville (1).

Les *Cordeliers* avaient des maisons non seulement à Toul, à Nancy, à Mirecourt, à Neufchâteau, à Rambercourt-aux-Pots, mais à Rosières-aux-Salines, à Raon-l'Étape, à Ligny (2).

Les *Capucins* s'étaient établis au faubourg Saint-Mansuy, à Pont-à-Mousson, à Nancy, à Varangéville, à Lunéville, à Rambervillers, à Blâmont, à Saint-Dié, à Charmes, à Châtel, à Épinal, à Bruyères, à Remiremont, à Plombières, à Mirecourt, à Vézelize, à Rouceux près de Neufchâteau, à Bar, à Ligny, à Commercy (3).

Les *Tiercelins*, ou tertiaires réguliers de Saint-François, possédaient des communautés à Nancy, à Einville, à Bayon, à Sion, à Monthureux-sur-Saône, à Fains, à Vaucouleurs (4).

Les *Récollets* ou Frères mineurs de l'étroite observance, étaient installés à Bulgnéville, à Liffol-le-Grand, à Gondrecourt (5).

Les *Minimes* (6) étaient à Pont-à-Mousson, à Nancy, à Bonsecours près de Nancy, à Serres, à Lunéville, à Épinal, à Vézelize, à Doulevant-le-Château, à Bar.

Les *Carmes mitigés* conservaient leur maison de Baccarat, et les *Carmes déchaussés* (7) avaient des monastères à Pont-à-Mousson, à Nancy, à Lunéville, à Gerbéviller, à Bar.

Les *Ermites de St-Augustin* (8) comptaient trois couvents : Montaigu, près de Nancy, Nancy et Bar.

Les **Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem** ne possédaient plus, du moins comme commanderies, que Libdeau, près de Toul, St-Jean-du-Vieil-Altre, près de Nancy, Xugney et Robécourt. Les **Frères du St-Esprit** administraient encore les hôpitaux de Neufchâteau et de Vaucouleurs, assistés de religieuses du même ordre (9);

(1) Voir p. 145 et 231.

(2) Ben.-Pic., *Veteris Ordinis*. — Arch. Nat., G<sup>re</sup> 554, n° 1.

(3) Ben.-Pic., *op. cit.*

(4) *Ibid.*

(5) *Ibid.*

(6) Voir p. 146.

(7) Voir p. 143 et sq.

(8) Voir p. 146.

(9) Il y avait des sœurs ou plutôt des chanoinesses régulières de l'Ordre du



les **Trinitaires** conservaient leur maison de Lamarche et ils avaient, depuis 1707, un couvent à Bourmont (1). Les **Antonistes** possédaient toujours leur commanderie de Bar, et la commanderie de Pont-à-Mousson, jadis située dans la partie messine de cette ville, avait été unie, lors de la fondation de l'université à l'hôpital Notre-Dame sis dans la partie toulouise (2).

Les **Jésuites** (3) avaient des collèges à Nancy, à Épinal, à Bar, et un noviciat à Nancy ; les **Lazaristes** dirigeaient le séminaire de Toul et les **Oratoriens** avaient fondé une communauté à Nancy (4).

Les **Ermites** et garde-chapelles qui habitaient alors environ cent cinquante ermitages isolés (5), avaient été réunis en deux congrégations : celle de *Saint-Antoine*, dont le noviciat était installé au Val-des-Nonnes, près de Foug (6), avant qu'il ne fût transféré, en 1765, à l'ermitage Saint-Joseph de Messein (7), et celle de *Saint-Jean-Baptiste*, dont la maison-mère était Notre-Dame de Montfort, près de Magnières (8).

Saint-Esprit à Neufchâteau et à Vaucouleurs depuis la fin du xvii<sup>e</sup> siècle. Elles dépendaient, comme leurs compagnes de quatre autres communautés, Besançon, Gray, Poligny et Arlay (Jura), du commandeur de Besançon. Leur règle leur fut rédigée, en 1709, par Porcelet Perraud, commandeur de Besançon : en 1730, il y avait six sœurs à Neufchâteau et, en 1749, trois à Vaucouleurs (Brune, *L'Ordre hospitalier de Saint-Esprit*. Paris, Picard, 1892, p. 322 et sq.). Cette congrégation existe encore et sa maison-mère est à Rouceux, près de Neufchâteau.

Au tome I, p. 291, nous devons relever plusieurs inexactitudes : l'ordre du Saint-Esprit, à partir de 1231, eut, durant un certain temps, la direction de l'hôtel-Dieu de Ligny, changé en collège, en 1585 (Gillant, *Pouillé*, II, 463). — Berthélevaux, donné au Saint-Esprit, par Renaud de Coussey, en 1240, ne semble avoir jamais été qu'une dépendance de l'hospice de Neufchâteau, lequel est au faubourg et non à Rouceux (Brune, *op. cit.*, *passim*).

(1) Ben.-Pic., *Pouillé*, I, 437.

(2) E. Martin, *Univ. de Pont-à-Mousson*, *passim*.

(3) Voir p. 142.

(4) Voir p. 145.

(5) Chatrian (*La Lorraine monastique*, ms. 200 du Séminaire de Nancy, p. 241 et sq.), invoquant une visite ordonnée par Camilly, en 1707, assure qu'il y avait alors dans le diocèse 150 ermitages, dont 100 habités par des ermites et 50 par des garde-chapelles. Ce nombre fondit rapidement : en 1772, il n'y avait plus que 27 ermitages.

(6) Voir p. 274.

(7) J. Renaud, *op. cit.* — *Saint-Joseph* fut reconstruit en 1755 par Jamerat Duval : c'est aujourd'hui une maison de campagne.

(8) Voir p. 275.

Les ordres et les congrégations de femmes, sans posséder autant de communautés, étaient pourtant bien partagés.

Les quatre **chapitres nobles** de Remiremont, d'Épinal, de Bouxières et de Poussay ne conservaient guère de bénédictin que le souvenir lointain de leurs origines et la profession religieuse de leurs abbesses.

Les **Bénédictines du Saint-Sacrement** avaient trois monastères : Nancy, Toul, Rambervillers (1).

Les **Cisterciennes** conservaient leurs abbayes de L'Étanche et de Sainte-Hoïlde ; elles venaient de transférer à Reynel leur abbaye de Benoîte-Vaux, et elles avaient fondé, en 1609, au Dôme, près de Chalvraines, un prieuré qui fut ruiné pendant les malheurs de la Lorraine et ne se releva point (2).

Les Chanoinesses-Régulières de Saint-Augustin, de la **Congrégation Notre-Dame** (3), avaient des monastères à Toul, à Pont-à-Mousson, à Nancy, à Saint-Nicolas de Port, à Lunéville, à Gerbéviller, à Blâmont, à Châtel-sur Moselle, à Épinal, à Mirecourt, à Mattaincourt, à Vézelize, à Neufchâteau, à Bar, à Ligny.

Les **Dominicaines** du grand ordre avaient des maisons à Toul et à Nancy et celles du Tiers-Ordre, à Toul et à Charmes-sur-Moselle.

Les **Clarisses** étaient établies à Pont-à-Mousson, à Mirecourt, à Neufchâteau, à Bar, à Sorcy ; les **Tiercélines**, à Nancy ; les **Sœurs grises de Ste-Élisabeth**, à Nancy, à Lunéville, à Ormes.

Les **Annonciades célestes** possédaient des couvents à Nancy, à Épinal et à Bourmont, et les *Annonciades rouges* ou *des dix vertus*, à Pont-à-Mousson, à Saint-Nicolas, à Badonviller, à Neufchâteau, à Bar, à Ligny, à Vaucouleurs.

Les **Carmélites** avaient deux monastères à Nancy, un à Pont-à-Mousson, un à Neufchâteau.

Les **Ursulines** s'étaient installées à Ligny et à Commercy ; les **Visitandines**, à Pont-à-Mousson et à Nancy. Élisabeth de Ranfaing et ses **Religieuses de Notre-Dame-du-Refuge** avaient

(1) Voir p. 258 et sq.

(2) Ben.-Pic., *Pouillé*, II, 21. — Roussel, *Le Diocèse de Langres*, I, Le Dôme. — *Chalvraines*, c. de Saint-Blin, Haute-Marne.

(3) Voir p. 127 et sq.

ouvert un asile à Nancy; les *Sœurs hospitalières de la Sainte-Famille, Jésus, Marie, Joseph* ou **Sœurs de Saint-Charles** avaient, en 1711, la direction des maisons de charité Saint-Charles et Notre-Dame de Nancy, de l'hôpital Saint-Julien de Nancy, des hôpitaux de Saint-Nicolas, de Lunéville, de Saint-Dié, de Mirecourt, de Commercy. Les **Filles de la Charité** ou *Sœurs de Saint-Vincent de Paul* étaient chargées de la Charité-Saint-Epvre de Nancy, de celle de Bar et de l'hôpital de Lunéville.

Quelque vaste que fût la circonscription diocésaine, le total de tous ces monastères formait un chiffre imposant: vingt-huit abbayes, vingt-cinq prieurés, séminaires ou résidences, une chartreuse, six commanderies, deux maisons du St-Esprit, deux couvents de Trinitaires, trois de Dominicains, huit de Cordeliers, vingt de Capucins, sept de Tiercelins, trois de Récollets, neuf de Minimes, six de Carmes, trois d'Ermites de St-Augustin, trois collèges et un noviciat de Jésuites, une maison de Lazaristes et une d'Oratoriens, deux noviciats d'Ermites: soient *cent vingt-six* communautés d'hommes.

Quatre chapitres nobles, trois couvents de Bénédictines du St-Sacrement, trois abbayes de Cisterciennes, quinze monastères de Notre-Dame, quatre de Dominicaines, cinq de Clarisses, un de Tiercelines, trois de Ste-Élisabeth, dix d'Annonciades, quatre de Carmélites, deux d'Ursulines, deux de Visitandines, un Refuge, huit communautés de St-Charles; trois de St-Vincent de Paul: soient *soixante-quatre* communautés de femmes: en tout *cent quatre-vingt-dix* maisons religieuses, inégalement dispersées dans le diocèse. Les villes et les régions les plus favorisées étaient Nancy, Toul, Pont-à-Mousson et Bar, les archidiaconés de Port, de Vôge et de Vittel.

Le mouvement religieux n'était pourtant point épuisé; nous verrons encore, dans le cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, se fonder des maisons ou même se former des congrégations; mais elles seront destinées surtout aux œuvres d'enseignement et de miséricorde: tant le Catholicisme sait répondre aux tendances des époques, aux exigences des sociétés, aux aptitudes des individus.

## CHAPITRE II

### L'Évêque, le diocèse, les paroisses <sup>(1)</sup>.

---

#### § I. — L'Évêque.

Le concile de Trente, la réunion à la France des Trois-Évêchés, le développement des institutions avaient, durant le xvi<sup>e</sup> et le xvii<sup>e</sup> siècle, amené, dans la situation de l'évêque et dans l'administration du diocèse, des changements qu'il importe de connaître.

Depuis l'indult d'Alexandre VII, en 1664, l'évêque de Toul, comme ses collègues de Metz et de Verdun, comme tous les titulaires des évêchés français, était, non plus élu par le chapitre, mais nommé par le Roi Très Chrétien (2).

Sa situation temporelle s'était profondément modifiée : sans doute il restait comte de Toul (3) ; mais il n'avait plus aucune part au gouvernement de la ville épiscopale et, sur les villages qui composaient la prévôté de Liverdun, les châtellenies de Blénod, de Maizières et de Brixey, il ne gardait plus que les droits seigneu-

(1) Ce chapitre n'est que le complément et la mise au courant des chapitres II et IV du livre V. Je renvoie donc tout d'abord le lecteur aux pages 437 et 530 du tome I.

(2) Voir p. 267.

(3) Le sieur Noble, procureur général au Parlement de Metz s'oppose à l'enregistrement des lettres patentes du séminaire, parce que l'évêque y est appelé *comte*. Le Conseil du roi condamne cette opposition et défend de troubler l'évêque de Toul dans la possession de son titre de comte. — Arrêt du 12 avril 1679 (Arch. Nat., E. 1795, f<sup>o</sup> 293).

riaux, bien différents des droits régaliens que jadis, avec un soin jaloux, revendiquaient nos prélats (1).

En 1642, lors de la création à Toul d'un bailliage royal, les *Dir* avaient été remplacés par un corps de quatre échevins, uniquement chargé d'attributions municipales. Le même édit avait supprimé le Conseil de l'évêque et le tribunal des *Appaux*, au profit de la même juridiction, et le bailliage de l'évêché n'était plus qu'un vain souvenir.

Les mairies, les terres, les forêts épiscopales étaient soumises aux lois du royaume et les gruyers que le prélat conservait le droit de nommer pour administrer ses bois de Liverdun, de Maizières et autres lieux, voyaient leur gestion contrôlée par la maîtrise générale de Metz et leurs jugements ressortir en appel de la Table de marbre du Palais (2). Ce n'était donc plus la souveraineté : ce n'était même pas une modeste aisance : sous Jacques de Fieux, le revenu du siège atteignait à peine sept mille livres tournois (3) ; il ne remonta que très lentement après les épreuves de la Lorraine ; en 1714, Benoit-Picart ne l'estimait encore qu'à 12.000 livres (4) : l'*Almanach royal* le cotait à 30.000 livres (5) ; il est vrai que ce chiffre était un *minimum*.

## § II. — Administration du diocèse.

En revanche, le pouvoir spirituel de l'évêque s'était accru. Sans doute, le chapitre se retranchait toujours dans sa fière indépendance (6) ; il gardait, sans en rien lâcher, sa juridiction sur les

(1) *Mémoires* de Jean Du Pasquier, *passim*.

(2) Arch. Nat., E. 732, 803, 901, etc.

(3) Voir p. 269.

(4) Ben.-Pic., *Pouillé*, I, 59.

(5) Il en est de même pour les années suivantes. — Paris valait 200,000 livres ; Reims, 150,000 ; Metz, 120,000 ; Verdun, 50,000. Mais il y avait nombre de sièges moins dotés que Toul, lequel occupait donc alors une situation moyenne. — Sa taxe en Cour de Rome restait invariablement de 2,500 florins. (*Almanach royal*, 1760 et sq.).

(6) « S'ensuit le mémoire envoyé par le chapitre de Metz, touchant les cérémonies que doit observer un chapitre exempt de la juridiction de Monsieur son Evêque. » (Arch. de M.-et-M., *Délib. capit.*, G. 83, f<sup>o</sup> 97).

paroisses du *Châtel* (1); il exigeait du prélat qu'il soumit à son examen ses ordonnances et ses mandements; mais il lui reconnaissait enfin des droits sur son église cathédrale et il ne lui marchandait plus la faculté d'y officier, quand il lui plaisait (2). Le *grand archidiacre* avait perdu sa juridiction quasi-épiscopale (3) et il ne retenait plus que son rang et les fonctions administratives afférentes à son titre. Au lieu de s'isoler dans son quasi-diocèse, il était souvent appelé à collaborer avec l'évêque, à titre d'official ou de vicaire général, au gouvernement du diocèse entier.

Il devenait ainsi le personnage le plus influent, car, si l'institution du *suffragant* n'avait point survécu aux épreuves de la Lorraine (4), la situation du *vicaire général* avait grandi, durant la trop longue vacance du siège épiscopal, grâce au rare mérite des Jean Midot (5), des François Caillier (6), des Charles de Mageron (7), des Claude de L'Aigle (8), ces prêtres éminents, aussi remarquables par leurs talents que par leurs vertus, qui consolèrent notre Église de son triste veuvage et s'appliquèrent avec tant de zèle à réparer ses maux.

D'ordinaire, le vicaire général était en même temps le chef de l'*Officialité* diocésaine (9). Mais, en cette qualité, sa compétence ne

(1) Rappelons-nous l'aventure des Bénédictines du Saint-Sacrement, p. 259. — Il en fut ainsi jusqu'en 1710 (Ben.-Pic., *Pouillé*, I, 69 et II, 315).

(2) « L'évêque peut toujours officier quand il lui plait. » (*Cérémonial* de 1700, p. 67).

(3) Voir p. 283.

(4) Après *Didier-Apis*, mort en 1545 (Voir I, p. 486, n. 2), nous ne connaissons comme *suffragants* que *Clément du Boulay*, de l'ordre des Frères-Prêcheurs, docteur en théologie, évêque de Christopolis, qui consacra l'église des Annonciades de Ligny en 1555 (Ben.-Pic., 172) et mourut en 1571 (*Ibid.*). — *Jean de Buzet*, archidiacre de Port, évêque de Christopolis, coadjuteur du cardinal de Vaudémont (*Ibid.*). — et *Charles-Chrétien de Gournay* (voir p. 190 et sq.).

(5) Voir p. 216.

(6) Voir p. 237.

(7) Charles de Mageron, chanoine, vicaire général et official de Toul et conseiller en la Cour souveraine, s'occupa d'histoire locale (T. I, p. xxiii, n. 8); mais ses manuscrits sont perdus. Il mourut le 8 juillet 1683 (Dumesnil, *État de l'Église de Toul*. — Calmet, *Bibl. lorr.*).

(8) Voir p. 289, n. 1.

(9) Cf. T. I, p. 477. — Fevret, *Traité de l'abus et du vrai sujet des appellations qualifiées d'abus*. Lyon, Duplain, 1736. Liv. IV, ch. III, *Des Officiaux*.

s'étendait plus sur tout l'héritage de saint Mansuy : le Barrois mouvant et les terres de Champagne étaient soustraits à sa juridiction.

Dans la seconde moitié du xvi<sup>e</sup> siècle, en effet, la monarchie française, voulant faciliter les relations entre les deux pouvoirs, avait obligé les évêques d'établir une officialité foraine dans toute fraction de leurs diocèses qui relevait d'un autre parlement que celui dont ressortissait leur ville épiscopale. Or, les terres de la Mouvence et celles de Champagne dépendaient du Parlement de Paris, tandis que Toul, cité d'Empire, releva de la Chambre de Spire, avant d'être rattachée par la France aux tribunaux de Metz, en 1604. Avec la législation qui prévalait dans le Royaume, la création d'une officialité dans le ressort du Parlement de Paris s'imposait ; mais la situation respective du Barrois mouvant et des terres champenoises était si différente que la Cour de Paris exigea l'érection de deux officialités foraines : l'une, pour la Mouvence ; l'autre, pour la Champagne. L'*officialité de Bar*, « *a parte Reyni, inducatu Barri* », fut établie en 1565 par Pierre du Châtelet (1) ; j'ignore l'époque précise où fut installée l'*officialité de Vaucouleurs*, « *a parte Reyni, in comitatu Campaniæ* », mais elle existait sûrement en 1585 (2).

Ces officiaux, leurs vice-gérants et leurs promoteurs étaient nommés par l'évêque, ou par le chapitre quand le siège était vacant ; à Bar, l'official était choisi d'ordinaire parmi les chanoines de Saint-Maxe ou de Saint-Pierre (3) ; à Vaucouleurs, parmi les chanoines de la collégiale Notre-Dame (4).

(1, c. 327 et sq). — Du Pasquier et Dufresne, *Traité de l'officialité de Toul*. S.l., n.n., n.d. — Guillaume, *De l'officialité dans l'ancien diocèse de Toul*, dans *Sem. Relig. de la Lorr.*, 21 février 1864.

(1) Fevret, *op. cit.*, I, 329. — Bibl. Nat., *Coll. lorr.*, 269. — Cf. Gillant, *Pouillé*, II, 66 et sq. — L'officialité de Bar siégeait à la Ville-Haute et ses archives sont conservées en partie aux Archives de la Meuse (série G).

(2) Les archives de l'officialité de Vaucouleurs sont perdues. — Le premier official connu est Dominique de Troussé, né à Blénod-les-Toul, curé de Vaucouleurs et doyen de la collégiale de cette ville (1585-1603). (Renseignement fourni par M. Chevelle, ancien maire de Vaucouleurs.)

(3) Gillant, *loc. cit.* — La liste donnée par cet auteur serait à rectifier sur plusieurs points.

(4) Renseignement de M. Chevelle.

Ces deux tribunaux ecclésiastiques étaient composés sur le modèle de la Cour épiscopale ; toutefois, en raison de l'étendue du diocèse et de la différence de régime politique, leurs chefs avaient des attributions plus nombreuses que leur collègue de Toul : ils cumulaient le contentieux et l'administration ; mettaient les titulaires en possession de leurs bénéfices ; installaient les doyens ruraux ; permettaient l'érection des confréries, la bénédiction des chapelles ; faisaient l'enquête canonique sur l'état des bénéfices, des cures, des prieurés ; contrôlaient les constitutions de rentes exigées pour les fondations... en un mot, ils étaient dans leurs circonscriptions, juges en première instance des affaires ecclésiastiques et représentants de l'évêque et de son vicaire général (1).

Les ducs de Lorraine avaient souhaité maintes fois l'érection d'une officialité foraine dans le ressort de leur Cour souveraine : ce qui les eût quelque peu consolés de l'échec de leurs tentatives pour obtenir un évêché à Nancy (2). Henri II en avait témoigné le désir à Jean des Porcelets de Maillane et il avait même fait agir Marguerite de Gonzague, son épouse, auprès de sa tante, Marie de Médicis, pour conjurer l'opposition qui eût pu venir de Paris. Il n'avait pas réussi (3). Charles IV, en 1629, s'assura le consentement de son frère, Nicolas-François, et du suffragant, Charles-Chrétien de Gournay, et présenta sa requête au souverain pontife ; mais le chapitre veillait et l'affaire avorta pour la seconde fois (4). Pourtant, le prince n'avait point renoncé à cet important projet : ce que la diplomatie n'avait pu se faire accorder, il voulut, en 1663, l'emporter de force. Sur son ordre et à l'exemple de ce qui s'était fait en France, la Cour souveraine donna un arrêt qui obligeait les évêques de Toul, de Metz, de Verdun, de Strasbourg, de Besançon, etc., d'établir chacun une officialité foraine dans la

(1) Cf. Arch. de la Meuse, *loc. cit.*

(2) Voir p. 65 et p. 198.

(3) *Notizia della condizione dello stato e giurisdizione operitata da rescovi e della Sede apostolica nella Lorena et dei tentativi fatti vanamente su questa materia* (Arch. Vatic., Bibl. Carpegna, 186). — *Mémoire touchant l'établissement des officialités en Lorraine* (*Ibid.*, 187).

(4) *Ibid.*



partie de leur diocèse qui était soumise au duc de Lorraine et de Bar (1). Le Parlement de Metz défendit aux trois évêques suffragants de Trèves de céder à cette injonction (2). Nancy n'eut donc point son officialité foraine, et cette majeure partie du diocèse de Toul qui ressortissait de la Cour souveraine, resta soumise, au point de vue du contentieux ecclésiastique, à l'officialité générale dont le juge siégeait à l'ombre du palais épiscopal (3).

L'administration diocésaine avait toujours comme grands moyens d'action les tournées de l'évêque, le synode et la hiérarchie des archidiacons et des doyens (4). Depuis 1620, le synode général ne se tenait plus qu'une fois l'an, à la Pentecôte (5); mais, en revanche, il durait plus longtemps et se terminait le plus souvent par une ordonnance qui modifiait, complétait ou précisait quelques-uns des articles des *Statuts* diocésains et dont un exemplaire était adressé à chacun des membres du clergé. Les progrès de l'imprimerie, en effet, avaient facilité les relations, et l'évêque recourait, chaque année davantage, à la typographie, pour répandre les mandements ou les lettres qu'il lançait, soit à l'entrée du carême, soit à l'occasion d'un événement qui fût de nature à intéresser les prêtres et les fidèles : son action se faisait sentir ainsi plus fréquente et plus forte, et ses lettres pastorales suppléaient quelque peu à la rareté inévitable de ses visites, et de ses courses apostoliques (6).

Le *synode rural* suivait de quelques semaines le grand synode (7).

(1) *Ibid.* — Bibl. Nat., *Coll. Lorr.*, 275, f° 442; 269, f° 195 et sq.

(2) *Notizia* et *Mémoire*.

(3) Ferdinand de Longwy, archevêque de Besançon, avait établi, en 1614, un official à Darney, pour les quelques paroisses de son diocèse qui dépendaient du duché de Lorraine (Bibl. Nat., *Coll. lorr.*, 274 et 275).

(4) Voir Tome I, p. 530 et sq.

(5) Voir p. 183.

(6) Un *Recueil de Mandements, Ordonnances, Lettres pastorales des évêques de Toul*, composé par M. Poirot, ancien curé de la cathédrale de Nancy, en cinq volumes in-4°, est conservé à la Bibliothèque de Nancy (n° 5807 du *Catalogue du Fonds lorrain*. — Un autre a été formé par le libraire nancéen Jean-François Nicolas et se trouve mêlé à d'autres pièces dans le *Journal* manuscrit de ce qui s'est passé en Lorraine depuis la paix de Ryswick... jusqu'en 1744, lequel fait partie des *Nouvelles acquisitions françaises* de la Bibliothèque nationale (Mss. 4566 à 4571).

(7) Ordonn. de 1665, dans *Rec. Mand.*, I, f° 72 et sq.

Il se tenait dans un lieu fixé par le doyen, le plus souvent au centre du doyenné. Tous les vicaires et les curés de la circonscription devaient s'y rendre sous peine de vingt francs d'amende, pour recevoir les saintes huiles et écouter les recommandations que le doyen avait à leur transmettre de la part du prélat. Il était recommandé de se trouver de bonne heure au lieu du rendez-vous : on allait processionnellement du presbytère à l'église, en costume de chœur ; on assistait à une messe solennelle chantée avec diacre et sous-diacre, en présence des habitants ; on entendait un sermon de circonstance, prononcé en latin par un prêtre du doyenné ; on renouvelait sur l'Évangile la promesse d'obéissance à l'évêque et, après une séance intime dont le procès-verbal était envoyé à Toul, et un repas fraternel pris à frais commun chez le curé ou chez un aubergiste, on se dispersait, édifié par la conversation de ses collègues et fortifié contre les périls de l'isolement.

Ce synode rural n'était point une innovation récente : il existait depuis longtemps, sans doute depuis l'institution du synode diocésain et des circonscriptions décanales. Sa réglementation s'était perfectionnée et il s'était complété depuis par l'organisation encore rudimentaire des conférences ecclésiastiques. Quant au fonctionnement des archidiaconés et des doyennés, il avait peu changé depuis le xvi<sup>e</sup> siècle : les *archidiacones*, sauf celui de Toul, restaient à la nomination de l'évêque, et les *doyens*, comme leurs *échevins*, étaient choisis par leurs confrères, parmi les curés de la circonscription. Les uns et les autres gardaient les mêmes fonctions d'administration et de surveillance : ils étaient, dans leur zone d'action, les mandataires et les représentants de l'*Ordinaire*, et le doyen restait le curé, le pasteur ayant charge d'âmes, vis-à-vis de tous les prêtres, de tous les bénéficiers de sa circonscription. Sans doute, il n'avait plus le droit exclusif d'entendre leurs confessions au temps de Pâques ; mais c'était à lui de leur administrer les derniers sacrements et de conduire leur corps à la dernière demeure (1).

(1) Nicolas Trompette, curé de Rambervillers, avait, en 1688, administré et inhumé Dieudonné Collin, *prêtre-résident* de sa paroisse. Dominique Ferret,

Depuis au moins le xvii<sup>e</sup> siècle, à côté du doyen et de l'échevin, se trouvait un *promoteur rural* (1) : ce prêtre, nommé par l'officialité, était chargé de transmettre les exploits et les assignations lancés par la Cour ecclésiastique, de faire les informations contre les clercs accusés et de fournir au promoteur général les renseignements qu'exigeaient la discipline et l'ordre public. Son rôle était donc fort délicat : quelle prudence ne lui fallait-il pas pour ménager les devoirs de son office et les égards qu'il devait à ses confrères ?

### § III. — Les paroisses.

L'administration des paroisses n'avait pas subi de grandes modifications (2). On distinguait toujours les cures unies et celles qui ne l'étaient pas, les cures de patronage laïc et celles de patronage ecclésiastique.

Les *cures unies* (3) étaient desservies, au nom du chapitre, de la collégiale ou du monastère, *curé primitif*, par un *admodiateur* qui prenait à ferme les revenus du bénéfice et s'engageait à remplir toutes les obligations de la charge pastorale, ou par un vicaire qui recevait de la corporation sa charge et la portion congrue et dont l'édit, lancé par Louis XIV en juin 1686, avait rendu la situation stable et inamovible (4). La plupart des cures, unies à un

curé de Seranville, doyen rural de Deneuvre proteste devant l'officialité. — Le procès est gagné par Trompette, parce que le prêtre-résident fut considéré par la Cour, non plus comme prêtre du doyenné, mais comme paroissien de Rambervillers (Arch. de M.-et-M., G. 1285).

(1) *Ibid.* — Jean Dessimon, curé de Resson, est, en 1650, promoteur rural du doyenné de Dammarie (Arch. Meuse, *Off. de Bar*, Carton 14).

(2) Voir T. I, p. 532 et sq. — Gérardin, *Étude sur les bénéfices ecclésiastiques*. — Ben.-Pic., *Pouillé*. — Lepage, *Comm. et Stat.* — Gillant, *Pouillé*. — *Recueil des Mandements*, *passim*. — *Statuts synodaux*.

(3) Voir dans Chatton, *Abb. de Saint-Sauveur et Domèvre* (p. 247 et sq.) une étude très intéressante sur les cures unies à ce monastère.

(4) La cure de Saint-Sébastien et les deux autres qui furent créées dans la suite dans la ville neuve de Nancy (Saint-Roch et Saint-Nicolas), étaient-elles des cures unies à la Primatiale ou des cures de patronage ecclésiastique ? Cette question donna lieu à de longs et à de fréquents conflits (Mangenot, *La nomination des curés de Nancy aux xvii<sup>e</sup> et xviii<sup>e</sup> siècles*, dans *Sem. Relig. Nancy*, 1898).

prieuré ou à une abbaye, étaient confiées, par le prieur ou par l'abbé, à un religieux du monastère, qui souvent avait le nom de *prieur*. Ces cures étaient alors dites *régulières*; un prêtre séculier ne devait en être pourvu qu'en cas d'insuffisance de personnel et, si le fait se reproduisait trois fois de suite, le bénéfice perdait son privilège et pouvait être postulé par des séculiers, comme toute autre cure de patronage ecclésiastique (1). Aussi quelquefois, pour éviter cette diminution de leurs droits, les abbés faisaient prendre l'habit de leur ordre à des prêtres séculiers, leur faisaient même émettre des vœux *ad effectum possidendi*, et les menaçaient de destitution, par ministère d'huissier, s'ils ne gardaient point leurs engagements (2).

Les *cures de patronage laïc* restaient à la collation des personnes, laïques ou ecclésiastiques qui possédaient par voie d'héritage, de legs ou par toute autre transaction légitime, le droit de présenter à l'évêque, ou plutôt à l'archidiacre, le titulaire de leur choix. La règle *De Mensibus* n'avait apporté dans le diocèse, ni restriction, ni modification à l'exercice de ce privilège important.

Mais les *cures de patronage ecclésiastique*, c'est-à-dire celles dont la collation était attachée à une dignité ecclésiastique, à une collégiale, à un monastère, étaient soumises, sauf dans le ressort du Parlement de Paris, soit à la règle primitive *De Mensibus* en Lorraine et dans le Barrois non mouvant, soit à la règle plus large qui avait été concédée aux Églises d'Allemagne par le Concordat de Vienne et qui avait été maintenue par Louis XIV dans les Trois-

(1) Un exemple entre mille. « La cure de Combles (doy. de Robert-Espagne —auj. c. de Bar) avait toujours été possédée par un religieux (de Jandheures), de 1187 à 1641. Le sieur Gérard Petit, prêtre séculier, y fut nommé en 1641 par Nicolas de Conty, abbé commendataire (de Jandheures). Les religieux firent opposition, le 4 avril 1641; ils renouvelèrent leur opposition, le 14 juillet 1664, après la démission de Gérard Petit, donnée en faveur d'Antoine Vyard. Celui-ci resta paisible possesseur de son bénéfice, jusqu'en 1676. Alors le Père Raphaël Quentin, sous-prieur de Jandheures, obtint de la Cour de Rome l'investiture de la cure, fit viser sa nomination à Toul, le 12 mars 1676, et prit possession. De là, surgit une procédure qui se termina par une transaction: le sieur Vyard s'engagea à ne résigner qu'à un religieux et, après sa mort, la cure devait retourner à l'abbaye de Jandheures. » (Gilliant, *Pouillé*, II, 207, n.)

(2) Cf. Chatton, *op. cit.*, 247.

Évêchés. En Lorraine, le patron pouvait donc présenter son candidat, quand le bénéfice venait à vaquer durant les mois de mars, juin, septembre et décembre ; dans les terres des Évêchés, il avait la jouissance de ce droit, pendant les mois de février, avril, juin, août, octobre et décembre. Les autres mois étaient réservés au pape et, depuis le concile de Trente, toute cure de patronage ecclésiastique qui vaquait durant ces mois, était mise au concours (1). Dans les vingt jours qui suivaient la notification de la mort du titulaire, le concours était annoncé par voie d'affiche et les candidats, convoqués à Toul, pour une date déterminée. Un jury composé des archidiaques, de chanoines, de séculiers et de réguliers pourvus de grades ou constitués en dignités, était désigné chaque année, au synode général (2), par l'autorité diocésaine. Trois des membres de ce jury étaient délégués par l'évêque, pour assister le vicaire général ou l'archidiacre, dans chaque cas particulier. L'examen portait sur un programme déterminé de Théologie, de Pastorale ou d'Écriture-Sainte : tout prêtre pouvait s'y présenter. Les épreuves terminées, les juges du concours classaient les candidats par ordre de mérite ; l'évêque, ainsi éclairé, faisait son choix, sans être contraint de l'arrêter au premier de la liste et l'heureux vainqueur envoyait à Rome son certificat, pour obtenir ses bulles de provision. Cette règle si sage qui encourageait le travail et l'émulation et favorisait l'influence épiscopale, ne fut en vigueur, ni dans les terres de Champagne, ni dans le Barrois mouvant, car les conseillers des Parlements, surtout ceux du Parlement de Paris, affectèrent toujours de ne reconnaître, ni règles de chancellerie, ni réserves pontificales.

La prise de possession se faisait suivant l'ancien usage ; mais en France, depuis l'édit de Henri II du mois de mars 1553 (3), et en Lorraine, du moins en principe, depuis les ordonnances de Charles IV du 24 janvier 1670 (4), et de Léopold des 6 juin 1698 et 24 mars

(1) *Sessio XXIV, De reformatione*, ch. 18. — Thibault, *Loix et usages de Lorraine*, 81 et sq.

(2) *Rec. Mand.*, *passim*.

(3) Gérardin, *op. cit.*, 35.

(4) Rogéville, *Dict. des Ordonn.*, I, 251.

1699 (1), le pourvu devait auparavant faire enregistrer ses bulles ou son brevet de nomination aux greffes des insinuations ecclésiastiques établis, dans leurs ressorts respectifs, par les deux grandes souverainetés qui se partageaient le diocèse ; il avait ainsi à payer un triple droit, celui de l'archidiacre qui le présentait à l'évêque, celui du greffier qui enregistrait sa promotion et celui du doyen rural qui l'installait dans son bénéfice. Cette installation était double comme le bénéfice lui-même : la prise de possession du spirituel avait lieu à l'église, selon les prescriptions du *Rituel*, encore observées aujourd'hui : celle du temporel s'affirmait en parcourant les appartements du presbytère, en faisant du feu à l'autel et en soulevant une motte de terre au jardin, en présence de plusieurs témoins et d'un tabellion qui dressait de tout ceci un procès-verbal authentique.

Les revenus des cures n'avaient guère changé : en droit, ils se composaient toujours d'une part des dîmes, ordinairement le tiers, du casuel et des oblations, réglés par les ordonnances épiscopales ; du *bouvrot* et de *novaur* ; mais ils variaient avec les bénéfices et beaucoup de curés préféraient à leur part de dîmes la *portion congrue*. Cette portion fut fixée en France à trois cents livres, par la déclaration royale du 29 janvier 1686 (2) ; en Lorraine, à sept cents francs barrois, puis à quatre cent livres, par les ordonnances duciales du 30 septembre 1698 (3) et du 28 novembre 1725 (4).

Le curé, pour l'administration de sa paroisse, de ses annexes et de ses succursales, se faisait souvent aider par des *vicaires commen-*

(1) *Ordonn. de Lorraine*, I, 148. — J'ai dit, du moins en principe, car faute de sanction efficace, cette formalité de l'insinuation fut toujours très négligée en Lorraine.

(2) Héricourt, *Loix eccl.*, H. II. — La livre tournois valait alors 4 fr. 90 (De Riocourt, *Monn. lorr.*, tab. 2).

(3) Ordonnance du 30 septembre 1698. (*Ordonn. de Lorr.*, I, 72). — Le franc barrois valait alors 0 fr. 72 (De Riocourt, tab. 3).

(4) Ordonnance du 28 novembre 1725. (*Ibid.*, III, 128). — La livre de Lorraine valait alors de 0 fr. 60 à 0 fr. 90. (De Riocourt, tab. 5). — M. Labourasse a fait paraître dans les *Mémoires de la Société de Bar*, en 1897, sous ce titre : *Le luxe au presbytère*, une curieuse étude sur les revenus et les dépenses de l'abbé Barrois, curé de Vouthon-Haut, de 1769 à 1786. — Le titre est légèrement ironique : le budget de Barrois était assez modeste.

*saux*, amovibles à son gré, mais sous le contrôle de l'évêque, auxquels il fournissait le vivre, le couvert et un certain traitement convenu entre eux, ou par des *vicaires résidents*, choisis également et révocables par lui, lesquels demeuraient dans les annexes, veillaient en son nom sur une fraction déterminée de la paroisse et recevaient, de lui ou des décimateurs, une portion congrue (1). Celle-ci était en France de cent cinquante livres (2); en Lorraine, elle varia de trois cent cinquante francs barrois en 1698 (3), à quatre cent soixante-dix francs barrois en 1720 (4), et à deux cents livres en 1730 (5).

Dans plusieurs villes, Épinal, Mirecourt, Remiremont, Châtel, Rambervillers, Neufchâteau, Blâmont, Lunéville, Rosières, Bar, etc. (6), le curé avait à côté de lui, pour le seconder dans son ministère, acquitter les fondations, rehausser la pompe des cérémonies, instruire la jeunesse (7), etc., une communauté d'*Enfants-prêtres*. Les membres de cette institution étaient originaires de la ville (8); ils y fixaient leur résidence et, tout en formant entre eux une corporation indépendante, ayant son chef et sa dotation, ils devaient l'obéissance au curé pour tout ce qui concernait le service de l'église et de la paroisse. Malgré certains conflits inévitables, ces maisons aidèrent puissamment l'action pastorale, maintinrent

(1) Voir comme exemple caractéristique l'*État de la cure de Champs*, dressé par J.-Cl. Sommier et publié par Deblaye dans *Ann. Soc. Ém. Vosges*, 1862, et les *Établissements dans la cure de Champs*, par le même, publiés par M. l'abbé Ch. Chapellier, dans *Journ. Soc. Arch. lorr.*, 1893.

(2) Héricourt, *loc. cit.*

(3) *Ordonn. de Lorr.*, I, 72.

(4) *Ibid.*, II, 408. — Le franc barrois valait alors 0 fr. 36 (De Riocourt, tab. 3).

(5) *Ibid.*, V, 114.

(6) Chatrian ferait sans doute allusion dans différents manuscrits (Bibl. du Sém. de Nancy), à d'autres communautés de ce genre, Toul, Pont-à-Mousson, Plombières, Mattaincourt, Gerbéviller, etc., s'il n'employait souvent ce terme d'*enfants-prêtres* pour désigner simplement un prêtre originaire d'un lieu, résidant en ce lieu. — La communauté de Saint-Sébastien de Nancy était une institution de même genre (Cf. page 231).

(7) A Épinal, avant 1632, les *Enfants-prêtres* tenaient un petit collège (Louis, *Départ. des Vosges*, VI, 252).

(8) Voir sur cette institution, Ch. Guyot, *La Communauté des Enfants-prêtres de Mirecourt*, dans *Mém. Soc. Arch. lorr.*, 1892. — Ce travail est de portée plus générale que son nom ne semble l'indiquer.

les traditions locales, favorisèrent le recrutement du clergé, etc., et l'on peut juger de la haute estime dont elles jouissaient par le nombre et l'importance des fondations qui en assurèrent l'existence et la prospérité.

En droit toujours et le plus souvent en fait, le curé avait aussi un auxiliaire précieux dans le *Maître d'école* (1). Ce fonctionnaire, alors bien modeste, était élu ou plutôt pris à gage, pour un an ou pour un temps déterminé, par l'assemblée générale des habitants. Il n'y avait pas encore d'école normale pour former les sujets et le futur maître, comme l'aspirant au sacerdoce, devait faire son apprentissage à l'école d'un autre. Son bagage scientifique n'était pas très considérable : en général, il se bornait à une connaissance, et encore bien sommaire, de la religion, du calcul et de l'orthographe. Mais pour avoir le droit d'enseigner, il devait se présenter chaque année à l'archidiacre, subir de sa part un examen, faire devant lui sa profession de foi et obtenir de lui une attestation de bonne vie et mœurs et un certificat de capacité.

Muni de ces pièces indispensables qu'il soumettait au visa du doyen rural, et de toutes les recommandations dont il avait jugé bon de se fournir, le candidat faisait d'abord visite au curé et, si celui-ci « agréait ses services » (2), il se présentait au jour fixé pour l'élection, chantait, lisait, calculait, montrait son écriture et tous ses autres talents ; puis, s'il plaisait, il signait le traité qui réglait ses engagements et sa rétribution. Dès lors, il devenait le second du curé, tenait la sacristie, sonnait les cloches, chantait au lutrin..., était souvent préfet de la congrégation des hommes ou de la confrérie des jeunes gens, donnait l'enseignement aux enfants des deux sexes et avait le devoir de faire une large place

(1) Sur la situation du maître d'école dans le diocèse de Toul, voir Arch. de M.-et-M., C. 314. — *Règlement de H. de Thiard de Bissy*, du 10 mars 1693, dans *Rec. Mand.*, I, 122. — Maggiolo, *Pouillé scolaire*. Nancy, Berger-Lovrault, 1880. — Cardinal Mathieu, *L'Ancien Régime dans la province de Lorraine et Barrois*. Paris, Hachette, 1879, p. 259 et sq. — *L'Instruction primaire et les Maîtres d'école au XVIII<sup>e</sup> siècle*, dans *Sem. relig. Saint-Dié*, 1883. — Chatton, *Règlement, fonctions, charges et rétributions du maître d'école de Lenoncourt*, dans *Journ. Soc. Arch. Lorr.*, 1894.

(2) Drouas, *Instruction sur les fonctions du ministère paroissial*.



dans ses leçons au catéchisme et à l'histoire sainte ; le curé, de son côté, venait souvent dans la classe, et, par ses interrogations, stimulait le travail et se rendait compte des progrès. L'école et le presbytère se prêtaient ainsi un mutuel soutien, pour la formation intellectuelle et morale des jeunes générations.

Dans les paroisses rurales, la période scolaire durait d'ordinaire de la Toussaint à Pâques : dans la belle saison, les enfants allaient aux travaux des champs et le maître était libre. Ses honoraires du reste étaient assez maigres ; comme employé d'église, il avait son casuel et, dans beaucoup de villages, une fraction de dîmes ; comme *magister*, il percevait des écolages variant avec les catégories d'élèves, ceux qui écrivaient et ceux qui n'écrivaient pas, et montant de vingt à vingt-cinq sous par an et par tête, ou bien à un ou deux bichets de blé ou autres grains. Parfois la commune ou la communauté, comme l'on disait alors, lui faisait en outre un petit traitement, ou bien une fondation lui assurait un revenu fixe ; mais c'était l'exception, et souvent, pour subsister et nourrir sa famille, il se trouvait réduit à exercer, concurremment avec l'enseignement, un métier manuel : il était cordonnier, bourrelier, tailleur d'habits : la classe se confondait avec l'échoppe et la leçon se donnait entre deux coups de marteau ou deux enfilées de tire-point. Assurément, on ne devenait pas bien savant ; mais on acquérait du moins des connaissances pratiques, bien suffisantes pour le village, et l'on n'était pas exposé à perdre l'amour du clocher et les traditions de la foi catholique.

La charge des fondations, la gestion des deniers et des biens de l'église (1), des chapelles ou des confréries, la surveillance du mobilier, etc., étaient confiées aux *fabriciens* ou *marguilliers*. Ceux-ci étaient élus par l'assemblée générale des habitants, et leur trésorier ou procureur-syndic devait rendre ses comptes chaque année à l'évêque ou à l'archidiacre, lors de la visite canonique ou, si la visite n'avait pas eu lieu, à un conseil de notables présidé par le

(1) Ne pas confondre les biens et les revenus de la *cure*, destinés à l'entretien du curé et de ses vicaires, avec les biens et les revenus de l'église paroissiale, destinés à l'entretien de l'édifice et de son mobilier.

curé ; le procès-verbal de la réunion était alors envoyé à Toul, pour subir la vérification de l'Ordinaire. Telle était du moins la règle qui avait été arrêtée de concert par les deux pouvoirs et qui prévalait dans les ressorts des parlements français (1) ; mais, en Lorraine et dans le Barrois non mouvant, un édit de Charles III, du 12 janvier 1583, attribuait l'apurement des comptes de fabrique à une commission mixte, composée du curé et des gens de justice de la localité, et ne parlait point du contrôle de l'évêque (2). Cet empiètement de l'autorité temporelle se justifiait, aux yeux de nos juristes, par la division du diocèse entre deux nationalités et par la situation du siège épiscopal en dehors du territoire ducal ; mais nos prélats ne le reconnaissent jamais et une ordonnance synodale de Jacques de Fieux (20 avril 1678) revendiqua pour l'administration diocésaine le monopole de tout ce qui concernait les fabriques (3) : de là, jaillit encore une source intarissable de procès, après le retour de Léopold dans ses États.

Le produit des quêtes, les rentes des fondations, les autres revenus, tels que maisons, terres, dîmes, etc., si la paroisse en possédait, étaient d'abord employés à l'acquit des fondations, comme la dotation d'une chapelle était destinée avant tout au service et à l'entretien de cette chapelle. Le surplus quand il s'en trouvait, était affecté à la réparation, à la décoration, à l'ameublement de l'église et de la sacristie (4). En principe, effectivement, l'entretien de l'édifice sacré incombait à la fabrique et aux décimateurs ; mais, surtout après les malheurs du xvii<sup>e</sup> siècle, les réparations s'imposaient urgentes et considérables et les fabriques étaient incapables de subvenir à des frais importants. Les évêques furent donc obligés de répartir la dépense entre les intéressés. Une ordonnance synodale mit la construction, la réparation, l'entretien et le

(1) Ordonn. de Louis XIV, avril 1695. (Héricourt, *Les lois eccl.*, H. IV, 35 et sq.)

(2) Ordonn. du 12 janvier 1583 et du 20 janvier 1629, dans Rogéville, *Dict.*, I, 494 et sq. — Il en fut ainsi jusqu'à Stanislas, en 1737 (Thibault, *Loix et coutumes* 353).

(3) *Statuts publiés... le 20 avril 1678... par Mgr Jacques de Fieux*. Toul, E. Rollin, 1678, p. 63.

(4) Sur tout ceci, lire Card. Mathieu, *op. cit.*, p. 135 et sq.

pavé du chœur au compte du curé, du moins quand il avait pour fixe le tiers des dîmes ; les murailles et la toiture de la nef, au compte des décimateurs ; les vitres et le pavé de la nef, la tour, le beffroi et les cloches, au compte des habitants. Cette règle fut généralement suivie, et c'est là ce qui nous explique l'origine et le nombre de ces édifices disparates ou sans caractère que l'on rencontre si fréquemment dans nos campagnes lorraines et que l'on a baptisés du nom, plus juste que respectueux, d'églises-granges : on allait au plus expéditif et au meilleur marché.

Les fabriques demeuraient chargées de la fourniture des ornements, du linge et des vases sacrés, des livres et du luminaire, du pain et du vin nécessaires au Saint-Sacrifice ; mais la plupart ne pouvaient même pas suffire à cette dépense. Tantôt, l'autorité y affectait une portion de la dîme ; tantôt, les habitants y pourvoyaient en y employant une part des revenus communaux ou en s'imposant une contribution qu'on appelait le *sou de paroisse*.

Les rapports que nous avons conservés des visites canoniques, nous révèlent le délabrement, la pauvreté, la misère où gémissaient alors la plupart des églises rurales : le pavé était défoncé ; les murs, lézardés ou couverts de moisissure ; les bancs et les autels, branlants ; les ornements et le linge, en piteux état (1). Il est vrai que l'on sortait à peine d'effroyables calamités ; les villages se repeuplaient lentement, la culture ne faisait que reprendre et les dîmes ne rapportaient presque rien. Il serait donc injuste de conclure de cette mauvaise tenue des églises, à la négligence des curés, à l'indifférence des paroissiens, à l'avarice des décimateurs. Il y avait tant de ruines à réparer !

Le cimetière était à la charge des habitants. Quant au *presbytère*, ses vastes engrangements, destinés à recevoir le produit de la dîme, lui donnaient l'aspect d'une petite ferme. Sa construction et son entretien incombait à la communauté ; seules, les réparations locatives étaient supportées par le curé.

(1) Voir Arch. de M.-et-M., série G., aux différentes paroisses. — *Procès-verbaux des visites canoniques des paroisses du doyenné de Saintois, en 1687* (Ms. 182 de la bibl. du Sém. Nancy).

Dans la tour, en général, se balançaient plusieurs *cloches* : plus que beaucoup d'autres peut-être, les Lorrains ont aimé les belles et majestueuses sonneries : le *Cérémonial* de 1700 recommande aux plus humbles paroisses de se procurer au moins trois cloches (1) et les *Statuts* de Le Sane, en 1497, donnaient déjà des indications très précises sur la volée, la conduite, le glas, le trisollement, le carillon (2) et toutes ces ingénieuses adaptations qui font tour à tour prier, chanter, pleurer ces voix d'airain, interprètes de nos joies et de nos espérances, de nos inquiétudes et de nos douleurs. Au commencement du XVIII<sup>e</sup> siècle, les tours de la cathédrale renfermaient dix-huit cloches, se fondant aux jours de fête en un merveilleux concert (3) ; celle de Saint-Gengoult n'en avait pas moins d'une douzaine et beaucoup de villages étaient fiers de leur puissant et mélodieux « sonnage (4) ».

Et ces cloches étaient nôtres, car, aux XVI<sup>e</sup>, XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, le Bassigny fut l'un des centres les plus actifs de cette industrie des fondeurs (5) : de La Mothe, d'Outremécourt, de Romain-sur-Meuse, de Breuvannes, de Robécourt, de Chaumont-la-Ville, etc., les Brocard, les Bollée, les Burel, les Loisyau, les Mesmann, les Mutrel, les De La Paix et bien d'autres « clochetiers » portèrent, non seulement en Lorraine, mais en France, en Allemagne et jusqu'en Italie, leurs moules gracieux (6) et firent apprécier de tous la sonorité de leurs alliages et la mâle beauté de leurs œuvres.

Les *offices liturgiques* étaient plus multipliés que de nos jours (7). Les veilles des dimanches et des fêtes chômées, on chantait, vers le soir, les vêpres et les complies. A certaines solennités, Noël, Pâques, l'Ascension, la Pentecôte, la Fête-Dieu, la fête patronale et

(1) *Cérém.*, 18.

(2) *Statuta*, f<sup>o</sup> 2 et sq. — *Cérém.*, *ibid.*

(3) *Cérém.*, *ibid.*

(4) Cf. L. Germain, *Anciennes cloches lorraines*, dans *Journ. Soc. Arch. lorr.*, 1885.

(5) Cf. L. Germain, *Les fondeurs de cloches lorrains*, dans *Mém. Soc. Bar.*, 1887.

(6) En général, on fondait les cloches sur place et il n'est pas rare, même de nos jours, d'exhumer dans les environs des vieilles églises, les fragments des moules qui ont servi à la fonte des anciennes cloches.

(7) *Cérém.*, 13.

la dédicace, on chantait ou l'on psalmodiait les matines et les laudes. La grand'messe, les dimanches et jours de fête, était sonnée à neuf heures : elle était précédée de l'aspersion et de la procession, alors en usage dans toutes les Églises de France; les vêpres, à trois ou quatre heures de l'après-midi, étaient invariablement suivies des complies.

Le curé et les autres prêtres qui assistaient aux offices portaient le surplis à larges manches et la barrette, et l'hiver, ils jetaient sur leurs épaules un camail de drap noir (1). Le maître d'école et les chantres avaient la soutanelle noire et le surplis et, les jours de fête, quand l'église était riche, ils prenaient des chapes pour siéger au lutrin. Quant aux enfants de chœur, ils devaient avoir des soutanelles violettes ou noires et des collets de même couleur ; le rouge était réservé à la cathédrale (2) ; mais cette règle était-elle observée ? bien hardi qui oserait l'affirmer.

(1) *Cérém.*, 37.

(2) *Ibid.*, 583 et 585.

## CHAPITRE III

### Le Chapitre <sup>(1)</sup>.

---

#### § I. — Personnel du Chapitre.

Le chapitre de la cathédrale se composait alors de trente-sept membres, nommés par le roi de France, depuis l'indult du 23 mars 1668, ou par le chanoine *tournaire*, selon la règle *De Mensibus* fixée par le concordat de la nation germanique (2). De ses dignitaires, le *doyen* était nommé par le roi ; le *grand archidiacre* était élu par la collégiale Saint-Gengoult dont il restait le prévôt ; les cinq autres *archidiaques* étaient désignés par l'évêque ; le *chantre*, le *trésorier* et l'*écolâtre* étaient choisis par le chapitre ou par le roi, selon les mois de la vacance (3). L'un des chanoines était chargé du ministère de la charité et prenait le nom d'*aumônier* (4) ; un autre, ayant obtenu le bonnet de docteur en théologie, devait prêcher la parole de Dieu au peuple de Toul : c'était le *théologal* (5) ;

(1) Sources. — Arch. de M.-et-M., série G. *Chapitre de Toul*. — Dumesnil, *État de l'Église de Toul* (Bibl. du Sém. de Nancy, ms. 133). — *Documents pour l'Histoire du Chapitre de la cathédrale de Toul* (Bibl. du Sém. de Nancy, Ms. 132). — Benott-Picart, *Hist.*, 152 et sq. ; *Pouillé*, I, 49 et sq. — *Cérémonial de 1700, passim*. — Inutile de faire observer que ce chapitre n'est que le complément et la mise au courant du chapitre III du Livre V. (Voir T. I, p. 492 et sq.)

(2) Voir plus haut, p. 324. — Ben.-Pic., *Hist.*, 156.

(3) Dumesnil, *op. cit.*

(4) Le Ms. 132 de la bibliothèque du Séminaire de Nancy donne la liste de ces chanoines aumôniers, de 1541 à 1784.

(5) Une bulle de saint Pie V du XIV des calendes de novembre 1566 (Lem., I,

44) supprima une prébende et en réunit les revenus à la mense capitu-

un autre encore, le *maître de la fabrique*, veillait à l'entretien, à la bonne tenue de l'édifice et avait la direction des serviteurs et des officiers de l'église (1).

Au chœur (2), les chanoines prenaient, en été, le surplis et l'aumusse de petit gris ; en hiver, le rochet avec ou sans manches, selon qu'ils étaient prêtres ou non, et la chape trainante de drap noir, avec parements de satin cramoisi (3) et bordure de galon vert terminée par une houppe de soie verte. Le chaperon, également de drap noir, était marqué aux coutures par un double rang de soie verte et garni, « autour de la tête et par devant toute la poitrine, d'une grande fourrure de petit-gris (4) ». Cette fourrure, pour les archidiacres et les autres dignitaires, était rayée de vair et d'hermine ; le doyen seul la portait toute blanche, et les houppes, le galon, le tissu de la chape et du chaperon, comme aussi les parements, étaient pour eux de rouge cramoisi (5).

Le clergé auxiliaire était toujours très nombreux : ainsi l'exigeait le service des chapelles, l'acquit des fondations et la majesté des cérémonies. Nous y trouvons tout d'abord un collège de six chapelains, connus sous le nom de *chanoines de saint Gérard*, nommés par le chapelain épiscopal et dirigés par lui. Leur origine se perdait dans la nuit des temps ; leur rôle et leurs attributions sont

laire, pour qu'ils fussent affectés à l'entretien d'un docteur en théologie qui expliquerait la parole de Dieu en la ville de Toul. Ce théologal semble toutefois n'avoir été définitivement établi qu'en 1691 (Arch. de M.-et-M., G. 10).

(1) *Cérém.*, p. 97. — Arch. de M.-et-M., *loc. cit.*, *passim*. — La liste de ces chanoines maîtres de la fabrique, de 1563 à 1783, se trouve dans le Ms. 132 de la bibliothèque du Séminaire de Nancy.

(2) *Cérém.*, p. 36. — En ville, les chanoines devaient porter l'habit long (sauf le temps des vendanges), sans canne et sans cheveux poudrés (Arch. de M.-et-M., G. 104, 31 octobre 1675).

(3) Le 10 mars 1710, le chapitre décide que « Messieurs pourront mettre du velours à leurs chapes, au lieu de satin » (Arch. de M.-et-M., G. 88, f° 60).

(4) Ce chaperon ouvert fut pris vers 1660 (*Ibid.*, 104).

(5) Le doyen Jacques Antoine portait une fourrure de *laitisse*, pareille à celle de l'évêque. Hector d'Ailly réclama et le chapitre ordonna à son doyen de se contenter de la même fourrure que les archidiacres. — Antoine refusa d'abord, alléguant des précédents : toutefois, comme il était vicaire général et officiel, il céda et reprit le *vair tiré* que portaient les archidiacres ; mais il reprit la *laitisse* à la mort du prélat et fit approuver cette modification par le chapitre, dès le 21 mars 1533 (Arch. de M.-et-M., G. 75).

aujourd'hui bien difficiles à préciser, et Benoit-Picart avoue ne point connaître leurs revenus (1). Ils existaient pourtant et on les trouve encore à la veille de la Révolution.

Parmi les dix vicaires, deux remplissaient les fonctions de *diacres* ou d'*évangélistes* à la messe du chapitre ; ils avaient leur budget à part et la desserte de la chapelle Saint-Nicolas et Sainte-Catherine, à la cathédrale.

Le *prêtre sacristain* et son clerc (2), les deux *coutres* ou *marguilliers*, le *dortellier* (3), pris le plus souvent parmi les vicaires, conservaient leurs fonctions traditionnelles ; mais le *maître des enfants de chœur* avait vu grandir l'importance de sa charge : il était devenu *maître de musique* ; nous dirions aujourd'hui maître de chapelle (4).

Les chanoines de Toul avaient eu à cœur de rehausser la pompe et l'éclat des offices. Le 14 mars 1681, ils s'étaient donné un *suisse*, pour précéder les cortèges et les processions, veiller au bon ordre et au respect du saint lieu (5). Depuis longtemps déjà, ils avaient installé de grandes *orgues* sur la tribune, au fond de la nef, et près des stalles, ils avaient fait disposer un orgue d'accompagnement. En 1634, la misère les avait contraints de supprimer leur maîtrise (6) ; ils l'avaient rétablie en 1638 (7) et successivement, au fur et à mesure que remontaient les revenus, ils avaient augmenté le nombre des chanteurs et des instrumentistes. En 1708, la *musique*, comme l'on disait alors, se composait de six enfants de chœur, de sept chantres, haute-contre, haute-taille, taille, basse-taille, basse-contre (8), et d'un ou deux joueurs de serpent, de basson et de contre-basse (9).

(1) *Pouillé*, I, 59.

(2) *Cérém.*, 97.

(3) *Lem.*, II, 98 et sq ; 109 et sq.

(4) *Ibid.*, 75 et sq.

(5) *Arch. de M.-et-M.*, G. 86.

(6) *Arch. de M.-et-M.*, G. 105.

(7) *Ibid.*

(8) *Ibid.*, G. 10 ; 86, 87 et sq., *passim*. — La *haute-contre* se nomme aujourd'hui ténor léger ; *haute-taille*, ténor ; *taille*, baryton ; *basse-taille*, ténor grave ; *basse-contre*, basse.

(9) *Ibid.*, *passim*. — Le chiffre des musiciens semble avoir atteint son maxi-



Les six *enfants de chœur* logeaient au cloître, avec leur maître, dans une maison à ce destinée et composée d'une cuisine, d'une salle, de deux chambres et d'un dortoir (1) ; ils étaient confiés à la sollicitude du maître de musique, à la fois leur mentor et leur père nourricier (2), et le chanoine, maître de la fabrique, avait la haute surveillance de leur conduite et de leurs intérêts. Ils portaient une soutane rouge, avec ceinture et calotte de même couleur ; au chœur, ils prenaient l'aube, l'amict et la ceinture, pour la messe ; le surplis, en été, ou le rochet sans manches, avec chape et chaperon de drap noir, en hiver, pour tous les autres offices. Ils avaient la tête rasée ; mais ils pouvaient, hors de l'église, se couvrir d'une barrette noire (3). Le chapitre fournissait à leur pension et à leur entretien (4) ; il leur donnait des gratifications à certains jours, notamment à la Saint-Nicolas (5), et pourvoyait à leur instruction et à leur établissement (6) : beaucoup d'entre eux entraient dans les ordres ou s'engageaient dans une maîtrise (7).

mum en 1752 : il était alors de quatorze. Des nécessités budgétaires le firent revenir au chiffre de 1708, après 1764 (*Documents*, Ms. 132 du Séminaire de Nancy).

(1) *Ibid.*, G. 10. — Le chiffre des enfants de chœur n'avait été que de quatre, jusqu'en 1660. Un legs du chanoine Nicolas Deschamps, en 1632, avait été destiné à l'augmenter de deux unités ; mais les malheurs du pays empêchèrent, pendant vingt-huit ans, l'effet de cette libéralité (*Lem.*, II, 77). — En 1760, un autre legs du chanoine Nicolas Bouillon permit de porter à huit le chiffre des membres de la maîtrise (*Ibid.*, 78).

(2) Payé au sieur Mourot, maître des enfants de chœur, pour ses gages et la nourriture des enfants, 27 francs, 10 gros, 8 deniers, par semaine ; 1673. — Le 2 mars 1750, le maître de musique est embauché à ces conditions : vingt livres par semaine, vingt-quatre resaux de blé, douze cordes de bois, deux cents de *fardeaux*, une banne de charbon, pour ses gages, sa nourriture et celle des six enfants de chœur (*Arch. de M.-et-M.*, G. 96, f° 24).

(3) *Cérém.*, 583. — Dans les collégiales, les enfants de chœur portaient la soutanelle violette et n'avaient point la tête rasée (*Ibid.*, 585).

(4) On peut voir aux *Arch. de M.-et-M.*, G. 1378, f° 27, et G. 1382, f° 6 et sq., un détail assez curieux des dépenses de la maîtrise, en 1752.

(5) *Ibid.*, G. 105.

(6) « Claude Husson, jadis enfant de chœur de céans, étudiant au collège de Pont-à-Mousson, sera mandé pour connaître quel profit il a fait. » (*Délib. capit.*, *Arch. de M.-et-M.*, G. 79. — 30 octob. 1577).

(7) 1596. Jean Grimon, jadis enfant de chœur, reçu sous-diacre, à 30 gros par semaine. — 1601, un autre, *idem*, à 3 francs par semaine, etc. (*Ibid.*, G. 10).

Le maître de musique était ordinairement prêtre (1); quant aux chantres et aux instrumentistes, leur condition était très variable, de même que leur traitement. Quatre se partageaient le revenu de la chapelle Saint-Étienne, bénéfice affecté aux sous-diacres *feriati* (2); d'autres étaient titulaires d'une chapelle (3); d'autres enfin, et c'était la majorité, avaient des gages convenus d'avance, au moment de leur enrôlement (4). Tous devaient porter au chœur la soutane et le surplis. A la Sainte-Cécile et dans certaines circonstances, le chapitre leur votait une gratification (5), comme d'ailleurs, il les mettait à l'amende, quand ils n'étaient point exacts à remplir leurs fonctions (6).

Parfois aussi, les chanoines profitaient d'une occasion qui se présentait; ils retenaient, pour une fête ou pour un temps plus ou moins long, un artiste de passage : en 1572, c'est un bohémien qui reçoit trois francs pour avoir joué « gaillardement » du *cornet à bouquin*, le treize juin, durant les vêpres (7); en 1579, c'est un *chanfre-saquebute* qui reçoit une aumône, sur la même considération (8), etc. Parfois encore, le chapitre faisait venir des musiciens extraordinaires, pour accroître la solennité : en 1680, par exemple, deux chantres de Verdun furent mandés pour la fête du saint Clou (9).

(1) Arch. de M.-et-M., série G., *passim*. — Le 3 février 1722, le chapitre décide de ne plus prendre que des prêtres comme maîtres de musique (*Ibid.*, G. 90, f° 64).

(2) Voir T. I, 499, n. 7. — Lem., II, 79.

(3) *Documents* (Ms. 132 du Sém. de Nancy). — En 1579, par exemple, un organiste est engagé à 40 fr., en attendant qu'il soit pourvu d'une chapelle (Arch. de M.-et-M., G. 1367).

(4) Arch. de M.-et-M., Série G., *passim*. — Les marchés sont très différents. En 1708, le maître avait 13 livres par semaine et les chantres, 6 livres ou 6 livres 10 sous (*Ibid.*, G. 10).

(5) *Ibid.*, G. 88, 89, 90, etc. — *Documents* (Ms. 132 du Sém. de Nancy). — Un musicien demande la permission de se marier : le chapitre la lui accorde et lui vote une gratification d'un louis d'or. — 3 février 1758 (Arch. de M.-et-M., G. 99).

(6) *Ibid.*, G. 88 et sq., *passim*.

(7) Arch. de M.-et-M., G. 78, f° 27, 28, 40. — *Cornet à bouquin*, sorte de cor des Alpes.

(8) *Ibid.*, G. 79, *passim*. — *Saquebute*, sorte de trompette s'allongeant comme le trombone.

(9) *Ibid.*, G. 86, f° 93. — De même pour Noël, 1709 (G. 88, f° 52) : pour la Saint-Étienne, 1742 (G. 95, f° 6), etc.

Les chanoines de Toul étaient alors tentés de se substituer complètement ces chantres mercenaires : une *Dissertation* de M. de L'Aigle nous autorise à le soupçonner (1) ; mais, du moins, ils savaient encourager les arts et ménager aux fidèles les douces et pénétrantes émotions de la musique religieuse. Leur maîtrise tenait honorablement sa place au milieu des maîtrises du Royaume.

## § II. — Coutumier du Chapitre.

Les offices et les réunions capitulaires avaient lieu selon les règles transmises par les anciens ; dans le chœur, près de la stalle du sous-chantre, se trouvait, retenu par une chaîne de fer, l'*Ordinaire* ou directoire, livre de grosseur respectable, à la reliure massive, aux caractères archaïques, aux pages jaunies par le temps, que l'on consultait avec soin et que l'on suivait avec une scrupuleuse exactitude (2). Comme toutes les vieilles corporations, le chapitre de Saint-Étienne tenait au maintien des traditions et tout changement était l'objet de plaintes et le thème de chauds débats. C'était là ce qui faisait la force des institutions, au temps jadis ; notre âge si inconstant et si inquiet serait tenté d'appeler ceci de la routine ; mais nous rend-il en vrai progrès ce qu'il nous a enlevé de calme et de stabilité ?

A six heures (3), chaque jour, on psalmodiait *matines* et *laudes* et, pendant les nocturnes, un prêtre célébrait la *messe matutinale*. Les laudes étaient suivies d'une seconde messe, dite également au maître-autel. La *messe de Notre-Dame* se célébrait à huit heures ; à trois quarts pour neuf heures, comme l'on disait alors, on se réunissait pour réciter *prime* et entendre la lecture du *Martyrologe*, et celle du *Nécrologe* (4) aux jours d'obit. Pendant cette petite

(1) *Dissertation sur l'obligation que les chanoines de l'Église de Toul et même des autres Églises ont de chanter au chœur* (Bibl. Ste-Geneviève, Ms. 161).

(2) *Ibid.*, G. 1340. — Le *Cérémonial* de 1700 le cite et l'invoque assez souvent.

(3) *Cérém.*, 7.

(4) Nous avons conservé deux *Nécrologes* de Toul : l'un se trouve à la bibliothèque Nationale. Fonds latin, Ms. 10.018 ; l'autre aux Archives de Meurthe-et-Moselle, G. 110.

heure, un chanoine disait la messe de *prime* et, après les prières du « *pretiosa* » (1), on récitait *tierce* ; l'on chantait la messe *capitulaire*, avec diacre et sous-diacre, et l'on se séparait, après avoir récité *sexte*. Sauf en carême, les *vêpres* se chantaient à trois heures ; elles étaient précédées de *none* et suivies des *complies* ; pendant la sainte Quarantaine, *none* et *vêpres* étaient psalmodiées après *sexte*, et *complies*, récitées à quatre heures trois quarts.

Si l'on ajoute à cet ordinaire quotidien les offices plus ou moins extraordinaires (2) : les processions ; la messe du Saint-Sacrement, chaque jeudi ; la messe de saint Joseph, chaque premier dimanche du mois ; la messe de la Sainte Vierge, aux jours de ses fêtes ; la messe de saint Roch et de saint Sébastien, au jour anniversaire de leur bienheureuse mort ; les obits, les fondations, etc., on comprendra combien la cathédrale de Toul méritait son nom de maison de prière : du lever du soleil jusqu'à son coucher, les échos de ses voûtes répétaient les louanges du Seigneur.

Voulant lutter contre l'erreur et secouer l'indifférence, le chapitre avait institué des *prédications* pour les fêtes solennelles et les grandes saisons de l'année liturgique. Le théologal prêchait le premier dimanche du mois (3), et l'on invitait des religieux ou des prêtres séculiers pour donner les sermons des fêtes, le Saint-Clou, l'Invention de Saint-Étienne, l'Assomption, la Toussaint, ou pour donner les stations de l'Avent, du Carême, de l'octave du Saint-Sacrement (4). Les frais de ces prédications étaient supportés par le chapitre ; mais, pour l'Avent, le Carême et l'octave de la Fête-Dieu, l'évêque et le corps de ville y contribuaient chacun pour un tiers (5). Le choix de l'orateur appartenait aux chanoines ; mais

(1) Prières qui suivent à *Prime* la lecture du *Martyrologe* et qui se disent encore aujourd'hui à la fin de cette petite heure.

(2) *Cérémonial, passim*.

(3) Arch. de M.-et-M., G. 83, f° 42.

(4) *Ibid., Délib. capit., passim*. — Le Père Nicolas Leclerc, second recteur de l'université de Pont-à-Mousson vient prêcher l'octave du Saint-Sacrement, en 1578 (*Ibid.*, G. 79, f° 100). — Maldonat est invité à prêcher l'Avent, cette même année ; mais il n'accepte pas (*Ibid.*, f° 156).

(5) *Ibid.*, G. 40, *passim*. — Le 17 mai 1690, un traité règle la quote-part des trois intéressés : pour le Carême, chacun donnera 150 livres tournois (*Ibid.*).

l'évêque se réservait le droit de *veto* (1). On ne prodiguait point alors les homélies, les instructions et les autres trésors de la chaire sacrée : aussi les sermons étaient-ils de véritables événements ; ils avaient lieu d'ordinaire avant les vêpres (2) et, à l'heure de la prédication, aucun autre office ne devait être célébré dans les autres églises de la ville épiscopale, pour ne point empêcher les fidèles d'entendre la parole de Dieu (3).

Sauf la cène (4), et la marande après les nones de l'Ascension (5), le chapitre avait supprimé les collations (6), comme aussi la pluie de fleurs, le jour de la Pentecôte (7), et tous les usages puérils que n'excusait plus la naïveté des âges de foi. Il avait toutefois maintenu le dragon symbolique à la procession des Rogations et introduit aux matines de Pâques, du moins pendant quelque temps, une cérémonie alors observée dans beaucoup d'Églises de France et d'Allemagne (8).

Au milieu de la nef (9), sur une table ornée de tentures blanches et entourée d'un brillant luminaire, on couchait un grand crucifix que l'on couvrait d'une nappe. Pendant le dernier répons du nocturne, les chanoines sortaient du chœur, par l'une des portes du transept, et se rendaient en procession par la nef latérale et le bas

(1) En 1739, l'évêque refuse un Dominicain et le chapitre doit chercher un autre prédicateur. — Vers cette époque, une alternance est convenue entre l'évêque et le corps capitulaire : le prélat choisira aux années paires et les chanoines aux années impaires (*Ibid.*, G. 93).

(2) *Délib. capit., passim.*

(3) Arch. de M.-et-M., G. 85.

(4) *Ibid.*, G. 82, f<sup>o</sup> 81.

(5) Voir T. I, 513. — Arch. de M.-et-M., G. 1352 (Compte de la Parson, 1673). « Déboursé au sieur Odot, chanoine, la somme de six vingt francs, 2 gros, 8 deniers, pour la dépense faite par Messieurs, à la collation des nones du jour de l'Ascension dernier. »

(6) Voir T. I, 511 et sq.

(7) T. I, 508. — En revanche, on distribuait, en ce jour, aux officiers de l'église, *vingt-cinq chapéaux de fleurs*, pour le répons de tierce (Arch. de M.-et-M., G. 1351).

(8) Dom Guéranger, *Année liturgique, Temps pascal*, I, 167.

(9) *Cérém.*, 427 et sq. — « Dorénavant, les trois chanoines représentant les trois Maries, le jour de Pâques, seront revêtus d'une aube » (22 mars 1660. — Arch. de M.-et-M., G. 82, f<sup>o</sup> 46). — Les Trois Maries furent abolies le 12 avril 1702 (*Ibid.*, G. 105).

de l'église, au simulacre de tombeau. Trois d'entre eux, vêtus d'une aube, sans manipule et sans chasuble, tenaient en mains un encensoir fumant et figuraient Marie-Madeleine et les deux autres saintes femmes, témoins de la résurrection. Le cortège entourait le reposoir et les *trois Maries* se plaçaient face au chœur, à la tête du crucifix.

Alors, sur le jubé, un enfant, représentant l'ange du Seigneur, entonnait l'*Alleluia* : les trois chanoines, murmuraient, d'une voix plaintive : « *O Christe, quis revolvat nobis lapidem ab ostio monumenti ?* » ; l'enfant les questionnait : « *Quem queritis in sepulcro, ô Christicole ?* » les Maries, gémissant, répondaient : « *Jesum Nazarenum quærimus crucifixum, ô Calicola,* » et l'ange, les réconfortant, leur apprenait la triomphante nouvelle : « *Non est hic : surrexit, sicut prædixerat ; ite, nuntiate quia surrexit a mortuis.* » Deux choristes alors intervenaient, interprètes du peuple chrétien : *Dic nobis, Maria, quid vidisti in via ?* » et les témoins de répondre avec allégresse : « *Sepulchrum Christi viventis et gloriam vidi resurgentis, angelicos testes, sudarium et vestes. Surrexit Christus spes mea, præcedet vos in Galileam* », et le chœur entier reprenait ce joyeux refrain : « *Scimus Christum surrexisse* » ; on découvrait le crucifix ; on sortait le Christ du tombeau ; on l'encensait trois fois et l'on rentrait au chœur, au chant du *Te Deum*, pendant que le peuple s'empressait pour baiser la croix.

Cette cérémonie touchante et dramatique, si belle dans sa simplicité, si poignante dans son dialogue, si vibrante dans ses mélodies, s'accomplissait de grand matin, alors que les premiers feux du jour faisaient étinceler les vitraux, figurant à leur manière la résurrection du Soleil de Justice ; elle était propre à frapper les esprits, à pénétrer les âmes d'une douce et sainte émotion. Pourquoi donc n'a-t-elle point survécu, comme le *Gloria laus*, le chant solennel de la Passion et le *Mandatum*, au Jeudi-saint ? Mais où sont les neiges d'antan ?

Les réunions capitulaires avaient lieu, selon l'antique usage, le vendredi de chaque semaine et chaque fois que le besoin s'en présentait, et l'on continuait à tenir les deux sessions solennelles des

Cendres et de Saint-Luc. Les séances étaient présidées, non point par le doyen, mais par le président annuel, élu par les chanoines. Les délibérations roulaient, comme par le passé, sur toutes les affaires spirituelles et temporelles qui intéressaient la corporation ; mais elles avaient perdu de leur importance, depuis que la réunion à la France des Trois-Évêchés avait fait perdre au chapitre ses droits régaliens et que les indults de 1664 et de 1668 avaient attribué au Roi-Très-Chrétien la nomination au siège épiscopal, au décanat et à la plupart des dignités capitulaires. On n'avait donc plus à traiter que de modestes questions de règlement, de cérémonies ou d'administration, matières quelque peu monotones, surtout quand on se réunissait chaque semaine (1). Les discussions n'en étaient pas moins chaudes et plusieurs fois on dut interdire sous peine d'amende les interpellations un peu vives et les propos désobligeants (2).

### § III. — Situation spirituelle et temporelle du Chapitre.

Le chapitre restait exempt de la juridiction épiscopale et son doyen exerçait, en son nom, la juridiction ordinaire sur les paroisses de l'ancien *Châtel* (3) ; il gardait son officialité propre et n'avait nullement répudié ses prétentions à la propriété exclusive de la cathédrale. Toutefois, il avait perdu cet air hautain et intransigeant qu'il avait affecté longtemps vis-à-vis de l'évêque-comte de Toul ; sans doute, il s'arrogeait encore le rôle de conservateur des droits et des traditions de l'Église de Toul, de conseil obligé et même de surveillant de l'administration diocésaine ; mais il reconnaissait au prélat le droit d'avoir une clef de sa cathédrale, d'y officier quand il le voudrait et même d'imposer sa volonté dans

(1) Ainsi, le chapitre du 17 février 1668 interdit de prendre publiquement du tabac au chœur et d'en donner à ses confrères, sous peine d'un franc d'amende (Arch. de M.-et-M., G. 104, f° 85).

(2) *Délib. capit., passim.*

(3) François de Camilly, en 1710, amena le chapitre à renoncer à cette juridiction (Ben.-Pic., *Pouillé*, I, 69 et II, 315).

certaines questions mixtes, comme le choix des prédicateurs et la publication des mandements et des ordonnances synodales.

Le pouvoir spirituel du chapitre avait donc fléchi et ce fléchissement était général dans l'Église de France, au profit de l'autorité épiscopale ; et, en même temps, son pouvoir temporel s'était profondément modifié au profit de l'autorité royale.

Jadis, le corps capitulaire exerçait, sur ses prévôtés de Villey-Saint-Étienne, de Void, de Vicherey, une puissance souveraine : il y faisait des lois, y percevait les impôts, y rendait la justice, au civil comme au criminel, etc. (1). La France lui enleva ces prérogatives dont il était justement fier, quand elle se fut annexé les Trois-Évêchés (2). De *souverain*, il devint *seigneur* ; il ne garda plus sur les villages de son temporel que des droits utiles ou honorifiques, analogues à ceux que possédaient les seigneurs dans le ressort de leurs seigneuries : haute, moyenne et basse justice ; patronage de la cure ; création des maires et autres officiers ; perception des dîmes ; moulins, pressoirs et fours banaux ; redevances, corvées, amendes, etc. (3). En revanche, il dut rendre désormais au gouverneur de Toul, quand il faisait son entrée solennelle ou assistait officiellement à des messes ou à des services à la cathédrale, les honneurs réservés au représentant de l'autorité royale, lui offrir l'eau bénite sous le porche de l'église, lui préparer une place au chœur et lui faire porter le livre des Évangiles, l'encens et le baiser de paix (4).

Les trois *chanoines-prévôts* furent maintenus, mais comme

(1) Voir T. I, 520 et sq.

(2) Lem., III, *passim*.

(3) Des déclarations authentiques de l'état des biens et des droits du chapitre, fournies par l'assemblée capitulaire, vers la fin du xvn<sup>e</sup> siècle, se trouvent aux Arch. de M.-et-M., G. 1340.

(4) Arch. de M.-et-M., G. 104, *passim*. — Le chapitre faisait même du zèle. Le 11 avril 1577, il offre à M. de Noilhan, gouverneur de Toul, deux pièces de vin, l'une de blanc et l'autre de rouge, et une chaîne d'or à Mme de Noilhan (*Ibid.*, G. 78). — Au nouvel an, il donne en étrennes à M. de Casteja, gouverneur de Toul, et à M. de Pimodan, lieutenant du roi en cette ville, des confitures sèches et des dragées. Mais, comme les fils et successeurs de ces messieurs prétendaient avoir un droit à ces présents, le chapitre décida d'interrompre cet usage afin d'empêcher la prescription. — 9 déc. 1718 (*Ibid.*, G. 89, f° 126).



intendants et administrateurs (1). Élus pour deux ans, au chapitre général des Cendres, ils étaient tenus à une résidence très stricte, ne devant s'absenter que pour affaires et après avoir pris l'avis du président. Ils officiaient aux grandes solennités, surtout à la fête patronale, au chef-lieu de leurs prévôtés (2) ; ils tenaient les plaids annaux ; ils édictaient les règlements qu'ils jugeaient opportuns ; ils nommaient les officiers de justice, les *forestiers*, les sergents, etc. ; ils dirigeaient l'élection des maires, des *bangards*, les adjudications des biens du chapitre ; ils veillaient à la rentrée des différents revenus, redevances seigneuriales, dîmes, rentes, locations des maisons ou des terres, cens des gagnages, etc., et faisaient les poursuites nécessaires pour forcer les retardataires et les récalcitrants. A des époques et de la manière fixées par l'usage, ils envoyaient le tout à la ville épiscopale où les officiers capitulaires, chacun suivant son *rollet*, faisaient la répartition entre les intéressés (3).

En 1652, on avait essayé de simplifier cette dernière opération, si délicate et si complexe (4) : au *denier-parson*, on avait réuni la *recevrie*, la *cirerie*, la *recette* des évangélistes, des diacres et des sous-diacres. Il ne restait donc plus, en fait de comptes séparés, que la *parson*, l'*épaulerie*, le *grenier*, la *fabrique*, les *menus cens*, le *four du cloître* et les *gelines*. Ce n'était certes point encore la simplicité parfaite ; mais la nature, l'origine, l'affectation de ces recettes étaient si différentes ! rappelons-nous ce que nous avons lu des prébendes, des gros fruits, des distributions, des obits, etc. (5).

Il est donc bien difficile d'établir aujourd'hui le budget du chapitre de Toul : il nous faudrait posséder la totalité des registres pour un certain nombre d'années et convertir en espèces les rede-

(1) Arch. de M.-et-M., G. 89, Cendres 1715 et *passim*.

(2) En 1743, le parlement de Metz rendit un arrêt qui obligeait le chapitre à avoir des *prévôts laïcs* ; mais cet arrêt fut cassé l'année suivante par le Conseil du Roi (Lem., III, 106).

(3) Voir T. I, 524 et sq.

(4) Arch. de M.-et-M., G. 1332.

(5) T. I, 526 et sq.

vances en nature, froment, orge, avoine, chapons, gelines, etc. En 1558, la recette de la *parson* donne 9,068 fbs, 10 deniers ; en 1635, 24,994 fbs. ; en 1672, 22, 458 fbs, 6 gros, 14 deniers ; en 1730, 26,870 livres, 9 sous, 5 deniers (1) ; mais la parson ne formait qu'une partie, considérable il est vrai, des revenus du chapitre ; et comment était-elle répartie ? quel était le montant des autres comptes ? Benoit-Picart, en 1707, estime la valeur d'une prébende à mille livres (2) ; mais, dans cette estimation, fait-il entrer les fruits gros ou communs, les obits ou autre casuel ? dans quelle mesure les revenus se sont-ils développés durant le cours du XVIII<sup>e</sup> siècle ? Ce sont autant de renseignements qui nous manquent et nous empêchent de tenter une statistique qui serait bien intéressante. L'impression qui résulte d'une étude même superficielle, est que le chapitre de Toul, sans être réduit par la misère à se servir de *lutrin vivant*, fournissait à peine à ses membres de quoi tenir leur rang. Mais les chanoines de Saint-Étienne, nous aurons à le constater maintes fois, s'ils n'éblouirent pas leurs concitoyens par leur faste et leur opulence, les édifièrent par la régularité de leur vie et la fécondité de leurs œuvres. Ils furent rares, du moins dans la première moitié du siècle, ceux auxquels se serait appliquée l'épithète de *pieux fainéants* que la malice de Boileau avait rendue si populaire.

(1) Arch. de M.-et-M.. G. 1350, 1351, 1352, 1353. — En 1558, le franc-barrois valait 3 fr. 06 ; en 1635, 1 fr. 59 ; en 1672, 0 fr. 81 (De Riocourt, *Monn. lorr.*, tab. 1). — En 1730, la livre tournois valait 1 fr. 037 (*Ibid.*, tab. 2).

(2) *Pouillé*, I, 59. — La livre tournois valait alors 1 fr. 56 (De Riocourt, *loc. cit.*, tab. 2).

---

## CHAPITRE IV

### Etat moral et intellectuel des clergés séculier et régulier vers le début du XVIII<sup>e</sup> siècle.

---

Grâce aux efforts des réformateurs, Didier de La Cour, Servais de Lairuels, Pierre Fourier, de leurs émules et de leurs disciples, à la vigilance des évêques et aux premiers résultats du séminaire, la situation morale et intellectuelle des deux clergés, régulier et séculier, se releva sensiblement, malgré les effroyables épreuves du pays, dans la seconde moitié du xvii<sup>e</sup> siècle.

Sans doute, les archives de l'Officialité (1) nous ont conservé bien des détails peu consolants, sur des défauts de zèle ou des excès de violence, sur des scènes d'ivresse, des transactions simoniaques ou des habitudes peu sacerdotales, sur des fréquentations suspectes et même des relations criminelles. Certain curé, alors que tout le monde est rassemblé, refuse de célébrer la messe : « Nous chanterons vêpres, un autre jour », répond-il à ceux qui le pressent, et il continue à boire à la taverne (2). Un autre vend du vin, comme un cabaretier, et fait lui-même aux clients les honneurs de son débit (3). Celui-ci s'arme d'un nerf de bœuf et vient expulser de force un de ses paroissiens de l'église (4) ; celui-là perd le

(1) *Registres de l'Officialité. Dénonciations contre les curés, 1646-1637, 1681-1701* (Arch. de M.-et-M.. G. 1249-1291.) — Arch. de la Meuse, *Off. de Bar*).

(2) G. 1284.

(3) G. 1291.

(4) G. 1284. — Un autre (G. 1272) traite ses paroissiens de « bougres, doubles bougres, bœufs, pieds plats, coquins », et d'autres termes plus grossiers encore.

Saint-Sacrement pendant une procession (1); plusieurs s'entendent défendre par l'administration épiscopale la chasse, les écreignes (2) et autres assemblées suspectes et enjoindre de se conformer aux statuts synodaux et aux ordonnances des évêques, en ce qui concerne les prônes, catéchismes et instructions, la célébration des offices paroissiaux aux heures fixées et les relations avec leurs ouailles (3). D'autres commettent des fautes plus graves et violent, au grand scandale des fidèles, leur vœu de chasteté.

L'inspection des registres de l'Officialité atteste une moyenne annuelle de deux ou trois affaires de mœurs. Assurément, la proportion semble énorme, même pour un chiffre de plus de deux mille prêtres; aussi nous hâtons-nous de faire observer que, pour la plupart de ces causes, nous n'avons plus, ni le dossier, ni les sentences, mais seulement les registres des dénonciations. Or, à en juger par ce qui se pratique de nos jours, combien de ces plaintes étaient inspirées par la haine ou le ressentiment et n'avaient d'autre fondement que l'imagination ou la perfidie de leurs auteurs?

Les juges toulousiens étaient du reste très sévères pour les coupables: on peut s'en convaincre par ces quelques exemples. Le 22 juillet 1663, étant à l'affût au sanglier, le curé de Baudricourt tua quelqu'un par mégarde. Il fut déclaré déchu de ses bénéfices, suspens de ses pouvoirs sacerdotaux jusqu'à ce qu'il ait obtenu l'absolution papale et condamné à deux cents francs d'amende, destinés à faire dire des messes pour sa victime (4). En 1670, le curé de Norroy-les-Vittel, pour outrages à la pudeur, est déclaré suspens de ses ordres, condamné à faire trois mois de prison et, durant ce temps, à jeûner, le vendredi et le samedi, au « pain de douleur et à l'eau de tristesse »; à dire à genoux un bréviaire, plus les sept psaumes de la pénitence et enfin à verser trois cents francs d'amende (5). Le curé de Saulxures-les-Vannes, pour expier vingt

(1) G. 1286.

(2) *Écreignes*, réunions joyeuses et légères, durant les soirées d'hiver.

(3) G. 1271.

(4) G. 1256.

(5) G. 1259.

ans de vie fort peu sacerdotale, se voit infliger, en 1684, six mois de prison, avec deux jours de jeûne au pain et à l'eau par semaine, un pèlerinage, pieds nus, de Toul à Mattaincourt, et une amende honorable, à genoux, à la porte de son église, un dimanche, au sortir de la messe (1). A la fin du xviii<sup>e</sup> siècle, la prison fut remplacée par une retraite de trois ou de six mois au séminaire de Toul ou dans un monastère.

Toutefois ces cas étaient relativement rares ; les plus grands vices du clergé d'alors semblent avoir été l'ignorance, l'oisiveté et l'indolence (2). Peu de prônes et quels prônes ! et encore moins de catéchismes ; des chants qui étaient plutôt « des rapsodies sans ordre (3) » ; des cérémonies bizarres ; un régime de violences ou de récriminations, pour maintenir les habitudes chrétiennes ou plutôt la routine : telle était la situation de trop nombreuses paroisses. Aussi, est-ce vers l'étude, l'enseignement sérieux de la religion, les œuvres de piété et de zèle que nos prélats toulous poussent dès lors leurs collaborateurs et nous pourrions constater, dans la suite de ce travail, que leurs efforts ont été couronnés de succès.

Mais, dès cette époque, le clergé toulous comptait un bon nombre de prêtres distingués par leurs talents, leur science ou leurs vertus. Claude DE L'AIGLE (4) et Nicolas BROUILLY (5), ces vaillants champions des droits de leur Église, dont nous aurons souvent à admirer l'habileté, le zèle et les connaissances variées. Jean-

(1) G. 1277.

(2) Cf. Statuts synodaux et Mandements épiscopaux, *passim*.

(3) Arch. de M.-et-M., G. 1291.

(4) *Claude de L'Aigle*, voir plus haut, p. 289.

(5) Nicolas Brouilly, d'autres écrivent Broully ou Brouillier. (L'orthographe authentique semble donnée par les *Réflexions sur les Remarques du R. P. Dom Calmet*, publiées par Brouilly, à Toul, chez Rolin, en 1746), naquit à Bar, en 1669, d'une noble famille de bourgeoisie harrisiennne. En 1696, il fut nommé, par Henri de Bissy, secrétaire de la Chambre épiscopale ; obtint, en 1702, une stalle à la cathédrale de Toul, par permutation pour un prieuré avec le chanoine Petit-maire ; refusa de suivre à Meaux Mgr de Bissy ; fut nommé par Mgr de Camilly promoteur de l'Officialité, puis archidiacre de Ligny, en 1710, et fut enfin élu grand archidiacre, en 1748. Il composa la *Défense de l'Église de Toul*, dont nous aurons à parler plus loin, et mourut, le 24 juin 1752 (Calmet, *Bibl. lorr.* — Dumesnil, *État de l'Église de Toul*).

Claude SOMMIER, curé de Champs, puis grand-prévôt de Saint-Dié, leur brillant et heureux adversaire (1). Hugues LEBLANC, doyen de la collégiale de Reynel, qui dédia à Mgr de Camilly une *Traduction des Psaumes en vers français* (2); Nicolas DE CLÉVY, curé de Charmes, puis chanoine, chantre et doyen du chapitre, prédicateur éloquent et savant liturgiste (3); Henri DE VENCE, précepteur des enfants de Léopold et prévôt de la collégiale Saint-Georges, qui, par sa profonde érudition, mérita de donner son nom à une édition de la *Bible*, publiée avec une traduction et des commentaires en français (4); M. DE TERVENUS, curé d'Épinal, puis de Saint-Roch, à Nancy, qui composa pour l'une de ses pénitentes, le *Traité du bonheur d'une chanoinesse qui remplit ses devoirs* (5); Antoine

(1) Jean-Claude Sommier, né à Vauvillers (arr. de Lure, Haute-Saône), prêtre du diocèse de Besançon, fut attiré dans le diocèse de Toul par Mgr de Bissy et chargé par Léopold de nombreuses négociations, à Vienne, à Mantoue, à Venise, à Parme, à Paris et à Rome, et sut s'attirer les faveurs de la cour ducale et de la Cour de Rome. Successivement curé de La Bresse, de Girancourt et de Champs, il fut nommé camérier par Innocent XIII, archevêque de Césarée par Benoît XIII, grand prévôt de Saint-Dié, et abbé commendataire de Bouzonville (dioc. de Metz, auj. arr. de Thionville, Lorr.). — Pour défendre les prétentions des Églises vosgiennes contre Toul, il écrivit plusieurs ouvrages, dont nous aurons à parler; il prononça les oraisons funèbres de Marie-Éléonore d'Autriche (1698), de Charles V (1701), de Gabrielle de Lorraine, abbesse de Remiremont (1711). — Il mourut, à Saint-Dié, en 1737 (Calmet, *Bibl. lorr.*).

(2) Guillaume, *Hist. du dioc. de Toul*, IV, 79.

(3) Nicolas de Clévy, né à Lamarche, docteur en théologie de l'université de Pont-à-Mousson, curé de Charmes, fut nommé par le roi chanoine en 1729, chantre en 1733 et doyen du chapitre en 1765. Il fut recherché comme prédicateur et fut l'un des principaux rédacteurs des livres liturgiques édités par Mgr Bégon. Nous aurons plus tard à apprécier son œuvre. Il mourut le 10 octobre 1767 (Calmet, *Bibl. lorr.* — Dumesnil, *op. cit.*).

(4) Henri de Vence, né à Parey-en-Woëvre (c. de Fresnes-en-Woëvre, Meuse), vers 1675, docteur de Sorbonne, précepteur des enfants de Léopold, fut nommé prévôt de Saint-Georges en 1724 et se livra surtout à des études exégétiques. S'étant chargé de surveiller l'édition de la *Bible* du P. de Carrière qui fut imprimée à Nancy, de 1738 à 1743, en 22 volumes in-12, il joignit à cette œuvre six volumes d'*Analyses et de Dissertations sur les livres de l'Ancien Testament*, et deux volumes d'*Analyses ou Explications des Psaumes*. Il mourut à Nancy en 1749. — Dom Calmet, dont il a souvent combattu les opinions, vante sa critique et son érudition. — Les *Dissertations* de Vence furent insérées dans l'édition de la *Bible* de Dom Calmet, que Rondet fit paraître à Avignon, de 1767 à 1773, en 17 volumes in-4°, et cette édition prit le nom, fort honorable pour le prévôt de St-Georges, de *Bible de Vence*, nom sous lequel elle est encore connue aujourd'hui (Calmet, *Bibl. lorr.* — *Biogr. univ.*).

(5) M. de Tervenus, issu d'une famille originaire de Vézelize, fut le premier curé de Saint-Roch (Calmet, *Bibl. lorr.*).

GUYOT, curé d'Adompt, poète et catéchiste (1); Claude VARNEROT, curé de Lucey, l'auteur du *Bon Paroissien* (2), etc.

Mais, ce fut surtout le clergé régulier qui se distingua dans les travaux littéraires, historiques, scripturaires et théologiques. Des réformes sérieuses et durables avaient ramené la régularité dans les cloîtres et nombre de religieux tenaient à unir au culte du Très-Haut, le culte de la science, pour l'Église et pour Dieu. Leurs études trouvaient un précieux stimulant, une aide puissante, des facilités plus grandes et une direction plus soutenue dans la vie de communauté, dans les calmes loisirs de l'existence monastique, dans le concours de collaborateurs dociles et dévoués et dans les ressources des collections et des bibliothèques.

Au premier rang, se plaça vite la **Congrégation** bénédictine de **Saint-Vanne et de Saint-Hidulphe**, et ses deux foyers les plus puissants furent *Moyenmoutier* (3) et *Senones*, sous l'habile et ferme administration des Alliot (4), des Belhomme (5) et des

(1) Voir page 252, n. 4.

(2) Claude Varnerot, né à Stainville (c. d'Ancerville, Meuse), le 30 août 1648, fit ses études à Paris, au collège Du Plessis. Ordonné prêtre à Toul, il fut nommé curé de Lucey, le 31 mai 1686, et gouverna cette paroisse pendant près d'un demi-siècle. Il construisit l'église et le presbytère, fonda les écoles de garçons et de filles et composa le *Bon Paroissien*, excellent manuel de piété qui eut plusieurs éditions. Il mourut en 1734, laissant une mémoire vénérée (Calmet, *Bibl. lorr.* — Demange, *Les Écoles d'un village toulousin*, 157 et sq.).

(3) Jérôme, *Moyenmoutier*.

(4) Hyacinthe Alliot, né à Bar, était le fils de Pierre Alliot, médecin de Charles IV, inventeur d'une poudre spécifique contre le cancer, et le frère de Jean-Baptiste Alliot, médecin de Sa Majesté Très-Chrétienne. Il fit profession à Saint-Mihiel en 1656. Envoyé à Paris comme procureur de sa congrégation, il se lia avec les premiers disciples de Descartes et, partageant les goûts et les aptitudes de sa famille, il fit des expériences curieuses de transfusion du sang. Ce fut lui qui, avec son confrère, Dom Robert Desgabets, introduisit et popularisa le Cartésianisme dans la congrégation de Saint-Vanne. Élu, en 1676, abbé de Moyenmoutier, il fit bénir son nom par sa prudente administration, fut en relations épistolaires avec Mabillon, coopéra à ses *Annales*, composa une histoire de l'abbaye que compléta son successeur, Dom Belhomme, fonda l'académie et encouragea les études scripturaires. Il mourut en 1705 (Calmet, *Bibl. lorr.* — Jérôme, *op. cit.*).

(5) Hubert Belhomme, né aussi à Bar en 1653 (il est à remarquer combien d'hommes distingués la capitale du Barrois donna alors à l'Église), fit profession à St-Mihiel en 1671, fut abbé quinquennal de St-Léopold, puis abbé de Moyenmoutier, en 1705. Il forma la bibliothèque de l'abbaye et composa, avec les notes de son prédécesseur, l'*Historia Mediani Monasterii* (Strasbourg, 1724) et mourut en 1727 (Calmet, *Bibl. lorr.* — Jérôme, *op. cit.*).

Barrois (1), des Petitdidier (2) et des Calmet (3). Des bibliothèques,

(1) Hubert Barrois, né à Bar et neveu de Dom Belhomme, lui succéda en 1727 et écrivit plusieurs écrits sur des points litigieux du régime de sa congrégation (Calmet, *Bibl. lorr.* — Jérôme, *op. cit.*).

(2) Mathieu Petitdidier, né à Saint-Nicolas en 1639, fit profession à Saint-Mihiel, professa la philosophie, la théologie et présida l'académie dans cette abbaye et poussa ses disciples à la lecture des Pères et à l'examen critique de la *Bibliothèque ecclésiastique* de Louis-Élie Dupin. Il écrivit trois brochures pour établir que les Bénédictins de Lorraine avaient le pas sur les Chanoines-Réguliers et les Prémontrés, se mêla bruyamment à un différend que l'évêque de Toul avait avec deux de ses curés et que nous relaterons plus loin, eut de sérieuses attaches avec les Jansénistes et fut même soupçonné d'avoir composé le fameux *Problème ecclésiastique* (voir au livre suivant), fut élu abbé de Senones en 1715, se vit contester son abbaye par l'abbé de Bouzey et, pour se concilier les faveurs de la Cour romaine, écrivit des ouvrages sur l'*Infailibilité pontificale*, ouvrages que nous aurons à signaler plus loin. Il fut nommé par Benoit XIII évêque de Macra et mourut le 15 juin 1728 (Calmet, *Bibl. lorr.*).

(3) (Antoine) Augustin Calmet, né à Ménil-la-Horgne, près de Commercy, le 26 février 1672, fit ses études au prieuré de Breuil, sa rhétorique à Pont-à-Mousson et prononça ses vœux à Saint-Mansuy, le 23 octobre 1689. Il étudia la philosophie sous la direction de Dom Ambroise Borain, d'abord à St-Epvre, puis à Munster où il fit aussi sa théologie. Il consacra ses heures de loisir à l'étude de l'hébreu et du grec, fut assigné en 1696 à l'abbaye de Moyennmoutier et là, dans l'académie que dirigeait Dom Hyacinthe Alliot, le neveu de l'abbé, il s'appliqua à des travaux d'exégèse ; puis, il enseigna la philosophie et la théologie.

En 1704, il fut envoyé à Munster, en qualité de sous-prieur, et y présida l'académie ; en 1713, il obtint, par résignation, le prieuré de Lay dont il répara l'église et reconstruisit les bâtiments ; en 1718, il fut nommé abbé quinquennal de Saint-Léopold et, en 1728, abbé de Senones.

Son administration fut marquée par l'augmentation des biens du monastère, l'embellissement de l'église, la reconstruction de l'hôtel abbatial et de l'église paroissiale, l'accroissement de la bibliothèque et la fondation d'un hôpital.

Il mourut le 25 octobre 1737 après avoir donné à ses religieux et au monde l'exemple d'une vie pauvre, sévère, laborieuse, partagée tout entière entre l'exact accomplissement des devoirs de son état et de sa charge et les fortes jouissances de l'étude.

Ses œuvres innombrables, auxquelles on peut reprocher trop de précipitation et pas assez de critique, trop de confusion dans la disposition des matières et pas assez d'élégance et de clarté dans la forme, composeraient à elles seules une vaste bibliothèque.

Voici les principales :

I. Imprimés : *Commentaire littéral sur tous les livres de l'Ancien et du Nouveau Testament*. Paris, Émery, 1707-1716. 23 vol. in-4°. — *Histoire de l'Ancien et du Nouveau Testament et des Juifs*. Paris, Émery, 1718. 2 vol. in-4°. — *Dissertations qui peuvent servir de Prolégomènes sur l'Écriture-Sainte*. Paris, Émery, Saugrain et Pierre Martin, 1720. 3 vol. in-4°. — *Dictionnaire historique, critique, chronologique, géographique et littéral de la Bible*. Paris, mêmes éditeurs, 1722. 2 vol. in-fol.



composées à grands frais (1), furent installées dans de vastes salles, sur des rayons finement sculptés (2) ; des moines, instruits et formés avec soin, furent chargés de diriger les études des jeunes profès (3) et, dans les principaux monastères (4), les religieux, les plus doctes et les plus laborieux, mirent en commun leurs connaissances et leurs découvertes, s'assemblèrent pour discuter ensemble des questions de science ecclésiastique, surtout de Patristique et d'Écriture-Sainte, réfuter les erreurs contemporaines et amasser des matériaux aux orateurs et aux écrivains de l'ordre. Ces *Académies* reçurent un nouveau stimulant de la lecture du *Traité* de Mabillon sur les études monastiques (5) et, si l'abbé de

*Histoire ecclésiastique et civile de la Lorraine*. Nancy, Cusson, 1728. 3 ou 4 vol. in-fol. — 2<sup>e</sup> édit., Nancy, Leseure, 1745-1757. 7 vol. in-fol. — *Histoire généalogique de la Maison du Châtelet*. Nancy, Cusson, 1741. 1 vol. in-fol. — *Bibliothèque lorraine*. Nancy, Leseure, 1751. 1 vol. in-fol. — *Notice de la Lorraine*. Nancy, Baurain. 1756-1762. 2 vol. in-fol.

*Dissertation sur les apparitions des anges, des démons et des esprits*. Paris, De Bure, 1746, in-12, etc...

II. Manuscrits : *Histoire de l'abbaye de Munster*, imprimée dans la continuation du *Spicilège* de Lunig (Leipzig, 1720). — *Histoire du prieuré de Lay* (ms. de la Bibl. de Nancy). — *Histoire de l'abbaye de Saint-Léopold* (perdue). — *Histoire de l'abbaye de Senones*, publiée par Dinago dans le *Bulletin de la Société philomathique des Vosges*, en 1878-1880, et dans les *Documents inédits... de l'histoire des Vosges*, etc.

Cf. Fangé, *Vie du T. R. P. D. Augustin Calmet*. Senones, Pariset, in-8°. — Maggiolo, *Éloge historique de Dom Calmet, abbé de Senones*, dans *Mém. Acad. Stan.*, 1838. — Digot, *Notice biographique et littéraire sur Dom Augustin Calmet, abbé de Senones*, dans *Mém. Soc. Arch. lorr.*, 1860. Dans cette dernière notice, se trouve un catalogue complet et raisonné des œuvres de l'infatigable Bénédictin : j'y renvoie le lecteur.

(1) L'ardeur des Bénédictins lorrains à se procurer des livres excita même les murmures des bibliophiles parisiens qui souffraient de voir la capitale dépouillée au profit d'une province lointaine (*Bibl. lorr.*, col. 57).

(2) Les boiserics de Senones sont maintenant à la bibliothèque municipale d'Épinal.

(3) A Breuil, par exemple, où se forma même un petit collège ouvert aux jeunes gens des environs et où Dom Calmet commença ses études ; à Saint-Mansuy, à Moyenmoutier, etc. — Le cours de philosophie et de théologie servait aux jeunes profès de tous les monastères de la congrégation ; il était confié à un religieux qui suivait ses disciples et durait cinq ou six ans.

(4) A Moyenmoutier notamment et à Senones.

(5) « Vous ne sauriez croire combien ce livre réveille dans notre congrégation l'ardeur des jeunes gens pour l'étude et le zèle des supérieurs pour leur en procurer les moyens. » (Lettre de Dom M. Petitdidier à Mabillon, 26 novembre 1691 citée par Dom Calmet, *Bibl. lorr.*, 725.)

Rancé, dans son extrême sévérité, put leur reprocher, avec quelque apparence de raison, d'engendrer « l'orgueil, l'esprit de dispute et le mépris de la règle (1), nul ne peut disconvenir que cette institution n'ait contribué à entretenir, dans la congrégation de Saint-Vanne, le goût des fortes études et le souci de l'apologétique.

Les branches les plus en honneur furent, sans contredit, les sciences sacrées. L'Écriture-Sainte fut scrutée avec un pieux amour et un respect profond par Dom CALMET, abbé de Senones, et l'on consulte encore avec profit les vingt-trois volumes in-quarto de son *Histoire de l'Ancien et du Nouveau-Testament et des Juifs*, ses trois volumes de *Dissertations* et les deux volumes in-folio de son *Dictionnaire historique, critique, chronologique, géographique et littéral de la Bible*.

Et, dans cette ardeur pour les Saintes-Lettres, Calmet ne fut point une glorieuse exception. Les ALLIOT (2), oncle et neveu, et Dom Mathieu PETITDIDIER (3), firent de l'académie de Moyenmoutier une arène exégétique et Dom JOBAL (4), enfant de Toul, mort prieur de Saint-Vincent de Metz, laissa manuscrit un *Commentaire littéral sur les Psaumes*. Ce dernier moine, toutefois, était surtout porté vers les études ascétiques : on trouva dans ses cartons des *Réflexions sur la vie de saint Benoît*, un *Abrégé du Traité de la perfection chrétienne* de Rodriguez, des *Réflexions sur les Épîtres et les Évangiles de l'année*, des *Exhortations spirituelles et religieuses pour les dimanches et les fêtes*.

Dom Remy CEILLIER, prieur de Flavigny, fit son domaine de la

(1) Dom Calmet, *Bibl. lorr.*, 725.

(2) Hyacinthe Alliot, fils de Jean-Baptiste Alliot et neveu de l'abbé, était aussi originaire de Bar. Il fit profession à Moyenmoutier en 1681 et mourut prieur de Saint-Mansuy en 1701. Il s'adonna aux études de médecine et fit paraître, sous le nom de son père, un traité du *Cancer* (Calmet, *Bibl. lorr.* — Jérôme, *op. cit.*).

(3) Dom Mathieu Petitdidier fit paraître à Toul, chez Laurent, en 1669, un volume in-4° : *Disputationes historicæ, criticæ, chronologicæ in Sacram Scripturam* (Calmet, *ibid.*).

(4) François Jobal, né à Toul en 1644, fit profession à Saint-Mihiel en 1661, et mourut en 1723 (Calmet, *Bibl. lorr.*).

Patrologie (1). En 1718, il donna une *Apologie de la morale des Pères* et, de 1729 à 1763, les ving-trois volumes in-4<sup>o</sup> de son *Histoire générale des auteurs sacrés et ecclésiastiques*, monument de profonde érudition et de labeur patient qui peut rivaliser avec les œuvres les plus considérables de l'érudition du siècle.

Dom Mathieu PETITDIER, abbé de Moyenmoutier, après avoir pris une part assez active aux luttes du Jansénisme, employa ses dernières années à faire oublier par le Saint-Siège son ardeur d'appelant. Il composa la *Justification de la morale de Rome* et un *Commentaire historique et théologique sur l'Infaillibilité pontificale*. Nous verrons plus loin que cette conversion n'était point tout à fait désintéressée.

Dom Placide TROTOT se montra bon liturgiste (2). Il fit imprimer à Toul, en 1695, le *Cérémonial* de la congrégation de Saint-Vanne et, sur l'ordre du chapitre général, il rédigea les leçons des saints propres aux monastères bénédictins. Dom Alexandre ROYER (3), Dom Sébastien MOUROT (4) et Dom Thomas MANGEART (5) eurent du succès comme orateurs sacrés. Dom Romain COLSON (6) fit prêcher la poésie et, dans une pièce de quatre cent cinquante vers assez faibles, il prêta à *L'Ombre de Louis V apparaissant à Louis XIV* (7) un ingénieux résumé du grand règne et une sévère critique des abus. Dom Charles GEORGES (8) fit de l'histoire un manifeste

(1) Remy Ceillier, né à Bar en 1688, fit profession à Moyenmoutier en 1705 et mourut à Flavigny en 1761 (Calmet, *ibid.* — Beugnet, *Étude biographique et critique sur Dom Remy Ceillier*, ouvrage couronné par la Société des Lettres, Sciences et Arts de Bar-le-Duc et imprimé dans ses *Mémoires* de 1891).

(2) Placide Trotot, né à Toul, fit profession à Saint-Mansuy en 1638, et mourut à Saint-Arnould de Metz, en 1716 (Calmet, *Bibl. lorr.*).

(3) Alexandre Royer, né à Nancy, fit profession à Saint-Léopold en 1646, et mourut supérieur du prieuré de Lay, en 1695 (Calmet, *ibid.*).

(4) Sébastien Mourot, né à Moineville (c. de Briey, M.-et-M.), fit profession à Saint-Mansuy en 1691, et fut abbé de Saint-Avoid (Calmet, *ibid.*).

(5) Thomas Mangeart, né à Metz en 1695, fit profession à St-Epvre, se distingua comme numismate et comme prédicateur. Il publia deux volumes de *sermons sur le Purgatoire*, à la prière de Mgr Bégon (Calmet, *ibid.*).

(6) Romain Colson, lorrain, fit profession à Saint-Mansuy en 1664, et mourut au Saint-Mont en 1712 (Calmet, *ibid.*).

(7) Calmet en donne un passage dans sa *Bibliothèque lorraine* (col. 297).

(8) Charles Georges, né à Nancy, fit profession à Saint-Mansuy en 1658, fut plusieurs fois supérieur majeur de la congrégation, et mourut à Moyenmoutier en 1731. — Ses œuvres sont restées manuscrites (Calmet, *Bibl. lorr.*).

contre les chanoinesses trop mondaines, trop fières de leur noblesse et de leurs prérogatives. Ses monographies des *abbayes de Remiremont, de Saint-Pierre-aux-Nonnains et de Sainte Marie de Metz* eurent pour but premier de prouver, pièces en mains, à ces filles dégénérées, qu'elles avaient saint Benoît pour père et les constitutions bénédictines pour règle. Son zèle était digne d'un meilleur succès.

Dom Calmet se hasarda dans des études de magie. Ses *dissertations sur les apparitions des anges, des démons et des esprits et sur les revenants et vampires* (1) eurent un grand succès de curiosité (2) (tant l'homme est avide de surnaturel); mais elles mêlèrent à sa renommée toujours croissante un reproche bien mérité de crédulité naïve. Dans ces matières aussi délicates, comme du reste partout ailleurs, l'infatigable travailleur eût bien fait de critiquer et de contrôler ses autorités et ses documents.

Les études historiques, pour nos moines lorrains, furent avant tout des études patriotiques. Chacun de leurs monastères eut sa monographie: Moyenmoutier, par Dom Alliot et Dom Hubert Belhomme; Lay, Saint-Léopold et Senones, par Dom Calmet; Saint Mansuy par Dom Vasimont (3); Flavigny, par Dom Remy Ceillier (4); Saint Nicolas, par Dom Charles Georges.

C'est à l'honneur de la terre natale et de la famille ducale que Dom Calmet éleva son *Histoire de Lorraine*, d'abord en trois, puis en sept volumes in-folio; sa *Bibliothèque lorraine*; sa *Notice de la Lorraine*: les corrections et les suppressions qu'il dut subir de la part du gouvernement de Léopold, trop timide, et de l'administration française, trop ombrageuse, nous prouvent combien l'abbé de Senones avait pris à cœur cette œuvre nationale (5).

(1) Paris, De Bure, 1746, in-12.

(2) Ce livre eut trois éditions et deux traductions (en allemand et en italien), du vivant de Dom Calmet, et Dom Fangé en donna une quatrième édition en 1759.

(3) Charles Cachedenier de Vasimont, né à Bar en 1657, fit profession à Saint-Mihiel en 1677, fut prieur de Flavigny en 1712, et mourut en 1735. — Le manuscrit est perdu (Calmet, *Bibl. lorr.* — Beugnet, *op. cit.*).

(4) Cette notice est restée manuscrite. Il en existe deux copies, l'une à Solesmes, l'autre à Flavigny-sur-Moselle, chez les Dames Bénédictines.

(5) La première édition fut soumise par Léopold à une commission présidée

Avant lui, Dom Henri BAGARD (1) avait écrit, mais laissé manuscrits, un *Traité des alliances de la Maison d'Autriche*, un *Traité des alliances de la Maison de Lorraine* et une *Histoire abrégée de la Maison de Lorraine*, d'après le système de Chantereau Le Févre et du P. Jérôme Viguiier (2). Dom Charles CACHEDENIER DE VASIMONT, prieur de Flavigny, avait aussi composé la *Vie et le catalogue des ducs de Lorraine*, une *Histoire de Bar-le-Duc* et un *Traité sur la nullité de la mouvance du Barrois*, qui ne dut point lui concilier des sympathies à la cour de Versailles. Ce ne fut pas la colère de la France, mais le ressentiment de ses compatriotes dont il avait supprimé ou dédoré le blason, que dut encourir Dom Ambroise PELLETIER (3). Le premier volume de son *Nobiliaire de Lorraine*, lequel contenait les renseignements relatifs aux anoblis, déclencha un orage terrible : la Cour souveraine, cédant à des réclamations intéressées, décida que ce livre ne ferait pas foi en justice, et le savant, mais intègre généalogiste mourut, victime des mauvais traitements qu'exercèrent sur lui certains gentilshommes, irrités de ses révélations.

Numismatique, architecture, beaux-arts, médecine, il n'est point de branches que n'aient touchée nos moines lorrains. Dom Thomas MANGEART, le prédicateur, fut appelé à Vienne, pour organiser le cabinet de médailles du prince Charles-Alexandre, gouverneur des Pays-Bas, et composa une *Introduction à la science des Médailles*,

par le procureur général Le Febvre et subit des remaniements (liste chronologique des ducs de Lorraine, t. I, p. ex.) ou des suppressions (au tome II, p. ex., la pagination est interrompue de la colonne 1392 à la colonne 1437), afin de retrancher tout ce qui était favorable aux prétentions du chapitre de Remiremont, à l'usurpation des Français sur la partie occidentale du Barrois (Barrois mouvant) et ce qui aurait pu faire supposer que les ducs de Lorraine n'avaient pas entièrement renoncé à l'ambitieuse politique des Guises (Cf. Digot, *op. cit.*).

(1) Henri Bagard, né à Nancy, fit profession à Saint-Mihiel en 1663, et mourut à Longeville en 1709 (Calmet, *Bibl. lorr.*).

(2) C'est le système suivi actuellement du moins dans ses grandes lignes (Cf. Digot, *Hist. de Lorr.*, I, 427 et sq.).

(3) Ambroise Pelletier, né à Portieux en 1703, fit profession en 1721, vécut à l'abbaye de Senones et fut curé de la paroisse. Il composa le *Nobiliaire ou Armorial général de la Lorraine et du Barrois, en forme de dictionnaire*. Le premier volume contenant les anoblis, a seul paru, à Nancy, chez Thomas en 1758 (in-fol. avec blasons). Le second tome devait renfermer les familles de l'ancienne chevalerie.

pour servir à la connaissance des dieux, de la religion, des sciences, des arts, (1) etc. Les ALLIOT, restèrent fidèles aux traditions et aux aptitudes de leurs ancêtres : l'oncle se livra à des expériences de transfusion du sang et le neveu écrivit un traité sur le *Cancer*, mal dont la guérison était un secret de famille (2). Enfin, Dom Léopold DURAND (3) dressa les plans du château de Commercy, des abbayes de Saint-Epvre, d'Echternach (4), de Moyenmoutier (5), du prieuré de Châtenois, fit un *Traité des bains et eaux de Plombières* et laissa différents livres de peinture, de sculpture, de géométrie, d'architecture, d'industrie, etc.

La congrégation de Saint-Vanne souffrirait assurément d'être mise en parallèle avec sa puissante sœur, la congrégation de Saint-Maur. Sauf Dom Calmet et Dom Ceillier, elle ne peut guère offrir de profonds érudits et d'écrivains de mérite ; elle n'a entrepris aucune grande collection d'histoire, de patristique ou de littérature ; mais ses travaux, pour être plus modestes, n'en témoignent pas moins l'amour de l'étude, l'attachement à la patrie, le zèle de la religion. Si, au lieu d'être perdus dans les vallées vosgiennes et d'appartenir à des communautés relativement peu nombreuses, les bénédictins lorrains eussent joui de toutes les facilités qu'offrait à leurs confrères parisiens la riche abbaye de Saint-Germain-des-Prés, ils se fussent placés, et pour leur ardeur, et pour leurs travaux, tout à côté des Mabillon, des Ruinart, des Montfaucon. Nous en avons pour garant la singulière estime où les tenaient ces princes de la science et de l'érudition française.

Les disciples de Servais de Lairuels, les **Prémontrés de l'Antique-Rigueur**, furent les émules des fils de Didier de La Cour ;

(1) Paris, D'Houry, 1763. in-fol.

(2) Voir p. 350, n. 4, et 353, n. 2.

(3) Léopold Durand, né à Saint-Mihiel en 1666, fut chanoine de Saint-Genoul dès 1674 et, après avoir suivi quelque temps la carrière du barreau, entra chez les Bénédictins, fit profession à Munster en 1701, et mourut à St-Avold en 1749. Dom Calmet a donné le catalogue de ses œuvres dans sa *Bibliothèque lorraine*.

(4) Abbaye de Bénédictins, sur la Sure, dans le grand duché de Luxembourg.

(5) L'œuvre de Durand et de Belhomme fut remplacée à la fin du siècle par une construction plus grandiose et dont on peut admirer encore aujourd'hui les majestueuses proportions.

leur foyer d'études fut aussi dans les solitudes des Vosges, et leur grand instigateur fut Charles-Louis Hugo, abbé d'Étival, personnage que nous rencontrerons souvent dans la suite de cette étude (1). Dès 1701, alors prieur de Saint-Joseph de Nancy, il fit paraître des études historiques qui le signalèrent à l'attention de Léopold (2), lui méritèrent le titre d'historiographe de Lorraine, lui valurent la charge honorable d'écrire une histoire des duchés, mais lui attirèrent de fâcheuses polémiques, les foudres du Parlement de Paris et la colère de Louis XIV.

Hugo fut plus heureux avec l'histoire de son ordre. En 1700, il entreprit de revendiquer pour ses confrères le titre de chanoines (3); en 1704, il donna une *Vie de saint Norbert* (4), « la plus belle et la plus complète qui ait été écrite en notre langue », au témoignage d'un critique fort compétent (5); en 1725, à l'imitation des Bénédictins de Saint-Maur, il entreprit de réunir, dans ses *Sacrae Antiquitatis monumenta*, un grand nombre de documents inédits, intéressant la Lorraine et sa famille religieuse (6). Mais il rêvait une œuvre plus considérable : il voulait faire pour Prémontré ce que Mabillon avait entrepris à la gloire du grand arbre de saint Benoît. Son ouvrage devait comprendre quatre parties :

(1) Cf. Eug. Martin *Servais de Lairuels et la Réforme des Prémontrés en Lorraine et en France*. Nancy, Vagner, 1893, ch. v.

Charles-Louis Hugo, né à Saint-Mihiel, fut prieur de Saint-Joseph de Nancy (1700-1710), puis abbé d'Étival, et mourut dans ce monastère, le 2 août 1739. — Cf. Digot, *Éloge historique de Charles-Louis Hugo, abbé d'Étival, évêque de Ptolemaïde*. Nancy, Grimblot, 1843.

(2) La *Préface* du *Système chronologique, historique des évêques de Toul* (de Riguet). Nancy, Barbier, 1701, in-8°. — Balécourt (Hugo), *Traité historique et critique sur l'origine et la généalogie de la Maison de Lorraine*. Berlin (Strasbourg), Ulrich Liebpert, 1711, in-8°. — *Nobiliaire de Lorraine* (ms. aujourd'hui à Vienne). — *Vies de Charles IV et de Charles V* (ms. dont une copie se trouve à la bibliothèque de Nancy, nos 86 et 129).

(3) *Critique de l'histoire des Chanoines, ou Apologie des Chanoines propriétaires, depuis les premiers siècles de l'Église jusqu'au XII<sup>e</sup>, avec une dissertation sur la canonicité de l'Ordre de Prémontré*. Luxembourg, 1700.

(4) *La vie de saint Norbert, archevêque de Magdebourg et fondateur de l'Ordre des Chanoines Prémontrés. Avec des notes pour l'éclaircissement de son histoire et de celle du XII<sup>e</sup> siècle*. Luxembourg, A. Chevalier, 1704, in-4°.

(5) Père Godefroy Madelaine, *Hist. de saint Norbert*, p. 16.

(6) *Sacrae Antiquitatis monumenta historica, dogmatica, diplomatica...* t. I, Stivagii, Martin Heller, 1725 — t. II, in oppido Sancti-Deodati, Charlot, 1731. in-4°.

la *Monastériologie*, ou chronique abrégée de chaque maison ; l'*Histoire*, ou les annales de l'ordre, depuis sa fondation jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle ; la *Bibliothèque*, suite de notices sur la vie et les travaux de tous les écrivains prémontrés ; le *Ménologe*, ou actes des saints de la famille norbertine. De ce vaste ensemble, seule la *Monastériologie* a été publiée (1) ; la *Bibliothèque* fut achevée vers 1737 (2) ; en 1739, le premier siècle de l'*Histoire* fut soumis à l'examen de l'abbé de Vence, censeur royal (3), et le titre du *Ménologe*, confié aux presses d'Antoine Leseure (4). Malheureusement la mort de l'infatigable travailleur, le 2 août de cette année, interrompit ces publications, et le concours de circonstances que nous suivrons plus tard ne permit point de les reprendre.

L'œuvre de Hugo reste donc imparfaite ; mais ce qui nous en reste, nous donne une haute idée de ses aptitudes historiques et nous autorise même à penser qu'il était, sur ce point, supérieur à Dom Calmet.

L'abbé d'Étival eut des collaborateurs : Jean BLAMPAIN (5), docteur en théologie, annota plusieurs des documents qui prirent place dans les *Sacræ Antiquitatis monumenta*, et composa un cours de Droit canon (6) ; plus tard, brouillé avec son maître, il entreprit le *Jugement* de ses écrits (7), ouvrage trop inspiré par le ressentiment pour être impartial et digne de foi ; Charles MARTIN, supérieur de Saint-Odile (8) et plus tard abbé de Cuissy (9), rédigea en grande partie la *Préface* de la *Monastériologie* et composa une

(1) *Sacri et canonici Ordinis Præmonstratensis annales. Monasteriologia.* Nancy, Cusson, 1731. 2 vol. in-fol.

(2) Cf. Lienhart, *Spiritus litterarum a scabiosis C. Oudin calumniis vindicatus*. Aug. Vind., Mathieu Roger, 1771. Ce manuscrit semble perdu.

(3) Ce manuscrit semble perdu.

(4) Lienhart, *op. cit.*

(5) Jean Blampain, né à Vignot en 1704, fit profession à Pont-à-Mousson en 1721, enseigna à Étival la rhétorique, la philosophie, la théologie, le droit canonique, fut prieur et curé d'Étival (Calmet, *Bibl. lorr.*).

(6) *Jus canonicum regularium, præsertim Præmonstratensium.*

(7) *Jugements des écrits de M. Hugo...* 1738, in-8°.

(8) Charles Martin était né à Tilly-sur-Meuse, au diocèse de Verdun (c. de Souilly, Meuse). (Calmet, *Bibl. lorr.*)

(9) Cuissy, abbaye de Prémontrés, près de Laon.



*Notice sur le couvent de Saint-Odile.* Charles SAULNIER (1), prieur d'Étival, laissa une traduction manuscrite des *Statuts de l'Ordre de Prémontré*.

Tous ces religieux stivagiens ne faisaient que suivre les traditions laborieuses de la maison : rappelons-nous le Père Épiphané LOUIS, ce savant et pieux mystique (2), et citons encore le Père Antoine AUBERTIN (3) († 1678), auteur des *Vies de saint Astier*, ermite du Périgord (4), et de *sainte Richarde*, femme de Charles-le-Gros et abbesse d'Andlau : le Père Hugues PELTRE (5) († 1724) qui fit imprimer à Strasbourg une vie de la Patronne de l'Alsace (6).

Les autres communautés norbertines ne restèrent point inactives. L'abbaye de Sainte-Marie-Majeure fut le siège du noviciat et du scolasticat de la congrégation, pour la partie lorraine (7). Nicolas FRANÇOIS, abbé de Jandheures († 1743), soucieux du maintien de l'esprit religieux, composa deux opuscules ascétiques : *La bonne conduite d'un novice pendant son noviciat* et *La bonne conduite que doit tenir un religieux profès* (8). Le P. Albert MARION, prémontré de Rangéval et curé de Sanzey, s'occupa de questions canoniques et le F. Nicolas PIERSON, qui dressa les plans de plusieurs monastères de l'ordre (9), fit preuve de connaissances profondes et de singulières aptitudes pour l'architecture sacrée et profane.

(1) Charles Saulnier, né à Nancy en 1690, fit profession à Pont-à-Mousson en 1709, fut prieur, puis coadjuteur d'Étival, et mourut prématurément en 1738 (Calmet, *op. cit.*).

(2) Voir plus haut, p. 260 et sq.

(3) Antoine Aubertin, profès de 1635, prieur d'Étival en 1651, mourut à Brioules-sur-Meuse en 1678 (Calmet, *op. cit.*).

(4) *La vie de saint Astier, solitaire en Périgord*. Nancy, Charlot, 1656.

(5) Hugues Peltre, né à Vic ou à St-Nicolas, fit profession en 1658 et fut supérieur de la résidence de Sainte-Odile. Il mourut à Justemont en 1724 (Calmet, *op. cit.*).

(6) *Vie de Sainte-Odile*. Strasbourg, Storch, 1699. — *Ibid.*, 2<sup>e</sup> éd., 1709.

(7) Les monastères réformés étaient partagés en trois groupes : Lorraine, Champagne, Normandie (Cf. Eug. Martin, *op. cit.*).

(8) Nicolas François, né à Prény, fut maître des novices à Sainte-Marie-Majeure, supérieur de Saint-Joseph de Nancy, et abbé de Jandheures. C'est lui qui rebâtit ce dernier monastère (Calmet, *Bibl. lorr.*).

(9) Sainte-Marie-Majeure, Jandheures, Rangéval, le portail de Sallval, les tours d'Étival, etc. — Nous le retrouverons architecte du palais épiscopal de Toul (Calmet, *op. cit.*).

Sur la recommandation du chapitre de la congrégation, un nombre assez considérable de religieux prirent leurs grades en théologie; les communautés les plus nombreuses eurent leurs cours de philosophie et de théologie et toutes les maisons, de riches bibliothèques. Si les Prémontrés lorrains n'ont point égalé les Bénédictins de St-Vanne, la cause en est surtout leur infériorité numérique : les exigences du ministère et de l'administration ont absorbé la plus grande part de leur activité.

Les autres ordres jetèrent moins d'éclat. Toutefois les **Capucins** peuvent nous montrer avec fierté **BENOIT-PICART** et **THOMAS DE CHARMES** (1). Au premier qui mérita si bien du diocèse de Toul et de toute la Lorraine, il n'a manqué, pour éclipser Hugo et Dom Calmet, que d'appartenir à un ordre plus riche en hommes, plus puissant en influences, plus soucieux de l'objet de ses études, qui lui assurât des collaborateurs, des protecteurs et, avant tout, une complète formation historique et littéraire. Le second, originaire de Charmes-sur-Moselle (2), fut non seulement le maître de ses frères,

(1) Gilles *Picart*, en religion le Père *Benoît* de Toul, né à Toul en mai 1663, sur la paroisse Saint-Jean, était fils de Jean Picart, notaire royal. Il entra chez les Capucins, se livra d'abord à la prédication et fut envoyé en 1695 au couvent du faubourg Saint-Mansuy dont il fut plus tard gardien et où il mourut en janvier 1720.

Il a laissé un bon nombre d'ouvrages historiques; voici les principaux :

*La vie de saint Gérard* (voir t. I, p. xxv).

*Dissertation critique pour prouver que la ville de Toul était la capitale et le siège épiscopal des Leuquois*, etc. Toul, 1702, petit in-8°.

*Défense de l'antiquité de la ville et du siège épiscopal de Toul*. Paris, Simon Langlois, 1702, in-8° (voir t. I, p. 31).

*L'origine de la très illustre Maison de Lorraine. Avec un abrégé de l'histoire de ses princes*. Toul, Alexis Laurent, 1704, in-8°.

*Histoire... du diocèse de Toul* (voir T. I, p. xxv).

*Veteris ordinis seraphici monumenti nova illustratio*. Toul, Alexis Laurent, 1708, in-8°.

*Pouillé... du diocèse de Toul* (T. I, p. xli).

*Histoire ecclésiastique et civile de la ville et du diocèse de Metz*, 1718 (ms. des bibliothèques de Metz et de Pont-à-Mousson).

*Histoire de la ville et des évêques de Verdun*, 1719 (perdue).

*Vies des hommes illustres du diocèse de Toul* (perdue).

Cf. Digot, *Éloge historique du R. P. Benoît Picart*, dans *Mém. Soc. royale de Nancy*, 1845. — T. I, p. xxv et sq., et T. II, Livre XII, *passim*.

(2) Claude *Thomas*, en religion le Père *Thomas*, né à Charmes en 1703, fut professeur de théologie et définiteur de son ordre, et mourut à Nancy en 1765.

mais celui du clergé français et étranger : son *Manuel de Théologie dogmatique et morale* mérita les éloges de Benoît XIV, eut de nombreuses éditions, contribua puissamment à répandre des opinions également éloignées du rigorisme et du relâchement et contrebalança les dangereux enseignements des auteurs de Jansénius.

Le Père VINCENT (1), tiercelin, composa plusieurs ouvrages assez médiocres sur la Lorraine, oscilla entre plusieurs systèmes sur la question alors si controversée de l'origine de la famille ducale, publia une *Vie de saint Sigisbert* qui fut l'objet de chaudes discussions (2), et une *Histoire de Notre-Dame de Sion*. Le Père THIERRY (3), dominicain et bon théologien, prit aussi part au débat et envoya au Père Hugo une *Lettre sur le Traité* du pseudo-Baleicourt. Le Père ALBERT DE SAINTE-THÉRÈSE (4), carme, se fit un nom comme prédicateur et laissa manuscrits six volumes de philosophie, de morale, de théologie et d'histoire. Le Père Joseph-Antoine MACCUSON (5), moine de l'ordre de Cîteaux et abbé de Marcilly, se fit remarquer par ses aptitudes variées : il rédigea une *Dissertation sur le feu boréal*, imagina un *Système nouveau sur le soleil*, écrivit un *Traité historique du chapitre général de l'ordre de Cîteaux*, l'*His-*

Il composa une *Theologia universa ad usum sacre Theologie candidatorum*, œuvre de six à sept volumes in-8° qui eut plusieurs éditions et dont Benoît XIV a loué la doctrine. Il a fait lui-même le résumé de son ouvrage : *Theologia redacta in Compendium per interrogata et responsa ad usum examinandorum*, résumé qui eut un semblable succès. Une réimpression de cette théologie fut donnée, chez Lethiellieux, à Paris, en 1872, par les soins des professeurs du séminaire de Saint-Dié (Cf. Calmet, *Bibl. lorr.* et *Supplément*. — *Notice sur le P. Thomas de Charmes et ses œuvres théologiques*, dans *Sem. relig. Saint-Dié*, 1878).

(1) *Histoire fidelle de saint Sigisbert*. Nancy, Charlot, 1702. — *Histoire de l'ancienne image miraculeuse de Notre-Dame de Sion*. Nancy, Charlot, 1698. — Voir la liste et le résumé de ses œuvres dans la *Bibliothèque lorraine*.

(2) Les critiques et les réponses imprimées sont réunies en un recueil qui porte le n° 468, dans le *Catalogue Favier*.

(3) Le P. *Thierry*, né à Saulxures-les-Nancy, mourut à Nancy en 1737 (Calmet, *op. cit.*).

(4) *Albert Deschamps*, en religion Albert de Ste-Thérèse, né à Nancy, appartenait par sa mère à la famille des Charlot ; il enseigna la philosophie et la théologie, donna plusieurs carêmes à la cour de Lorraine et prononça l'oraison funèbre de Léopold, en l'église primatiale (Calmet, *op. cit.*).

(5) Jean-Antoine *Macusson*, né à Bar en 1700, fut abbé de Marcilly, au diocèse d'Autun (*Ibid.*).

toire abrégé de la conversion miraculeuse du chevalier de Brun, grand maître d'hôtel du Roi, fondateur de Marcilly, et employa les loisirs de son âge mûr à la composition d'un roman philosophique : *Les dernières révolutions de Stagire* (1). Le Père DORIGNY (2), jésuite, et le Père Louis Gaspard BERNARD (3), chanoine-régulier de Notre-Sauveur, relatèrent presque en même temps la conduite de la Providence dans l'établissement de la Congrégation de Notre-Dame.

Les **Jésuites** restaient toujours les grands maîtres de l'éducation, par leurs collèges de Pont-à-Mousson, d'Épinal, de Bar et de Nancy ; mais trop absorbés par les travaux des missions et les labeurs de l'enseignement, ils comptèrent alors peu d'auteurs de mérite. Le Père Jean-Joseph PETITIDIER (4), frère de l'abbé de Senones, chancelier, puis recteur de l'université mussipontaine, fit paraître des *Réflexions sur le mandement de Mgr l'évêque de Metz* (Mgr de Coislin) pour la publication de la constitution *Unigenitus*, dénonça les tendances jansénistes du prélat et, à l'encontre du Père Antoine Modo, se constitua le défenseur de l'opinion des évêques de Toul sur le prêt à intérêt (5). Le Père Edmond SIMONET, chancelier de l'université, fit paraître à Nancy, chez Cusson, de 1721 à 1728, les onze

(1) Voici, d'après Dom Calmet (*loc. cit.*) et selon l'ordre où elles sont énumérées ici, la description et la date de ces publications : Paris, Joseph Bullot, in-4°, 111 pp. — Bar, Brieffot, 1740, in-4°, 45 pp. — ; *Ibid.*, 1737, in-4°, 369 pp. — ; *Ibid.*, 1744, in-12, 22 pp. — Nous ne savons si les *Révolutions de Stagire* ont été imprimées : elles devaient former deux volumes in-8°.

(2) *Histoire de l'institution de la Congrégation de Notre-Dame*. Nancy, Cusson, 1719.

(3) *La conduite de la Providence dans l'établissement de la Congrégation de Notre-Dame*. Toul, Vincent, 1732 (Calmet, *op. cit.*).

(4) Jean-Joseph Petitidier, né à Saint-Nicolas en 1664, fit profession en 1698, fut professeur de théologie scolastique (1701 à 1703), chancelier, puis recteur (1704-1708) à Pont-à-Mousson. Sa *lettre sur le Mandement Coislin* parut en 1714 et sa *Dissertation théologique et canonique sur les prests par obligation stipulative d'intérêts usités en Lorraine et Barrois*, en 1745, à Nancy, chez Midon.

(5) Le Père Antoine Modo fut chancelier, puis recteur de l'université de Pont-à-Mousson en 1698. Il écrivit un *Traité sur la validité des contrats obligatoires en Lorraine*, et il rédigea contre les Quatre Articles une *Exposition de la déclaration du clergé français touchant l'autorité du Saint-Siège* et un *Examen des propositions de l'assemblée du clergé de France assemblée à Paris en 1682* ; ces deux ouvrages sont restés manuscrits (Calmet, *Bibl. lorr.* — Sommervogel, *Bibl. des Écriv. de la Comp. de Jésus*).

volumes de ses *Institutiones theologicæ ad usum seminariorum*, pour lutter contre la théologie du janséniste Habert (1). Le Père Gabriel ANTOINE (2) composa une *Théologie morale*, dont les *Mémoires de Trévoux* vantent la science et la doctrine (3), que saint Alphonse de Liguori trouve même un peu sévère (4) et que Benoît XIV donna comme manuel aux élèves du séminaire de la Propagande. Gabriel Antoine et Thomas de Charmes, par la sagesse de leurs opinions, la rectitude de leur jugement, la sûreté de leur enseignement, font vraiment honneur à l'esprit lorrain, si judicieux, si calme, si éloigné de tout écart et de tout emballement. En suivant la genèse et l'influence de leurs ouvrages, nous comprendrons mieux encore comment notre Église put résister et échapper à l'invasion des erreurs de Jansénius et de Quesnel.

A côté de ces savants, de ces érudits dont le nom nous est conservé par leurs livres ou par les catalogues des bibliophiles, un grand nombre de prêtres, religieux ou séculiers, chanoines ou curés, s'adonnaient, sans bruit mais non sans zèle et sans profit, au soin de leurs paroisses ou aux travaux de l'étude et de l'apostolat. Ils maintenaient et fortifiaient la foi, la piété et les bonnes mœurs, ouvraient des écoles, instituaient des congrégations ou des confréries, prêchaient des missions ou des retraites, faisaient bénir leur nom par leurs contemporains et laissaient après eux une influence puissante et durable.

Ils n'ont point trouvé, comme Charles LAMBERT, le saint curé de Buissoncourt (5), Pierre THOMAS, curé de Sandau-

(1) L'auteur eut le tort de faire paraître son œuvre sans l'imprimatur de l'évêque : ce qui contraria fort Mgr Bégon et nuisit au succès de l'œuvre (*Journ. de Jean-François Nicolas*, dans *Mém. Soc. Arch. lorr.*, 1899, p. 286).

(2) Paul-Gabriel Antoine, né à Lunéville en 1679, fit profession en 1694.

(3) *Mém. de Trév.*, 1727, p. 2291.

(4) P.-G. Antoine « qui inter rigidos auctores nostri temporis non infimum habet locum » (*Theol. mor.*, VI, n° 505). — « Homo valde rigidæ sententiæ » (*Homo apost.*, XVI, 108). — Cf. Hurter, *Nomenclator litterarius*, II, 1247.

(5) Charles Lambert, né à Seichamps, vers 1668, fut ordonné prêtre à Toul en 1693 ; son exactitude, sa piété, son amour du travail le signalèrent dès lors à l'administration diocésaine qui lui confia la paroisse de Buissoncourt, alors réputée pour très difficile. Son zèle et son dévouement la transformèrent complètement ; il devint l'oracle du pays et partout à la ronde, on ne le connut que sous le nom

court (1) ou le *bon Père* HAUTCOLAS, curé de Vadonville (2), des témoins pieusement indiscrets, pour transmettre à la postérité la mémoire de leurs vertus; nous en surprendrons pourtant quelques-uns dans le cours de cette étude et d'ailleurs, à défaut de documents authentiques ou de témoignages formels, n'avons-nous point, pour garants, les œuvres qui se fondèrent ou se réorganisèrent, et le progrès de la vie chrétienne qui se manifesta chez nous, durant la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, malgré des luttes de nationalités interminables et énervantes, les menaces de l'hérésie et le souvenir encore saignant d'épouvantables malheurs.

de « bon curé de Buissoncourt ». Il mourut vers 1710 et l'un de ses admirateurs composa sur lui une notice qui resta manuscrite, mais qui fut connue de Chatrian (*Journ. eccl. du dioc. de Toul*, ms. 185 de la bibl. du Sém. de Nancy) et de l'abbé Guillaume (*Hist.*, III, 491, et *Sem. relig. de la Lorr.*, 1866-67, *op. cit.*, III, 491).

(1) Pierre Thomas, né à Nancy, vers 1655, fut nommé curé de Sandaucourt en 1682, et y mourut en odeur de sainteté, le 5 janvier 1688. Sa mémoire est encore en vénération à Sandaucourt et dans les environs (L'Hôte, *La vie des Saints du diocèse de St-Dié*, II, 397 et sq.).

(2) « Antoine Hautcolas, né à Woinville, le 11 novembre 1637, élève du collège de La Marche, à Paris, ordonné prêtre à Toul le 19 décembre 1682, vicaire de St-Mihiel et desservant de Bislée, fut nommé premier curé ou vicaire perpétuel de Vadonville en 1684. Il gouverna cette paroisse pendant 25 ans, et ses vertus extraordinaires le firent regarder comme un saint. Il mourut en odeur de sainteté, le 8 mai 1709, et fut inhumé dans le chœur de l'église. Sa mémoire est restée en grande vénération » (Chatrian, *loc. cit.*). — Gillant, *Pouillé*, III, 132. — H. Labourasse, *Le bon Père Antoine Hautcolas (1637-1709)*.

---



## LIVRE XII

Les derniers ducs héréditaires de Lorraine  
(1697-1737).

Période de luttres entre les deux juridictions  
et les deux nationalités.

---

ÉVÊQUES QUI ONT SIEGÉ DURANT CETTE PERIODE

89. Henri de Thiard de Bissy, 1692-1704.

90. François Blouet de Camilly, 1705-1723.

91. Scipion-Jérôme Bégon, 1723-1753.





## CHAPITRE I

### Actes pastoraux de Henri de Thiard de Bissy <sup>(1)</sup>.

---

Il est assez difficile à l'historien de se faire aujourd'hui une idée bien nette de Henri de Thiard de Bissy. Saint-Simon le considère comme un homme dévoré d'une insatiable ambition (2); mais on connaît sa partialité de duc et pair. La Palatine, dans sa correspondance, le représente comme un Tartuffe (3) et tous les écrivains lorrains ne sont guère plus tendres à son égard; mais il faut bien tenir compte des rancunes du patriotisme. Les historiens toulois, au contraire, font de lui le plus grand éloge (4); mais

(1) SOURCES. — Arch. de M.-et-M., *loc. inf. cit.* — *Statuts synodaux*. — *Rec. des Mand.* — Baumont, *Études sur le règne de Léopold*. — Voir plus haut (p. 292 et sq.) le commencement de cet épiscopat.

(2) « Le futur évêque de Toul, étant allé tout jeune homme et presque au collège voir son père à Nancy, ce fut à qui le louerait le plus. Le père, qui était galant homme, bon citoyen et vrai, s'en impatienta: « Vous ne le connaissez pas leur dit-il; voyez-vous bien ce petit prestolet-là qui ne semble pas savoir l'eau troubler: c'est une ambition effrénée qui sera capable, s'il peut, de mettre l'Église et l'État en combustion, pour faire fortune. » Ce vieux Bissy n'a été que trop bon prophète » (St-Simon, édit. de 1829, III, 235). — « Bissy, dont l'âme est forcenée d'ambition, sous le pharisaïque extérieur d'un plat séminariste de Saint-Sulpice, était de tout temps abandonné aux Jésuites, comme à ceux dont il attendait tout pour sa fortune. » (*Ibid.*, XI, 2.)

(3) « Le cardinal de Bissy est laid; il a la mine d'un paysan bien lourd; il est fier, méchant et faux, plus dissimulé qu'on ne saurait l'imaginer, flatteur jusqu'à la fadeur; il a des moyens, mais il ne s'en sert que pour faire du mal... Le Bissy ressemble au Tartuffe, comme deux gouttes d'eau; il en toutes les manières. » (*Corresp. de Madame*, édit. Brunet, I, 214.)

(4) « Je voudrais seulement qu'il me fût permis de raconter tant de grandes actions dont j'ai été témoin.... On ne peut être plus regretté qu'il le fut. » (Ben.-Pic., 708.)

on sait que leurs œuvres étaient soumises à la censure française. Le plus sûr semble donc de tenir le juste milieu (1) et de reconnaître que Henri de Bissy, s'il eut peut-être quelque complaisance pour le Roi-Soleil et pour les honneurs de la terre, fut un prélat instruit, sage et zélé et qu'il se dépensa sans mesure, pour continuer l'œuvre de restauration, si heureusement conduite par ses deux prédécesseurs.

N'étant encore qu'évêque nommé et vicaire capitulaire, il voulut immédiatement prendre contact avec ses ouailles. Il entreprit pour cela une visite complète de son vaste diocèse, y consacra deux années, se rendit un compte exact et minutieux des abus, des besoins et des ressources et, au synode de 1690, il résuma ses observations dans une ordonnance très ferme et très documentée (2). Ce premier pas fait, le prélat ne se reposa point : suivant le conseil de saint Paul à Timothée, il pressa à temps et à contre-temps, reprenant, suppliant, menaçant, en toute patience, mais en toute énergie. Il recommença une seconde, une troisième fois ses courses pastorales, tint régulièrement les synodes et multiplia les avis, les exhortations, les mandements.

Les mœurs publiques étaient assez relâchées ; les fêtes du patron ou de la dédicace des églises se célébraient plus au bal et au cabaret qu'au pied des autels ; les soirées d'hiver étaient devenues un danger sérieux pour la vertu des jeunes filles (3). Bissy résolut de couper, d'une main vigoureuse, le mal dans sa racine. Il défendit aux parents, sous peine de refus d'absolution, d'envoyer garçons ou filles aux champs, le soir ou pendant la nuit, et il leur recommanda de les tenir, autant que possible, écartés les uns des autres durant le jour (4) ; il ordonna de séparer les sexes dans les écoles et dans les églises (5) et il interdit les danses publiques et les

(1) Ce que n'a pas fait M. Baumont dans ses *Études sur Léopold*. Il a trop prêté l'oreille aux adversaires du prélat.

(2) *Statuts synodaux*, 93.

(3) Voir sur les *veillées* ou *dailleries*, une curieuse étude de M. Labourasse, dans *Vouthon-Haut et ses seigneurs* (*Mém. Soc. Bar*, 1890, p. 236 et sq.).

(4) *Ordonnances de visite. Stat. syn.*, p. 110.

(5) *Ibid.*

autres débauches, aux fêtes du patron et de la dédicace (1) et, comme les seigneurs et les magistrats lorrains, pour contrarier leur évêque, se faisaient un malin plaisir de pousser leurs sujets à ces divertissements prohibés, il indiqua fort habilement à ses prêtres les moyens pratiques de les amener tout doucement à de meilleures dispositions. Il défendit aussi, sous peine de refus d'absolution, les « écrins, poiles, ouvroirs ou toutes assemblées nocturnes (2) » ; il les autorisait seulement dans les cas où les curés les jugeraient nécessaires, et il édicta en 1701 un règlement fort sage pour en écarter tout danger et les transformer en réunions fort édifiantes (3).

La veillée commencerait à six heures et demie et, à sept heures, la porte de la maison serait irrévocablement fermée ; elle ne s'ouvrirait plus qu'au curé, pour la visite pastorale, à la maîtresse d'école, pour le catéchisme, à la supérieure de la Charité, pour sa tournée de surveillance et, sous aucun prétexte, jamais, ni homme, ni garçon n'y serait reçu. L'assemblée commencerait par la prière et le chant d'un cantique ; à huit heures, on lirait à haute voix. pendant un quart d'heure, dans un ouvrage de piété et le quart d'heure suivant serait employé à la récollection ; puis, on se livrerait, tout en travaillant, aux douceurs de la conversation. De neuf heures à neuf heures et demie, la lectrice lirait le catéchisme et les explications que le curé lui rédigerait, puis elle les ferait répéter par les personnes présentes : excellent moyen de donner aux mères de famille la formation chrétienne qui leur est nécessaire pour bien élever leurs enfants.

A dix heures, autre lecture spirituelle d'un quart d'heure dans le livre de l'*Instruction des filles*, édité par Mgr de Toul (4), ou dans

(1) *Mandement de Mgr l'évêque comte de Toul, pour défendre danses publiques et autres dérèglements aux fêtes de patrons et dédicaces des églises.* — 1<sup>er</sup> déc. 1696 (Stat. synod., 116).

(2) *Ordonn. de visite.*

(3) *Exercice de la veille qui doit être inviolablement observé dans les ourroirs que Messieurs les Curés pourront permettre aux femmes et aux filles de leurs paroisses, lorsqu'ils le jugeront nécessaire pour le bien de leur peuple.* 1701 (Affiche in-fol., dans Rec. des Mand., I, 204 bis).

(4) *Instruction chrétienne des jeunes filles, imprimée par ordre de Monsei-*

celui des *Devoirs des femmes et des filles*. La lectrice serait désignée par le curé et, pour qu'elle ne souffrit point de dommage, les compagnes se partageraient la besogne qu'elle aurait faite pendant qu'elle était occupée à la lecture. La réunion se terminerait, vers onze heures et demie, par la récitation du chapelet et la méditation des mystères du Rosaire ; après quoi, les mères reconduiraient soigneusement leurs filles chez elles et pareraient à toute rencontre fâcheuse.

Ce règlement, un peu compliqué pour être pratique, n'en témoigne pas moins du zèle et de la sollicitude du prélat et, dans les endroits où l'on se montra docile, sinon à sa lettre, du moins à son esprit, les veillées eurent sur la vie chrétienne des paroisses rurales une très heureuse influence.

Une des causes les plus sérieuses du relâchement, c'était l'ignorance des vérités de la foi. Les évêques précédents avaient maintes fois rappelé aux curés et aux maîtres d'école leur grand devoir de l'instruction religieuse, insistant sur l'obligation du prône et du catéchisme. Souvent, il faut le reconnaître, la bonne volonté ne manquait, ni aux uns, ni aux autres ; ce qui faisait défaut, c'était ce manuel, aujourd'hui si commode et si répandu, que l'on nomme le catéchisme. Chaque curé adoptait l'ouvrage qui lui plaisait et le résumait à sa guise, au grand péril de l'orthodoxie. Henri de Bissy résolut de doter son diocèse d'un *Catéchisme* uniforme. De concert avec Claude de L'Aigle, il s'inspira des manuels déjà publiés dans d'autres Églises de France et rédigea, par demandes et par réponses, un abrégé substantiel de la doctrine catholique. Il le répartit en trois grandes sections : symbole, commandements, sacrements ; il le fit imprimer à Toul, chez Laurent, en 1703 (1), avec une *Méthode* très pratique et très détaillée *pour bien faire le catéchisme* et un choix de cantiques sur les principaux enseignements de la Foi, et il en prescrivit l'étude dans les écoles, la lecture dans les veillées ou

*gneur et qu'il ordonne être enseignée dans toutes les écoles de filles de son diocèse*, avec approbation des vicaires généraux de Toul, 1690 — réimprimé à Bruyères, chez Vivot, en 1777.

(1) *Catéchisme du diocèse de Toul, imprimé par l'ordre... de Mgr Henri de Thiard-Bissy, évêque-comte de Toul*. Toul, Laurent, 1703, in-12.

dans les communautés religieuses. Sans doute, ce catéchisme de trois cent quatre-vingt-seize pages in-12, était trop complet, trop savant, trop abstrait ; mais il réalisait déjà un progrès considérable et, du reste, un abrégé était disposé à la fin du volume, pour les commençants et pour les arriérés.

L'école alors était la préparation et le complément du catéchisme. C'était l'Église qui l'avait fondée, à l'ombre du clocher, pour la formation chrétienne de la jeunesse et si, par impossible, Henri l'avait oublié, les instructions de Louis XIV et les exemples de ses collègues de France, le lui auraient vite rappelé. Aussi, lança-t-il, le 10 mars 1695, une ordonnance en quinze articles sur la bonne tenue des écoles (1). Il rappelait aux maîtres toute la législation scolaire dont nous avons déjà pris quelque connaissance, à savoir que leurs fonctions ne se bornaient point à apprendre aux enfants à lire et à écrire, mais qu'ils devaient s'appliquer surtout à les instruire de leurs prières, des premiers éléments de la doctrine chrétienne et assister leur curé dans l'exercice de son ministère. Ils devaient donc connaître leur religion, mener une conduite sage et exemplaire, savoir le plain-chant et les cérémonies.

Nul ne pourrait désormais ouvrir une classe, sans subir un examen auprès de l'official sur la lecture, l'écriture, le catéchisme, le chant et l'office divin et recevoir une commission de l'évêque. L'autorisation épiscopale devait être renouvelée chaque année et les paroissiens étaient exhortés à ne recevoir personne comme *magister* par cabales ou par simple considération d'amitié ou de parenté.

Le maître d'école devait éviter tout ce qui pourrait nuire à l'estime et au respect, dus à ses hautes fonctions. Il lui était interdit d'exercer l'office de procureur ou de sergent, le métier de cabaretier ou de joueur de violon ; de fréquenter les bals et les tavernes ; de s'enivrer, de jurer, de se quereller, de proférer des injures, de recourir aux châtimens corporels, etc.

Si, dans la localité, se trouvait une école de filles, il ne recevrait

(1) *Stat. synod.*, 102 et sq.

dans sa classe que des garçons et, partout ailleurs, il veillerait avec soin à une exacte séparation des sexes.

Il lui était ordonné de tenir sa classe durant toute la période où les gens de la campagne pouvaient y envoyer leurs enfants, surtout depuis la Toussaint jusqu'à Pâques, et il devait apprendre à ses élèves les formules des prières, en latin et en français, le chant, la manière de servir la messe et les autres cérémonies de l'Église. Chaque jour, il ferait réciter les prières, le matin, en latin, et le soir, en français et, deux fois par semaine, il donnerait une leçon de catéchisme.

Il devait l'honneur et le respect à son curé, en tout ce qui concernait l'instruction des enfants, l'administration des sacrements, la célébration du service divin ; il le recevait, quand il ferait la visite de l'école, conformément aux prescriptions des statuts diocésains, et il tiendrait compte de ses observations et de ses avis.

Plus encore que le recrutement, la vie et les devoirs des maîtres d'école, la formation, la conduite, le travail, le ministère des ecclésiastiques étaient l'objet de la sollicitude du prélat. Il renouvela, au synode du 2 avril 1704, le règlement de son prédécesseur sur l'admission à la tonsure et il recommanda aux curés de veiller avec soin sur les jeunes clercs qui habitaient leurs paroisses (1). Il continua la construction du séminaire : son prédécesseur avait légué pour cela une somme de dix-huit mille francs (2) ; un arrêt du Parlement, en date du 11 avril 1690, avait attribué au séminaire de Toul douze bourses que Marguerite de Lorraine, duchesse d'Orléans, avait fondées par son testament, pour l'éducation sacerdotale de douze gentilhommes pauvres (3) ; d'autres bienfaiteurs s'étaient intéressés à cette œuvre et le subside de soixante mille livres, accordé en 1680, avait fourni de précieuses ressources (4).

Mais les malheurs de la Lorraine, les exigences de l'occupation française, des difficultés de toutes sortes avaient contrarié la levée de ce subside décennal ; il restait encore, en 1696, 13,232 livres

(1) *Stat. syn.*, 134.

(2) *Arch. de M.-et-M.*, G. 143.

(3) *Ibid.*, G. 125.

(4) Voir p. 271.

10 sous à percevoir (1), et les dépenses des bâtiments s'élevaient, à la même époque, à 66,212 livres, 10 sous (2). Quelle que fut la simplicité des constructions, la situation financière n'était donc pas brillante, et l'évêque dut aviser à se créer des ressources.

Un mandement du 2 décembre 1696 ordonna la levée du reliquat du subsidé (3) ; mais, comme cette imposition extraordinaire ne pouvait, ni suffire à équilibrer le budget, ni se renouveler, alors que la paix de Ryswick avait rendu à la Lorraine son indépendance et partagé de nouveau le diocèse en deux nationalités, il songea à profiter de la permission qu'il tenait du concile de Trente et à réunir au séminaire quelques bénéfices simples du diocèse. Or, justement, dans les terres de l'ancien temporel de l'évêché, se trouvaient deux collégiales, érigées par deux de ses prédécesseurs et réduites à rien par les longues épreuves du pays : c'étaient le chapitre de Saint-Euchaire, à Liverdun, et celui de Saint-Nicolas, à Brixey.

La collégiale Saint-Euchaire devait son origine à Pierre de Brixey, second fondateur de Liverdun. Le prélat l'avait instituée, en 1184, pour assurer le service religieux dans son château et honorer le tombeau et les reliques de saint Euchaire, conservés dans cette église (4). Elle compta d'abord un prévôt, un doyen et quatre chanoines ; plus tard, une série de donations porta le nombre des prébendes à treize ; le prévôt était, de droit, archidiaque de Port (5). Mais, à la fin du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle, les revenus étaient tellement amoindris que la plupart des chanoines avaient obtenu d'être dispensés de la résidence ; les maisons canoniales étaient en majeure partie ruinées et l'office du chœur ne se faisait qu'aux jours de grande solennité (6).

Le chapitre de Brixey n'était pas dans une situation plus florissante. Fondé en 1261 par l'évêque Gilles de Sorcy, composé à l'ori-

(1) Arch. de M.-et-M., G. 128.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*

(4) Voir T. I, 263.

(5) Arch. de M.-et-M., G. 132.

(6) *Ibid.*, G. 142 et 143.



gine d'un doyen, d'un chantre, de treize chanoines et de quatorze vicaires (1), il ne comptait alors que trois membres (2) et n'était plus que l'ombre de lui-même.

L'évêque résolut de supprimer ces deux collégiales, vouées à la décadence et à la ruine, et d'en consacrer les revenus à l'œuvre, éminemment utile, de la formation des jeunes clercs. Les prébendes étaient des bénéfices simples ; il en avait la collation ; il se sentait appuyé par le roi ; il crut pouvoir procéder par lui-même sans recourir à la Cour romaine. N'avait-il pas pour lui le décret du concile de Trente et les maximes de l'Église gallicane ? C'est alors que les difficultés l'assaillirent : il est si pénible de faire sur cette terre l'œuvre de Dieu ! (3).

Dissimulant ses intentions, Henri de Bissy fit proposer aux chanoines de Liverdun, par Thomas Le Lièvre, prévôt épiscopal, de lui abandonner les biens et les revenus de leur chapitre contre la promesse d'une pension équivalente. L'affaire semble avoir tout d'abord abouti ; mais, bientôt après, les chanoines se ravisèrent. Le 3 juillet 1697, ils adressèrent une requête au lieutenant-général du roi près le bailliage de Toul, pour faire assigner par devant lui le procureur que le prélat leur avait donné. Puis, le 13 février suivant, ils formèrent entre eux un traité d'alliance et s'engagèrent, avec la sanction de cinquante livres d'amende, à résister aux menées de l'évêque (4).

L'instigateur de tout le mouvement était Didier Collinot, de Neuville-en-Verdunois, privé de sa cure de Lavallée, pour sa conduite peu sacerdotale, par sentence de l'officialité de Bar (juillet 1695). Une résignation faite en sa faveur lui avait procuré une stalle au chapitre de Saint-Euchaire, et Bissy l'avait accepté, moyennant la promesse formelle de mener désormais une vie plus édifiante.

(1) Voir T. I, 320.

(2) Arch. de M.-et-M., G. 125.

(3) Pour la plupart des détails de cette curieuse affaire du chapitre de Liverdun, voir Arch. de M.-et-M., G. 142 et 143.

(4) *Au Roi et à Nosseigneurs de son Conseil, requête des chanoines et des habitants de Liverdun* (Bibl. de Nancy, N° 7,416 du Catalogue Favier).

Une fois entré dans Liverdun, Collinot fut le frelon dans la ruche ; il gagna à sa cause deux de ses confrères, Charles-Laurent Vaultrin, dit l'ainé, et Jean Louis, et il terrorisa les autres. A la suite de l'assemblée de février, il se présenta à Toul au nom de ses collègues, informa le prélat de la ligue formée contre lui et l'invita à rendre au chapitre les biens qui lui appartenaient. L'évêque refusa, se vit assigné, le 6 mars 1698, devant le lieutenant-général du bailliage, et répondit au défit de Collinot en ordonnant la visite canonique de l'église de Liverdun. Nicolas Martine, curé de Montier-sur-Saulx et doyen rural de Dammarie, fut désigné pour commissaire.

Les trois chanoines firent opposition à cette visite et ils en appelèrent comme d'abus au parlement de Metz ; Bissy les fit enlever et conduire dans les prisons de l'évêché et, comme Collinot avait à son passif un certain nombre d'actes répréhensibles, une sentence de l'officialité diocésaine (juin 1698) le déclara déchu de son titre de chanoine (1). Cet arrêt fut confirmé, après appel, et par l'officialité de Trèves, et par le Parlement de Metz. Vaultrin l'ainé fut, lui aussi, frappé de la même censure. Quant à Louis, il avait déjà au greffe de l'officialité un casier assez bien fourni (2).

Pendant, le 4 mai 1699, le grand archidiacre, Antoine Dumesnil, présenta à l'évêque une requête le priant de supprimer les chapitres de Liverdun et de Brixey et d'en unir les revenus au séminaire. Henri de Bissy agréa cette demande, qu'il avait du reste suscitée, fit saisir les biens, le 10 du même mois, prescrivit une enquête *de commodo* et chargea de l'information Hyacinthe Chevalier, chanoine de Toul.

(1) Arch. de M.-et-M., G. 1297. — Sur la couverture du dossier, on lit cette note du greffier : « Comme ce chanoine était l'un de ceux qui s'opposaient injustement à la suppression du chapitre et que les oppositions ont été inutiles, on croit superflu de faire l'extrait des actes de la dite procédure, qu'il faudra pourtant commencer pour faire voir que les désordres des chanoines de Liverdun, la négligence du service et leurs absences fréquentes a donné lieu à la suppression. »

(2) Louis avait été curé de Moutrot, et sa vie peu sacerdotale l'avait fait condamner, en 1680, à 3 mois de prison, « *in pane doloris et in aqua tristitiæ* » ; en 1689, une nouvelle sentence, provoquée par de nouveaux désordres, l'avait forcé à permuter sa cure, et l'on avait eu la condescendance de lui laisser une stalle à Liverdun (Arch. de M.-et-M., G. 131).

Chevalier vint à Liverdun et cita devant lui les chanoines et les habitants. Le prévôt du chapitre, Jobal de Pagny, archidiacre de Port, se déclara prêt à renoncer à sa dignité. Le doyen, André Poirier, les chanoines Jean Gœury, Jacques Husson, Jean de Cornay, Jean-Nicolas Vaultrin, dit le jeune, François Nègre du Poyau, Nicolas Broüilly (1), Jean-François de La Mare, donnèrent leur consentement, moyennant une pension plus ou moins forte (2). Nicolas Cachedenier, dit Vasimont (3), alors au séminaire, fit comme ses confrères : seul, Jean Louis déclara ne pouvoir prêter la main à cette entreprise de l'évêque de Toul. Quant au maître-échevin, tout en avouant que le chapitre était en pleine décadence, il s'éleva contre la suppression, alléguant le préjudice que causerait au bourg la disparition des chanoines et la crainte de voir périmer une transaction, faite en 1586 entre le chapitre et les habitants (4). Qui donc, dès lors, entretiendrait l'église et assurerait le service paroissial ?

L'opposition du corps municipal n'était point appuyée sur des raisons péremptoires ; la presque totalité des chanoines donnait son assentiment : Henri de Bissy n'hésita plus à frapper le grand coup. Le 1<sup>er</sup> juillet 1699, parut l'ordonnance épiscopale qui supprimait les chapitres de Brixey et de Liverdun et unissait leurs biens au séminaire de Toul et, le 6 octobre suivant, des lettres patentes du roi de France confirmèrent cette transaction. Les charges du chapitre incomberaient au séminaire ; les chanoines pourraient rester dans leurs maisons canoniales ; ils conserveraient leurs vignes ; ils recevraient chaque année cent vingt livres d'argent et dix bichets de blé, jusqu'à ce qu'ils fussent pourvus d'un bénéfice valant au moins trois cents livres ; mais en revanche, ils

(1) C'est l'auteur de la *Défense de l'Église de Toul*. Voir p. 348, n. 5.

(2) Le chiffre le plus commun est 300 livres.

(3) Cachedenier entra chez les Cordeliers.

(4) En 1586, par suite des dévastations des bandes protestantes, les habitants, ayant perdu leur église paroissiale Saint-Martin, avaient obtenu des chanoines, moyennant quelques droits utiles, la concession de l'autel Saint-Pierre, dans la collégiale. L'entretien de l'église restait tout entier à la charge du chapitre (Arch. de M.-et-M., G. 142).

acquitteraient les obits et les fondations, tant qu'ils jouiraient de la pension.

A Brixey, les choses se passèrent sans trouble. Le doyen, Gardon, et les deux chanoines, Trotot et Tanron, acceptèrent la pension, et Pierre-Casimir de Cès, supérieur du séminaire, prit possession de l'église et des propriétés, le 24 novembre, en présence de Claude de L'Aigle (1). De son antique chapitre, le bourg ne gardait que son nom « *Brixey-aux-Chanoines* ».

Mais, pour Liverdun, Collinot veillait. Retiré sur les terres de Lorraine et se prétendant toujours chanoine, il interjeta aussitôt appel à l'officialité de Trèves contre l'ordonnance épiscopale, joignit à son nom celui de Charles-Laurent Vaultrin, fit signer sa requête par Jean Louis et par François Nègre du Poyau, qu'il gagna vite à la cause de la résistance. Quant aux sept autres chanoines, ils ne se laissèrent pas entamer et ne revinrent pas sur leur acquiescement. Les quatre opposants obtinrent de la Cour souveraine de Lorraine, le 10 juillet, que les chanoines percevraient les rentes et les revenus situés dans les duchés, tant que l'appel porté à Trèves ne serait point jugé. C'est là encore un exemple des difficultés qu'apportait à l'administration du diocèse cette dualité de nations.

L'officialité métropolitaine, mal informée ou prévenue, cassa, le 27 août 1700, l'ordonnance de suppression. C'était, pour Collinot, un premier triomphe ; il avait entretenu soigneusement l'agitation à Liverdun ; il avait fait échouer, le 4 novembre précédent, la tentative que le prévôt épiscopal et le supérieur du séminaire avaient faite de nuit pour saisir les titres, les ornements et les vases sacrés du chapitre, et il comptait parmi ses partisans le maître d'école, Petit-Bon, et la plupart des habitants.

La sentence de Trèves aussitôt connue, Jean Louis, aidé de Petit-Bon, reprit les offices religieux. L'évêque mit la paroisse en interdit ; mais le curé, nommé par le supérieur du séminaire aussitôt après l'union, ne sut malheureusement pas garder une prudente réserve ; il s'emporta en diatribes et en injures, insulta Louis,

(1) Arch. de M.-et-M., G. 125.

Petit-Bon et le maître-échevin et fut enfin privé de son bénéfice, par l'officialité métropolitaine, le 13 août 1706.

Restait à Collinot à faire casser par le Conseil du roi l'ordonnance du 1<sup>er</sup> juillet 1699 : l'affaire était plus difficile ; mais il ne désespérait pas d'aboutir, L'appel comme d'abus fut renvoyé au Parlement de Metz. Là, les choses prirent pour lui une mauvaise tournure : les magistrats messins condamnèrent la sentence des juges de Trèves (6 juillet 1702), et la Cour souveraine de Lorraine, faisant écho à cette décision, déclara que les biens du chapitre, situés dans les duchés, seraient remis au prévôt Thomas Le Lièvre, économe-sequestre nommé par l'évêque, lequel verserait aux intéressés une pension de deux cents francs barrois.

Collinot ne fut nullement abattu ; il en rappela au Conseil du roi ; il obtint le renvoi de la cause au Parlement de Paris et le procès dura de longues années, au grand détriment du diocèse.

L'évêque ne se laissait point absorber par les soucis que lui donnaient l'installation du séminaire et bien d'autres difficultés encore, au point de négliger les ecclésiastiques employés dans le saint ministère.

Le 26 novembre 1695 (1), il avait recommandé à son clergé l'étude des sciences sacrées, surtout de l'Écriture Sainte, de la théologie morale, des traités de l'Eucharistie, de la Pénitence et du Mariage et il avait annoncé que, désormais, dans ses visites pastorales, il ferait subir à tous les prêtres des paroisses un examen sérieux sur toutes ces matières, en particulier sur les psaumes, les Évangiles, les Épîtres des Apôtres, l'administration des Sacrements, la manière de faire le prône et le catéchisme. Il avait en outre déclaré à ses prêtres qu'il chercherait si, dans leurs bibliothèques, se trouvaient les livres nécessaires à leurs travaux et insista de rechef sur le grand devoir de la prédication et sur la bonne tenue des conférences, trop souvent transformées en occasions de festins. Son but, en tout cela, avouait-il lui-même, était de conjurer l'oisiveté et de provoquer chez tous l'acquisition de la science.

(1) *Rec. des Mand.*, I, 128.

C'est la même préoccupation qui lui fit essayer à Toul, dans son palais épiscopal, une *Académie* d'études canoniques et scripturaires, analogue à celles que les Bénédictins avaient organisées dans leurs abbayes (1). Il demanda des maîtres à l'abbé de Moyenmoutier, et Dom Alliot lui envoya trois religieux distingués, Dom Hyacinthe Alliot, le jeune, Dom Mourot et Dom Calmet; mais diverses circonstances entravèrent ce projet. Dom Calmet reprit le chemin de Moyenmoutier et ses deux confrères ne tardèrent point à l'y rejoindre.

Les *Monita ad confessores* (2) que l'évêque adressa à son clergé, sont un précieux manuel du confesseur, un traité pratique et détaillé de tout ce qui concerne l'administration du sacrement de Pénitence et la direction ordinaire des âmes. Le mandement qu'il publia, le 29 avril 1699, sur les vêtements ecclésiastiques (3), fut inspiré par le plus pur esprit de la discipline de l'Église et dut réformer quelque peu l'abus criant de ces habits de toute couleur et de toute forme qui ne laissaient aucune distinction entre les clercs et les laïcs.

Ce fut pour faciliter aux prêtres la récitation de l'office divin qu'il donna, en 1695, une édition plus portative du *Bréviaire* toullois (4). C'était la reproduction de l'œuvre de Jacques de Fieux : on avait seulement corrigé quelques erreurs, composé des leçons nouvelles pour les deux fêtes de saint Gérard et des leçons historiques pour saint Auspice et saint Jacob. « Nous eussions vivement désiré, ajoutait l'évêque dans son mandement, rétablir les anciens usages et rites qui, dans leur simplicité, respirent une antiquité vénérable, surtout les psaumes fériaux qui étaient récités à vêpres, dans presque toutes les fêtes et octaves; les prières que l'on avait coutume de dire à primes (*sic*) et à complies; aussi cette autre prière *Kyrie eleison*, par laquelle on commençait les vêpres pen-

(1) Calm., *Bibl. lorr.*, Henri Thiard de Bissy.

(2) *Rec. des Mand.*, I, 189.

(3) *Mandement de Mgr l'évêque comte de Toul, pour réformer les habits immodestes des clercs* (*Stat. synod.*, 128).

(4) *Breviarium tullense in quatuor anni tempora divisum. Editio secunda, prima emendatior et correctior*. Tulli-Leucorum, A. Laurent, 1695. 4 v. in-12.

dant toute la solennité de Pâques et beaucoup d'autres usages qu'il serait trop long d'énumérer. Mais, concluait-il, il faut attendre des jours meilleurs, dans lesquels les ecclésiastiques et les fidèles puissent faire les dépenses nécessaires pour un tel supplément. »

Bientôt après, avec le même souci de conserver les traditions, il chargea le chanoine Claude Petitmaire (1) de compiler « missels, bréviaires, rituels, directoires, coutumiers et autres livres toulois » et de faire un résumé méthodique, clair et authentique des cérémonies, en vigueur dans son Église. Il voulait, par cette mesure très sage, sauver de l'oubli les usages du passé et rétablir dans les paroisses de son diocèse l'uniformité qu'avaient rompue les troubles des guerres et les malheurs des temps. Ce *Cérémonial*, parut à Toul, chez Laurent, en 1700 (2), et son complément obligé, le *Rituel* (3), fut imprimé la même année et par le même typographe.

Ces deux livres confirmaient tous les anciens usages, et le *Cérémonial* contenait, entre autres prescriptions, l'obligation, pour toutes les églises, de faire la procession avant la messe, les jours de la Chandeleur, des Rameaux, de Pâques, de Saint-Marc, des Rogations, de l'Ascension, de la Pentecôte, de la Trinité, du Saint-Sacrement et de son octave et les dimanches où tombait une solennité de première classe. A la fête de l'Assomption, mais seulement dans les paroisses françaises, on devait faire, après les vêpres, la procession du vœu de Louis XIII.

A première vue, ces livres liturgiques semblent bien inoffensifs, et pourtant la publication du *Rituel de Toul* déclencha sur l'évêque l'orage qui depuis longtemps grondait du côté de Nancy et de la Lorraine.

(1) *Délib. capit.*, Arch. de M.-et-M., G. 104, f° 87. — Claude Petitmaire, prêtre du diocèse de Paris, fut chanoine de Toul, ainsi que deux de ses frères, Jacques et François Marius. Il mourut à Paris, le 8 octobre 1728 (Dumesnil, *op. cit.*).

(2) *Cérémonial de Toul, dressé par un chanoine de l'église cathédrale et imprimé par ordre de l'Illustrissime et Révérendissime Seigneur, Mgr Henry de Thiard-Bissy*. Toul, Alexis Laurent, 1700, in-4°.

(3) *Rituel de Toul, imprimé par ordre d'Illustriss. et Rev. Seigneur, Monseigneur Henry de Thiard-Bissy, évêque-comte de Toul*. Toul, A. Laurent, 1700, in-4°.

## CHAPITRE II

### Difficultés avec la cour de Lorraine. Affaires du Rituel de Toul et du Code Léopold <sup>(1)</sup>.

---

Jusqu'au milieu du xvii<sup>e</sup> siècle, il y avait dans les duchés de Lorraine et de Bar, trois grandes classes de tribunaux (2) : en bas, les *mairies* et les *buffets* (3), justices seigneuriales qui ne connaissaient plus que des *mèsus*, ou délits commis dans les circonscriptions des seigneuries ; au-dessus, les *bailliages* et les *prévôtés*, organes du pouvoir ducal ; en haut, dans le Barrois non mouvant, la *Cour des Grands-Jours de Saint-Mihiel* et, en Lorraine, les *Assises* de l'ancienne chevalerie, qui jugeaient en dernier ressort les procès civils où le duc, les vassaux directs et les gentilshommes étaient intéressés ; la *Chambre des comptes*, conseil financier et tribunal d'appel pour les sentences que rendaient les juges inférieurs des terres qui avaient été annexées à la Lorraine, comme le comté

(1) SOURCES. — *Rec. des Mandem.* — *Extraits des registres de la Cour souveraine de Lorraine et Barrois* (Bibl. du Séminaire de Nancy, Ms. 127). — Arch. du Min. des aff. étrangères, fonds lorrain, XLVI et sq. — *Ordonnances de Léopold.* — Rogéville, *Dictionn. des Ordonn.*, I, Clergé. — Thibault, *Histoire des loix.*

Digot, *Éloge historique de Jean-Léonard Bourcier de Montureux*. Nancy, Grimblot, 1842. — Comte de Ludre, *Jean-Léonard Bourcier de Montureux*. Nancy, Vagner, 1896. — Baumont, *Études sur le règne de Léopold*. Nancy, Berger-Levrault, 1894. — Krug-Basse, *Histoire du Parlement de Lorraine et Barrois*, dans *Ann. de l'Est*, 1896 et sq.

(2) Krug-Basse, *loc. cit.*, janvier 1896.

(3) *Buffet* était synonyme de bureau et désignait un tribunal d'appel dans une justice seigneuriale.



de Blâmont, la seigneurie de Deneuvre, etc. ; enfin, le *Tribunal des Échevins de Nancy*, cour criminelle du duché.

Mais à Louis XIII, quand il créa le *Conseil souverain* de Nancy, le 17 septembre 1634, Charles IV répondit par l'érection d'une *Cour souveraine* qu'il établit provisoirement dans la petite ville de Sierk et à laquelle il attribua la connaissance en dernier ressort de toutes les causes, mêmes de celles de la chevalerie. Ce tribunal suprême fut maintenu par lui à son second retour en Lorraine et, quelles qu'eussent été les remontrances de la noblesse, l'édit du 26 mars 1661 supprima les *Assises* et confirma les pouvoirs de la *Cour souveraine des duchés de Lorraine et Barrois*.

Cette création — le mot n'est pas trop fort, car la cour de Sierk n'avait jamais fonctionné sérieusement — bouleversa toute la jurisprudence ; elle rendit nécessaire la rédaction de nouveaux codes de procédure civile et d'instruction criminelle, et surtout elle changea considérablement les rapports entre l'Église et l'État, relativement à la justice. Quoi qu'en aient pu dire les parlementaires lorrains, les duchés, jusqu'alors, étaient restés des pays d'obédience ; leurs souverains et leurs peuples étaient, du moins en général, fort soumis au Siège-Apostolique et leur clergé était ultramontain. Les appels, les assignations aux tribunaux pontificaux s'étaient tellement multipliés au <sup>xv</sup>e siècle, que René II, le 15 juin 1484, et Antoine, le 13 décembre 1519, avaient dû défendre à quiconque, de quelque état, qualité ou condition il fût, de faire citer en Cour de Rome, en première instance, soit par *edictum* ou autrement, leurs sujets de Lorraine et Barrois... « ni pareillement exécuter, ni afficher aucunes chartes ou sentences exécutoires..., sans en avoir obtenu du gouvernement ducal, congé, placet ou licence (1) ».

Ces ordonnances semblent avoir eu peu de résultats, car le même duc Antoine, s'adressant à Léon X, quelques années plus tard, le pria de remédier aux abus qui résultaient des trop fréquents recours aux tribunaux romains. L'Église, ou pour parler ici d'une

(1) Rogéville, I, 225.

manière plus concrète, les clergés de Metz, de Verdun et de Toul, étaient donc, sur les terres lorraines, en pleine possession du privilège clérical — ceci est à remarquer pour la suite de ces débats, où si souvent l'officialité toulaise sera accusée d'empiétements, alors qu'elle se bornera à défendre une possession séculaire ; — les officiaux des diocèses lorrains connaissaient, au civil et au criminel, des causes réelles et pures-personnelles des ecclésiastiques, des affaires relatives à l'administration des sacrements, aux mariages et aux fiançailles, aux dîmes et au service divin, aux écoles, à l'hérésie, à la simonie, etc...

Mais, entre les deux juridictions ecclésiastique et séculière, les limites n'étaient point définies ; dans bien des cas, les parties ne savaient à qui s'adresser et le juge lui-même hésitait sur la compétence de son tribunal : chaque jour, il y avait matière à conflit. Tant que le siège de Toul fut occupé par un membre, un ami ou une créature de la famille ducale, ces contestations finissaient toujours par s'arranger à l'amiable ; mais, quand sur la chaire de saint Mansuy, désormais située en terre française, s'assit un prélat nommé par le roi de France ; quand, en Lorraine, au lieu du tribunal intermittent des *Assises*, se tint, auprès du duc, une *Cour souveraine* permanente, il fut évident que ces conflits, sans cesse renaissants, s'envenimeraient infailliblement, à moins qu'un concordat n'intervint qui réglât pour chaque pouvoir ses attributions respectives.

Cette mesure indispensable eût été d'une exécution facile ; mais Charles IV était trop autoritaire, les magistrats de la nouvelle cour, trop imbus des principes gallicans, pour songer à une pareille démarche ; ils préférèrent empiéter. Ils exhumèrent les ordonnances de René II et d'Antoine (1) ; ils intervinrent dans des affaires matrimoniales ; ils cassèrent des jugements de l'officialité de Toul, en matière de promesses de mariage ; ils allèrent même jusqu'à défendre « aux curés, prêtres, notaires apostoliques de mettre à exécution aucune sentence rendue par l'officialité et de publier des monitoires, sans *pareatis* ».

(1) *Extrait des registres....* (Bibl. du Sém. de Nancy).

Ces entreprises contre l'autorité spirituelle ne firent point alors beaucoup d'éclat ; on était trop absorbé par des préoccupations de toutes sortes ; du reste, Charles IV dut bientôt quitter la Lorraine et la Cour souveraine interrompre ses séances. Mais cet esprit parlementaire ne mourut point ; il passa à Léopold, aux conseillers de la nouvelle cour qu'il eut à organiser dès son retour, et surtout à son procureur général, Jean-Léonard Bourcier de Montureux.

Homme de science et de talent, orateur éloquent et habile, magistrat intègre, vigilant et désintéressé, cet ancien étudiant de l'université de Pont-à-Mousson avait été nourri dans les principes gallicans que les Barclay avaient mis en honneur à la faculté de droit (1) et qui régnaient en France dans tous les parlements, bien avant la *Déclaration* de 1682. A une idée très haute de ses fonctions, il joignait un amour ardent pour son pays, enfin délivré du joug de l'étranger, et pour son prince, enfin revenu dans l'héritage de ses aïeux. La magistrature lui semblait la représentation de la justice divine sur la terre ; qui la molestait ou la contestait, lui paraissait un profanateur et la juridiction ecclésiastique devait lui être d'autant plus odieuse qu'elle s'élevait contre la suprême autorité des oracles des parlements et que, dans le cas particulier, elle était exercée de Toul, en terre de France, par un évêque dévoué à la France, sur des sujets de Lorraine et de Bar. Il prit donc chaudement la défense de ce qu'il considérait comme les droits du pouvoir civil et de la souveraineté ducal et, au lieu de profiter de son influence pour étouffer, dès l'origine, tous les germes de division, ce parlementaire patriote se lança dans la mêlée avec toute la fougue de son caractère et toutes les ressources de ses remarquables talents.

Les difficultés commencèrent dès le premier jour. Léopold avait à peine mis le pied sur la terre de ses pères qu'il lança de Blâmont, le 14 mai 1698, une ordonnance enjoignant aux magistrats et aux officiers des villes d'inviter le clergé à chanter un *Te Deum*, en action de grâces de son retour.

(1) Cf. Eug. Martin, *Univ. de Pont-à-Mousson*, 373 et sq.

L'évêque de Toul protesta, alléguant que lui seul avait le droit d'ordonner des prières. Il était évidemment dans son droit et il pouvait invoquer plusieurs précédents, entre autres, celui d'un prince de la Maison de Lorraine, le cardinal Nicolas-François. Mais peut-être, pour un prélat français, eût-il été plus habile de ne rien dire en cette circonstance et surtout de ne point dénoncer, comme il le fit, ce jour-là même, les empiétements de la Cour souveraine.

Dès le début, il irritait le prince qui, par tempérament et par éducation, était très absolu, et il s'aliénait la noblesse et la magistrature lorraines. Aussi, quand il vint, avec son père, saluer Léopold, lors de son entrée à Lunéville, M. de Mahuet, dit-on (1), voulut qu'on fît *muser* dans l'antichambre « ce turbulent qui ne cherchait qu'à nuire ». Il fut reçu pourtant, mais par égard pour le gouverneur des Trois-Évêchés, et, au lieu du fauteuil auquel il avait droit comme évêque diocésain, on affecta de ne lui offrir qu'une chaise.

Fort mécontent de ce procédé, il se plaignit à Versailles (2), ouvrit des négociations longues et pénibles pour arracher le fauteuil au mauvais vouloir des conseillers ducaux (3), s'abstint de paraître à la cour de Léopold (4) et se vit, non sans dépit, préférer l'abbé de Riguet, grand prévôt de Saint-Dié et grand aumônier de Lorraine, pour bénir, à Bar, le mariage du duc avec la princesse Elisabeth-Charlotte d'Orléans, la sœur du régent.

L'avenir s'annonçait donc mal : il y avait entre les deux pouvoirs, nombre d'affaires en cours d'exécution ou en litige, et les Lorrains affectaient de ne point suivre le sentiment ou de ne point adopter les décisions de la cour de France. Ainsi, Louis XIV, à l'instigation de l'évêque de Toul, avait approuvé la réunion de deux collégiales qui s'étiolaient depuis les guerres et se nuisaient l'une à l'autre, Saint-Maxe et Saint-Pierre de Bar, et la

(1) Noël, *Mémoires*, cité par Baumont, *op. cit.*, 64.

(2) Lettre de M. de Bissy, à M. de Torcy, 25 sept. 1698 (Arch. du minist. des aff. étrang., XLVI, f° 172).

(3) *Ibid.*

(4) *Ibid.*, f° 174.

création d'une paroisse dans la ville haute, jusqu'alors si délaissée, par les Bénédictins de Notre-Dame. Ces mesures avaient été acceptées par les deux chapitres intéressés, le 29 avril 1696, et un édit royal les avait confirmées, le 17 avril 1697 (1). Mais la paix de Ryswick vint tout suspendre. Léopold ne voulut pas reconnaître cette réunion ; les chanoines des deux églises, se sentant appuyés, retirèrent leur consentement et Bissy ne put se dissimuler qu'il aurait le dessous dans cette lutte inégale. Ce ne fut que quatre-vingts ans plus tard que son projet put aboutir (2).

Aigri par toutes ces contestations, dont il ne se dissimulait pas le motif secret, l'on conçoit qu'il n'ait point accueilli favorablement un premier mémoire (3) du procureur général. Reprenant une idée déjà mise en avant par les ducs Henri II et Charles IV (4), Montureux représentait au prélat que les lois françaises, notamment l'ordonnance de Moulins (art. 76) et l'édit de 1695 (art. 31), imposaient à tous les évêques du royaume l'obligation d'établir des officiaux dans les lieux de leurs diocèses qui relevaient d'un parlement autre que celui dont ressortissait la ville épiscopale ; il lui citait des exemples de prélats français qui avaient des officiaux dans les terres du roi de Sardaigne, et il lui demandait de déléguer ses droits de juridiction sur les duchés à un official qui résiderait à Nancy. L'Église de Toul elle-même offrait déjà deux institutions de ce genre : n'avait-elle pas un official à Bar, pour le Barrois mouvant, et un autre à Vaucouleurs, pour les parties du diocèse qui appartenaient à la France avant la réunion des Trois-Évêchés ?

La demande de Montureux n'avait donc rien d'inouï ; elle eût offert de sérieux avantages, eût assuré le maintien du privilège des clercs et supprimé la question des *pareatis* ; mais, dans les circonstances présentes, elle semblait devoir aboutir à une division effec-

(1) E. Fourier de Bacourt, *Premiers essais de fusion des collégiales de Bar-le-Duc en 1696*, dans *Mém. Soc. Bar*, 1899.

(2) En 1782.

(3) *Mémoire pour prouver que les évêques français sont tenus d'établir des officiaux forains dans les lieux de leurs diocèses qui sont sous la souveraineté de la Lorraine*. Nancy, Cusson, 1718, in-f°.

(4) Voir p. 319.

tive du diocèse et réaliser, le siège épiscopal en moins, le rêve toujours caressé par la cour ducal de la création d'un évêché lorrain. Henri de Bissy le comprit ; peut-être eût-il pu, en choisissant un homme qui lui fût dévoué, souscrire à cette demande et tourner habilement la difficulté : il préféra refuser net et voulut obtenir pour sa décision l'approbation de Louis XIV. Il dépêcha à Versailles Chevalier, l'un de ses grands vicaires (1), et au *Mémoire* de Bourcier, il opposa, dès le 15 août 1698, un long mémoire énumérant les dix raisons d'État et les dix raisons de religion et de conscience qui s'opposaient à cette création (2).

Il montra que cette institution mettrait les évêques dans la nécessité de confier cette partie de leur ministère à des prêtres dont ils ne pourraient jamais être assurés, parce que, devant être lorrains par nécessité, il serait toujours à craindre que, par timidité ou par complaisance, ils ne fussent capables de dissimuler toutes sortes d'entreprises et de laisser ainsi perdre en peu de temps la juridiction ecclésiastique (3) ; il fit surtout valoir, et avec beaucoup d'adresse, les services que rendait à la France un official résidant en terre française et de là, jugeant, surveillant les curés lorrains, intervenant dans les difficultés qu'ils pouvaient avoir avec l'autorité séculière. Il n'eut pas de peine à convaincre la cour de Versailles : Louis XIV déclara hautement « que, quand même Messieurs les Évêques seraient disposés à établir des officialités en Lorraine, il l'empêcherait de son chef, par l'intérêt qu'il avait comme patron fondateur et souverain des Trois-Évêchés (4) » et, le 27 août, le ministre des affaires étrangères, Torcy, écrivit à Bissy : « Le Roi entre autant que vous pouvez le désirer dans tout ce qui regarde le maintien de vos droits, et ne souffrira pas qu'il soit apporté aucun préjudice à l'autorité épiscopale, par quelque innovation que ce puisse être (5). »

(1) Lettre de M. de Bissy à M. de Torcy, 1<sup>er</sup> août 1698 (Arch. du minist. des aff. étrang., XLVI, f° 113).

(2) *Ibid.*

(3) Arch. Vatic., *Bibl. Carpegna*, 187.

(4) *Ibid.*

(5) Lettre de M. de Torcy à M. de Bissy (Arch. du minist. des aff. étrang., XLVI, f° 129).

L'évêque, toutefois, pour faire preuve de bonne volonté, proposa de terminer à l'amiable, dans des conférences contradictoires, toutes les difficultés pendantes (1). Mais Montureux était trop blessé de son échec ; quoiqu'il eût déchargé sa bile dans un poème très virulent contre la Cour de Toul (2), il fit avorter ce projet. La lutte entra dès lors dans la période aiguë, et ce furent des curés qui donnèrent lieu aux premiers engagements (3). Pierre Bocard, curé de Vroncourt, au doyenné de Saintois, fut cité, le 11 décembre 1698, devant l'official de Toul, à la requête de deux de ses paroissiens, pour avoir à leur payer des sommes d'argent qu'il leur devait. La condamnation était certaine : pour l'éviter, il prétexta que la cause n'était point de la compétence du tribunal ecclésiastique, et il demanda à la Cour souveraine de le décharger de cette assignation. Les magistrats lorrains n'eurent garde de manquer une occasion si belle et, dès le 20 de mois, un arrêt annulant l'assignation, défendit au prévenu de se rendre à la citation de l'officialité. En recourant ainsi à un juge laïc, le curé s'était attiré, par le fait même, l'excommunication *latæ sententiæ* portée par le pape saint Pie V, dans la bulle *In cæna Domini*, et publiée, depuis près de cent ans, dans le rituel de l'évêque de Toul, Jean des Porcelets de Maillane.

L'official n'avait pas été prévenu de cette démarche et, quand le délai de la citation fut expiré, il condamna le prévenu par défaut et confia l'exécution de cette sentence à Huttin son appariteur. Celui-ci se transporta à Vroncourt ; mais le curé, sonnant le tocsin, rassembla ses paroissiens et, en leur présence, signifia à l'appariteur l'arrêt du 20 décembre. Huttin dut piteusement revenir à Toul où le promoteur, justement ému du procédé de ce prêtre qui,

(1) « Le prince, ses ministres, son confesseur, m'ont promis coup sur coup des conférences depuis plus de quatre mois et j'apprends à l'instant qu'ils ne sont plus dans le dessein d'en donner, et cependant ils accumulent, par la voie de fait, leurs entreprises. » (Lettre de M. de Bissy à M. de Torcy, 4 mars 1699. — Arch. du minist. des aff. étrang., XLIX, f° 36.)

(2) Une partie seulement fut imprimée : elle se trouve dans un recueil coté n° 8978 au *Catalogue* Favier du *Fonds lorrain de la Bibliothèque de Nancy*. (12 pp. in-12, s. l., n. n., n. d.)

(3) Rogéville, I, 254 et sq.

pour échapper à une peine, avait renoncé au privilège des clercs, requit contre lui la déclaration publique de l'excommunication qu'il avait encourue. La sentence fut rendue le 2 avril 1699 et communiquée au coupable le 10 du même mois.

Sur les entrefaites, Claude Gomel, curé de Lorey, également au doyenné de Saintois, fut accusé de mener une conduite peu sacerdotale (1), de permettre la danse aux jours de fêtes, moyennant certaines redevances, de commettre des exactions dans la perception de ses droits d'autel, de détourner à son profit des biens destinés à la subsistance des pauvres, etc. L'autorité diocésaine lui fit d'abord de charitables remontrances ; puis le doyen rural de Saintois fut chargé de procéder à la visite canonique de la paroisse et d'entendre les doléances des paroissiens. Sur son rapport, le promoteur général cita, le 20 janvier 1699, le prévenu en correction de mœurs. Mais la Cour souveraine, informée de l'affaire, allégua, suivant sa coutume, que l'official n'avait pas demandé de *pareatis*, et fit défense à Gomel, le 3 février, de comparaître à Toul, sous peine d'une amende de cinq cents francs. Le curé de Lorey se retrancha derrière cette interdiction ; le promoteur lui demanda copie de l'arrêt : ne l'obtenant pas, il crut à une supercherie et réclama contre lui une sentence d'interdit.

Là-dessus, la Cour fit grand bruit : punir par l'excommunication et l'interdit l'obéissance à ses ordres, n'était-ce point insulter à son autorité suprême ? Elle oubliait qu'elle-même, dans le cas présent, protégeait l'insubordination. A la requête de Jean-Léonard Bourcier, les deux décisions de l'officialité contre Pierre Bocard et Claude Gomel furent déclarées nulles, le 22 juin 1699, comme attentatoires à la majesté ducale et injurieuses aux arrêts de la Cour. Défense était faite aux deux curés d'y déférer ; à tous prêtres, séculiers et réguliers, de les troubler dans la possession de leurs bénéfices ; aux paroissiens et décimateurs de payer à d'autres qu'à eux le droit fixe et le casuel de leurs cures, et aux lieutenants et subs-

(1) On l'accusait, entre autres, de faucher en chemise dans les prés, de relier ses tonneaux au milieu de la rue, de mener sa charrette, de bêcher à la vigne, etc. (Bibl. nat., *Coll. lorr.*, 269, f° 80 et sq).



tituts des bailliages d'accorder désormais, sans avis de la Cour, aucun *pareatis* pour traduire les sujets de S. A. R., ecclésiastiques ou autres, devant les juridictions étrangères.

Un tel arrêt, s'il ne supprimait pas, en fait, la juridiction de l'officialité toulouse sur les terres de Lorraine, paralysait l'action de l'évêque, encourageait la révolte contre l'autorité spirituelle et rabaisait la Cour ecclésiastique au rang de tribunal subalterne. L'empiétement était donc nettement affirmé : sous le couvert de vieilles ordonnances, rendues en des circonstances tout autres et depuis longtemps tombées en désuétude, il passait désormais dans les lois et coutumes des duchés. Et pourtant, il se trouva des clercs pour le défendre et, parmi eux, se distingua Dom Mathieu Petitdidier, celui qui fut plus tard abbé de Senones et dont les attaches avec les jansénistes et les parlementaires n'étaient déjà un mystère pour personne. Il est vrai qu'il déplaça la question et qu'il fit de ses plaidoyers en faveur de la Cour souveraine autant de thèses pour soutenir que la Lorraine n'était point pays d'obédience, mais bien pays de liberté ou tout au moins d'usage. De L'Aigle combattit cette opinion et ce fut pendant quelques mois une lutte assez vive de lettres, de réponses et de réfutations (1).

(1) *Lettre à un amy touchant les sentences de M. l'Official de Toul contre les curés de Veroncour et de Lorrey*, S. l., n. n., n. d., 27 pp. in-4°. — *L'arrêt de la Cour souveraine de Nancy au sujet de l'excommunication du curé de Veroncour et de la suspension du curé de Lorrey, avec de petites notes sur l'exposé et les réquisitions de M. le Procureur général*, S. l., n. n., n. d., 8 pp. in-4°. — *Protestation faite par les officiers de la Cour ecclésiastique de Toul contre l'arrêt du 20 juin, rendu par la Cour souveraine de Nancy, sur l'excommunication du curé de Veroncour et la suspension du curé de Lorrey*, S. l., n. n., n. d., 25 pp. in-4°. — *Lettre d'un théologien (D. M. Petitdidier) au curé de \*\*, doyen rural de \*\*, en Lorraine, touchant les sentences de M. l'Official de Toul contre les curez de Veroncour et de Lorrey*, S. l., n. n., n. d., 91 pp. in-4°. — *Réfutation de la lettre d'un théologien... etc.*, S. l., n. n., n. d., 14 pp. in-4°. — *Seconde lettre d'un théologien au curé de \*\*, doyen rural de \*\*, en Lorraine, dans laquelle on réplique à la suite de la réponse, etc., au sujet des censures prononcées contre les curés de Veroncour et de Lorrey*, S. l., n. n., n. d., 78 pp. in-4°. — *Lettre à un amy touchant les sentences de M. l'Official de Toul contre les curés de Veroncour et de Lorrey*, S. l., n. n., n. d., 48 pp. in-4°. — *Réponse à la lettre écrite à un ami touchant les sentences, etc.*, S. l., n. n., n. d., 17 pp. in-4°. — *Suite de la Réponse à la lettre... etc.*, 36 pp. in-4°. (Tous ces factums font partie de la collection lorraine de la Bibl. de Nancy. Nos 7433-7440 du Catalogue Favier.)

Quant à Jean-Léonard Bourcier de Montureux, content de ce premier succès et du bruit qui se faisait alentour, il affecta tout d'abord une paternelle modération. Le 10 octobre 1699, Henri de Thiard de Bissy, autant peut-être par souci de plaire à Louis XIV que par amour de l'orthodoxie, fit publier, dans toutes les paroisses de son diocèse, sans demander, pour la Lorraine, le *pareatis* exigé, la bulle du pape Innocent XII, qui condamnait le livre de Fénelon sur l'*Explication des Maximes des Saints* (1). Le procureur général s'empressa d'écrire aux curés que les ordonnances des anciens ducs devaient être observées et que, désormais, ils auraient à s'abstenir de publier les arrêts de la Cour de Rome qui n'auraient pas, au préalable, été visés par le pouvoir séculier. Pour cette fois, il voulait bien les excuser, sous le prétexte que la contravention qu'ils avaient commise « était sans doute moins l'effet d'une désobéissance de leur part que de l'oubli dans lequel les guerres passées avaient presque enseveli les ordonnances (2) ».

Ceci était une modération calculée : en réalité, la situation était bien tendue, et il était évident que la moindre occasion suffirait pour tout rompre entre Toul et Nancy.

Or, dans les premiers mois de l'année 1700, Henri de Bissy fit paraître sa nouvelle édition du *Rituel* et, au synode du 21 avril, il distribua aux doyens un *Mémoire* qui renfermait des instructions pour l'application de ce *Rituel*, pour la conduite des clercs et pour l'administration des paroisses. De l'avis même de Bourcier, ces deux œuvres « étaient dignes du zèle et de la piété du prélat, étaient le fruit d'un grand travail et d'une forte application, contenaient des règles très saintes et des instructions très édifiantes (3) » ; mais elles renfermaient plusieurs articles qui déplurent aux conseillers gallicans de Léopold et que le procureur général se hâta

(1) *Mandement... pour la publication de la bulle de notre Saint-Père le Pape Innocent XII, du 12 mars 1699, portant condamnation du livre : Explication des Maximes des Saints, etc.* (Recueil des Mand., I, 140).

(2) Baumont, *Études sur Léopold*, 131.

(3) *Arrêt de la Cour souveraine de Nancy touchant la publication du nouveau Rituel de Toul*, 26 avril 1700 (Rog., Dict. des ordonn., I, 273. — Recueil des Mand., I, 152).

de dénoncer à la Cour comme « contraires aux lois de l'État, à l'ordre public et aux droits de la souveraineté ».

C'étaient, pour le *Rituel*, la liste des cas réservés, empruntée à la bulle *In cœna Domini* qui, prétendait-il, n'avait jamais été, ni reçue, ni en vigueur dans les États de Lorraine et de Bar ; la compétence revendiquée pour l'évêque, et pour l'évêque seul, de juger toutes les oppositions aux publications de mariage et la définition du *monitoire*. A Toul, contrairement à l'usage des autres diocèses, le monitoire comportait, non seulement le commandement de restituer, mais l'obligation de révéler, et cette seconde prescription paraissait léser les droits de la juridiction séculière.

Quant au *Mémoire* synodal, Jean-Léonard Bourcier y critiquait des mesures prises par l'autorité épiscopale pour assurer l'authenticité des légalisations délivrées par les curés ; le rappel, en des termes très précis, de l'immunité ecclésiastique et l'obligation pour tout clerc, sous peine de censure, de décliner la juridiction séculière, pour toutes les actions pures-personnelles, civiles et criminelles.

Sur la requête de son procureur général et par arrêt du 26 avril 1700, la Cour souveraine déclara permettre l'exécution et la publication du nouveau *Rituel* et du *Mémoire* imprimé, à la réserve des articles signalés par Bourcier et de tous autres qui seraient contraires aux droits de S. A. R.

A Toul, on s'attendait à semblable décision ; l'évêque, soit à dessein, soit pour des raisons étrangères à sa volonté, se trouvait absent de son diocèse, et ce fut à Claude de L'Aigle qu'incomba le soin de défendre l'autorité spirituelle.

A l'arrêt de la Cour, celui-ci répliqua par une ordonnance qu'il lança le 8 mai (1). Avec une logique ferme et documentée, une spirituelle ironie, il montra que le *Rituel* de 1700 n'était guère qu'une réédition du *Rituel* de Jean des Porcelets de Maillane ; que les cas réservés, indiqués d'après la bulle *In cœna Domini*,

(1) Ordonnance de M. le vicaire général de Toul contre l'arrêt de la Cour souveraine de Nancy, au sujet du nouveau *Rituel* de Toul. Toul, Laurent, 1700. — Lecture en fut faite à l'officialité, le 19 mai (*Recueil des Mand.*, I, 154).

avaient été publiés, plus de cent ans auparavant et sans aucune contestation, par les évêques de Toul, par Charles de Vaudémont, par Pierre du Châtelet, par Jean des Porcelets de Maillane, membres ou amis de la famille de Lorraine ; que le double commandement inclus dans les *monitoires* reposait sur un usage antique et ininterrompu et que la prescription de restituer favorisait, au lieu de la gêner, l'autorité séculière ; que les motifs qui avaient fait revendiquer pour l'évêque la connaissance des oppositions aux publications de mariage étaient, et la coutume immémoriale, et la pratique abusive de certains curés qui se constituaient eux-mêmes seuls juges en semblable matière ; que l'autorité ecclésiastique pouvait, sans porter ombrage au pouvoir civil, prendre des mesures pour assurer l'authenticité de pièces qui devaient servir uniquement devant une juridiction d'Église, comme les dimissoires, les dispenses *in forma pauperum*, etc. ; que le privilège clérical était reconnu partout, notamment en Lorraine. Il dénonçait aussi les mauvaises dispositions du procureur général, les empiètements continuels des magistrats lorrains contre l'officialité toulousaine, et naturellement, il remontrait à ces parlementaires trop gallicans que l'on ne pouvait arguer de ce qui se faisait en France, pays de privilège, d'usage et de droit canon particulier, pour régler les relations des deux pouvoirs en Lorraine, pays de pure obéissance soumise au droit commun, et il terminait en déclarant aux curés et autres bénéficiers du diocèse qu'ils n'avaient point à s'arrêter à l'opposition des magistrats lorrains et que le *Rituel* et le *Mémoire synodal* les obligeaient dans toutes leurs parties.

Jean-Léonard Bourcier fut très irrité de l'ordonnance si ferme et si raisonnée qu'il venait de provoquer. Dans un second réquisitoire (1), comme tous les gens autoritaires qui s'entendent contredire, il s'éleva avec véhémence contre « ce vicaire général lorrain, qui s'était avisé de prononcer du trône de son officialité une ordonnance conçue en ces termes : « Sans s'arrêter à l'arrêt de la Cour souveraine de Nancy, comme nul, injuste et attentatoire..... »

(1) *Arrêt de la Cour souveraine contre l'ordonnance du vicaire général de Toul, du 19 mai 1700. — 25 mai 1700 (Recueil des Mand., I, 163. — Rog., I, 277).*

Oubliant encore qu'il avait récemment prêché au clergé le dédain du pouvoir épiscopal et soutenu, contre leur évêque, des curés révoltés, il s'écriait : « N'aurait-il pas compris que ces paroles contiennent un mépris scandaleux et séditieux de l'autorité souveraine ? » et il ajoutait, avec un dédain superbe et offensant, que, s'il « voulait s'attacher à détruire toutes les fausses propositions dont l'official avait tâché de combattre l'arrêt de la Cour, il confondrait avec facilité tous ses mauvais raisonnements... » ; mais il estimait « que ce serait oublier la subordination, d'entrer en lice avec un officier qui, quoique d'un ordre différent, est néanmoins un officier subalterne », et, au lieu d'une réfutation en règle, selon le cliché usité en pareil cas, il exhortait Claude de L'Aigle à la douceur et à l'obéissance recommandées par l'Évangile. Sur ce réquisitoire, un second arrêt de la Cour, rendu le 25 mai 1700, annula l'ordonnance du grand vicaire de Toul et défendit aux doyens et aux curés de la recevoir, de la publier et de l'exécuter.

Bourcier eût pu mettre dans son plaidoyer moins de violence et plus de raisonnement, moins de mépris et plus de douceur : c'est ce que l'official s'empessa de lui faire remarquer dans une seconde ordonnance, datée du 23 juin et modèle de fine ironie (1) : « Le commandement de Jésus-Christ d'être doux et humble de cœur, disait-il, ne s'adresse pas moins aux laïcs qu'aux évêques et aux prêtres. Le Sauveur ne parlait pas seulement aux apôtres et à ses disciples..., il parlait particulièrement au peuple... La magistrature n'exempte pas de cette loi si sainte ; bien moins, donne-t-elle le droit d'accabler publiquement d'injures un prêtre constitué en dignité, un prêtre auquel on ne peut reprocher que d'avoir soutenu avec quelque fermeté la juridiction, la discipline, la doctrine de l'Église. » Et, avec un calme qui faisait contraste avec la fougue du procureur lorrain, il reprenait une à une toutes les allégations, toutes les critiques de son *factum*, apportait des citations et des preuves nouvelles, des exemples tirés de l'histoire des Églises de

(1) Ordonnance de M. le vicaire-général de Toul pour la défense de celle du huitième mai contre l'arrêt de la Cour souveraine de Nancy, du 25 du même mois. 23 juin 1700 (*Recueil des Mand.*, I, 168. — Rog., I, 282).

Metz et de Trèves, et finissait par déclarer aux doyens et aux curés qu'ils ne devaient faire aucun cas, ni du premier, ni du second arrêt de la Cour souveraine.

Montureux et ses collègues ne se tinrent pas pour battus. Ne voulant plus, et pour cause, se commettre à discuter davantage, ils annulèrent, par un troisième arrêt, du 30 juin 1700 (1), cette dernière ordonnance; ils interdirent à l'official d'en faire de semblables, décrétèrent la saisie et la suppression de tous les exemplaires et une amende de cinq cents francs contre les détenteurs, colporteurs et vendeurs de cette pièce et autres pareilles.

« Les réflexions par lesquelles on a combattu ses injustes plaintes lui ont appris que la voie de la contestation n'est pas heureuse pour lui », se hâta de faire remarquer Claude de L'Aigle en parlant du procureur général (2), et une troisième ordonnance, publiée quand même (à Toul, que pouvait craindre le vicaire général ?), tira, non sans quelque éloquence, la morale de cette affaire. « Quoi ! les officiers de l'évêché verront établir l'erreur, ruiner la discipline ecclésiastique, envahir le ministère de leur évêque, anéantir son autorité, renverser sans dessus dessous l'ordre de la religion, et il ne leur sera pas permis de crier contre un pareil procédé, d'en publier l'injustice et la nullité et d'avertir les ecclésiastiques et les fidèles qu'on n'y doit pas avoir égard ! La Cour souveraine pourra le dire, et peut-être arrivera-t-il que, par la rigueur de ses arrêts, elle forcera quelqu'un à faire mine de le croire. Mais, qui en persuadera-t-elle si, auparavant, elle ne prouve contre la parole de l'Écriture que les ministres de l'Église doivent être des chiens qui laissent piller l'héritage de leur maître sans aboyer ? *Canes muti non valentes latrare* (Is., xxxvi, 2). »

Cette troisième ordonnance cassait le troisième arrêt. Jean-Léonard Bourcier toutefois se tut pour l'instant; mais il préparait

(1) *Arrêt de la Cour souveraine de Lorraine et Barrois contre l'ordonnance de l'official de Toul, du 23 juin 1700.* — 30 juin 1700 (*Recueil des Mand.*, I, 182. — Rog., I, 303).

(2) *Ordonnance de M. le vicaire général de Toul contre l'arrêt de la Cour souveraine de Nancy, du 30 juin 1700.* — 12 juillet 1700 (*Recueil des Mand.*, I, 183. — Rog., I, 305).

sa revanche dans le silence du cabinet. Il avait la force pour lui, du moins sur le territoire ducal : il voulut avoir la loi (1).

En juillet 1701, parut, préparée par sa science de jurisconsulte, sa longue expérience du barreau et son travail acharné de plusieurs mois, l'*Ordonnance de Son Altesse Royale pour l'administration de la justice* (2). Compilation intelligente des ordonnances françaises de 1667 et de 1670 (3), ce *Code Léopold*, comme l'on prit l'habitude de le désigner, comprenait cinq parties : la procédure civile, la procédure criminelle, les droits et les fonctions des officiers de justice, la taxe des droits, salaires et vacations, le règlement général des eaux et forêts, et il constituait, au dire des gens compétents (4), un monument fort remarquable.

Mais, dans l'enchevêtrement de juridictions qui existait alors, il était impossible de régler la justice séculière sans toucher en nombre de points à la justice ecclésiastique. Ici encore, s'imposait un arrangement à l'amiable. Bourcier qui, deux ans auparavant, avait fait échouer la proposition de conférences faite par l'évêque de Toul, n'en eut même pas l'idée et, de sa pleine autorité de jurisconsulte, il consacra, par cette loi écrite, les prétentions parlementaires de la cour de Lorraine. Il affirma au duc le droit de prescrire des *Te Deum*, aux magistrats celui de convier le clergé à ces pieuses solennités (5) ; il interdit à tout clerc, même nommé par Rome ou institué par l'Ordinaire, de prendre possession d'un bénéfice sans avoir fait la preuve qu'il était Lorrain et sans avoir

(1) Sur l'interminable querelle du *Code Léopold*, il faut lire, mais en se mettant en garde contre les tendances lorraines de l'auteur, l'*Histoire des démêlés pour le Code Léopold*, par le président Lefebvre (Ms. 158/213 de la Bibl. de Nancy). — Tout un dossier concernant cette affaire se trouve aux Archives du Vatican (*Bibliothèque Carpegna*, Mss. 186, 187, 188) : *Scrittura concernante l'affare del codice Leopoldo di Lorena*. — On trouve aussi de nombreuses pièces à la Bibliothèque nationale (*Coll. lorr.*, 269, 273, 273 bis, 275, 591, etc.; *Fonds français*, Ms. 16.884), à la bibliothèque de Nancy (Mss. cités en note), etc.

(2) *Ordonnance de Léopold I, duc de Lorraine et de Bar, donnée à Nancy au mois de juillet 1701*. Nancy, Paul Barbier, 1701. 2 vol. in-18.

(3) Cf. Isambert, *Recueil général des anciennes lois françaises*, XVIII. — Ordonn. d'avril 1667 et d'août 1670.

(4) Cf. entre autres l'*Étude* de M. Louis Lallement *sur la législation lorraine*, dans *Journ. Soc. Arch. lorr.*, 1858.

(5) *Droits et fonctions des officiers de justice*. I. Des Baillis, art. 4.

obtenu la permission de la Cour souveraine (1), et il revendiqua pour les tribunaux séculiers la connaissance des « complaints et réintégrandes en matière bénéficiale (2) ». Il attribua aux juges des bailliages les affaires « personnelles, civiles et criminelles, possessoires ou mixtes », que les ecclésiastiques avaient à défendre contre les séculiers (3). Il transforma les curés en officiers de l'état civil (4), les obligeant, sous peine de privation de leur temporel, à tenir exactement et selon les formes prescrites, deux registres pour les actes de baptême, de mariage et de sépulture. L'un devait être conservé dans les archives de la paroisse et servir aux extraits qui seraient nécessaires ; l'autre serait envoyé, à la fin de chaque année, au greffe de la prévôté ou du bailliage.

Les curés devenaient aussi les auxiliaires du juge d'instruction (5) : chaque personne pouvait, pour une raison suffisante et sans recourir à l'officialité, obtenir un monitoire d'un juge séculier, et le curé devait non seulement faire la publication, mais encore recevoir les dépositions, en dresser procès-verbal et expédier le dossier au greffe.

Ces dispositions, et bien d'autres, pouvaient avoir leur raison d'être et leur grande utilité ; il ne serait pas raisonnable de le contester ; mais en réglant sans l'avis de l'autorité ecclésiastique des points qu'elle était habituée à considérer comme de son ressort, Bourcier allait à l'encontre des statuts diocésains, des ordonnances épiscopales, et il se rendait responsable d'un véritable empiétement.

Henri de Thiard de Bissy était alors à Paris, occupé à intéresser à sa querelle Louis XIV et le nonce (6). Sûr de ce double appui et

(1) *Ordonn. civ.*, X. Des complaints et réintégrandes tant en matière bénéficiale que profane, art. 1.

(2) *Ibid.*

(3) *Droits et. fonct. des off. de justice*. II. Du lieutenant-général du bailliage, art. 29.

(4) *Ordonn. civ.*, VII. De la preuve verbale et littérale, art. 9 à 11.

(5) *Proc. crim.*, V. Des Monitoires.

(6) « Vous savez, Monseigneur, qu'il y a deux ans et demi entiers que je suis hors de mon diocèse, pour solliciter ici le secours du Roy en qualité de patron et de protecteur de nos évêchés, sachant bien que la cour de Lorraine ne nous fera jamais justice, tandis que l'autorité ne sera pas jointe à la raison... Je ne



revenu à Toul, il ne voulut point reprendre la guerre à coups d'ordonnances et d'arrêts : il préféra porter l'affaire à Rome. Après avoir pris toutes ses mesures pour assurer le secret de cette négociation, il dénonça le *Code Léopold* (1), rappela que la Lorraine était pays d'obédience, fit habilement ressortir quel précédent trouveraient dans cette publication les autres États catholiques et insinua plus habilement encore que la cour de Lorraine ne pouvait se passer du Saint-Siège. Charles, l'aîné des frères de Léopold, était déjà évêque de d'Olmütz, et d'Osnabrück, depuis 1695 ; mais il espérait l'un des principaux évêchés d'Allemagne et il venait d'être postulé pour la coadjutorerie de Stavelot. Quant à François, le cadet de la famille, il était destiné à l'Église et ne pouvait espérer, sans l'appui du souverain pontife, aucun établissement considérable. Le prélat se plaignait de nouveau des vexations continuelles dont il était l'objet et il concluait en disant : « Jeune et dominé par son Conseil, le duc de Lorraine ne rendra justice aux évêques que par la crainte. » Ce mémoire produisit son effet : le 22 septembre 1703, un bref de Clément XI condamna l'ordonnance de juillet 1701, comme attentatoire aux droits de

suis venu ici implorer le secours du Roy qu'après avoir été quinze mois entiers à demander justice à la cour de Lorraine, sans qu'elle ait même voulu mettre papiers sur table ; depuis qu'elle est rétablie dans ses États, son Parlement s'est emparé presque de toute la juridiction ecclésiastique ; les évêques ne peuvent plus rien faire, excepté l'ordination ; le clergé y tombe dans de très grands désordres et impunément ; la discipline ecclésiastique y est foulée aux pieds.

« Toutes ces raisons m'engagèrent à supplier Votre Excellence de s'employer auprès de Notre Saint-Père le Pape, dont le zèle, les lumières, l'application, la piété éclatante sont la joie de l'Église, pour que Sa Sainteté nous preste la main dans un besoin si pressant, afin de conserver aux Églises que le Saint-Siège nous a confiées, les droits dont elles ont toujours joui. La Lorraine a toujours été un pays d'obédience des plus soumis au Saint-Siège ; les ministres de cet État veulent en effacer jusqu'aux moindres vestiges et priver le Saint-Siège du droit d'appel dans toutes les matières ecclésiastiques dont ils nous refusent la connaissance en première instance (Arch. Vatic., *Bibl. Carpegna*, 186. — Lettre avec signature autographe de H. de Bissy, 28 janvier 1702).

(1) *Mémoire secret de M. l'évêque de Toul pour le nonce* (Arch. Vatic., *Bibl. Carpegna*, 187). — *Notizia della condizione dello stato e giurisdizione osservata dai Vescovi e dalla Sede apostolica nella Lorena e ducato di Barri et dei tentativi fatti vanamente in questa materia* (Ibid., 186). — *Articoli notati nel primo (e secondo) tomo del codice Leopoldino, lesini della liberta, giurisdizione et immunita della Chiesa e suoi sacri ministri* (Ibid.).

l'autorité ecclésiastique, et excommunia quiconque oserait l'imprimer, la lire ou même la posséder (1).

Léopold et ses conseillers étaient loin de s'attendre à un pareil coup de foudre (2). Le duc arrêta la publication du bref dans ses États (3) et se plaignit amèrement à Clément XI d'avoir été frappé, sans avoir été entendu (4), et Bourcier, dans un virulent *Acte d'appel* au pape mieux informé (5), s'éleva avec indignation contre ceux qui avaient surpris la bonne foi du successeur de saint Pierre, « sollicité » l'autorité du Saint-Siège pour « leurs intérêts particuliers » et eu « assez peu d'égards à la dignité et à la majesté du Souverain-Pontife, non seulement pour lui représenter le sujet... sous des couleurs étrangères, mais aussi pour l'engager à imprimer une flétrissure de cette qualité sur un ouvrage qui portait le caractère auguste du pouvoir d'un souverain ». Et, sans réfléchir à l'inconséquence de sa conduite, lui qui avait agi tout seul, reprochait à Clément XI de n'avoir pas, alors qu'il s'agissait de juridiction controversée, averti préalablement le duc de Lorraine, afin qu'il avisât.

Cet appel fit quelque bruit. Les *Nouvelles des Cours de l'Europe*, journal janséniste qui s'imprimait à La Haye, le donnèrent dans leur numéro de mars 1704 et ajoutèrent malignement que des « courtisans ultramontains » persuadaient au pape que l'autorité

(1) SS. D. N. D. Clementis pp. XI damnatio et prohibitio libri gallico idiomate impressi sub titulo : Ordonnance de Léopold I, duc de Lorraine et de Bar. — 22 septembre 1703 (Ms. 138/213 de la bibl. de Nancy).

(2) « On vit avec étonnement partir la foudre du Vatican, avant d'en avoir vu l'éclair. » (Lefebvre, *ms. cit.*, f° 3.)

(3) Rog., I, 312.

(4) *Lettre de Léopold au pape*, 4 oct. 1703 (Ms. 830/417 de la bibl. de Nancy, f° 7. — Arch. Vatic., *Bibl. Carpegna*, 186).

(5) *Acte d'appel interjeté par le procureur général de la Lorraine et Barrois de l'exécution du bref du 22 septembre dernier*. Nancy, Barbier, 1703. — Rog., I, 312. — Cet *Acte* avait toute l'approbation de Léopold, ainsi qu'il appert de cette lettre du prince à l'archevêque de Trèves : « Comme cette condamnation a été rendue sans m'entendre et sans savoir les raisons sur lesquelles ces dispositions sont fondées ; que d'ailleurs elle donne une atteinte évidente aux droits de ma souveraineté, j'ai été obligé d'en interjeter appel à Sa Sainteté même, pour l'en mieux informer. » (Arch. Vatic., *Bibl. Carpegna*, 186.)

de l'Église était blessée par les ordonnances de Léopold (1). Henri de Bissy se crut visé par cette insinuation et il interdit, par mandement du 18 avril, la lecture de cette feuille dans toute l'étendue de son diocèse (2). De part et d'autre, les esprits étaient donc fort animés.

Néanmoins, Léopold était trop pieux pour jouer au révolté. Dès le mois de novembre 1703, il avait écrit à l'évêque de Toul, le priant de témoigner au pape qu'il avait protégé l'Église dans ses Etats, autant qu'il l'avait pu (3); et le prélat, dans sa réponse, lui avait réitéré ses instances pour la tenue de conférences contradictoires, et lui avait adressé de pressantes adjurations d'écouter « la voix du Père commun des princes et des évêques », voix qui ne se faisait entendre de si loin et avec autant de force que « pour former en lui un prince accompli (4) ». Clément XI, informé de cette démarche du prélat, lui écrivit pour le féliciter de son courage et de son dévouement (5), et Léopold persuadé « que la Cour romaine avait été principalement choquée de certaines expressions

(1) « Ce serait assurément un grand dommage que le saint et infallible Père n'eusse pas fait une bévue. L'Acte d'appel n'aurait pas vu le jour et le public y aurait trop perdu... Autant qu'il est permis à un gredin de nouvelliste de se couler parmi la foule pompeuse des beaux esprits dans les Tuileries du Parnasse, je m'érige en approbateur et j'ose dire très sincèrement que cette pièce m'a paru d'une beauté singulière. Moi, qui donne beaucoup à l'Imagination, je me figure l'écrit comme un fleuret d'or, enrichi de pierreries, avec quoi Monsieur le Procureur général a poussé une rude contre-botte contre le sacré plastron du pape..... Parlons donc français, nous autres qui nous sommes heureusement affranchis du joug papal. Monsieur le Procureur général de Lorraine agit bien honnêtement avec le pape, lorsque cet illustre magistrat appelle de sa Sainteté trompée à sa Sainteté mieux instruite. On sait que l'on emploie ordinairement cette distinction, quoiqu'elle ne fasse guère d'honneur au Saint-Esprit de la papauté... etc. » (Extrait des *Nouvelles des Cours de l'Europe*, donné dans le t. 591 de la *Coll. lorr.* de la Bibl. nat., t. 56).

(2) *Ordonnance de Mgr l'illustrissime et révérendissime évêque-comte de Toul, portant condamnation d'un livre intitulé : Nouvelles des Cours de l'Europe, etc.* (Recueil des Mand., I, 227).

(3) *Lettre de M. de Bissy à M. de Torcy*, 28 nov. 1703 (Arch. du minist. des aff. étrang., LIII, t. 413).

(4) *Lettre de Mgr l'Évêque de Toul au duc de Lorraine*. Liège, in-8° (Bibl. nation. Impr. LK 2, 1016).

(5) *Venerabili fratri Henrico, episcopo tullensi*, 29 janvier 1704 (Arch. Vatic., Bibl. Carpegna, 186).

trop générales, dont quelques articles du Code étaient conçus (1) », se flatta qu'en expliquant, en précisant ces expressions vagues et générales, il convaincrail le Saint-Siège de la pureté de ses intentions et sauverait son œuvre judiciaire. Le 19 février 1704, parut l'*Ordonnance ampliative de Son Altesse Royale pour supplément à celles des mois de juillet et août 1701* (2). Mais il s'était bercé d'un vain espoir : le pape avait été blessé de la violence de l'*Acte d'appel* ; il l'avait condamné huit jours auparavant (3) ; il n'était donc pas disposé à la condescendance, et tout ce qu'il apprenait par Toul sur le procureur général ne le poussait pas dans une voie de mansuétude (4). Le 29 juillet, un bref privé avertit Léopold que le souverain pontife ne pouvait se tenir pour satisfait de son *Ordonnance ampliative* (5) : l'édit qu'elle prétendait interpréter n'était pas reconnu par la Cour romaine ; c'était une refonte complète et non une explication qui pouvait terminer le différend, et, le 9 novembre, parut la condamnation de cette ordonnance ampliative (6).

Sur ces entrefaites, Henri de Thiard de Bissy, qui avait refusé l'archevêché de Bordeaux, « pour se consacrer, écrivait-il, à la défense de son Église (7) », venait d'accepter, au mois d'avril 1704, l'évêché de Meaux et l'héritage du grand Bossuet, et le roi lui avait donné pour successeur, par lettres patentes du 11 mai suivant, le vicaire général de Strasbourg, François Blouet de Camilly. Ce prélat, né à Rouen, le 22 mai 1664, appartenait à une vieille famille de la Basse-Normandie. Il avait fait à Paris de brillantes études et conquis en Sorbonne le bonnet de docteur ; abbé de Saint-Pierre-sur-Dives et de Val-Richier (8), chanoine de

(1) *Ordonn. ampliat.*, Introduction.

(2) *Ordonnance ampliative de Son Altesse Royale pour supplément à celles des mois de juillet et août 1701, portant règlement général pour l'administration de la justice dans ses États*. 1704 (Ms. de la Bibl. de Nancy).

(3) Rog., I, 324 — Bref du 11 février 1704 (Arch. Vatic., *Bibl. Carpegna*, 186).

(4) Cf. Baumont, *op. cit.*, 141 et sq.

(5) Lefebvre, *Hist. des Démêlés*....

(6) Lefebvre, *op. cit.*

(7) Arch. Vatic., *Bibl. Carpegna*, 186.

(8) Arch. Vatic., *S. C.*, 144, d'après *Inv. Garampi.* — *Gallia christ.*, XI, 736. — *Saint-Pierre-sur-Dives*, arr. de Lizieux, Calvados. — *Le Val-Richier*, comm. de St-Quen-le-Pin, c. de Cambremer, Calvados.

Strasbourg, il avait été nommé par le roi grand vicaire du cardinal de Furstemberg. Les mauvaises langues, comme Saint-Simon (1), prétendirent qu'on avait voulu le récompenser « des tours de souplesse dont il avait heureusement servi le cardinal de Rohan, pour le faire recevoir à la coadjutorerie de Strasbourg »; mais l'Église de Toul pouvait avec raison se féliciter de trouver, en ce prêtre pieux et instruit, l'homme de conciliation dont elle avait tant besoin.

Soit ambition et désir de plaire à Versailles et à Rome, comme d'aucuns veulent l'insinuer (2), soit plutôt désir de transmettre à son successeur une situation bien définie (3), l'évêque nommé de Meaux demanda de rechef et obtint enfin de Léopold les conférences contradictoires qu'il réclamait depuis si longtemps (4).

Il avait à régler à l'amiable bien des points en litige. Outre l'affaire brûlante du *Code Léopold* et de la délimitation des deux juridictions, il soutenait encore avec les jurisconsultes lorrains un autre conflit, non moins passionnant qu'il tenait de son prédécesseur.

En 1703, François Guinet avait fait réimprimer son *Factum... sur la matière de l'usure*; Henri de Bissy avait cru alors devoir protester en publiant de nouveau, le 23 septembre 1703, la *Lettre pastorale* de Jacques de Fieux et en dénonçant le mémoire de son antagoniste (5). Jean-Léonard Bourcier avait saisi cette occasion

(1) Saint-Simon, XX, 222.

(2) Baumont, *op. cit.*, 143 et sq.

(3) « Je serais bien aise d'apprendre que l'évêque de Toul réussisse, comme il l'espère, avant de quitter cette Église, à régler toutes choses de manière que l'union se rétablisse entre le duc de Lorraine et les évêques. » (*Louis XIV à d'Audiffret*, 19 juin 1704. — Arch. du minist. des aff. étrang., LV, f° 188.)

« *Sanctitati vestræ, quanta possum humilitate expono omnino necesse esse ut successori meo gravidus verbis, scripto ad eum brevi apostolico, prohibeat ne quidquam Tullensis Ecclesiæ jurium præsumat, sine expressa Sanctitatis Vestræ licentia, domino Lotharingiæ duci cedere eidemque injungat ut, in illorum manutentione, conservatione ac defensione, prædecessoris sui vestigis inhereat.* » (Lettre de Henri, évêque nommé de Meaux, à Clément XI, 26 mai 1704. — Arch. Vatic., *Bibl. Carpegna*, 186.)

(4) Lire, mais en se rappelant la situation d'esprit de l'auteur, le mémoire sur les *Conférences à La Malgrange*, par Jean-Léonard Bourcier (Ms. 157/98 de la bibl. de Nancy).

(5) *Ordonnance de Mgr illustrissime et révérendissime évêque-comte de Toul*,

pour exhaler son ressentiment ; il avait déferé le mandement à la Cour souveraine et obtenu d'urgence sa condamnation, par arrêt du 15 octobre (1). Le Père Jean-Joseph Petitdidier, alors professeur à Pont-à-Mousson, avait entrepris, dans un opuscule, de soutenir l'opinion de l'évêque ; il était combattu par d'autres théologiens : la sécurité des consciences exigeait une prompte solution.

Les conférences se tinrent au château de La Malgrange : l'évêque s'y trouvait, avec Claude de L'Aigle et plusieurs de ses conseillers, et Léopold avait désigné pour ses commissaires le comte de Couvonges, le président de Mahuet, de Rennel et le procureur général Bourcier. Henri de Bissy avait apporté un long *Mémoire* (2) : c'étaient d'abord, rangés sous trois titres, neuf articles qui contenaient les prétentions particulières à son diocèse, notamment la solution des affaires des curés de Vroncourt et de Lorey, dont il réclamait l'internement temporaire au séminaire, et l'affaire des arrêts de la Cour contre le *Rituel*, dont il exigeait le retrait ; ensuite, seize articles qu'il offrait d'abandonner pour le bien de la paix, sous le bon plaisir du pape, du roi de France et de ses collègues des Trois-Évêchés, mais à condition qu'on lui céderait sur tous les autres ; enfin, soixante-huit articles dont il demandait le maintien, comme faisant partie de la juridiction ecclésiastique usitée en Lorraine. Léopold avait consenti à céder sur plusieurs points (3) ; l'évêque avait fait de même ; on était tombé d'accord sur presque tous les articles : il ne s'agissait plus que d'arrêter les

*portant condamnation d'un libelle intitulé : Factum ou propositions succinctement recueillies des questions qui se forment aujourd'hui sur la matière de l'usure.* Toul, Laurent, 1703 (*Recueil des Mand.*, I, 220 et sq.).

(1) Rog., II, 682.

(2) *Mémoire des articles que l'évêque de Toul est convenu d'abandonner sous le bon plaisir du Roi, du Pape et de ses confrères à la Cour de Lorraine, pour le bien de la paix et à condition qu'elle conviendra avec lui sur tous les autres articles qu'il propose de retenir, et réponses des commissaires de Son Altesse Royale et sous son bon plaisir, aux seize articles détaillés dans le mémoire* (Ms. 157/98 de la Bibl. de Nancy). — Ce mémoire a été publié par Thibault, *Histoire des loix et usages*, etc., cxxix et sq.

(3) *Réponse de Son Altesse Royale sur le rapport à Elle fait par les commissaires des articles que l'évêque de Toul est convenu d'abandonner*, etc. (Thibault, *ibid.*, cxxxiii et sq.)

termes de la transaction. Le prélat délégua Claude de L'Aigle ; le duc, Bourcier de Montureux ; on rédigea un projet d'ordonnance (1), puis un autre (2) ; le procureur général suscita difficultés sur difficultés (3) ; le prélat dut composer un nouveau mémoire (4) ; mais tout fut inutile, et l'on se sépara, aigris de part et d'autre et sans avoir rien conclu.

Henri de Thiard de Bissy avait peut-être gagné, dans ces débats, une considération plus grande auprès de la cour de Versailles, et ses ennemis prétendirent même que c'était là le seul but qu'il poursuivait ; je le crois plus désintéressé et plus soucieux des intérêts de son Église et de son successeur. Il laissait pourtant à François Blouet de Camilly un héritage de luttes et de contestations.

La question du prêt à intérêt ne fut pas non plus résolue. Le Père Charbon, supérieur des Lazaristes de Toul, se déclara pour l'opinion épiscopale (5) ; le Père Modo, ancien recteur de Pont-à-Mousson, se rangea au sentiment de Guinet et composa un *Traité sur la validité des contrats obligatoires en Lorraine* (6). Théologiens et jurisconsultes continuèrent à se battre ; un grand nombre de prédicateurs tonnèrent du haut de la chaire contre ce qu'ils s'obstinaient à nommer usure, et quelques prêtres, dit-on, allèrent jusqu'à refuser l'absolution à des tuteurs coupables de prêter à intérêt les deniers de leurs pupilles (7). En 1721, des missionnaires

(1) *Projet d'ordonnance ou règlement pour l'exercice de la juridiction ecclésiastique, dans les États de Son Altesse Royale, Mgr le Duc de Lorraine, convenu par ses commissaires, sous son bon plaisir, avec Mgr l'évêque de Toul* (Ibid., CXLVII et sq.).

(2) *Projet d'ordonnance pour l'exercice de la juridiction ecclésiastique dans les États de Son Altesse Royale, par M. Bourcier de Montureux* (Ibid., CLXI).

(3) Biblioth. du Sém. de Nancy, ms. 129.

(4) *Mémoire des articles que l'évêque de Toul propose de retenir, tant de sa part que de celle de ses confrères, et auxquels il croit ne pouvoir renoncer, sans abandonner ce qui est spirituel, ou le privilège clérical, ou enfin ce qui est nécessaire pour le gouvernement ecclésiastique* (Thibault, ibid., CLXX et sq.).

(5) Calmet, *Bibl. lorr.*

(6) E. Martin, *op. cit.*, 363. — Sommervogel, *Bibl. des écr. de la Comp. de Jésus*, Modo.

(7) Rog., II, 695 et sq.

furent déferés au Conseil d'État, pour avoir enseigné à Sorcy, en Lorraine, la doctrine de l'Église de Toul « sur la matière de l'usure et sur les obligations stipulatives d'intérêts (1) », et, plus de vingt ans plus tard, en 1745, le Père Petitdidier reprit et développa son premier opuscule, dans sa *Dissertation théologique et canonique sur les prests par obligations stipulatives d'intérêts usités en Lorraine et Barrois* (2). Les progrès constants du commerce et de l'industrie et la valeur productrice de l'argent ont infirmé cette thèse ; mais nous devons reconnaître que nos évêques toulous, en s'élevant ainsi contre le prêt à intérêt, avaient à cœur de protéger la bourse du petit propriétaire contre les spéculations de financiers éhontés.

Léopold, après l'insuccès des conférences de La Malgrange, tenta de recourir à l'arbitrage de Louis XIV ; mais le roi se montra peu disposé à sortir de sa neutralité (3) et le prince dut se résoudre à défendre sa cause auprès du souverain pontife. L'affaire entra dès lors dans une nouvelle phase et l'évêque de Toul n'eut plus désormais qu'à fournir des mémoires (4), à surveiller

(1) *Lettre de l'évêque de Toul à Léopold*, 18 juillet 1721. — Bibl. du Sém. de Nancy, ms. 128, *ad calcem*.

(2) Nancy, Midon, 1745.

(3) « M. le marquis de Torcy vint hier me prendre aux appartements du Roy pour me dire que le sieur Barrois, envoyé de M. le duc de Lorraine à notre Cour, avait demandé une audience particulière au Roy dans laquelle il avait tâché d'engager Sa Majesté par bien des considérations à s'employer auprès du Pape, afin qu'il ne cognût point de l'affaire de Lorraine et que le dit Barrois avait encore insisté fortement que le Roy nous ordonnât de revenir incessamment. M. de Torcy me dit ensuite que Sa Majesté l'avait chargé de savoir de moi ce qui se pensait sur tout cela. Je fis voir à ce ministre que l'honneur du Saint-Siège était tout-à-fait engagé et que d'ailleurs rien n'était plus important pour le bien des évêchés et pour les intérêts mêmes de Sa Majesté, que de laisser régler l'affaire à Rome et que, quant à nous, nous souffrons plus que personne de notre séjour, mais que notre présence me paraissait nécessaire jusqu'à la conclusion. M. de Torcy me répondit qu'il ne doutait pas que le Roy ne se conformât à mes sentiments. » (Arch. Vatic., *Bibl. Carpegna*. — Lettre de l'évêque nommé de Meaux, 8 mars.)

(4) *Scritto istruttivo formato sopra il detto codice da comunicarsi ai Cardinali et altri soggetti deputati all'essame di quest'affare da S. Santità. Con la Notizia di tutto l'operato fin all'ora, dal nunzio di Francia e vescovo di Tul. — Relazione dei mali cagionati dal codice Leopoldino nello stato del duca di Lorena e Barri e della condizione presente delle diocesi alle quale si stende la*



la cour de Lorraine et à attendre la fin des négociations (1).

Le duc choisit pour commissaires le marquis de Lenoncourt, l'abbé de Nay du Plateau, grand doyen de la Primatiale, et Jean-Léonard Bourcier. L'ambassade partit en novembre 1704. A Florence, le procureur général quitta ses compagnons et, sur l'avis qu'il trouverait à Rome un accueil plutôt froid, il se replia sur Venise. Clément XI déclara, le 27 janvier 1705, aux plénipotentiaires qu'avant toute négociation, il exigeait que les censures pontificales de l'ordonnance de 1701, de l'acte d'appel et de l'ordonnance ampliative fussent publiées dans les duchés, et que Léopold s'engageât à composer un nouveau code qui annulerait les deux autres et ne toucherait à aucune matière ecclésiastique.

Le prince, espérant vaincre l'obstination de la Cour apostolique, envoya, pour remplacer Bourcier, un fin diplomate, le président Lefebvre ; de son côté, Henri de Thiard de Bissy, qui conservait encore l'administration du diocèse, avait dépêché à Rome le chanoine Chevalier. L'objet apparent de cette ambassade était de solliciter ses bulles pour Meaux ; mais, en réalité, c'était pour observer les événements.

Lefebvre, instruit des dispositions du pape et du Sacré-Collège, comprit qu'il fallait transiger. Il déclara que son maître était disposé à révoquer l'ordonnance de 1701 et à composer un nouveau code, si l'on voulait bien lui signaler les articles qui avaient encouru les censures pontificales. La congrégation du Saint-Office fut chargée par Clément XI d'examiner le mémoire de Lefebvre et rendit sa décision, par décret du 17 septembre 1705 (2). L'ambassadeur lorrain répondit qu'il récusait la congrégation du Saint-

*giurisdizione temporale del duca medesimo esposta in questo scritto da Mgr Errigo, vescovo di Tul, et inviata a Sua Santità, alli 12 di Maggio de l'anno 1704 (Ibid.).*

(1) Pour cette seconde phase, je n'aurai guère qu'à résumer l'excellent chapitre de M. Baumont, dans ses *Études* déjà citées (p. 147 et sq.), en complétant son récit par de plus larges emprunts à la relation de Lefebvre (Ms. 158/123 de la bibl. de Nancy) et à quelques autres sources que je citerai en leur lieu.

(2) *Espressione della mente di Sua Santità, doppo uditi li voti dei Cardinali nella Congregatione particolari deputata sopra il codice. 17 sept. 1705 (Arch. V tic, Bibl. Carpegna, 187).*

Office, qu'il voulait être traité en négociateur, non en prévenu, et il obtint ainsi de continuer avec les ministres du pape son échange de notes et de mémoires. Près d'une année se passa de la sorte et enfin, le 16 juin 1706, un bref pontifical, attestant que les canons du concile de Trente avaient toujours été appliqués en Lorraine, exigea que l'ordonnance de 1701 et son ampliative fussent annulées au profit d'un nouveau code dans lequel rien ne serait énoncé qui offensât la juridiction ecclésiastique; que Léopold supprimât les empêchements, apportés par lui à la publication des censures pontificales, et qu'enfin le duc révoquât les édits ou les décrets faits en son nom ou par la Cour souveraine, contre les libertés et les immunités de l'Église (1).

Lefebvre essaya de faire supprimer la mention du concile de Trente et introduire la déclaration formelle que le souverain pontife approuvait tous les usages suivis dans les duchés sous les prédécesseurs de Léopold; mais la mort de l'évêque de Munster (1706) lui inspira tout à coup des sentiments plus conciliants. Le duc de Lorraine voulait assurer ce riche bénéfice à son frère, Charles, évêque d'Osnabrück; le chapitre de Munster se trouvait partagé en deux fractions égales et irréductibles: l'une tenait pour le prince Charles; l'autre pour Metternich, évêque de Paderborn; il y avait eu plusieurs scrutins sans résultat et le choix se trouvait par suite dévolu au Saint-Siège. Ce n'était donc pas le moment de faire le difficile; le duc écrivit au pape une lettre très respectueuse, promit de faire travailler sans retard au nouveau code, protesta de n'avoir « jamais prétendu contrevenir aux droits, libertés et juridictions » que l'Église possédait dans ses États (2), et donna l'ordre à Lefebvre de recevoir le bref. Il en fut pour son apparente docilité: Metternich fut préconisé évêque de Munster.

Très blessé de cet échec, il ne se pressa guère de réaliser ses promesses. Il ne supprima, ni ne révoqua rien et il fit travailler mollement à la rédaction du code. Cependant, **François Blouet**

(1) Arch. Vatic. *Bibl. Carpegna*, 187.

(2) *Ibid.*

de Camilly avait obtenu ses bulles, pris possession de son siège par procureur, le 7 novembre 1705, et fait son entrée solennelle



à Toul, le 13 décembre suivant (1). Homme souple et conciliant, il n'aspirait qu'à terminer ces longs débats. Il proposa d'abord à la cour de Lorraine de s'en tenir, de part et d'autre, à l'exécution des articles convenus à La Malgrange, avant la rupture définitive. Le duc refusa, alléguant, non sans humeur, que le bref du 16 juin 1706 avait

rétabli la juridiction ecclésiastique dans ses États sur le pied où elle se trouvait avant les malheurs de la Lorraine (2). L'évêque alors pressa la rédaction du nouveau code, écrivit à Léopold, à Louis XIV, au nonce, au saint père. Le duc croyait que tant de zèle n'avait pour but que d'aigrir la Cour romaine (3); mais en réalité, Camilly, comme tout son clergé, avait hâte d'arriver à une solution nette et définitive (4).

Cependant, Bourcier, chargé de la révision des ordonnances, travaillait avec une lenteur voulue. Son œuvre, terminée vers

(1) Ben.-Pic., *Hist.*, 710. — François-Blouet de Camilly portait d'azur au lion d'or, armé et lampassé de gueules, au chef cousu de même chargé d'un cœur d'or, entre deux croissants d'argent.

(2) Rapport de l'abbé Chevalier à M. de Bissy. De Paris, le 10 décembre 1706. (Arch. Vatic. Bibl. Carpegna, 187).

(3) « En vérité, je prévois que nous n'aurons pas plus de tranquillité avec ce nouvel évêque qu'avec le prédécesseur; ce qui me pique le plus, c'est qu'il veut tâcher d'aigrir la Cour de Rome contre nous, en faisant courir le bruit que nous ne tenons pas nos promesses. Je puis vous assurer que, sans l'incommodité d'un de nos commissaires, le nouveau code serait fait. » (Léopold à Lefebvre, cité par Baumont, p. 154.) Il s'agit ici de Bourcier, atteint d'une fluxion de poitrine.

(4) On le voit bien dans la lettre de l'évêque à M. de Torcy, citée par M. Baumont (p. 155), et conservée aux archives du ministère des affaires étrangères (LXVI, f° 201).

avril 1707, fut envoyée à Rome, sur la demande de Clément XI, mais avec la clause formelle, posée par le prince, que le pape seul en prendrait connaissance. L'examen n'en fut point favorable, et le souverain pontife dit même à un cardinal que ce code lorrain était un « ouvrage de deux heures (1) ».

Cette appréciation, trop sévère si l'on considère la perfection du travail, est juste, si l'on a seulement égard aux résultats obtenus, relativement à l'objet même des débats. Le projet d'ordonnance ne touchait plus, il est vrai, aux matières ecclésiastiques ; mais sa préface alléguait, pour unique raison de cette seconde édition, l'utilité de réunir dans un même ouvrage plusieurs ordonnances non contenues dans la première. Elle déclarait en outre que le duc avait consenti à supprimer les empêchements apportés à la publication des censures pontificales, parce que le pape avait promis de n'en plus faire publier et que, pour les cas non énoncés (lisez les questions de juridiction ecclésiastique), on suivrait les usages du pays, terme vague qui pouvait signifier, ou bien les anciennes coutumes lorraines, telles qu'elles existaient sous Charles III et Henri II, ou bien les coutumes introduites par les Français dans les duchés, durant la longue période d'occupation.

Léopold ne fit rien pour détruire les méfiances du Saint-Siège ; il donna l'ordre d'imprimer la nouvelle ordonnance avec sa préface et, le 25 avril 1708, il manda à Lefebvre de se retirer à Milan. Encore qu'il prétendît pour ce voyage des raisons politiques, son véritable motif, il l'avoua lui-même, c'était qu'il ne désirait point que ses plénipotentiaires fussent à Rome quand le code révisé y parviendrait imprimé : il était en effet persuadé que Clément XI n'en serait pas « tout à fait satisfait », et il affirmait, ne pouvoir, ni ne vouloir faire davantage (2). Néanmoins, en envoyant au pape un exemplaire de cette ordonnance, il n'en protesta pas moins de son respectueux dévouement au Siège-Apostolique et de l'exactitude scrupuleuse avec laquelle il s'était attaché à n'y rien laisser

(1) Léopold à Lefebvre, 13 septembre 1707 (Ms. 92/154 de la bibliothèque de Nancy, f° 32).

(2) Léopold à Lefebvre, 25 avril 1707 (*Ibid.*, f° 92).

insérer « qui touchât le moins du monde les droits de l'Église (1) ».

Clément XI ne fut point ébloui par toutes ces belles déclarations : il fit surtout attention à la préface du livre et persista à ne pas reconnaître le nouveau code et à désavouer l'ancien ; de son côté, la cour de Lorraine s'entêta dans ses prétentions. La situation semblait donc sans issue ; mais le vieux pontife sut trouver comment triompher de l'obstination de Léopold. Son neveu, le cardinal Albani, fit briller aux yeux de Lefebvre un bref d'éligibilité pour le prince Charles, évêque d'Osnabrück, à la coadjutorerie de Trèves (2), et le négociateur lorrain s'empessa de signer, le 4 octobre 1710, l'arrangement qui allait enfin rétablir la bonne harmonie. Il fut convenu que le duc de Lorraine publierait deux ordonnances : l'une déclarerait que la préface de l'ordonnance de 1707 faisait uniquement allusion aux lois et coutumes, usitées dans les duchés à l'avènement de Charles IV, et l'autre révoquerait l'acte d'appel signifié par le procureur général. De son côté, le pape adresserait au prince un bref de remerciement, dont les termes furent arrêtés d'un commun accord.

Léopold ratifia, le 17 octobre, ces préliminaires de paix, rendit le 18 novembre, les deux ordonnances exigées (3), et reçut, quelques jours après, le bref pontifical de félicitations. Clément XI se réjouit beaucoup de l'heureuse issue de cette affaire (4) ; mais, en Lorraine, on ne dissimulait point la faible importance des concessions que le duc avait consenties. « Enfin, écrivait un magistrat de l'époque (5), le pape ne se plaindra plus d'a nous : nous avons supprimé ce qui lui déplaisait et nous savons à quoi nous en tenir. A Rome, c'est la lettre qui choque ; l'esprit nous reste : l'on ne touche pas à nos usages et nos bulles pour Trèves sont expédiées. »

(1) *Ibid.*, p. 36.

(2) Jean-Hugues d'Orbesch, archevêque de Trèves, était alors fort âgé : ce qui augmenta encore l'empressement. Charles fut élu coadjuteur le 24 septembre 1710 et devint archevêque-électeur de Trèves, le 6 janvier suivant, à la mort de Jean-Hugues. Il mourut lui-même, à Vienne, le 4 décembre 1715.

(3) Elles sont dans Rogéville, I, 326 et sq.

(4) *Ibid.*, 328.

(5) Lettre de M. Bardin (Ms. 150, 213 de la bibl. de Nancy, p. 1).

En dépit des apparences, l'Église était donc battue (1). L'officialité de Toul dut se soumettre à ce concordat (2); depuis ce temps, elle se borna à la connaissance des causes spirituelles et demanda des *pareatis* pour l'exécution de ses jugements en Lorraine; mais elle protesta chaque fois contre l'obligation où elle se trouvait. Insensiblement, l'usage reprit au barreau de citer l'ordonnance de 1701 comme une loi de l'État, et la Cour souveraine n'eut garde de protester. Encore une fois, la force d'inertie, mise au service de l'usurpation, avait prévalu contre des droits séculaires, défendus avec talent et avec énergie.

(1) « Je crois devoir encore l'informer que toute la juridiction ecclésiastique est presque entièrement tombée en Lorraine; on ne s'est relâché en rien de toutes les entreprises que les magistrats séculiers avaient formées du temps de mon prédécesseur, aujourd'hui évêque de Meaux. On ne permet pas que, ni moi, ni mon official puissions signifier aux ecclésiastiques, ni faire exécuter aucun jugement correctionnel, rendu dans la ville de Toul et dans le lieu de ma résidence, sans avoir obtenu un arrêt de la Cour souveraine pour le permettre, et ils appellent cette permission un *pareatis*. J'attends qu'il plaise à Dieu de donner la paix pour supplier instamment Sa Sainteté de rendre à l'Église de Toul la juridiction dont elle est quasi tout à fait dépouillée. Les magistrats de Lorraine se flattent que Sa Sainteté les a maintenus dans tous leurs usages et coutumes et, sur ce prétexte, ils colorent toutes leurs entreprises de coutume et d'usage du pays, et ils en sont eux-mêmes les parties et les juges. Je ne peux me dispenser de rendre justice au fond de piété et de religion dont M. le duc de Lorraine est rempli et de dire qu'il est un digne héritier des vertus de son auguste Maison; mais ses officiers et son conseil croient que tout leur est permis, pour renverser l'autorité et la juridiction ecclésiastiques, sous prétexte de maintenir la souveraineté. » (Lettre de l'évêque de Toul au nonce de Paris. — 23 juin 1710. — Arch. Vatic., *Bibl. Carpegna*, 187.)

(2) Arch. de M.-et-M., G. 1296. — Arch. Vatic., *loc. cit.*, 188.

## CHAPITRE III

Administration de François Blouet de Camilly<sup>(1)</sup>.

---

François de Camilly put s'applaudir davantage de la conclusion des affaires de Liverdun. Condamné par le Parlement de Metz, Collinot, nous l'avons vu (2), en avait appelé au Conseil du roi et obtenu le renvoi de la cause au Parlement de Paris.

L'affaire traîna plusieurs années ; mais enfin, le 18 mars 1711, un arrêt du Parlement donna gain de cause à l'évêque et à son séminaire. Alors Collinot recourut au Saint-Siège, dénonça les prélats toulousins comme ayant supprimé une collégiale, de leur propre autorité, sans demander le consentement des chanoines, et porté devant des juges laïcs un appel contre une sentence de leur métropolitain. Ce monstre de duplicité sut si bien circonvenir la Cour romaine ; il se ménagea de si puissantes influences, que le pape Clément XI, par un bref daté du 28 avril 1711, blâma vivement l'évêque de Toul et déclara nulle l'ordonnance de suppression (3).

Camilly n'eut point de peine à rétablir les faits ; il envoya un long mémoire au souverain pontife, écrivit à Torcy, secrétaire d'État pour les affaires étrangères, et au cardinal de la Trémouille, et, dès le 7 octobre 1712, il recevait un second bref

(1) SOURCES. — *Rec. des Mand. des Évêq. de Toul*, I et II. — *Statuts synodaux*. — Arch. de M.-et-M. — Baumont, *Études sur le règne de Léopold*.

(2) Voir plus haut, p. 380.

(3) Arch. de M.-et-M., G. 125.

qui reconnaissait que la bonne foi du Siège-Apostolique avait été surprise et qui approuvait pleinement l'ordonnance de son prédécesseur.

Les beaux jours étaient finis pour Collinot. De ses trois partisans, Vaultrin l'aîné et Louis étaient morts ; Du Poyau se désista bientôt de sa poursuite et fut pourvu d'une prébende à Vaucouleurs. Quant à lui, il restait indompté à son poste de combat, représentant à lui seul le chapitre supprimé. Il trouvait un secret appui chez les Lorrains, qui ne voyaient pas sans inquiétude le séminaire diocésain établi en terre française. Le 22 janvier 1704, la Cour souveraine, revenant sur sa décision, avait permis aux chanoines de Liverdun de rentrer en possession de leurs biens en Lorraine, et, si elle avait dû s'incliner enfin devant la saisie opérée par l'évêque, elle leur avait octroyé une pension de trois cents livres, avec cent livres de surplus pour le paiement du marguillier et l'entretien du luminaire. Fort de cet appui, Collinot fit sommer, par un notaire lorrain, l'évêque de lui rendre tous les biens du chapitre. Camilly envoya cet acte à Versailles et, le 11 septembre 1712, le grand prévôt de Toul se présenta à Liverdun. Abordant le prétendu chanoine à la sortie des vêpres, il lui montra une lettre de cachet et l'arrêta au nom du roi. Quelles que fussent les réclamations des habitants, il le conduisit à Toul, d'où il fut transporté à Saint-Lazare, puis à Charenton, chez les Frères de la Charité. Son emprisonnement dura trois ans, mais ne triompha point de son obstination. Mis en liberté par le Régent, le 8 octobre 1715, il fit de sa libération un acte de réparation et une reconnaissance authentique de ses droits. Il reprit ses revendications, assigna l'évêque devant le bailliage de Toul, demanda la restitution de tous les biens du chapitre et une avance de deux mille francs, et présenta une requête au duc d'Orléans.

Le Conseil du roi lui conseilla de se contenter de la pension de trois cents livres que le séminaire consentait à lui donner, s'il ne voulait pas reprendre le chemin de la prison. Je ne sais s'il se tint désormais tranquille ; mais j'ai trouvé aux Archives de Meurthe-et-Moselle, une réponse, datée de 1718, à une requête



au roi imprimée sous les noms collectifs des chanoines et habitants de Liverdun, avec soixante et une pièces à l'appui.

Le procès dura donc vingt ans, absorba longtemps la presque totalité des revenus du chapitre, endetta même le séminaire, et c'est ainsi que l'obstination d'un prêtre indigne paralysa l'œuvre de Dieu, mit obstacle à la formation du clergé et jeta dans une paroisse le trouble et le scandale.

Le séminaire était enfin fondé, et même le diocèse avait espéré quelque temps avoir à Mirecourt un autre séminaire, auquel eût été jointe une maison de retraite pour les prêtres âgés (1). L'auteur de l'entreprise était le curé de cette ville, Nicolas-François de Germiny (2). Les lettres patentes avaient été obtenues de Léopold, le 2 mars 1703 ; le terrain était acheté, au faubourg de Poussay ; des fonds étaient recueillis ; des sympathies étaient promises, nombreuses et généreuses ; mais le projet ne put aboutir. Aux jeunes clercs, Germiny dut préférer les pauvres et à sa double institution, substituer une maison de charité (3). Malgré l'absence totale de renseignements sur cette affaire, il est permis de penser que les difficultés pendantes entre Toul et Nancy ne furent point complètement étrangères à cet avortement : dans l'état actuel des choses, l'évêque pouvait-il voir avec plaisir un séminaire s'élever dans une cité lorraine ?

En attendant qu'il pût ouvrir à tous les candidats aux ordres et pour une période assez longue d'initiation, les portes de son grand séminaire, François de Camilly veillait avec sollicitude sur la vie et les études des jeunes clercs. Un mandement du 20 juin 1712 (4) leur rappela l'obligation de porter la soutane et la tonsure, d'assister en surplus aux offices de leurs paroisses, de mener une

(1) *Documents inédits sur l'histoire des Vosges*, VIII, 284. — Ch. Guyot, *L'Hôpital de Mirecourt*, 58 et sq. — Ch. Chapelier, *Le Séminaire de Dommartin*, dans *Sem. relig. Saint-Dié*, 1890.

(2) Nous ne savons que fort peu de choses sur ce bon prêtre, docteur en théologie, qui fut curé de Mirecourt pendant 37 ou 38 ans et mourut à l'âge de 82 ans, le 29 mars 1707 (Guyot, *op. cit.*, 53 et sq.).

(3) C'est l'hôpital actuel de Mirecourt, situé rue Germiny.

(4) *Mandement de M. l'Évêque-comte de Toul, pour les Conférences des clercs de son diocèse*. — 20 juin 1712 (*Rec. des Mand.*, I, 308).

conduite exemplaire ; rétablit à leur usage les conférences hebdomadaires, au séminaire de Toul, chez les oratoriens de Notre-Dame, à Nancy, chez les Jésuites de Pont-à-Mousson et chez le promoteur de l'officialité de Bar. Tous les clercs de ces quatre villes étaient tenus d'assister à ces conférences, et ceux des campagnes devaient chaque semaine rendre compte de leurs études à leurs curés, sous peine d'exclusion des ordres. Une telle mesure était sans doute bien insuffisante ; du moins, témoignait-elle de la prévoyance et de la bonne volonté du prélat.

François de Camilly garda comme official et vicaire général le vénérable M. de L'Aigle, sur la prudente et l'expérience duquel il pouvait se reposer (1). Avec la précieuse collaboration de cet auxiliaire infatigable, il continua les sages traditions de ses prédécesseurs. Il fit lui-même la visite de son diocèse et il adressa aux fidèles à cette occasion une instruction substantielle sur la Confirmation (10 novembre 1706) (2) ; il rappela aux archidiacres l'obligation de parcourir chaque année les paroisses de leurs circonscriptions (3) ; il tint régulièrement les synodes à l'issue desquels il communiqua à son clergé les observations qu'il jugeait nécessaires, sur le prône, le catéchisme (carême 1713) (4) ; sur la vie et les devoirs des ecclésiastiques (11 avril 1714) (5), etc.

Grâce au solide enseignement des Jésuites de Pont-à-Mousson et des Lazaristes du séminaire, grâce surtout à la période si longue de guerres et d'épreuves et à l'aversion des Lorrains pour tout ce qui venait de France, le diocèse de Toul était resté, pour ainsi dire, étranger aux troubles du Jansénisme. Claude de L'Aigle, dès

(1) Une grande partie des mandements et ordonnances de cet épiscopat sont de Claude de L'Aigle.

(2) *Mandement de M. l'Évêque-comte de Toul, pour la Confirmation*. 10 nov. 1706 (*Rec. Mand.*, I, 232).

(3) *Ordonnance de M. l'Évêque-comte de Toul, enjoignant aux archidiacres de faire leurs visites*. — 4 septembre 1713 (*Ibid.*, II, 113).

(4) *Mandement de M. le Grand-Vicaire de Toul, pour le carême de 1713, recommandant à tous le devoir de la pénitence et aux curés l'obligation de faire le catéchisme* (*Ibid.*, I, 326).

(5) *Mandement de M. l'Évêque-comte de Toul, publié au Synode général diocésain tenu à Toul, le 11 avril 1714, sur la vie et les devoirs des ecclésiastiques* (*Ibid.*, 347).

le 25 novembre 1705, avait ordonné la publication de la bulle *Vineam Domini Sabaoth*, sur le cas de conscience et le silence respectueux (1), et François de Camilly, le 23 septembre 1714, fit de même, pour la bulle *Unigenitus* (2). Ces deux mandements furent reçus avec soumission par le clergé du diocèse ; le chapitre de Toul, dans sa réunion du 20 octobre, adopta à l'unanimité, et la bulle de Clément XI, et l'ordonnance de l'évêque, tout en faisant remarquer que, pour ce dernier point, c'était pure condescendance de sa part, puisqu'il était exempt de la juridiction épiscopale (3). La faculté de théologie de Pont-à-Mousson avait accepté la bulle pontificale, dès le 22 juillet 1714, non sans avoir maille à partir avec l'évêque de Metz, M. de Coislin, et sans attirer sur l'université lorraine, sur la faculté de droit en particulier, le ressentiment des parlementaires français (4).

Toutefois, Bousson, curé de Rainville, protesta contre le mandement « par propos injurieux » : il fut déféré par le promoteur à l'officialité (5) ; je ne sais quelle fut la sentence portée contre lui.

Anselme de Bavay, abbé de Beaupré (1710-1737), religieux « d'une vie exemplaire, régulière et édifiante (6) », crut trouver dans l'acte de Clément XI des condamnations trop sévères et prit le parti de demander au pape quelques explications : résolution qui plus tard le jeta, lui et sa communauté, dans le camp des appelants, amena des troubles fâcheux et créa pour quelque temps, dans cette abbaye cistercienne, un ardent foyer de Jansénisme (7).

Les doctrines du Père Quesnel menacèrent aussi d'envahir les cloîtres lorrains des congrégations de Saint-Vanne et de l'Antique-Rigueur : les maisons champenoises en étaient infestées et le nonce

(1) *Mandement de M. l'Évêque-comte de Toul, pour la publication de la bulle de Clément XI, du 16 juillet 1705, contre le Jansénisme.* — 25 novembre 1705 (*Ibid.*, 230 bis).

(2) *Mandement de M. l'Évêque de Toul, pour la publication de la constitution du pape Clément XI, du 8 du mois de septembre 1713 (Unigenitus) et l'instruction pastorale de l'Assemblée du Clergé.* — 23 septembre 1714 (*Ibid.*, II, 12).

(3) *Délib. capit.*, Arch. de M.-et-M., G. 89, f° 50.

(4) Eug. Martin, *Univ. de Pont-à-Mousson*, 129 et sq.

(5) Arch. de M.-et-M., G. 1298.

(6) Bibl. du Sém. de Nancy, Ms. 129.

(7) Voir plus loin, au ch. V.

de Lucerne, pour conjurer la propagation du mal, dut interdire, en 1719, à tous les monastères lorrains de saint Norbert et de saint Benolt, qui dépendaient de sa nonciature, de recevoir dans leurs communautés aucun religieux français, même sous prétexte de recherches dans leurs archives et dans leurs bibliothèques (1). Les disciples de Servais de Lairuels se laissèrent peu entamer ; mais, parmi les fils de Didier de La Cour, beaucoup se montrèrent hésitants et plusieurs s'affichèrent comme intraitables appelants. A cela parfois l'ambition trouvait son compte. L'abbaye de Senones était disputée par Dom Pierre Alliot, élu par les religieux et François de Lorraine, abbé de Stavelot, frère de Léopold, nommé par le Saint-Siège (2). Les deux compétiteurs moururent presque en même temps, durant l'année 1715, et les moines se donnèrent pour supérieur Dom Mathieu Petitdidier. La Cour pontificale approuva leur vote, moyennant certaines conditions ; mais, en 1719, l'abbé de Bouzey, qui convoitait ce riche bénéfice, accusa Petitdidier, à Rome, de n'avoir point accepté la constitution *Unigenitus* et de professer les erreurs condamnées. Léopold lui prêta son appui et cet intrigant obtint, en décembre de cette même année, des bulles de dévolu à l'abbaye de Saint-Gondelbert et il en prit possession sans retard.

Ces accusations étaient fondées : Petitdidier était l'ami de Quesnel et de Dom Thierry de Viaixnes, « *janséniste des plus outrés* (3) », et, s'il n'était pas l'auteur du *Problème ecclésiastique* contre M. de Noailles, comme on le prétendait généralement dans le public (4), il avait à son passif une *Apologie des Lettres provinciales* (5) et il avait offert un asile dans son cloître à l'Oratorien rebelle (6).

(1) Arch. Vatic., *Nunz. di Svizzera*, t. 114. Lettre de Firrao, nonce de Lucerne, 26 août 1719.

(2) Calmet, *Hist. de Lorr.*, VII, 344 et sq. ; *Bibl. lorraine*, Mathieu Petitdidier.

(3) Mot de D'Aguesseau, cité par Baumont, *op. cit.*, 489.

(4) M. Vacant, dans une étude très fouillée : *Renseignements inédits sur l'auteur du Problème ecclésiastique, publié en 1697 contre M. de Noailles* (*Rev. des Sciences eccl.*, 1890), a montré que l'auteur de ce factum est Dom Hilarion Monnier, bénédictin de Saint-Vanne et prieur de Saint-Vincent, à Besançon.

(5) Vacant, *op. cit.*

(6) Si Quesnel n'accepta point, ce fut sur les représentations de quelques-uns de ses amis (Vacant, *op. cit.*).

Mathieu Petitdidier se défendit avec habileté : il se hâta d'envoyer à Rome son adhésion formelle, proposa de donner sa démission pure et simple, annonça sa résolution de travailler à un grand traité sur l'*Infailibilité du Pape* (1) et, après des vicissitudes diverses, il obtint enfin de transiger avec l'abbé de Bouzey, en attendant qu'il reçût du Siège-Apostolique les faveurs les plus grandes (2).

L'évêque et son vicaire général veillaient aussi au maintien de la morale chrétienne et de la discipline ecclésiastique. Chaque année, avant le carême, un mandement rappelait aux fidèles le devoir sacré de la pénitence et les règles sur le jeûne et sur l'abstinence (3). Les hôteliers de Plombières s'étaient autorisés à donner eux-mêmes à leurs hôtes, baigneurs ou non, la permission de manger de la viande, aux jours défendus; l'abus était invétéré et Henri de Bissy avait en vain fait entendre ses protestations : une ordonnance, en date du 20 juillet 1717, vint interrompre la prescription et rappeler aux traiteurs l'exacte observation des lois de l'Église (4).

Le sire de Sommières, chevalier de Malte, et Royer, frère servant du même ordre, s'étaient obstinés à vouloir faire la visite canonique des églises d'Einville, de Ceintrey et de Virecourt, sous prétexte que ces cures étaient à la nomination de leur ordre. C'était une violation formelle des règles canoniques et un attentat aux droits de l'autorité épiscopale. Une ordonnance du 19 juillet 1711 le leur interdit et, comme ils persistaient dans leurs prétentions et se présentaient subrepticement sans avertir les curés, un second mandement, lancé le 24 octobre 1714, défendit aux pasteurs et aux fidèles de recevoir ces visiteurs, leur prescrivait de s'opposer de toutes leurs forces à cette ingérence et d'avertir le promoteur de l'officialité, dès la première tentative (5).

(1) Il le composa, en effet, et le publia en 1724.

(2) Voir plus bas, au ch. V.

(3) *Recueil des Mand.*, I et II, *passim*.

(4) *Ordonnance de M. l'Évêque-comte de Toul, défendant de donner à manger en gras aux personnes qui vont aux eaux de Plombières, sans en avoir reçu la permission du curé du lieu.* — 20 juillet 1717 (*Ibid.*, II, 142).

(5) *Ordonnance de M. l'Évêque-comte de Toul, contre les visiteurs de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem et leurs visites.* — 24 octobre 1714 (*Ibid.*, 41).

Une ordonnance du 30 septembre 1711 rappela aux religieuses la stricte observation des lois canoniques sur la clôture de leurs monastères (1) et plusieurs mandements prévirent ou supprimèrent, avec le concours du pouvoir ducal, les dangers et les abus qu'entraînait la profession d'ermite (2). Un autre décret épiscopal, du 27 juin 1712 (3), interdit la lecture d'un livre intitulé : *La Doctrine amoureuse ou catéchisme d'amour*.

Les statuts synodaux de 1717 renouvelèrent les sages prescriptions de Henri de Bissy sur les veillées d'hiver (4). Le mandement du 1<sup>er</sup> août de la même année dénonça les personnes du sexe qui se rendaient à l'église en robes trainantes, détroussées, flottantes, ouvertes et sans ceinture, oubliant « le respect suprême qui est dû à la majesté de Dieu (5) ». Celui du 15 octobre suivant s'éleva avec force contre la profanation des fêtes du patron de la paroisse et de la dédicace de l'église et interdit, de nouveau, sous peine de suppression de ces solennités, les danses, les jeux et les autres occasions de débauches qu'avait déjà condamnés l'évêque précédent et que les seigneurs locaux et quelques magistrats lorrains s'obstinaient à encourager (6). Pour prévenir en partie ces abus, l'évêque avait décidé, au synode de 1710, que la fête de la dédicace serait célébrée uniformément, dans toutes les paroisses,

(1) Ordonnance de M. l'Évêque-comte de Toul, touchant la clôture des monastères de religieuses. — 30 septembre 1711 (*Ibid.*, I, 291).

(2) Mandement de M. l'Évêque-comte de Toul, sur les obligations de la vie érémitique, adressé aux Frères Ermites de la Congrégation de Saint-Antoine. — 3 septembre 1708 (*Ibid.*, 242). — Décret de M. l'Évêque de Toul, touchant les gardes des chapelles champêtres. — 14 janvier 1716 (*Ibid.*, II, 129). — Ordonnance de M. l'Évêque-comte de Toul, touchant les ermitages. — 8 mai 1717 (*Ibid.*, 139, ms.). — Recueil des Édits du règne de Léopold (I, 294, 364, 376 ; II, 93).

(3) Mandement de M. l'Évêque-comte de Toul, défendant la lecture d'un livre intitulé : *La Doctrine amoureuse ou Catéchisme d'amour*. — 27 juin 1712 (*Rec. des Mand.*, I, 310).

(4) Statuts synodaux, éd. de 1717, p. 215 (*Rec. Mand.*, IV, 128).

(5) Mandement de M. le Grand Vicairé de Toul, contre les personnes qui vont dans les églises en robes trainantes et autres habits indécents. — 1<sup>er</sup> août 1717 (*Rec. des Mand.*, II, 143).

(6) Mandement de M. l'Évêque-comte de Toul, contre la profanation des dimanches et des fêtes des saints Patrons et de la Dédicace. — 15 octobre 1717 (*Ibid.*, 143).

le second dimanche d'octobre, et, le troisième, dans les annexes : c'était une manière habile de sauver la fête religieuse ; mais « le rapport » comme l'appelaient nos pères, n'en persista pas moins au jour de l'échéance : il est si difficile de supprimer un usage mauvais !

Durant l'absence du prélat, M. de L'Aigle dut intervenir dans un conflit que des rivalités analogues du siècle précédent rendent moins invraisemblable (1). La première primatiale provisoire servait, depuis 1619, au service de la paroisse Saint-Sébastien de Nancy. Elle était fort exigüe et Léopold, pour raison de salubrité, avait interdit, en 1714, d'y faire désormais aucune inhumation. A cette décision, les religieux trouvèrent leur compte et, plus que jamais, ils cherchèrent à procurer aux caveaux de leurs églises de nombreuses sépultures.

En avril 1714, mourut une blanchisseuse, nommée Claudette Laurette. Le curé de la ville neuve, Joseph Charles, leva le corps, le 13, vers le soir, et après l'avoir présenté à l'église, il se disposait à le conduire au cimetière, quand une cinquantaine de soldats de l'armée française d'occupation se présentèrent tout à coup, enlevèrent le cercueil et le transportèrent dans la chapelle des Minimes : Claudette, disaient-ils, étaient tertiaire de saint François de Paule : comme telle, elle devait être enterrée dans l'église de ses frères en religion.

Il y eut grand tapage dans le quartier : les moines, qui peut-être n'avaient pas provoqué la scène, en acceptèrent toutefois les résultats. Ils reçurent le corps ; mais n'osant l'inhumer sur le champ, ils laissèrent le cercueil sur des tréteaux et, le lendemain, ils citèrent le curé devant le bailliage, pour les avoir troublés dans la jouissance de leurs privilèges.

Celui-ci était déjà parti pour Toul et les magistrats lorrains, sûrs de la décision épiscopale, mais heureux de tenir tête une fois de plus au prélat français, condamnèrent le prévenu à six francs d'amende et à cinquante francs d'aumône. Cependant Charles

(1) Voir plus haut, p. 246. — Registre de la paroisse St-Sébastien. — Lyon-nais, *Hist. de Nancy*, II, 574.

revint le jour même, avec des instructions formelles : le corps devait, en tout état de cause, être reporté à Saint-Sébastien, puis reconduit, soit au cimetière, soit chez les Minimes, selon que la volonté de la défunte serait, oui ou non, attestée par des documents authentiques.

L'ordonnance fut aussitôt communiquée aux religieux : ceux-ci refusèrent d'y obtempérer, alléguant l'arrêt du bailliage, et ils se mirent en mesure de procéder à l'enterrement. Le notaire apostolique que le curé leur envoya pour leur signifier l'arrêt, les trouva occupés à descendre le cercueil dans la fosse. M. de L'Aigle, averti, eut la sagesse de ne pas pousser les choses à l'extrême : il laissa la pauvre Claudette reposer en paix dans une demeure si chèrement conquise, mais il jeta l'interdit sur le provincial, le supérieur et les religieux qui avaient pris part à la cérémonie. Quant aux soldats, le gouverneur français fit enfermer les principaux coupables ; il en aurait même fait pendre quelques-uns, sans l'intervention du curé de Saint-Sébastien. Mais vraiment, si la querelle eût été moins macabre, quel beau thème c'eût été pour un poème héroï-comique !

Les ordres religieux continuaient pourtant à se multiplier dans le diocèse ; mais l'élan était fort ralenti et les sympathies, bien refroidies. Dans les villes, en particulier, on trouvait, non sans quelque raison, il faut bien le dire, que le nombre des couvents était trop considérable et chaque fondation nouvelle amenait une protestation des magistrats de la cité.

Les Capucins se fixèrent à Commercy, en 1704 ; à Bulgnéville, en 1706 ; à Châtel, en 1707 (1) ; les Carmes obtinrent, en 1707, de Léopold, l'autorisation de s'établir à l'ombre du château de Lunéville, malgré les remontrances de la municipalité qui leur eût préféré des Jésuites et un collège pour l'éducation de la jeunesse (2). Les Chanoines-Réguliers de Notre-Sauveur auraient désiré créer à Nancy, dans la rue Saint-Nicolas, une abbaye ou un prieuré ; ils n'aboutirent qu'à ouvrir, en 1713, sous le nom de résidence, une sorte d'hôtellerie monastique, pour leurs religieux

(1) Ben.-Pic., *Veteris Ord. seraph. monumenti*, *passim*.

(2) Arch. de Lunéville, requête du 14 avril 1707.



qui seraient de passage dans la capitale du duché (1). Les Bénédictins de Saint-Vanne avaient été plus heureux: en 1701, la faveur du prince leur avait permis de transformer en abbaye, sous le nom de St-Léopold, leur prieuré nancéien de Sainte-Croix (2). Enfin, les religieuses de la Congrégation bâtirent, en 1710, un monastère à Gondrecourt (3).

Ce furent surtout les congrégations hospitalières qui prirent leur essor à cette époque. La petite *société de Jésus, Marie, Joseph*, installée dans l'ancien hospice Saint-Charles, avait longtemps végété, malgré l'habile direction du Père Épiphanie Louis et la prudente administration de Barbe Godefroy, sa seconde supérieure. Les premières sœurs avaient pourtant obtenu, le 18 avril 1679, de Jacques de Fieux, la grâce enviée de prononcer des vœux de religion et fait profession, au nombre de quatre, le 22 juillet suivant, fête de sainte Madeleine, entre les mains du Père Louis. Elles formaient dès lors une congrégation; la bénédiction de Dieu était sur elles et la faveur des hommes ne devait point leur manquer. En 1702, Léopold leur confia Saint-Julien, le premier hôpital dont elles eurent la direction; en 1704, M. D'Autriche, doyen du chapitre de Saint-Dié, les appela pour ouvrir un dispensaire dans la vieille cité canoniale; l'année suivante, le Père Trouillot, de l'Oratoire, remit entre leurs mains la Charité Notre-Dame de la ville vieille. En 1706, elles étaient à l'hôpital Saint-Maur de Lunéville; en 1708, à l'hôpital de Mirecourt, à la Charité de Saint-Mihiel, à celle de Saint-Nicolas du Port; en 1709, à l'hôpital Saint-Roch, de Nancy (4); en 1710 et 1711, à Commercy et à l'hôpital de Saint-Mihiel.

François de Camilly, témoin de ces progrès, approuva la règle,

(1) Rogie, *Hist. du B. Pierre Fourier*, III, 491. — *Journal de Jean-François Nicolas*, dans *Mém. Soc. Arch. lorr.*, 1899, p. 262.

(2) Lionnais, III, 3. — Voir plus haut, p. 108. — Cette maison fut gouvernée par des abbés quinquennaux jusqu'en 1742, année où Stanislas la donna à Dom Benoît Belfroy.

(3) Rogie, *op. cit.*, III, 454.

(4) Cet hôpital, fondé le 10 novembre 1694, par Claude Maudonné, dans les bâtiments occupés depuis par les Orphelines, fut réuni à Saint-Charles, par Léopold (Arch. de Saint-Charles).

le 13 septembre 1713 (1), et, comme le nombre des maisons allait toujours en s'augmentant (2), il ajouta, le 24 juin 1720, aux statuts primitifs, un supplément de vingt et un articles (3) qui groupait toutes les communautés, présentes et futures, en une seule congrégation, sous la direction d'une supérieure générale, résidant à Saint-Charles, élue pour cinq ans par les sœurs des trois maisons de Nancy. C'est donc à bon droit que la congrégation des Sœurs de Saint-Charles vénère en Camilly l'un de ses insignes bienfaiteurs : elle lui doit son unité, sa force et partant son progrès.

Françoise-Catherine Croizet, dame d'Heillecourt, veuve du sieur Zénobie Viraut, sieur de Sombreuil, fonda à Nancy, derrière la future primatiale, avec l'autorisation de Léopold (25 janvier 1715) (4), une maison d'orphelines, sous le nom de Sainte-Élisabeth, et s'adjoignit plusieurs compagnes, pour la surveillance et l'enseignement. Elle sollicita, pour le règlement de sa communauté naissante, l'approbation de l'évêque de Toul ; elle l'obtint, le 5 août 1715 (5) ; puis, désireuse d'appuyer sa faiblesse et celle de ses collaboratrices sur les trois vœux de religion et rendue plus hardie par la bienveillance du pontife, elle demanda, le 15 septembre 1720, et reçut, le 29 du même mois, la faveur désirée. Tel fut le commencement de la petite congrégation des *Sœurs de Sainte-Élisabeth* qui ne survécut pas à la Révolution, mais dont la maison est occupée aujourd'hui et le but charitable, poursuivi par les religieuses de la Doctrine-Chrétienne.

(1) *Mandement de M. l'Evêque-comte de Toul, approuvant de nouveaux règlements pour la Maison de Saint-Charles.* — 13 septembre 1713 (*Rec. des Mand.*, I, 343).

(2) 1715. Verdun, hôpital Sainte-Catherine. — 1716, Bar, hôpital. — 1717, Verdun, hôpital Saint-Hippolyte. — 1719, Dieuze (*Archives de Saint-Charles*).

(3) *Règlement de M. l'Evêque-comte de Toul pour l'établissement d'une supérieure générale de la Congrégation de la Charité de Saint-Charles de Nancy.* — 24 juin 1720 (*Rec. des Mand.*, II, 184).

(4) *Lettres patentes de S. A. R. pour l'établissement de la maison et communauté des pauvres orphelines, à Nancy.* — 25 janvier 1715 (*Ibid.*, 47). — *Règles de la Maison des Orphelines de Nancy* (*Ibid.*, 55 et sq.).

(5) *Approbation de Mgr l'Evêque-comte de Toul, pour le Règlement de la Maison et communauté des Orphelines, établie à Nancy.* — 5 août 1715 (*Ibid.*, 52). — La maison porte encore le nom de *Maison des Orphelines*.

Les intérêts temporels de son peuple et de la Chrétienté préoccupaient également François de Camilly et il pouvait en toute vérité s'appliquer les paroles de saint Paul : « *Quis infirmatur et ego non infirmor ?* » Souvent des mandements venus de Toul commandaient, dans tout le diocèse ou dans une région, des prières publiques pour obtenir la pluie, le beau temps, la cessation de la mortalité des bestiaux, d'une maladie contagieuse ou d'un hiver trop rigoureux (1), surtout celui de 1709, dont les documents du temps et le texte même de la lettre épiscopale nous tracent un tableau navrant. Le 16 avril 1712, ce sont de « pauvres prisonniers » toullois, enlevés par des aventuriers allemands et détenus à Trarbach, en Wesphalie, que le prélat recommande à la charité des fidèles (2) ; le 12 février 1716, les chrétiens de Morée, victimes de la barbarie des Turcs (3) ; le 20 juin 1721, les pestiférés de Marseille (4) ; le 1<sup>er</sup> février 1712, l'œuvre éminemment catholique des réparations urgentes à exécuter à la grande coupole de la basilique du Saint-Sépulcre (5) ; le 1<sup>er</sup> février 1714, la consolidation de l'église de Bonnet, ébranlée par un cyclone (6), etc.

(1) *Mandement de M. l'Évêque-comte de Toul, pour faire des prières publiques et obtenir la cessation des calamités d'un hiver rigoureux.* — 7 mai 1709 (*Ibid.*, I, 250). — *Mandement de M. l'Évêque-comte de Toul, pour le Carême de 1710, pour exhorter les peuples à suppléer, par la pénitence du cœur, à ce qui pourra manquer, en ces années d'affliction, à la pénitence du corps et mitigeant le jeûne du carême.* — 4 février 1710 (*Ibid.*, 258). — *Mandement de M. l'Évêque-comte de Toul, ordonnant des prières publiques en Lorraine et Barrois, pour obtenir la cessation de maladies contagieuses.* — 12 mai 1711 (*Ibid.*, 282). — *Mandement de M. l'Évêque-comte de Toul, ordonnant des prières publiques pour obtenir de Dieu un temps favorable à la moisson.* — 17 août 1711 (*Ibid.*, 290). — *Mandement de M. l'Évêque de Toul, ordonnant des prières publiques dans la ville de Bar, pour la cessation de fléaux temporels.* — 21 avril 1711 (*Ibid.*, 282), etc.

(2) *Mandement de M. l'Évêque-comte de Toul, ordonnant une quête pour les pauvres prisonniers à Trarbach.* — 16 avril 1712 (*Ibid.*, 305).

(3) *Mandement de M. le Grand Vicaire de Toul, ordonnant une quête pour les pauvres captifs de la Morée.* — 12 février 1716 (*Ibid.*, II, 131).

(4) *Mandement de M. l'Évêque-comte de Toul, nommé archevêque de Tours* — 20 juin 1721 (Bibl. du Sém. de Nancy, Ms. 128).

(5) *Mandement de M. l'Évêque-comte de Toul, sur la demande du roi, ordonnant une quête pour la réparation des Saints-Lieux.* — 31 décembre 1711 (*Ibid.* I, 296).

(6) *Mandement de M. le Vicaire-général de Toul, exhortant les fidèles à contribuer aux réparations de l'église de Bonney (sic).* — 1<sup>er</sup> février 1714 (*Ibid.* II, 3).

Soixante familles israélites avaient obtenu, vers la fin du xvr<sup>e</sup> siècle, l'autorisation de s'établir à Metz et, de là, insensiblement, elles avaient essaimé dans tout le pays d'alentour (1). Léopold, au début de son règne, avait d'abord suivi à l'égard des Juifs une politique de vexations ; mais, bientôt, pressé par le besoin d'argent, il prêta l'oreille aux propositions alléchantes de Moïse Alcan et d'autres banquiers messins et il parut disposé à leur permettre de créer des établissements à Nancy. Grande fut la surprise et l'émotion chez les laïcs et chez les clercs. Le corps des marchands protesta auprès du souverain et les trois curés de Nancy lui adressèrent de leur côté une éloquente requête, faisant valoir les périls que couraient à la fois la religion et la prospérité matérielle : « Combien de marchands ruinés, écrivaient-ils, de campagnes désolées, de familles oppressées et sans ressources, se présentent par avance à nos yeux (2). » François de Camilly joignit ses instances à celles de ses prêtres ; il écrivit au roi de France et au souverain pontife, pour leur demander d'intervenir auprès du duc de Lorraine (3) ; il fit appel aux sentiments religieux de Léopold ; il intéressa à cette affaire beaucoup de conseillers du prince et il trouva un solide appui dans le président Lefebvre. « Comme j'ai vu quantité de leurs affaires, étant avocat à Metz, écrivit ce dernier à son souverain, je sais par expérience qu'ils ne valent rien que pour désoler le pauvre peuple par des usures (4). »

Tous les bons esprits s'accordèrent donc à dénoncer le péril ; mais Léopold hésitait, craignant l'opinion publique, le mécontentement de Rome et désireux aussi de remplir ses coffres et de satisfaire à ses folles dépenses. Il ne donna pas tout d'abord à ces banquiers, l'autorisation de résider dans sa capitale ; mais il entra sous main avec eux en relations suivies. Dès lors, les Salomon et Samuel

(1) Sur cette question des Juifs sous Léopold, voir Baumont, *op. cit.*, 400 et sq ; 493 et sq. — et le *Journal de J. Fr. Nicolas*, dans *Mém. Soc. Arch. lorr.*, 1899, p. 248.

(2) Requête contre les Juifs, présentée par les curés des deux villes de Nancy, le 18 décembre 1707 (*Regist. de la paroisse Saint-Sébastien*, f<sup>o</sup> 197).

(3) Lettres du 23 décembre 1707 et du 6 janvier 1708 (Arch. du minist. des aff. étrang., LXIV, f<sup>o</sup> 249 et 260. — Bibliothèque de l'Arsenal, Ms. 2064, pièce 172).

(4) Lettre du 17 mars 1708 (Ms. 781, 163) de la Bibl. de Nancy, f<sup>o</sup> 56).

Lévy, les Moïse Alcan, les Jacob Swob et bien d'autres firent à Nancy de fréquentes apparitions et de longs séjours et ils affectèrent une conduite pleine de morgue et de dédain : en 1711, Moïse Alcan fut condamné, par les Échevins, à trois cents livres d'amende pour avoir regardé la procession du Saint-Sacrement, aux fenêtres de l'hôtel du Sauvage, « fumant et ayant son chapeau sur la tête ». En 1712, ils avaient élu domicile dans la capitale et, le 8 octobre 1713, Samuel Lévy fut nommé, au grand scandale de la Cour souveraine, receveur général des finances.

La réalité ne répondit point aux espérances de Léopold. Samuel discrédita le trésor ducal par une banqueroute retentissante ; il ameuta l'opinion publique par le faste de sa maison et surtout par la célébration solennelle de la fête des Trompettes, le 15 septembre 1717. La Cour souveraine, le 17 décembre suivant, défendit aux Juifs tout exercice public de leur culte et, le 17 avril 1721, elle leur intima l'ordre de sortir de Lorraine. Il était bien tard pour réagir. Léopold eût beaucoup mieux fait d'écouter les remontrances des magistrats et des curés de sa bonne ville, les conseils paternels de son évêque : il n'eût point été la dupe de ces spéculateurs éhontés qui exploitèrent sa confiance, surveillèrent sa diplomatie et firent le jeu du roi de France (1).

La dévotion au Cœur sacré de Jésus commençait à se répandre dans les monastères de la Visitation. Le couvent de Pont-à-Mousson avait déjà son association en l'honneur du Sacré-Cœur : les religieuses de Nancy ne voulurent pas être en retard : elles sollicitèrent et obtinrent de l'évêque de Toul l'érection d'une confrérie semblable, le 23 février 1714 (2). François de Camilly était trop pieux pour ne point encourager de tout son pouvoir les œuvres de piété et de dévotion. Le 7 mai 1718, il donna un règlement à la congrégation de la Sainte-Vierge qui existait chez les reli-

(1) On a des preuves certaines que Samuel Lévy travaillait pour le roi de France (Baumont, *op. cit.*, 403 et sq.).

(2) Érection ou établissement d'une confrérie ou association sous le titre du Sacré-Cœur de Jésus, dans l'église du monastère de la Visitation Sainte-Marie de Nancy. — 22 février 1714 (*Rec. Mand.*, 36 bis).

gieuses de Notre-Dame, à Nancy (1); le 17 août 1719, l'âme profondément émue d'un vol sacrilège qui venait d'être commis chez les Cordeliers de la ville vieille, il prescrivit des prières solennelles de réparation (2); le 25 octobre 1720, il établit, dans la chapelle des Orphelines et à la requête de la fondatrice, un salut en l'honneur du Saint-Enfant Jésus, le vingt-cinquième jour de chaque mois (3).

Malgré la vigilance des pasteurs de l'Église de Toul, beaucoup d'abus s'étaient glissés et se perpétuaient dans les confréries (4). On s'y faisait inscrire par vanité et l'on se croyait dispensé, par le fait même, de la pratique de ses devoirs de chrétien; on assistait aux offices le jour du patron, mais on ne respectait ni fêtes, ni dimanches. Les dignitaires payaient leur entrée en charge par des festins où trop souvent les lois de la tempérance étaient méconnuës. On mettait à l'encan l'image du saint patron ou le bâton de la confrérie; on portait la statue dans la maison du plus fort enchérisseur, au son des violons et autres instruments profanes. On dressait autel contre autel; on érigeait confrérie contre confrérie, et souvent des disputes et des batailles se livraient, au grand détriment de la religion, entre trop fervents serviteurs de tel ou tel saint, entre trop obstinés tenants de telle ou telle dévotion.

Une ordonnance épiscopale, en date du 20 avril 1719, rappela les principes sur le culte des images, insista sur l'utilité des associations pieuses, mais interdit les enchères, les repas, les cortèges avec violons, hautbois, etc., et décida que la statue du saint ne serait plus portée dans les maisons.

Ce mandement, comme bien d'autres, devait rester lettre morte

(1) *Ordonnance épiscopale pour la Congrégation de la Sainte-Vierge, établie dans le monastère des religieuses de la Congrégation de Nancy.* — 7 mai 1718 (*Ibid.*, 134 bis).

(2) *Mandement de M. l'Évêque-comte de Toul, ordonnant une amende honorable pour le sacrilège commis dans l'église des Cordeliers de Nancy.* — 17 août 1719 (*Ibid.*, 173).

(3) *Mandement de M. l'Évêque-comte de Toul, pour l'érection de la dévotion au Saint-Enfant Jésus, tous les 25 de chaque mois, dans l'église des Orphelines de Nancy.* — 25 octobre 1720 (*Ibid.*, 188 bis).

(4) *Ordonnance et instruction générale pour les dévotions et les confréries.* — 20 avril 1719 (*Ibid.*, 158).

et, aujourd'hui encore, dans la plupart de nos villages et même de nos villes, on met à l'encan l'image du patron et on la transporte processionnellement dans la maison de l'heureux acquéreur. Toutefois, l'ordonnance du prélat eut peut-être pour effet de faire triompher l'esprit de piété sur l'esprit du monde dans cette coutume si populaire.

François de Camilly vécut d'ordinaire en assez bons termes avec ses chanoines. Il obtint d'eux, le 14 mai 1707, l'abandon de la juridiction ordinaire et quasi-épiscopale qu'ils exerçaient, par leur doyen, sur les paroisses Saint-Jean et Sainte-Geneviève de l'ancien Châtel, et sur Void, Vicherey, Tranqueville et Lay-Saint-Remy (1). C'était l'heureux complément de la mesure de Jacques de Fieux contre les pouvoirs du grand archidiacre (2) et un pas de plus vers l'unité de juridiction. Restaient le grand-prévôt de Saint-Dié et les abbés des Vosges ; ils ne devaient point se montrer aussi accommodants.

Il eut pourtant avec son chapitre une assez grave difficulté (3). Il nomma, en 1713, archidiacre de Reynel, Jacques de Boschenry, docteur de Sorbonne. C'était son droit ; mais son protégé n'était pas chanoine et, en informant le chapitre de ce choix, au lieu des mots *hortamur*, *requirimus*, *rogamus*, il avait employé le terme *mandamus*. Cette double dérogation à leurs usages et à leurs privilèges émut les chanoines : ils consultèrent Capon, avocat à Paris, et, sur son avis, ils décidèrent de ne point reconnaître le nouvel archidiacre.

Le 21 septembre, à sept heures du matin, Boschenry, l'aumusse au bras, se présenta au chœur et monta dans la troisième stalle du côté de l'Évangile, celle qui était attribuée au titulaire de son office. Le chapitre aussitôt s'assembla et, lui dépêchant deux vicaires et deux notaires apostoliques et royaux, le fit sommer de

(1) Arch. de M.-et-M., G. 405. — Il y a erreur de date (1710, au lieu de 1707), p. 308, n. 4 ; p. 317, n. 1 ; p. 342, n. 3.

(2) Voir p. 283.

(3) *Délib. capit.*, G. 89, f<sup>o</sup> 26, 108. — Jacques de Boschenry était du diocèse de Bayeux ; il fut grand archidiacre et vicaire général à la mort de Claude de L'Aigle (1733) et mourut le 1<sup>er</sup> octobre 1748 (Dumesnil, *op. cit.*).

quitter cette stalle. Sur son refus, les notaires dressèrent procès-verbal et on arrêta qu'on ne commencerait l'office qu'après l'intimation de ce procès-verbal.

On porta l'affaire au Parlement de Metz. En attendant la décision des magistrats, Boschenry ne recommença point sa tentative et enfin, le 29 septembre 1717, il présenta au chapitre une bulle qui le nommait à un canonat et demanda d'être installé en la place réservée à l'archidiacre de Reynel. Les chanoines se montrèrent assez pointilleux : ils exigèrent que leur nouveau confrère donnât au préalable sa démission de son titre archidiaconal. Il s'exécuta le 18 octobre, fut installé, le lendemain, comme simple chanoine ; puis, fut renommé archidiacre, sans *mandamus*, et réinstallé le 20, dans la place qu'il avait voulu conquérir quatre ans auparavant. Il avait appris, à ses dépens, qu'avec une corporation, aussi férue de ses droits, rien ne servait de brusquer les choses.

---



## CHAPITRE IV

### Difficultés avec les Églises vosgiennes. — Projet d'érection d'un évêché à Saint-Dié.

---

François Blouet de Camilly, évêque français, résidant en terre française et gouvernant à la fois des Lorrains et des Français, veillait à garder, dans l'exercice de son ministère, la plus stricte neutralité. Ses mandements prescrivaient, selon les occasions, à l'une ou à l'autre nation de son diocèse, des prières ou des chants d'actions de grâces pour les besoins urgents, les deuils ou les événements heureux qui se présentaient en Lorraine ou en France (1).

C'étaient, d'une part, des ordonnances demandant aux fidèles des prières publiques pour la prospérité des armes du roi (28 juin 1709 ; 22 juin 1710) ; pour l'heureuse conclusion de la paix (1<sup>er</sup> avril 1712) ; pour le rétablissement de la santé du roi (1<sup>er</sup> septembre 1715) ; des services solennels pour le dauphin (30 avril 1711) ; pour la dauphine (8 mars 1712) ; pour Louis XIV (10 septembre 1715) ; des *Te Deum* pour la naissance du duc de Bretagne (13 janvier 1707) ; pour la naissance du duc d'Anjou (24 février 1710) ; pour la prise de Brihuega (8 janvier 1711) ; pour celle de Gironne (18 février 1711) ; pour les victoires de Denain (12 août 1712), de Douai (20 septembre 1712), du Quesnoy (17 octobre 1712) ; pour la prise de Bouchain (31 octobre 1712) ; pour la paix d'Utrecht (1<sup>er</sup> juin 1713), pour la prise de Fribourg (4 décembre 1713) ; de Barcelone

(1) *Rec. des Mand.*, I et II, aux dates indiquées.

(5 octobre 1714) ; pour la paix avec l'Empire (28 novembre 1714) ; pour la prise de Fontarabie (6 juillet 1719), de Saint-Sébastien (9 septembre 1719) ; pour la guérison du roi (1721), etc.

C'étaient, d'autre part, des mandements ordonnant des prières publiques aux fidèles des duchés, pour l'heureux accouchement de Son Altesse Royale, Mme la duchesse de Lorraine (8 octobre 1711-27 octobre 1715), pour la santé de Son Altesse Royale (30 octobre 1722) ; des services solennels pour le repos de l'âme de François de Lorraine, abbé de Stavelot et frère de Léopold (4 août 1715) ; des *Te Deum* pour la naissance d'un prince de Lorraine (26 février 1707) ; pour le rétablissement de la santé de Son Altesse Royale (23 février 1723), etc.

Pourtant, malgré cette neutralité voulue et nécessaire au succès de son ministère, l'évêque de Toul et son grand vicaire restaient français de cœur. En 1705, Claude de L'Aigle, à la prière de Chamillard, ministre de la guerre, écrivit à tous les curés du diocèse une lettre qui leur demandait le nom et le nombre des Français nouvellement fixés dans leurs paroisses : ce qui leur attira de vives représentations de la part du gouvernement de Léopold (1). Après Malplaquet (1709), Camilly dénonça les projets guerriers du duc, les levées d'argent qu'il faisait dans ses États (2).

De leur côté, les courtisans et les magistrats lorrains n'avaient rien perdu de leurs préventions contre l'évêché et ils se faisaient un vrai plaisir de susciter ou d'envenimer des querelles : c'était la conséquence inévitable d'une aussi fausse situation.

Un instant, le diocèse sembla sur le point de retrouver son unité (3). En 1709, le grand roi, brisé par les revers, avait demandé la paix : des conférences s'ouvrirent à La Haye, et le bruit se répandit bientôt que Louis, pour se plier aux volontés de la coalition, allait céder au duc de Lorraine les villes de Toul et de Verdun. Aussitôt, le maire et les échevins de Toul envoyèrent à

(1) Lettres de M. d'Audiffret à Chamillard, 24 février-19 mars 1705 (Archives du ministère des affaires étrangères. LXI, f° 275 et 297. — Baumont, *op. cit.*, 482).

(2) Lettre de François, évêque de Toul, à M. de Torcy (*Ibid.*, LXXIII, f° 138).

(3) Baumont, *op. cit.*, 197.

Versailles leurs protestations de dévouement et d'inaltérable attachement à la France (1). François de Camilly était évidemment dans les mêmes sentiments. Vivement piqué de cette démarche, Léopold lui en attribua l'initiative, et ses dispositions devinrent encore moins sympathiques. Mais il avait eu tort de se bercer d'une telle espérance : les *Préliminaires de la Haye* ne lui donnèrent point Toul : ils ne firent même aucune mention de la Lorraine. Ce fut très regrettable pour la tranquillité du diocèse, car, si Toul eût été comprise dans le duché, les luttes qui allaient surgir entre l'évêque de Toul et les couvents des Vosges, eussent été moins longues, moins passionnantes : peut-être même se fût-on borné à de simples escarmouches.

Elles n'avaient du reste été que cela sous l'épiscopat de Thiard de Bissy. Évêque nommé et vicaire capitulaire, Henri se trouvait en tournée pastorale, à Deneuvre, en juin 1689. Il dépêcha Jean Michel, curé de ce lieu, pour annoncer aux curés de Moyenmoutier, d'Hurbache, de Senones, d'Étival et de Montreux sa visite canonique, pour l'un des jours suivants (2). Comme naguère le doyen de Couvay (3), Jean Michel fut renvoyé par les curés aux abbés, et ceux-ci lui déclarèrent le plus poliment du monde s'opposer « formellement à la visite dudit seigneur de Bissy », attendu que ces paroisses ne dépendaient « en aucune façon du seigneur évêque de Toul ».

Le prélat, ne voulant point recommencer les crochetages de son prédécesseur (4), dut se borner à protester par-devant le notaire contre cette entreprise sur sa juridiction et l'affaire en resta là pendant plusieurs années. Enfin, au mois de mai 1695, Bissy, étant à Badonviller, fit connaître en termes fort courtois aux abbés voisins de Domèvre, Étival, Moyenmoutier et Senones, son inten-

(1) *Requête des officiers de l'Hôtel de ville de Toul demandant à Louis XIV de ne pas céder leur ville à Léopold* (Arch. de Toul, AA. 7). — *Raisons pour ne pas donner à la Lorraine la ville de Toul en échange de Longwy* (Cat. Noël, n° 1732).

(2) Broûilly, *op. cit.*, xciii.

(3) Voir p. 284.

(4) Voir p. 287.

tion de visiter les paroisses de leurs bans qui, selon sa conviction, étaient comprises dans son diocèse, en avaient toujours fait partie et n'avaient pu en être distraites par des unions ou des concessions que les évêques de Toul auraient consenties en faveur des abbayes vosgiennes, concessions qui n'avaient pu leur conférer d'autres titres et d'autres droits que ceux de curés primitifs. Il les priaient de venir le trouver à Badonviller pour conférer à loisir et il terminait en leur déclarant que sa volonté n'avait jamais été et ne serait jamais de leur faire aucun préjudice ; mais seulement de ne pas abandonner, sans connaissance de cause, des ouailles dont il se croyait chargé par le souverain Pasteur. Et, pour les mieux convaincre de la sincérité de ses desseins et de son désir de conserver la paix, il s'engageait à ne plus les troubler dans l'exercice de leur juridiction quasi-épiscopale sur les paroisses de leurs bans, s'ils lui apportaient des titres authentiques, confirmatifs de leurs droits (1).

Ce sage ultimatum, remarquons-le en passant, ne témoigne guère de cette hauteur et de cette raideur tant reprochées au prélat par les magistrats lorrains.

Les quatre supérieurs furent exacts au rendez-vous ; ils s'excusèrent de ne pouvoir autoriser la visite de leurs paroisses ; mais ils promirent par acte notarié de présenter leurs titres dans les deux mois, et le secrétaire épiscopal, Jean-Claude Sommier, curé de Champs, l'un des futurs tenants du parti vosgien, ajouta sur le verso du parchemin : « Se souvenir de les sommer, quand les deux mois... seront expirés (2). » Cette sommation eut-elle lieu ? Je l'ignore ; mais les quatre abbés n'eurent garde d'ouvrir leurs archives : ils y eussent sans doute rencontré plus d'un titre en faveur des évêques de Toul.

Riguet pourtant, grand prévôt de Saint-Dié, n'avait pas encore été inquiété dans la jouissance des droits quasi-épiscopaux que son chapitre prétendait posséder sur les paroisses du Val-de-Galilée. En érudit qu'il était, il avait profité de ces loisirs et réuni dans

(1) Broûilly, *op. cit.*, c.

(2) *Ibid.*, cii.

une seconde rédaction de ses *Observations sur les titres de l'insigne église de Saint-Dié en Vosges* (1), en copies entières ou en extraits, les diplômes des empereurs ou des ducs de Lorraine, les bulles des papes et les actes des grands prévôts. Des notes et des commentaires accompagnaient ces transcriptions et tendaient à prouver, et l'entière exemption du chapitre à l'égard du siège de Toul, et les droits des grands prévôts sur l'ensemble de leurs confrères. C'était un arsenal tout préparé pour les luttes futures.

Le combat, du reste, ne tarda guère à s'engager et ce fut, s'il est permis de risquer cette expression, sur les champs de la pré-histoire. En compulsant les archives de son Église, Riguët avait remarqué dans les listes épiscopales de Toul des contradictions nombreuses et de grossières inexactitudes : il entreprit de les relever et, dans un livre qui, pour l'époque, est extrêmement remarquable, qui, selon le mot de Digot (2), signale la naissance des véritables études historiques dans notre province et qui annonce chez son auteur une science aussi profonde qu'étendue, il établit sur des bases plus sérieuses le *Système chronologique et historique des évêques de Toul* (3). L'ouvrage, sans doute, n'était point parfait : il renfermait un certain nombre d'erreurs et de points contestables ; mais il mettait en avant plusieurs idées très neuves : il reportait vers l'an 360 l'apostolat de saint Mansuy ; il donnait, comme hypothèse sérieuse, l'existence à Grand, dans la cité des Leuques, d'un siège épiscopal, éphémère mais antérieur à celui de Toul, et il faisait du martyr saint Euchaïre un évêque de cette ville et un précurseur de saint Mansuy.

A Toul, à ce moment, le Père Benoît-Picart s'occupait des mêmes questions et, sur le conseil de M. de Bissy, il avait entrepris une histoire du diocèse. Riguët lui soumit son travail et, le 16 mars 1701, il reçut une longue lettre qui mêlait à de nombreux

(1) 2 vol. in-f°, ms. n° 10 (Bibl. de Saint-Dié). — Sur cette contestation de Riguët, de Hugo et du Père Benott, lire les *Éloges historiques de Hugo* (*Mém. Soc. Royale de Nancy*, 1843), de *Benoît-Picart* (*Ibid.*, 1845), de *Riguët* (*Ibid.*, 1846), par Aug. Digot.

(2) *Élog. hist. de Riguët*, tirage à part, p. 26. — Voir T. I, p. xxiv.

(3) T. I, p. xxiv et 37.

éloges sur sa méthode et sur ses conclusions quelques critiques sérieuses : Benoit, entre autres choses, n'admettait point l'hypothèse de Grand et protestait contre le rôle secondaire qu'elle assignait à la ville de Toul (1).

Ces observations eussent peut-être amené l'auteur à modifier certaines de ses vues ; mais il était mourant. Charles-Louis Hugo, alors prieur des Prémontrés de Nancy, reçut le manuscrit de sa main défaillante et le remit à l'imprimeur. A ce livre posthume, il fallait une préface. Hugo l'écrivit avec cette fougue que nous apprendrons à connaître. Non seulement, il ne tint aucun compte des remarques du capucin ; mais il exagéra les dires du grand prévôt, transforma ses hypothèses en certitudes, fit un éloge pompeux de la ville de Grand et prétendit que Toul, jusqu'au ix<sup>e</sup> siècle, n'avait été qu'un petit château, incapable d'être la capitale des Leuques et bon « tout au plus à servir de retraite à un parti ».

Benoit fut très irrité de cette publication qui ébranlait les bases de son histoire ; il en prépara sans retard la réfutation et, comme il ne trouvait pas dans la région les éléments suffisants pour établir l'importance primitive de la ville de Toul, il pria un Toullois, Nicolas Clément, sous-bibliothécaire à la Bibliothèque royale, de lui procurer les documents qui lui manquaient. Il reçut de lui de nombreux extraits d'historiens et de géographes anciens et, muni de toutes ces preuves, quelques-unes assez faibles, il composa et mit au jour à Paris, en 1702, la *Défense de l'antiquité de la ville et du siège épiscopal de Toul contre la préface d'un livre qui a pour titre : « Système chronologique et historique des évêques de Toul (2) »*.

(1) Digot donne cette lettre en appendice, dans son *Éloge du Père Benoit-Picart* (tir. à part, p. 87 et sq.).

(2) Cf. T. I, 37. — Cette *Défense* dut avoir au moins une autre édition ; la voici, telle que Digot la signale (n. 25) : *Dissertation critique pour prouver que la ville de Toul était la capitale et le siège épiscopal des Leuquois ; que Grand n'a pas été la capitale des mêmes Leuquois, ni le siège épiscopal de saint Euchaïre et que ce saint n'a pas été évêque des Leuquois. Contre le Système chronologique des évêques de Toul composé par M. l'abbé de Riquet et contre la préface mise à la tête de ce livre par un auteur anonyme*. Petit in-8° de 60 pp., s. n., n. l., n. d. (Digot le croit imprimé à Toul, chez Alexis Laurent.)

Dom Calmet (*Bibl. lorr.*, art. Clément et Picart) ne parle pas de l'édition de Paris, qui est la moins rare ; mais il cite une autre édition qui aurait été donnée

Le ton de l'opuscule eût gagné à être moins agressif et certaines affirmations à être plus documentées ; pourtant Hugo ne répondit pas ; il se sentait incompetent et il était d'ailleurs absorbé par d'autres travaux. En 1704, nommé historiographe de Lorraine, il donna la *Vie de saint Norbert, archevêque de Magdebourg et fondateur de l'ordre de Prémontré* (1), et, là encore, il rencontra Benoit-Picart. Il avait glissé dans son œuvre une généalogie de la famille ducale ; le capucin s'occupait, lui aussi, de recherches sur le même sujet ; il y eut entre les deux érudits une joute très vive à coups d'opuscules qui passionna la France et la Lorraine (2) : cette question des nationalités se glissait partout. Hugo, à la fin, fut vaincu. Devant les représentations de la cour de Versailles, Léopold qui le soutenait, crut prudent de lui retirer ; en 1712, son titre d'historiographe et de lui interdire de publier un nobiliaire et des biographies de Charles IV et de Charles V qu'il tenait tout préparés. Or, en 1707, le Père Benoit avait fait paraître son *Histoire ecclésiastique et politique de la ville et du diocèse de Toul* (3), dont M. de Camilly avait approuvé la doctrine et chaudement recommandé la lecture (4). Il était donc l'historien officiel du diocèse. Hugo, de son côté, était devenu, en 1710, coadjuteur d'Étival. Il était facile de prévoir que, s'il obtenait le titre abbatial et si la lutte reprenait entre l'évêque de Toul et les abbés des Vosges, le savant Prémontré unirait, dans son cœur ardent, et le souci de défendre les prétentions de son monastère, et le ressentiment qu'il gardait contre un adversaire qui lui avait prodigué les sarcasmes et créé de sérieuses difficultés.

à Nancy, chez Barbier, dès 1701, et dans le format in-4°. Cette mention unique d'une brochure qu'on ne retrouve plus, fait croire à une erreur du savant bénédictin.

La *Défense* semble postérieure à la *Dissertation*, car Benoit-Picart, dans son *Histoire du diocèse* (p. 16), ne parle que de celle-là : il la considérait donc comme plus récente et comme meilleure.

(1) Luxembourg, André Chevalier, 1704.

(2) Sur cette querelle, voir Digot, *opuscules cités*.

(3) Toul, Alexis Laurent, 1707.

(4) *Mandement de Mgr l'Évêque-comte de Toul, pour approuver l'Histoire de la ville et du diocèse de Toul par le P. Benoit, capucin.* — 1<sup>er</sup> mars 1707 (*Rec. des Mand.*, I, 234 bis).

Des hostilités cependant étaient ouvertes entre François de Camilly et Pierre Collin, abbé de Domèvre(1). Celui-ci, renchérissant sur les prétentions de ses prédécesseurs, avait créé pour le ban de son monastère, le 4 janvier 1706, une officialité qui exerçait toute juridiction spirituelle, gracieuse et contentieuse; il avait lancé des mandements imprimés, accordé des dispenses de mariages, substitué au catéchisme de Toul celui de Besançon et aux livres toulous les missels, graduels et antiphonaires romains... bref, il s'était conduit en prélat absolument indépendant.

Poirier, promoteur général du diocèse, requit contre lui, le 18 avril 1708; Camilly le fit sommer de se rendre au synode de la Pentecôte et, sur son refus, il l'assigna devant le Parlement de Metz. Ce recours aux juges séculiers ne laisserait point que de nous surprendre si nous ne savions que tel était l'usage des Églises gallicanes en cas de conflits avec des exempts. L'affaire fut plaidée avec chaleur, durant sept audiences, et, le 5 septembre 1709, la Cour donna pleine et entière raison à l'évêque de Toul; elle le maintint dans le droit de visiter les paroisses du ban qui étaient en France, c'est-à-dire Cirey, Harbouey, Val-de-Bonmoutier, et condamna les curés de ces lieux à le reconnaître pour leur supérieur immédiat et à se rendre aux synodes et aux conférences du diocèse.

Mais le territoire de l'abbaye de Domèvre était en majeure partie situé en Lorraine et Collin se consola de cet échec en appelant à Rome de cette citation anti-canonique et en exerçant, avec plus d'affectation, sa juridiction quasi-épiscopale sur les paroisses qui appartenaient aux duchés. L'évêque patienta, attendant l'occasion. Or, en 1711 ou 1712, le prédicateur désigné pour l'Avent à la cour de Lunéville fit défaut au dernier moment. Léopold invita l'abbé de Domèvre à le remplacer et Collin s'exécuta volontiers. Il avait reçu jadis une approbation générale; se fondant sur un usage constant, il négligea de solliciter l'autorisation de l'évêque diocésain. Il pouvait être dans son droit; mais, dans les circons-

(1) Chatton, *Histoire de l'abbaye de Saint-Sauveur et Domèvre*, 343 et sq.



tances présentes, sa conduite ressemblait à une provocation : il fermait obstinément son territoire au prélat, et il osait, sans permission explicite, exercer dans le diocèse de son adversaire le ministère de la prédication ! Camilly jugea bon de protester : il interdit à l'abbé de prêcher désormais dans toute l'étendue de l'Église de Toul, d'y entendre les confessions et d'y faire aucun acte de juridiction. Par ces représailles, sévères il est vrai, mais fort excusables, il atteignait à la fois Collin, les abbés, ses confrères, et le duc, leur protecteur ; mais il indisposait encore davantage Léopold, déjà si peu porté pour les prélats toulous. L'affaire du *Pouillé* vint encore compliquer les choses et irriter les esprits (1).

A la requête de l'évêque, le Père Benoit-Picart travaillait depuis longtemps à compléter ses études sur l'histoire ecclésiastique de la région, par la rédaction d'un *Pouillé historique et civil du diocèse de Toul*. C'était un catalogue méthodique, par archidiaconés, doyennés et paroisses, de tous les bénéfices, avec leurs collateurs, leurs revenus, leurs charges, leur état actuel : œuvre toujours utile, mais que les bouleversements et les ruines du dernier siècle avaient rendue indispensable. Henri de Bissy en avait préparé les éléments, en exigeant des doyens ruraux des mémoires détaillés sur les bénéfices de leurs circonscriptions (2), et François de Camilly avait estimé fort justement que nul n'était plus apte que le docte capucin à mener à bonne fin cette délicate et minutieuse entreprise.

Le manuscrit, achevé dans les derniers mois de 1709, fut donné à l'imprimeur dans le courant de 1710 et l'ouvrage, mis en vente

(1) La plus grande partie de ce qui suit, sur cette affaire de l'évêché de Saint-Dié, est empruntée au manuscrit 128 de la bibliothèque du grand séminaire de Nancy : *Suite des différends de Mgr l'évêque de Toul avec M. le duc de Lorraine sur la juridiction ecclésiastique*. — Cinquième partie contenant ce qui s'est passé depuis 1718 jusqu'au mois de janvier 1723 et principalement contre l'érection d'un évêché dans Saint-Dyé. In-4°, 800 pp. — Les quatre premières parties sont malheureusement perdues. Cette suite de six volumes, formant recueil de pièces, faisait partie de la bibliothèque de Mgr Bégon. Elle semble être l'œuvre de Broûilly, promoteur général, puis grand vicaire de Toul.

(2) *Pouillé*, Préface.

l'année suivante (1). Or, Léopold avait confié à Antoine Rice un travail analogue pour les bénéfices de ses États ; des *Déclarations* exactes et précises avaient été demandées pour cela aux communautés en 1700 et en 1708 (2) et l'*État du temporel des paroisses et des bénéfices situés dans les duchés de Lorraine et de Bar*, commencé par Rice en 1702, était alors aux trois quarts terminé (3). Le prince crut voir un défi dans la publication du *Pouillé* et Léonard Bourcier de Montureux fut du même sentiment. Sentant bien qu'on ne pouvait contester à un évêque le droit de dresser le catalogue des cures de son diocèse, fussent-elles situées en terre étrangère, le procureur général s'avisa d'un biais fort habile et, le 30 mai 1712, il présenta à la Cour souveraine une requête énumérant toutes les erreurs qui, à son avis, remplitaient ce livre et pouvaient léser de nombreux intérêts, et réclama la condamnation et la suppression d'un livre aussi inquiétant (4).

La Cour naturellement eut égard à cette demande ; elle reconnut, non sans complaisance, que le Père Benoît était tombé dans l'erreur « presque sur chaque article », que son travail « défectueux pourrait se répandre dans le public, et que, dans la suite des temps, on pourrait peut-être le regarder comme un livre approuvé et le produire dans les tribunaux pour faire preuve des différents droits de patronage, de dîme et de seigneurie (5) ». En conséquence, elle interdit la vente du *Pouillé* sur les terres de Lorraine et de Bar.

Le but de Léopold et de Bourcier était atteint ; l'évêque était contrarié et le catalogue toulois ne ferait point tort à l'*État lorrain du temporel des paroisses*. Mais le capucin ne méritait point cette humiliante condamnation. Comme Antoine Rice, il avait apporté à son œuvre les soins les plus scrupuleux ; il ne se flattait point

(1) Toul. Louis et Étienne Rollin, 1711, 2 vol. in-12.

(2) Ces *Déclarations des communautés* sont conservées aux Archives de Meurthe-et-Moselle (B. 11,716 et sq.).

(3) L'*État du temporel des paroisses*, rédigé de 1702 à 1713, est conservé aux Archives de Meurthe-et-Moselle (B. 288-298).

(4) *Ordonn. de Léopold*, I, 773.

(5) *Ibid.*

de n'avoir commis ni erreurs, ni omissions ; mais il s'était offert, dans sa préface, à faire toutes les corrections nécessaires et à publier dans un *Supplément* toutes les rectifications qui lui sembleraient justes et bien fondées. Ce supplément était déjà même en partie rédigé et le second volume portait en appendice trente-deux pages d'additions et de modifications. Ce *Pouillé* était donc un livre de bonne foi et la postérité a été plus équitable envers lui et envers son auteur ; il est vrai qu'elle n'est point égarée par le ressentiment, ni excitée par l'ardeur du combat.

On fut ensuite quelque temps en repos. Mais, en 1715, un incident de minime importance vint ranimer la lutte entre l'évêque de Toul et les abbés des Vosges, lutte qui se transforma bientôt en une bataille acharnée entre Lorrains et Français. Un prébendé du chapitre de Saint-Dié, né dans la partie non contestée du diocèse, se préparait aux ordres. Il demanda à François de Camilly, l'évêque de son lieu d'origine, les lettres testimoniales exigées par la constitution *Speculatores* du pape Innocent XII : c'était prétendre implicitement que, membre de la collégiale san-déodatienne, il n'appartenait plus au diocèse de Toul. Le fait n'était pas nouveau et à celui-ci, comme à ceux qui l'avaient précédé, le prélat répondit que, ne reconnaissant pas l'indépendance du Val-de-Galilée, il ne pouvait et n'entendait donner, en sa qualité d'évêque du lieu de résidence, que des lettres dimissoires (1).

L'affaire fut portée à Rome à la congrégation du Concile. Le chapitre allégua le diplôme de Numérien, les bulles de saint Léon IX et de Paschal II, un usage ininterrompu, et soutint, à l'exemple des monastères voisins, que son territoire formait une circonscription indépendante de tout diocèse, gouvernée quasi-épiscopalement par son grand prévôt et soumise directement au Saint-Siège. L'évêque de Toul défendit les droits de sa juridiction et la Congrégation, assez embarrassée, remit à plus tard la décision du procès. Elle interdit pourtant au chapitre de Saint-Dié de délivrer des lettres dimissoires et statua que, pour cela, les clercs

(1) Broûilly, xxxli et sq.

de son ban s'adresseraient provisoirement au métropolitain de Trèves (1).

Léopold suivait cette affaire avec le plus vif intérêt. Il se rappelait que ses prédécesseurs, Charles III et Charles IV, avaient en vain travaillé à faire ériger à Nancy un évêché lorrain ; il se souvenait aussi que Thiard de Bissy avait obstinément refusé d'instituer à Nancy une officialité lorraine, et il n'avait renoncé, ni à ses désirs, ni à ses espérances. Il crut l'occasion favorable (2). Les bans du chapitre de Saint-Dié, et des trois abbayes de la Vôge se touchaient ; ils se proclamaient indépendants de tout évêché et soumis directement au Saint-Siège : leur réunion ferait une circonscription suffisante pour constituer un petit diocèse ; les abbés d'Étival, de Moyenmoutier, de Senones seraient portés, sans aucun doute, à renoncer à leur juridiction quasi-épiscopale, en faveur du futur évêque de Saint-Dié et à sortir ainsi à leur honneur de leur situation précaire ; les prélats toulousins verraient, peut-être, avec moins de jalousie un évêché créé au fond des Vosges, dans une région qui leur échappait, et la Cour de Rome, justement émue par la situation anormale et l'abandon de ces territoires, serait toute disposée à favoriser ce projet.

Il fit donc rédiger une supplique en vingt-deux articles, insistant surtout sur la nécessité d'ériger un évêché dans une circonscription isolée de tout diocèse, délaissée des évêques voisins, très éloignée de toute ville épiscopale et limitrophe de pays hérétiques. Il faisait un tableau magnifique du territoire du futur diocèse, des avantages que procurerait la ville, les hôtels et l'église de Saint-Dié ; il promettait le consentement des trois abbés intéressés ; il proposait, pour former la mense épiscopale, l'union à la grande prévôté de Saint-Dié de l'abbaye de Bouzonville (3) et des prieurés

(1) Broûilly, xlii.

(2) Outre le manuscrit 128 du Séminaire de Nancy cité plus haut, j'ai tiré quelques renseignements sur cette affaire, de la correspondance du nonce de Lucerne (Arch. Vatic., *Nunziatura di Svizzera*, t. 112 et sq. ; liasses 251 et 252) et des mss. 279 et 290 de la *Collection de Lorraine* à la Bibliothèque Nationale. — Dom Calmet dit quelques mots de cette affaire de l'érection de l'évêché de Saint-Dié, au tome VII, p. 345 et sq.

(3) *Bouzonville*, abbaye de la congrégation de Saint-Vanne, au diocèse de

de Froville et de Relanges, et il réclamait pour lui et pour ses successeurs le droit de nommer au futur évêché.

L'exposé des motifs qui paraissait rendre cette érection nécessaire, l'initiative, en apparence désintéressée, du gouvernement lorrain, la facilité des opérations, tout fit une grande impression sur l'esprit du pape Clément XI. Il semblait s'agir du bien des âmes : la Cour romaine se départit de sa lenteur accoutumée. La supplique avait été déposée au commencement de 1717 ; le 19 février de cette même année, un décret de la congrégation du Concile chargea Firrao, le nonce de Lucerne, dans la délégation duquel se trouvaient les abbayes vosgiennes, de faire l'enquête sur place (1). Après divers retards dont le motif ne nous est point connu (2), le nonce partit le 13 octobre, passa par Colmar, le col du Bonhomme et fut le 19 en vue de Saint-Dié. Léopold avait eu soin de lui ménager une entrée triomphale ; il le logea dans un hôtel somptueux ; il lui donna une escorte et une maison principales (3) : en un mot il l'éblouit. Les abbés vosgiens suivirent la même politique. Ceillier, sans doute sur leur conseil, saisit l'occasion de ce voyage pour dédier à Firrao son *Apologie de la Morale des Pères* (4), et l'ambassadeur, quoique fin diplomate, ne cessait de vanter, dans ses rapports au souverain pontife, la piété, la générosité du prince, la foi et la religion du peuple, l'attachement de tous au Siège-Apostolique (5).

Metz. — L'abbé commendataire était alors le prince Alexis de Nassau. (Calmet, *Hist. de Lorr.*, VII, xliii.)

(1) Arch. Vatic. Nunz. Svizz., liasse 251.

(2) *Ibid.*

(3) *Relazione del viaggio fatto in Lorena da Monsig. Firrao, nunzio apostolico all'Elvezia in esecuzione della commissione avuta dalla Santità di nostro Signore, per l'erezione del nuovo vescovado in San Deodato* (*Ibid.* t. 112).

(4) Voir p. 354. — *Lettre de Dom Belhomme au nonce Passionei*, du 10 mai 1624, publiée par Dom E. Didier-Laurent : *Quelques lettres de Bénédictins lorrains*, dans *Bull. Soc. Philom. Vosg.*, 1898.

(5) *Lettere originali scritte da Msg. Nunzio* (*Ibid.*). — Le pape, naturellement, était vivement touché des honneurs, pourtant intéressés, dont la cour de Lorraine comblait son représentant : « *Nostro Signore*, écrit le cardinal Paolucci, secrétaire d'État, à Firrao, le 23 novembre 1717, *poi molto ha goduto che V. S. sia stata ricevuta con tali dimostrazioni di stimma e rispetto che ridundano in molto decore e honore della Sede Apostolica* » (Nunz. Svizz., loc. cit.).

Les évêques et les chapitres voisins de Strasbourg, de Bâle (1), de Toul, le métropolitain de Trèves, les abbés et les religieux d'Étival, de Moyenmoutier, de Senones et de Bouzonville, les prieurs de Froville et de Relanges, le chapitre de Saint-Dié furent convoqués, pour le 30 octobre, dans la cité vosgienne, à l'effet de proposer leurs observations et, s'il y avait lieu, de former leur opposition.

L'affaire était dès lors sérieusement engagée et l'évêque de Toul, il ne pouvait se le dissimuler, n'était assigné qu'en qualité de voisin. Il unit sa cause à celle de son chapitre (2) ; obtint du Régent, dès le 22 avril, une défense formelle aux chanoines de consentir à tout démembrement du diocèse (3) ; chargea Broûilly, déjà mandataire de ses collègues, de former, en son nom, opposition à l'érection projetée et fit, sans retard, rédiger un *Mémoire* pour éclairer la cour pontificale (4).

En avril 1718, ce document fut prêt. Après l'éloge obligé du zèle des prélats et des gloires du diocèse de Toul et un rapide exposé des faits, il attaquait le vif de la question. Un premier article, à grand renfort de citations d'historiens, de chartes d'empereurs, de bulles de papes, d'actes d'évêques de Toul et, chose très habile, de pièces émanées du chapitre de Saint-Dié ou des abbayes de la Vôge, prouvait que si les moines et les chanoines étaient, par suite de bulles pontificales ou de concessions des prélats toulous, personnellement exempts de la juridiction épiscopale et collateurs des cures qui se trouvaient comprises dans les bans de Saint-Dié, de Senones, de Moyenmoutier, d'Étival, ces bans eux-mêmes ne participaient point

(1) Attestation du cardinal de Rohan, évêque de Strasbourg, que Senones, Étival, etc., n'ont jamais appartenu au diocèse de Strasbourg. 1<sup>er</sup> décembre 1717. — Même attestation de l'évêque de Bâle. 1<sup>er</sup> décembre 1717 (Bibl. nat., Coll. lorr., 590).

(2) Arch. de M.-et-M., *Délib. capit.*, G., 89, f<sup>o</sup> 94 et sq. — Les chanoines nommés pour compulser les archives furent Broûilly, Fransquin, de Neuvy et de La Bussière.

(3) *Ibid.*

(4) *Mémoire de Messire François Blouet de Camilly, évêque-comte de Toul, P. D. S. E., pour justifier l'opposition qu'il a formée avec le chapitre de l'église cathédrale à l'érection d'un évêché dans la ville de Saint-Dié* (Bibl. sém. Nancy, ms. 128).

à leur exemption, avaient toujours fait partie du diocèse, n'avaient commencé à s'en détacher que vers le commencement du xvii<sup>e</sup> siècle, avaient substitué et fait substituer successivement à l'ancienne formule : *Tullensis diæcesis*, ces autres expressions : *nullius seu tullensis diæcesis* (1602), *nullius diæcesis in diæcesi tullensi* (1632), *nullius seu provincie trevirensis* (1650), et enfin *nullius diæcesis, Sanctæ Sedi immediate subiectus*.

Le second article établissait que l'opposition du prélat, respectueuse des droits suprêmes du souverain pontificat, était juste, bien fondée et fortifiée par l'opposition du roi de France et du métropolitain de Trèves.

Le troisième réfutait les motifs allégués par la cour de Lorraine. Il montrait que le territoire assigné était trop petit ; les ressources, trop précaires ; la mense épiscopale, difficile à constituer dans les conditions indiquées, et il protestait que le Val-de-Galilée et les régions environnantes n'auraient jamais souffert de leur éloignement, si l'obstination du chapitre et des abbés n'y avait rendu impossible aux évêques de Toul l'exercice de leur ministère et de leur apostolat.

Le quatrième article tendait à prouver que la ville de Saint-Dié n'offrait pas les facilités suffisantes pour servir de résidence épiscopale, et le cinquième enfin dénonçait les nombreux défauts de procédure, commis par le nonce dans son information.

Ce mémoire, clair, méthodique, pourvu de toutes les pièces justificatives et de manchettes qui indiquaient les sources avec la précision désirable, renfermait sans doute des affirmations hasardées, des preuves ou des citations contestables ; mais il constituait néanmoins un plaidoyer solide, d'une dialectique habile et serrée ; il faisait honneur aux canonistes toulous, Brouilly et de L'Aigle en particulier, et il était propre assurément à faire un grand effet sur tout esprit non prévenu.

Le 17 avril 1718, François de Camilly l'envoya au maréchal d'Uxelles, ministre d'État, le priant de le faire parvenir à Rome par le premier courrier du roi, et de renouveler au cardinal de La Trémoille, ambassadeur de France, l'ordre de soutenir énergique-

ment les droits de l'Église de Toul. Il lui demandait d'agir sans délai, pour combattre à temps les conclusions du nonce de Lucerne et contrarier les démarches des agents de Lorraine. Et, en même temps, il stimula l'archevêque de Trèves : selon le projet de Léopold, le futur évêché devait être soumis directement au Saint-Siège : la cause du métropolitain était donc identique à celle de l'évêque diocésain.

Camilly avait dû, dans l'intervalle, se justifier d'une accusation lancée contre lui. La *Gazette de Hollande* avait prétendu qu'il avait écrit au cardinal de Noailles que la constitution *Unigenitus* n'était pas acceptable (1). Un tel grief était de nature à indisposer contre lui le Saint-Siège. Pour se disculper, il n'eut qu'à produire le mandement qu'il avait naguère adressé aux fidèles pour les engager à recevoir la bulle pontificale (2), et le cardinal d'État reconnut que cet acte était « vraiment un nouvel et insigne argument de son zèle, de sa constance pour la défense de la vraie doctrine et pour l'unité de la foi, comme aussi de son respect pour le Siège-Apostolique » et en somme, « qu'il était digne d'un si exemplaire prélat (3) ».

Sa considération n'était donc point atteinte; mais sa situation, vis-à-vis de la congrégation du Consistoire, n'en restait pas moins fort précaire. Le résident de Lorraine à Rome était alors Jean-Claude Sommier, curé de Champs, homme ambitieux, prêtre érudit et diplomate habile. Passé du camp toulousain dans celui de Léopold, il n'épargnait ni son temps, ni ses peines, multipliait les sollicitations, jouissait au Vatican d'un grand crédit (4) et savait au besoin glisser une bourse pleine dans des mains peu scrupuleuses, certain qu'il était de ne pas travailler simplement pour le bien des âmes ou pour le profit du duc de Lorraine.

(1) Arch. Vatic., *Nunz. Svizz.*, t. 113. — 5 mars 1718.

(2) *Ibid.* — Le catalogue de la bibliothèque Corsini mentionne un acte de l'évêque de Toul sur la constitution *Unigenitus*; mais l'indication est défectueuse et je n'ai pu l'identifier. Il s'agit sans doute du Mandement dont fait mention la lettre du 26 mars 1718 (voir note suivante).

(3) Arch. Vatic., *Nunz. Svizz.*, liasse 231. — 26 mars 1718.

(4) Le recueil 590 de la *Collection de Lorraine*, à la Bibliothèque Nationale, renferme plusieurs lettres des papes Clément XI et Innocent XIII à Léopold, qui font le plus grand éloge du curé de Champs.



De leur côté, le cardinal de La Trémoille et Michel-Ange de La Chaussée, consul de France à Rome, ne restaient point inactifs ; leurs avocats s'employaient à combattre le rapport du nonce et à faire valoir le mémoire de l'évêque ; mais ils n'avaient pas les mêmes intérêts ; ils n'y mettaient pas la même ardeur. Bientôt, l'empereur intervint en faveur de Léopold et l'affaire changea de face : elle devint une phase de la lutte entre Français et Impériaux. Tout s'unissait donc pour rendre fort problématique le succès de l'évêque de Toul.

Le chanoine Chevalier, qui surveillait le procès, avertit Camilly et celui-ci s'empressa d'adresser au pape une lettre où il lui analysait substantiellement les principales preuves et les conclusions de son mémoire. La missive partit le 16 février 1749 ; mais elle arriva trop tard ; le siège de la congrégation était fait depuis longtemps, et, le 28 mars, treize voix contre neuf se prononcèrent pour le rescrit suivant : « *Constare de causis ob quas deveniri possit ad erectionem episcopatus ; et ad mentem, mens est quod requirantur novi consensus liberi ; quoad jus patronatus, ex deductis negative, et in reliquis, dilata* (1). »

L'objet du litige était donc admis en principe ; les droits du siège de Toul sur les territoires contestés n'étaient point reconnus, et, si les abbés des Vosges donnaient, de nouveau et en toute liberté, le consentement demandé, rien ne semblait devoir s'opposer à l'érection de l'évêché de Saint-Dié. Sans doute, Léopold n'obtenait pas le droit de présentation qu'il ambitionnait ; mais il avait désormais la certitude de posséder un évêché en terre lorraine, et il ne désespérait pas de se faire donner plus tard la nomination du titulaire. Ce fut donc un triomphe à la cour de Lunéville. A Toul, au contraire, on était navré. François de Camilly se hâta de représenter à Dubois le préjudice que le rescrit du 28 mars portait aux droits de la France, et le pria de faire écrire au pape par le roi « une lettre vive et forte » qui arrêtât « les poursuites de M. le duc de Lorraine ».

(1) Bibl. du sémin. de Nancy, ms. 128. — Les pièces et les lettres que j'indique se trouvent copiées *in-extenso* dans ce recueil ; mais comme les pages ne sont pas numérotées, je me contente d'y renvoyer une fois pour toutes.

La cour de France s'exécuta, et, par l'entremise de La Trémoille, elle fit valoir des raisons dont Clément XI parut frappé. Cependant Léopold multipliait ses largesses autour des cardinaux et se procurait dans la Vôge, sans trop de difficultés, les consentements requis. Seul, l'abbé de Senones, Mathieu Petitdidier, refusa, mais pour des raisons à lui personnelles (1). La seconde audience de la congrégation se tint le 27 juillet et fut encore plus défavorable : vingt-deux voix contre huit sanctionnèrent ou plutôt aggravèrent le premier rescrit. La congrégation maintenait le principe de l'érection, exigeait le consentement de l'abbé de Senones, désarmait le métropolitain, en réservant que le nouveau siège serait de la province de Trèves, et ne repoussait plus aussi catégoriquement la nomination du titulaire par le duc de Lorraine (2).

A cette sentence pourtant, les juges avaient ajouté cette clause : « *Non reproponatur causa, nisi citato episcopo tullensi.* » Il y avait là un semblant d'avantage dont il fallait profiter. Le procureur de l'évêque de Toul à Rome était encore Michel-Ange de La Chaussée. Pour gagner du temps et empêcher toute assignation prématurée, François de Camilly lui retira son mandat par acte notarié du 24 août 1719 ; puis il produisit un arrêt du Parlement de Paris, daté du jour précédent et défendant à « tous évêques, chapitres et autres personnes de comparoir à aucune citation en Cour de Rome pour l'érection d'un évesché dans la Lorraine (3) », et fort de cette interdiction, il protesta, par devant notaire, contre la création du diocèse projeté (4).

Le roi de France, de son côté, avait fait remettre à Clément XI, dès le 31 juillet, une lettre très pressante et un nouveau mémoire, prouvant encore que Saint-Dié appartenait au diocèse de Toul (5). Puis, le 8 janvier 1720, il fit présenter une opposition en forme

(1) L'abbé de Bouzey lui contestait alors son titre abbatial.

(2) Arch. Vatic., *Nunz. Svizz.*, liasse 252.

(3) *Arrest... du 25 août 1719.* Paris, veuve François Muguet, 1719, in-4°, 8 pp. (Bibl. sém., Nancy, ms. 128).

(4) *Protestation de M. l'évêque-comte de Toul, prince du Saint-Empire, contre l'érection de l'évêché de Saint-Dié, en Lorraine.*

(5) *Mémoire abrégé concernant l'affaire de Saint-Dié* (Bibl. sém. Nancy, ms. 128).

contre l'érection de ce nouvel évêché. Clément XI fut très contrarié de cette démarche de Louis XV : il eût désiré accorder cette satisfaction à Léopold ; il se faisait un scrupule de laisser plus longtemps de nombreuses brebis sans pasteur ; il craignait les représentations de l'empereur. Toutefois, après bien des hésitations, il jugea prudent de ne point blesser la cour de Versailles ; il manda ses sentiments aux cardinaux et, le 5 juillet 1720, la congrégation consistoriale, statuant une troisième fois, décida qu'il y avait lieu de différer la sentence définitive jusqu'à ce que les agents du duc de Lorraine eussent apporté des informations meilleures. Le Saint-Siège se ménageait ainsi une honorable sortie ; mais, selon le mot de La Chaussée, « l'affaire était renvoyée aux calendes grecques ». Jean-Claude Sommier revint en Lorraine, sous prétexte de prendre des vacances, et l'évêque de Toul crut pouvoir enfin respirer.

Les considérations de la politique, les animosités des partis avaient, encore une fois, prévalu contre les intérêts majeurs des âmes. Il est certain que le diocèse était trop vaste pour un seul homme, que cet antagonisme aigu de nationalités entravait la bonne administration et paralysait le zèle du premier pasteur. La division du diocèse s'imposait ; mais il faut convenir que l'arrangement qui venait d'échouer n'eût aucunement remédié au mal ; le Val-de-Galilée, augmenté même du ban des trois abbayes, était une infime portion du diocèse, et la majeure partie des terres ducales restait, avec Nancy et Lunéville, soumise aux évêques de Toul.

Clément XI n'avait pourtant point renoncé à son idée. Toujours ému de l'abandon où il croyait les populations vosgiennes, il se fit présenter un nouveau mémoire démontrant qu'il n'y avait pas d'évêché en Lorraine ; que Saint-Dié n'était d'aucun diocèse ; que le roi de France n'était pas fondateur de l'Église de Toul et que, par suite, il tenait son droit de nomination uniquement de la libéralité du Saint-Siège ; que le souverain pontife avait le droit d'ériger de nouveaux diocèses ; que ce droit serait illusoire, s'il dépendait des souverains ; enfin que l'évêque de Toul n'était pas autorisé à invoquer un arrêt du Parlement pour s'excuser de ne pas répondre

à une citation de Rome, alors qu'il avait auparavant accepté de paraître devant les tribunaux apostoliques.

Firrao, nommé à la nonciature de Portugal, reçut l'ordre de passer par Saint-Dié et de procéder à un supplément d'enquête (1). Il vint dans les Vosges, en décembre 1720; il fut reçu comme la première fois et il eut avec Jean-Claude Sommier et les abbés de longues et fréquentes entrevues : le bruit courut même dans la région qu'il avait en portefeuille la bulle d'érection de l'évêché vosgien.

François de Camilly s'empressa de rédiger une protestation ; mais il n'entendit plus parler de rien, du moins pour l'instant. Il fut d'ailleurs nommé, le 8 janvier 1721, à l'archevêché de Tours, et ses préoccupations changèrent d'objet. Depuis longtemps, il désirait quitter un diocèse où cet antagonisme de nationalités lui avait suscité tant d'embarras ; il avait successivement sollicité les sièges de Verdun, de Bayeux, de Grenoble. Le Régent, jusque-là, n'avait point écouté ses demandes, ne trouvant pas d'homme capable de reprendre une succession si troublée ; enfin, il lui donna la chaire de saint Martin. C'était à la fois pour récompenser sa patience et ses travaux et pour ramener la paix dans cet archidiocèse, profondément troublé par les appelants de la bulle *Unigenitus*. « Jamais homme, dit un chroniqueur toulouais (2), ne fut plus content que M. de Camilly de sa translation. Sa joie fut parfaite, quoique le revenu n'égalât point celui de l'évêché de Toul... ; il se vit délivré du soin d'une Église dont les intérêts l'obligeaient de combattre continuellement avec la cour de Lorraine, pour en soutenir les droits ; transféré enfin dans le plus beau pays de la France et sur le siège d'une des plus belles et des plus étendues métropoles du royaume. »

Léopold n'avait rien fait pour le conserver ; il avait simplement prié le duc d'Orléans de placer à Toul un prélat qui fût partisan de la bulle *Unigenitus* et qui ne mêlât point aux sujets de contestations déjà si multipliées les querelles irritantes du Jansénisme (3).

(1) Arch. Vatic., *Nunz. Svizz.*, t. 233.

(2) Bibl. sém. Nancy, ms. 128.

(3) Lettre du 4 novembre 1719. (Arch. ministère affaires étrangères. CV, f° 239.)

Il fut écouté. Le même décret royal qui transféra Camilly à Tours, nomma évêque de Toul Scipion-Jérôme Bégon, alors abbé de Saint-Germer-du-Flay et vicaire général de Beauvais.

Issu d'une famille considérable de Blois, fils d'un commissaire de la marine royale, le nouveau prélat était né à Brest, le 30 septembre 1681 ; il avait fait de fortes études au collège Louis-le-Grand, au séminaire de Saint-Sulpice et avait conquis en Sorbonne le bonnet de docteur. Nommé en 1708 doyen du chapitre de La Rochelle, il avait assisté et pris une part active à l'assemblée du clergé de 1710 ; il avait reçu, trois ans plus tard, l'abbaye bénédictine de Saint-Germer, au diocèse de Beauvais, et il avait été demandé par l'évêque de cette dernière ville, M. de Beauvilliers, pour son vicaire général. Le Régent l'avait chargé de porter dans les provinces de Bordeaux et d'Auch le projet d'instruction, dressé par l'assemblée du clergé sur la bulle *Unigenitus*, et il n'avait eu qu'à se louer de son zèle et de son habileté. Il savait qu'on pouvait compter sur son orthodoxie et sur son dévouement au pape et au roi ; il avait entendu célébrer sa douceur et sa fermeté, sa prudence et sa modération ; il crut donc avoir trouvé l'homme que réclamait un diocèse aussi troublé et put présager, pour cette pauvre Église, des jours d'apaisement et de prospérité.

Fort malencontreusement, Clément XI succomba sous le faix des ans, avant d'avoir pu ratifier le choix du monarque français. Le conclave fut indiqué pour les premiers jours de mai 1721 et, le 2 avril, Henri de Thiard de Bissy, nommé depuis peu cardinal, passa dans son ancienne ville épiscopale, se rendant à Rome. Il fut reçu en grande cérémonie ; mais il s'arrêta quelques heures à peine et continua son chemin, en évitant Nancy où Léopold était venu tout exprès pour le saluer. Était-ce, comme se le persuade le chroniqueur toulouais auquel nous devons ces détails, simplement hâte d'arriver en Italie, rhume ou question de cérémonial ? Il est permis de faire d'autres suppositions. L'évêque de Meaux ne pouvait oublier ce qu'avait souffert l'évêque de Toul, alors que son successeur se voyait contraint de quitter, lui aussi, sa première Église.

Le conclave s'ouvrit à l'époque indiquée et, le 8 mai, Michel-Ange Conti fut élu pape et prit le nom d'Innocent XIII. François de Camilly l'avait connu à Strasbourg : aussi se flattait-il de se voir bientôt préconisé. Malheureusement pour lui, son nom figurait sur une longue liste de nominations, et différentes difficultés suscitées à l'un, puis à l'autre de ses collègues, firent trainer indéfiniment l'expédition de ses bulles. Aussitôt après l'élection, le marquis de Spada et Jean-Claude Sommier étaient partis de Lunéville pour Rome ; c'était, assurait Léopold, pour présenter au nouveau pape les félicitations de la cour de Lorraine ; mais le prélat était trop avisé, trop instruit par l'expérience, pour ne pas craindre, pour son successeur, une reprise des négociations au sujet de Saint-Dié. Il crut de son devoir de ne point s'en désintéresser ; sans retard, il écrivit à Dubois, à l'archevêque de Trèves ; il voulut même s'adresser à Innocent XIII ; mais il se borna à prier son protecteur, le cardinal de Rohan, alors à Rome, de surveiller les ambassadeurs lorrains. Celui-ci lui répondit « qu'il ne permettrait pas que l'on déchirât une épouse qui lui avait appartenu si longtemps et pour laquelle, même en la quittant, il conservait toujours une passion si forte dont il y a si peu d'exemples (1) », et Camilly fut plus rassuré.

Léopold pourtant faisait l'empressé ; il demanda des exemplaires de la bulle d'Innocent XIII qui annonçait un jubilé comme don de joyeux avènement ; il en envoya un à Toul vers la fin de septembre et pria l'évêque d'en ordonner la publication. C'était, de sa part, ou bien calcul pour entrer dans les bonnes grâces du souverain pontife, ou plutôt désir de gêner le prélat ; il venait en effet de lui susciter encore une difficulté au sujet de Lazaristes toulousains qui avaient prêché à Sorcy contre les obligations stipulatives d'intérêt, et il le mettait par cette démarche dans une situation embarrassante. La bulle n'était pas encore reçue en France : la publier seulement dans la partie lorraine, c'était bien inutilement scinder le diocèse ; la publier dans toutes les paroisses, c'était blesser Versailles ;

(1) Bibl. sémin. Nancy, ms. 128.

faire la sourde oreille à l'invitation ducale, c'était s'aliéner Lunéville, et peut-être aussi le pouvoir apostolique. Pour gagner du temps, l'évêque prétextait que le moment des vendanges lui semblait peu propice et il remit son mandement au mois de novembre. Aussitôt, il exposa les affaires au Régent, obtint de lui l'autorisation d'étendre son ordonnance à la partie française et déjoua le piège que Léopold semble lui avoir tendu.

Cependant, dans la Ville éternelle, le cardinal de Rohan travaillait pour les intérêts toulousains et disposait en leur faveur les personnes et les choses. Spada, d'ailleurs, et Sommier n'avaient pas mission de poursuivre l'érection d'un évêché ; ils devaient procurer à François-Vincent-Marc de Beauvau, fils aîné du marquis de Craon, alors âgé de sept ans, la dignité de primat de Lorraine, vacante depuis cinq ans par le décès du prince Charles de Lorraine, archevêque de Trèves († 1715). Ses amis de Rome se hâtèrent d'en informer François de Camilly, et Rohan, à son retour en France, au mois de mars 1722, fit savoir au prélat qu'il pouvait dormir en repos sur cette question qui l'avait tant tourmenté.

Le duc fut très affecté de son insuccès, et dans une audience qu'il donna à Torcy, l'ancien ministre de Louis XIV, il se plaignit amèrement de l'évêque de Toul, « qui, par son éloquence et ses beaux discours et sur des raisons de droits et d'intérêts chimeriques, avait obligé le roi et son conseil d'empêcher l'érection de cet évêché dans ses États (1) ». On sentait bien qu'il ne se résignait point à déposer les armes.

L'impatience pourtant commençait à gagner l'archevêque nommé de Toul : déjà un an et demi s'était écoulé depuis le brevet royal. N'y tenant plus, il vint à Lunéville, le 10 juillet 1722, prendre congé de la famille ducale ; puis quatre jours après, il quitta sa ville épiscopale. Mais il dut y rentrer, le 29 du même mois, car ses bulles n'arrivaient pas. Le 18 octobre 1722, il fit enfin ses adieux à son chapitre, à son clergé, à ses fidèles, et il vint, selon son habitude, passer l'hiver à Paris ; il devait encore attendre trois

(1) Bibl. sémin. Nancy, ms. 128.

longs mois, et ce n'est que le 20 janvier 1723 qu'il fut préconisé au siège de saint Martin.

Là, les appelants de la bulle *Unigenitus* lui suscitèrent de graves difficultés, lui firent regretter son ancien diocèse et lui causèrent tant d'émotions et de désenchantement qu'il mourut le 17 octobre de la même année, n'ayant encore que cinquante-neuf ans (1). Il légua d'abondantes aumônes à la cathédrale, aux couvents, à l'hôpital de Toul et aux villages de son temporel (2). Sa bibliothèque, riche de plus de 40,000 volumes, était laissée à l'évêché et au chapitre; mais comme on faisait l'inventaire, on découvrit un codicille du 9 août 1723 et un second testament du 22 septembre qui révoquaient cette importante donation (3). Ce fut à Toul une douloureuse surprise qui amoindrit un peu les profondes sympathies et les regrets unanimes que le départ et la mort prématurée du prélat avaient excités dans la ville et dans le diocèse.

D'après les *Mémoires* qui ont fourni la plupart des renseignements de ce chapitre (4), François Blouet de Camilly « était d'un corps vigoureux, haut de taille, une grosse tête, une face large picotée de vérole; bel homme dans sa jeunesse et bien fait. Son esprit était supérieur, orné de beaucoup de science et de belles-lettres, parlant aisément la langue latine, un peu l'allemande; sa mémoire était très heureuse; il aimait les fonctions de son caractère épiscopal. En un mot, beaucoup des grandes qualités d'un excellent évêque se trouvaient en lui et il passait sans contredit pour le plus habile et le plus savant du clergé de France. Mais il n'agissait pas et ne parlait pas toujours avec prudence et jugement; il mettait souvent en pratique les mauvaises qualités qu'on attribue à ceux de la patrie où il avait pris naissance: peu de sincérité dans ses paroles et dans ses caresses; aimant à diviser pour régner;

(1) Bibl. sémin. Nancy, ms. 129.

(2) *Testament de feu Mgr l'Archevesque de Tours, décédé à Ligueil, en son diocèse, le 17 octobre 1723*, dans *Rec. Mand.*, II, 210. — Le Mercier de Morière, *Les testaments au profit de l'Église de Toul*, dans *Mém. Soc. Arch. lorr.*, 1884, p. 164 et sq.

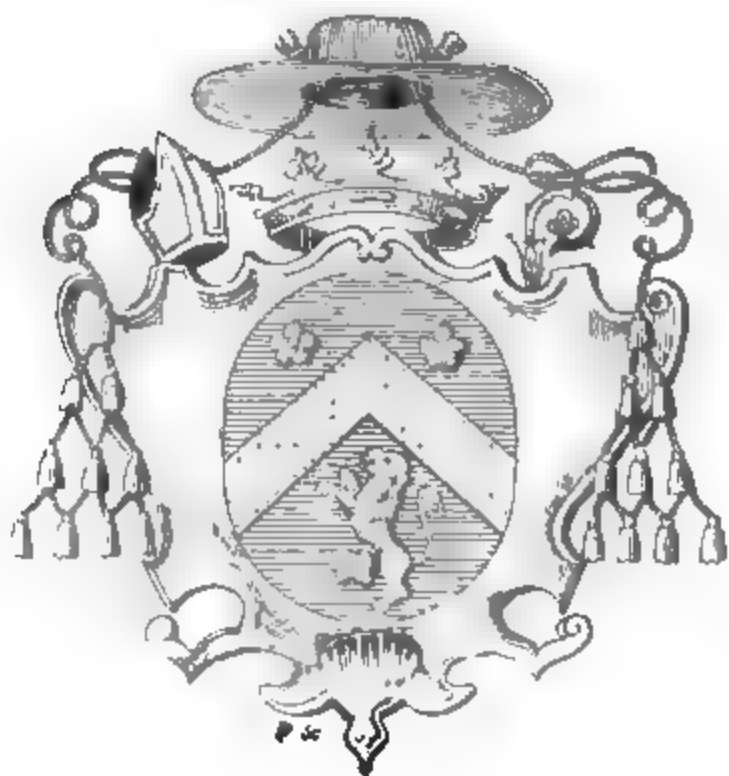
(3) Bibl. sémin. Nancy, ms. 129.

(4) *Ibid.*



trop vif et trop emporté dans les affaires, disant force injures quand il ne pouvait obtenir ce qu'il souhaitait. En un mot, il y avait en lui beaucoup et de très grandes qualités, un peu flétries par quelques-uns des défauts dont on vient de parler ».

Ce portrait, tracé par une plume généralement sympathique aux évêques de Toul, semble devoir être accepté par l'histoire. Ajoutons-y pourtant la mention de son zèle infatigable pour défendre les droits et les intérêts de son siège. Jusqu'à la fin, contre la cour de Lorraine et les abbés des Vosges, il combattit vaillamment et, si la Providence avait permis tant de délais à l'expédition de ses bulles, c'était, semblerait-il, pour qu'il pût assister au succès de ses négociations. Peut-être, le diocèse eût-il souffert de ses absences longues et réitérées : il passait en effet ses quartiers d'hiver à Paris ou en Normandie ; mais, Claude de L'Aigle était là : c'était lui, l'on peut le dire, le véritable évêque de Toul.



ARMES DE SCIPION-JÉRÔME BÉGON.

*(D'azur au chevron, accompagné en chef de deux roses et en pointe d'un lion, le tout d'or.)*

## CHAPITRE V

### Autres difficultés avec les abbés des Vosges, sous Mgr Bégon. — Affaire de Hugo d'Etival <sup>(1)</sup>.

---

Dans sa séance du 28 février 1723, le chapitre de Toul avait nommé vicaire général M. Bégon et vicaires capitulaires MM. de L'Aigle, Fransquin et de Boschenry (2). L'évêque, nommé depuis deux ans, avait enfin été préconisé le 13 du même mois ; il reçut ses bulles le 9 avril, fit prendre possession de son siège par Claude de L'Aigle, le 23 suivant, et continua ce prêtre vénérable dans ses fonctions de grand vicaire.

Il fut sacré, à Paris, deux jours plus tard, dans la chapelle des Minimes, par l'archevêque de Vienne. Le cardinal de Rohan avait accepté d'être son consécrateur ; il en fut empêché par une indis-

(1) SOURCES. — *Suite des démêlés entre le Prince de Lorraine et M. l'Évêque de Toul (1723-1730)*. — Ms. 129 de la Bibl. du sém. de Nancy). Au cours du récit sont intercalées les pièces imprimées qui seront citées plus loin. — *Manuscrit*, ou plutôt recueil, *concernant l'abbé Hugo d'Etival* (Ms 130 de la même bibliothèque). Ce recueil de lettres et de pièces imprimées ou manuscrites a été formé par Hugo lui-même. — *Rec. des Mand. des Evêques de Toul*, II et III. — *Registres des Delib. capit.* (Arch de M.-et-M., G. 90 et 91). — Broûilly, *Défense de l'Eglise de Toul*. Toul, Rolin, 1727.

Digot, *Éloge historique de Hugo* dans *Mém. Acad. Stan.* — De Lallement de Mont, *Nomination de l'abbé Sommier à la grande prévôté de Saint-Dié*, 1725 dans *Mém. Soc. Arch. lorr.*, 1886. — Baumont, *Études sur Léopold*, 371 et sq.

(2) Arch. de M.-et-M., G. 90, f° 76. — Bernard Fransquin, prêtre du diocèse, docteur en Sorbonne, chanoine de Vaucouleurs, fut nommé par le roi chanoine de Toul en 1708 et par François de Camilly, archidiacre de Vège, en 1710. Il mourut en 1761 (Dumesnil, *op. cit.*).

position ; mais il l'assura de sa bienveillante et puissante protection : Scipion-Jérôme Bégon ne devait point tarder à en avoir besoin.

Il fit son entrée solennelle, le 30 août 1723 ; puis, il eut, aux Quatre-Temps de septembre, une ordination de quarante huit tonsurés, quatre vingt-un minorés, quarante neuf sous-diacres, vingt-cinq diacres et vingt et un prêtres et, malgré la fatigue que lui causa la cérémonie, il voulut, dès le surlendemain, faire sa visite à la cour de Lunéville. Léopold se montra fort gracieux ; il lui offrit un appartement au palais, ce qu'il n'avait jamais fait pour ses prédécesseurs, et il le retint à dîner ; mais, le lendemain, il partit pour la chasse, sans prendre congé de lui : c'était laisser entendre qu'il voulait se borner aux simples relations officielles ; le prélat le comprit et ne se fit sur l'avenir aucune illusion.

Le duc de Lorraine songeait du reste à reprendre ses négociations pour Saint-Dié. Louis XV avait été proclamé majeur et le Régent était devenu premier ministre. Léopold voulut tenter le nouveau pouvoir et il lui envoya Jean-Claude Sommier. Mais, quelles que fussent ses protestations et ses démarches, le curé de Champs s'entendit déclarer, par le duc d'Orléans lui-même, « qu'ayant été obligé en honneur de soutenir les droits du roi et de l'Église de Toul, durant sa régence, il n'y était pas moins obligé en sa qualité de premier ministre (1) », et il dut revenir sans avoir rien obtenu.

Rarement, un malheur arrive seul. Antoine de Lenoncourt avait obtenu, en 1711, la commende de l'abbaye de St-Mihiel et, malgré l'opposition des religieux, il avait été mis en possession de son bénéfice par la Cour souveraine (2). Dom Benoit Belfroy, procureur général de la congrégation de St-Vanne auprès de la Cour apostolique, l'attaqua, sous prétexte que son recours aux tribunaux séculiers l'avait rendu incapable de posséder ce titre abbatial : de là un long procès qui se termina en septembre 1723, au désavantage d'Antoine de Lenoncourt. Léopold fut très irrité de ce qu'il consi-

(1) Bibl. du Sém. de Nancy, ms. 129.

(2) Calmet, VII, 348.

dérail comme un affront : il déchargea sa colère sur les Bénédictins de ses États, chassa de leurs couvents Dom Vasimont, prieur de Flavigny, Dom Gillot, prieur de Nancy, Dom Belhomme, abbé de Moyenmoutier, et Dom Mathieu Petitdidier, abbé de Senones (1); mais les Bénédictins avaient un ami dévoué et un protecteur influent dans Dominique Passionéi, le successeur de Firrao à la nonciature de Lucerne (2). Aussi Rome fit-elle savoir au prince que l'on ne recevrait point ses agents tant que durerait l'exil de ces moines et il dut, bien malgré lui, signer leurs lettres de rappel. Vraiment, le nouvel épiscopat commençait mal pour le duc de Lorraine.

Sur les entrefaites, François de Camilly était mort le 17 octobre. Son successeur jugea convenable d'annoncer son trépas par une lettre pastorale et de prescrire un service solennel à la cathédrale. Il s'était ouvert de ce projet à plusieurs des membres influents du chapitre; mais il avait compté sans la susceptibilité de l'assemblée capitulaire. M. de Boschenry, alors président, fit observer à ses confrères « qu'il n'y avait pas matière à un mandement; que les prières que MM. les évêques étaient en droit d'ordonner, n'étaient que pour les choses publiques; qu'il ne s'agissait ici que d'un particulier, d'un ami, et que, par conséquent, l'évêque outrepassait ses droits (3) ». Bref, sur sa proposition, les chanoines déclarèrent qu'ils n'acceptaient point le mandement, décidèrent *de leur propre mouvement* qu'ils célébreraient dans leur église, le 27 octobre, un service solennel pour le repos de l'âme du feu Mgr l'archevêque de Tours; qu'ils y convoqueraient tous les corps de la cité et qu'ils prieraient M. l'évêque de leur faire l'honneur d'y officier.

Mgr Bégon fit ses observations; le chapitre s'entêta et, pour éviter

(1) *Relation du bannissement de quatre des principaux supérieurs des monastères de l'ordre de saint Benoît à la province de Lorraine* (Arch. Vatic., *Politicorum*, t. 147, p. 1-10).

(2) Passionéi aimait beaucoup les livres, et les Bénédictins lorrains, Dom Calmet entre autres, lui en procuraient de rares et lui envoyaient leurs œuvres. Aussi était-il avec eux en relations suivies (Galetti, *Memorie per servire alla storia della vita del Cardinale Passionéi*. Roma, Generoso Salomoni, 1762. — D. Edm. Didier-Laurent, *Quelques lettres de Bénédictins lorrains*, dans *Bull. Soc. philom. rosg.*, 1890).

(3) Arch. de M.-et-M., G. 90, f° 87 et sq.

le scandale, le prélat fut plus sage que ses chanoines : il céda, chanta lui-même la messe et ne lança son mandement qu'après la cérémonie (1). Mais, il en écrivit à Versailles, par l'intermédiaire du cardinal de Bissy, et De Morville, secrétaire d'État, envoya, le 5 février 1724, au président du chapitre, une lettre qui louait la prudence de l'évêque et condamnait la résistance des chanoines. Boschenry, très mortifié, tint secret ce document ; mais enfin, sur un ordre venu de la cour, il fut obligé d'en donner connaissance à ses confrères et ceux-ci, après bien des sollicitations et des démarches, durent enregistrer, le 19 avril, leur propre condamnation sur le cahier des délibérations capitulaires. Ce fut, pour eux, une dure humiliation. Encore voulurent-ils s'en relever par une lettre qu'ils adressèrent le 12 mai au secrétaire d'État, pour lui exposer les raisons qui les avaient poussés et protester de leurs sentiments de respect envers leur évêque. Ce qui ne les empêcha point, l'année suivante, de lui chercher une querelle, analogue à celle qu'ils avaient autrefois suscitée à François de Camilly et à leur président actuel, Boschenry (2). Le prélat avait nommé chapelain épiscopal, le 23 avril 1725, Isaac Le Borgne, chanoine de Saint-Gengoult (3). Or, Le Borgne n'était pas membre du chapitre et l'assemblée capitulaire ne voulut point l'installer. Elle était dans son droit ; Bégon le reconnut et il obtint à son protégé un brevet royal pour un canoniat. Mais, dans ce brevet, Le Borgne était désigné comme chapelain épiscopal et, de plus, il était dit que ce bénéfice n'exigeait pas une résidence perpétuelle. Le chapitre ne voulut point le recevoir avant d'avoir consulté un avocat et, sur son avis défavorable, il refusa net, le 3 mai 1727, pour les deux motifs que nous connaissons. Le Borgne n'eut qu'une ressource : celle de déclarer que la chapelle épiscopale exigeait une résidence perpétuelle et il obtint ainsi qu'on l'installât, le 24 mai 1727.

(1) *Ordonnance de Mgr l'Évêque-comte de Toul, pour recommander aux prières du clergé et des fidèles de son diocèse, feu Monseigneur de Camilly, archevêque de Tours.* — 27 octobre 1723 (*Rec. Mand.*, II, 208).

(2) *Arch. de M.-et-M.*, G. 91.

(3) Isaac Le Borgne était du diocèse de Blois. Il mourut le 28 mars 1729. (*Dumesnil, op. cit.*).

Cependant Jean-Claude Sommier était retourné en Italie. Il s'insinua dans les bonnes grâces du successeur d'Innocent XIII, Benoît XIII, qu'il avait connu cardinal, lors de ses premières démarches pour le siège de Saint-Dié. Tout le monde au Vatican, le nouveau pape en particulier, restait persuadé que les Vosges formaient une région immense, privée de tout secours spirituel, et l'on avait été désolé, scandalisé même, de l'opposition de l'évêque de Toul et du roi de France à la création d'un évêché à Saint-Dié. On suggéra à Benoît XIII un expédient : ne pourrait-il pas nommer un évêque *in partibus*, auquel le duc de Lorraine procurerait la grande prévôté de Saint-Dié ? Les peuples ne seraient plus délaissés et les prélats toulousins ne pourraient raisonnablement faire entendre des protestations. Jean-Claude Sommier était très estimé à Rome : il avait déployé beaucoup de zèle dans les négociations pour l'érection du siège épiscopal ; il avait publié un grand ouvrage de théologie, *l'Histoire dogmatique de la Religion* (1), et il travaillait à un autre traité, encore plus agréable à la Cour pontificale : *l'Histoire dogmatique du Saint-Siège* (2). Il semblait donc l'homme tout désigné et Benoît XIII, non content de le préconiser, le 29 janvier 1725, archevêque de Césarée, *in partibus infidelium* (3), tint à le sacrer lui-même, puis le nomma prélat de sa maison et assistant au trône pontifical (4). Il prétendait ainsi honorer Léopold, récompenser son ministre de ses œuvres et de ses mérites et procurer enfin un vicaire apostolique à tous ces territoires contestés.

Léopold applaudit à cette nomination : il obtint de Jean-François de Mahuet qui venait à peine d'être installé, sa démission de grand prévôt de Saint-Dié et fit élire à cette dignité l'archevêque de Césarée. En somme, il avait tout lieu d'être content ; n'était-il point parvenu à ses fins ? A cette nouvelle, l'évêque de Toul fut ému ; il s'empressa de faire adresser des remontrances au pape par la cour

(1) Champs, chez l'auteur, 1708, 6 vol. in-4°.

(2) Nancy, Cusson, 1716-1726 ; Saint-Dié, Bouchard, 7 vol. in-8°.

(3) *Césarée de Cappadoce*, siège illustré par saint Basile, ce que Sommier ne manqua pas de faire remarquer.

(4) Le bref qui en informe Léopold est daté du 25 mars 1725 : l'original se trouve dans le recueil 390 de la *Collection de Lorraine*, à la Bibliothèque Nationale.

de France; mais tout fut inutile: Benoît XIII avait, sur la question, des idées bien arrêtées; il croyait les Vosges en détresse; il voulait enfin leur donner des pasteurs.

Sommier, rentré en Lorraine vers la fin du printemps 1725, fut reçu en grande pompe à Nancy et à Lunéville, prit possession de la grande prévôté le 11 juin et commença, sur le champ, à donner la confirmation dans les paroisses du Val de Galilée. La besogne ne lui manqua pas: il y avait quarante ans que ce sacrement n'avait point été administré dans ces régions (1)! Il alla plus loin: l'ordonnance de la congrégation du Concile, en date du 24 août 1713 (2), avait statué que, jusqu'à la fin de ce conflit, les clercs des territoires exempts s'adresseraient, pour leurs ordinations, à l'archevêque de Trèves; notre prélat se crut autorisé par la délégation du souverain pontife à conférer les saints ordres aux clercs de son chapitre et de sa circonscription. Ensuite il fit un mandement sur l'acceptation de la bulle *Unigenitus* (3): c'était une manière, à la fois délicate et politique, de payer sa dette de reconnaissance; il envoya aux prêtres du doyenné d'Épinal sa démission de doyen rural; il écrivit enfin à Mgr Bégon, pour lui faire part de son élévation et de son arrivée, lui offrir ses services en qualité de *voisin* et l'informer que le pape lui avait conservé l'administration de la cure de Champs.

En même temps, il fit presser par la cour de Lunéville les abbés exempts de recourir à son ministère. Tous trois acceptèrent de grand cœur, heureux de concilier ainsi le souci de leurs privilèges

(1) Lors de l'information de Firrao, (cf. p. 444) Florent, curé de Laveline et La Croix, son annexe, au Val de Saint-Dié, déclare que sur 1331 âmes que compte sa paroisse, 494 seulement ont reçu le sacrement de confirmation. Il y avait donc près des deux tiers (837) de non confirmés (Arch. de la paroisse de Laveline; communication de M. le chanoine Noël).

En 1665 et en 1682, le suffragant de Strasbourg était venu, à la prière du chapitre, donner la confirmation dans le Val (*Reg. des délib. capitulaires* (1649-1690) conservé à la Bibl. du sém. de Saint-Dié). L'absence de documents postérieurs ne permet pas de savoir s'il y eut d'autres tournées de confirmation.

(2) Voir plus haut, p. 442. — Broûilly, *Défense*, xlii.

(3) *Mandement de Mgr l'archevêque de Césarée, grand prévôt de Saint-Dié, pour la publication de la Constitution Unigenitus dans la ville et le territoire de Saint-Dié*. Nancy, Cusson, 1725 (19 juin), 26 pp. in-4°, 2 col. texte latin en regard (Bibl. évêch. Saint-Dié).

et la sollicitude pour leurs peuples. Ils tenaient, plus ferme que jamais, le drapeau de l'indépendance vis-à-vis de l'évêque de Toul et, dans le silence du cloître, ils préparaient leurs moyens de défense. En 1724, Dom Belhomme avait donné son *Historia Mediani Monasterii* (1) et, par des notes critiques, par des citations ou des omissions opportunes, il avait habilement établi les titres de son abbaye à la juridiction quasi-épiscopale. L'année suivante, Hugo, devenu depuis 1712 abbé d'Étival, publia, dans le premier volume des *Sacræ Antiquitatis monumenta* (2), les *Antiquitates Vallis Galilææ*, de Jean Herquel (*Herculanus*), chanoine de Saint-Dié, avec des notes peu favorables aux revendications des évêques de Toul. Claude Sommier achevait une histoire de Saint-Dié. Toul semblait avoir pris son parti d'un mal qu'il ne pouvait empêcher. « Jouissez en paix et en silence, tandis que nous ne vous troublons pas (3) », avait dit un jour Camilly à l'abbé de Bucilly, président de la Congrégation de l'Antique-Rigueur. La tranquillité semblait donc devoir renaitre, quand l'ambition et la vanité de l'abbé d'Étival vinrent malheureusement tout gâter.

Tandis que Dom Petitdidier et Dom Belhomme se gardèrent de tout éclat et se bornèrent à faire exhorter verbalement leurs peuples par les curés à bien recevoir le Saint-Esprit, Hugo, plus ardent, plus féru de ses droits, voulut profiter de la circonstance, pour revendiquer hautement les privilèges de son abbaye et décharger sa bile contre l'évêque de Toul. Le 3 septembre 1725, sortit des presses stivagiennes un *Mandement de Mgr le Révérendissime abbé d'Étival pour disposer les peuples de sa juridiction à bien recevoir le sacrement de la Confirmation*. Ce *factum*, c'est le vrai

(1) Strasbourg, 1724, in-4°.

(2) *Sacræ Antiquitatis monumenta*, I, p. 171.

(3) « ... Il faut vous dire, mon très honoré Prélat, que j'ay aussy receu par la poste le mandement de Mgr de Toul : j'ay fait réponse ; j'auray l'honneur de vous la réciter à notre assemblée. Je me souviens que M. de Camilly nous disoit : « Jouissez en paix et en silence, tandis que nous ne vous troublons pas. » C'étoit mon sentiment, mais puisque vous êtes entrés en matière, il paroît que l'appel au juge commun est devenu nécessaire..., etc. » (Lettre de M. l'abbé de Bucilly, vicaire général de la congrégation réformée des Prémontrés, à M. l'abbé d'Étival. — 14 janvier 1726. — Bibl. du sém. de Nancy, ms. 63).



nom qui lui convienne, dénonçait « la délicatesse des évêques voisins, leur peu de sensibilité » aux besoins des fidèles et aux prières des abbés, célébrait la sollicitude du pape Benoît XIII et le zèle de son envoyé, l'archevêque de Césarée, et invitait les peuples du ban à se rendre à l'église abbatiale, les 8 et 9 septembre suivants, dûment préparés à profiter d'une aussi grande faveur.

La cérémonie eut lieu au jour indiqué ; mais, à Toul, le promoteur, Brouilly, justement indigné des insinuations calomnieuses que renfermait cet audacieux mandement, requit contre le Prémontré auprès de l'officialité et, le 3 novembre, une *Ordonnance épiscopale* (1) condamnait cet écrit, signalait en celui qui s'appelait pompeusement « Révérendissime abbé, protonotaire du Saint-Siège Apostolique, historiographe de Son Altesse Royale, etc. », une vanité incompatible avec l'humilité religieuse, montrait qu'Étival avait eu pour fondateur saint Leudin-Bodon et avait toujours appartenu au diocèse de Toul et interdisait de garder un fac-tum où l'impertinence le disputait à la mauvaise foi.

L'affaire s'envenimait. Léopold eût voulu engager l'abbé à rentrer dans le silence ; il lui fit adresser des remontrances par Sommier (2). Ce fut inutile : à l'ordonnance épiscopale, Hugo tint à répondre par une ordonnance (3). Dans ce style ironique et insolent qu'il lui plaisait de prendre avec ses adversaires, il rappelait l'évêque à la douceur, à l'humilité ; justifiait les titres qu'il s'était donnés, l'invitation qu'il avait faite à l'archevêque de Césarée ; prouvait que son abbaye n'appartenait à aucun diocèse, rappelait la bulle d'Eugène III, une charte de Pierre de Brixey et en inter-

(1) *Ordonnance de Mgr l'Évêque, comte de Toul, portant condamnation de l'écrit intitulé : Mandement de Mgr le Révérendissime abbé d'Étival.* — 3 novembre 1725. — Toul, Rollin, 1725, in-4°, 12 pp.

(2) La lettre de Sommier, en date du 17 novembre, est dans le recueil (ms. 130) du sém. de Nancy.

(3) *Ordonnance de Mgr le Révérendissime abbé d'Étival, portant condamnation des réquisitions du Promoteur de l'Évêché de Toul et du jugement rendu en conséquence contre le Mandement de mondit Seigneur abbé d'Étival au sujet de l'administration du sacrement de Confirmation, par Mgr l'Archevêque de Césarée, dans le territoire d'Étival.* — 20 novembre 1725, — s. l., 1726, in-4°, 30 pages.

prêtait les dispositions. Enfin, mettant le comble à l'audace, il déclarait « les réquisitions et protestations du promoteur de l'évêché de Toul et tout ce qui s'en est ensuivi, attentatoires à l'autorité des souverains pontifes, à la juridiction épiscopale de son Église, contraires aux saints canons et aux décisions de la Cour romaine, scandaleux et propres à exciter la révolte et jeter le trouble dans les consciences », et il condamnait « l'ordonnance faite sur les conclusions dudit promoteur, comme donnée par attentat à sa juridiction ».

Cet acte est du 20 novembre et, dès le 3 du même mois, Hugo, se défiant à bon droit de ses foudres, avait dénoncé au Saint-Siège les entreprises de l'évêque de Toul (1). Il savait qu'il pouvait compter sur l'appui de Passionei, le nonce de Lucerne, et même il s'était servi de son entremise pour faire passer en Italie des exemplaires de son ordonnance qu'il répandait partout avec profusion. Léopold fut très embarrassé, quand il reçut cette pièce : il ne voulait point abandonner le Prémontré ; mais il craignait que tout ce bruit ne nuisît aux intérêts lorrains. Il interdit pourtant, mais trop tard, la distribution de ces *factums* et, le 13 février 1726, il envoya par lettre de cachet l'ordre à l'abbé de se retirer à Rangéval et de faire des excuses à Mgr Bégon, non pas pour le fond de l'affaire, mais pour les procédés qu'il avait employés (2). La proximité de ce monastère faciliterait, croyait-il, les négociations avec Toul et la réconciliation avec l'évêque ; mais, quelles que fussent les instances de l'abbé de Vence, Hugo demeura inflexible et refusa toute réparation, montrant une fermeté, une égalité d'âme dignes d'une meilleure cause et partout, en Europe, les journaux parlaient de ses différends avec le prélat toulinois (3).

(1) *Acte d'appel interjeté à N. T. S. P. le Pape Benoît XIII par M. et Révérendissime Père en Dieu, F. Charles-Louis Hugo, abbé régulier et seigneur spirituel et temporel d'Étival, de l'Ordre de Prémontré, d'une Ordonnance de M. l'Évêque de Toul, en date du 5 novembre 1725* (Bibl. sém. Nancy, ms. 130)

(2) « De par S. A. R., il est ordonné au sieur Hugo, abbé de l'abbaye d'Étival, de l'Ordre de Prémontré, de se rendre incessamment en l'abbaye de Rangéval, où il restera jusqu'à nouvel ordre. Fait à Lunéville, le quinze février dix-sept cent vingt-six. Signé : LÉOPOLD. » (*Ibid.*)

(3) « La Gazette de Hollande parle de mon exil et de ce qui y a donné lieu et

Cependant, ce dernier avait adressé ses plaintes à la cour de France, et dans le pays couraient des chansons satiriques assez médiocres, mais endiablées, contre le *Révérendissime* et vaniteux Prémontré. L'une, sur l'air des *Pendus*, portait ce titre plein d'allusions méchantes : *Ordonnance de Mgr le Révéréndissime frère Charles-Louis Hugo, abbé d'Étival, portant condamnation..., à Étival, rue des Mauvaises Paroles, chez Charles l'indocile, au Cheval qui regimbe contre l'éperon* (1).

Or, écoutez, petits et grands,  
D'Hugo les sots raisonnements  
Et la pitoyable ordonnance  
Où sa modeste Révérence  
Un sage mandement combat,  
Comme ferait un apostat.

Ce bon père étant accusé  
De s'être monseigneurisé :  
« Est-là donc un si grand crime ?  
Dit notre Révéréndissime ;  
C'est contre mon intention  
Une faute d'impression. »

et ainsi durant treize strophes.

Un autre était intitulé : *Patentes de la souveraine Grande Maîtrise de tout l'ordre de la Calotte, données au Révéréndissime Seigneur Mgr Charles-Louis Hugo, par la permission divine, abbé d'Étival, seigneur spirituel et temporel, prélat ordinaire de l'un et l'autre ban, protonotaire apostolique, conseiller, historiographe, etc., du 17 de la lune d'octobre 1725* (2).

ajoute que S. A. R. m'a envoyé à Rangéval, pour faire satisfaction à M. de Toul. Adhuc tribulationes me manent. » (Lettre de Hugo à son prieur, 12 avril 1726. Bibl. du sém., ms. 130.) — « Je dois vous dire, Monsieur le Révéréndissime Abbé, que ce n'est pas notre gazettier qui s'est ingéré de parler de travers de vos différends avec M. l'Évêque de Toul, mais bien celui de Berne. » — Lettre de J. Schenauer, propriétaire de la *Gazette de Bâle*, à l'abbé d'Étival, 30 juillet 1726. (*Ibid.*)

(1) *Ibid.* — Digot en a donné le texte dans la note 53 de sa *Notice sur Hugo*.

(2) *Ibid.*

Puis vinrent : *Le Compliment du clergé monacal et subalterne des États de la Calotte, au R. P. Hugo, sur sa promotion à la Grande Maîtrise, prononcé le 26 de la lune de novembre 1725 et la Requête présentée par le sieur Palissot au grand Maître de l'ordre de la Calotte pour y être agrégé* (1).

Hugo fut très irrité du sot rôle que ces écrits lui prêtaient ; à sa requête, son frère, conseiller à la Chambre des comptes, les déféra à la Cour souveraine qui s'empressa de les condamner au feu (2). Aussitôt, les partisans de l'évêque crièrent à la partialité, et les chansons reprirent de plus belle : ce fut la *Complainte sur la brûlure* :

« J'ai juré que, ces jours gras,  
Je chanterais la brûlure ;  
Chantons donc, il ne faut pas, *turlure*,  
Qu'on m'accuse de parjure,  
*Robin, turlure lure. »*

Les amis du Prémontré répliquèrent sur le même air, par l'*On-guent pour la brûlure* (3) :

Un insensé ce matin  
Nous a chanté la brûlure ;  
Je lui chanterai demain, *turlure*,  
*Robin, turlure lure*

et partout dans la région, on n'entendit que ce refrain : « *Turlure... Robin, turlure lure. »*

Mais, en juin 1726, parut un ouvrage plus sérieux, émané d'un anonyme, d'aucuns disent d'un confrère de Hugo : c'étaient les *Réflexions sur un écrit intitulé : Ordonnance de Mgr le Révérendissime Abbé d'Étival, etc.* (4). « Le P. Hugo, disait l'auteur, dans une préface mordante, est un de ces esprits altiers et piquants, qui n'ont pas plutôt lâché leurs pointes qu'ils se savent un gré infini du

(1) Note a de l'Arrest cité à la note suivante.

(2) *Arrest de la Cour souveraine de Lorraine et Barrois qui condamne au feu différents libelles diffamatoires, du 31 décembre 1725.* In-4°, 4 pages.

(3) Bibl. sém. Nancy, ms. 130.

(4) *Ibid.*, ms. 129. — Imprimé s. l., n. d. In-4°, 24 pages.

raffinement qu'ils croient y avoir mis ; et, comme la flatterie ne manque guère de se joindre au triomphe imaginaire qu'ils s'élèvent en eux-mêmes, ils se livrent sans mesure à la complaisance et à l'avidité avec laquelle ils avalent l'encens qu'on leur donne de toutes parts (1). » Cette vanité qu'on reprochait à ce « Monseigneur le Révérendissime », la suite des *Réflexions* était faite pour la mortifier : tous ses mots étaient soigneusement épluchés ; on soulignait toujours avec une ironie froide et calculée les injures et les impertinences que « Monseigneur » avait osées contre le promoteur et contre « Monsieur l'Évêque », et on lui montrait, preuves en mains, que le ban d'Étival était bel et bien du diocèse de Toul. « Contentons-nous, concluait-on, de dire au P. Hugo, en finissant ces *Réflexions*, que, quels que soient ses efforts pour se mesurer avec des évêques, *ses voisins*, et pour faire aller *presque de pair* son Église avec les plus anciennes du monde chrétien, il éprouvera, malgré lui, que la crosse d'Étival contre celle de Toul ne sera jamais que le pot de terre contre le pot de fer et que la grenouille a beau s'enfler dans son marais, elle crèvera toujours longtemps auparavant d'être aussi grosse que le bœuf (2). » L'auteur, on le voit, connaissait son La Fontaine.

Ce chef d'œuvre de raillerie, en vingt-quatre pages in-quarto très serrées, n'était pas de nature à calmer les esprits. Bégon le désapprouva ; mais Hugo n'en persista pas moins dans son obstination. Du reste, la Cour de Rome le soutenait, toujours indisposée qu'elle était contre les évêques de Toul, ces intraitables opposants à l'érection de l'évêché de Saint-Dié. Au mois de juillet, le cardinal Lercari lui écrivit au nom de Benoît XIII et Léopold dut lui permettre, le 13 juillet, de quitter Rangéval, avant qu'il eût adressé des excuses. L'exilé rentra donc en triomphateur. Bourcier de Montureux lui écrivit le 23 juillet (3) pour le féliciter, et l'évêque n'eut plus d'autre espoir que l'assemblée du clergé qui devait se tenir incessamment.

(1) *Réflexions*, 1.

(2) *Ibid*, 24.

(3) Bibl. du sém., ms. 130.

Brouilly avait préparé de longue main une *Réfutation* savante et modérée d'un écrit qui a paru sous le titre d'*Ordonnance de M<sup>gr</sup> le Révérendissime abbé d'Étival* (1), où se retrouvaient tous les arguments, jadis invoqués dans le *Mémoire* contre Saint-Dié (2) ; il la donna au public, en septembre 1726, au moment où se réunissaient à Paris les mandataires du clergé de France. En majeure partie composée d'évêques, et d'évêques français, cette assemblée devait être favorable à un évêque français, outragé par un abbé lorrain. Aussi, malgré les démarches du comte de Stainville, envoyé de Lorraine auprès de la cour de France, malgré les protestations du nonce qui remontrait que la cause était portée en Cour de Rome, l'assemblée prit l'affaire en considération et nomma une commission d'enquête.

Ainsi soutenu, Mgr Bégon crut pouvoir, le 4 novembre, condamner solennellement les insolentes témérités de Charles-Louis Hugo et dénoncer la conduite de l'archevêque de Césarée, ainsi que les ordinations qu'il se prétendait en droit de faire (3). Son *Ordonnance* interdisait l'abbé, le prieur et les religieux de l'abbaye dans tout le diocèse de Toul, jusqu'à réparation suffisante, et les sommait de produire les titres de leur juridiction quasi-épiscopale, comme ils s'étaient engagés à le faire dès 1695 (4).

Cette condamnation fut signifiée aux intéressés par La Lance, curé de Domptail, doyen rural de Deneuvre, assisté d'un appariteur de l'officialité et d'un habitant du voisinage. Hugo, fort de l'appui qu'il trouvait à Rome et à Lunéville, affecta de n'en tenir aucun cas ; sur le conseil du président Lefebvre, il appela de nouveau auprès de la Cour apostolique et Léopold, irrité de ce que l'officialité toulouise eût fulminé une censure sans *pareatis* de la Cour souveraine (*pareatis* qu'elle n'aurait point obtenu), fit jeter en prison le témoin, son sujet, et exila, pendant vingt jours, le curé de Domptail dans l'abbaye de Stuzelbronn.

(1) Bibl. du sém., ms. 129. — Imprimé s. l., n. d., 50 pages.

(2) Voir plus haut.

(3) *Ordonnance de Mgr l'Évêque comte de Toul, qui condamne l'écrit intitulé : Ordonnance de Mgr le Révérendissime Abbé d'Étival*, etc. Toul, Rollin, 1726. In-4°, 31 pages.

(4) Voir plus haut.

Comme on pouvait s'y attendre, les conclusions de la commission du clergé de France furent à l'avantage de l'évêque de Toul et, le 13 décembre 1726 (1), l'assemblée, à la requête du rapporteur, improuva la conduite de Hugo et la teneur de son ordonnance et décida que l'on enverrait au général des Prémontrés et à tous les évêques du royaume une lettre circulaire qui leur dénoncerait cet audacieux attentat contre l'autorité épiscopale et leur demanderait de refuser les pouvoirs et les ordres à tous les enfants de Saint-Norbert si, dans trois mois, l'abbé d'Étival n'avait pas donné satisfaction à l'évêque de Toul ou n'avait pas encouru condamnation de la part de ses supérieurs.

Ayant porté sa cause au Saint-Siège, Hugo ne fut, ni ému par ce blâme, ni ébranlé par les instances de ses confrères (2), ni effrayé des disgrâces qu'il pouvait attirer sur son ordre ; il persista dans son refus et, le 26 mars 1727, avant que fût révolu le délai de trois mois, l'abbé de Prémontré, Claude-Honoré-Lucas de Muin, dut écrire aux membres de l'assemblée et présenter ses humbles excuses. De son côté, le chapitre de la congrégation de l'Antique-Rigueur, qui se tint à Belval au mois d'avril, désavoua l'abbé d'Étival ; mais ce fut tout. Hugo resta en charge, plus arrogant que jamais. Il savait, et personne n'ignorait, que Benoît XIII n'avait point approuvé les menaces adressées à Prémontré ; qu'il avait prié l'évêque de Toul de s'abstenir provisoirement de toute revendication contre le monastère d'Étival et de présenter ses raisons à la Cour apostolique. C'était bien ce que désirait Mgr Bégon ; mais il craignait les frais considérables qu'exigerait un tel procès et surtout le crédit dont jouissait son adversaire. Les Vosgiens, en effet, étaient tout puissants sur le cœur de Benoît XIII. Plus soucieux du salut des âmes que compétent en géographie, le pape se figurait toujours que le Val-de-Galilée et les bans des trois abbayes formaient un territoire immense ; il craignait que l'archevêque de

(1) Bibl. du sém., ms. 129. — *Extrait du Procès-verbal de l'Assemblée générale du Clergé de France, tenue à Paris en l'année 1726, du vendredi 13 décembre, à huit heures du matin, Mgr l'Archevêque d'Aix, président.* Paris, Pierre Simon, in-4°, 7 pages.

(2) L'abbé de Prémontré lui écrivit en mars 1727 (voir ms. 130, déjà cité).

Césarée ne suffit point à la tâche et il voulut lui donner un aide.

Dom Mathieu Petitdidier avait reconquis son abbaye de Senones et les bonnes grâces de la Cour romaine par son traité de l'*Infailibilité du Pape* : en lui, Benoît XIII crut trouver l'apôtre qu'il cherchait et, malgré toutes les représentations que lui fit son entourage sur le peu de confiance que l'on devait avoir en cet ancien appelant, il voulut le sacrer lui-même évêque de Macra, vers la fin de 1726.

Petitdidier fut très surpris et quelque peu peu confus de ce titre qu'il n'avait point recherché : il sentait très bien la fausseté, disons le mot, le ridicule de sa situation à Senones, à trois lieues à peine de Saint-Dié. Léopold fut encore moins satisfait : il commençait à trouver que Rome le servait trop bien.

Jean-Claude Sommier s'était tenu en dehors du conflit. Comme Petitdidier à Senones et Barrois à Moyenmoutier(1), il s'était contenté de renvoyer poliment les mandements toulous. De plus, il avait continué à tenir ses synodes, à conférer la confirmation et les ordres, à consacrer des calices et des autels, à publier des mandements sur le carême, ou pour la condamnation d'un livre intitulé : *La Science des Saints, source de la grâce* (1725) (2). Enfin, vers la fin de 1726, il fit imprimer son *Histoire de l'Église de Saint-Dié* (3). Comme jadis François de Riguet, il y exaltait l'illustration et la complète exemption de cette Église et la juridiction quasi-épiscopale qu'exerçait son grand prévôt, et il faisait suivre sa démonstration d'un grand déploiement de pièces justificatives, analyses, copies ou extraits des chartes, bulles et diplômes du chapitre. Un incident curieux permit bientôt aux Toulous de mesurer l'impartialité qui avait présidé au choix de ces pièces. Sommier termina son *Histoire dogmatique du Saint-Siège* en 1728 et il envoya des exemplaires du dernier tome à l'évêque, à Claude de L'Aigle, à Broûilly et à d'autres chanoines. Or, dans le volume qui

(1) Dom Barrois avait succédé à Dom Belhomme en 1727 dans le gouvernement de l'abbaye de Moyenmoutier.

(2) Calmet, *Bibl. torr.*

(3) Saint-Dié, Dominique Bouchard, 1726, in-8°.



lui était destiné, le grand vicaire trouva, reliés ensemble par mégarde, deux feuillets dont l'un devait servir de carton à l'autre. Sur le premier, était imprimé, *in extenso*, le texte d'une bulle d'Alexandre III, en faveur de Saint-Dié (1178) ; sur l'autre, cette phrase avait disparu, qui compromettait quelque peu l'indépendance du Val-de-Galilée : « *Electio autem præpositi ad vestrum collegium ; investitura vero ejus, juxta antiquam consuetudinem, ad Tulensem episcopum pertineat, sicut idem Innocentius Papa noscitur statuisset.* » Mgr Bégon s'empressa de dresser procès-verbal de cette constatation et l'on garda le fait pour s'en servir à l'occasion. Certes, dans tous ces conflits, l'histoire n'était-elle point une conjuration contre la vérité ?

Tout en menant de front les labeurs de l'étude et les fatigues du ministère, l'archevêque de Césarée n'oubliait pas que « son voisin », l'évêque de Toul, n'avait point voulu le recevoir. Il attendait l'occasion de le lui signifier. L'ordonnance du 4 novembre 1726 la lui fournit et, le 2 décembre, par une lettre imprimée (1) respectueuse et modérée, il lui accusa réception de son mandement, protesta contre l'ostracisme dont il se voyait la victime ; puis exposa, preuves en mains, la légitimité de son titre d'archevêque, que personne ne songeait à contester, et de ses pouvoirs pontificaux, même de celui de conférer les ordres. Dans son intention, cette lettre était un plaidoyer personnel, opposé aux conclusions du prélat : « Puisqu'il vous a plu, Monseigneur, lui disait-il en terminant, rendre publics les griefs que vous avez contre moi à cause de mes fonctions épiscopales, je ne puis me dispenser de faire pareillement part au public de cette lettre qui contient mes justes défenses. »

Ce manifeste, répandu à profusion, provoquait une réponse et pourtant quelles que fussent les instances de son entourage, l'évêque ne voulut point riposter : « Il resta dans un silence qu'on ne pouvait assez admirer », disent nos *Mémoires toulous* (2) ; mais

(1) *Lettre de Messire Jean-Claude Sommier, archevêque de Césarée et grand prévôt de Saint-Dié, à Monseigneur de Bégon, évêque et comte de Toul, prince du Saint-Empire.* Imprimé, in-4°, 18 pages (Arch. Vosges, G. 238).

(2) Bibl. du sém., ms. 129.

d'autres relevèrent le gant et, chose curieuse, ils n'appartenaient point au diocèse ; tellement ce conflit passionnait l'opinion.

Un anonyme data du 15 février 1727 une *Lettre de \*\*\* à un de ses amis, touchant celle de M<sup>sr</sup> l'archevêque de Césarée en Cappadoce à M<sup>sr</sup> l'Évêque, comte de Toul, prince du Saint-Empire* (1). L'ouvrage est un peu superficiel ; il ne traite pas la matière à fond et, malgré quelques passages bien frappés, il est inférieur à un autre qui parut à la même occasion et qui émanait, à n'en point douter, de la même plume que les *Réflexions* sur l'ordonnance du Révérendissime abbé d'Étival. Cette *Lettre à M<sup>sr</sup> l'archevêque titulaire de Césarée au sujet de ses plaintes contre la première période de l'auteur des Réflexions sur l'ordonnance du P. H.* (2), raillait agréablement « la prudence de cet abbé qui, pendant que tout le monde disait de si belles choses à son sujet, s'abandonnait au doux repos d'un profond silence (3) », puis elle abordait de front, et non sans ironie, le gros grief que le grand prévôt avait formulé contre le premier *factum* : « Un P. H., y avait-il lu (4), qui, sous prétexte de l'abbaye d'Étival, se donne en spectacle au public sous le titre de Monseigneur le Révérendissime ! C'est à peu près comme un M. Sommier qui, sous prétexte du titre de l'archevêché de Césarée, *in partibus*, qu'on lui a donné à Rome, vient s'annoncer comme successeur de saint Basile à Saint-Dié. *Io, Saturnalia !* s'écrièrent autrefois des soldats romains à l'aspect d'un affranchi qui voulait se mêler de les haranguer sur le tribunal militaire. Ils furent si choqués de cette nouveauté de figures et d'expressions qu'ils demandèrent brusquement à suivre leur général, en faisant de grandes huées sur l'orateur et en criant de toutes leurs forces à la mascarade. »

La comparaison était blessante, il faut le reconnaître. Sommier avait le droit d'en être indigné ; mais il eût mieux fait d'en souffrir en silence que de s'en plaindre dans une lettre publique. Il avait

(1) Imprimé, s. l., n. d., in-4°, 10 pages.

(2) Imprimé, s. l., n. d., in-4°, 8 pages à deux colonnes, du même format et de la même justification que les *Réflexions*.

(3) *Lettre*, p. 1.

(4) *Réflexions*, p. 1.

affaire à trop forte partie et la réponse qu'il s'attira ne mit pas les rieurs de son côté : il est toujours regrettable d'amuser la galerie, surtout à ses dépens.

Cependant, Léopold s'impatientait de ces querelles interminables. L'abbé de Vence n'avait pas réussi à fléchir l'abbé d'Étival : le prince pria le cardinal de Rohan d'y employer sa haute influence : ce fut peine perdue. Hugo prétexta que Rome s'était réservé le jugement du procès, et pour le fond du litige, et pour le procédé, et Léopold, piqué de ce que Morville avait dit à Stainville : « Pourquoi le duc de Lorraine n'impose-t-il pas silence à un petit drôle comme cela (1) ? » exila, le 18 août, le moine obstiné (2), lequel se retira dans la ferme de Winsbach, à quelque distance de Colmar. C'était donc à la cour de France que Mgr Bégon devait ce léger succès ; du reste, il était alors en assez bons termes avec Lunéville. Le prince estimait son zèle et sa vertu, sa douceur et sa patience, et il allait lui prêter tout son concours pour réduire à l'obéissance une communauté rebelle : il est vrai qu'ici les intérêts du pouvoir ducal se rencontraient avec ceux de la foi et de la discipline ; la raison d'État servait ici la religion du souverain (3).

L'abbé de Beaupré, Anselme de Bavay, avait écrit au pape pour lui demander respectueusement en quel sens certaines propositions du Père Quesnel avaient pu mériter les qualifications portées par la bulle *Unigenitus* : cette lettre fut renvoyée à Saint-Dié et Jean-

(1) « Pourquoi, me dit M. de Morville, le Duc de Lorraine n'impose-t-il pas silence à un petit drôle comme cela ? Ou, s'il ne peut pas le faire taire, pour ne le fait-il pas mettre dans un cul de basse-fosse ? — A quoi je lui répondis que ce serait le moyen de se brouiller pour jamais avec la Cour de Rome. — Et comment, m'a-t-il dit, on aime donc mieux se brouiller avec le Roi ? Après cela, m'a-t-il continué, cela ne le brouillerait point avec la Cour de Rome, puisqu'un souverain est toujours le maître de punir un sujet sans être obligé de dire pourquoi. » (Lettre de Stainville à Léopold, 21 mai 1727, conservée aux Archives de Vienne et citée par M. Baumont, *op. cit.*, 372.)

(2) « De par Son Altesse Royale, il est ordonné au P. Hugo, abbé de l'abbaye d'Étival, Ordre de Prémontré, de sortir dans vingt-quatre heures des États de S. A. R., avec défense à lui d'y entrer sans ses ordres exprez, à peine de désobéissance. Telle étant la volonté de S. A. R. Donnée à Lunéville le dix-huitième août, mil sept cent vingt-sept. — Signé : LÉOPOLD. »

(3) Sur l'affaire de Beaupré, voir ms. 129 de la Bibl. du Séminaire de Nancy. — Calmet, VII, 3.

Claude Sommier reçut la mission de faire une enquête sur les sentiments de l'abbé et de sa communauté (1). L'archevêque de Césarée invita Bavay à se rendre à Étival, fut satisfait de ses réponses et adressa au souverain pontife un rapport favorable. Beaupré, d'ailleurs, était alors d'une régularité parfaite et Firrao, quand il vint pour la première fois dans les Vosges, avait même poussé jusqu'à ce monastère, pour y étudier de près les constitutions de Cîteaux : c'était une ferveur mal entendue qui avait poussé l'abbé et ses moines dans les voies du Jansénisme, aux dehors si austères.

Mgr Bégon, blessé de ce qu'il pouvait considérer comme un mépris de ses droits d'évêque diocésain, prit le parti de faire une contre-enquête. Le 28 octobre 1727, il se rendit à Lunéville où Léopold, chaud partisan de la bulle, lui promit son appui et il cita devant lui l'abbé de Beaupré. Celui-ci comparut avec le Père d'Hablainville, son sous-prieur ; mais ce fut pour opposer les privilèges de l'ordre de Cîteaux et décliner la juridiction de l'évêque de Toul. Le sous-prieur fut plus imprudent : voulant montrer qu'il était à couvert de toute poursuite, il présenta au prélat *l'acte d'adhésion à l'appel de la constitution Unigenitus interjeté au futur concile général*, signé par l'abbé, par lui et par douze autres religieux du monastère. C'était fournir des armes contre lui et contre ses confrères.

Bégon déclara que les privilèges de Cîteaux ne concernaient pas les matières de dogme ; informa le duc de la résistance de l'abbé ; fit citer une seconde fois Bavay et ses religieux et, sur leur refus de comparaître, il lança contre tous les signataires de l'appel une sentence d'interdit de toutes les fonctions de leurs ordres et de leurs charges. Cette censure fut respectée et, le jour de la Toussaint, l'abbé pria un carme de Lunéville de célébrer la messe de communauté.

Le 4 novembre, à l'aube du jour, arrivèrent à Beaupré un maître

(1) Arch. Vatic., *Nunziatura di Svizzera*, t. 112. — Cette visite du nonce à Beaupré eut lieu le 31 novembre 1717 et le duc Léopold le vint saluer là, avec le prince d'Elbeuf, le comte d'Harcourt et d'autres seigneurs.

des requêtes, un exempt des gardes et trois gardes du corps, avec ordre de rechercher et de confisquer tous les livres, brochures et manuscrits contraires à la bulle pontificale. Ils accomplirent leur mandat et mirent les ouvrages sous scellés : après quoi, l'exempt lut un décret de Son Altesse Royale qui donnait un quart d'heure à l'abbé, au sous-prieur et au Père Joseph Pothier, l'un des appelants les plus ardents, pour se préparer à partir : Bavay fut conduit à la chartreuse de Bosserville, Hablainville à Chaumousey et Joseph Pothier à Domèvre. On fit ensuite venir, par groupes de quatre, les autres signataires à Lunéville, où l'évêque et l'abbé de Vence, son assesseur, eurent la consolation d'en voir huit se rendre à leurs explications.

La procédure fut malheureusement contrariée par la petite vérole dont Mgr Bégon fut atteint le 8 novembre. Pendant sa maladie, de Vence travailla à ramener l'abbé, toujours à Bosserville : il réussit après quelques jours de conférences et cette conversion décida les insoumis à se rendre enfin aux décisions de l'Église. Il ne resta plus d'opiniâtres que les Pères d'Hablainville et Pothier.

Aussitôt entré en convalescence, l'évêque pria Léopold de rappeler à Lunéville les trois exilés. Bavay, fidèle à ses résolutions, signa, le 3 décembre, l'acte d'adhésion aux constitutions apostoliques (1), révoqua tout ce qu'il avait dit, écrit et soutenu contre les bulles *Vineam Dñi* et *Unigenitus Dei Filius*, et obtint la permission de retourner dans son abbaye et de reprendre ses fonctions abbatiales. Un instant, ses religieux lui opposèrent une déclaration signée par eux le 1<sup>er</sup> décembre et portant que, dans la soumission qu'ils avaient faite, ils n'avaient point voulu condamner le Père Quesnel, ni donner atteinte à aucune proposition conforme à l'Écriture et à la doctrine des Pères : c'était remettre le tout en question. Mais de nouvelles explications de Mgr Bégon et de l'abbé de Vence eurent vite raison de ces scrupules ; dès le six décembre, le cloître de Beaurépré rentra dans le calme et dans la fervente pratique de la règle de saint Bernard.

(1) L'acte de Bavay est copié *in extenso* dans le ms. 129.

Hablainville et Pothier restaient toutefois inflexibles ; le sous-prieur s'était même fait l'apôtre du Jansénisme auprès des membres de sa famille qui s'étaient employés à le convaincre. Tous deux cédèrent pourtant, Hablainville, le premier : pour le 16 décembre, tous étaient revenus au bercail.

L'évêque de Toul fit publier le procès-verbal de la soumission complète du monastère, le 17 de ce mois, dans la grande salle de l'abbaye Saint-Remy de Lunéville, en présence de l'abbé de Beaupré (1), convoqua le jour même toute sa communauté, lui donna connaissance de l'acte épiscopal, fit lire à haute voix les constitutions apostoliques et reçut de tous les religieux, novices et postulants, la promesse solennelle de rester fidèles à leur parole et à leurs engagements. Ainsi se termina l'affaire.

Cependant, Léopold n'avait point renoncé à ses projets : il voulut profiter, et de l'avènement à Versailles d'un nouveau ministère, et des bonnes relations qu'il avait alors avec Toul, pour obtenir son officialité et son évêché lorrains. Sur son ordre, le président Lefebvre rédigea, pour le cardinal de Fleury, un mémoire demandant que les évêques français fussent obligés d'établir en terre ducale des officiaux forains, pour faciliter à l'avenir l'exercice de leur juridiction, priant le roi de lever l'opposition qu'il avait faite à l'érection du siège de Saint-Dié, et s'engageant à restreindre au Val-de-Galilée la circonscription du nouveau diocèse et à ne plus appuyer les prétentions des abbés des Vosges.

C'était, il le sentait bien, une tentative suprême. Fleury renvoya le mémoire à Mgr Bégon, pour qu'il présentât ses observations : il reçut de lui une réédition considérablement augmentée de ce que Henri de Bissy avait écrit jadis sur le même sujet, et les choses en restèrent là. Le cardinal-ministre était trop prudent ; il avait trop de choses à penser, pour qu'il se mit sur les bras ce nouvel embarras.

Broüilly, du reste, venait de donner au public sa *Défense de*

(1) Ce procès-verbal, en forme de sentence, est copié *in extenso*, dans ce même manuscrit.

*l'Église de Toul* (1). C'était, à dire vrai, une refonte du *Mémoire*, jadis envoyé par Camilly contre l'érection de l'évêché de Saint-Dié (2), et de la *Réfutation* de l'ordonnance de Hugo d'Étival (3); mais cette refonte formait un traité méthodique, fortifié de pièces justificatives nombreuses et dirigé contre l'*Histoire de Moyenmoutier*, de Dom Belhomme, l'*Histoire de Saint-Dié*, de Jean-Claude Sommier, les notes sur la chronique d'*Herculanus*, de Hugo. Une *Ordonnance* de Mgr Bégon, en date du 10 mai 1727, *contre les entreprises du chapitre de Saint-Dié et des abbés de la Vôge* avait fait de ce livre la réfutation officielle, opposée par l'évêché de Toul à tous les ouvrages de ses adversaires. Le public dès lors était juge et, quand il n'avait pas d'idées préconçues, on peut dire sans crainte qu'il se rangeait du côté de l'évêque.

Les cours de Rome et de Lunéville avaient malheureusement leurs opinions faites. Léopold, cédant aux instances de Hugo, lui permit de rentrer à Étival, le 18 mars 1728, après un an d'exil et d'obstination, et Benoît XIII pressait Mgr Bégon de porter son différend aux tribunaux apostoliques. Le prélat y eût peut-être consenti, tout en tremblant pour sa caisse et pour l'issue du procès; mais Fleury le lui interdit: les maximes des Églises gallicanes ne permettaient point de reconnaître le jugement des congrégations romaines. Enfin, il fut convenu que les cardinaux Lercari, secrétaire d'État, et de Polignac, ambassadeur de France, arrangeraient l'affaire par voie diplomatique. Ils demandèrent des mémoires. L'évêque envoya la *Défense de l'Église de Toul* et un *Summarium* qui en était l'abrégé (4); Sommier et Hugo firent de même, chacun de leur côté. Mais les négociations engagées pour la rédaction du mandement d'acceptation de la bulle *Unigenitus* que devait signer le

(1) *Défense de l'Église de Toul avec l'Ordonnance de Mgr l'Évêque-comte de Toul, prince du Saint-Empire, sur les réquisitions de son promoteur général contre les entreprises du chapitre de S. Dié et des abbés de la Vôge*. Toul, Rollin, 1724, in-4°.

(2) Voir plus haut, p. 443.

(3) Voir plus haut, p. 461.

(4) *Summarium causæ inter Illustr. et RR. Dnum Tullensem episcopum et Rdam Patrem Ludovicum Hugo, abbatem monasterii stiragiensis, Ordinis Præmonstr., in Lotharingia, Tullensis diœces.* (Bibl. du sém., ms. 129).

cardinal de Noailles, firent retarder la solution de ce conflit que Rome jugeait beaucoup moins important.

Sur ces entrefaites, mourut Dom Mathieu Petitdidier et, après quelques contestations, Dom Augustin Calmet, prieur de Lay et abbé temporaire de St-Léopold, fut élu abbé de Senones. De l'avis unanime, c'était un choix excellent : « Ce religieux, disent nos *Mémoires toulous* (1), aussi connu par la régularité de sa vie, par sa modestie et par sa science, que par ses *Commentaires littérales* (sic) sur l'*Ancien et le Nouveau Testament*, son *Dictionnaire de la Bible* et son *Histoire de la Métropole de Trèves*, était, sans contredit, le meilleur sujet de la congrégation pour remplir ce beau bénéfice. »

Le « malin vouloir » de l'agent de Lorraine à Rome fit adresser ses bulles à l'officialité de Bâle : c'était malicieusement souligner les prétentions vosgiennes ; mais le nouvel abbé était trop humble et trop pacifique pour accepter un héritage de combat : il fit présenter des excuses à l'évêque de Toul et refusa l'évêché de Macra que Benoît XIII voulait lui continuer. Tout cela était d'un bon présage et Mgr Bégon commençait à nourrir quelques espérances sur les négociations que devait mener le cardinal de Polignac quand, en janvier 1729, il apprit avec une douloureuse surprise que le pape venait de nommer l'irréductible Hugo évêque de Ptolémaïde. Le pape se flattait de trouver ainsi une solution pacifique ; mais, en fait, aux yeux de tous, il consacrait solennellement le bien-fondé de ces longues revendications. On faillit même avoir trois évêques pour un territoire de trois lieues carrées : Dom Calmet fut de nouveau pressé de recevoir le titre d'évêque de Macra. Des malins prétendirent même que Sommier aurait un coadjuteur.

Léopold, qui n'avait pas été consulté sur cette promotion, éprouva un vif mécontentement et interdit à l'évêque de Ptolémaïde de paraître à Lunéville : il voulait le punir ainsi d'avoir transgressé les maximes gallicanes qu'il s'efforçait d'introduire en

(1) Bibl. du sém., ms. 130.



Lorraine. Mais il ne tarda pas à suivre la voie de toute chair. Atteint d'une pneumonie, il mourut, le 27 mars 1729, dans les sentiments d'une piété profonde, déplorant amèrement de « n'avoir pas servi Dieu avec autant de fidélité qu'il le devait, et de n'avoir pas travaillé au bonheur de son peuple avec autant de soins qu'il l'aurait pu (1) ».

« Léopold, disent nos *Mémoires* toulous (2), interprètes des sentiments de l'évêché, fut un prince religieux, sage, prudent politique et très généreux, et personne dans son conseil n'avait plus d'esprit que lui. Il n'avait pas tenu à lui que les difficultés sur la matière de la juridiction des évêques dans ses États ne prissent fin. Les officiers de son conseil et de sa Cour souveraine y ont trouvé trop d'avantages pour l'en dissuader. »

De la part d'un adversaire, cet éloge est bien précieux : il est tout à l'honneur, et du prince lorrain, et de l'écrivain toulous, et il redresse quelque peu les jugements trop sévères que nous serions tentés de porter sur ce souverain, au souvenir de ces trente années de règne qui ne furent qu'une série de luttes contre les évêques, ses pères spirituels.

Mgr Bégon s'empressa, dès le 28 mars, de commander des supplications solennelles dans toutes les églises de la partie lorraine de son diocèse (3) ; mais la Cour souveraine, jalouse, comme d'habitude, de faire acte d'autorité, rendit, le 31 du même mois, un arrêt qui ordonnait des prières publiques pour le repos de l'âme de feu Son Altesse Royale. C'était la continuation de sa politique d'envahissement. L'évêque dut réclamer auprès de la duchesse régente et il obtint cette fois pleine satisfaction (4). Aussi, s'offrit-il pour présider aux cérémonies des funérailles (5) : ce qui fut

(1) Bibl. du sém., ms. 129.

(2) *Ibid.*

(3) *Mandement de Mgr l'Évêque-comte de Toul, qui ordonne des prières pour le repos de l'âme de feu Son Altesse Royale Léopold I<sup>er</sup>, 28 mars 1729 (Rec. Mand., III, 13).*

(4) *Lettre de Mgr l'Évêque-comte de Toul aux doyens ruraux de son diocèse, au sujet des prières publiques, 19 juin 1729 (Rec. Mand., III, 170).*

(5) Bibl. du sém., ms. 129. — Sur les funérailles du prince, voir la *Relation de la pompe funèbre faite à Nancy, le septième jour de juin 1729, aux obsèques*

accepté avec reconnaissance. Il prononça, le 7 juin, le premier éloge funèbre, lors de la levée du corps à l'église du noviciat des Jésuites (1), officia le premier et le troisième jour et n'eut qu'à se féliciter des égards que l'on eut pour sa personne et pour sa dignité. Il y eut pourtant quelques incidents de préséances. Après la levée du corps, le héraut d'armes qui réglait la marche du cortège, pria « Monsieur l'Évêque » de prendre son rang. Les archidiacres lui firent observer qu'il devait employer le titre de « Monseigneur » et, comme il répondait qu'il s'était servi du terme qu'on lui avait marqué, Alliot, grand-maître des cérémonies, s'écria à haute voix : « Monseigneur l'Évêque-Comte de Toul, marchez, s'il vous plaît, avec votre clergé », et s'adressant au prélat, il ajouta courtoisement : « Voilà, Monseigneur, la faute bien réparée publiquement (2). »

Le nouveau duc François III ne devait pas se montrer moins respectueux des droits de l'évêque et du clergé de Toul. Les dépenses exagérées de Léopold avaient fort obéré le trésor ; pour combler en partie le déficit, la Chambre des comptes avait décrété un don de joyeux avènement, et les conseillers de la duchesse régente avaient voulu comprendre dans la répartition du subside les abbés, prieurs et autres bénéficiers des duchés. C'était aller contre l'immunité ecclésiastique. Le prélat fit ses remontrances, et comme on n'en tint pas compte, il en informa le Siège-Apostolique ; il envoya à tout son clergé une *Protestation* et un *Avertissement* (3) et, quand François III arriva d'Autriche à Lunéville (4), il sut si bien plaider

*de Très-Haut, Très-Puissant et Très-Excellent prince Léopold.* Nancy, Cusson, 1730.

(1) *Discours adressé à Mgr le prince Charles par M. l'Évêque de Toul, lorsqu'il commença le convoi funèbre de S. A. R. Léopold I<sup>er</sup>.* Nancy, Cusson, 1729.

(2) Bibl. du sém., ms. 129.

(3) *Protestations et Avertissement de Mgr l'Évêque-comte de Toul au clergé séculier et régulier de la partie de son diocèse située en Lorraine et Barrois, au sujet des Rôles et Lettres circulaires qui ont été répandues dans le diocèse, pour la levée d'un subside sur les Bénéficiers et Communautés ecclésiastiques, à titre de joyeux avènement de S. A. R. Monseigneur le Duc de Lorraine.* Imprimé, 8 pp. in-4° (Bibl. du sém., ms. 129).

(4) *Mandement de Mgr l'Évêque-comte de Toul qui ordonne des prières publi-*

sa cause qu'il obtint de Son Altesse Royale une *Déclaration* favorable et une reconnaissance authentique des privilèges du clergé.

Cet heureux début présageait une période de paix ; mais le jeune duc ne fit que passer en Lorraine (1). Élevé à la cour de Vienne, fiancé à l'archiduchesse Marie-Thérèse, la fille aînée de l'empereur Charles VI, François repartit pour l'Autriche, dès le mois d'avril 1731, et les magistrats lorrains reprirent leurs empiétements : à chaque instant, entre la Cour souveraine et l'officialité toulousine, s'élevaient des conflits de juridiction, au grand détriment de la discipline et de la régularité. L'administration du diocèse devenait, de jour en jour, plus difficile et les prêtres coupables s'autorisaient de la protection des tribunaux laïcs pour braver l'évêque impuissant.

Scipion-Jérôme Bégon n'avait plus, pour le soutenir, son grand vicaire, Claude de L'Aigle. Ce bon prêtre s'était pieusement endormi dans le Seigneur, le 25 février 1733, à l'âge de quatre-vingts ans. Vicaire général et official durant plus de quarante années, il avait « blanchi au service de la sainte Église de Toul », avait été « le conseil et la main de quatre évêques et méritait de l'être par son mérite, par sa capacité, par ses importants et continuels services ». Cet éloge est de Hugo (2), et Dom Calmet écrivit de son côté (3) : « Il mena une vie très retirée et très édifiante, entièrement occupée des devoirs de son ministère et des besoins du diocèse, pour le bien duquel il a travaillé d'une manière infatigable, pendant la plus grande partie de sa vie. » De L'Aigle sut donc se faire estimer de tous, même de ses adversaires, et il laissa le souvenir précieux d'un prêtre selon le cœur de Dieu, d'un sage administrateur, d'un conseiller prudent, d'un écrivain de talent, d'un inébranlable champion des causes les plus sacrées, l'indé-

*ques pour l'heureux retour de S. A. R. Mgr le Duc de Lorraine et pour demander à Dieu qu'il répande ses bénédictions sur son gouvernement, 14 novembre 1729 (Rec. Mand., III, 185).*

(1) Sur ces événements, voir Digot, *Hist. de Lorr.*, VI, et d'Haussonville, *Hist. de la réunion de la Lorr.*, IV.

(2) *Ordonnance..... portant condamnation, etc.*, p. 21.

(3) *Bibl. Lorr.*

pendance, la liberté, la sainteté de l'Église : *cujus memoria in benedictione est*.

Devant tant d'empiétements continuels, Mgr Bégon, comme ses prédécesseurs, se sentait gagner par la lassitude et le découragement, quand la guerre de la succession de Pologne changea brusquement la face des choses. Le traité de Vienne, qui la termina, donna la Toscane à François III, devenu l'époux de Marie-Thérèse et l'héritier presque certain de la couronne impériale, et les duchés de Lorraine et de Bar à Stanislas Leczinski, roi détrôné de Pologne, mais beau-père de Louis XV (1). Le 13 décembre 1736, le vingt-septième successeur de Gérard d'Alsace signa l'acte de cession du Barrois et, le 13 février 1737, celui de la Lorraine. Stanislas n'était qu'un duc provisoire : les deux duchés étaient virtuellement réunis à la France ; en fait, sinon en droit, le diocèse retrouvait son unité. Les Lorrains pouvaient pleurer leurs princes et leur nationalité : c'était une douleur bien légitime ; mais non moins légitime était la joie de l'évêque et de son entourage : ils espéraient enfin le terme de tant d'interminables et fatigants conflits.

---

(1) Sur ces négociations, lire P. Boyé, *Stanislas Leczczyński et le troisième traité de Vienne*. Nancy, Berger-Levrault, 1898. P. 317 et sq.



## LIVRE XIII

Le diocèse de Toul, durant le règne  
de Stanislas (1737-1766).

---

### ÉVÊQUES QUI ONT SIÉGÉ DURANT CETTE PÉRIODE

91. Scipion-Jérôme Bégon, 1723-1753.

92. Claude Drouas de Boussey, 1754-1773.



## CHAPITRE I

### Fin des démêlés avec les abbayes des Vosges <sup>(1)</sup>.

---

Le 28 janvier 1737, Antoine-Martin de Chaumont de La Galaisière, créé par Sa Majesté Polonaise (lisez, par le roi de France) chancelier et garde des sceaux de Lorraine et Barrois, vint à Nancy, porteur de lettres patentes des deux rois, pour s'entendre, avec la duchesse régente et les ministres lorrains sur les formalités de la prise de possession. La cérémonie eut lieu à Bar, pour le Barrois, le 8 février, et à Nancy, pour la Lorraine, le 21 mars. Le 5 de ce mois, la veuve de Léopold avait donné une dernière fête, à l'occasion des fiançailles de l'ainée de ses filles avec le roi de Sardaigne. Ce fut vraiment la fête des adieux et Mgr Bégon eut la délicatesse d'y présider, mêlant ainsi ses félicitations et surtout ses condoléances aux félicitations et aux regrets de tout son peuple. Le lendemain Elisabeth-Charlotte quitta tout en pleurs le château de Lunéville et se rendit, avec sa cour, au château de Commercy que Louis XV lui laissait en douaire. Partout sur son passage, seigneurs et roturiers, citadins et paysans accouraient consternés, pleurant et sanglottant : avec l'aimable princesse, tous saluaient une dernière fois la patrie lorraine qui s'en allait.

(1) SOURCES. — Bibl. sém. Nancy, ms., 129. — *Rec. des Mandem. de Toul*, II et III. — Digot, *Hist. de Lorr.*, VI, 188 et sq. — *Éloge de Hugo* (Mém. Ac. Stan.). — D'Haussonville, *Réun. de la Lorr.*, IV, 440. — Jérôme, *Testament de Charles-Louis Hugo, évêque de Ptolémaïde et dernier abbé d'Étival* (Mém. Soc. Arch. lorr., 1896) ; *Un épisode de l'histoire d'Étival : L'union de la mense abbatiale à l'évêché de Toul* (Mém. Ac. Stan., 1896).



Stanislas, parti de Paris, le 1<sup>er</sup> avril, arriva à Toul, le 3, vers midi, et l'évêque le fêta avec un enthousiasme tout vibrant d'espérance et lui fit rendre les honneurs royaux. Dès le 21 mars, il avait ordonné, par mandement, que l'on prierait « publiquement et nommément pour le Roi dans toutes les églises de la partie du diocèse située en Lorraine et Barrois (1) ». Il félicita les fidèles de les voir gouvernés « par un souverain qui rassemblait tout ce qu'il faut pour être les délices des peuples et qui, avant même de les avoir vus, faisait déjà paraître le plaisir qu'il aurait de les rendre heureux (2) » ; il « n'épargna rien pour servir à Stanislas un dîner splendide des mets les plus exquis (3) », et le nouveau duc, après le banquet, reçut les compliments de tous les corps ecclésiastiques et civils, embrassa plusieurs fois le prélat, lui témoignant sa satisfaction, lui prodiguant les marques de sa particulière bienveillance ; puis il prit la route de Nancy.

Le 12 du même mois, Catherine Opalinska, son épouse, passa par Toul et fut accueillie avec une pompe aussi brillante : ces deux réceptions coûtèrent à Mgr Bégon plus de douze mille livres. Ce fut de l'argent bien placé. Le roi de Pologne tint à montrer à l'évêque qu'il voulait terminer à l'amiable et sans bruit tous les différends que lui avait suscités le gouvernement de Léopold.

Dès le 13 mai, une *Déclaration* rendit aux archidiacres le contrôle des comptes des fabriques que les juges laïcs avaient conservé, malgré toutes les réclamations. Le procureur général, Jean-Louis Bourcier de Montureux, eut l'ordre de l'intimer à tous ses substituts et d'en informer l'évêque : « L'intention du Roi, lui écrivit-il, étant que les comptes de fabrique se rendent conformément aux mandements qui ont été dressés en dernier lieu par Messieurs les archidiacres, mes substituts ne formeront opposition à l'exécution desdits mandements. Fait à Nancy, le 13 mai 1737 (4). » Le billet était d'un laconisme un peu sec : il trahissait

(1) *Rec. Mand.*, III, 243.

(2) *Ibid.*

(3) *Bibl. Sémin. Nancy*, ms. 129.

(4) *Ibid.*

le mécontentement que ressentait le procureur général en voyant tomber une première pierre de l'édifice élevé par son père.

Les chanoines de St-Dié et les religieux d'Étival, de Moyenmoutier, de Senones avaient perdu, par la transformation du pouvoir ducal, leur plus ferme soutien, et ce fut avec quelque serrement de cœur que Sommier et Hugo adressèrent à leurs peuples des mandements pour leur annoncer l'avènement de Sa Majesté Polonaise (1). Depuis huit ans, la querelle avait perdu de son acuité. L'évêque de Ptolémaïde, satisfait de son titre et peu encouragé par l'accueil que Léopold lui avait fait, s'était tenu tranquille dans son abbaye, vaquant aux études historiques pour lesquelles il était singulièrement doué, complétant la série de ses *Sacræ Antiquitatis monumenta* et préparant ses *Annales* de l'ordre de Prémontré. Calmet, Barrois faisaient de même à Senones et à Moyenmoutier, sans pourtant oublier de rappeler et d'affirmer à l'occasion le privilège de leurs abbayes, et, malgré des observations verbales que Mgr Bégon lui avait faites un jour où ils se rencontrèrent près de Champs (2), l'archevêque de Césarée continuait sans bruit à faire œuvre de juridiction dans son quasi-diocèse (3). En 1729, un mandement de lui prescrivit des prières publiques pour le repos de l'âme de Léopold ; en 1731, le 9 mai, un synode, tenu à Saint-Dié, sous sa présidence, publia des *Statuts synodaux* qui furent imprimés dans cette ville, par Joseph Charlot, typographe du chapitre ; enfin, en 1737, parut une *Apologie sur l'Histoire de Saint-Dié, contre le livre intitulé : Défense de l'Église de Toul* (4) ; ce devait être sa dernière œuvre : il trépassa le 5 octobre de cette année 1737, et l'évêque de Ptolémaïde le suivit de près, le 2 août 1739.

Tous deux, Hugo surtout, mouraient dans l'anxiété, car l'avénir

(1) Calmet, *Bibl. Lorr.*

(2) Mgr Bégon était venu, en 1732, consacrer l'église de La Chapelle, annexe de Champs. Sommier fut au-devant de lui, en qualité de curé de la paroisse, assista à la cérémonie et le reconduisit à son carrosse. Alors, l'évêque, le tirant à part, lui dit qu'il le regardait comme suspens des fonctions épiscopales pour avoir fait des ordinations illégitimes, soutenu l'abbé de Beaupré, etc. Sommier répondit en se justifiant et l'incident en resta là (Arch. Vosges, G. 238).

(3) *Ibid.*

(4) Saint-Dié, Charlot, in-8°.

s'annonçait incertain. Depuis que la réunion de la Lorraine à la France avait été décidée et réalisée en principe par les préliminaires de Vienne de 1735, les deux gouvernements, royal et ducal, agissant de concert, avaient conçu le projet d'étendre à la nouvelle province les règles et les usages ecclésiastiques qui étaient en vigueur dans le royaume. Le 7 janvier 1737, Stanislas sollicita du souverain pontife « un indult pour nommer en commende aux abbayes et prieurés réguliers de tous ordres de la Lorraine et du Barrois (1) ». L'affaire fut chaudement poussée par Amelot, secrétaire d'État aux affaires étrangères, et le cardinal de Tencin, alors ambassadeur à Rome, mit tout son zèle à obtenir une faveur aussi importante (2). Après bien des négociations, Stanislas, ou plutôt Louis XV, eut enfin gain de cause et, le 15 janvier 1740, un indult accorda au roi de Pologne et au roi de France après lui, le privilège de nommer aux bénéfices consistoriaux de la Lorraine et du Barrois, excepté pourtant aux abbayes chefs-d'ordre. C'était, à peu de chose près, l'extension aux duchés de la faveur octroyée jadis par Clément IX à Louis XIV pour les terres des Évêchés (3) : en fait, sinon en droit, le diocèse se trouvait dès lors soumis tout entier au concordat de Léon X.

Privés de leur droit d'élection et, chose beaucoup plus fâcheuse, menacés de retomber, à brève échéance peut-être et au gré des caprices du souverain, entre les mains avides d'abbés commendataires, les monastères vosgiens firent entendre d'énergiques protestations et se préparèrent à la résistance. Étival, entre tous, se distingua et la lutte, entreprise par lui pour sauvegarder son indépendance, ne dura pas moins de huit années, de 1739 à 1747 (4).

Trois jours à peine après le décès de Hugo, M. de Bazelaire de

(1) Bibl. nat. *Fonds français*, ms. 11,808.

(2) Arch. du min. des aff. étrang., *Mém. et Docum.*, Rome, 37, f° 180 et sq. : *Mémoire sur l'indult de Lorraine*. — Bibl. nat., loc. cit. — *Scritture sopra l'indulto estensivo di quello di Papa Clément IX per i benefici e badie della Lorena richiesto al Papa nel 1739* (Bibl. Corsini, ms. 1175, *Miscellanea*, f° 148-193). — *Gazette d'Amsterdam*, 1738 et 1739.

(3) Voir plus haut, p. 267.

(4) Sur cette curieuse lutte, voir Jérôme, *op. cit.*

Lesseux, lieutenant-général du bailliage de Saint-Dié et subdélégué du chancelier de La Galaizière, interdit aux religieux, de la part de Stanislas, de procéder à l'élection d'un abbé et le prieur, le P. Jean Desbœufs, dut donner, par écrit, l'assurance formelle que l'on se conformerait aux ordres de la cour.

Bientôt, les Prémontrés apprirent, non sans douleur, que le roi de Pologne, usant de son nouveau droit de collation, offrait leur abbaye au cardinal de Tencin. Eux qui jouissaient d'une juridiction quasi-épiscopale et qui avaient vu leur abbé revêtu des ornements pontificaux, allaient donc tomber en commende ! Cette perspective leur semblait être l'excès du malheur et de l'humiliation ; mais à leur fierté était réservée une épreuve plus dure encore. Tencin préféra Saint-Paul de Verdun à Saint-Pierre d'Étival et Stanislas, cédant sans doute aux instances de Mgr Bégon et pensant arrêter ainsi des querelles interminables, résolut d'unir indissolublement la mense abbatiale à la mense épiscopale de Toul.

Le bruit de ce projet parvint bientôt à l'abbaye vosgienne. Les religieux crurent d'abord au simple péril de la commende et travaillèrent à le conjurer par de longs mémoires envoyés en Cour de Rome ; mais bien plus grandes furent, et leur désolation, et leur perplexité, quand ils connurent l'étendue de leur mal ; ils hésitèrent quelque temps entre le désir ardent qu'ils avaient de conserver l'intégrité de leur règle et la crainte de s'aliéner des puissances avec lesquelles il fallait compter ; ils intéressèrent à leur cause l'abbé de Prémontré ; ils cherchèrent à se concilier des protecteurs auprès du St-Siège et ils obtinrent un instant, en avril 1742, le gain de leur procès ; mais Mgr Bégon revint à la charge ; il fit agir la cour de France et, après bien des démarches, il reçut les bulles d'union, le 5 juin 1747. Quelques semaines après, les religieux signèrent avec leur nouvel abbé le traité d'accommodement que la Cour de Rome avait prescrit ; ils cherchèrent bien à revendiquer pour eux la juridiction quasi-épiscopale sur le ban du monastère ; mais cette affaire n'eut pas de suite : en fait, le territoire d'Étival était rentré dans le diocèse de Toul. Et voilà comment,

pour avoir élevé trop haut leurs prétentions, les fils spirituels de l'évêque de Ptolémaïde devinrent les sujets de ce prélat toulouais contre l'autorité duquel ils s'étaient fièrement dressés. Mais quel curieux exemple des vicissitudes humaines nous offrent les péripéties de cette lutte, si longue et si passionnante ! Ici, comme dans bien d'autres conflits où se heurtent les opinions et les intérêts des hommes, la barque de Pierre oscilla d'un rivage à l'autre, un peu au gré des partis ; mais ces fluctuations, si compréhensibles, rendent plus admirables la fermeté et la sûreté de sa marche, quand elle conduit les fidèles au port de la foi et du salut.

Saint-Dié se crut sur le point de subir un sort identique (1). Les chanoines se séparèrent en deux camps, lorsqu'il s'agit de donner un successeur à Jean-Claude Sommier ; ils ne purent se mettre d'accord sur le mode d'élection. Stanislas, fatigué de ces contestations, voulut user de son droit de collation, nomma grand prévôt son parent, le comte Zaluski (18 mars 1741) et vint présider lui-même à son intronisation. Le Polonais ne garda son bénéfice qu'un an ; il donna sa démission, le 24 juin 1742, et le roi, cédant à la même tactique que pour Étival, choisit Mgr Bégon pour le remplacer, et le brevet royal fut confirmé par des bulles de Benoît XIV, en date du 30 septembre 1742. Le chapitre alarmé fit ses remontrances à Stanislas, interjeta appel de cette bulle auprès de la Cour romaine et obtint, le 23 novembre, un rescrit qui ordonnait de surseoir à l'installation du nouveau prévôt jusqu'à ce que la congrégation du Consistoire eût décidé l'affaire.

Les choses traînèrent ainsi, jusqu'en mai de l'année suivante. Mais le 1<sup>er</sup> juin 1743, Scipion-Jérôme Bégon se présenta à Saint-Dié pour prendre possession de sa dignité. Les chanoines refusèrent de le recevoir, alléguant l'appel, et, comme le subdélégué Bazelaire de Lesseux, avait appelé aux armes une compagnie de la milice bourgeoise, ils craignirent un coup de force, fermèrent les grilles du chœur et des collatéraux et transportèrent l'office dans l'église Notre-Dame.

(1) Arch. Vosges, G. 245 et 256. — Arch. de Saint-Dié, *Registres des délibérations capitulaires*, 1743.

Une seconde sommation, le 5 juin, fut suivie d'un second refus et le prévôt éconduit fut réduit à faire afficher, le lendemain, à la grande porte de l'église, par le ministère d'un notaire apostolique, un acte de prise de possession. Puis la veille de la Fête-Dieu, ne voulant point que sa présence privât les fidèles des cérémonies solennelles que le chapitre se serait obstiné à ne point faire, il partit pour Lunéville et déposa une plainte au conseil royal. Le 14 juin, un ordre émané de ce tribunal suprême, enjoignit à l'assemblée capitulaire de recevoir l'élu du pape et du roi. Celle-ci de son côté avait envoyé des délégués, MM. Rennel et Abram, soutenir sa cause à la cour de Lorraine et Stanislas leur assura qu'il « avait nommé M. Bégon, et non l'évêque de Toul (1) », et qu'il n'avait prétendu préjudicier en rien aux droits de leur Église.

A demi-rassuré, le chapitre céda et le prélat revint dans les Vosges ; il prit possession le 17 juin et il officia pontificalement le lendemain, fête de saint Dié, « selon le rit romain » suivi par la collégiale, « comme grand prévôt, non comme évêque de Toul (2) ». Toute la diplomatie des chanoines convergea dès lors à obtenir de lui une déclaration écrite et authentique qu'il n'entendait en rien unir les fonctions de grand prévôt et la juridiction quasi-épiscopale dont il jouissait en cette qualité sur les paroisses du Val-de-Saint-Dié, avec les fonctions d'évêque de Toul et sa juridiction diocésaine.

Le prélat, aussi fin qu'eux, s'abstint de rien signer, éluda leurs instances et témoigna seulement sa ferme volonté de profiter de son séjour pour administrer la confirmation aux enfants de la ville et des environs. Le 22, il fut à Bertrimoutier ; le 23, à Laveline, sans en informer le chapitre, et il annonça que, le 29, il donnerait ce sacrement à Saint-Martin. Les chanoines, ne sachant en vertu de quel titre, celui d'évêque de Toul ou celui de prévôt de Saint Dié, il avait prétendu agir, songèrent un instant, pour le forcer à se déclarer, à fermer ce jour-là les portes de cette église dont ils étaient « curé-primitif » ; mais ils reculèrent, au dernier moment,

(1) Arch. de Saint-Dié, *Délib. cap.*, 16 juin 1743.

(2) *Ibid.*, 18 juin.

devant les conséquences de cette mesure ; ils se contentèrent de dénoncer à Rome, à Paris, à Lucerne, à Lunéville, la conduite de Scipion-Jérôme Bégon qui avait outrepassé, sans les consulter, ses droits stricts de grand prévôt et à demander que l'on fit respecter la disjonction promise.

Des lettres des nonces de Paris et de Lucerne, puis du secrétaire d'État protestèrent aux chanoines que, ni la Cour apostolique, ni les rois de France et de Pologne ne consentiraient à l'incorporation tant redoutée de leur territoire au diocèse de Toul et, le 18 décembre, un bref de Benoît XIII recommanda instamment à Mgr Bégon de maintenir distinctes ses deux juridictions (1). Le zèle des chanoines vosgiens avait ainsi sa récompense : Toul était lui-même contraint à reconnaître leur autonomie.

Le prélat eut dès lors deux administrations diocésaines, l'une à Toul, l'autre à Saint-Dié : il tint des synodes comme grand prévôt, donna des statuts, des règlements (2) et, quand il mourut, le chapitre eut bien soin d'affirmer son indépendance en cassant immédiatement tous les officiers nommés par l'évêque-prévôt (3). Stanislas, de son côté, ne renouvela point sa tentative : il nomma grand prévôt, non plus le nouvel évêque de Toul, mais Dieu-donné de Chaumont de Mareil, archidiacre et vicaire-général de l'évêché de Metz (4), qu'il fit revêtir quelques années plus tard du titre d'évêque de Sion, *in partibus infidelium* (5). Mais le temps des Sommier était passé et les deux pouvoirs vécurent en bon voisinage.

(1) 1743. *Non. Oct. — Stanislae Poloniæ regi. Ne episcopus tullensis jus separati territorii Collegii canonicorum S. Deodati, in Lotharingia perturbet* (Arch. Vatic., Ben. XIV. *Brev. Ann.* 4°, p. 330). — *Idem, Episcopo tullensi* (p. 340). — Arch. Vosges, G. 256.

Il y eut sans doute encore quelques difficultés entre l'évêque-prévôt et le chapitre vosgien, car nous trouvons un *motu proprio* de Benoît XIV, en date du 1<sup>er</sup> mai 1745, reconnaissant les droits du chapitre et la juridiction quasi-épiscopale de son grand prévôt (Arch. Vosges, G. 245).

(2) Arch. de la paroisse de Laveline (Communication de M. le chanoine Noël).

(3) Arch. de Saint-Dié, *loc. cit.*

(4) Mareil fut nommé par bulle du 31 décembre 1753 (Arch. Vosges, G. 256).

(5) La bulle est du 27 mars 1765 (Arch. Vosges, G. 274). — Mareil, fut nommé le 22 avril suivant, premier aumônier du roi de Pologne (*Ibid.*)

A Moyenmoutier et à Senones, Barrois et Calmet étaient restés dans leur réserve prudente ; c'était autant par amour de la paix que par crainte de fâcheux événements. Senones, du reste, ne faisait point partie de la Lorraine et les princes de Salm, souverains du pays, ne songeaient point à suivre la politique de Stanislas et du roi de France. En 1737, Broüilly, devenu grand vicaire de Toul à la mort de Claude de L'Aigle, avait répondu à l'*Apologie* de Sommier, par un *Mémoire pour servir de réponse à celui de Mgr l'archevêque de Césarée* (1), où il répétait encore une fois les arguments qu'il avait fait valoir dans ses précédents ouvrages. Puis, prenant l'offensive, il envoya à Dom Calmet, en 1742, un écrit anonyme où il lui signalait les fautes qui s'étaient glissées dans la première édition de son *Histoire de Lorraine* et réfutait les passages qui semblaient entachés de partialité vis-à-vis de l'évêché de Toul (2).

Le docte Bénédictin s'efforça de justifier ses affirmations, de réfuter les critiques et les conclusions de la *Défense de l'Église de Toul*, dans la *Dissertation sur les évêques de Toul*, qu'il inséra au début du premier volume de la seconde édition de son *Histoire* (3). Broüilly lui répliqua l'année suivante, 1746, par ses *Réflexions sur les remarques du R. P. D. Calmet, abbé de Senones, contre la Défense de l'Église de Toul* (4). Ce fut le dernier écho de ces luttes et l'archidiacre put conclure, non sans raison (5) : « En finissant ces *Réflexions*, il est bon de faire observer que le R. P. D. Calmet n'ayant attaqué dans ses *Remarques* aucune des preuves que l'auteur de la *Défense* y a rapportées pour établir et justifier les droits de l'Église de Toul sur les abbayes de la Vôge, ces preuves restent dans toute leur force et dans leur évidence, après avoir subi l'examen d'un si habile censeur. »

Cette victoire morale complétait l'écrasement d'Étival et de

(1) Imprimé in-4°, 45 pp. — Relié à la suite de la *Défense de l'Église de Toul*.

(2) *Ibid.*

(3) *Sur les premiers évêques de l'Église de Toul*, t. I, xxix et sq.

(4) Imprimé in-4°. 34 pp., relié à la suite de la *Défense de l'Église de Toul*.

(5) *Réflexions*, p. 33.



Saint-Dié. Mais, vraiment, si la Lorraine fût restée indépendante, on ne sait comment ces contestations se seraient terminées. Tout en leur reconnaissant nombre de circonstances atténuantes, il nous est bien permis de les regretter : le prestige de la dignité épiscopale ou abbatiale n'y a point gagné ; l'intérêt des âmes y a perdu et l'histoire elle-même, fouillée avec tant d'ardeur, mais par des esprits prévenus, a vu plutôt s'épaissir les ténèbres qui entourent les origines de notre Église. De tout cela, les évêques de Toul ne sont point responsables : ils n'ont fait que défendre des droits imprescriptibles et tenir les serments qu'ils avaient faits au jour de leur consécration ; ils ont apporté, la plupart du temps, dans ces luttes exaspérantes, un grand esprit de modération et de longanimité. Les grands coupables, ce sont les conseillers de Léopold qui ont saisi avec empressement l'occasion qui leur était donnée d'amoindrir et de contrarier l'autorité épiscopale, de servir leurs prétentions gallicanes et leur patriotisme, aux dépens d'un prélat français.

---

## CHAPITRE II

### Le Clergé et le Séminaire <sup>(1)</sup>.

---

Ces luttes interminables n'absorbèrent point l'activité de Scipion-Jérôme Bégon. Pieux, zélé, prudent, comme il l'était, il se fit un devoir de continuer les sages traditions de ses prédécesseurs. Il fit de son diocèse des visites fort soigneuses, voulant, écrit Calmet, « tout voir de ses yeux, tout connaître par lui-même : le caractère, les mœurs et la capacité de ses prêtres ; l'état des paroisses, des écoles, des fabriques et des églises »... employant « des jours entiers à conférer le sacrement de confirmation et à faire interroger chaque enfant sur la doctrine chrétienne (2) ». Il travailla de tout son pouvoir à maintenir les ordres religieux dans la régularité et la ferveur et, s'il eut le chagrin de voir Stanislas, en vertu de l'indult de 1740 (3), introduire la commende et ses abus dans la plu-

(1) SOURCES. — *Recueil des Mandements de Toul*, II, III, IV. — *Statuts Synodaux*. — Ms. 129 de la Bibl. du Grand Séminaire de Nancy. — Villemin, *Essai sur la vie de Mgr Drouas* (Ms. 131, Bibl. du Sém. de Nancy). — Calmet, *Bibliothèque lorraine*. — Chatrian, *Journal ecclésiastique du diocèse de Toul*, 1769 (Ms. 183, Bibl. du Sém. de Nancy).

(2) Calmet, *Bibl. lorr.*

(3) Sous prétexte qu'il formait une congrégation spéciale, Hérival avait été jusque là réfractaire à toute idée d'union à la congrégation de Notre-Sauveur, malgré les efforts réitérés de Léopold et des évêques de Toul. Stanislas, usant de l'indult de 1740, et encouragé par Mgr Bégon, nomma commendataire, en 1746, le Père Guillemard, chanoine régulier et prieur de Lunéville, lequel introduisit la règle de saint Pierre Fourier, consumma l'union et devint prieur conventuel. (Communication du R. P. Rogie.)

part des monastères lorrains, il put applaudir à l'entrée du prieuré d'Hérival dans la congrégation de Notre-Sauveur, le 17 juillet 1747 : c'était la dernière maison de Chanoines-Réguliers qui n'eût point encore accepté la réforme. Il convoqua ponctuellement les synodes et il tint les règlements diocésains au courant des besoins du moment. Les *Statuts synodaux* de Jacques de Fieux (1), republiés et mis au jour, en 1712, par François de Camilly, étaient épuisés : il en donna une troisième édition, en 1730 (2), et il la fit suivre des ordonnances synodales, faites de 1712 à 1729, de la liste des cas réservés dans le diocèse et d'une table alphabétique et analytique, propre à faciliter aux clercs l'étude et la pratique de ce code ecclésiastique (3).

Cette table était l'ébauche d'un ouvrage plus complet : il avait en effet conçu le plan d'un travail d'ensemble sur la vie et la conduite des ministres du Seigneur : il lui avait donné ce titre qui promettait un substantiel *Vade mecum* des prêtres toulous : « *Statuts synodaux anciens et modernes du diocèse de Toul, distribués selon l'ordre des matières et conférés avec les décrets des plus célèbres conciles, les décisions du droit canon, les délibérations des assemblées du clergé de France, les règlements particuliers des diocèses du royaume et les édits, ordonnances, déclarations et arrêts de France et de Lorraine qui en ordonnent l'exécution* (4). » Il confia le soin de cette compilation au Père Sébastien Cherrier, chanoine-régulier lorrain, alors à Paris. Celui-ci se mit à l'œuvre, rédigea une lettre circulaire aux évêques de France, la fit imprimer et l'envoya à tous les prélats, pour leur demander communication des statuts et des règlements de leur diocèse. Il ne put malheureusement terminer son travail ; mais cette « Somme du Clergé toulous », restée à l'état de

(1) Voir plus haut, p. 270.

(2) *Statuts sinodaux de feu illustr. et révérend. Jacques de Fieux, vivant évêque-comte de Toul. Avec les Ordonnances sinodales, etc.* Toul, A. Laurent, 1712, in-8°.

(3) *Table et abrégé des Statuts synodaux du diocèse de Toul, pour servir et les faciliter à tous les ecclésiastiques qui en dépendent*, in-8°, 31-pp. (*Ad calcem op. præced.*).

(4) Chatrian, *op. cit.*

projet, témoigne tout au moins de la sollicitude pastorale de Mgr Bégon.

L'ordonnance synodale de 1729 rappela aux curés et aux vicaires l'obligation où ils étaient de se confesser, une fois par an, à leur doyen ou à son délégué (1); celle de 1726 recommanda aux curés de veiller sur la conduite des clercs et des prêtres libres qui habitaient leurs paroisses et d'adresser, chaque année, à ce sujet, un rapport écrit à l'évêché (2).

Le prélat, par tous les moyens, encouragea l'étude : il insista sur la tenue des conférences ecclésiastiques quela paresse et la nonchalance faisaient par trop négliger (3) et, désormais depuis 1732, un programme détaillé, envoyé au commencement de l'année, indiqua, pour chacun des douze mois, les matières à traiter, tant de morale que d'Écriture-Sainte (4). Le choix des sujets atteste le solide jugement et la compétence de l'évêque et de ses collaborateurs : des conférences ainsi comprises devaient rompre le clergé aux grands problèmes de la science sacrée et l'initier aux questions d'actualité.

Les *concours* pour l'obtention des cures étaient, de la part du prélat, l'objet d'une sollicitude toute particulière, et Villemin, le secrétaire et le biographe de Mgr Drouas, écrit, non sans quelque lyrisme (5) : « Ils étaient devenus très brillants : aussi étaient-ils célèbres dans toute la France. Plus de la moitié des concurrents, et parfois le nombre en montait à plus de cinquante, auraient été d'excellents professeurs de théologie ou d'Écriture-Sainte. On puisait avec une application étonnante dans la source de la science ; on savait ce que les Pères avaient enseigné comme témoins de la tradition ; on discutait ce qu'ils avaient avancé comme docteurs particuliers ; on connaissait le génie des langues ; on dissertait sur les textes les plus difficiles des Livres Saints, avec la plus grande

(1) *Statuts synodaux* (n° 5815 du *Catalogue Favier*), Appendice, p. 36.

(2) *Ibid.*, p. 32.

(3) *Ordonn. synodale* du 23 avril 1727. *Ibid.*, p. 33.

(4) *Le Recueil des Mandements* (III et IV) contient la série de ces programmes, de 1732 à 1752.

(5) *Op. cit.*, p. 18.

érudition. Il y avait, dans le diocèse, beaucoup de curés très savants. Ce diocèse était réputé comme l'un des plus éclairés du royaume et par conséquent comme l'un des mieux réglés », et le biographe ajoutait avec un soupir de regret : « Dans ces temps heureux où les anciens principes n'avaient pas encore été obscurcis par les sombres lueurs de la philosophie, on n'imaginait pas que l'on mettrait bientôt en problème s'il convient que les curés sachent autre chose que la morale. On se serait trompé sur le but de cette question ; on aurait senti qu'elle était un des moyens inventés par l'impiété pour détruire la religion. »

La part faite aux exagérations bien naturelles chez un *laudator temporis acti*, nous souscrivons bien volontiers à ces éloges : les archives de l'officialité (1), les prescriptions des statuts synodaux renferment très peu de dossiers ou d'allusions défavorables au bon renom des ecclésiastiques ; nous sommes donc autorisés à dire qu'au point de vue de la science et de la régularité, l'épiscopat de Mgr Bégon marqua l'apogée du clergé toulouais.

L'honneur en revient à l'évêque dont Calmet, Villemin, Chatrian, témoins oculaires, nous vantent à l'envi le zèle, la piété, la douceur, la sagesse, les talents d'administrateur ; aux prêtres distingués qui formaient son conseil, les chanoines Boschenry, Fransquin, Houstat (2), De Clévy, l'ancien promoteur Broüilly, et surtout le regretté Claude de L'Aigle ; enfin aux supérieurs du séminaire de Toul, MM. Le Pays, De Cèze et Abgrail (3).

M. Abgrail (ce nom, écrit Villemin (4), attendrit encore les anciens prêtres du diocèse), était un homme très instruit, très vertueux, fort surtout dans le discernement des esprits et des caractères. Il augmenta bientôt la réputation du séminaire déjà montée sur un ton respectable par M. Le Pays, son prédécesseur, et il fit de cette

(1) Arch. de M.-et-M., G. 1299 et sq.

(2) Claude Houstat, prêtre du diocèse de Châlons, docteur de Sorbonne, curé de Goussaincourt, fut nommé par le roi chanoine de Toul, en 1730, et par Mgr Bégon, archidiacre de Ligny, en 1748. Il fut vicaire général et mourut le 18 février 1766 (Dumesnil, *op. cit.*).

(3) Ce nom est écrit de plusieurs manières : *Abgrail* (Ms. 131 du Séminaire de Nancy) ; *Abgral* (Guillaume, *Hist. du dioc. de Toul*, IV, 94), *Abgrall*, etc.

(4) *Op. cit.*, 17.

maison une excellente école de vertu et de science ecclésiastiques. Le *Règlement* (1) qu'il lui donna, est empreint du plus pur esprit des Olier et des Vincent de Paul, et Mgr Bégon put écrire en l'approuvant (2) : « Les clercs y trouvent des règles de conduite sages, propres à les former à l'état qu'ils veulent embrasser et conformes à celles que les saints canons prescrivent aux ministres de l'Église. » L'éloge est court, mais juste; et le règlement que l'on observe aujourd'hui au séminaire de Nancy est encore, au moins dans ses grandes lignes, le vieux règlement du séminaire de Toul. Pour faire de son ouvrage un manuel du pieux séminariste et du bon prêtre, le zélé supérieur fit suivre ce règlement de plusieurs chapitres fort utiles à l'étude ou à la piété : l'ordre chronologique des principaux événements de l'Ancien Testament; les contradictions apparentes et les passages difficiles du Nouveau Testament; la manière de composer un sermon et de le prononcer; l'extrait du Pontifical romain touchant les ordinations; la lettre de saint Jérôme à Népotien; l'extrait de la lettre de saint Jérôme à Héliodore, contenant l'éloge funèbre du saint prêtre Népotien; la lettre de saint Augustin à Valère, son évêque; les lettres de saint Cyprien à Rogatien et au clergé de Furnes; la lettre de saint Basile au prêtre Parégoire; la lettre de saint Isidore de Peluse à Théodose; un extrait du Pastoral du pape saint Grégoire; le chapitre I de la session XXII du concile de Trente, sur les mœurs des clercs; l'Avertissement de saint Charles à son clergé; un règlement de vie pour un bon prêtre; des conseils aux curés et un catalogue de bibliothèque sacerdotale.

Ce livre précieux n'a certes rien perdu de son utilité pratique et, aujourd'hui encore, nous pouvons nous retremper dans l'esprit de notre saint état par la méditation de ces classiques de la vie cléricale, trop peu connus et trop peu fréquentés : nous aurions tout à gagner à nous mettre à l'école de ce vénérable père.

A Toul, l'ordre de la journée ordinaire diffèrait peu de celui que l'on suit aujourd'hui dans les maisons de formation sacerdotale :

(1) *Règlements du Séminaire de Toul*, Toul, Vincent, 1738, in-8°.

(2) *Ibid.*, II.

lever à cinq heures ; méditation d'une demi-heure, à cinq heures et demi ; messe à sept heures un quart, suivie du déjeuner ; classe de théologie ou de philosophie, de neuf à dix heures et demie ; examen particulier à onze heures ; puis dîner et récréation. Lecture du Nouveau Testament et classe de chant ou de cérémonies (1), à midi trois quarts ; vêpres à une heure et demie, pour les ordres sacrés et les bénéficiers ; puis, un quart d'heure de lecture spirituelle en particulier ; conférence de théologie ou de philosophie, de trois heures et demie à cinq heures ; puis matines, pour ceux qui étaient obligés au bréviaire ; petit examen à six heures et demie, suivi du souper ; *angelus* à l'église et récréation ; la prière à huit heures un quart et, à neuf heures, le couvre-feu.

Les dimanches et jours de fête, à six heures du matin avait lieu la conférence spirituelle ; elle était suivie des confessions. La grand'messe se chantait à neuf heures et l'on se rendait ensuite à l'exercice de la prédication. A une heure, on procédait à un exercice pratique sur l'administration des sacrements ou sur la manière de faire le catéchisme ; à deux heures, on chantait les vêpres ; à quatre heures, on assistait à une conférence d'Écriture-Sainte et l'on terminait la journée selon le règlement des jours ordinaires.

Quant aux jours de congé, la disposition en variait suivant les cas et les saisons.

Chose assez curieuse, parmi les exercices de piété, il n'est point fait mention de la récitation du chapelet : elle était sans doute facultative. Ce qui est moins surprenant, c'est l'absence totale de l'enseignement du droit canon, alors du domaine des facultés de Droit, et de l'histoire ecclésiastique, encore considérée comme une science de surrogation. Quel que fût leur intérêt pratique, celui du droit canon en particulier, à une époque où les clercs jouissaient de l'immunité, le temps de séjour du séminaire était trop court pour qu'il fût possible d'aborder ces sujets d'études : on était obligé de se restreindre au strict nécessaire : l'exégèse sacrée, la philosophie, la théologie, le chant et les cérémonies. Mais, dans

(1) La classe de cérémonies n'avait lieu que le samedi.

ses conseils pour le choix des livres, M. Abgrail s'est empressé d'indiquer aux travailleurs le *Jus ecclesiasticum universum* de Van Espen (1), la *Notitia conciliorum* de Cabassut, la *Discipline de l'Église* du Père Thomassin, la dernière édition des dissertations historiques de Noël Alexandre, les *Acta Martyrum* de Ruinart, les Vies des Saints et les ouvrages historiques de Fleury.

Ces indications nous révèlent des tendances légèrement gallicanes et jansénistes, assez communes à cette époque, même chez les meilleurs esprits; aussi ne serons-nous pas étonnés de voir suivre, pendant longtemps, au séminaire de Toul, la théologie du janséniste Habert, alors que, à Nancy même, avaient paru, destinées aux séminaires, de 1721 à 1728, les *Institutiones theologicae* d'un jésuite mussipontain, le Père Edmond Simonet (2). Il est vrai qu'à ce traité, les censeurs gallicans, De Coislin, évêque de Metz, entre autres, reprochaient cette proposition : « Le pape peut, malgré l'évêque, approuver un confesseur dans un diocèse » et que le Père Simonet avait fait imprimer son livre sans l'autorisation de Camilly.

Habert eut, au séminaire de Toul, pour compagnons Noël Alexandre et Jean Pontas; mais plus tard, il fit, sans doute place à Tournély et au Père Gabriel Antoine (3). Les ouvrages du docteur de Sorbonne et du Jésuite mussipontain figurent en effet parmi les livres que recommande M. Abgrail; tous deux étaient de nature à redresser dans l'esprit des clercs les erreurs et les exagérations des disciples de Jansénius.

Avec la théologie, l'éminent supérieur qui joignait aux fonctions de sa charge celles de professeur d'exégèse sacrée (4), poussait à une étude approfondie des divines Écritures, proposait aux élèves les plus avancés les passages les plus difficiles, les aidait de ses

(1) Sur ces auteurs et ceux qui vont suivre, voir les dictionnaires de théologie ou de droit canon.

(2) Voir plus haut, p. 363.

(3) Voir p. 364.

(4) La bibliothèque du séminaire de Nancy possède un cours manuscrit de M. Abgrail : *Explication des passages difficiles du Nouveau Testament*, in-4° (Ms. 19).



lumières, leur ouvrait la riche bibliothèque qu'il avait rassemblée au séminaire et recommandait aux gens studieux nombre d'auteurs excellents : *L'Apparatus ad Biblia sacra* du P. Lamy ; les Commentaires de Cornelius *a Lapide* de Menochius, de Mariana, d'Emmanuel Sà, de Tirin, de Carrière ou de Du Hamel ; les Analyses du P. Mauduit ; les études de Ferrand, de Génébrard, de Lorin ou de Muis, sur les Psaumes ; de Forerius, de Maldonat, de Gaspard Sanstius, de Ribera, sur les prophètes ; de Luc de Bruges, de Jansénius de Gand, de Maldonat, sur les Évangiles : de Estius, de Pequigny et de saint Thomas, sur saint Paul ; de Lorin, sur les Actes des Apôtres ; de Bossuet, sur l'Apocalypse (1).

Cette nomenclature atteste quel souci M. Abgrail prenait de l'étude des saints Livres. C'est dans ce fonds inépuisable de la parole de Dieu qu'il voulait voir puiser les prédicateurs : dans leur bibliothèque, il voulait « peu de sermonnaires (2) », persuadé qu'il était que rien n'est préférable, pour la sûreté de la doctrine et l'originalité de la forme, à la méditation des divines Écritures, des écrits des Pères et des Docteurs de l'Église et des ouvrages des théologiens (3). Est-il étonnant qu'avec un guide aussi compétent le clergé toulousain ait fait dans les sciences sacrées les progrès merveilleux que célèbre le curé de Vallois ? L'évêque joignait ses encouragements à ceux du supérieur (4) : il présidait les examens d'ordres ; il mettait au concours des sujets de dissertations et récompensait les travaux les mieux réussis par des ouvrages utiles : un commentaire sur l'Écriture-Sainte, l'*Histoire ecclésiastique* de Fleury ou un bon sermonnaire ; il soutenait discrètement les séminaristes pauvres et ne ménageait point les bourses et les secours.

Avec le supérieur, la communauté des Lazaristes comprenait

(1) Chose à noter, M. Abgrail n'indique pas aux prêtres lorrains, le *Commentaire littéral sur tous les livres de l'Ancien et du Nouveau Testament* qu'un bénédictin lorrain, Dom Calmet, avait publié de 1707 à 1716, et qui eut plusieurs éditions — Tant il vrai que nul n'est prophète dans son pays.

(2) *Règl.*, p. 453.

(3) *Ibid.*, p. 74 et sq.

(4) Villemin, *op. cit.*, 17.

six directeurs, six missionnaires au nombre desquels était le curé de la paroisse Saint-Amand, et trois frères convers (1).

Vers 1734, Mgr Bégon admit dans la maison les jeunes gens au sortir de leurs humanités, pour qu'ils s'y préparassent par une sérieuse philosophie à l'étude des sciences sacrées; il leur donna le règlement que suivaient des théologiens (2); mais il les groupa en une communauté distincte qu'il nomma le *Petit Séminaire*.

Malheureusement, les bâtiments de l'ancienne commanderie du Saint-Esprit n'étaient point assez grands pour que la jeunesse cléricale pût passer à Toul un long temps de probation : ils ne pouvaient contenir qu'une centaine d'élèves (3), chiffre bien inférieur aux besoins d'un diocèse aussi vaste. Force était donc de fixer à deux ans le maximum du séjour ; de laisser dans leurs familles les *aspirants* au service de Dieu et de ne les rappeler que quelques semaines avant chaque ordination (4).

Cette situation des jeunes clercs, exposés aux dangers du siècle, inquiétait Mgr Bégon. Sa sollicitude pastorale lui fit prendre les mesures les plus sages : il recommanda instamment aux curés de veiller avec soin sur ces trésors de l'héritage du Seigneur (5) ; de leur donner, par écrit, un règlement de vie (6) ; de surveiller et de diriger leurs études ; de leur apprendre le chant et les cérémonies ; de s'assurer s'ils portaient l'habit cléricale et la tonsure, s'ils menaient une conduite exemplaire, s'ils assistaient aux offices en surplis, s'ils se confessaient régulièrement. Il réorganisa les conférences que son prédécesseur avait rétablies en faveur des clercs dans les principales villes du diocèse (7), et nous avons

(1) Arch. de M.-et-M., G. 125.

(2) Chatrian, *Journ. ecclés.*, 270.

(3) Arch. de M.-et-M., G. 125.

(4) *Règlem.*, 18.

(5) *Ordonnance de Mgr l'Evêque, comte de Toul, portant règlement pour la tonsure et la conduite du clergé des paroisses du diocèse* — 2 mars 1726 (*Rec. Mand.*, III, 280).

(6) L'ordonnance est antérieure au *Règlement* de M. Abgrail, lequel rendit cette clause inutile.

(7) Voir plus haut, p. 417.

conservé le règlement qu'il dressa, le 24 janvier 1737, pour la conférence de Bar-le-Duc (1).

Chaque fois qu'un ordinand rentrait au séminaire, il devait présenter un certificat de son curé (2), attestant « qu'il avait porté la soutane tous les jours dans le lieu de son domicile, les cheveux courts et la tonsure bien marquée ; qu'il avait assisté aux offices divins, en surplis, les fêtes et les dimanches ; qu'il avait exercé les fonctions de son ordre ; qu'il s'était confessé au moins tous les quinze jours ; qu'il n'avait point paru aimer, ni la chasse, ni le jeu, ni le vin ; qu'il n'avait pas imprudemment fréquenté, ni fille, ni femme, ni laïc dont la conduite fût peu édifiante ; ni fait quelque autre chose qui fût contraire à la sainteté de son état ». Cet article du règlement toulouais nous montre quel soin minutieux présidait alors au recrutement du sacerdoce.

Il n'est point jusqu'à l'entrée dans la cléricature qui ne fût l'objet de pressantes recommandations (3). Les curés étaient instamment priés de faire, durant six mois, un examen sérieux de la vocation du futur clerc ; de s'assurer s'il possédait son catéchisme et s'il comprenait l'importance de sa démarche. Le temps d'épreuve terminé, si l'impression lui était favorable, le candidat devait se présenter au séminaire, avec un certificat, le lundi de la semaine de la Passion ou le lundi après l'ordination de septembre ; il se mettait en retraite aussitôt et recevait la tonsure le vendredi suivant. En ceci, comme en tout ce qui précède, nous trouvons en germe les règles si sages qui président aujourd'hui à la formation du clergé. Le saint prélat et l'éminent supérieur méritent de notre part un juste tribut de reconnaissance : « *Laudemus viros gloriosos et parentes nostros.... imperantes in præsenti populo sanctissima verba.* »

(1) Règlement de la conférence des clercs établie en la ville de Bar-le-Duc par ordre de Mgr l'évêque-comte de Toul. — 24 janvier (Rec. Mand., III, 241).

(2) Règlem. du Sém. Art. XLII, p. 19.

(3) Ordonn. du 2 mars 1726, *supr. cit.*

## CHAPITRE III

### M. Vatelot et les Sœurs de la Doctrine Chrétienne <sup>(1)</sup>.

---

Un siècle s'était écoulé, et le projet que saint Pierre Fourier avait conçu pour l'instruction chrétienne, gratuite et séparée des petites filles ne s'était point encore complètement réalisé. Dans les villes, au fond de leurs monastères, les religieuses de la Congrégation Notre-Dame, les Bénédictines, les Annonciades, les Ursulines s'occupaient, il est vrai, de cette œuvre importante ; mais dans les campagnes, l'école restait mixte, livrée trop souvent à des mercenaires, plutôt qu'à des maîtres, et les dangers, les abus que déplorait le saint curé de Mattaincourt n'avaient rien perdu de leur gravité. Si l'on voulait fortifier la foi et sauvegarder la

(1) Archives de la Maison-Mère de la Doctrine-Chrétienne. — *Historique de la Congrégation*, dans les *Entretiens familiers des Sœurs de la Doctrine-Chrétienne*. Nancy, Raybois, 1840, p. 5 et sq. Cette notice, due, sans doute, à M. l'abbé Mougenot, longtemps directeur du noviciat, a servi de base aux travaux suivants. — Macquin, *Vie de M. l'abbé Vatelot*. Pont-à-Mousson, Toussaint, 1854. — *Doctrine-Chrétienne (Congrégation des Sœurs de la)*, dans le *Dictionnaire des Ordres religieux* de Migne, IV<sup>e</sup> vol., 1859. — *Notice sur M. Vatelot* dans les *Constitutions et Directoire spirituel des Sœurs de la Doctrine-Chrétienne*, Nancy, 1859. — Hervé Bazin, *Les Sœurs de la Doctrine-Chrétienne*, dans les *Grands Ordres et Congrégations de femmes*. Paris, Lecoffre, 1889, p. 282-294. — Demange, *Les Écoles d'un village toulousain au commencement du XVII<sup>e</sup> siècle*. Nancy, Vagner, 1892, in-12. — Le présent chapitre a déjà paru dans la *Semaine Religieuse de Nancy*, 1898. Je renvoie à cette première étude, pour plus ample information sur certains détails qui n'ont pu trouver place dans une histoire générale.

moralité au foyer domestique, il fallait procurer à la future mère de famille une formation profondément religieuse qui la mit en état de pourvoir convenablement à l'éducation de ses enfants.

Voilà ce que comprirent, au commencement du XVIII<sup>e</sup> siècle, plusieurs prêtres de la partie française du diocèse de Toul et ce qu'ils s'employèrent à réaliser. Une déclaration du roi, en date du 13 décembre 1692, venait d'ordonner la création d'écoles de filles : elle assurait donc à leur œuvre un accueil bienveillant, de la part des autorités locales, et le retour de Léopold dans ses États permettait d'espérer, pour toute la région, une longue période de paix et de prospérité. Le mouvement prit naissance dans la banlieue de la ville épiscopale. Là, dans un rayon de deux lieues à peine, sur les terres du chapitre de la cathédrale, se rencontrèrent quatre prêtres vénérables, pénétrés de l'esprit de leur saint état, soucieux des intérêts majeurs de leurs troupes. C'étaient, à Lucey, Claude Varnerot (1686-1734), l'auteur du *Bon Paroissien* ; à Lagney, François Royer (1686-1737) ; à Trondes, Dominique Gueldé (1691-1731) ; à Pagny-sur-Meuse, Jean Pelletier (1702-1733). Dieu qui les avait groupés sur ce petit coin de terre, les maintint trente, quarante, cinquante ans, à la tête de ces paroisses populeuses, les unit par les liens d'une sacerdotale amitié, leur ouvrit les yeux sur cette regrettable lacune de l'enseignement, leur donna les mêmes vues, les mêmes sentiments et leur fit trouver de chaudes et de généreuses sympathies chez les évêques Camilly et Bégon, chez Claude de L'Aigle et chez plusieurs chanoines. Cette œuvre des écoles toulouses, conçue par des curés, soutenue par des prêtres, sortie des terres du chapitre fut vraiment, nous pouvons le dire, une œuvre sacerdotale,

Celui qui prit l'initiative fut, semble-t-il, Dominique Gueldé (1). En 1703, il construisit à ses frais une maison, à la place d'une mesure qui appartenait à la communauté de Trondes et, dès l'année suivante, il ouvrit une *école de charité de filles*. La maîtresse « personne capable, vertueuse et de bonne réputation..., ni mariée, ni

(1) Demange, *op. cit.*, 32 et sq.

veuve (1) », devait être élue par le curé, avec le consentement des habitants et l'approbation de l'autorité épiscopale. Elle devait enseigner gratuitement à toutes les filles de la paroisse, la lecture, l'écriture, l'orthographe, l'arithmétique, le catéchisme et les prières; le dimanche, elle rassemblerait les femmes et les filles, pour leur faire des instructions convenables à leur sexe et, en hiver, elle présiderait la veillée dans sa classe. En elle, le bon prêtre se préparait donc une assistante : le plan de la paroisse idéale se dessinait : en haut, le curé, ayant la direction suprême ; à ses côtés, le maître d'école, servant le prêtre à l'église, agissant sur les garçons et sur les jeunes gens, et la maîtresse, exerçant une influence analogue sur les filles et sur les femmes : tous deux étaient respectivement préfet et préfète des deux congrégations des hommes et des filles.

Claude Varnerot (2), presque dans le même temps, entreprit à Lucey une œuvre identique ; mais il eut la bonne fortune d'avoir ses deux nièces, Marie et Catherine Varnerot, comme premières maîtresses d'école et de trouver, pour son œuvre, de hauts et de généreux bienfaiteurs. Henri de Thiard de Bissy lui donna une maison en 1704 : Pierre Gauthier, doyen du chapitre (3), et le chanoine Antoine Jobal de Pagny (4) lui envoyèrent d'abondantes aumônes ; ce dernier, pris d'une sainte émulation, fonda lui-même une école de filles à Gondreville, vers l'année 1704 (5).

Non moins zélés, mais moins favorisés, MM. Royer et Pelletier, durent attendre quelques années encore : enfin le secours leur vint d'un autre chanoine de Toul, Louis de La Fitte de Burnebon (6), et

(1) *Contrat de donation... pour l'établissement d'une école de charité à Trondes.* (Dem., *op. cit.*, 213 et sq.)

(2) Voir plus haut, p. 350, n. 2.

(3) Pierre Gauthier, prêtre du diocèse de Paris, fut nommé doyen du chapitre par Louis XIV, en 1700. Il mourut le 2 mai 1710. (Dumesnil, *op. cit.*)

(4) Antoine Jobal de Pagny, prêtre du diocèse de Metz, succéda à son oncle M. Jobal de Ville, en février 1678, fut nommé archidiaque de Port par Mgr de Bissy, en 1690, puis doyen du chapitre, par Louis XIV, en 1710. Il mourut à Toul, le 23 juin 1734. (Dumesnil, *op. cit.*)

(5) Arch. de la Doctrine.

(6) Louis de La Fitte de Burnebon, nommé chanoine de Toul par le roi en 1676, mourut en odeur de sainteté, le 3 septembre 1727. (Dumesnil, *op. cit.*)

ils eurent la satisfaction d'ouvrir des classes à Lagny, en 1712 (1), et à Pagny-sur-Meuse, en 1714 (2). Stimulés par l'exemple de leurs voisins, les habitants de Bruley voulurent avoir leur école. Ils ne trouvèrent d'abord qu'une manchotte (3); ils s'en contentèrent deux ou trois ans et ils la remplacèrent, en 1718, par une personne plus apte à ce ministère (4).

Or, à cette époque, vivait à Toul un prêtre, enfant de Bruley. Son père, Jean Vatelot, était maire en la haute justice et avait signé, en cette qualité, la délibération de 1718. Lui-même s'appelait Jean-Baptiste : il était né vers 1690 (5), avait été ordonné prêtre par François de Camilly et avait obtenu une place de vicaire du cloître, puis celle de prêtre sacristain. Il était lié d'amitié avec ces vénérables curés du Toullois, avec l'archidiacre de L'Aigle, avec les chanoines Jobal de Pagny et Louis de Burnebon (6); il partageait leurs préoccupations, leurs sollicitudes pour l'éducation des filles; souvent il s'entretenait avec eux de cette grave question.

Comme eux, il sentait fort bien que, autant l'initiative, l'émulation des fondateurs étaient consolantes, autant la situation des fondations était précaire. Isolées, étrangères l'une à l'autre, ayant chacune leur dotation, leur physionomie, leurs méthodes, ces écoles n'avaient d'autres attaches entre elles que les relations qui pouvaient unir les maîtresses ou les curés, d'autres sauvegardes contre le relâchement, la routine ou des abus plus redoutables, que l'autorisation épiscopale, nécessaire à qui voulait ouvrir une classe, et la

(1) Demange, *op. cit.*, 173 et sq. — Parmi les fondateurs de l'école de Lagny, il ne faut pas oublier dame Sébastienne Brolloy, veuve de Jean Favier, conseiller du Roi, lieutenant général du bailliage royal de Toul et président du conseil souverain d'Alsace. (Arch. de la Doctrine.)

(2) Demange, *op. cit.*, 184 et sq.

(3) *Délibération des plaids-annaux de Bruley, en faveur de l'école des filles*, 22 janvier 1718. (Arch. de la Doctr.)

(4) *Ibid.*

(5) Son père étant mort en 1741, à l'âge de 75 ans, Jean-Baptiste ne put naître au plus tôt que vers 1690. Du reste, dans l'acte de baptême de son frère Louis (1704), il signe, en qualité de parrain, Jean Vatelot, *écolier*. (Arch. de Bruley.)

(6) Nous pouvons le conjecturer, car il fut l'un des témoins du testament de M. Gueldé (Demange, *op. cit.*, 62), l'exécuteur testamentaire de M. Varnerot (*Ibid.*, 172) de Louis de Burnebon (*Ibid.*, 176), etc.

surveillance du curé et des paroissiens. Le lien était bien frêle et le contrôle, insuffisant. Si l'on voulait maintenir ces œuvres dans leur esprit primitif, les préserver de la décadence ou de la ruine, leur procurer un recrutement convenable et leur ménager la grande force de l'association, il fallait, de toute nécessité, aviser à la formation d'un personnel enseignant : il n'y avait qu'un moyen d'arriver à ce résultat : fonder une congrégation religieuse.

Claude Varnerot semble avoir eu cette pensée, car ses nièces, dans le *contrat de fondation de l'école de Lucey*, signé en 1707 (1), sont constamment appelées *sœurs* et les deux premières institutrices de Lagney, Anne et Barbe Barra, sortaient de la paroisse de Lucey (2). Il composa en outre, à l'usage des écoles, un *Abrégé de l'Ancien et du Nouveau Testament* et une *Vie de Notre Seigneur Jésus-Christ* (3), et c'est à lui que Dom Calmet rapporte l'honneur d'avoir lancé le mouvement (4). Pourtant, pour des raisons qui nous échappent aujourd'hui, la réalisation de ce projet échut à Jean-Baptiste Vatelot.

Trois de ses sœurs, Marie, Françoise et Barbe, s'étaient mises sous sa direction, désirant consacrer leur vie à l'instruction des filles : c'était un précieux noyau pour une future communauté. Or, à ce moment-là même, mourut, près de Toul, dans sa maison de Vachevigne, l'écolâtre Philippe Le Vacher (5) qui, dans son testament, en date du 1<sup>er</sup> mai 1719, fonda à Toul « deux écoles publiques

(1) Arch. de la Doctr.

(2) Demange, *op. cit.*, 179.

(3) Calmet, *Bibl. Torr.*

(4) *Ibid.* — Après avoir noté, parmi les œuvres de M. Varnerot, la fondation des deux écoles de garçons et de filles, l'abbé de Senones ajoute : « C'est là l'origine de quantité d'écoles de filles, fondées depuis dans le diocèse de Toul, sous la protection du Seigneur Évêque qui le gouverne, dans lesquelles les Maitresses sont uniquement occupées à enseigner *gratis*, à élever les jeunes filles dans la piété et dans la religion. »

(5) Philippe Le Vacher, prêtre du diocèse de Paris, fut nommé chanoine de Toul en 1676 par son oncle, M. Auffroy, chanoine *tournaire*. Il fut chapelain épiscopal, puis écolâtre, et mourut le 27 mai 1719, dans une maison qu'il avait fait construire à Vachevigne, près de Toul (Dumesnil, *op. cit.*). — Comme l'on portait les chanoines en terre, le cercueil ouvert et le visage apparent, Le Vacher demanda par testament de n'être pas soumis à cet usage, faisant naïvement remarquer que ce spectacle était « quelquefois si affreux qu'il faisait peine aux assistants. » (Lem., II, 40.)



gratuites, pour les deux sexes sous la direction des écolâtres et sous l'autorité de l'évêque (1) ». Ce fut sans doute ce legs qui permit à Vatelot de réaliser son dessein (2). Il ouvrit une école gratuite pour les petites filles des paroisses Saint-Jean et Sainte-Geneviève, espérant transformer bientôt cet établissement en *mère-école* c'est-à-dire en noviciat et en école normale de religieuses institutrices.

Son modèle, c'était saint Vincent de Paul : il voulait, comme lui, réunir des femmes de bonne volonté, les placer sous le patronage de sainte Anne, leur assigner comme but premier l'enseignement de la *Doctrine chrétienne* ; leur donner « pour cellule, quelque pauvre chambre ; pour chapelle, l'église paroissiale ; pour clôture, l'obéissance ; pour grille, la crainte de Dieu et pour voile, la sainte modestie » ; mais, plus hardi encore, plus confiant en la Providence, il renonça, peut-être le premier en France, pour ses religieuses, au bienfait de la vie commune et il rêva de les disperser jusque dans les plus modestes villages, pour assurer aux enfants des campagnes le bienfait de l'éducation chrétienne. Initiative hardie qui causa bien quelque étonnement, mais qui produisit et qui produit encore des fruits nombreux de salut. En ceci, Vatelot comblait les vœux et couronnait le programme scolaire de saint Pierre Fourier.

Dès 1720, la communauté avait reçu déjà une première organisation : le noviciat était ouvert et des lettres patentes du roi de France en avait reconnu l'existence (3). Le chapitre de Toul demanda des maîtresses pour les classes que les libéralités du

(1) Arch. de M.-et-M., G. 90. — Lem., *ibid.*

(2) Ce qui me confirme dans cette hypothèse, c'est la date de 1720 donnée plus bas par un titre authentique pour le premier établissement de la congrégation et la coïncidence de la double fondation de Le Vacher, de la double direction qu'eut M. Vatelot de l'école de filles et de l'école de garçons (celle-là, dès avant 1727), et de la mention des deux écoles, séminaires des maitres et des maitresses sur les lettres patentes de 1752. — M. Vatelot habitait rue Inglemur, dans une maison dépendante de la chapelle Saint-Pierre dont il était chapelain (Arch. de la Doctr., Acte du 22 mars 1722).

(3) *Déclaration que donnent les Sœurs de la Mère-École, établie à Toul pour former un noviciat de filles qui se dévouent à l'instruction de la jeunesse...* (Arch. de la Doctr.) — Ce document est postérieur à 1782.

chanoine de Burnebon lui avaient permis d'établir, en 1722, dans sa ville de Vicherey (1); une des sœurs de M. Vatelot, Véronique, tint l'école de Bruley, avant 1725 (2) et peut-être déjà dans la maison paternelle (3); les écoles de Lucey, de Lagny, de Pagny furent agrégées à la petite société avant 1727.

M<sup>re</sup> Bégon, ravi de cette œuvre si pleine d'espérances, donna au fondateur le plus bel encouragement que puisse ambitionner un apôtre : il lui demanda un surcroît de dévouement. Certes, il était urgent de doter les paroisses de bonnes institutrices ; mais il était non moins pressant de procurer aux villages, au lieu de ces mercenaires trop souvent inférieurs à leur tâche qu'on était obligé de subir, faute de mieux, des maîtres chrétiens, capables et instruits, dignes précepteurs de la jeunesse, puissants auxiliaires des curés. Ce n'était toutefois pas une société de frères que le zélé prélat entendait établir, mais un *séminaire*, nous dirions aujourd'hui une école normale, où, pendant plusieurs mois, les candidats seraient préparés à leurs fonctions par l'étude du chant et des cérémonies et par la pratique d'une bonne méthode pédagogique. Il dut consacrer à cet effet la somme que le chanoine Le Vacher avait léguée pour l'érection d'une école de garçons (4) ; il acheta une maison sur la paroisse Saint-Amand (5) ; il pria M. Vatelot de se

(1) *Delib. capit.* (Arch. de M.-et-M., G. 90, samedi 22 mai 1722.) — En 1727, l'école de Vicherey était déjà sous la direction de M. Vatelot. On peut le conclure d'après les réclamations qu'il fait auprès du Bureau de Toul, pour obtenir des amortissements en faveur de l'école des filles de Vicherey. (Liasse de 39 pièces sur les amortissements des écoles de Saint-Jean, de Saint-Amand, de Lucey, de Lagny, de Pagny et de Vicherey. — Arch. de la Doctr.)

(2) Les registres paroissiaux de Bruley mentionnent, à la date du 14 août 1725, la mort de Véronique Vatelot, *maîtresse d'école des filles* de ce lieu, fille de Jean Vatelot et de défunte Claudine Cuny et inhumée devant le portail de l'église. (Arch. de Bruley.)

(3) Le 23 mars 1722, M. Vatelot fit un marché avec Barthélemy Lejard, charpentier à Toul, pour la charpente d'une salle d'école à construire à Bruley (Arch. de la Doctr.). Il est à supposer que cette salle fut aménagée dans une dépendance de la maison paternelle, puisqu'en 1746, dans son testament, le fondateur lègue sa maison à ses sœurs pour que l'on *continue* à y faire la classe (Arch. de la Doctr.).

(4) Voir plus haut, p. 511.

(5) Le *Séminaire des maîtres d'école* se trouvait sur la paroisse Saint-Amand (Lett. pat. de 1752. — Arch. de la Doctr.).

charger de la direction de cette seconde œuvre et l'excellent prêtre devint ainsi, c'est le titre que portent plusieurs actes du temps (1), « le préposé à la conduite et au soin des écoles du diocèse ».

A l'usage de ses deux catégories de disciples, il composa, vers 1725, avec la collaboration, dit-on, de Claude de L'Aigle, une *Méthode* d'enseignement (2), leur marquant les devoirs et les vertus de leur état, la manière d'enseigner la doctrine chrétienne, la lecture, le calcul et tout ce qui entre dans la première instruction de l'enfance, sans oublier la prononciation et l'orthographe de la langue française.

Comme M. Gueldé, il recommandait aux sœurs de ne point borner leur action à leurs élèves et au seul temps de la classe, mais de surveiller et de guider les enfants jusqu'au foyer domestique, d'entrer en relations avec les parents, surtout avec les mères de famille, de visiter et de soigner les malades et les infirmes, de faire le dimanche aux femmes et aux filles une sorte de grand catéchisme et de seconder de tout leur pouvoir l'influence du curé dans la paroisse.

Nommé chanoine de la cathédrale en mars 1733 (3), se sentant appuyé par M<sup>sr</sup> Bégon (4) qui venait de recommander aux paroisses nombreuses de se procurer de bonnes maîtresses d'école (5), par l'écolâtre, Alexandre-Nicolas Martel (6) et par plusieurs de ses collègues, Jean Vatelot s'enhardit; il emprunta quatre mille livres à la veuve d'Emmanuel Vaudrey et acheta, cette année-là même,

(1) Arch. de la Doctr. — L'école Saint-Amand était déjà en 1727 sous la direction de M. Vatelot (Liasse de 39 pièces, etc.).

(2) Cette *Méthode familière pour les petites écoles contenant les devoirs des maîtres et des maîtresses d'école, avec la manière de bien instruire* fut réimprimée à Toul en 1749.

(3) Il fut nommé par son ami, l'écolâtre Alexandre-Nicolas Martel, dont c'était le jour de nomination (Dumesnil, *op. cit.*).

(4) *Statuts synodaux*, ordonn. de 1729.

(5) Chatrian, *Journal ecclésiastique toulousain* (Ms. 135 de la bibl. du Sém. de Nancy, p. 271).

(6) Alexandre-Nicolas Martel, prêtre du diocèse de Paris, licencié en droit, aumônier de Jacques II, fut nommé par le roi, en 1712; il fut élu écolâtre en 1729 et mourut le 22 août 1750 (Dumesnil, *op. cit.*). — Ce fut lui qui fonda, en 1749, l'école de filles de Villey-Saint-Étienne (Arch. de la Doctr.).

le 2 novembre, une maison, rue du Murot (1), et il y installa le noviciat.

L'œuvre dès lors s'épanouit : les jeunes filles qui se sentaient au cœur la flamme de l'amour de Dieu, s'habituèrent à ne plus prendre uniquement le chemin du cloître où, comme Marie, l'on se consume dans l'ombre pour le Seigneur, ou bien de l'hôpital où, comme Marthe, l'on se dépense active au service des malades ; elles comprirent, ce qui paraissait alors inouï, qu'à côté de ces vocations éminentes s'en trouvait désormais une autre, non moins éminente, celle de se dévouer à l'éducation chrétienne des petites enfants et d'assurer ainsi le maintien de la foi dans les générations futures. L'enseignement des filles du peuple qui, jusque là, avait été négligé ou laissé dédaigneusement à des personnes revêches, ignorantes et de nulle distinction, devint l'une des formes les plus nobles du dévouement et de l'apostolat. Les novices arrivèrent de plus en plus nombreuses ; plusieurs anciennes maîtresses s'agrégèrent à la congrégation. Les écoles de filles se multiplièrent : ce fut dans le diocèse une généreuse émulation entre l'évêque et les chanoines, les seigneurs et les communautés. Pour diriger ces nouvelles classes, comme pour remplacer les premières institutrices dans les écoles déjà fondées, les curés et les habitants réclamèrent celles qu'ils prirent l'habitude d'appeler les « Vatelotes ».

Le prudent fondateur, pour sauvegarder la dignité de ses religieuses, exigeait qu'on leur assurât au préalable une maison convenable et des revenus suffisants. On s'ingénia donc à trouver des ressources : ici ce fut l'évêque (2), un chanoine, un curé, un bienfaiteur qui fournit la dotation ; là, ce fut la fabrique, l'hôpital ou une confrérie ; ailleurs, les habitants consacrèrent à l'entretien de l'école le produit des amendes encourues par ceux qui fréquentaient les cabarets (3), ou certaines sommes destinées à l'assistance des pauvres (4), ou bien, ils s'engagèrent à payer des

(1) Arch. de la Doctr. (Acte du 23 déc. 1748).

(2) Mgr Bégon fonda en 1747 l'école de Boncourt (c. de Commercy, Meuse). — (Arch. de la Doctr.)

(3) A Bruley, par exemple... (Délibérat. de 1718. — Arch. de la Doctr.)

(4) A Vicherey, par exemple... (*Délib. capit.*, Arch. de M.-et-M., G. 90.)

*écolages* qui variaient avec le degré d'instruction des enfants : quatre gros par mois pour celles qui apprendraient à écrire et deux gros et demi pour les commençantes (1).

L'un après l'autre, les créateurs du mouvement disparurent. Louis de Burnebon, en 1727 ; Dominique Gueldé, en 1731 ; Claude de l'Aigle et Jean Pelletier, en 1733 ; Claude Varnerot et Jobal de Pagny, en 1734 ; François Royer, en 1737 ; mais ils moururent, consolés et remplis d'espérance : leur œuvre avait des gages de succès. Quand à M. Vatelot, il lui fut donné de contempler plus longtemps ces consolants progrès : il vit Stanislas reconnaître implicitement la congrégation, en accordant à la *mère-école*, le 1<sup>er</sup> octobre 1744, des lettres d'amortissement pour des biens qu'elle avait acquis à Moutrot et à Bagneux (2) et, quand il parut devant le Seigneur, le 20 août 1748 (3), il put lui présenter une liste déjà longue de plus de vingt écoles (4). Quel accueil ne dut-il point recevoir de Celui qui a dit : « Laissez venir à moi les petits enfants » ?

La congrégation, loin de périr avec lui, ne fit que grandir sous la direction de son ami, l'écolâtre Alexandre-Nicolas Martel, et de sa sœur, Barbe Vatelot. En 1750, Mgr Bégon lui donna son premier règlement officiel (5) et, deux ans plus tard, en mai 1752, des lettres patentes de Louis XV (6) accordèrent l'existence légale et

(1) A Vrécourt, par exemple. (Arch. de la Doctr.)

(2) Arch. de M.-et-M., B. 247, *Registre d'entérinement de la Cour des comptes*, f° 80.

(3) Dumesnil, *op. cit.*

(4) Les voici, par lettre alphabétique, d'après les pièces conservées aux archives de la Doctrine. La date qui suit le nom de la localité indique le millésime du plus ancien document qui concerne cette école :

Bazoilles (Meuse), 1739. — Blénod-les-Toul, 1729. — Boncourt, 1747. — Bouxières-aux-Dames, 1742. — Bruley, 1718. — Châtenois, 1725. — Einville, 1734. — Gondreville, 1704. — Jézainville, 1747. — Lagny, 1712. — Lucey, 1704. — Moyenvic, 1745. — Ourches, 1723. — Pagny-la-Blanche-Côte, 1726. — Pagny-sur-Meuse, 1714. — Rosières-aux-Salines, 1746. — Toul (Saint-Jean), 1720. — Trondes, 1703. — Urville (Vosges), 1746. — Vicherey, 1722. — Vittel, 1733. — Vrécourt, 1738.

(5) *Règlement pour les Sœurs de la Doctrine-Chrétienne dites Vatelottes*, Nancy, Leseure, 1750 (*Rec. Mand.*, IV, p. 66).

(6) Arch. de la Doctr. — Ces lettres patentes furent enregistrées au Parlement de Metz, le 24 juillet 1752 (*Ibid.*).

la personnalité civile à l'école de garçons établie sur la paroisse Saint-Amand et à l'école de filles de la rue du Murot qui servaient « de séminaires de maîtres et de maîtresses de classes ». Les deux œuvres de l'évêque et du chanoine étaient sorties de leur situation précaire ; mais ce n'est point un petit honneur pour le diocèse de Toul d'avoir donné à l'Église de France, pour l'éducation chrétienne des petites filles, et le premier ordre de religieuses cloîtrées et, peut-être aussi, la première congrégation de sœurs dispersées dans les villages.

Pierre Fourier et Jean Vatelot ! ces deux noms resteront inséparables dans le souvenir reconnaissant des enfants de notre Lorraine et dans le cœur de tous ceux qui se livrent à leur éducation.

---

## CHAPITRE IV

### Administration de Scipion-Jérôme Bégon.

---

Le palais épiscopal menaçait ruine (1) ; sa reconstruction s'imposait ; Rome l'exigeait et les évêques précédents n'avaient reçu leurs bulles que moyennant la promesse d'entreprendre ce travail. Mais les longues épreuves du siècle précédent avaient singulièrement diminué les ressources de l'évêché, et les prélats s'étaient succédé sans qu'aucun osât mettre la pioche dans le vieux château féodal. Enfin Mgr Bégon se décida ; il voyait les Bénédictins à Senones et à Moyenmoutier ; les Jésuites, à Pont-à-Mousson ; les Prémontrés, à Rangéval, à Jandheures, à Nancy, à Étival, à Pont-à-Mousson se bâtir des couvents somptueux ; il ne voulut point que l'évêque du diocèse fût moins bien logé que des religieux et il pria l'architecte de Sainte-Marie du Pont, de Jandheures, de Rangéval, Nicolas Pierson, frère convers de l'ordre de Prémontré, de dresser les plans du futur édifice (2).

Le nouveau palais fut construit dans le jardin, perpendiculaire-

(1) Sur le palais épiscopal de Toul, la dispersion des archives de l'Évêché ne nous a rien laissé. Nous n'avons que ce que disent l'auteur du Ms. 129 de la bibliothèque du séminaire de Nancy (cité page 435, n. 1.) et Dom Calmet, dans sa *Bibliothèque lorraine*.

(2) Nicolas *Pierson*, né à Apremont, le 28 janvier 1692, fit profession à Pont-à-Mousson en 1716, mit la dernière main à l'église de Sainte-Marie-Majeure (terminée en 1717), rebâtit tout ce splendide monastère, aujourd'hui occupé par le petit séminaire, fit les plans des tours d'Étival, du couvent de Rangéval, de l'église de cette même abbaye dont Calmet vante la beauté, et du monastère, aujourd'hui château de Jand'heures, vrai bijou d'architecture claustrale.

ment à l'ancien et à l'axe de la cathédrale, entre le parvis et l'ancien mur de la ville.

La façade principale, tournée vers l'ouest, se compose d'un pavillon central dont le fronton triangulaire, dominé par une attique, est soutenu par quatre pilastres corinthiens, et de deux ailes terminées par deux pavillons d'angle dont la corniche est supportée par trois pilastres de même style. Élevée de deux étages, percée de trente baies et sobrement décorée, elle offre un ensemble grandiose, écrasé pourtant et alourdi par le développement exagéré du toit. Elle s'ouvre sur un perron de huit marches et donne sur une vaste cour rectangulaire, dont l'autre grand côté s'arrondit en hémicycle et que ferment sur les deux autres des ailes formant galerie et destinées aux bureaux. La façade qui regarde le jardin présente une ordonnance analogue, mais plus simple ; elle est occupée, en son milieu, par un pavillon semi-octogonal, surmonté d'une coupole à huit pans.

Le bâtiment principal était déjà suffisamment avancé pour qu'en 1737, l'évêque pût y recevoir Stanislas et Catherine Opalinska ; il fut terminé en 1740 (1) et l'auteur de nos *Mémoires* toulousins estime la dépense à plus de deux cent mille livres. Nous ignorons où et comment Mgr Bégon put trouver cette somme considérable ; nous savons seulement que le roi lui permit, à cette fin, une coupe extraordinaire dans les bois de l'évêché (2).

L'ancien château fut ensuite démoli. Indécent et caduc, il faisait, rapporte Dom Calmet (3), triste figure à côté de l'œuvre de Nicolas Pierson et il attestait aux contemporains que le prélat en cette affaire n'avait point cédé à un sentiment de vaniteuse prodigalité. Les deux ailes et la cour ne furent achevées que sous l'épiscopat suivant (4).

(1) Ms. 129 de la bibl. du sémin. de Nancy. — Ce témoignage d'un contemporain contredit l'assertion de Thierry (*Hist. de Toul*, II, 225) et de Guillaume (*Hist. du dioc. de Toul*, IV, 20) qui ne font commencer les travaux qu'en 1740.

(2) Arch. nat., E. 935, p. 87.

(3) *Bibl. lorr.* — Il était encore debout quand le savant Bénédictin écrivit sa notice sur Mgr Bégon.

(4) Villemin, *Essai sur la vie de M. Drouas* (Ms. 131 de la bibl. du sémin. de Nancy, f° 31). — Spoliés pendant la Révolution et cédés par l'État à la ville de



Plus que cette œuvre matérielle, le souci de maintenir son troupeau dans une foi solide, éclairée, complète et de le préserver de tout excès préoccupait le bon pasteur. Le Jansénisme continuait à diviser, à troubler nombre de diocèses français. L'évêque de Senez, Soanen, fougueux appelant, condamné par son métropolitain et par ses collègues au concile provincial d'Embrun, en août 1727, s'était élevé contre cette sentence et avait trouvé des défenseurs au barreau et jusque dans l'épiscopat. Cinquante avocats de Paris avaient rédigé une *Consultation* qui légitimait la conduite de Soanen, et douze évêques, parmi lesquels le cardinal de Noailles, archevêque de Paris, avaient signé une adresse au roi en sa faveur. Benoit XIII flétrit cette consultation, et trente et un prélats, réunis en hâte à Paris, écrivirent à Louis XV et obtinrent de son gouvernement la suppression de ce manifeste.

Mgr Bégon, fidèle aux principes qui l'avaient toujours guidé, notamment dans l'affaire de Beaupré, annonça par un mandement daté du 26 avril 1729 (1), qu'il adhéraît à l'avis et au jugement des évêques extraordinairement assemblés à Paris, pour statuer sur la *Consultation des Avocats*..., qu'il adoptait pour son diocèse, comme instruction pastorale, la lettre de ces mêmes prélats..., qu'il souscrivait à la condamnation de Soanen et interdisait, sous peine d'excommunication, à tous les fidèles de son diocèse, de lire ou de garder cette *Consultation* et tous les livres qui avaient paru ou qui pourraient paraître pour la défense de cet écrit.

Malgré toutes les précautions (2), le parti des appelants avait de nombreux adeptes dans les monastères bénédictins : le roi et le duc de Lorraine résolurent de briser leur résistance. Dom Calmet

Toul, le palais de Mgr Bégon et ses dépendances sont occupés aujourd'hui par l'Hôtel-de-Ville, la sous-préfecture, le tribunal de première instance, la justice de paix, les bureaux des services municipaux, la bibliothèque, le musée, le poste de police et la remise des pompes à incendie. Le jardin est devenu jardin public.

(1) *Mandement de M. l'évêque-comte de Toul, portant condamnation d'un écrit intitulé: Consultation de Messieurs les Avocats du Parlement de Paris, au sujet du jugement rendu à Embrun, contre M. l'Évêque de Senez.* — 26 avril 1729. — Toul, Rolin, 1729 (*Rec. Mand.*, IV, 14).

(2) Voir p. 418 et sq.

et Dom Mourot, successivement présidents de la congrégation, s'y étaient déjà employés avec quelque succès ; des *diètes*, ou chapitres, furent tenues à Saint Mansuy, en 1730 et 1731, et là, solennellement, les supérieurs et les députés des monastères adhérèrent aux constitutions apostoliques, déposèrent les prieurs récalcitrants et prononcèrent l'exclusion contre les religieux opiniâtres (1). Mgr Bégon fut chargé par le cardinal Fleury d'assister à ces assises, en qualité de commissaire royal. Le rôle qu'il y joua fit honneur à sa prudence et à son orthodoxie. Au témoignage de l'abbé de Senones, « ses lumières, son talent à concilier les esprits, sa conduite mêlée de douceur et de fermeté et toujours réglée par la discrétion ramenèrent tout le monde à l'uniformité de sentiments (2) », procurèrent aux disciples de Didier de La Cour une paix, une tranquillité durables et en préservèrent le plus grand nombre des écarts où tombèrent malheureusement beaucoup de leurs confrères de la congrégation de Saint-Maur.

Cette conduite n'allait point sans attirer à l'évêque de Toul les animosités de la secte. Plusieurs fois, les *Nouvelles ecclésiastiques* publièrent sur son compte des articles désobligeants ; mais elles ne parvinrent point à troubler son calme et sa sérénité. Après la mort de l'évêque de Metz, Charles de Cambout de Coislin, dont les sympathies pour le parti n'étaient ignorées de personne, le journaliste écrivit (3) : « M. Marnais de La Bastie, doyen de la cathédrale, fut à peine élu grand vicaire, le siège vacant, qu'il donna le lendemain les pouvoirs aux Jésuites auxquels feu M. de Coislin avait cru devoir les ôter. M. de Bégon, évêque de Toul, quoique zélé constitutionnaire, n'a pu s'empêcher de blâmer hautement ce rétablissement prématuré et peu respectueux pour la mémoire de feu M. de Coislin. »

Cet article ne tendait rien moins qu'à gêner les relations entre les deux diocèses voisins. Mgr Bégon protesta contre les propos

(1) Arch. minist. aff. étrang., *Mém. et doc.*, France, 1268, f° 3 et sq. — Calmet, *Bibl. lorr.*, Bégon.

(2) Calmet, *ibid.*

(3) Août 1733.

et les sentiments qu'on lui prêtait (1) et, reprenant cette épithète de *constitutionnaire* qu'on lui jetait comme une insulte, il ajouta cette déclaration qui est encore et sera longtemps pleine d'actualité : « On sait assez que ce n'est pas d'aujourd'hui que les partisans de l'erreur tâchent de pallier leur révolte, en affectant de donner des noms de parti à ceux qui travaillent à les réprimer. Ils s'efforcent de persuader aux peuples, par cet artifice, qu'ils combattent au moins à forces égales et qu'il ne s'agit que de questions sur lesquelles il est libre à chacun de prendre parti de côté ou d'autre. »

Mais son zèle contre les erreurs dogmatiques et l'austérité affectée des disciples de Jansénius ne le rendaient point aveugle sur les exagérations condamnables où tombaient plusieurs de leurs adversaires. Un Jésuite, le Père Pichon, voulant réagir contre les ravages que produisait chez les âmes pieuses le livre du grand Arnaud, publia, en 1745, *L'Esprit de Jésus-Christ et de l'Église sur la communion fréquente*. Son intention était excellente ; mais sa doctrine, dangereuse : il posait en principe que l'intention du Sauveur avait été d'obliger à la communion quotidienne et que, pour s'approcher chaque jour de la sainte Table, la simple exemption du péché mortel était une préparation suffisante. Il fut désapprouvé par ses supérieurs et se rendit humblement à leur avis ; le 24 janvier 1748, il envoya de Strasbourg à Christophe de Beaumont, archevêque de Paris, une lettre qui désavouait, rétractait et condamnait son ouvrage. Le livre pourtant s'était répandu en France et dans le diocèse de Toul. Mgr Bégon crut prudent d'avertir ses prêtres. Il leur adressa, le 17 avril de cette même année, une circulaire (2) qui leur en interdisait la lecture, leur recommandait de garder une juste mesure entre une double exagération et leur donnait comme règles de direction, les instructions de

(1) *Lettre de Mgr l'Évêque-comte de Toul à M. de la Bastie, doyen de l'église cathédrale de Metz et vicaire-général, le siège vacant.* — 29 août 1733 (Rec. Mand., IV, 213).

(2) *Ordonnance de Mgr l'évêque-comte de Toul qui condamne le livre intitulé : L'Esprit de J.-C. sur la fréquente communion.* — 17 avril 1748 (Rec. Mand., IV, 49).

saint Charles aux confesseurs et les avis de saint François de Sales sur la fréquente communion. Il joignit à sa circulaire la lettre du Père Pichon à l'archevêque de Paris, rendant ainsi hommage à la soumission et à la docilité du religieux. Quelques mois plus tard *L'Esprit de Jésus-Christ* fut mis à l'*Index* (1). La diligence de l'évêque de Toul n'était donc point en défaut.

Mgr Bégon condamna aussi d'autres ouvrages également suspects : la *Dissertation de Le Courayer, sur la validité des ordinations des Anglais*, imprimée soi-disant à Bruxelles, chez Simon Tserstevens ; mais, en réalité, à Nancy, chez Cusson, en 1723 (2) ; la *Défense de cette Dissertation* ; un *Abrégé* assez maladroit de la *Mystique Cité de Dieu ou de la Vie de la Très-Sainte-Vierge*, d'après les révélations de Marie d'Agréda, publié à Nancy, en 1727, chez Nicolas Balthazard (3) et l'*Enchiridion Leonis Papæ serenissimo Imperatori Carolo Magno in munus pretiosum datum*, mélange bizarre de versets de l'Écriture, de paroles de la Liturgie avec des pratiques superstitieuses et impies.

Comme l'erreur pouvait se glisser dans le peuple par l'enseignement du livre, du catéchisme ou de l'école, l'ordonnance synodale de 1725 interdit l'usage de tout catéchisme (4) autre que celui du

(1) Décrets du 13 août 1748 — du 11 septembre 1750.

(2) *Mandement de Mgr l'évêque-comte de Toul, portant condamnation de deux livres intitulés : l'un, Dissertation sur la validité des ordinations des Anglais, et l'autre : Défense de la Dissertation sur la validité des ordinations des Anglais ; portant aussi défense de lire, garder et débiter le livre intitulé : Abrégé de la Mystique Cité de Dieu, ou de la vie de la Très-Sainte-Vierge, imprimé chez Nicolas Balthazard, en mil sept cent vingt-sept. — 7 avril 1728 (Rec. Mand., III, 4). — Pierre François Le Courayer, d'abord chanoine-régulier de Sainte-Geneviève, passa à l'Anglicanisme et fut reçu docteur à Oxford. Il donna depuis une édition française de l'Histoire du Concile de Trente, de Fra Paolo Sarpi.*

(3) La *Mystique cité de Dieu* de Marie d'Agréda fut très discutée au moment où elle parut, vers la fin du xviii<sup>e</sup> siècle. On répandit même le bruit que la Congrégation de l'*Index* l'avait condamnée en 1710 ; mais ce décret semble n'avoir jamais été publié, et il n'est pas fait mention de ce livre dans l'*Index librorum prohibitorum*. — Benoît XIII, après un mûr examen, déclara, le 21 mars 1729, que cet ouvrage pouvait être gardé et lu. — Notons ici que Mgr Bégon ne condamne pas le livre lui-même, mais l'*abrégé*, quelque peu fantaisiste, qu'en avait fait un auteur maladroit.

(4) *Ordonn. synodale* de 1725, p. 21 (*Rec. Mandem*, III, 158).

diocèse ; celle de 1727, rappela aux libraires de Lorraine et de Bar la défense qui leur avait été faite déjà plusieurs fois de vendre, sans l'autorisation de l'Ordinaire, aucun livre qui concernerait la Religion, et aux maîtres d'école, élus par les communautés, d'entrer en fonctions avant d'avoir obtenu l'autorisation du doyen rural. Vraiment Mgr Bégon était fidèle à la recommandation de l'Apôtre : « *Tu vero vigila ; in omnibus labora ; opus fac evangelistæ !* »

Ce fut sans doute avec tristesse qu'il vit les Parlements de Paris (1) et de Metz (2), la Cour souveraine de Lorraine proscrire les leçons que Benoît XIII avait composées pour l'office de saint Grégoire VII, et le procureur général de Lorraine ordonner l'incarcération du sieur Midon, typographe nancéien, qui les avait imprimées, et la confiscation des exemplaires. Il avait déjà tant souffert de l'intrusion des juges séculiers !

Mais la Providence lui ménagea la joie de saluer enfin au nombre des bienheureux, Pierre Fourier, le curé de Mattaincourt, l'instituteur de la congrégation de Notre-Dame, le réformateur des Chanoines-Réguliers de Lorraine, l'honneur du clergé toulousain (3). Depuis 1675, la cause était pendante, poussée avec un zèle infatigable par les enfants du Bon Père et par les évêques de Toul, mais étudiée avec cette sage lenteur qui est familière à la Cour de Rome. Enfin, après toutes les informations et les congrégations accoutumées, le pape Benoît XIII publia, le 10 janvier 1730, la bulle de béatification et fixa, comme jour de la solennité, le 29 du même mois.

La cérémonie grandiose de saint Pierre fut suivie du triduum d'usage dans l'église *Santa Maria della Pace*, desservie par les Chanoines-Réguliers de Latran, et un splendide autel en marbre précieux fut érigé au nouveau Bienheureux dans la chapelle nationale Saint-Nicolas-des-Lorrains (4).

(1) Arrêt du 20 juillet 1729.

(2) Arrêt du 1<sup>er</sup> septembre 1729.

(3) Cf Rogie, *Hist. du B. Pierre Fourier*, III, 331 et sq.

(4) Mgr Lacroix, *La Lorraine chrétienne à Rome*, dans *Bull. Soc. Arch. lorr.* 1854, p. 279 et sq.

Avec ses diocésains, Mgr Bégon fut transporté d'allégresse en apprenant cet heureux événement : il donna de tout cœur la permission d'imprimer un abrégé de la vie du vénérable Serviteur de Dieu, composé pour la circonstance (1), et de célébrer dans les couvents de la Congrégation les fêtes de la béatification (2). Il lui tardait d'annoncer lui-même cette bonne nouvelle à son peuple, de lever solennellement les restes du Bienheureux et de présider, devant son tombeau glorieux, le triduum d'action de grâces. Mais la vieille querelle pour la possession des reliques venait de se rallumer entre les Chanoines-Réguliers et les habitants de Mattaincourt : le moment semblait peu favorable et le prélat crut prudent de patienter. Enfin, tout se termina par une transaction : les gens reconnurent que la propriété des reliques appartenait aux Chanoines ; mais ceux-ci prirent l'engagement de ne point les enlever de Mattaincourt. L'évêque ratifia le contrat, le 21 mai 1732, et, délivré de toute crainte de scandale, il fixa la levée du cercueil et le triduum au 30 août suivant. Un mandement, daté de Vagney, le 21 août (3), convia le clergé et les fidèles à se joindre à leur évêque dans ce solennel tribut d'hommages et prescrivit le chant d'un *Te Deum* dans toutes les églises du diocèse.

Les fêtes eurent lieu sans encombre et selon le programme fixé d'avance. La modeste église du village était magnifiquement décorée de tapisseries de haute-lisse, prêtées par la duchesse-régente, de devises, de guirlandes et d'emblèmes, et un immense concours de pèlerins se pressait dans les rues du bourg.

Le 30 août, Mgr Bégon, entouré du Père Huguin, abbé de Chaumousey et général de la congrégation de Notre-Sauveur, des abbés

(1) *Permission d'imprimer un abrégé de la vie du Bienheureux Pierre Fourier, chanoine régulier, curé de Mattaincourt.* — 10 janvier 1731 (*Rec. Mand.*, III, 493 bis). — C'est l'*Abrégé de la vie, des vertus et des miracles du Bienheureux Pierre Fourier, chanoine régulier, curé de Mattaincourt*, etc., publié à Nancy, chez P. Antoine, en 1731, en un volume in-8° de 224 pages.

(2) Rogie, *loc. cit.*, 413. — Les fêtes eurent lieu à Épinal, le 10 juin 1731, et à Nancy, le 7 juillet suivant.

(3) *Mandement de Mgr l'évêque-comte de Toul au clergé séculier et régulier soi disant et non exempt et aux fidèles de son diocèse.* — 21 août 1732 (*Rec. Mand.*, III, 211).

de Belchamps, de Domèvre, d'Autrey, de Lunéville et de Saint-Pierremont, procéda à la reconnaissance des reliques et les déposa dans une châsse gracieuse, en bronze doré, œuvre du sculpteur Menuet. Le lendemain, jour de dimanche, il chanta pontificalement la messe du nouveau bienheureux et le chanoine de Clévy, ancien curé de Charmes, orateur distingué, prononça le panégyrique. Le lundi et le mardi, le Père Charles Massu, abbé de Belchamps, et le Père Huguin officièrent ; Lecomte, curé de Harol, doyen rural de Poussay, et Andrieux, curé de Remiremont, portèrent la parole. Les fêtes se terminèrent à Domèvre, par la bénédiction du monastère que l'abbé J.-B. Piart, postulateur de la cause, venait de reconstruire (1), pendant que, dans tout le diocèse, retentissait le *Te Deum* que l'évêque avait prescrit. Le chapitre de la cathédrale n'avait fait cette fois aucune difficulté de recevoir le mandement épiscopal ; il décida que la cérémonie d'actions de grâces aurait lieu le dimanche 6 septembre, entre les vêpres et les complies, et il eut l'aimable attention d'y inviter les Chanoines-Réguliers de l'abbaye de Saint-Léon (2).

Soucieux de ne point laisser tomber dans l'oubli la mémoire de tant de saints et de bienheureux dont l'Église de Toul a le droit d'être fière, Mgr Bégon pria Dom Ambroise Collin (3), religieux de Senones et disciple de Dom Calmet, d'écrire une *Vie des Saints du diocèse*. Le moine bénédictin se mit à l'œuvre, guidé par son abbé. Dom Calmet atteste, dans sa *Bibliothèque lorraine*, que ce livre était fort avancé (4) : Chatrian assure même, dans son *Journal ecclésiastique* de mars 1769, qu'il « était depuis quelque temps en état de paraître » ; mais il ajoute qu'il ignore ce qui peut avoir retardé

(1) Chatton, *Hist. de S. Sauveur et Domèvre*, 188 et sq.

(2) *Délib. capit.*, 4 sept. 1732 (Arch. de M.-et-M., G, 92, f° 74).

(3) Dom Ambroise Collin, né à Bar, le 28 août 1710, fit profession chez les Bénédictins, le 15 mai 1729, enseigna la théologie à St-Mihiel, le droit canon et la théologie positive à Senones, fit plusieurs poésies de circonstances, des collections de saints Pères, surtout de saint Épiphanie, un traité de droit canon. Chatrian (*Journ. eccl.*, 270) vante beaucoup son style et sa critique. — (Calmet, *Bibl. lorr.*, Bégon, Collin). — Ce projet a été repris et mené à bonne fin par M. le chanoine L'Hôte, dans sa *Vie des Saints, bienheureux, vénérables et autres pieux personnages du diocèse de Saint-Dié*. Saint-Dié, 1897 et 1900. 2 vol. in-8°.

(4) Art. Bégon.

l'impression (1). Le travail du P. Colin resta manuscrit et nous ne savons ce qu'il est devenu.

L'évêque fut plus heureux avec un ouvrage de modeste apparence, mais de grand profit pour les âmes. Claude Varnerot, curé de Lucey, prêtre aussi distingué par le talent que par la vertu, avait fait paraître, à l'usage des fidèles, *Le bon Paroissien* (2). Ce livre excellent, véritable manuel du chrétien, avait trouvé partout un favorable accueil : la première édition s'épuisa très vite et Mgr Bégon encouragea l'auteur et le pressa d'en préparer une seconde édition. Varnerot se laissa convaincre : bénie par le premier pasteur du diocèse, cette réédition fut suivie de plusieurs autres (3), et ce livre du saint curé contribua, pour sa large part, à former, à entretenir, à fortifier, chez nos pères, des convictions profondes et des habitudes d'une solide dévotion.

Sa piété et son zèle portèrent encore l'évêque à promouvoir l'érection de nouvelles paroisses, entre autre celles de Saint-Roch, de Saint-Nicolas, dans la ville neuve de Nancy, et de Saint-Pierre, dans le faubourg, en 1731 (4) ; à encourager le transfert, en 1734, du vieux prieuré de Léomont à *Ménil*, fief du prince de Craon, situé aux portes de Lunéville, et sa transformation en prieuré conventuel (5) ; à favoriser la formation ou la reconstitution de confréries

(1) *Loc. cit.*

(2) Voir p. 350, n. 2. *Le bon Paroissien, ouvrage qui contient l'office de l'Eglise en latin et en français, à l'usage du diocèse de Toul, avec des exercices pour régler saintement les actions du chrétien dans tous les temps de sa vie.* Huitième édition. Nancy, Midon, 1735 (Bibl. du sém. de Nancy).

(3) Outre la huitième édition indiquée dans la note précédente, citons encore : *Le bon Paroissien, ouvrage qui contient les vêpres du dimanche, des jours de la semaine, etc... avec des exercices pour régler saintement ses actions dans tous les temps de sa vie, à l'usage de Rome.* Nancy, Leseure, 1770. (Bibl. du sém. de Nancy.)

(4) Cette érection eut lieu par décret du 31 août 1731 (Lionnois, II, 430). Provisoirement le curé de Saint-Roch fit ses offices dans l'église du collège des Jésuites (au coin Saint-Roch) ; celui de Saint-Nicolas, dans l'église des Capucins, et Jennesson construisit en quelques mois l'église destinée à la paroisse Saint-Pierre (auj. chapelle du Séminaire). Le provisoire dura pour Saint-Roch jusqu'à la Révolution ; et même au delà, jusqu'en 1882, pour Saint-Nicolas (*Journ. de J. Fr. Nicolas dans Mém. Soc. Arch. lorr.*, 1899. 293 et *passim*).

(5) Calmet, *Notic. de Lorr.*, Léomont. — Baumont, *Lunéville*, p. 203. — Les bâtiments, construits avec les matériaux du salon de Chanteheux, sont occupés aujourd'hui par les religieuses de Notre-Dame.



en l'honneur du St-Sacrement, du St-Rosaire, du St-Scapulaire, de saint Joseph, etc., ou de congrégations de la Très Sainte Vierge (1). Il approuva la résolution que prit la vieille confrérie nancéienne des *Pénitents blancs*, de se dévouer à l'assistance de malheureux suppliciés, comme l'association de la Miséricorde, érigée dans la ville de Lyon (2). Il donna aussi leurs règlements aux confréries de la Charité des pauvres malades et il en suscita l'établissement dans les villes et les villages du diocèse (3) ; il compléta et modifia, en quelques points, les statuts des Sœurs de Saint-Charles (4).

Dans son ministère de charité, ce bon pasteur trouva un puissant appui dans Stanislas. Cet aventurier philosophe aspirait au renom de bienfaisant et réduit par le chancelier Chaumont de La Galai-zière à n'être « roi qu'en peinture », il voulait au moins signaler son règne par de royales fondations.

Le 21 mai 1739, il signa des *Lettres patentes en forme de déclaration pour l'établissement de Missions royales* (5). Huit prêtres, appartenant à la Compagnie de Jésus et résidant au noviciat de Nancy, devaient donner des missions dans les villes et les villages de la Lorraine et du Barrois que leur indiqueraient les évêques intéressés. Un capital de six cent vingt-six mille livres de France fut constitué à cet effet sur l'hôtel de ville de Paris et, plus tard, Stanislas, trouvant son œuvre incomplète, ajouta une nouvelle somme de quatre cent vingt-quatre mille livres. Il y eut alors douze missionnaires, chargés de distribuer annuellement douze mille livres d'aumônes

(1) Arch. de M.-et-M. et des Vosges, Séries G. et E, *passim*.

(2) *Règlements en forme de statuts pour la confrérie des Pénitents blancs qui désirent exercer la miséricorde envers les suppliciés* (Rec. Mand., III, 198). — Ils avaient en propre la chapelle Saint-Nicolas, au coin des rues Saint-Thiébaud et de l'Équitation.

(3) *Règlement des confréries de la Charité des pauvres malades*. Toul, Rolin 1740 (*Ibid.*, 288). — Ces confréries existent encore à Nancy.

(4) *Histoire de Saint-Charles*, I, 149 et sq. — *Règlement de Monseigneur l'évêque de Toul, pour les économes des nouveaux établissements* (Recueil des Mand., II, 223). — *Règlement de Mgr l'évêque de Toul pour l'élection de la supérieure* (de Saint-Charles) 17 avril 1725 (*Ibid.*, 236).

(5) *Recueil des fondations du roi de Pologne. — Lettres patentes en forme de déclaration du roi pour l'établissement des missions*. — Du 21 mai 1739. Nancy, Charlot, 1739 (*Ibid.*, III, 267).

et de faire douze missions: six dans le diocèse de Toul, trois dans celui de Metz et trois dans les parties des duchés qui relevaient d'autres sièges épiscopaux.

La mission commença par l'évangélisation de Nancy, durant l'été de 1739, et Mgr Bégon annonça cette bonne nouvelle à ses diocésains par un mandement daté de Frouard, le 10 août de la même année (1). Comme les missionnaires se trouvaient gênés dans la maison du noviciat, le roi de Pologne leur fit construire, en 1742, un vaste bâtiment, vers le milieu du faubourg Saint-Pierre (2), et compléta sa fondation en obtenant, en 1746, l'union du prieuré bénédictin de Lay à ce que l'on appela dès lors la *Maison des Missions Royales* (3).

Pour aider les Jésuites dans leur ministère, Stanislas appela à Nancy, en 1750, les Frères de Saint-Jean-de-Dieu (4) qui dirigeaient déjà, depuis 1726, l'hôpital Saint-Léopold, à Gondreville (5), et il les installa dans le nouveau quartier qu'il élevait sur l'ancienne esplanade, entre les deux villes (6). Un frère devait accompagner chacun des missionnaires et faciliter, par les soins qu'il prodiguerait aux malades, le succès des prédications. Sermons, aumônes, secours médicaux, l'œuvre était donc complète et elle peut compter parmi les plus utiles du XVIII<sup>e</sup> siècle, en Lorraine.

Soucieuse aussi de l'éducation des enfants du peuple, Sa Majesté Polonaise appela dans ses États les Frères que saint Jean-Baptiste de La Salle avait institués vers la fin du siècle précédent. Il leur céda en 1749, aux portes de Nancy, la maladrerie de Maréville que Léopold avait transformée en manufacture et en *renfermerie* (7), et dans

(1) *Mandement de Mgr l'évêque-comte de Toul pour l'ouverture des missions fondées par le Roi de Pologne dans les paroisses de ses États de Lorraine et Barrois*. Toul, Rolin, 1739 (*Rec. Mand.*, III, 275).

(2) Cette maison est aujourd'hui occupée par le grand séminaire.

(3) Arch. de M. et M. G. 1308. — La bulle d'union est du 1<sup>er</sup> juillet 1746; l'enquête fut menée par Jacques de Boschenry, official de Toul, et la sentence d'union, prononcée par lui, le 12 juin 1747.

(4) *Recueil des Fondations*, 43.

(5) Lepage, *Stat.*, II, 221. — L'hôpital de Gondreville fut uni dès lors à la maison de Nancy.

(6) Rue Ste-Catherine, dans l'hôtel qui porte aujourd'hui le numéro 5.

(7) *Rec. des Fond.*, 85. — *Maréville*, comm. de Laxou, c. de Nancy-Nord (Meurthe-et-Moselle).

la capitale, une maison près de la porte St-Jean (1). En retour, il les chargea d'ouvrir deux, puis trois écoles pour les enfants pauvres de la ville neuve, une dans leur maison et les deux autres, au-dessus des portes Saint-Georges et Saint-Nicolas ; de diriger la maison de correction de Maréville et d'y garder, moyennant pension, tous les sujets qu'il lui plairait de leur adresser par lettre de cachet. A cette œuvre déjà complexe, les Frères ajoutèrent un noviciat, un pensionnat libre d'instruction et un asile pour les aliénés (2).

Des colonies du même ordre furent ensuite établies par Stanislas, à Lunéville, en 1750 (3) ; à Bar et à Commercy en 1752 (4). Les Frères eurent partout un tel succès que les maîtres d'école laïcs en concurent de l'ombrage et le roi fut plusieurs fois obligé d'intervenir et de parer, par des règlements, à la possibilité de nouveaux conflits (5).

Stanislas fonda aussi, au couvent des Dames du Saint-Sacrement de Nancy, douze bourses pour l'éducation de douze nobles demoiselles pauvres de ses États (6) et, à l'hôpital Saint-Julien, vingt-quatre bourses pour la formation professionnelle de douze orphelins et de douze orphelines de la Lorraine et du Barrois (7).

Ces largesses vraiment royales et bien d'autres encore auraient fait bénir son nom, si le Roi de Pologne avait su ne point toucher aux souvenirs d'un peuple qui ne pouvait se résigner à oublier les faits glorieux de sa vaillante histoire. A peine arrivé dans son nouveau duché, sa piété le poussa à renverser la trop modeste chapelle des Bourguignons, pour bâtir à Notre-Dame de la Victoire et du Bon-Secours, un sanctuaire digne d'Elle et de la ville de Nancy (8). Dès le 14 août 1738, en présence des évêques de Toul et

(1) *Rec. des Fond.*, 85.

(2) Les Frères dirigèrent l'établissement de Maréville jusqu'en 1793. Après leur départ, la maison fut exclusivement consacrée au service des aliénés.

(3) *Rec. des Fond.*, 93.

(4) *Ibid.*, 163.

(5) *Ordonn. de Lorr.*, X, 195 et 395.

(6) *Rec. des Fond.*, 149.

(7) *Ibid.*, 25.

(8) Jérôme, *L'Église Notre-Dame de Bonsecours, à Nancy*. Nancy. Vagner, 1898, p. 68 et sq.

de Chartres, il posa la première pierre et, le 7 septembre 1741, il assista à la consécration de l'édifice. Dans la niche, au fond du chœur, se dressait encore la statue vénérée ; mais les drapeaux ottomans, ex-votos des princes, ne pendaient plus à la voûte. Dans ce temple tout brillant de marbres et de stucs, ornés de fines sculptures par les Manciaux, de Ceintrey, et d'une admirable fresque par Provençal, le fidèle pouvait prier la Vierge puissante et miséricordieuse ; mais le Lorrain n'y sentait plus battre le cœur de la patrie et, tout compte fait, il regrettait le pauvre petit sanctuaire où ses pères avaient prié.

L'année suivante, ce fut une autre église nationale qui tomba, mais frappée celle-ci depuis longtemps par l'ambitieuse vanité des anciens ducs (1). Le jour où Charles III obtint la création à Nancy d'un chapitre primatial, la vieille collégiale Saint-Georges fut marquée pour la ruine. Les retards subis par la construction de la Primatiale définitive prolongèrent son existence ; mais, quand l'édifice, commencé, dès 1603, par Charles III, et repris par Léopold, un siècle plus tard, fut enfin terminé, Stanislas réunit le chapitre de Saint-Georges à l'insigne chapitre de la Primatiale, par lettres patentes du 10 septembre 1742, et les deux chapitres prirent possession de leur nouvelle église, le 1<sup>er</sup> novembre suivant. Ils y transportèrent l'image miraculeuse de Notre-Dame de Bonne-Nouvelle et la placèrent dans le bras droit du transept (2). Les ossements des membres de la Maison ducale furent exhumés, le 4 février 1743, et pieusement déposés aux Cordeliers (3).

Vingt ans plus tard, en 1761, pareil sort arriva aux chapitres de Deneuvre, de Bourmont et de Vaudémont. Les revenus du premier, auxquels on avait ajouté en 1711 ceux de la collégiale de Blâmont, furent unis à la mense prévôtale de Saint-Dié (4) ; les biens du

(1) Lepage, *L'insigne collégiale Saint-Georges*, dans *Bull. Soc. Arch. lorr.*, 1850. — Ed. Auguin, *Monographie de la cathédrale de Nancy*. Nancy, Berger-Levrault, 1882, in-4°.

(2) La statue se trouve encore à cette place ; mais elle a été modifiée pour ne pas offenser la délicatesse de nos mœurs. La Vierge n'offre plus le sein à l'Enfant Jésus.

(3) Lionnois, III, 275. — Lepage, *op. cit.*

(4) Bernhardt, *Deneuvre*, 198 et 218.

second augmentèrent les revenus du chapitre de Poussay (1); ceux du troisième furent joints à la mense capitulaire de Bouxières-aux-Dames; l'église fut démolie et les restes mortels des princes et des princesses de Vaudémont, transférés à Nancy, dans la chapelle ducale (2).

Ces changements étaient légitimes : ils s'imposaient même ; Léopold et ses prédécesseurs en avaient posé les prémisses ; les Lorrains n'en étaient pas moins indignés (3). Ils songeaient toujours à leurs anciens souverains et ils ne voyaient pas sans chagrin disparaître, l'un après l'autre, les souvenirs de leur dynastie. Les rigueurs de La Galaizière, les épreuves qu'il leur fallut subir pendant la guerre de succession d'Autriche, n'étaient point de nature à diminuer leurs regrets. Un instant, ils crurent au retour de leurs princes bien aimés (4); mais bientôt ils durent renoncer à cet espoir et les funérailles de la duchesse douairière Élisabeth-Charlotte d'Orléans furent vraiment le dernier acte de la nationalité lorraine, l'adieu suprême du peuple des duchés aux descendants de Gérard d'Alsace.

La duchesse mourut à Commercy, le 23 décembre 1744. Son corps fut embaumé et le cercueil, déposé dans la chapelle du château, jusqu'au 16 février suivant. Ce jour-là, Mgr Bégon célébra le service funèbre dans la collégiale Saint-Nicolas, assisté des abbés de Riéval, de Saint-Benoît-en Woëvre, de Sainte-Marie-Majeure et de Saint-Léopold ; le Père Aubert, de la Compagnie de Jésus, prononça l'oraison funèbre et, le surlendemain, le cercueil fut levé sur un char, pour être conduit à Nancy et descendu dans le caveau des Cordeliers.

Le cortège devait passer sous les murs de Toul et faire halte, pour la nuit, dans l'abbaye Saint-Epvre. Le chapitre décida qu'il

(1) Roussel, *Dioc. de Langres*, II, 42.

(2) Guillaume, *Histoire*, IV, 346 et sq.

(3) Noël, *Mémoires pour servir à l'histoire de Lorraine*, I, p. 225. — Guerrier de Dumast, *Nancy, Histoire et tableau*, p. 246.

(4) Digot, *Hist. de Lorr.*, VI, 227 et sq. — C'est dans la guerre de succession d'Autriche, lorsque le prince Charles-Alexandre, frère de François III, passa le Rhin, en 1744, annonçant qu'il venait reconquérir l'héritage de ses pères.

irait avec l'évêque et le clergé de la ville, au son de toutes les cloches, saluer la dépouille mortelle, chanter le *Libera* et le *De Profundis* dans l'église du monastère ; mais les moines, alors en contestations avec les chanoines, tinrent leurs portes closes et la procession dut rebrousser chemin (1).

Les Bénédictins des deux abbayes suburbaines tendaient en effet à briser, je ne sais pour quel motif, les vieilles relations qui unissaient leurs communautés au chapitre de la cathédrale (2). A plusieurs reprises, ils refusèrent de recevoir les chanoines, selon l'antique usage, à leurs fêtes patronales de saint Pierre, de saint Mansuy et de saint Epvre, et ils affectaient de se rendre aux deux Saint-Étienne, en coules et non en chapes, comme autrefois. Après bien des pourparlers, des expéditions d'huissiers et des procès-verbaux de notaires, le chapitre résolut de porter la cause devant le Parlement de Metz, pour obtenir des magistrats royaux le maintien des traditions et une réparation pour ces nombreux affronts. Le 29 juillet 1757, un arrêt de la Cour décida que les chanoines opteraient sur la manière dont ils assisteraient désormais aux offices de Saint-Epvre et de Saint-Mansuy ; que les Bénédictins devraient les recevoir comme par le passé et verseraient mille livres d'amende, lesquelles seraient employées au profit de l'hôpital général. Ainsi finit ce long procès : ce ne furent pas les pauvres malades qui en souffrirent le plus.

(1) *Délib. capit.*, G 75, f° 23.

(2) *Délib. cap.*, G 97 à 99, *passim*.

## CHAPITRE V

### Révolution liturgique.

---

Cependant, en France, depuis quelques années, un courant de réaction s'était formé contre la liturgie romaine (1). Henri de Villars, archevêque de Vienne, avait donné, en 1678, avec le concours du janséniste Sainte-Beuve et de Tronchet, chanoine de la Sainte-Chapelle, une nouvelle édition du bréviaire de son Église. Les auteurs de cet ouvrage avaient remplacé par des textes de l'Écriture Sainte, les antiennes et les répons qui, dans l'ancien bréviaire romano-viennois, n'avaient pas été tirés de l'Ancien et du Nouveau Testament. Deux ans plus tard, François de Harlay, archevêque de Paris, aidé des mêmes liturgistes, adopta la même méthode, et le bréviaire parisien parut, exclusivement orné d'antiennes et de répons bibliques. Les leçons historiques étaient soigneusement expurgées de tout ce qui rappelait l'origine apostolique des Églises gauloises ; les hymnes étaient rajeunies et empruntées le plus souvent à des auteurs contemporains, J.-B. Santeuil entre autres et Guillaume de La Brunetière : enfin l'on y pouvait facilement reconnaître une influence janséniste dans le souci de diminuer et de modifier les fêtes et les offices de saint Pierre et de restreindre le culte de la Sainte Vierge.

Cette innovation fit grand bruit et, avec l'engouement propre aux Français, se propagea rapidement cette maxime : *Deum de*

(1) Cf. Dom Guéranger, *Institutions liturgiques*, T. II.

*suo rogare* : la prière officielle de l'Église sera bien plus agréable à Dieu, si elle est empruntée à la parole même de Dieu.

Toul parut d'abord échapper au mouvement : en 1695, Henri de Thiard de Bissy, dans son édition plus portative du bréviaire toulais, avait manifesté son désir de conserver et même de réveiller tous les vieux usages de notre Église (1) et François Blouet de Camilly, au lieu de suivre l'exemple de Paris, avait publié chez Laurent, à Toul, en 1718, sous le titre *Missale romano-tullense*, le missel romain auquel étaient joints deux suppléments : l'un contenait le propre du diocèse ; l'autre, les proses prescrites pour certaines fêtes (2). Le courant ne semblait donc point nous porter vers une transformation liturgique, tout au contraire.

Le premier supplément du missel de 1718, *Missæ propriæ festorum Ecclesiæ et diœcesis tullensis*, ne comprenait que trois messes complètes : celle de saint Gérard ; celle des saints Clous et celle des saints Évêques de Toul, avec une oraison qui formait le canon des saints prélats de Toul et que l'on rencontre ici pour la première et unique fois : *Deus, qui sanctis novemdecim pontificibus, Mansueto, Amone, Alcha, Celsino, Auspicio, Urso, Apro, Albino, Dulcitio, Premone, Antimundo, Eutlano, Hilduardo, Bodone, Jacob, Arnulpho, Gauzelino, Gerardo et Leone, hanc Ecclesiam mirifice decorasti*, etc.

Les autres fêtes, même celle de saint Mansuy, n'avaient de particulier que les oraisons.

Quant aux proses spéciales au diocèse, elles se trouvaient réduites à treize. Noël et Purification : *Lætabundus* ; saint Étienne : *Heri, mundus exultavit* ; Circoncision : *Lauda Sion Salvatoris* ; Épiphanie : *Psallat letus* ; saints Clous : *Hodiernæ festum lucis* ; Ascension : *Hodierna festivitas* ; Trinité : *O Sancte Sanctorum Pater* ; Conception et Nativité : *Ave, Virgo Virginum* ; Visitation : *Benedicta es cœlorum Regina* ; Invention de saint Étienne : *Hac die sacri corporis* ; Assomption : *Gaude, Virgo, Mater Christi* ; Toussaint : *Sponsa Christi quæ per orbem* ; Dédicace : *Clara chorus dulce pangat*.

(1) Voir p. 381.

(2) *Missale romano-tullense ex decreto sacrosancti Concilii Tridentini restitutum, Pii V. Pont. max. jussu editum...* Tulli, Alexis Laurent, 1718.



C'en était donc fait : les vieux usages toulous avaient en grande partie disparu, absorbés par la liturgie romaine : la cause de l'unité semblait avoir enfin prévalu dans l'Église de Toul (1). Et pourtant, à ce moment même, le même prélat qui venait de sacrifier au rit romain ce qui avait survécu de l'œuvre du passé, nourrissait le projet d'opérer dans son diocèse la révolution liturgique dont se félicitaient alors ses collègues de France. Il y a dans cette conduite une contradiction qui ne manque pas de piquant ; seule, la détresse du pays, ruiné par tant d'années de guerres et de disette, me semble pouvoir en donner la clef : François de Camilly a dû temporiser... puis devenir ultra-romain, uniquement parce que ses prêtres et leurs églises étaient dépourvus de ressources.

Quoi qu'il en soit, un ecclésiastique du diocèse (tout porte à croire que c'est M. de L'Aigle) reçut l'ordre de composer, à l'instar des livres français, un bréviaire toulous, exclusivement emprunté à la Bible, sauf pour les leçons, les hymnes et les oraisons.

Le mandataire se mit à l'œuvre ; il étudia les anciens livres toulous, le bréviaire de Troyes et surtout celui de Meaux ; il s'ingénia à faire de son ouvrage, c'est lui-même qui l'écrit dans sa *préface* (2), « un assemblage différent de textes de l'Écriture Sainte et de plusieurs endroits de la tradition, propres : 1<sup>o</sup> à nourrir la piété et la religion dans le cœur des prêtres ; 2<sup>o</sup> à leur fournir des idées et des matériaux pour composer les instructions qu'ils doivent au peuple ». Ce sont les considérations que développeront bientôt Foinard, ancien curé de Calais, dans son *Projet de Bréviaire* [1720] (3), et le docteur Grandcolas, dans son *Commentaire du Bréviaire romain* (4). Le liturgiste toulous ne se trouve donc point en retard.

(1) Encore en 1735, paraît à Toul, chez Étienne et Louis Rollin, un livre de 32 pages, petit in fol., intitulé : *Missæ defunctorum juxta usum Ecclesiæ romanæ... quibus nunc denuo additæ sunt votivæ missæ de S. Trinitate, de Spiritu Sancto et de B. Virgine, cum missa pro infirmis*.

(2) *Projet de Bréviaire pour le diocèse de Toul, 1723*. (Ms. 6 de la Bibl. du grand séminaire de Nancy). .. *Préface*, de l'écriture de M. de l'Aigle.

(3) Guéranger, *Instit. liturg.*, 2<sup>e</sup> édit., II, 224.

(4) *Ibid.*, 225.

Son plan était assez ingénieux. « Tous les offices, lisons-nous encore, sont composés des deux Testaments. Les premières vêpres et l'office de la nuit sont toujours de l'Ancien et l'office du jour, toujours du Nouveau.

« On n'a pas néanmoins suivi cette règle dans l'office des trois premiers dimanches de l'Avent : tout l'office est de l'Ancien Testament, parce qu'il nous représente le temps qui a précédé Jésus-Christ. On a mis en système l'office de plusieurs dimanches : par exemple, le premier dimanche de l'Avent représente l'ancienne Église gémissante et soupirante après l'avènement du Messie : le deuxième dimanche, Dieu la console par la promesse de l'envoyer... etc. »

Il s'y trouvait « des offices fort travaillés, par exemple, Noël, les Rois, le temps de la Passion, la Chaire de saint Pierre, l'office de saint Mansuy, la Toussaint, les Communs ».

En somme c'était une œuvre d'une conception très originale et d'un labeur immense, et l'auteur concluait avec raison : « Il faudrait être auprès de ceux qui examineront cet ouvrage pour leur rendre raison de tout et leur faire apercevoir la grandeur du travail et combien il a fallu feuilleter et extraire l'Écriture Sainte. »

Le projet était achevé : les liturgistes parisiens auxquels on l'avait soumis, en avaient fort goûté l'ordonnance. Lamant, musicien de la cathédrale de Toul, était en train de le mettre au net quand Camilly reçut ses bulles pour le siège de saint Martin. La copie n'en fut pas moins poursuivie et, en juin 1723, l'auteur et ses amis l'envoyèrent à Tours, se flattant que le nouvel archevêque l'adopterait pour son diocèse. Ils comptaient sans la mort : le 17 octobre 1723, le prélat fut enlevé presque subitement et le projet de bréviaire reprit le chemin de Toul (1).

Mais, en somme, si les circonstances eussent été plus favorables et si François de Camilly fût resté quelques années encore sur le siège de saint Mansuy, l'Église de Toul eût été l'une des premières à posséder, comme livre de prière, un de ces « ouvrages d'esprit »

(1) Après plusieurs vicissitudes, il appartient à M. l'abbé Guillaume, auteur de *l'Histoire du diocèse de Toul*, lequel le légua au grand séminaire de Nancy.

dont allaient se féliciter l'un après l'autre tous les diocèses et la plupart des ordres religieux de France (1).

Le branle pourtant était donné; Mgr Bégon reprit bientôt le projet en sous-œuvre, résolu de le mener à bien; du reste eût-il été contraire à toute idée de transformation que le courant l'eût emporté. Successivement, Orléans (1696-1731), Paris (1698-1714), Sens (1725), Auxerre (1726), Rouen (1728), Lyon (1737) avaient reçu ou subi des bréviaires, arrangés d'après les principes en cours; en 1737 et 1738, Vintimille avait donné, du bréviaire et du missel de Paris, de nouvelles éditions qui avaient fait grand bruit et qui allaient servir de types aux rédacteurs futurs. Blois, Évreux, Séez, Amiens et plus de quarante diocèses façonnèrent leurs livres sur le modèle de la capitale. Paris faisait délaisser Rome: ainsi le voulaient les tendances gallicanes.

L'évêque de Toul et la commission que lui adjoignit le chapitre (2), procédèrent avec une sage lenteur; ils lurent, critiquèrent et mirent à contribution les livres qui paraissaient alors, surtout ceux de Paris: ils fouillèrent dans les recueils d'hymnes; ils prirent leur bien partout où ils le trouvèrent: ils brassèrent et coordonnèrent le tout et le bréviaire de Toul ne fut édité qu'en 1748 (3).

C'était, dans la liturgie, un bouleversement complet: au vieux bréviaire romano-toulois était brusquement substituée une œuvre absolument nouvelle. Hymnes, antiennes, répons, versets, leçons historiques, leçons des saints Pères, oraisons, hiérarchie du calendrier, tout avait été renouvelé: seuls, avaient subsisté, quelques morceaux justement célèbres et quelques usages locaux, comme l'absence d'hymnes à matines et à laudes, le neuvième répons

(1) Cf. Guéranger, *Inst. liturg.*, II, 125 et sq.

(2) 23 février 1739. — Le chapitre nomme MM. Bonnet et de Huz pour entendre les propositions que M. l'Évêque jugera à propos de lui faire au sujet du nouveau bréviaire et ensuite en faire rapport au chapitre (*Reg. des Délib. capit.*, Arch. de M.-et-M., G. 93).

31 mai 1747. — Le chapitre examine le nouveau bréviaire qui avait été accepté après les changements faits par les dits Messieurs (*Ibid.*, G. 93).

(3) *Breviarium tullense... D. D. Scipioni Hieronymi Begon jussu et auctoritate necnon de venerabilis ejusdem ecclesiae capituli editum*. Tulli et Nanceii, Leseure, 1748, 4 in-4°.

à matines, le répons bref à vêpres, la variation de l'hymne à complies.

Le calendrier était réparti, selon la méthode parisienne, en annuels, solennels majeurs, solennels mineurs, doubles de seconde, de troisième, de quatrième classe ; semi-doubles ; simples. On reconnaissait aussi l'influence de la capitale dans la suppression d'un certain nombre de fêtes et de mémoires consacrées à des saints romains ; dans la réunion des deux chaires de saint Pierre en une seule solennité (18 janvier) ; dans le dédoublement de Marie-Madeleine (22 juillet) et de Marie de Béthanie, sœur de Lazare (29 juillet) ; de saint Denis l'Aréopagite, premier évêque d'Athènes (5 octobre) et de saint Denis, premier évêque de Paris (9 octobre) ; dans l'attribution de l'octave de l'Épiphanie à la mémoire du baptême de Jésus-Christ et de l'octave du Saint Sacrement à la vénération de son Sacerdoce. Sainte Menne et saint Alchas n'étaient plus mentionnés ; mais Pierre Fourier, nouvellement béatifié, prenait place au 7 juillet et la fête des saints Évêques de Toul était transférée du 1<sup>er</sup> mars après l'octave de la Toussaint, place beaucoup plus logique. Comme à Paris encore, le dimanche ne cédait son office qu'à des fêtes de première ou de seconde classe, et le carême, temps de pénitence, n'était plus égayé par les joyeuses fêtes des saints. Saint Thomas d'Aquin avait été transporté au 18 juillet ; saint Benoît, au 11 du même mois : seuls, saint Joseph et l'Annonciation conservaient leurs dates primitives.

Le bréviaire était disposé de telle sorte que tous les livres de la Bible fussent lus dans le cours de l'année et tout le psautier, récité dans la semaine. Les hymnes et les psaumes des petites heures variaient, suivant les jours, et à la fin de prime, la leçon brève était remplacée par un canon de concile ou de synode toulinois. Les matines du dimanche et des fêtes étaient réparties en trois nocturnes, de trois psaumes chacun ; les psaumes trop longs étaient divisés en deux ou plusieurs fragments ; l'office quotidien était dès lors d'une longueur uniforme et, souvent même, il gagnait en brièveté. Le temps pascal conservait son nocturne unique.

Les antiennes, les versets, les invitatoires, les répons, les capitules,

les leçons brèves avaient été pris exclusivement dans l'Écriture. Les hymnes, du moins en majeure partie, avaient été remplacées par des odes modernes, œuvres des deux Santeuil, de Coffin, de La Brunetière ou de poètes toulous ; les leçons historiques avaient été soigneusement expurgées selon les principes de Launoy et saint Mansuy n'était plus donné que comme un envoyé des *pontifes romains*. Les homélies des Pères avaient été choisies pour servir à l'édification et à l'instruction du prêtre, comme pour fournir de thèmes et d'aliments à ses prédications.

Enfin, et c'était peut-être là le côté le plus curieux du bréviaire toulous, les différentes périodes de l'année liturgique constituaient un enseignement suivi, et l'office de chaque fête offrait le développement d'une idée : antiennes, hymnes, leçons, tout convergeait vers ce but ; des premières vêpres et des matines aux laudes et aux heures du jour, l'Ancien et le Nouveau Testament se répondaient ; et, pour que nul n'en ignorât, une courte maxime le rappelait en temps opportun. Ainsi, dans la première semaine de l'Avent, c'est Sion qui désire le Messie ; dans la seconde, c'est Dieu qui renouvelle ses promesses ; dans la troisième, c'est lui encore qui rappelle quels seront les titres du Sauveur à venir, etc. Ainsi, la fête de saint Mansuy est un véritable drame ; on peut en juger par les arguments : 1<sup>res</sup> vêpres : *Gentis nostræ sedentis in tenebris miserebitur Deus* ; — 1<sup>er</sup> Nocturne : *Ad gentes illuminandas mittitur Mansuetus* ; — 2<sup>e</sup> Nocturne : *Ex Mansueti prædicatione et miraculis gentis nostræ conversio* ; — 3<sup>e</sup> Nocturne : *Summa in nos Apostoli nostri charitas* ; — Laudes : *Ad filios suos Patris nostri monitio* ; 2<sup>e</sup> vêpres : *Patris nostri laus et gloria*. On reconnaît sans peine les théories de M. de L'Aigle.

En somme, le bréviaire de Mgr Bégon, savant, méthodique, varié, ingénieux, était propre à nourrir la piété, à développer le sens des choses de Dieu ; il était exempt de toutes ces hardiesses que l'esprit janséniste ou gallican avait introduites dans les livres de plusieurs Églises, dans ceux de Paris en particulier ; considéré absolument, abstraction faite des circonstances, c'était une œuvre de grande valeur et l'on conçoit l'enthousiasme avec lequel il fut

accueilli, la fidélité avec laquelle il fut gardé, les regrets qui l'ont suivi au moment où il dut céder devant le bréviaire romain. Le malheur est qu'il se présentait comme une nouveauté créée de toutes pièces pour remplacer un vieux livre, composé par les saints, consacré par les siècles, récité par toute la Chrétienté et revêtu de cette majesté que donne à tout ce qu'elle fait, à tout ce qu'elle sanctionne, l'autorité de la sainte Église romaine. Malgré son incontestable mérite, l'œuvre de Mgr Bégon fut un malheur pour l'Église de Toul : elle brisait brusquement la tradition ; elle rompait, du moins pour la liturgie, avec l'unité catholique. Mais, en la condamnant, nous plaçons volontiers pour elle et pour ses auteurs les circonstances atténuantes.

Le bréviaire appelait le missel : les prières du divin sacrifice devaient compléter ces thèmes merveilleux que formaient les fêtes et les périodes de l'année. Les deux travaux avaient été menés de front et le missel parut en 1750 (1) : c'était le même bouleversement. Le canon seul était intact : les introïts des dimanches du carême et l'office du St-Sacrement n'avaient point trouvé grâce : seul, Quasimodo avait échappé au massacre. Chaque messe formait un tout complet : l'introît en contenait le thème ; le graduel était un écho de l'épître ; l'offertoire visait à l'offrande du Sacrifice et la communion était une action de grâces. Le tout répondait à l'office du bréviaire : c'était donc fort ingénieux. Mgr Bégon et ses collaborateurs se flattaient de revenir aux plus pures traditions de l'Église romaine : ils empruntaient leurs collectes au *Sacramentaire* de saint Léon et ils reprenaient de vieux usages, comme celui d'assigner une épître et un évangile au mercredi et au vendredi de chaque semaine. Aux préfaces romaines s'ajoutaient pourtant, pour l'avent, le Saint Sacrement, les saints, le patron, la dédicace, les mariages, un choix d'autres préfaces.

L'œuvre liturgique fut complétée plus tard (2) par l'impression

(1) *Missale ad usum cathedralis ecclesiæ et diœcesis tullensis..... D. D. Scipionis Hieronymi Begon jussu et auctoritate necnon de consensu ejusdem ecclesiæ capituli editum.. Tulli, 1750, in-fol.*

(2) Sous Mgr Drouas.

d'un *Processionnal*, dû au talent et à la piété du chanoine de Clévy (1). Seul, le *Rituel* fut à peine modifié (2) : l'édition qui parut à Nancy, chez Leseure, en 1760, ne diffère du livre de Henri de Bissy que par quelques détails, dans les cérémonies des sépultures (3).

Cette transformation de l'office divin fut la dernière œuvre importante de Mgr Bégon. Après trente ans de ce laborieux et fécond épiscopat, il sentit brusquement ses forces faiblir, vers la fin de 1753, et il mourut pieusement, assisté dans ce combat suprême par son neveu, Charles Michel Foyal de Donnery (4), doyen du chapitre, le 28 décembre de cette année.

En annonçant cette mort à ses collègues, René D'Archambault (5), président du chapitre, compara le regretté défunt aux plus grands évêques des premiers temps de l'Église ; il célébra son exactitude à remplir tous les devoirs de sa charge, sa vie édifiante, ses nombreux et utiles travaux (6). Ces éloges n'avaient rien d'exagéré : Scipion-Jérôme Bégon fut, par ses vertus sacerdotales, son zèle actif et vigilant, sa bonté et sa mansuétude, sa prudence dans l'administration et sa rare connaissance des hommes, le digne successeur de ces évêques que la Providence avait procurés au diocèse de Toul pour le remettre de ses terribles épreuves. A la cour où il se rendait rarement, on l'appelait le saint prélat (7) et Chevrier, si peu tendre pour les hommes, résume ainsi l'opinion de ses contemporains (8) :

(1) *Processionale Tullense.... D. D. Claudii Drouas jussu et auctoritate necnon de venerabilis ejusdem Ecclesiæ capituli consensu editum.* Nancy, Leseure, 1736, in-4°.

(2) *Rituel de Toul imprimé par ordre d'Illustrissime et Révérendissime Seigneur Mgr Henri de Thiard-Bissy.* Nouvelle édition, Nancy, Leseure, 1760, in-4°.

(3) Les livres de Mgr Bégon furent maintenus intacts jusqu'à la suppression du diocèse en 1801 : ils furent adoptés pour leurs nouveaux diocèses par les évêques de Nancy et de St-Dié et ils réglèrent l'ordre de la prière jusqu'au retour à la liturgie romaine.

(4) Jacques Michel Foyal de Donnery, prêtre du diocèse de Blois, docteur de Sorbonne, abbé de Mureau, fut chanoine de Toul, archidiacre de Vittel, et enfin doyen du chapitre en 1746. Il mourut le 3 janvier 1763 (Dumesnil, *op. cit.*).

(5) René-Nicolas D'Archambault, prêtre du diocèse de Chartres, chanoine de Laon, fut nommé par le roi chanoine de Toul en 1741. Il fut vicaire-général de l'Évêché et mourut le 31 décembre 1756 (Dumesnil, *op. cit.*).

(6) *Délib. capit.*, Arch. de M.et-M., G. 97.

(7) Villemain, *op. cit.*, 16.

(8) *Mémoires pour servir à l'histoire des hommes illustres de la Lorraine*, II, 206.

« Scipion-Jérôme Bégon, pasteur vigilant et prélat sage, toujours dans son diocèse quoiqu'il ne soit pas éloigné de Paris. Il y a peu d'évêques aussi zélés, aussi attachés aux fonctions saintes de leur ministère. Un caractère aimable, une piété fervente sont les vertus de cet évêque, préférables sans doute à la réputation d'un bel esprit et d'un savant. » Ce laconique éloge vaut mieux que le panégyrique le plus pompeux.

Le défunt fut inhumé dans la chapelle des évêques, le 31 décembre, et au service de quarantaine qui fut célébré le 30 janvier 1654, Mgr de Saint-Simon, évêque de Metz, officia pontificalement et l'abbé Clément, aumônier et prédicateur ordinaire du Roi de Pologne et doyen de la collégiale de Ligny, prononça l'oraison funèbre (1).

Comme gage de son affection envers son Église, Mgr Bégon légua au trésor de la cathédrale sa croix pastorale en or massif, enrichie de saphirs et de diamants, souvenir du mariage de la princesse Elisabeth-Thérèse de Lorraine et du roi de Sardaigne, une garniture d'autel en argent, présent de l'empereur et, une tapisserie de haute lisse représentant l'histoire de Moïse. Les chanoines reconnaissants fondèrent un service anniversaire pour le repos de son âme et firent inscrire sur leur registre l'épithaphe que le prélat avait composée lui-même (2).

Son administration ferme, prudente, paternelle laissait un diocèse florissant, des œuvres pleines d'espérances, un clergé en général animé de l'esprit de sa sainte vocation. Les événements politiques avaient servi ses intentions pacificatrices et détruit le principe de tant de regrettables conflits. Pourtant le Jansénisme, malgré sa vigilance, s'était propagé sourdement dans plusieurs communautés religieuses, les Bénédictins et les Chanoines-Réguliers entre autres (3) ; avait gagné par elles un certain nombre de prêtres

(1) *Oraison funèbre de.... Mgr Scipion-Jérôme Bégon, évêque-comte de Toul, prince du Saint-Empire, prononcée dans l'église cathédrale de Toul, le 30 janvier 1754*, par M. l'abbé Clément, aumônier et prédicateur ordinaire du roi de Pologne. Nancy, Antoine, 1754 (*Rec. Mand.*, IV, 143).

(2) *Délib. capit.*, Arch. de M.-et-M., G. 99, f° 61.

(3) Chatrian, *Anecd. toulouses*, *passim*. — Rogie, *Hist. du B. Pierre Fourier*, III, 495 et sq.



séculiers ; avait trouvé à Nancy un puissant appui dans le gallicanisme des magistrats et formé un groupe assez compact pour éveiller de sérieuses inquiétudes (1). L'unité politique elle-même, dissimulée sous le masque de la souveraineté de Stanislas, était encore bien incertaine. Les Lorrains se rattachaient, avec l'obstination du patriotisme, à l'ombre de leur nationalité et ils ne pardonnaient pas au roi de Pologne de s'être mis à la discrétion de l'agent du roi de France, Chaumont de La Galaizière ; la noblesse se sentait rabaissée à une situation humiliante ; la Cour souveraine protestait contre le contrôle que prétendait exercer sur ses actes ce ministre trop autoritaire, et le peuple gémissait des lourdes contributions, des nombreuses et pénibles corvées auxquelles le condamnait l'insatiable chancelier. Sous quelque rapport qu'on le considérât, politique, économique ou religieux, il était évident que le pays subissait une crise : le sort du diocèse allait dépendre de l'épiscopat suivant.

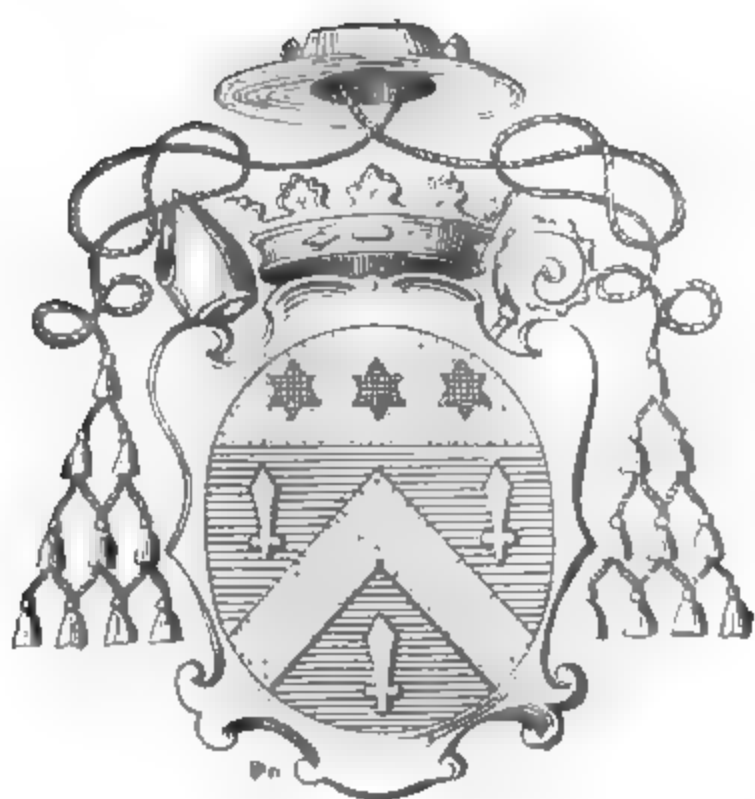
---

(1) Villemain, *op. cit.*, 58.

## CHAPITRE VI

### Administration de Claude Drouas de Boussey <sup>(1)</sup>.

---



Le siège de Toul eu plusieurs compétiteurs. M. de Raigecourt, aumônier du roi, appartenait à l'une des premières familles lorraines et sa nomination était sollicitée par ses compatriotes; M. de Nicolaï, chanoine de Paris et prieur du Val des Écoliers, avait rempli, avec le plus grand succès, les fonctions d'agent de France auprès de la

Cour pontificale et sa candidature était fortement appuyée par

(1) Sources. — Villemin, *Essai sur la vie de Mgr Drouas, évêque et comte de Toul*. Ms. 131 de la Bibl. du Séminaire de Nancy. — Villemin, curé de Vallois, fut longtemps secrétaire de Mgr Drouas; il écrivit cet essai en 1790, à la demande de M. Camus, vicaire-général de Nancy. C'est une biographie qui veut être impartiale, mais qui nécessairement tient encore du panegyrique et qui renferme plusieurs lacunes (l'affaire du curé de Ludres, entre autres). On y voudrait plus de précision dans les dates et dans les détails; c'est toutefois une mine très précieuse. — Le manuscrit original est conservé à l'évêché de Nancy. La biblio-

le Dauphin(1). Entre eux deux, le choix était délicat et c'est peut-être grâce à cela que le duc et maréchal de Mirepoix, alors très influent, réussit à faire passer l'un de ses protégés, Claude Drouas de Boussey, homme moins en vue, mais non moins méritant.

D'une vieille maison de Bourgogne (2), apparentée aux Languet et aux Bossuet, le nouveau prélat était né, le 29 septembre 1712, à Boussey (3), près de Vitteaux, au diocèse d'Autun. Sa jeunesse fut tour à tour ballottée de la vérité à l'erreur, de l'erreur à la vérité. Élève des Jésuites de Dijon, il fut réclamé, pour son petit séminaire, par Bossuet, évêque de Troyes, irréductible appelant; ardent comme il l'était, il fût sans doute devenu lui-même un actif champion de la secte janséniste, si un autre de ses cousins, vaillant défenseur de la foi catholique, ne l'eût tiré à temps de cette pépinière de l'hérésie. Jean-Joseph Languet de Gergy, à peine transféré de l'évêché de Soissons au siège métropolitain de Sens (1730), obtint du père, Jacques Drouas, la permission de poursuivre l'éducation du jeune clerc. Il le plaça à Sainte-Barbe, puis au collège de Lisieux; il n'eut qu'à se féliciter de ses progrès dans la science et dans la vertu, et de l'application qu'il mit à effacer de son âme les impressions qu'il avait apportées de Troyes.

Aussi l'aimait-il comme un fils et, quand il revint de Paris avec l'onction sacerdotale, avec le diplôme de licencié en théologie et de membre de la Société de Navarre, il lui procura une stalle au chapitre et fit de lui son commensal, son secrétaire et son confident. A l'école du saint archevêque, Claude Drouas put se former à la piété forte, au détachement, à l'austérité de la vie, au zèle

thèque de Nancy possède aussi une copie de cet ouvrage (n° 971) et la Société d'Archéologie lorraine, deux (n°s 182 et 183).

Chatrian, *Anecdotes toulouses*, Ms. 187 de la Bibl. du Sém. de Nancy. — *Délib. capit.*, Arch. de M.-et-M., G. 77.

(1) Nicolai fut évêque de Verdun, de 1734 à 1769. (Roussel, 2<sup>e</sup> édit., II, 84 et sq.)

(2) La maison des Drouas de Boussey portait *d'azur au chevron d'or, accompagné de trois fers de lance d'argent; au chef d'or, chargé de trois molettes de sable*.

(3) Boussey, c. de Vitteaux, Côte d'Or.

infatigable pour le salut des âmes et pour l'intégrité de la foi. Il connut Bridaine dans une mission que fit à Sens cet homme de Dieu et, sous sa direction, il essaya les remarquables talents oratoires que la Providence lui avait départis. Un instant, Jean-Baptiste Languet, frère du métropolitain, songea à lui résigner sa cure de Saint-Sulpice ; mais le prélat ne voulut point se séparer d'un collaborateur aussi tendrement aimé. Il le nomma vicaire-général, en 1743, puis archidiacre d'Étampes et ensuite de Melun, et lui fournit ainsi une vaste carrière pour s'exercer à l'administration. Plusieurs sermons d'apparat qu'il eut à prononcer (1), et surtout sa députation et sa conduite à l'assemblée du clergé, en 1747, le mirent en vue, et Mirepoix qui déjà le protégeait, lui fit donner, le 23 mai 1749, l'abbaye de Morigny, au diocèse de Sens (2).

Languet de Gergy suivait tout heureux les travaux et les progrès de son fils d'adoption : il se flattait de lui voir bientôt la mitre en tête et la crosse en main, et il se plaisait à le former encore davantage aux vertus et aux talents de l'épiscopat. Il ne lui fut pas donné de le marquer des saintes onctions : il mourut le 17 mars 1753 et, sur son tombeau, Claude Drouas, laissant parler son cœur, fit entendre une éloquente oraison funèbre.

Excitée par la faveur toujours croissante de l'archidiacre et peut-être aussi par certains écarts de son zèle, l'envie avait dû jusque-là se consumer en silence : l'archevêque mort, elle leva le front, prévint l'esprit de Mgr de Luynes, son successeur, et réussit à éloigner de Sens l'homme dont le crédit lui portait ombrage. Claude se retira dans la communauté de Saint-Sulpice et, tout en prenant soin de ne se point faire oublier (3), il attendit les événements. Son attente ne fut pas longue : le 17 février 1754, une lettre de Mirepoix, conçue en termes des plus flatteurs, lui annonça que le roi venait de signer sa nomination à l'évêché de Toul.

(1) Il donna, entre autres, un sermon devant le roi, dans la chapelle de Fontainebleau.

(2) *Morigny*, abbaye de Bénédictins, auj. c. d'Étampes, Seine-et-Oise.

(3) Il fournit, entre autres, sur la demande du ministre, un état des revenus et des charges de l'archevêché de Sens ; ce qui ne lui ménagea pas les sympathies de Luynes, mais lui conserva la faveur de Mirepoix.

Dès le 2 mars suivant, il reçut, avec les félicitations du chapitre, des lettres de vicaire général, *sede vacante* (1). Désireux d'honorer l'épiscopat par la majesté de la science, il prit le bonnet de docteur auprès de la faculté de Théologie ; puis il se fit sacrer, le 12 mai, par Christophe de Beaumont, archevêque de Paris, dans la chapelle de l'archevêché, et prit le chemin de sa ville épiscopale. Il s'était fait précéder de ses bulles ; quelques termes qui pouvaient paraître contraires aux droits d'exemption et de juridiction du chapitre, excitèrent quelques protestations ; mais, cette fois, les chanoines se bornèrent à rédiger des remontrances et ils décidèrent qu'ils recevraient toutefois l'évêque avec les cérémonies ordinaires.

L'entrée solennelle eut lieu le 5 juin, à cinq heures du soir : tout se passa selon les règles ; sur le parvis, Mgr Drouas répondit au doyen par un long discours en beau latin (2) ; puis, à peine installé dans son palais épiscopal, en vrai disciple du pieux archevêque de Sens, il se composa un règlement minutieux qu'il devait suivre sans défaillance jusqu'en ses dernières années.

Lever à quatre heures et demie ; méditation d'une demi-heure ; récitation des petites heures ; célébration du saint-sacrifice ; puis travail jusqu'au dîner. Après le repas, promenade ou conversation ; vers quatre heures, reprise du travail ; à six heures ou à sept, selon la saison, récitation du bréviaire, récréation, souper, temps libre, puis coucher vers dix heures : telle fut dès lors la disposition de ses journées. En voyage et en tournée de confirmation, il s'arrangea toujours pour sauvegarder au moins le temps sacré des exercices de piété.

Il régla sa maison selon les principes de la plus sage et de la plus minutieuse économie, sachant concilier les exigences de sa dignité avec les habitudes d'une vie frugale et mortifiée ; veillant à

(1) *Délib. capit.*, Arch. de M.-et-M., G. 97.

(2) *Oratio inauguralis illustrissimi ac reverendissimi D. Drouas de Boussey, episcopi et comitis tullensis, habita in ecclesia cathedrali tullenst, die V Junii 1754.* — Ce discours, transcrit dans les actes capitulaires, ne remplit pas moins de quatre pages du registre (Arch. de M.-et-M., G 97, f° 65 et sq.). — Il se trouve aussi dans le *Recueil des Mandements* (IV, 171). A ma connaissance, c'est le seul spécimen qui nous reste de l'éloquence tant vantée de notre ancien évêque.

ce que rien ne fût gaspillé, à ce que tous les revenus rentrassent exactement, à ce que les biens de l'évêché, les vignes en particulier (1), fussent exploités de la manière la plus lucrative. Aux gens prévenus, aux indifférents même, tout ceci parut avarice ou cupidité : mais, en réalité, le prélat agissait ainsi par désir de se ménager le plus de ressources possible pour ses aumônes et pour ses fondations.

Centralisant entre ses mains l'administration du diocèse, il voulut que toutes les demandes lui fussent adressées, que toutes les affaires lui fussent soumises, que toutes les difficultés lui fussent signalées. C'était se condamner à un labeur incessant et parfois écrasant : il n'y manqua jamais, même dans les tournées de confirmation : tout prêtre, tout laïc qui venait le trouver, recevait audience aux heures marquées ; chaque lettre, chaque affaire avait, par retour du courrier, sa réponse ou sa décision claire, exacte, catégorique et parfois, il faut bien le dire, d'une sévérité qui allait jusqu'à la rudesse. C'était le défaut d'un zèle servi par une âme vive et impressionnable : on pouvait s'en irriter ; mais tout esprit droit ne pouvait s'empêcher de reconnaître la justice de la réprimande et tous savaient que le cœur de l'évêque était moins dur que ses procédés. Ainsi le bon pasteur connaissait ses brebis ; il en était connu et, d'une extrémité à l'autre de ce vaste territoire, régnait l'unité de direction et de gouvernement.

Il s'imposa de parcourir, chaque année, l'un des six archidiaconés pour y administrer le sacrement de Confirmation, visiter les paroisses et les églises, se rendre compte par lui-même des besoins de ses ouailles, prescrire les mesures nécessaires, apprécier la vertu, le talent et les travaux de ses prêtres, en un mot, remplir ses fonctions de surveillant et s'acquitter de ses devoirs de premier pasteur.

La foi était alors menacée par les sarcasmes, les insinuations et les attaques des Voltaire, des Diderot, des d'Alembert et des autres encyclopédistes. Claude Drouas employa tout son zèle à la défen-

(1) Il fit soigner ses vignes et son vin, selon la méthode bourguignonne (Villemain, *op. cit.*).

dre et à l'affermir. Il donna, en 1763, une nouvelle édition du *Catéchisme* diocésain (1), plus claire et légèrement abrégée, mais encore trop savante et trop volumineuse pour être vraiment populaire ; il l'annonça par un *Mandement* qui célébrait les beautés et les vertus de la doctrine catholique et prémunissait son peuple contre les rires de l'incrédulité (2). L'année suivante, il adressa au clergé et aux fidèles des *Instructions sur les principales vérités de la religion et sur les principaux devoirs du Christianisme* (3).

L'assemblée du clergé de France, justement alarmée des dangers qui menaçaient l'Église, fit paraître, en 1765, une longue *Déclaration* et l'envoya à tous les évêques du royaume, avec prière de la publier sans retard. Claude Drouas s'empressa de répondre à cet appel (4) ; avec ses collègues, il exposa les droits de l'autorité spirituelle ; il protesta contre les envahissements des parlements sur la juridiction ecclésiastique ; il condamna les œuvres de Bayle, le *Livre de l'Esprit* d'Helvétius, l'*Encyclopédie*, *Émile* et les ouvrages faits pour sa défense, le *Contrat social* et les *lettres écrites de la Montagne* de J.-J. Rousseau, l'*Essai sur l'histoire générale* et la *Philosophie de l'histoire* de Voltaire, le *Despotisme oriental* et le *Dictionnaire philosophique*. Cet acte fait honneur à la vigilance de l'épiscopat français ; mais il ne devait point arrêter le mal : cinq ans plus tard, l'assemblée du clergé rédigea un *Avertissement sur les dangers de l'incrédulité* et Mgr Drouas, en le communiquant à ses fidèles, ordonna, par mandement du 1<sup>er</sup> novembre 1770, que, dans

(1) *Catéchisme du diocèse de Toul imprimé par ordre d'Illustriss. et Reverendiss. Seigneur Mgr Claude Drouas, évêque-comte de Toul*. Nancy, Leseure, 1777, nouvelle édition, xxxii-316, in-8°. (Je cite ici l'exemplaire conservé à la bibliothèque de Nancy, n° 5929 du *Catalogue Farier*. — Ce catéchisme dont le fonds est constitué par le catéchisme de Henri de Bissy (voir p. 372), eut plusieurs éditions : nous connaissons celle de Leseure, en 1777, et une note de l'abbé Marchal, sur l'exemplaire de la bibliothèque de Nancy, nous en signale une seconde en 1832, à Nancy, chez Hissette.

(2) *Mandement de Mgr l'Évêque-comte de Toul... suivi de l'ordre et méthode du Catéchisme*. — 1<sup>er</sup> juillet 1763 (*Rec. des Mand.*, IV, 343).

(3) Épinal, Dumoulin, 1764, in-8°.

(4) *Lettre pastorale de Mgr l'Évêque-comte de Toul... portant publication des Actes de l'Assemblée générale du Clergé de France sur la Religion*. 1765. — 21 septembre 1765 (*Rec. Mand.*, IV, 380).

toutes les églises du diocèse, durant les exercices d'un jubilé qui allait s'ouvrir incessamment, l'on chanterait certaines prières en amende honorable des injures que faisaient à la religion tant d'écrits scandaleux et impies (1).

Le pieux prélat voulut, du moins, prévenir l'esprit des jeunes gens contre ces doctrines pernicieuses. Il fit réimprimer pour eux les *Maximes chrétiennes et règles de vie... tirées de la sainte jeunesse de Jésus-Christ* (2) et les *Instructions chrétiennes... utiles à toutes sortes de personnes, mêlées de plusieurs traits d'histoire et d'exemples édifiants* (3). Comme la piété est l'un des meilleurs soutiens de la foi, il composa lui-même un Livre d'*Heures* (4). C'était un ouvrage analogue au *Bon Paroissien* de Claude Varnerot; il renfermait, à l'usage des fidèles du diocèse, les principaux offices de l'Église, la méthode pour faire oraison, la manière de sanctifier le Dimanche, de se préparer à la Confession, à la Communion, etc... Un mandement du 8 décembre 1759 érigea une « *Congrégation de Demoiselles* » dans l'église Saint-Waast et invita les curés à établir dans leurs paroisses de semblables congrégations, avec réunions hebdomadaires, chant de l'office de la Vierge, lecture pieuse ou instruction (5). Ces associations étaient éminemment propres à nourrir et à fortifier la vie chrétienne et à sauvegarder les lois sacrées de la morale. Elles existaient déjà dans maintes localités; mais, à l'instigation de l'évêque, elles se multiplièrent et s'organisèrent sur toute la surface du diocèse et bientôt chaque paroisse eut sa congrégation, avec un règlement et des pratiques identiques.

Mgr Drouas rédigea aussi des statuts pour les congrégations d'hommes et de jeunes gens (6) qui fonctionnaient dans beaucoup

(1) *Rec. Mandem.*, V, 189.

(2) Épinal, C. A. Dumoulin, 1738, in-8°.

(3) Épinal, Dumoulin, 1762, in-8°.

(4) *Mandement de Mgr l'Évêque-comte de Toul pour la publication des Heures nouvelles à l'usage du diocèse de Toul.* — 18 avril 1736 (*Rec. Mand.*, IV, 215).

(5) *Ibid.*, 290.

(6) *Règlements pour les Congrégations de Notre-Dame établies ou à établir dans les paroisses, surtout de la campagne, pour les hommes et les garçons, approuvés par Mgr l'évêque de Toul* (*Ibid.*, 292).



d'endroits et qu'il désirait voir se former partout, et ainsi se compléta cet ensemble d'œuvres qui groupait les fidèles en de fécondes associations, sous la protection de la sainte Mère de Dieu. Dans la paroisse idéale que rêvait le prélat (et son rêve ne fut point une utopie), les garçons et les hommes, résolus à remplir exactement leurs devoirs de chrétiens, psalmodiaient, le dimanche, à l'aube du jour, les matines et les laudes du Petit-Office en l'honneur de la Sainte Vierge ; ils entendaient une lecture spirituelle ou une instruction, et ils se retrouvaient à la grand'messe, avec toute la paroisse pour rendre gloire à Dieu et écouter le prône de leur pasteur. Les jeunes filles, vers la première heure de l'après-midi, chantaient les vêpres de Notre-Dame ; les enfants leur succédaient à l'église, pour le catéchisme ; les parents venaient les rejoindre, pour les vêpres de la paroisse ; les dames de charité récitaient le Rosaire et la journée se terminait par la prière en commun et une lecture pieuse.

Ces coutumes se généralisèrent dans tous les bourgs et les villages ; elles furent, semble-t-il, une particularité de notre Église toulouise ; elles subsistent encore, en tout ou en partie, dans beaucoup de localités, et c'est à elles que nos campagnes lorraines doivent d'avoir gardé la foi et les habitudes de la vie chrétienne. La gloire en revient à Dieu ; mais notre reconnaissance doit un souvenir à l'évêque, zélé et vigilant, qui sut promouvoir et perfectionner l'œuvre de ses prédécesseurs.

Pour faciliter aux fidèles la pratique de leurs devoirs, il diminua le nombre des fêtes chômées : à partir du 12 mars 1758, date de ce mandement, restèrent seuls de précepte, tous les dimanches, les lundis de Pâques et de la Pentecôte, l'Ascension, la Fête-Dieu, le jeudi et le vendredi saints, jusqu'après l'office ; la Circoncision et l'Épiphanie, en janvier ; la Purification, en février ; l'Annonciation, en mars ; la Saint-Philippe, en mai ; la Saint-Jean-Baptiste et la Saint-Pierre, en juin ; l'Invention de Saint-Étienne, à Toul, et l'Assomption, en août ; la St-Mansuy et la Nativité, en septembre ;

(1) *Ordonnance de Mgr l'évêque-comte de Toul pour la fixation des fêtes qui se célébreront dorénavant dans le diocèse. — 12 mars 1758 (Ibid., 241).*

la Toussaint, le jour des Morts, jusqu'après l'office, et la Saint-André, en novembre ; la Saint-Nicolas, la Conception, la Saint-Thomas, Noël et les deux jours suivants, en décembre ; la dédicace et la fête patronale.

A la prière de Stanislas et de sa fille, la reine Marie Leczinska (1), Claude Drouas introduisit dans son Église la fête du Sacré-Cœur de Jésus et, comme la plupart des évêques de France, il en fixa la célébration au second dimanche après l'Épiphanie. En cela, il cédait autant aux inspirations de sa propre dévotion qu'aux instances de Leurs Majestés Polonaises et son mandement, daté du 25 décembre 1763, respirait la piété la plus tendre ; il revisa et fit imprimer l'office du Sacré-Cœur, à Nancy, chez Leseure (2), et il fit éditer aussi, par le même libraire, en 1765, des *Instructions pratiques et des prières pour honorer le Sacré-Cœur de Jésus* (3).

Cette institution fut généralement bien accueillie et les mécontents n'osèrent témoigner trop haut leur dépit : on savait que Stanislas et la reine en étaient les instigateurs et l'on garda, du moins pour l'instant, un silence prudent et respectueux ; toutefois, au sein du chapitre, s'éleva, à ce sujet, une discussion assez vive (4). Les chanoines avaient agréé le projet de l'évêque dans leur réunion du 11 novembre ; mais l'un d'entre eux, Henri Montignot (5), gagné sans doute par les idées jansénistes, protesta contre la décision de l'assemblée capitulaire, par devant le notaire royal et apostolique de l'évêché. Il alléguait que le *quorum* n'avait pas été atteint ; que le doyen était absent, lors de la discussion et du vote ; que la fête était sans objet nouveau, faisait double emploi avec la fête du Saint-Sacrement et avait pour bases les révélations d'une religieuse qui n'avait pas encore « une autorité nécessaire pour que des

(1) Villemin, *op. cit.*, 79.

(2) *Officium sacratissimi Cordis Domini Nostri Jesu Christi, Illust. et Rever. DD. Claudii Drouas de Boussey... editum.* Nanceii, Leseure, 1764 (*Rec. Mand.*, IV, 361).

(3) Nancy, Leseure, 1765, in-8°.

(4) *Délib. capit.*, 11 novembre 1763 (Arch. de M.-et-M., G. 4339).

(5) Henri Montignot, prêtre du diocèse, docteur en théologie, chanoine de Toul et membre de l'Académie de Nancy, mourut le 1<sup>er</sup> mars 1790 (Dumesnil, *op. cit.*).

églises cathédrales daignent y déférer ». Les réclamations de Montignot restèrent sans écho ; le chapitre maintint sa décision et Marie Leczinska fit élever, vers 1765, en l'honneur du Cœur adorable, dans la chapelle du transept dédiée jusqu'alors à saint Gérard, un autel enrichi de marbres et orné d'un tableau de Girardet (1).

L'évêque de Toul ne fit point un accueil aussi favorable à une dévotion nouvelle qui prit naissance dans son diocèse (2). Une religieuse annonciade de Nancy se croyait favorisée de révélations et d'extases et avait convaincu son directeur le Père Lebœuf, jésuite plus pieux qu'éclairé, de la réalité de ces phénomènes extraordinaires. Or, un jour, elle s'imagina que le Sauveur lui apparaissant, s'était plaint à elle du délaissement où l'Église laissait son Ame sainte, alors qu'elle célébrait, par des fêtes spéciales, son Corps sacré et son divin Cœur, et il lui avait demandé de se faire l'apôtre de ce culte particulier. Pour quiconque avait une connaissance exacte du dogme de l'Eucharistie, l'illusion était évidente ; mais le directeur se laissa prendre et il accepta avec une joie mystique le rôle de Père de La Colombière, auprès de cette seconde Marguerite-Marie.

Il fit part de cette révélation à plusieurs communautés religieuses, persuada des ecclésiastiques, réguliers ou séculiers, réunit un millier de signatures au bas d'une supplique qui demandait l'érection d'une confrérie en l'honneur de la Sainte-Ame de Jésus-Christ et fit présenter cette pétition à l'évêque, alors à Nancy, par un chanoine de la Primatiale. Mgr Drouas prit la chose en riant et engagea le mandataire à consacrer son zèle à des dévotions plus solides. Mais, les partisans de la nouvelle pratique ne se rebutèrent point ; ils rédigèrent une nouvelle requête, la firent signer par un plus grand nombre encore de personnes pieuses et l'envoyèrent à

(1) P. Boyé, *Lettres inédites du roi Stanislas à Marie Leszczyńska*, dans *Mém. Ac. Stan.*, n° 107. — L'autel de la cathédrale de Toul fut le second érigé par Stanislas dans le diocèse ; le premier fut celui de la chapelle des Bénédictines du Saint-Sacrement de Nancy (*Ibid.*). — Cet autel de Toul ne fut terminé que sous l'épiscopat suivant (Arch. nat., E. 666, n° 16).

(2) Villemin, *op. cit.*, p. 47 et sq. — Chatrian, *Anecd. toul.*, 27 mars 1773.

Toul, avec deux manuscrits d'instructions et de prières, composés pour l'usage des confrères et déjà prêts pour l'impression.

Il eût été dangereux d'aigrir les esprits et d'exciter le fanatisme ; le prélat reçut donc la requête et les manuscrits et soumit le tout à l'examen de M. Ferris, supérieur du séminaire, de M. Sueur, professeur de théologie, et de deux autres théologiens (1) ; il était assuré d'avance de leur réponse. Très justement, ils jugèrent ce culte spécial de l'Ame du Christ contraire au dogme de l'Incarnation et nuisible à la dévotion envers la Sainte-Eucharistie, et ils découvrirent dans les manuscrits plusieurs erreurs condamnées par l'Église. Fort de cette consultation, Mgr Drouas manda le Jésuite, le convainquit de la fausseté et des dangers des révélations de sa pénitente et obtint de sa part un complet désistement. Ainsi se termina l'affaire, sans scandale et sans bruit.

Dans son fructueux ministère à Sens, l'évêque de Toul avait acquis une grande expérience et un goût prononcé pour la direction des communautés de femmes (2). A peine installé dans son diocèse, il s'adonna à cette œuvre importante ; il entretenait avec les religieuses qui s'adressaient à lui dans leurs ennuis et leurs difficultés, une correspondance suivie et d'aucuns ont regretté qu'on ait négligé de recueillir ces lettres spirituelles, certains que les confesseurs et les aumôniers y eussent pu recueillir de précieuses maximes ou d'importants conseils. Il veilla à procurer aux maisons de bons supérieurs locaux, des directeurs éclairés, de vigilants visiteurs. Ses exhortations, ses remontrances, parfois des mesures plus énergiques arrêtaient dans les cloîtres l'esprit d'indépendance, de relâchement, de propriété. Ses aumônes ou ses prêts sauvèrent d'embarras financiers plusieurs communautés, le monastère de Notre-Dame de Gondrecourt, en particulier, les Annonciades de Pont-à-Mousson, les Ursulines de Ligny, les Bénédictines du Saint-Sacrement et les Tertiaires dominicaines de Toul.

Ses préférences toutefois furent pour les sœurs d'école (3). Il

(1) Chatrian, *op. cit.*, 27 mars 1773.

(2) Villemin, *op. cit.*, 44 et sq.

(3) *Ibid.*, 50.

encouragea et développa l'œuvre du chanoine Vatelot. La petite congrégation et son noviciat étaient alors dirigés par Barbe Vatelot, sœur du fondateur. C'était une personne d'esprit et de vertu ; mais elle n'entendait rien à l'administration et elle était trop âgée pour qu'il fût possible de la former. Avec d'habiles ménagements, Mgr Drouas obtint sa démission et il la remplaça par deux religieuses du plus grand mérite : sœur Jeanne Perrin fut supérieure générale et sœur Jeanne Daniel, maîtresse des novices et directrice de la mère-école (1). Chaque année, le prélat donnait lui-même la retraite aux religieuses de la congrégation ; il stimulait les vocations et encourageait les créations nouvelles ; il réunit plus de 60.000 livres, qu'il destinait à l'établissement d'une sœur dans chacune des paroisses du temporel de l'évêché (2) ; il eut la consolation de voir ses diocésains imiter son exemple et il put, durant le cours de son épiscopat, compter environ cent fondations d'écoles de petites filles ; c'était certes un beau résultat.

Mais c'est au bon recrutement et à la sanctification de son clergé que le vigilant prélat consacra ses soins les plus empressés (3). Il développa son séminaire, mit les places au concours, donna un règlement bien précis à la section de philosophie (4), approuva le cours de philosophie que MM. Camier et Gigot avaient composé pour le séminaire de Toul (5), introduisit la touchante cérémonie de la réuovation des promesses cléricales et employa tous les moyens pour maintenir dans la maison l'esprit de religion et l'amour de l'étude. Il assistait aux retraites ; il multipliait les

(1) Ces deux noms m'ont été fournis par Mme l'Archiviste de la Maison-Mère de la Doctrine-Chrétienne.

(2) Villemin, *op. cit.*, 27.

(3) *Ibid.*, 36 et sq. — Lenfant, *Vie de M. Antoine-Gabriel de Manessy*. Nancy, Hissette, 1807, *passim*. — Thiriet, *L'abbé Gabriel Mollevaut*. Nancy, Vagner, 1886, 16 et sq. ; 100 et sq.

(4) *Règlement du Petit Séminaire de Toul approuvé par Mgr l'Évêque-comte de Toul et imprimé par son ordre*. Toul, Carez, 1765, in-32 (*Rec. Mand.*, IV, 417). — Ce règlement était à peu de choses près identique à celui de M. Abgrail, suivi par la section de théologie.

(5) *Institutiones philosophicæ, ad usum seminarii Tullensis, Illustrissimi ac Rev. in Christo Patris DD. Claudii Drouas, episcopi et comitis Tullensis, jussu et auctoritate editæ* (Auct. Camier et Gigot). Neocastri, Monnoyer, et Tulli Leucorum, J. Carez, 1769, 5 vol. in-12.

exhortations et il mettait tous ses soins à procurer à ses clercs des professeurs pieux, prudents et instruits (1), et à la communauté, des supérieurs remplis de l'esprit de Dieu, versés dans le discernement des esprits et dans la direction des âmes sacerdotales. M. Abgrail n'était plus dans le poste qu'il avait occupé avec tant de fruit : était-il mort ? avait-il été appelé ailleurs ? nous l'ignorons. Mgr Drouas, à peine nommé, eut donc à chercher un supérieur et, en cela, il ne fut pas heureux. Il crut trouver en M. Valiton l'homme qu'il lui fallait. Ce disciple de saint Vincent de Paul avait été curé de Fontainebleau ; il avait donc l'expérience du ministère et, dit Villemin « il joignait à un bon esprit, à beaucoup de douceur et de politesse toutes les connaissances nécessaires pour bien former les jeunes gens à l'état ecclésiastique ». Le prélat le demanda et l'emmena plein d'espoir dans son nouveau diocèse ; mais il avait compté sans la maladie. M. Valiton fut bientôt réduit à garder la chambre et la communauté, laissée sans surveillance, ne se soutint guère que par l'impulsion qu'elle avait reçue. L'évêque s'aperçut à temps du danger ; il dut se séparer de son premier collaborateur et il obtint, à sa place, M. Holleville. Mais ce religieux, d'un rare mérite, ne fit que passer à Toul : il fut nommé assistant général de sa congrégation et il eut pour successeur M. Lebail, saint prêtre, sans grand talent qui fut éclipsé par l'un de ses confrères, M. Broquevielle, alors réfugié à Toul (2).

Successivement professeur à Saint-Lazare et à Tours, supérieur du séminaire d'Auxerre sous l'épiscopat de Mgr de Condorcet et du séminaire des Bons-Enfants à Paris, ce nouveau venu avait encouru le ressentiment des Parlementaires et des Gallicans pour un panégyrique de saint Pierre qu'il avait prononcé, le 29 juin 1756, à Auxerre, dans l'église St-Pierre en Vallée, et pour l'active collaboration qu'il avait prêtée à Christophe de Beaumont dans l'affaire des

(1) MM. Simonin, entre autres, et Brunet, professeurs de théologie (Voir Thiriet, *op. cit.*, 17 et sq.).

(2) Villemin, *op. cit.*, 37. — Sur M. Broquevielle, voir Villemin (*loc. cit.*) et Chatrian, *Anecd. toul.*, *passim*, tous deux relativement modérés.

billets de confession ; comme le courageux archevêque, il avait dû partir pour l'exil.

Esprit brillant, bon écrivain, orateur éloquent, le supérieur disgracié arriva en Lorraine avec l'auréole de la persécution. Mgr Drouas lui fit l'accueil le plus aimable et fut vite séduit par la variété de ses aptitudes et les charmes de sa conversation ; il l'emmena dans une tournée de confirmation qu'il avait à faire dans les Vosges ; il lui fit prêcher deux consécrations d'églises et, de plus en plus ravi de son commerce, il le choisit pour son directeur, lui donna des lettres de grand vicaire et le demanda pour supérieur de son séminaire.

Il se flattait de trouver en lui un second Abgrail ; mais il s'était lourdement trompé. Cet homme spirituel, savant, habile, pouvait être un apôtre zélé, un irréductible ennemi des Jansénistes, des Gallicans, des Parlementaires : il n'avait point la prudence, la maturité, le discernement nécessaires au bon gouvernement d'un séminaire et à la sage formation du clergé. Il garda trop longtemps dans sa maison, il protégea même des élèves, enthousiastes partisans des idées nouvelles, comme François de Neufchâteau (1) et son ami, Gabriel Bexon (2). Il ne se montra pas assez sévère pour

(1) Nicolas-Louis François de Neufchâteau, né en 1750 à Saffais, au doyenné de Port (auj. cant. de St-Nicolas, M.-et-M.), fut élève au séminaire, puis professeur d'histoire, d'éloquence et de poésie au séminaire Saint-Claude ; il rentra au grand séminaire avec la protection de M. Brocquevielle « qui croyait pouvoir en faire quelque chose » ; mais il le quitta bientôt au bout de quelques mois, en septembre 1771, renonça à l'état ecclésiastique et partit pour Paris où l'attendaient de brillants succès littéraires et politiques. Une poésie qu'il avait faite à douze ans lui avait valu les félicitations de Voltaire ; de là, datent ses relations suivies avec les Encyclopédistes.

(2) Gabriel Bexon, né à Remiremont en 1747, fut élève au séminaire de Toul et choisi par ses maîtres pour être répétiteur de philosophie. Il fut reçu docteur en théologie, en 1767, à l'université de Besançon, revint au séminaire, s'y lia avec François de Neufchâteau et fut ordonné prêtre en 1772. Il avait, dès cette époque, composé son *Catéchisme d'agriculture* (Paris, 1773) qui, au témoignage de son frère, Scipion, « devança l'époque où la nature, la raison et les Français ont ressaisi leurs droits, et son *Système de Fertilisation* (Nancy, 1773), et il avait attiré sur lui l'attention par la variété de ses connaissances. Il écrivit une *Histoire de Lorraine*, ouvrage qui devait comprendre quatre volumes, mais dont un seul fut imprimé (Paris, Vallade, 1777) ; le ton déclamatoire et les théories philosophiques ne rachètent pas la pauvreté du fond et le désordre de la composition. Il fut l'un des admirateurs et, c'est là son principal mérite, l'un

l'admission aux ordres; il ne veilla pas d'assez près sur l'enseignement des maîtres, sur la conduite des clercs, sur l'esprit de la communauté; il entra, avec le doyen du chapitre, Pagel de Ventoux (1), et plusieurs autres dignitaires, dans des intrigues contre l'évêque (2); il s'adonna trop aux relations extérieures et il attira même l'attention par les fréquentes visites qu'il faisait à une dame, fort honorable du reste et d'une réputation incontestée. Sous son administration peu vigilante, le règlement fléchit, les sorties en ville se multiplièrent, les lectures furent peu surveillées, le relâchement s'accrut et les tendances de la philosophie régnante se glissèrent dans la maison. On saisit dans les chambres des jeunes clercs six exemplaires de la *Nouvelle Héloïse*. On parlait même « d'escalades nocturnes », de « parties de vin » auxquelles se livraient des séminaristes et d'une académie de joyeux viveurs « *Epicuri de grege porcos* » que quelques-uns auraient organisée sous le nom de Société de Thélème (3).

Mgr Drouas, toujours ébloui, ne se doutait de rien. Averti par plusieurs curés, il fit une enquête et, malgré la confiance qu'il avait en sa créature, il dut se rendre à la réalité; il adressa à M. Brocquevielle quelques observations sur la conduite de sa maison et sur ses relations mondaines. Celui-ci en fut blessé et désormais sa verve caustique se tourna contre son protecteur, ne lui épargnant aucun sarcasme, aucun lazzi. Les choses alors s'envenimèrent: le prélat chercha pour lui-même un autre directeur de conscience et le supérieur, non content de dauber sur l'évêque, affecta de ne plus aller au palais épiscopal, défendit à ses confrères de s'y rendre,

des plus zélés et des plus discrets collaborateurs de Buffon; il obtint en 1778 une stalle de chanoine et, en 1781, la dignité de grand chantre au chapitre de la Sainte-Chapelle et il mourut en 1784, à peine âgé de trente-six ans (Cf. Buisson, *L'abbé Bexon, sa vie et ses œuvres*, dans *Bull. Soc. Philom. Vosg.*, 1888-89; notice un peu bienveillante).

(1) Claude *Pagel de Ventoux*, prêtre du diocèse de Metz, abbé de Reclus, grand vicaire et official de Troyes, fut chanoine de Toul en 1768 et doyen, l'année suivante (Dumesnil, *op. cit.*).

(2) Chatrian, *Anecd. toul.*, 1772, *passim*.

(3) *Lettre de M. François de Neuschâteau à M. l'abbé Drouas, à l'occasion des bruits répandus contre le séminaire de Toul*. Vézeliise, 11 nov. 1773. S. l., n. n., n. d., 56 pp. in-8°.



même à ceux qui partaient en mission, et ordonna au portier de répondre invariablement à Mgr Drouas et à tous ceux qui viendraient de sa part, qu'il était en visite chez cette dame qu'on lui reprochait de trop fréquenter.

La mesure était comble : l'évêque exigea le remplacement de ce fâcheux collaborateur et de plusieurs de ses confrères (1). Brocquevielle fut destitué et le personnel, renouvelé ; mais le nouveau supérieur, M. Ferris, irlandais d'origine et âgé seulement de trente-cinq ans, était d'un caractère trop faible, trop indécis pour tenter une vigoureuse réforme. De plus, son prédécesseur restait à Toul : l'extrême condescendance du prélat lui avait maintenu son titre de vicaire général ; il résidait dans la maison et il était loin de garder la prudente réserve que lui commandait la délicatesse de sa situation. Le séminaire, par ses intrigues, se divisa en deux camps, au grand préjudice de la discipline et du bon esprit. Mgr Drouas obtint alors le départ de Brocquevielle ; mais celui-ci, quelques semaines plus tard, trouva le moyen de revenir en Lorraine, en qualité de commissaire arbitre pour les affaires du clergé français. A la prière de l'évêque de Toul, le général des Lazaristes, M. Jacquier, lui avait bien intimé l'ordre de séjourner à Metz, tout le temps que durerait sa mission ; mais il ne put résister à la tentation d'envoyer trois lettres ouvertes et fort impertinentes à son ancien protecteur (2) ; puis de faire imprimer dans cette ville et de répandre dans le diocèse un *Mémoire apologétique* de sa conduite et de ses mœurs, ouvrage rempli de calomnieuses déclamations contre le prélat, « que les gens sensés, remarque Chatrian, ne lurent qu'avec indignation, mais qui ne laissèrent point d'en imposer aux esprits superficiels et prévenus ». C'est de ce regrettable supérieurat que sortit, pour une bonne part, cet esprit léger, sceptique et frondeur que les vieux prêtres, formés par les Abgrail et les Le Pays, eurent à déplorer en leurs confrères plus

(1) Chatrian, *Anecd. toul.*, 1772.

(2) *Lettres écrites à M. l'évêque de Toul par M. Brocquevielle à l'occasion des bruits qui se sont répandus contre le séminaire. S. l., n. n., n. d., 34 pages in-folio.*

jeunes et qui prépara chez nous, dans le clergé comme chez les fidèles, le succès de la Révolution.

Mgr Drouas fut donc cruellement trompé dans son attente : tout le premier, il gémit de son imprudence et de son aveuglement, et l'histoire impartiale ne peut lui imputer à faute un choix qu'il avait fait pour procurer la gloire de Dieu et la sanctification de ses prêtres.

Il réussit mieux dans une autre mesure éminemment utile : l'institution de la retraite ecclésiastique (1). Dès le 15 février 1753, une lettre de lui annonça à tous les curés, vicaires et prêtres séculiers de son diocèse, l'ouverture de ces saints exercices, pour le soir du mercredi de Quasimodo, jour de la célébration du Synode, et les invitait à s'y rendre. La retraite devait durer huit jours et se faire au séminaire et, comme la maison ne contenait que cent soixante lits, ceux qui se proposeraient d'y prendre part, devaient s'inscrire auprès des doyens ruraux qui transmettraient leurs demandes au supérieur. Cette circulaire fut en général fort bien accueillie : les retraits accoururent nombreux et suivirent avec recueillement les différents exercices : oraison du matin, messe, instructions de dix heures et de quatre heures, conférence de l'après-midi et oraison du soir. Les instructions furent données par huit curés, désignés à l'avance, et l'évêque, non content d'assister à tous les exercices, voulut loger au séminaire, s'asseoir à table commune, servir à son tour au réfectoire, se mêler aux groupes pendant les récréations, se tenir à la disposition de tous ceux qui voudraient lui parler, faire la conférence de l'après-dîner sur les devoirs des prêtres et des pasteurs, et donner le sujet d'oraison. Sa piété, son affabilité, sa grande simplicité furent d'une grande édification et lui gagnèrent le cœur des retraits.

Il allait quitter le séminaire à la fin des exercices, quand un vénérable octogénaire s'avança, chargé de prendre la parole au

(1) *Lettre de Mgr l'Évêque-comte de Toul... à tous les curés, vicaires et prêtres séculiers de son diocèse pour les inviter à la retraite ecclésiastique qui se fera chaque année, en son séminaire épiscopal, le Mercredi de la semaine de Quasimodo.* Toul, Carez, 1753 (*Rec. Mand.*, IV, 198). — Villemin, *op. cit.*, 74 et sq.

nom de tous, et commenta fort délicatement le cantique du saint vieillard Siméon. Très touché de cette démarche, le prélat voulut répondre, mais sa voix devint chancelante ; il s'arrêta, vaincu par l'émotion, et tous de s'écrier d'une commune voix : « Monseigneur, bénissez-nous encore ! » Il s'échappa, monta dans sa voiture ; mais à peine y fut-il entré que, se retournant, il vit plus de cent prêtres à genoux dans la cour et implorant sa bénédiction. Il la donna, les yeux baignés de larmes, et s'en retourna dans son palais, le cœur rempli d'une indicible consolation, tandis que les curés se séparaient en glorifiant le Seigneur de tout ce qu'ils avaient vu et entendu.

Après Dieu, le succès de cette retraite était dû sans doute à l'évêque, à sa piété profonde, à son zèle d'apôtre, à son éloquence entraînante, à son enchanteresse aménité ; mais les excellentes dispositions du clergé avaient grandement favorisé les desseins de l'initiateur : à voir sa simplicité, son empressement, sa reconnaissance, on ne peut que féliciter le diocèse d'avoir eu de tels pasteurs et regretter l'esprit de légèreté, de scepticisme et de défiance qui, par le séminaire, gagna et pervertit les rangs du sacerdoce.

La retraite se renouvela, durant quelques années, avec le même entrain, la même méthode, le même profit, et Mgr Drouas, pour assurer la perpétuité d'une œuvre aussi fructueuse, versa au séminaire un capital de quarante-cinq mille livres (1). Mais, à la fin, soit accoutumance ou lassitude, soit défiance (2) ou relâchement, le nombre des retraitants tomba brusquement : en 1768, trente-huit curés seulement assistèrent aux exercices ; le prélat s'en plaignit à ses prêtres par une lettre circulaire, datée du 13 mai de cette même année (3), et il essaya d'organiser un roulement par paroisses et par doyennés. Un léger succès répondit à ses efforts :

(1) Villemin, *op. cit.*, 27.

(2) Beaucoup de prêtres déclinaient l'invitation que leur faisaient les doyens, de se rendre à la retraite, de peur d'y être contraints dans la suite.

(3) *Lettre circulaire de Mgr l'Évêque de Toul à Messieurs les doyens ruraux.* — 13 mai 1768 (*Rec. Mandem.*, V, 139).

il eût été plus grand, si l'organisation eût été plus complète ; mais ce n'est point du premier coup que l'on arrive à la perfection (1).

Ce fut sans doute pour prolonger le fruit des retraites que l'évêque fit réimprimer à Toul et recommanda à ses collaborateurs les *Instructions sur les fonctions du ministère pastoral*, de M. Grizot, ouvrage médiocre pour le fond et pour le style, mais rempli d'excellents conseils et animé d'un esprit profondément sacerdotal (2).

Il voulut aussi stimuler, dans le jeune clergé, l'étude des sciences sacrées et, dès 1759, il soumit, pour les trois premières années de sacerdoce, les prêtres réguliers ou séculiers qui remplissaient les fonctions de vicaires ou occupaient des bénéfices à charge d'âmes, à un examen annuel sur une partie déterminée de la théologie et de l'Écriture-Sainte. Après deux séries d'essais, cette utile institution fut définitivement organisée par lettre pastorale du 25 décembre 1765 (3) ; la période d'examens fut doublée et le programme, réparti en six années : il portait comme précédemment sur l'Écriture (4) et la théologie dogmatique et morale ; mais, de plus, les vicaires devaient soumettre au jury leurs prônes de l'année.

(1) Chatrian, dans sa *Notice des retraites du diocèse de Toul (1755-1778)* (ms. 196 du sem. de Nancy), nous a conservé le nom des prédicateurs, la liste des sujets traités et parfois le nombre des retraitants, curés ou vicaires. Déduction faite des orateurs, il est de 109, en 1760 ; de 89, en 1764 ; de 47, en 1765 ; de 120, en 1766 ; de 126, en 1770 ; de 67, en 1773 ; de 48, en 1776 ; de 35, en 1778.

(2) *Instruction sur les obligations du ministère pastoral, adressées par Mgr l'évêque-comte de Toul, au clergé séculier et régulier de son diocèse*. Toul, 1772, 4 vol. in-12. — Grizot (1710-1772) avait été directeur du séminaire de Besançon.

(3) *Programme de l'examen des jeunes prêtres*, 25 décembre 1765 (*Rec. Mand.*, IV, 415).

(4) Voici ce programme :

1<sup>re</sup> Année. — Prolégomènes : Lieux théologiques et vraie Religion. — Actes humains et Conscience. — Sacrements en général. — Psaumes 1 à xxv. — Saint Mathieu. — Épître aux Romains.

2<sup>e</sup> Année. — Église. — Lois et Péchés. — Baptême et Confirmation. — Psaumes xxv à L. — Saint Marc. — Épître aux Corinthiens.

3<sup>e</sup> Année. — Dieu. — Vertus théologales et vertu de Religion. — Bénéfices et simonie. — Eucharistie. — Psaumes L à Lxxv. — Saint Luc. — Épîtres aux Galates, aux Éphésiens, aux Philippiens.

4<sup>e</sup> Année. — Trinité. — Justice et contrats. — Pénitence. — Psaumes Lxxv à c. — Saint Jean. — Épîtres aux Colossiens, aux Thessaloniens, à Timothée.

Cette mesure fut généralement bien acceptée par le clergé séculier; mais les religieux, plus ou moins travaillés par le Jansénisme, protestèrent, alléguant leurs privilèges et leurs exemptions. Ils cherchèrent à gagner à leur querelle les magistrats de Metz et de Nancy, portèrent leurs doléances jusqu'aux ministres et multiplièrent les intrigues, pour mettre dans leurs intérêts les cours de Versailles et de Lunéville. Mais l'évêque les prévint; il fit valoir les motifs de sa détermination; il obtint gain de cause; les opposants durent se soumettre à la règle commune, et ce que nous raconte Chatrian du résultat de ces examens, prouverait péremptoirement que cette mesure était justifiée (1), si le curé de Saint-Clément n'avait point une plume si méchante.

À ces sollicitudes d'ordre spirituel, Mgr Drouas joignit encore des préoccupations temporelles: il acheva le palais épiscopal de Toul; il en construisit les deux ailes, la grande porte, l'hémicycle (2), et il se bâtit, auprès de Toul, à Chaudeney, sur le bord de la Moselle, une maison de campagne qu'il nomma *Moselli* et dont il fit son séjour de prédilection, conciliant ainsi son goût pour la solitude avec l'entier accomplissement des devoirs de sa charge et la rigoureuse observation d'une exacte résidence (3).

Pour établir plus solidement son influence en Lorraine, il se laissa persuader par Stanislas, d'acheter une maison à Nancy. « Cette ville importante, lui disait le prince, vous connaîtra mieux et vous estimera davantage; beaucoup d'affaires semblent y exiger votre présence et vous avez besoin de ménager mon Parlement (4). » Le prélat se rendit à ces raisons si plausibles; il acheta un hôtel

5<sup>e</sup> Année. — Incarnation. — Décalogue et commandements de l'Église. — Extrême-Onction et Ordre. — Psaumes c à cxxv. — Actes des Apôtres. — Épîtres à Tite, à Philémon, aux Hébreux.

6<sup>e</sup> Année. — Grâce. — Censures et irrégularités. — Mariage. — Psaumes cxxv à cl. — Apocalypse. — Épîtres catholiques (*Rec. Mandem.*, IV, 415).

(1) Chatrian, *op. cit.*, *passim*.

(2) Villemin, *op. cit.*, 32.

(3) *Ibid.*, 31. — *Moselli* existe encore; il appartient à Messieurs Rampont, de Toul.

(4) *Ibid.*, 33. — Chatrian, cité par Guillaume (*Hist.*, IV, 214), prétend que Stanislas aurait acheté lui-même l'hôtel de la Marquise de Boufflers et l'aurait offert à l'évêque de Toul.

aux environs de la place d'Alliance ; il y fut installé en grande pompe par le roi et par la municipalité et il y vint de temps à autre passer deux ou trois semaines, quand les circonstances l'exigeaient. Le temps n'était plus où l'évêque de Toul se voyait traité en étranger, presque en ennemi, dans la capitale des duchés de Lorraine et de Bar : il est vrai que Nancy était déjà plus qu'à moitié française.

Tant de travaux n'absorbaient point Mgr Drouas. Il voulut avoir un confessionnal (1) dans sa cathédrale ; il se livra au ministère de la pénitence, accueillant avec une extrême bonté tous ceux qui s'adressaient à lui, de préférence les gens du peuple, les domestiques, les soldats, et il eut la consolation de ramener au bercail un grand nombre de brebis égarées. Ces pauvres pécheurs, il eût désiré les poursuivre lui-même dans les villes et dans les villages de son vaste diocèse, en organisant des missions qu'il eût dirigées et prêchées lui-même. Il avait même désigné les centres où commenceraient ces saints exercices ; il avait choisi les prêtres qui devaient l'aider dans cette lourde tâche et il leur avait réparti les sujets à traiter. Son projet ne put aboutir, je ne sais pour quelle raison ; il veilla du moins à ce que les missions fondées par les évêques, ses prédécesseurs, et par Stanislas, se fissent régulièrement (2) et il saisit toutes les occasions qui se présentèrent à lui pour évangéliser son peuple. A ses sermons, l'on se pressait comme à une fête ; l'on vint de Metz, dit-on, suivre les instructions qu'il donna dans sa cathédrale, durant les jubilé de 1758 et de 1769 (3), et sa parole, pleine de feu, opéra des merveilles de conversion.

Avec son temps, ses forces, son cœur, il donnait son or (4) ; mais, d'une discrétion tout évangélique, il préférerait voir taxer d'avarice sa minutieuse économie. A certains parents besogneux, il abandonnait les revenus de son abbaye de Morigny. S'il faut en croire Villemin, bien placé pour le savoir, il employa environ

(1) Villemin, *op. cit.*, 50.

(2) *Mandement... pour les Missions qui doivent se faire dans le Diocèse.* — 5 mai 1762 (*Mec. Mand.*, IV, 327).

(3) Villemin, *op. cit.*, 52.

(4) *Ibid.*, 26.

dix mille livres à servir des pensions à des familles nobles, tombées dans la gêne. Il soutint une infinité de bonnes œuvres ; il fit de nombreuses fondations et, dans une année de famine où le résal de blé monta à deux louis, il fournit les fonds pour acheter les approvisionnements nécessaires à la subsistance du peuple de Toul et de sa banlieue et, durant le temps de la disette, il fit vendre ce blé, sur le marché, un jour par semaine, à un quart au-dessous du cours, mais aux seuls indigents et sur la présentation de billets signés par le curé ; sage mesure qui amena la baisse du prix et sauva de la faim tout le pays toulinois. Il avait aussi disposé des commissaires dans les principales villes et il leur faisait passer des sommes considérables, mais toujours dans le plus grand secret. « Quel mérite, disait-il à ses confidents, ai-je à dispenser un argent qui n'est inutile ? » Heureuse la vertu qui peut à ce point s'ignorer elle-même !

« Au premier coup d'œil, dirons-nous avec Villemin (1), il semble qu'un évêque, doué de tant de vertus, animé d'un zèle si pur, n'ayant jamais en vue que le bien, ne respirant que la gloire de Dieu, se sacrifiant pour le salut de ses diocésains, devait subjuguier tous les esprits, captiver tous les cœurs... », et pourtant nul évêque de Toul ne fut en butte à tant de calomnies, n'éprouva tant de contradictions.

« On pourrait faire observer, remarque fort justement le biographe, que de tout temps l'homme ennemi a semé l'ivraie dans le champ du Père de famille ; que tous les Apôtres et tous leurs successeurs... ont souffert des persécutions ; qu'elles ont été plus ou moins grandes, en raison de leur zèle plus ou moins grand lui-même et conclure des contradictions mêmes que Mgr Drouas a rencontrées, qu'il a été un grand, un saint évêque. Mais, quelque vraies que soient ces réflexions, l'histoire ne doit point s'y arrêter ; elle doit remonter des effets aux causes... » et chercher la raison de toutes ces difficultés dans la disposition des esprits en Lorraine, comme aussi dans le caractère du prélat.

(1) Villemin, *op. cit.*, 57.

## CHAPITRE VII

### Difficultés de Mgr Drouas, pendant le règne de Stanislas <sup>(1)</sup>.

---

Cette disposition des esprits nous est connue : jansénisme de beaucoup de membres du clergé, surtout du clergé régulier ; gallicanisme des parlementaires ; sourde animosité des Lorrains, des nobles et des magistrats, en particulier, contre le gouvernement de Stanislas, ou plutôt de son chancelier, Chaumont de La Galaizière. La position de Mgr Drouas était donc fort délicate : les Jansénistes et les Gallicans le savaient disciple de l'archevêque de Sens, leur vaillant adversaire ; ils avaient accueilli sa nomination avec un déplaisir marqué ; ils s'étaient proposé de surveiller ses actes et ils s'étaient entendus avec la *Gazette ecclésiastique* pour le décrier en toute occasion. Les Lorrains d'une part et les Français de l'autre étaient attentifs à ses relations avec Stanislas et La Galaizière, et il était difficile de trouver un juste milieu qui satisfît tout le monde. Quant au clergé séculier, très attaché à ses usages, très patriote et très indépendant, il voyait toujours avec une certaine défiance un prélat étranger, craignant qu'il n'apportât des changements à ses coutumes, des entraves à ses libertés.

Pour se tirer sans encombre de cette situation périlleuse, la piété, le zèle, la charité, la pureté d'intention, les talents d'orateur

(1) SOURCES générales du chapitre. — Villemin, *Essai sur la vie de Mgr Drouas*. — *Recueil des Mandements des Evêques de Toul*.



ne suffisaient pas : il fallait de la prudence et plus encore de la souplesse et de l'habileté. Mgr Drouas ne le comprit pas : au lieu d'étudier son terrain à loisir, de prendre de sérieuses et de complètes informations, de prévoir les difficultés, de deviner les obstacles, de chercher les moyens de succès, il alla de l'avant ; il heurta souvent les susceptibilités ; il éveilla les défiances, se rassurant sur la droiture de ses vues, la bonté de ses projets, la franchise de son caractère et se refusant à croire à la force des préventions, à la susceptibilité, à la violence des passions religieuses. « Le chapitre des inconvénients, disait-il, est infini : on ne ferait jamais le bien, si on s'y arrêtait (1) », et il répétait cette maxime qui lui était familière : « Il faut chercher à plaire à Dieu et travailler avec courage » ; mais peut-être aurait-il pu arriver à désarmer les hommes : ce fut la moindre de ses préoccupations. Aussi son épiscopat ne fut-il qu'une série de luttes et de contestations, et les animosités, les troubles, les récriminations qui en furent les conséquences inévitables, ruinèrent en partie les efforts de son zèle, ébranlèrent les institutions et désorganisèrent le diocèse. Assurément, il n'en porte point les plus fortes responsabilités : loin de moi de lui jeter la pierre ; mais, du moins, est-il permis de regretter que tant de brillantes qualités, tant d'éminentes vertus aient été tenues en échec par la témérité du prélat et par l'acharnement de ses adversaires.

A peine installé à Toul, Mgr Drouas s'était rendu à Lunéville pour présenter ses hommages au roi de Pologne. Il fut reçu avec le plus profond respect et la plus grande cordialité et fut invité par Stanislas à présider la procession de la Fête-Dieu, qui devait se célébrer dans quelques jours. Il accepta volontiers, voulant témoigner ainsi sa déférence pour la majesté du souverain et son estime pour la piété du prince. Mais les Toulous en furent très blessés : ils se plaignirent que le nouvel évêque délaissât son Église et méprisât sa ville épiscopale. Il amena de Sens, avec lui, son frère Hector, qu'il fit archidiacre de Reynel (2), et Nicolas

(1) Villemin, *op. cit.*, 60.

(2) Hector Drouas de Boussey, prêtre du diocèse d'Autun et chanoine de

de Luker, qu'il fit archidiacre de Vittel (1). Il donna des lettres de vicaire général à l'abbé de Terré, chanoine de la Primatiale ; mais ce dernier était le neveu du chancelier de La Galaizière ; Luker était étranger au diocèse ; il était même Anglais d'origine ; tous deux étaient encore jeunes. C'en fut assez pour indisposer les anciens vicaires généraux et la majorité du clergé ; on se persuada que le prélat gouvernerait sur un nouveau plan et l'on répéta, l'on imprima même qu'il ne prendrait conseil que de ces jeunes gens (2).

Dans son mandement de prise de possession, fort bien écrit d'ailleurs (3) et daté du 2 juillet 1754, à un éloge très délicat de son saint prédécesseur, il avait ajouté ces simples mots : « Ce qu'il a planté, nous l'arroserons ; ce qu'il a semé, nous le cultiverons ; ce qu'il a édifié, nous le perfectionnerons. » La déclaration était bien innocente ; les Jansénistes et les mécontents voulurent y découvrir une inquiétante présomption et, en même temps, pour justifier leurs alarmes, ils publièrent qu'il n'y avait rien dans la personne du prélat qui fût digne d'un évêque ; que sa démarche même et son maintien annonçaient un soldat plutôt qu'un ecclésiastique. Le feu se propageait ainsi sous la cendre : un rien allait suffire pour le faire éclater avec une violence inouïe.

A Nancy, les religieux visitaient les malades et leur administraient les sacrements, sans se concerter avec le clergé et sans même avertir le curé de la paroisse (4) : c'était un abus grave et perni-

Sens, fut nommé en même temps chanoine et archidiacre de Reynel, en 1754 ; puis, chantre en 1763, et officiel en 1767 (Dumesnil, *op. cit.*).

(1) N. de Luker, anglais, prêtre du diocèse de Nantes, fut nommé archidiacre de Vittel, par Mgr Drouas, en 1756. Il n'était pas chanoine et son installation fut l'objet d'une assez longue contestation entre l'évêque et son chapitre. Enfin tout se termina par une transaction : Luker fut nommé chanoine honoraire et prit possession de sa stalle archidiaconale, le 21 avril 1759. Il donna sa démission d'archidiacre en août de la même année, pour accepter la dignité d'écolâtre à Nantes ; il fut ensuite chantre de l'Eglise de Paris ; mais il conserva son camail de Toul (*Ibid.*).

(2) Villemin, *op. cit.*, 62.

(3) *Mandement de Mgr l'évêque comte de Toul... qui ordonne des prières publiques pour son avènement dans le diocèse et pour les biens de la terre.* — 2 juillet 1754 (*Rec. Mand.*, IV, 175). — Villemin, *op. cit.*, 61.

(4) SOURCES. — Villemin, *op. cit.*, 62. — Rogéville, *Dictionn. des ordon.*, I, 329

cieux. Par là, des pécheurs notoirement scandaleux, des Jansénistes surtout, obtenaient de se réconcilier avec Dieu sans fournir les réparations nécessaires, requises par les saints canons ; entre séculiers et réguliers, les compétitions étaient incessantes et inévitables ; certains agonisants étaient exposés à mourir sans avoir reçu les secours suprêmes de l'Église. De leur côté, des religieuses acceptaient en pension, dans leur monastère, des enfants qui, à la paroisse, n'avaient point été reconnues capables de faire leur première communion, et, au bout d'un an d'internat, sans même prévenir le curé, leurs aumôniers les admettaient à la Table Sainte, au mépris de toute discipline et de toute juridiction.

Les curés de Nancy se plaignirent auprès de Mgr Drouas et celui-ci, frappé de la justice de la cause et heureux de remplir dans son diocèse le rôle d'un Christophe de Beaumont, lança, le 26 août 1754, une *Ordonnance* qui interdisait aux religieux de la capitale de confesser désormais les malades et aux religieuses de préparer leurs pensionnaires à la première communion, sans l'autorisation des curés (1).

Cette mesure s'imposait ; elle était raisonnable, modérée, conforme à la discipline de beaucoup d'Églises et aux anciens statuts du diocèse ; dernièrement encore, pendant la vacance du siège, les vicaires capitulaires avaient interdit un Récollet qui avait administré un malade de Hamonville, annexe de Mandres, sans la permission du curé (2). Mais, à Nancy, les religieux étaient légion ; ils se sentaient appuyés par les habitués de leurs chapelles, par les fidèles de leurs confessionnaux, et ils savaient qu'en cas de conflit, ils pourraient compter sur le concours de tout ce que la ville renfermait de Jansénistes et de Gallicans. Contrariés dans leurs empiétements, ils considérèrent de plus en plus et ils s'attachèrent à représenter le prélat comme un homme dangereux qui

et sq. — *Relation des troubles arrivés à l'occasion d'une ordonnance du nouvel évêque de Toul, en Lorraine, 1754* (n° 5824 du Catalogue Favler).

(1) *Ordonnance de Mgr l'évêque-comte de Toul, relative à la confession des malades et à la première communion des enfants.* — 26 août 1754 (*Rec. Mand.*, IV, 181).

(2) Villemin, *op. cit.*, 63.

bouleverserait tout, si l'on ne s'opposait de bonne heure à ses entreprises. Ils entretinrent habilement l'agitation et gagnèrent à leur cause les membres de la Cour souveraine. Le procureur général, Toustaint de Virey, crut devoir en informer le roi de Pologne et, sur son ordre, il se rendit à Toul pour conférer avec l'évêque.

Mgr Drouas ne s'attendait point à un pareil déchaînement : il se laissa facilement persuader d'atténuer son ordonnance et, dès le 9 septembre, une *Lettre aux curés de la ville de Nancy* restreignait, à une seule fois pour toutes, la demande d'autorisation (1). Cette lettre avait été soumise à Stanislas qui passait à Toul et se rendait à Versailles ; elle avait obtenu sa pleine approbation. Lue au prône, le dimanche suivant, elle eût sans doute calmé les esprits ; mais, dans l'intervalle, le 11 septembre, un arrêt de la Cour souveraine condamna l'ordonnance et la lettre, comme contraires à des ordonnances ducales, aux constitutions canoniques, aux lois et usages des duchés, et « propres à jeter le trouble dans les esprits », et défendit de la publier. On le voit, les magistrats lorrains n'avaient point renié les traditions de Jean-Léonard Bourcier de Montureux : leur sentence portée, contre un acte d'autorité purement spirituelle, constituait un abus manifeste de pouvoir ; mais elle était la conséquence logique des empiétements du *Code Léopold*. La conduite de Stanislas ne fut point toutefois celle de son prédécesseur. Son procureur général, mandé au palais le lendemain et requis de mettre l'arrêt à exécution, répondit que la lettre de l'évêque était approuvée du roi et de son ministre et, à son tour, il somma la Cour, au nom du monarque et de son chancelier, de ne plus se mêler de cette affaire. Les magistrats étaient trop indisposés contre Stanislas et surtout contre La Galaizière pour se soumettre sans mot dire ; le 12 septembre, ils sursirent à l'exécution de leur arrêt et décidèrent d'adresser des remontrances au souverain. De son côté, Mgr Drouas écrivit aux curés de Nancy

(1) *Lettre de Mgr l'évêque de Toul aux curés de la ville de Nancy*, 9 septembre 1754 (*Rec. Mand.*, IV, 182).

qu'ils aient à suspendre la lecture de sa lettre (1), et les deux partis attendirent ; mais il faut bien reconnaître que les dispositions belliqueuses se trouvaient ailleurs que dans le camp du prélat.

À son retour de France, Stanislas convoqua, à La Malgrange, dans les premiers jours d'octobre, les supérieurs des communautés religieuses et il obtint d'eux l'acceptation de la mesure épiscopale. Les remontrances furent arrêtées à la rentrée des tribunaux, rédigées avec beaucoup de soin et d'artifice et imprimées en un *factum* de trente-sept pages in-4° (2). Mais le chancelier déclara que le roi de Pologne ne les recevrait que si la Cour supprimait son arrêt du 11 septembre ; les magistrats s'y refusèrent, et Stanislas le fit casser, le deux décembre, par arrêt de son Conseil ; puis, après bien d'autres contestations, il reçut les remontrances, le deux janvier 1733, et y répondit, six jours après, par une défense formelle de prononcer à l'avenir aucun jugement sur une matière de religion ou de police générale sans avoir pris ses ordres. Enfin, le 19 janvier, l'ordonnance et la lettre explicative furent publiées au prône des cinq paroisses de Nancy (3) : le monarque l'avait voulu ; mais Mgr Drouas, navré de tout ce bruit, était bien résolu à n'en pas presser l'exécution ; il le fit savoir aux religieux et le conflit eût pris fin, si la Cour n'eût été là.

Elle calma son humeur en ordonnant l'impression de ses remontrances (4) et en décidant qu'elle en enverrait des exemplaires au chancelier et au roi de France, futur souverain des duchés. A cette délibération, répondit un arrêt du Conseil qui renouvela les défenses signifiées le 10 janvier et, le 19, une lettre de jussion en ordonna l'enregistrement. La Cour opposa un nouveau refus, rédigea de secondes remontrances et décida de déférer l'arrêt du Conseil aux ministres de France, comme contraire aux déclara-

(1) Lettre du 12 septembre 1734 (*Rec. Mand.*, loc. cit.).

(2) Nancy, Nicolas Charlot, 1733.

(3) Lettre de l'évêque de Toul, 13 janvier 1733 (*Recueil des Mand.*, loc. cit.).

(4) *Très humbles et très respectueuses remontrances que présentent au roi, notre très honoré souverain seigneur, les Gens tenant la Cour souveraine de Lorraine et Barrois, du 22 mars 1733.* S. l., n. n., n. d., 66 pp. (n° 5824 du Catalogue Favier).

tions de Sa Majesté Très Chrétienne qui confiait aux parlements l'exécution des ordonnances royales. Irrité de cette résistance, Stanislas parlait de licencier la Cour souveraine et d'en exiler les membres. Mgr Drouas tenta de s'interposer et il écrivit au roi, le 4 février, une lettre fort digne qui fait le plus grand honneur à la droiture, à la générosité de son caractère et qui eût été capable de faire tomber bien des obstacles (1). Mais Stanislas se devait à lui-même d'exiger une réparation, et une nouvelle affaire, connexe à la première, empêcha les magistrats de consentir à cette démarche du prélat.

Deux opuscules anonymes et manuscrits, l'un adressé au sieur Babin, libraire, vers le Pont-Moujat, l'autre au sieur Nicolas, libraire, vers la place de la Ville-Neuve (2), et défendant, tous deux, les droits et l'ordonnance de l'évêque, circulèrent dans la ville. La Cour, satisfaite de trouver où décharger son dépit, affecta de regarder ces *factums* comme des écrits injurieux pour elle et somma Toustaint de Viray de requérir contre leurs auteurs. Le procureur s'y refusa, ainsi que les avocats généraux, et la Cour, ne désarmant pas, chargea de l'affaire son plus jeune conseiller. Le Conseil d'État supprima les opuscules incriminés, par arrêt du 15 mai 1755; ce qui n'empêcha point la Cour d'entendre, deux jours après, le réquisitoire de son rapporteur : d'où protestations et nouvelles défenses de la part du chancelier et conflit très aigu, durant plus de deux semaines. Enfin, les esprits se calmèrent : les magistrats se sachant désavoués à Versailles et craignant les suites de cette équipée, cassèrent leurs arrêts et envoyèrent leur premier président témoigner au roi de Pologne leur désir de rentrer dans ses bonnes grâces. Stanislas le reçut avec bienveillance, le 7 juin, et le procureur général, résolu dès lors à faire l'enquête sur les deux opuscules, soupçonnant fort des prêtres d'en être les auteurs et voulant contrôler les écritures, requit et obtint, le 24 juin, un arrêt de la Cour, qui obligeait les curés, vicaires et administrateurs des

(1) Lettre du 4 février 1755, citée par Villemin, *loc. cit.*

(2) C'est Jean-François Nicolas, l'auteur du *Journal de ce qui s'est passé en Lorraine*, publié par M. Pfister dans les *Mémoires de la Société d'Archéologie lorraine*, lequel habitait rue Saint-Dizier, vers le n° 39 actuel.

paroisses à présenter au greffe, dans un court délai, les registres de baptêmes, mariages et décès (1). L'enquête paraît n'avoir pas abouti, et c'est ainsi que le différend se termina ; sa dernière phase avait été plutôt parlementaire ; mais les religieux, se sentant appuyés, en devinrent plus hardis et plus intransigeants : on le vit bien dans la question des examens (2) ; les magistrats en sortirent plus animés contre La Galaizière, contre le clergé séculier, contre l'évêque, cause ou plutôt occasion de ce long et passionnant débat, et bientôt une autre cause allait se présenter qui leur permit de poser une terrible affirmation de leurs empiétements et de leurs prétentions.

Tout au moins, cette affaire de la confession des malades aurait pu resserrer les liens qui doivent unir le clergé des paroisses à son évêque : n'étaient-ce point les droits des curés que Mgr Drouas avait prétendu soutenir ? mais, au même moment qu'il attaquait les entreprises des réguliers, celui-ci se laissa persuader des actes que les bénéficiers du diocèse accueillirent avec une défaveur marquée : il aurait dû se souvenir qu'il est toujours dangereux, surtout pour un nouveau prélat, d'agiter des questions d'argent. Le 14 décembre 1754, Fransquin, archidiacre de Vôge et vicaire général, manda en son nom, à tous les ecclésiastiques, pourvus d'un bénéfice avec ou sans charge d'âmes, d'avoir à payer, entre les mains des doyens, le droit habituel de joyeux avènement, et il en fixa le montant à trois livres au cours de France. Ce droit était sans doute tombé en désuétude et, selon toute apparence, on avait représenté à Mgr Drouas qu'il ne fallait point le laisser prescrire ; mais, dans tout le diocèse, s'éleva une longue clameur de protestation. On vit dans cette ordonnance un acte de cupidité et, dès ce moment, pesa sur la réputation de l'évêque une persistante accusation d'avarice que, malheureusement pour lui, sa minutieuse économie et la discrétion de ses aumônes rendaient vraisemblable. Le roi de Pologne avait permis la levée de cette contribution et les

(1) Extrait des registres du greffe de la Cour souveraine de Lorraine et Barrois, du 27 juin 1753, conservé dans les archives paroissiales de Laneuvelotte (Arch. de M.-et-M., G. 1061).

(2) Voir plus haut, 564.

bénéfices lorrains durent s'y soumettre ; mais leurs confrères de la partie française s'y refusèrent nettement et l'autorité diocésaine n'osa point les inquiéter.

Un second acte épiscopal, paru dans le même temps, le 15 décembre, accrut encore le mécontentement des Lorrains (1). Stanislas, désireux de supprimer la mendicité, avait résolu de réorganiser l'assistance publique. Pour augmenter ses ressources, il pria les évêques d'engager leurs prêtres à promettre une cotisation annuelle. Quelque utopique qu'il fût, le projet royal était inspiré par d'excellentes intentions ; Mgr Drouas fut frappé de ses avantages et consentit volontiers à envoyer la circulaire que souhaitait Sa Majesté Polonaise ; mais le clergé déjà prévenu regarda cette invitation, pour ne point dire cet ordre, comme un empiétement du chancelier sur ses immunités ; il crut à une complaisance coupable de la part de l'évêque : au reproche d'avarice, se joignit dès lors celui d'obséquiosité vis-à-vis de l'exécré La Galaizière.

Le prélat ne devait point sortir de ces misérables questions d'argent (2). Après la guerre de Succession d'Autriche, le gouvernement français, à bout de ressources financières, avait établi un impôt du vingtième sur les revenus. Cet expédient n'avait pas comblé le gouffre, et la guerre de Sept Ans qui s'ouvrit quelques-années plus tard menaçait de l'élargir encore. Aussi la cour de Versailles prescrivit-elle la levée d'un second vingtième et demanda au clergé de l'aider par un *don gratuit*. En vertu même du traité de Vienne, la Lorraine, n'étant pas encore province française, n'était point soumise à cette contribution ; mais La Galaizière, en bon intendant, fit publier l'édit de Louis XV, en septembre 1757 ; ce qui jeta le trouble dans le duché et mit encore une fois aux prises la Cour souveraine et le chancelier. Les évêques de Metz, de Toul et de Verdun s'étaient exécutés beaucoup plus tôt : dès le 1<sup>er</sup> décembre 1756, un mandement de Mgr Drouas (3) avait annoncé

(1) *Lettre de Mgr l'évêque-comte de Toul*, 15 décembre 1754 (*Rec. Mand.*, IV, 190).

(2) Digot, *Hist. de Lorr.*, VI, 289 et sq.

(3) *Mandement de Mgr l'évêque-comte de Toul*, 1<sup>er</sup> décembre 1756 (*Rec. Mand.*, IV, 221).



aux bénéficiers de la partie lorraine et barroise de son diocèse que le don gratuit réclamé par Stanislas au clergé de ses États s'élevait à cent cinquante mille livres; ordonnait la tenue, dans chaque doyenné, d'assemblées préliminaires pour l'élection de députés et la rédaction des rôles de chaque bénéfice; convoquait les délégués, à Toul, le 19 janvier suivant. L'assemblée élut pour ses mandataires de Bouzey, grand-doyen de la Primatiale; Alliôt, aumônier ordinaire du roi de Pologne; Dom Remy Ceillier, prieur de Flavigny; J.-B. Pécheur, curé de Saint-Epvre de Nancy, et François de Vandières, chapelain de la chapelle Saint-Honoré, à Neuville-sur-Orne. Ces plénipotentiaires furent d'avis de provoquer une réunion des évêques et des délégués de chacune des Églises entre lesquelles étaient partagés la Lorraine et le Barrois, pour délibérer sur le montant du subside et fixer la cote de chaque diocèse. Mgr de Saint-Simon, évêque de Metz, prélat tout dévoué à la France, obtint de ses collègues de Toul et de Verdun que l'assemblée se tint dans sa ville épiscopale; puis, il proposa de verser annuellement les cent cinquante mille livres, de contracter à cet effet un emprunt de six cent mille livres et de remettre à un autre temps l'évaluation des revenus et des charges de chaque évêché. Les commissaires toulous parvinrent à faire repousser le projet d'emprunt; mais ils ne purent éviter aux bénéficiers lorrains une répartition vexatoire et une situation bien inférieure à celles de leurs collègues français. Le chapitre de Toul, par exemple, était taxé à mille cinquante livres seulement et celui de la Primatiale, à quatre mille quatre cent trente-six, quoique ses revenus fussent d'un tiers moins forts; l'évêque de Toul, à deux cent soixante-seize livres et le primat, à deux mille soixante; les abbés de Saint-Epvre et de Saint-Mansuy, qui avaient environ trente mille livres de revenu, ne payaient chacun que huit cent quarante livres, tandis que leurs collègues de Moyenmoutier, de Belchamps, de Beaupré, de Haute-Seille, avec des menses moitié moins considérables, devaient verser de huit cents à mille livres. Une injustice aussi criante souleva des réclamations générales. Les députés du clergé toulous, réunis au palais épiscopal, en janvier 1758, adressèrent à Stanis-

las une requête à la fois respectueuse et ferme ; mais leur démarche n'eut point de succès (1). Évidemment, Mgr Drouas n'était en rien responsable de cette odieuse inégalité ; mais les gens mal intentionnés ne manquèrent point de remarquer le profit que ses finances en tiraient et d'insinuer que ses relations amicales avec le roi de Pologne auraient peut-être pu, s'il l'avait voulu, obtenir un adoucissement. Une malheureuse affaire était d'ailleurs survenue dans l'intervalle qui n'avait point contribué à calmer les esprits.

Jean-Baptiste Marchal, curé de Ludres (2), grand chasseur, bon gastronome et fin buveur, menait dans sa paroisse une conduite légère et fort peu sacerdotale. La comtesse de Ludre, patronne de la cure, s'en plaignit à l'évêque de Toul et le prélat, dans sa réponse, sans formuler de griefs bien précis, ne dissimula point le

(1) *Remontrances au Roy par le clergé de Lorraine*, in-8° de 16 pp. — *Requête du clergé lorrain du diocèse de Toul au Roy*, in-8° de 16 pp. (citées par Dlgot, VI, 291, n.).

(2) SOURCES. — Lepage, *Affaire de J.-B. Marchal, curé de Ludres (1757)*. Recueil de documents inédits. Nancy, Lepage, 15 pp. ; tirage à part du *Supplément à la Statistique de la Meurthe*, II, 641 et sq. — Ce recueil renferme :

1° *Juridiction ecclésiastique en matière criminelle, revendiquée au bailliage de Nancy, par le promoteur général du diocèse de Toul, en l'année 1757.*

2° *Le Texte complet de l'arrêt rendu le 1<sup>er</sup> août 1757.*

3° *La lettre de M. François, vicaire de la paroisse Saint-Epvre de Nancy, à M. Claude Drouas de Boussey, évêque-comte de Toul, prince du Saint-Empire, au sujet de la mort de M. Marchal, curé de Ludres, près Nancy, du 4 août 1757.*

4° *La lettre écrite, le 8 juillet 1790 à M. l'abbé Camus., par M. Villemain, curé de Vallois, lequel tenait ses renseignements de Mgr Drouas lui-même et se montre favorable à Marchal.*

5° *Les Réflexions par M. Oudinot, ancien magistrat, au sujet de la condamnation du sieur Marchal, curé de Ludres.*

6° *Les observations d'un ecclésiastique, faites quelque temps après la publication des Réflexions de M. Oudinot.*

Villemain ne parle pas de cet épisode dans son *Essai sur Mgr Drouas*, prétendant que le prélat n'y joua aucun rôle.

Travaux déjà faits ou appréciations déjà formulées sur cette affaire : Rogéville, *Jurisprudence des tribunaux de Lorraine*. Nancy, Lamort, 1785, p. 583, (condamne sévérité de la peine). — Étienne, *Résumé de l'histoire de Lorraine*, p. 282, (modéré). — *Catalogue Noël*, n° 3704, *Pièces concernant J.-B. Marchal, curé de Ludres*, ms. in-4° venant de l'abbé Grégoire ; une note de Grégoire semble indiquer qu'il penchait pour l'innocence de la victime. — *Réflexions par M. Oudinot, ancien magistrat, au sujet de la condamnation du sieur Marchal*,

peu d'estime qu'il avait pour ce prêtre. Enfin, la menace aidant, Marchal donna sa démission sous la réserve, simplement verbale, que son successeur lui ferait une pension. Mais bientôt il se repentit d'avoir abandonné si facilement son bénéfice et il se pourvut au bailliage de Nancy, pour être réintégré dans sa cure, prétextant que l'autorité diocésaine l'en avait expulsé par violence. Il se souvenait sans doute de l'opiniâtre protection qu'avaient trouvée jadis les curés de Vroncourt et de Lorrey auprès des magistrats lorrains (1); mais les temps étaient changés et les parlementaires étaient alors peu disposés en faveur du clergé séculier; ils s'étaient aisément laissé persuader qu'un grand nombre d'ecclésiastiques vivaient dans le désordre et ils n'attendaient qu'une occasion pour affirmer leurs prétentions vis-à-vis des privilèges et des immunités de l'Église. Cette occasion, Marchal la leur fournit. La comtesse de Ludre, informée de sa démarche, produisit la lettre que Mgr Drouas lui avait écrite; le parquet fit une enquête à Ludres; il recueillit avec empressement, contre le curé démissionnaire, de graves accusations de sodomie et autres fautes contre nature et, le 13 juillet 1757, il lança contre lui un mandat d'arrestation.

Le promoteur de l'officialité, Brice-Thomas Tardiff (2), revendiqua le prévenu, le 20 juillet, pour son tribunal, alléguant plusieurs ordonnances duciales et prouvant que les crimes imputés à ce prêtre étaient des crimes privilégiés dont la compétence exclusive avait toujours été reconnue à l'officialité. Débouté de sa demande,

*curé de Ludres* (se prononce pour la culpabilité, mais contre la sévérité de la peine). — *Observations d'un ecclésiastique, faites quelque temps après la publication des Réflexions de M. Oudinot* (penche pour l'innocence). Ces deux documents font partie du recueil Lepage. — Guillaume, *Histoire du diocèse de Toul*, IV, 258 et sq. (ne croit, ni à l'innocence, ni à la culpabilité complètes). — Meaume, *Le curé de Ludres*, dans *Mém. Acad. Stanislas*, 1887, (est dans les mêmes sentiments que Oudinot). — Comte de Ludre, *Histoire d'une famille de la chevalerie lorraine*. Paris, Champion, II, 241 et sq. (est dans les mêmes sentiments que Guillaume, mais innocente son aïeule des accusations dont on la charge souvent).

(1) Voir plus haut, p. 390 et sq.

(2) Thomas-Remi-Brice Tardiff, prêtre du diocèse de Strasbourg, docteur de Sorbonne, obtint en 1734 une stalle au chapitre de Toul; fut archidiacre de Port, promoteur général, puis official. Il mourut le 24 décembre 1786 (Dumesnil, *op. cit.*).

le 22, par sentence du bailliage, il interjeta appel à la Cour souveraine (1) et, le 28, il subit un nouveau refus. Le motif invoqué était caractéristique : les évêques de Toul avaient obstinément refusé de constituer une officialité en terre lorraine ; pour des magistrats lorrains le tribunal diocésain n'existait donc pas (2) et c'était à eux, prétendaient-ils, en l'absence des juges ecclésiastiques, que revenait la connaissance de toutes les causes, même des causes privilégiées. Les traditions du *Code Léopold* subsistaient donc tenaces.

Le bailliage, d'ailleurs, avait, dès le 27 juillet, prononcé sa sentence, déclaré l'ancien curé de Ludres coupable d'attentats à la pudeur et condamné l'accusé à être étranglé, puis brûlé en place de Grève. A voir tant de précipitation, il semble vraiment que les juges craignaient de voir échapper leur victime. Marchal en appela à la Cour souveraine et, quatre jours après, le premier août, la Chambre de la Tournelle, qui eut à recevoir l'appel, affirma de rechef ses conclusions du 28 juillet et rendit, à l'unanimité, après une longue séance et sur les conclusions du procureur Toustain de Virey, un arrêt confirmatif de celui du bailliage. L'ex-curé fut déclaré « atteint et convaincu d'avoir séduit et corrompu par des attouchements illicites et infâmes, quantité de jeunes garçons, ses paroissiens, de même que des hommes, notamment les trois frères et des écoliers qu'il avait sous sa conduite, en qualité de maître de langue latine... d'avoir commis et consommé par violence l'abominable crime de sodomie, en plusieurs manières et sur plusieurs personnes (3) » ; et il fut décidé qu'il ferait amende honorable et subirait sa peine, non point à Nancy, mais dans la paroisse même où il avait donné le scandale.

Selon la coutume, la sentence eût dû être exécutée le jour même ; mais l'heure était déjà avancée ; cette condamnation d'un prêtre lorrain avait surexcité les esprits ; le bruit courait avec persistance

(1) *Jurisdiction*, etc.

(2) C'est à tort que Meaume (*op. cit.*) et, après lui, le comte de Ludre (*op. cit.*, 245) prétendent que l'officialité n'était pas réorganisée (voir p. 319 et 388).

(3) Voir Lepage, *op. cit.*, 643.

que les magistrats prévenus avaient envoyé à la mort un innocent : on craignit une émeute et l'on résolut de remettre le supplice au lendemain et de faire venir de Pont-à-Mousson et de Lunéville les troupes de la maréchaussée. Marchal eut donc tout le loisir de se préparer à la mort : il le fit avec un repentir profond, une piété touchante, assisté de Jean-Baptiste Pécheur, curé de Saint-Epvre, de François François, vicaire de cette église (1), et de l'abbé de Ravinel. Le lendemain, deux août, le funèbre cortège se mit en marche, au milieu d'une foule nombreuse et sympathique, et le malheureux prêtre, assis sur sa charrette, émut tout le monde par son attitude humble et résignée. Arrivé à Ludres, il fut dépouillé de ses vêtements, couvert d'une chemise de soufre, mené à la porte de l'église pour y faire, une torche à la main, confession publique de ses fautes ; là, il prit la parole, adressa à ses anciens paroissiens une dernière et touchante exhortation, témoigna son amer regret des scandales qu'il avait donnés, s'avoua coupable de bien des infidélités aux vertus de son état, se reconnut digne des plus affreux châtimens, mais jura qu'il mourait innocent de certains crimes énormes dont on l'avait chargé (2), et, d'un pas ferme, alors que tous les assistants fondaient en larmes, il prit le chemin des fourches patibulaires où il remit son corps au bourreau et son âme au Seigneur.

Cette mort édifiante fit sur tous une immense impression : on fut frappé du courage, du repentir, de l'humilité de la victime et l'on oublia les fautes du condamné ; on remarqua soigneusement que, juste au moment de la sentence, un coup de tonnerre avait ébranlé la salle de la Tournelle ; que, le jour du supplice, le ciel, très beau dès l'aube, s'était couvert de sombres nuages et attristé d'une pluie fine et persistante ; que, peu après, le procureur du roi se cassa le bras et demeura estropié ; que Toustain de Virey mourut dans les

(1) François François, né à Nancy, docteur en théologie, était vicaire à Saint-Epvre depuis 1731. Il succéda comme curé de Saint-Epvre à Jean-François Pécheur, mort en 1772 et mourut lui-même le 9 septembre 1786 (Lionnois, I, 258).

(2) Ce sont les paroles mêmes que relate François, dans sa lettre à Mgr Drouas (Lepage, *op. cit.*, 647).

six mois qui suivirent (1) ; que la comtesse de Ludre tomba dans une langueur extrême qui la mina et la conduisit lentement au tombeau. Cet ensemble de signes passa pour un jugement de Dieu. Une légende se forma qui fit de Marchal la victime d'une odieuse machination et l'on chargea de sa mort la comtesse Catherine qui aurait imaginé contre lui une atroce calomnie, renouvelée de la femme de Putiphar, et les gens de Ludres qui auraient poussé le servilisme jusqu'à seconder, par de faux témoignages, le ressentiment de son accusatrice.

Les prêtres accueillirent cette légende avec faveur, blessés qu'ils étaient de voir ainsi méprisés les privilèges judiciaires de leur ordre et, chose plus singulière, le peuple entier l'accepta, sans contradiction, témoignant ainsi auprès de la postérité du bon renom de piété et de régularité dont jouissait alors le clergé toulinois. On tint les habitants de Ludres dans une dédaigneuse quarantaine, comme de misérables assassins de leur curé ; on prit l'habitude d'aller en pèlerinage au lieu du supplice et de planter sur le tertre, demeuré friche, de petites croix de bois. La maréchaussée enleva ces ex-votos ; elle interdit ces manifestations ; elle força François, le vicaire de Saint-Epvre, le consolateur, le témoin et le panégyriste d'une mort aussi sainte, à éviter par la fuite un décret de prise de corps. Tous ces efforts furent inutiles : les pèlerinages continuèrent au gibet du « *bon curé* (2) » et, aujourd'hui encore, après un siècle et demi, de modestes croix, des bouquets de fleurs rustiques témoignent d'une vénération persistante et excitent, dans l'esprit de l'historien et du chercheur, un inquiétant problème. La voix du peuple ici ne serait-elle point la voix de Dieu ?

Pour moi, sans croire à une calomnie de la part de la comtesse et à une première répétition de l'affaire Calas (ni la dénonciation de Madame de Ludre, ni la réponse de Mgr Drouas, ni les récits

(1) Il mourut le 5 octobre 1737 (Durival, *Description de la Lorraine*, I, 225).

(2) Le lieu dit « Le bon curé » se trouve à l'intersection d'un chemin rural et de la route nationale de Nancy à Épinal, à environ cent mètres de l'emplacement de l'ancien gibet. Il est facilement reconnaissable à une multitude de petites croix plantées en terre.

de François et de Villemin, ces témoins si bien placés pour connaître les choses, ni les aveux suprêmes de Marchal ne nous y autorisent), je ne suis point pleinement convaincu de la réalité des crimes énormes dont l'enquête a chargé l'ancien curé de Ludres. S'il en avait été informé, et il l'eût été, soit par la comtesse, soit par le doyen rural, soit par d'autres, l'évêque de Toul n'aurait pu se contenter de solliciter une simple démission et abaisser l'autorité épiscopale jusqu'à promettre une pension viagère à un tel prévaricateur ; de plus les curés du voisinage n'auraient pu, sans impudence, prendre hautement la défense d'un confrère aussi scandaleux et le peuple, d'ordinaire si friand de telles accusations contre le clergé, eût difficilement accepté la légende qui faisait de Marchal une victime innocente.

Je regrette la hâte, la précipitation, l'affollement de la magistrature lorraine qui, en trois semaines, instruisit, jugea, confirma une cause aussi grave et qui ne laissa au roi de Pologne, ni le temps d'intervenir, ni le loisir de gracier ; je proteste, avec bon nombre de gens sensés, contre la rigueur et la cruauté d'un châtiment que les lois et les coutumes des duchés ne connaissaient point pour ces sortes de crimes ; je ne puis m'empêcher de trouver étrange l'indifférence de Mgr Drouas qui, après avoir fait réclamer le prévenu, ne protesta point contre cet empiétement de la justice séculière sur les immunités de son Église. Je déplore la perte d'un dossier qui eût peut-être fixé nos incertitudes et nous eût, du moins, fait connaître de quelle manière et avec quelle disposition d'esprit a été menée la procédure. Ma conclusion sera celle du comte Gaston de Ludre (1) : « Je crois Marchal criminel (moi je dirais coupable) ; mais je crois aussi qu'une mort chrétienne, courageuse, résignée, sur un gibet, est une marque de prédestination. Coupable ou innocent, Marchal mourut en disciple et en imitateur du Christ. » La vénération populaire ne s'égara donc qu'à moitié.

Cette affaire dont Mgr Drouas semblait s'être désintéressé, lui nuisit beaucoup dans l'esprit de ses prêtres. Ils le trouvèrent sans

(1) *Op. cit.*, 251.

cœur, sans attachement, sans dévouement pour ce qui concernait leurs privilèges et leur réputation ; ils furent plus disposés encore à accueillir tous les bruits défavorables qui couraient sur son compte, et à donner à ses actes, même les meilleurs, même les plus utiles, une fâcheuse interprétation. Son père M. Drouas de Boussey, l'avait suivi à Toul, comptant passer en sa compagnie les dernières années de sa vieillesse (1) ; mais, habitué qu'il était à une vie tranquille, il ne put s'accoutumer au va et vient de l'évêché et il se retira dans ses terres. Aussitôt, la méchanceté s'empara de ce fait et la nouvelle courut que l'évêque avait chassé son père par raison d'économie ; qu'il lui avait même refusé une pension viagère et que le Parlement de Metz, saisi du différend, avait condamné ce fils ingrat à verser à l'auteur de ses jours une rente annuelle de six mille livres. Ce fut dans tout le diocèse un cri d'indignation. Des gens mal intentionnés, désireux de rompre la bonne harmonie qui régnait entre Toul et Lunéville, en informèrent Stanislas ; mais le roi ne s'en laissa point imposer. Il pressa l'évêque de se justifier et Mgr Drouas, docile à ses conseils, fit écrire par des membres de sa famille, à La Galaizière, une lettre ouverte en sa faveur ; il se procura un certificat qui déclarait que son père s'était retiré de son plein gré et jouissait d'un revenu de quatre mille livres et il se fit délivrer par le Parlement de Metz une attestation que ce procès scandaleux était une pure calomnie. Mais, quoi qu'il pût faire, quoi qu'il pût obtenir, il ne put complètement désarmer l'opinion et la malignité publiques : beaucoup s'obstinèrent à croire ses démarches trop intéressées pour être sincères.

Dans cette circonstance, comme dans plusieurs autres, La Galaizière l'avait soutenu : on imagina de lui enlever cet appui. Le 28 juin et le 12 septembre 1758, circulèrent, en copies, deux *Mandements* manuscrits de l'évêque-comte de Toul où, prenant prétexte de différentes calamités qui avaient fondu sur la Lorraine, le prélat ordonnait des prières publiques pour que le Ciel accordât la délivrance du « fléau », allusion à peine voilée à l'exécéré

(1) Villemin, *op. cit.*, 73.



chancelier (1). Mgr Drouas s'en émut et, encore que ces deux actes portassent des marques évidentes d'imposture, il écrivit au maréchal de Belle-Isle, à La Galaizière ; il demanda au procureur général de poursuivre les faussaires ; il obtint de la Cour souveraine la suppression de ces libelles (2) et, soucieux de se disculper, même et surtout jusqu'à Paris, il fit parvenir à l'un de ses amis une lettre qu'il le pria de montrer partout et de remettre ensuite au curé de Saint-André-des-Arts (3).

Ce n'était là qu'une escarmouche et, s'il eût accepté, ne fût-ce que par son silence, la paternité de ces mandements, l'épisode eût peut-être été capable, tant La Galaizière était honni, de réconcilier Mgr Drouas avec le clergé lorrain. L'affaire de Vachevigne fut plus longue, plus inexplicable, plus douloureuse pour le cœur du prélat (4).

Le sort des curés âgés ou infirmes et surtout celui de leurs paroisses étaient depuis longtemps un objet de sollicitude pour les évêques de Toul.

Inamovible, le pasteur, accablé par les ans ou par la maladie, restait au milieu de son troupeau et, comme souvent les revenus de son bénéfice étaient peu considérables, il ne pouvait prendre un vicaire et il se voyait forcé de recourir à l'obligeance de ses voisins pour le ministère indispensable ; la paroisse était véritablement sans curé ; la foi diminuait ; les habitudes chrétiennes se perdaient, au grand profit de l'indifférence religieuse ou de l'immoralité. Le seul moyen d'obvier à ce mal était de ménager aux prêtres un établissement où ils puissent finir leur vie dans une retraite honorable. Préoccupé de cette idée, Mgr Bégon avait étudié l'organisation d'une maison fondée à Paris pour cela, sous le vocable de Saint-François de Sales, et il avait songé à pourvoir son diocèse d'une

(1) La copie de ces deux pamphlets se trouve dans le *Recueil des Mandements*, IV, 251.

(2) *Arrêt de la Cour souveraine de Lorraine et Barrois portant condamnation de deux prétendus mandements*. — 27 septembre 1758 (*Rec. Mand.*, IV, 256).

(3) Chatrian, *Recueil de plusieurs lettres*, p. 27.

(4) Villemain, *op. cit.*, 68 et sq.

communauté semblable. Claude Drouas avait eu la même pensée à Sens : aussi reprit-il avec empressement le projet de son vénéré prédécesseur.

Il en parla dès la retraite de 1755, puis dans les retraites suivantes et dans d'autres réunions ecclésiastiques ; il en entretenait son chapitre, le roi de Pologne, la reine de France et, à l'accueil qu'il rencontra partout, il put concevoir de légitimes espérances.

Le 27 octobre 1755, la Chambre ecclésiastique lui affecta sur le produit du greffe de ses insinuations, une somme de deux mille livres ; Théodore Claude, chanoine vétérân de Saint-Gengoult lui légua, par son testament du 25 du même mois, une rente annuelle et perpétuelle de cinq cents livres. Stanislas lui promit de fonder plusieurs bourses en cette institution.

Un immeuble, entouré d'un vaste enclos, se trouvait disponible, auprès du faubourg Saint-Mansuy, sur la route de Toul à Pont-à-Mousson, en un canton nommé Vachevigne. Mgr Drouas en fit l'acquisition pour dix-huit mille livres ; puis, encouragé par d'aussi consolants débuts, il sollicita de Louis XV les lettres patentes nécessaires pour légaliser la fondation. Le document royal fut expédié dès le 6 du mois de février 1760 (1) ; s'appuyant sur ce fait « qu'il se trouvait dans le diocèse de Toul, un grand nombre de curés, vicaires résidents et autres prêtres que leur âge et leurs infirmités mettaient hors d'état de servir utilement l'Église et qui ne s'opiniâtraient à conserver leurs bénéfices que parce qu'ils seraient sans aucune ressource, s'ils venaient à le quitter », il autorisait l'évêque à ouvrir la maison projetée et « à pourvoir au surplus de la dotation de cet établissement par l'union de bénéfices, autres que les cures et églises paroissiales, jusqu'à concurrence de vingt mille livres de rente ».

Il ne restait plus à obtenir que l'enregistrement des lettres patentes par le Parlement de Metz. L'enquête préliminaire *de commodo et incommodo* fut menée par Raderer, substitut du

(1) *Lettres patentes qui permettent à M. l'Évêque de Toul d'établir une Maison de retraite en faveur des ecclésiastiques de son diocèse.* — Février 1760 (*Rec. Mand.*, IV, 313).

procureur général; mais, dans l'intervalle, les esprits s'étaient montés. Les bénéficiers et les candidats aux bénéfices n'avaient pas vu sans ennui la nouvelle réduction, consentie par le roi de France, de ces revenus commodes que fournissait l'Église à leurs oisives et avides personnes. Ils allèrent répétant que cet établissement de Vachevigne serait inutile et qu'un très petit nombre de prêtres seraient tentés de s'y retirer; ils soutinrent que, par cette institution, Mgr Drouas voulait uniquement se rendre maître du sort de ses curés, les dépouiller à son gré de leurs bénéfices, les enfermer dans sa maison de retraite et ils soulignaient malignement cette phrase des lettres patentes: « qui s'*opiniâtraient* à rester dans leurs bénéfices », pour insinuer que l'évêque voulait se ménager le moyen de briser toute résistance et de réduire à néant leur inamovibilité; ils firent remarquer quelle situation intolérable promettait à de respectables vieillards, usés dans les travaux du ministère, la vie commune avec des prêtres légers ou mauvais que l'autorité diocésaine ne manquerait pas d'enfermer à Vachevigne; ils réunirent tous leurs griefs dans des *Réflexions* (1) longues et passionnées et ils firent tant, par leurs attaques, leurs critiques et leurs déclamations, qu'une opposition formidable se déclara.

Le chapitre de Toul pourtant approuva le projet de l'évêque, par sa délibération du 17 avril 1760, et il remit au commissaire enquêteur la copie du procès-verbal de cette séance, signée par le président et contre-signée par le secrétaire, et, de son côté, Mgr Drouas avait fait rédiger un *Mémoire* (2) pour exposer l'utilité, l'urgence et l'économie de son projet et il l'avait soumis à l'enquêteur.

L'information terminée, Raderer revint à Metz et le Parlement, ayant pris connaissance de son rapport, prit un biais pour faire tomber l'affaire. Un arrêt de lui, daté de 1747, avait décidé que les actes capitulaires, quels qu'ils fussent, devraient être

(1) *Réflexions pour servir d'éclaircissements au mémoire présenté par Mgr l'Evêque de Toul au Parlement de Metz pour l'enregistrement des Lettres patentes du Roi, aux fins de se faire autoriser à l'établissement d'une Maison de retraite pour les ecclésiastiques infirmes, pauvres et vicieux de son diocèse* (Rec. Mand., IV, 295).

(2) *Mémoire pour M. l'Evêque de Toul* (Rec. Mand., *ibid.*).

revêtus de la signature du président et du secrétaire ; il rendit, le 1<sup>er</sup> juillet 1760, un arrêt qui exigeait la signature de tous les membres et, le 20 du même mois, sous le spécieux prétexte que la délibération du chapitre n'était signée que par deux de ses membres, il refusa d'enregistrer les lettres patentes. Justement blessés de cette manœuvre, les chanoines toulois refusèrent de prendre une nouvelle délibération (1), s'entêtèrent dans leur résistance et firent le jeu de leurs adversaires.

De ce projet si utile, il ne resta que douze pensions de deux cents livres que, par une généreuse fondation, en date du mois d'août de cette même année, Stanislas institua en faveur de douze prêtres infirmes et impotents appartenant au diocèse de Toul (2). Le roi, dans cette circonstance, avait été plus sage que le clergé : il est vrai qu'il n'était point comme lui prévenu contre l'évêque.

Cette affaire était à peine terminée qu'un procès mit aux prises l'administration diocésaine et les Chanoines-Réguliers de Notre Sauveur. La cure de Sainte-Pôle vint à vaquer, en 1761, par la démission de son titulaire, M<sup>e</sup> François-Antoine Houillon. Stanislas en était collateur ; il avait affection spéciale pour les fils de saint Pierre Fourier : il y nomma, le 10 août 1762, le Père Simon-Jacques Pierre, religieux de la congrégation. Celui-ci se présenta à l'évêché, pour recevoir l'institution canonique ; mais il se la vit refuser sur ce motif que la cure de Sainte Pôle n'était pas une cure unie à une communauté monastique, et que les réguliers sont, de par le droit canon, incapables de posséder des bénéfices séculiers. Il recourut alors à la Cour souveraine et les magistrats lorrains, toujours disposés à contrarier l'évêque, l'envoyèrent en possession du temporel de la cure, sauf à lui de se procurer incessamment la juridiction spirituelle.

Pierre, ne pouvant vaincre l'opposition touloise, s'adressa au consistoire de Trèves et ce tribunal contentieux décida, le 7 septembre 1763, que l'évêque aurait à fournir ses raisons dans les six

(1) *Délibér. cap.*, Arch. de M.-et-M., G. 99, f<sup>o</sup> 96.

(2) *Recueil des fondations*, 170.

semaines et que, si l'examen ne lui était pas favorable, il devrait délivrer au plaignant les pouvoirs canoniques qu'il réclamait.

Mgr Drouas, pour terminer ce différend à l'amiable, offrit au chanoine régulier de lui accorder l'institution de sa cure, mais à titre purement gracieux et sans conséquence pour l'avenir. Pierre refusa, comptant sur la justice de sa cause, et l'évêque se pourvut en Cour de Rome contre la sentence du consistoire métropolitain. Le chapitre de Toul et celui de la Primatiale l'appuyèrent avec empressement : les deux parties publièrent de volumineux mémoires (1) ; enfin, après trois années de discussions, la Cour apostolique débouta le religieux de ses prétentions et, le 30 mai 1765, la Cour souveraine reconnut le bien fondé de l'opposition du prélat. Pierre vint alors supplier l'évêque de lui donner, par faveur, ces pouvoirs qu'il avait naguère si dédaigneusement repoussés ; mais il était trop tard. Mgr Drouas devait à son autorité de ne point céder, même après le triomphe. Le religieux dut reprendre le chemin de son cloître et ce fut Joseph Gault, administrateur de Troussey, qui fut nommé à sa place.

Toutes ces luttes entre le clergé et son évêque, entre les séculiers et les réguliers, énervaient la discipline, déconsidéraient l'ordre sacerdotal et le pouvoir épiscopal, encourageaient les fidèles à l'indocilité et à la rébellion, favorisaient les progrès du scepticisme et de

(1) *Mémoire pour M. l'évêque de Toul et le clergé séculier de Lorraine contre les Chanoines-Réguliers de la congrégation de Notre-Sauveur ou dissertation historique, théologique et canonique sur la capacité prétendue par les Chanoines-Réguliers aux bénéfices séculiers*, par un prêtre séculier du diocèse de Toul, docteur en théologie. Nancy, Leseure, 1765, in-4°, 388 pp.

*Mémoire pour M. Claude Drouas, évêque de Toul... à lui joint les avis séculiers de son diocèse, parties au procès principal, le chapitre de sa cathédrale premier intervenant et M. Antoine Clériade de Choiseul-Beaupré, cardinal de la S. E. R., archevêque de Besançon, primat de l'église primatiale de Lorraine — et les grand doyen, chanoines et chapitre de la dite église, seconds intervenants, contre frère Jacques-Simon Pierre, chanoine régulier de Notre-Sauveur et les autres chanoines réguliers de la même congrégation, demandeurs.* Nancy, Antoine, 1765, in-4°, 220 pp.

*Plaidoyer sur la capacité des Chanoines-Réguliers de la congrégation de Notre-Sauveur en Lorraine, à posséder des cures séculières, contre M. l'évêque de Toul, les curés séculiers du clergé et les autres parties en cause.* Nancy, Hœner, 1765, in-4°.

l'incrédulité. C'est au moment où l'Église aurait eu besoin de toutes ses forces pour lutter contre ceux qui s'étaient donné la mission de l'écraser, elle et son Christ, que ses membres se livraient à des discussions stériles et toujours fâcheuses, à des combats intestins qui leur faisaient ignorer les progrès de l'ennemi. Mais il est facile à l'historien de constater tout cela après l'événement; les contemporains ne peuvent que rarement dominer les faits si complexes auxquels ils sont mêlés: gardons-nous donc de trop de sévérité.

Dans ces difficultés si nombreuses que son imprévoyance ou la malignité lui avaient jusque là suscitées, Mgr Drouas trouvait un ferme soutien en Sa Majesté Polonoise. Mais cet appui lui manqua au commencement de 1766. Le 5 février, le vieux roi fut victime d'un accident, tomba près de son feu, se fit de graves brûlures et, après de longues et cruelles souffrances, supportées avec un héroïque enjouement, il expira le 23 février (1). Avec lui disparut la dernière barrière qui séparait de la France la Lorraine et le Barrois; dès le lendemain, le chancelier La Galaizière réunit à Nancy la Cour souveraine et proclama solennellement la réunion définitive au royaume de l'héritage des comtes de Bar et de Gérard d'Alsace. Pour la première fois, le diocèse de Toul allait obéir à un seul et unique souverain.

Pour des motifs qui restent ignorés, peut-être pour ne point se voir forcé de céder le pas au primat de Lorraine, le cardinal de Choiseul-Beaupré, archevêque de Besançon, Mgr Drouas n'assista point aux obsèques de Stanislas qui eurent lieu le 4 mars, dans le sanctuaire de Notre-Dame de Bon-Secours; mais un mandement de lui, publié le 17 de ce mois, annonça la mort du roi de Pologne et ordonna des prières publiques pour le repos de son âme. Le 22 suivant, un service solennel fut chanté dans la cathédrale de Toul et, quelques jours après, l'évêque présida un second service, à Nancy. dans l'église paroissiale Saint-Roch (2).

(1) P. Boyé, *Les Derniers moments du roi Stanislas*, dans *Mém. Soc. Arch. lorr.*, 1898.

(2) *Mandement de Mgr l'Évêque-comte de Toul qui ordonne des prières publiques pour le repos de l'âme du roi de Pologne, duc de Lorraine et de Bar*. Toul, Carez, 1766, in-4°. — 17 mars 1767 (*Rec. Mandem.*, V, 35).



## LIVRE XIV

Le Diocèse de Toul dans les premières  
années de la réunion définitive de la  
Lorraine à la France (1763-1777).

---

### ÉVÊQUES QUI ONT SIÉGÉ DURANT CETTE PÉRIODE

- 92. Claude Drouas de Boussey, 1754-1773.
- 93. Étienne - François - Xavier des Michels de Champorcin,  
1773-1802.





## CHAPITRE I

Dernières années de Mgr Drouas <sup>(1)</sup>  
(1766-1773).

---

La question des Jésuites fut la première qui se posa après la réunion définitive de la Lorraine à la France. Dès le mois d'avril 1762, le Parlement de Paris avait ordonné la fermeture de tous les collèges que tenait la Compagnie dans toute l'étendue de son ressort et, conformément à cet arrêt, les fils de saint Ignace avaient dû quitter Bar, au mois de mai de cette même année, et laisser à des prêtres séculiers l'antique institution, jadis fondée par Gille de Trèves (2). La plupart des parlements de province avaient suivi l'exemple de la première Cour du royaume et Louis XV, après une résistance assez molle, avait enfin cédé à la pression des Jansénistes, des Gallicans et des Encyclopédistes et supprimé en France la Compagnie de Jésus (1764).

Stanislas s'était montré plus ferme. Il aimait les Jésuites ; il leur avait confié les Missions royales ; il avait voulu que deux d'entre eux, le Père Leslie (3) et le Père de Menoux, fussent membres de

(1) SOURCES. — Villemin, *Essai sur la vie de Mgr Drouas*. — Chatrian, *Anecdotes toulouses*, Ms. 187 de la Bibl. du Sém. de Nancy.

(2) Gillant, *Pouillé du diocèse de Verdun*, II, 104. — Voir p. 32.

(3) Ernest Leslie, Écossais (1713-1779), professa les belles-lettres à Reims et à Nancy, fut membre de la Société royale des sciences et belles-lettres de Nancy et écrivit surtout des odes et des pièces de circonstance (Sommervogel, *Bibl. des Écriv. de la Comp. de Jésus*).

Joseph de Menoux, bizontin (1695-1766), eut une grande influence sur Stanislas

l'Académie qu'il avait créée à Nancy (1), et il était entretenu dans cette affection par sa fille, Marie Leczinska. Aussitôt qu'il avait appris l'arrêt du Parlement de Paris, il avait supplié son gendre de ne point approuver les violences des magistrats : « En mon particulier, qu'il me soit permis, lui écrivait-il, de vous exposer ma vive douleur sur ce triste sujet que ma raison ne peut comprendre, ni mon cœur sensible supporter... Ce qui regarde la Religion en cette occasion, votre autorité, l'utilité pour le bien de votre royaume..... me commandent de vous tenir ce langage (2). » Ses prières étaient restées inutiles ; mais, s'il n'avait pu détourner un coup si funeste, le roi de Pologne avait voulu tout au moins conserver les Jésuites dans le ressort de la Cour souveraine et, de plus, il avait pris les mesures nécessaires pour ménager aux expulsés une généreuse hospitalité (3).

Les fils de saint Ignace avaient continué à jouir de leur noviciat de Nancy, à tenir les Missions royales, les collèges de Nancy et d'Épinal, l'université et le collège de Pont-à-Mousson ; jamais leurs maisons n'avaient été plus peuplées ; mais leur situation était bien précaire et, dès la mort de Stanislas, ils se préparèrent au bannissement. Le coup fut suspendu pendant deux ans ; mais, en juillet 1768, parut l'édit qui étendait à la Lorraine l'édit de suppression de la Compagnie (4) et obligeait les religieux à quitter,

et fut nommé par lui son prédicateur ordinaire, puis supérieur des Missions Royales. Il fut l'un des premiers membres de la Société royale de Nancy et appartint aussi aux Académies de La Rochelle et des Arcades. Il fit plusieurs ouvrages de controverse contre Voltaire et les Encyclopédistes et collabora aux *Euvres du philosophe bienfaisant* (Paris, 1763, 4 vol. in-8°). — (*Bibl. gen.* — Sommervogel, *op. cit.*). — Les Philosophes, les Jansénistes et les Lorrains ont beaucoup chargé sa mémoire, ne lui pardonnant ni son zèle, ni surtout sa faveur.

(1) La *Société royale des sciences et belles-lettres* de Nancy, aujourd'hui *Académie de Stanislas*, fut fondée par le roi de Pologne, le 28 décembre 1750 à l'instigation de Solignac (Druon, *Stanislas et la Société royale des sciences*, dans *Mém. Ac. Stan.*, 1892). Parmi ses premiers membres ecclésiastiques, elle compte le Père de Menoux, M. de Tervenus, chanoine de la Primatiale et le Père Gauthier, chanoine-régulier de Notre-Sauveur, professeur de mathématiques et d'histoire des cadets gentilshommes à Lunéville.

(2) Lettre citée par Digot, *Hist. de Lorr.*, VI, 316.

(3) Durival, *Description de la Lorraine*, I, 251.

(4) *Ordonnances de Lorraine*, XI, 370.

pour le premier septembre, les maisons et les biens qu'ils possédaient.

Le plus pressant pour l'autorité française était d'assurer le maintien des maisons d'enseignement. Des lettres patentes, datées de Compiègne, les 21 et 29 juillet, les 1<sup>er</sup> et 3 août (1), confirmèrent l'existence des collèges de Nancy, d'Épinal, de Pont-à-Mousson ; supprimèrent, en faveur de Nancy, le petit collège qui existait à Saint-Nicolas de Port, et transférèrent dans l'ancienne capitale de la Lorraine, les quatre facultés de l'université mussipontaine (2). Les cours du collège, le pensionnat, les facultés des Arts et de Théologie devaient être installés dans les bâtiments du noviciat des Jésuites, dont l'église servirait à la fois aux solennités religieuses de l'université et aux exercices de la paroisse Saint-Nicolas, jusque-là pensionnaire des Capucins (3) ; la faculté de Droit devait, provisoirement du moins, occuper le collège des Jésuites, laissé vacant par le transport des classes au noviciat, et la paroisse Saint-Roch, de locataire, deviendrait propriétaire de l'église, dotée jadis par Jean des Porcelets de Maillane : la faculté de Médecine trouvait un asile tout préparé dans les salles du Collège royal de médecine et de chirurgie, que Stanislas avait fondé dans sa bonne ville.

Mgr Drouas paraît avoir souffert en silence un mal qu'il se sentait impuissant à conjurer ; il semble n'avoir pas élevé la voix en faveur des Jésuites ; mais il s'occupa très activement de combler le vide que creusait, dans les rangs des défenseurs de l'Église et dans l'économie des institutions diocésaines, la disparition de la célèbre Compagnie. Les lettres patentes du 3 août lui reconnaissaient le titre de chancelier de l'université de Nancy et lui accordaient, pour cette fois seulement, la nomination des deux professeurs de la faculté de Théologie. Il choisit, pour ce poste si important, surtout à une heure où l'incrédulité faisait des progrès

(1) *Ibid.*, 390 et sq.

(2) Sur ce transfert et sur la première organisation de l'université, voir Lionnais, *Hist. de Nancy*, II, 214 ; III, 216.

(3) Ce qui amena maintes querelles entre le curé, M. de Vallée, et Lionnais, principal du collège (Chatrian, *op. cit.*, *passim*).

alarmants, des prêtres d'une foi éprouvée, d'une vertu solide, de talents et de science remarquables : François Mézin, enfant de Nancy, alors professeur à l'université de Bordeaux (1), et Jean-Baptiste Baranger, né à Blénod-les-Toul et prêtre de l'Oratoire (2), auquel succéda en 1778 Alexis Jacquemin, alors vicaire à Saint-Epvre et plus tard évêque de Saint-Dié (3).

La rentrée de l'université devait se faire le premier octobre : les difficultés d'organisation et d'aménagement la firent retarder jusqu'en novembre et, le 7 de ce mois, Mgr Drouas fit son premier acte de chancelier en célébrant la messe du Saint-Esprit dans l'ancienne église du noviciat, en présence des quatre facultés, des élèves et des professeurs du collège et d'un grand concours de peuple, attiré par cette nouveauté.

Les Missions royales furent reconstituées moins vite que les maisons d'éducation (4). Ce ne fut qu'en mai 1771 que des lettres patentes de Louis XV ordonnèrent que les missions et les fondations dont les Jésuites étaient chargés, seraient à l'avenir remplies et exécutées par des ecclésiastiques séculiers. Ces derniers, au nombre de douze, seraient nommés par les évêques de la province et soumis à un supérieur que leur donnerait l'évêque de Toul ; ils occuperaient le bâtiment principal du faubourg Saint-Pierre ; jouiraient des biens et héritages attachés à la communauté et touche-

(1) François *Mézin*, né à Nancy, le 23 septembre 1739, fit ses études littéraires chez les Jésuites de Nancy et sa théologie à Paris. Vers 1766, il fut nommé professeur de théologie à Bordeaux ; puis fut, durant quatorze ans, doyen et professeur à la faculté de théologie de Nancy. Il refusa de signer la constitution civile du clergé, se retira à Trèves, puis en Belgique, puis en Allemagne et mourut en 1818, à Paris, dans la maison de retraite de Sainte-Périne. Il a laissé des traités du Mariage (1785) et de la Grâce (1786) (Cf. Thiriet, *L'abbé Mézin*, dans *Sem. Relig. de la Lorr.*, 1884).

(2) J.-B. de *Baranger*, né en 1733, docteur en théologie et licencié en droit, fut vicaire à Rambervillers, à Fraimbois, professeur à l'université de Nancy, curé de Heillecourt, de Houdreville, émigra pendant la Révolution et fut nommé curé de Gondrecourt, le 20 juillet 1803. Il mourut dans cette paroisse, le 29 février 1808 (Chatrian, *passim*. — Gallant, *Pouillé*, III, 160).

(3) Mangenot, *Vie de Mgr Jacquemin*, 6 et sq. — Cf. T. III de ce présent ouvrage, *passim*.

(4) Lonnais, I, 373 et sq. — Vanson, *Valcourt et les missionnaires diocésains*. Nancy, 1882, p. 111 et sq.

raient, pour leur entretien, la rente de vingt-et-un mille deux cents francs, affectée sur les domaines par feu Sa Majesté Polonaise. Le roi fit même remettre à Randon de Pommery, administrateur des affaires des Dames de France, l'arriéré de cette rente et il donna les ordres et les sommes nécessaires pour l'ameublement de la maison. Mgr Drouas prit toutes les mesures pour assurer le succès de cette résurrection (1). Il écrivit au métropolitain de Trèves et à ses collègues de Metz, de Besançon de Verdun, de Langres, de Strasbourg et de Châlons, pour leur annoncer le rétablissement des missions ; il pria l'évêque de Metz de désigner quatre missionnaires, allemands et français ; il se fit envoyer le règlement de la maison des missionnaires de Beaupré, au diocèse de Besançon, et il s'en inspira pour composer les statuts de cette nouvelle communauté ; il demanda, comme supérieur, le Père Cambon dernier recteur de l'université de Pont-à-Mousson. C'était un excellent choix et une manière habile de faciliter la transition ; mais cette nomination ne fut pas agréée et ce fut M. Mesny, prêtre de la communauté de Saint-Sébastien, qui fut chargé de reprendre et d'organiser l'œuvre des Jésuites.

Les progrès de l'impiété ; l'urgence de soustraire les futurs prêtres à ce milieu délétère et de les former, dès le jeune âge, aux fortes convictions de la foi et aux solides habitudes de la vie chrétienne ; le désir de remplir, autant qu'il était en son pouvoir, les intentions du saint concile de Trente, tout avait suggéré à Mgr Drouas la pensée d'établir à côté de ses deux séminaires de Philosophie et de Théologie, un séminaire d'humanités ou, pour employer l'expression consacrée, un petit séminaire (2). La suppres-

(1) Chatrian, *op. cit.*, 1771 et 1772, *passim*.

(2) Sur le séminaire Saint-Claude, voir au cinquième volume du *Recueil des Mandements*, le *Mandement de Mgr l'évêque-comte de Toul qui annonce l'établissement et l'ouverture au 3 novembre prochain d'un troisième séminaire épiscopal dans la ville de Toul, où seront enseignées toutes les classes d'humanités, depuis la sixième jusqu'à la rhétorique inclusivement*, 17 avril 1769 (p. 167) ; l'acte de fondation du *Séminaire Saint-Claude*, 10 septembre 1769 (p. 170) ; Guillaume le donne *in-extenso*, à la page 429 du quatrième volume de son *Histoire du diocèse de Toul* ; la lettre du supérieur aux curés, 18 avril 1770 (p. 173) ; Guillaume la donne également (*Ibid.*, 433) ; Une *Notice* manuscrite sur le *Séminaire Saint-Claude* (p. 174). — Consulter

sion des Jésuites le fortifia dans cette résolution. Ces fermes champions de la doctrine catholique une fois disparus, l'éducation de la jeunesse allait tomber entre les mains de prêtres séculiers, presque indépendants de l'autorité diocésaine (1), ou de religieux, Chanoines-Réguliers ou Bénédictins, fortement suspects de Jansénisme ou de tendances encyclopédiques. Que deviendraient les prêtres formés par de tels maîtres ? et, avec ces prêtres, que deviendraient les fidèles ?

Le péril était pressant : l'évêque n'hésita point. Un terrain se trouvait disponible le long des remparts de Toul, tout près de l'abbaye Saint-Léon : il l'acheta ; la municipalité possédait à côté des écuries de peu de valeur : une promesse de contribuer pour vingt mille livres à la construction de casernes de cavalerie l'en rendit possesseur et, dès lors, il se mit à bâtir son séminaire qu'il dédia à saint Claude, son patron. Comme les religieux de Saint-Léon tenaient depuis longtemps, au nom du chapitre et de la ville, un collège de plein exercice, le prélat avait d'abord pensé n'établir qu'un internat, un « *convict* » comme l'on dit en Allemagne, dont les pensionnaires eussent suivi à l'abbaye voisine, les cours des Chanoines-Réguliers. Mais des bruits peu favorables couraient sur l'orthodoxie de ces fils de saint Pierre Fourier et l'évêque, au risque de paraître élever collège contre collège, résolut d'installer toutes les classes, même une septième, au séminaire ; il développa donc son plan primitif et construisit un vaste corps de logis de trois étages et de trente-six fenêtres de façade, à chaque étage, le flanqua de deux ailes, y disposa chapelle, classes, salles d'étude, salle de récréation, réfectoire, cuisines et dépendances, cellules d'élèves et chambres de professeurs et le rendit capable de contenir au moins deux cent cinquante personnes (2). Chaque

également Chatrian, *op. cit.*, 1771-1774. — Villemin, *op. cit.*, 81, et les Archives de Toul, BB. et GG. — *Documents concernant le collège Saint-Claude*, copies de pièces originales insérées dans un recueil formé par M. Guillaume et conservé aux Archives de l'évêché de Nancy.

(1) L'évêque était président du conseil d'administration du collège ; mais les places étaient à la collation du principal.

(2) *Acte de fondation*, cité plus haut.

classe devait avoir son professeur et son répétiteur ; le soin du temporel serait confié à un procureur et la direction de la maison, à un supérieur. Tous les maîtres appartiendraient au clergé du diocèse, seraient nommés par l'évêque et révocables à son gré. Le prix de la pension monterait à deux cent quarante livres ; mais il serait employé tout entier à la subsistance personnelle des séminaristes : une fondation, signée à Moselli, le 10 septembre 1769, assura les revenus nécessaires pour la nourriture et les honoraires des professeurs et pour l'entretien de l'immeuble. Outre les pensionnaires, la maison recevrait des externes de la ville, des boursiers et même des jeunes gens qui ne se destineraient pas à l'état ecclésiastique, à condition qu'ils offrissent toutes les garanties de foi, de piété et d'esprit chrétien ; c'était donc un séminaire-collège ou, pour employer le terme actuel, un séminaire mixte. Enfin, pour que rien ne fit défaut à sa création, Mgr Drouas lui abandonna comme maison de campagne le domaine de Vachevigne, de si pénible souvenir (1).

Le règlement surtout fut l'objet de soins minutieux et, en le rédigeant, Mgr Drouas fit preuve de rares qualités pédagogiques (2) : il le répartit en trois titres : *des maîtres, des élèves, des domestiques*, et ce qu'il dit de l'unité de direction dans les études suffit pour donner une haute idée de l'ensemble et des détails : « L'enseignement dans toutes les classes doit être parfaitement combiné, depuis la première leçon de septième jusqu'au dernier exercice de rhétorique. Chaque professeur doit donc s'appliquer à rendre les élèves bien instruits et imperturbables dans ce qu'il faut absolument savoir pour faire des progrès dans la classe supérieure. Le système de l'éducation classique doit présenter, dans le travail particulier de tous les professeurs, un concert harmonieux dont toutes les parties soient remplies avec le plus grand accord. »

Pour présider à cette œuvre, il sut trouver en l'un de ses secré-

(1) Voir plus haut, p. 585.

(2) *Règlement du Séminaire de Saint-Claude de Toul, observé du 1<sup>er</sup> novembre 1770* (Ms. 133 de la bibl. du Sém. de Nancy).



taires, Pierre-Michel Georgel, l'homme qu'il lui fallait (1), et ce fut l'âme pleine d'espérance qu'il ouvrit son petit séminaire, le 3 novembre 1769.

La contradiction pourtant ne lui manquait pas : les uns, toujours prêts à soupçonner chez lui l'avarice et la cupidité, l'accusaient de vouloir spéculer sur l'éducation de la jeunesse ; les autres, les magistrats de Toul, les chanoines de la cathédrale et surtout les Chanoines Réguliers de Saint-Léon, lui reprochaient, non sans quelque apparence de raison, de vouloir faire tomber un ancien collège, fondé par le chapitre et par la ville, surveillé par l'écolâtre, pour en élever un autre qu'il gouvernerait seul et sans contrôle. Mais Mgr Drouas était fait à ces résistances : il ne s'en troubla point. Son œuvre établie, il sollicita des lettres patentes, pour lui donner l'existence légale ; il les obtint en décembre 1769 et les présenta au Parlement de Metz pour les faire enregistrer. L'enquête obligatoire fut conduite par un magistrat favorable à l'entreprise ; le corps de ville et le chapitre levèrent leur opposition (2) et les lettres patentes furent entérinées le 29 janvier 1770.

L'habile administration de M. Georgel, sa direction ferme, vigilante, sacerdotale, son initiative toujours en éveil, imprimèrent à la maison naissante un excellent esprit, donnèrent à la piété, comme aux études, un vigoureux élan, lui valurent l'estime du clergé et des familles et lui attirèrent de toutes les parties du dio-

(1) Pierre-Michel *Georgel*, docteur en théologie, fut secrétaire de Mgr Drouas, de 1767 à 1769 (Chatrian, *Chronologie des secrétaires*, Ms. 197 de la bibl. du grand séminaire de Nancy), puis supérieur du séminaire Saint-Claude jusqu'en 1780, année où il devint doyen de la collégiale et curé de Sarrebourg (Chatrian, *Journ. eccl. lorr.*, 1780, 1<sup>er</sup> juin), et il eut pour successeur, dans la direction du séminaire, MM. Couchot, curé de Chaudeney, et Voinier qui émigra pendant la Révolution et devint ensuite curé de Marbach, où il mourut (*Notice citée plus haut*, p. 597, n. 2).

(2) Le 22 janvier 1770, le chapitre décide qu'il lève son opposition à l'établissement du séminaire d'humanités, sous la réserve expresse qu'en cas que le collège Saint-Léon sur lequel l'écolâtre exerce son inspection, vint à tomber et qu'alors Mgr l'évêque ou ses successeurs demanderaient au chapitre la somme qu'il paye maintenant à la décharge de l'écolâtre au collège de Saint-Léon, alors ledit écolâtre exercerait sur ledit séminaire d'humanités, la même juridiction qu'il exerce actuellement sur Saint-Léon (*Délib. capit.*, Archives de M.-et-M., G. 103).

cèse et même d'ailleurs, des recrues de plus en plus nombreuses. Au bout de quelques années, Saint-Claude compta plus de cent soixante internes et il passait pour l'un des meilleurs établissements de la région.

M<sup>gr</sup> Drouas veillait sur son œuvre avec une paternelle sollicitude. Il choisissait les maîtres avec le plus grand soin ; un jour pourtant, il fut mal inspiré en nommant un jeune homme de dix-sept ans, celui qui fut François de Neufchâteau, professeur d'histoire, d'éloquence et de poésie (1) ; il est vrai que celui-ci n'y demeura pas longtemps et partit bientôt pour Paris où l'attiraient les Encyclopédistes. Le prélat consacrait à ses chers enfants les quinze jours qui suivaient la rentrée, dinant au réfectoire, visitant les études, assistant aux récréations et se faisant présenter les nouveaux, à mesure qu'ils arrivaient. Il présidait aux actes publics, aux derniers exercices de l'année scolaire et à la distribution des prix, et les éloges qu'il ne ménageait point aux lauréats, les paroles aimables qu'il adressait à leurs parents doubblaient pour les uns et pour les autres la valeur de la récompense.

Bientôt, pour une maison si prospère, l'emplacement ne lui parut plus assez vaste : le cimetière de Saint-Anian, situé entre l'abbaye et le collège, venait d'être interdit par un arrêt du Parlement de Metz ; il voulut l'acheter, dès l'année 1771, pour y construire une grande salle des actes, un réfectoire spacieux et des appartements où il se trouverait plus à l'aise que dans son palais immense et grandiose. Au mois d'août, des lettres patentes l'autorisèrent à réaliser son dessein ; elles furent enregistrées, le 13 septembre ; mais les chanoines de Saint-Léon avaient déjà réuni à leur jardin une partie du cimetière et ils voyaient de fort mauvais œil le progrès de Saint-Claude ; ils firent opposition à l'exécution des lettres royales ; ils furent condamnés par le Parlement, mais ils obtinrent du corps des médecins et des chirurgiens de Toul la défense à

(1) Chatrian, *Anecd. toulous.*, 1771. — Nicolas, le futur curé de Tantonville, puis évêque constitutionnel de la Meurthe, fut professeur de rhétorique vers 1772-1773 (*Ibid.*).

l'évêque de remuer, avant deux ans révolus, la terre du cimetière Saint-Anian.

Mgr Drouas dut prendre patience ; il se consola de ce contre-temps en continuant ses largesses : en 1772, il versa aux fermiers généraux la somme de dix-neuf mille francs pour l'amortissement des fonds du séminaire et, l'année suivante, il plaça cent mille francs sur les États de Bourgogne pour vingt-cinq bourses gratuites, huit à la nomination de sa famille et dix-sept à la collation des prélats, ses successeurs. Le séminaire Saint-Claude lui coûta, paraît-il, plus de quatre cent mille francs et cette œuvre si utile eût suffi largement à faire bénir sa mémoire.

Il eut aussi à s'occuper des ermites dont l'institut était atteint de l'humaine faiblesse. Pour lui donner une force nouvelle, à la demande des intéressés, il réunit en une seule, au chapitre de de 1773, les deux congrégations de Saint-Antoine et de Saint-Jean-Baptiste (1). Les vingt-sept ermitages qui subsistaient encore (2), eurent désormais comme centre Saint-Joseph de Messein et les soixante-dix frères qui les habitaient, y vinrent chaque année tenir le chapitre et suivre les exercices spirituels (3).

Sans appartenir à une congrégation, un ermite donnait alors au fond des Vosges, l'exemple de toute les vertus (4). Né en 1724, à

(1) Chatrian, *Anecd. toulous.*, 5 avril 1772 et 27 avril 1773.

(2) Il y en restait dix-neuf de Saint-Antoine et huit de Saint-Jean-Baptiste :

Le Val des Nones, près de Toul ; Saint-Pierre du Val de Pacey ; Saint-Euchaïre, près de Pompey ; Saint-Charles, à Gondreville ; Sainte-Menne, à Puzieux ; Saint-Joseph, à Harréville ; N.-D. de Bellefontaine, à Bourmont ; N.-D. d'Aroffe, près de Rozières-sur-Mouzon ; N.-D. d'Offroicourt, près de Soulaucourt ; N.-D. de Pitié, à Jainvillotte ; N.-D. de Lorette, à Médonville ; Sainte-Anne, à Rouceux ; Saint-Joseph de Messein ; Sainte Anne-les-Lunéville ; Saint-Léger de Charmoilles-les-Charmes ; N.-D. de Langley ; N.-D. de Montfort ; Sainte-Madeleine de La-Rochotte (Deneuvre) ; N.-D. de Grâce de Crévéchamps ; Sainte-Geneviève, près d'Essey-les-Nancy ; Saint-Marin-les-Châtel ; Saint-Jean-Baptiste-les-Blâmont ; Sainte-Madeleine, près de Saint-Nicolas ; N.-D. de Romémont, près de Buissoncourt ; Saint-Antoine d'Archettes ; Saint-Gras de Brantigny ; Les-Croix-Ferry, près de Rambervillers. — (Chatrian, *La Lorraine ecclésiastique ; La Lorraine monastique*. Ms. 202 et 200 du Sém. de Nancy.)

(3) Chatrian, *Journ. et Calend.*, *passim*.

(4) Sur *Frère Joseph Formet*, voir Petitjean, *La Vie de P.-J. Formet, dit l'ermite de Ventron*. Épinal, Collot, 1884. — L. Colin, *L'Ermite de Ventron*. Épinal, 1884. — *Le serviteur de Dieu, Frère Joseph ou l'Ermite de Ventron*,

Lomontot, diocèse de Besançon (1), Pierre Joseph Formet, après avoir victorieusement surmonté tous les périls de l'atelier et des armes, chercha, dans une vallée tranquille et reculée, une retraite où il pût vaquer à loisir aux exercices de la prière et de la mortification. Après diverses tentatives (2), il se fixa près de Ventron (3), vers 1730, et, dès lors, sa vie rappela celle des Paul et des Hilarion ; son ermitage devint une source de bénédictions spirituelles et même temporelles et, quand il mourut, en avril 1784, la voix du peuple, autorisée par de nombreuses et miraculeuses faveurs, lui décerna le titre de saint, titre que nous avons le doux espoir d'entendre ratifier un jour par l'autorité suprême (4). Mgr Drouas eut l'occasion de visiter le Frère Joseph : il s'en revint bénissant la Providence de lui avoir ménagé une telle consolation.

Cependant l'opposition ne désarmait pas : un mandement du 25 décembre 1767 lui avait fourni l'occasion de se manifester une fois de plus. Depuis longtemps, les évêques de Toul gémissaient de voir profaner par des réjouissances trop mondaines les fêtes du patron et de la dédicace des églises paroissiales. Pour couper le mal dans sa racine, François de Camilly avait déjà transporté à un même dimanche la solennité de la dédicace de toutes les églises du diocèse (5) et cette mesure semble avoir été acceptée sans grandes contestations ; mais la fête patronale restait toujours fixée au jour de son échéance ; en mainte localité, les repas, les danses, les assemblées et autres récréations foraines laissaient à Dieu et au saint patron une place plus que minime (6). Pressé par un certain nombre de curés et encouragé par l'heureux résul-

d'après les procès informatifs. Montauban, Prunet, 1896. — L'Hôte, *La Vie des Saints*, II, 419 et sq.

(1) *Lomontot*, ann. de Lomont, c. de Héricourt (Haute-Saône).

(2) Au Thillot, à Bussang, à Pairis (Val d'Orbey, Alsace).

(3) *Ventron*, c. de Saulxures, Vosges.

(4) La cause du F. Joseph, introduite depuis 1894, est poussée avec zèle par Mgr Foucault et par Mgr d'Armailhacq, supérieur de Saint-Louis des Français, postulateur de la cause.

(5) Voir plus haut, p. 421.

(6) Sur cet incident, voir Villemin, *op. cit.*, 80.

tat qu'avait produit la translation de la dédicace, le prélat ordonna, par son mandement du 25 décembre 1767, que la célébration de la fête patronale de toutes les églises paroissiales, annexes et succursales du diocèse, serait fixée désormais au dimanche qui suivrait les Quatre-Temps de septembre (1).

Cet acte pouvait assurément se justifier : il avait été inspiré par le zèle le plus pur de la gloire du Seigneur et de la sanctification des hommes ; la Cour romaine l'avait approuvé et les parlements intéressés lui avaient donné la sanction légale (2) ; mais il touchait à une institution éminemment populaire ; il supprimait les réunions de famille que l'on avait l'habitude de faire en cette circonstance ; il rendait impossibles les cérémonies pompeuses, les sermons d'apparat auxquels les curés invitaient leurs confrères : aussi, de la part de clergé, comme de la part des fidèles, ce mandement provoqua-t-il de violentes réclamations. De tous côtés, les lettres affluèrent à Toul, demandant à l'évêque de rapporter son ordonnance. Cette insistance ne fit que persuader davantage le prélat de la grandeur et de la généralité du mal ; il maintint sa décision et le mécontentement, après avoir grondé pendant deux ans, éclata enfin, en mars 1770, dans un opuscule imprimé, de soixante huit pages in-douze, véritable réquisitoire qui n'avait de respectueux que son titre ironique : *Très humbles et très respectueuses remontrances, présentées à Mgr l'Illustrissime et Révérendissime Claude Drouas, évêque-comte de Toul, prince du Saint-Empire, par les curés de son diocèse, au sujet du changement des fêtes patronales* (3). Ce *factum*, plein d'insinuations malignes et d'irrévérencieuses représentations, répondait trop aux sentiments de la majorité pour ne

(1) *Mandement de Mgr l'évêque-comte de Toul qui fixe au dimanche suivant immédiatement les Quatre-Temps de septembre, la célébration de la fête patronale de toutes les églises paroissiales, annexes et succursales de son diocèse.* — 25 décembre 1767 (Rec. Mand., V, 101).

(2) *Arrêt de la Cour souveraine de Lorraine et Barrois portant enregistrement du mandement de M. l'évêque de Toul qui fixe au dimanche suivant immédiatement les Quatre-Temps de septembre, la célébration de la fête patronale de toutes les églises paroissiales, annexes et succursales de son diocèse.* Nancy, Charlot, s. d. (N° 5831 du Catalogue Favier).

(3) *Recueil des Mand.*, V, 103. — *Ordonn. de Lorraine*, XIII, Supplém., 46.

point obtenir un grand succès. En vain, la Cour souveraine le condamna-t-elle, dès le deux juin, comme injurieux au prélat qui avait lancé le mandement et aux tribunaux qui l'avaient sanctionné ; un *pamphlet* plus impertinent encore courut manuscrit, en juillet, à travers le diocèse (1). Il avait la forme d'une circulaire envoyée par les curés à l'auteur des *Remontrances*, le félicitant de sa fermeté à défendre la cause du Seigneur : « Nous rendons au Dieu tout-puissant, y lisait-on, de très grandes actions de grâces d'avoir donné à ce diocèse un pasteur aussi ferme et aussi fidèle qui, ne rougissant pas de l'Évangile et ne craignant pas de déplaire à son Évêque, lui représente avec tant de force ce qu'il doit à Dieu et à son troupeau. » Et plus loin : « Qu'il serait à souhaiter pour toute l'Église qu'elle eût un grand nombre de ministres comme vous qui s'appliquassent à rappeler les évêques, lors même qu'ils gouvernent leurs diocèses avec un esprit de domination inconnue au premier des évêques, dans les voies de la vérité..... non seulement en les exhortant avec une charité fraternelle, mais en les reprenant encore, à l'exemple de saint Paul, avec un zèle pastoral et cette sainte liberté qui convient si fort à des pasteurs. »

Ces *factums* nous ouvrent de bien tristes aperçus sur l'esprit de certains prêtres toulousains et cet incident des fêtes patronales qui donna lieu à des récriminations aussi amères, à des assauts aussi passionnés, nous fera mieux comprendre un incident plus grave (2).

Au synode de 1740, Mgr Bégon avait promulgué, sur les censures et les cas réservés, un décret que M. Abgrail passe pour avoir préparé (3). Les doyens et les échevins ruraux, habitués à être consultés par les évêques sur la rédaction et l'opportunité des observations à faire au synode et des statuts à publier, se tinrent pour offensés

(1) *Lettre pastorale des curés du diocèse de Toul à l'auteur des Remontrances présentées à Mgr l'Évêque au mois de mars 1770, au sujet du changement des fêtes patronales.* Ms. (Rec. Mand., V, 137).

(2) Villemin, *op. cit.*, 83 et sq.

(3) *Decretum J. et R. D. Begon, episcopi tullensis, circa censuras et casus reservatos promulgatum in synodo generali diœcesana anni 1740, a... D. Episcopo recognitum et in paucis articulis explicatum.* Tulli Lœcorum, Carez, 1768, in-12, 15 pp. (Rec. Mand., V, 149).

de n'avoir point été appelés à donner leur avis sur une matière aussi considérable. Quelques-uns hasardèrent des réclamations ; elles ne furent point admises ; ils se dédommagèrent largement, dans les synodes ruraux, du silence qu'ils avaient dû garder au grand synode diocésain. Les esprits se montèrent ; une protestation générale s'éleva contre des règlements que l'on voulait considérer comme arbitraires, et il se forma comme une conjuration de défiance vis-à-vis de l'évêché ; les uns, plus violents et plus intraitables, ne tinrent aucun compte du décret, prétendant que, fait en dehors d'eux, il ne pouvait les obliger ; les autres, plus modérés, se soumirent ; mais ils prirent la résolution de veiller avec soin à la conservation de ce qu'ils s'obstinaient à regarder comme leurs droits. Aussi désormais, pour les élections des doyens et des échevins, on tint compte, moins du mérite que de l'attitude vis-à-vis de l'autorité ; on poussa si loin l'esprit frondeur que Mgr Bégon, si condescendant qu'il fût, se crut obligé de ne point sanctionner l'élection de deux doyens, notoirement hostiles à son administration ; mais les élus se pourvurent auprès de l'officialité métropolitaine, et Trèves leur donna raison. Vraiment le désarroi se trouvait partout.

Les synodes ruraux, ainsi prévenus et mal disposés, s'érigèrent en juges du pouvoir épiscopal et de ses décisions et les curés imaginèrent de présenter au synode décanal des remontrances sur les ordonnances ou les statuts qui avaient été promulgués au synode diocésain. Mgr Drouas, à peine installé dans son diocèse, eut à recevoir les observations des prêtres du doyenné de Dammarie sur le décret de 1740 et une invitation à en adoucir et en modifier plusieurs articles ; plus tard, en 1763, les curés du doyenné de Port lui envoyèrent au sujet de l'avis qu'il avait donné au dernier synode, un volumineux mémoire plus violent que respectueux. Ces beaux censeurs s'adressaient assez mal. A Sens, où le clergé peu instruit, était porté vers le Jansénisme, Mgr Languet avait cru devoir isoler les curés les uns des autres et gouverner sans le concours des doyens, sans la convocation des assemblées synodales ; il tenait ses prêtres en suspicion et il avait pénétré de ses préjugés son vicaire général, son enfant de prédilection.

L'archidiacre d'Étampes et de Melun apporta en Lorraine ces idées préconçues, et les remontrances des synodes ruraux, la conduite des ecclésiastiques en maintes et maintes circonstances, dans l'affaire de Vachevigne en particulier ou dans l'incident des fêtes patronales, leurs critiques ou leurs satires contre ses actes ou contre sa conduite, les sentiments analogues de plusieurs de ses collègues de France, tout le fortifia dans ses préventions. Il se persuada de plus en plus que ses prêtres, pris séparément, pouvaient être bons, dociles et soumis, mais que toute réunion les rendait frondeurs et indisciplinés ; il conclut que le bon ordre du diocèse et le succès de son ministère exigeaient la suppression des synodes et des conférences, et il chercha les moyens de réaliser ce dessein. Il entretint de son projet les procureurs généraux des parlements ; il en écrivit au chancelier de France ; il pressentit la Cour souveraine de Nancy ; mais partout il lui fut répondu qu'un usage aussi ancien devait être respecté et que le seul parti convenable était de travailler à en corriger les abus.

Désappointé, le prélat ne tint plus son synode que pour la forme ; il n'y fit que des communications insignifiantes, et désormais, à la cathédrale comme aux chefs-lieux des doyennés, les synodes diocésains et ruraux se résumèrent dans la distribution des saintes huiles : ce qui fut loin de remédier au mal. L'évêché n'envoya plus de programmes de conférences et, l'indolence aidant, ces excellents moyens d'entretenir dans le clergé l'habitude du travail tombèrent vite en désuétude. Les choses en étaient là quand, en 1772, le bureau ecclésiastique de Toul, soucieux d'établir une répartition plus équitable du don gratuit, crut bon d'envoyer des commissaires laïcs dans les paroisses et dans les monastères, pour faire une minutieuse enquête sur la valeur des bénéfices. Ceci déplut aux curés et fournit un nouvel aliment au mécontentement général. Dès février 1773, on répandit en ville un prétendu mandement qui établissait M. Guett comme procureur de la Chambre ardente et qui était daté du château de l'Épargne, sous le sceau du griffon et de l'épervier (1). C'étaient toujours les

(1) Chatrian, *op. cit.*, 8 février 1773.



mêmes insinuations sur la cupidité du prélat toulouais que l'on affectait de croire l'auteur de cet importun recensement. Plusieurs curés, entre autres celui de Chaudeney que Mgr Drouas traitait comme son ami, et celui de Choloy dont il avait fait l'un de ses agents, traitèrent durement les commissaires. A Nancy, l'on disait hautement que, dans le prochain synode du doyenné de Port, les bénéficiers prendraient la résolution de ne plus admettre ces inquisiteurs.

L'évêque fut informé de ce bruit par deux chanoines de la Primatiale, membres eux-mêmes du bureau ecclésiastique. Il avait fort à cœur de faire preuve d'empressement à verser les sommes demandées par le roi ; il craignit que toutes ces oppositions n'apportassent à la levée du don gratuit un retard considérable et il se laissa volontiers persuader, par l'un de ses vicaires généraux, que l'occasion était providentielle pour obtenir de Louis XV la suppression des réunions synodales, depuis si longtemps désirée. Sans perdre le temps de peser les conséquences de son acte, ni même, semble-t-il, les termes de sa lettre, il écrivit au contrôleur général, Terray, que « si le roi voulait être obéi sans retard, il convenait que Sa Majesté supprimât les synodes de son diocèse, parce que les curés assemblés pourraient faire naître quelques difficultés au sujet des commissaires nommés (1) ». Terray entra facilement dans les vues du prélat et, le 8 mai, il fit expédier une lettre signée de Louis XV, « portant défense aux curés du diocèse de Toul de tenir à l'avenir aucune assemblée, soit au synode ou autrement, les dites assemblées pouvant être contraires au bien de son service ». A cette lettre, le ministre, Monteynard, en joignit une autre qui renchérissait encore sur la déclaration royale et qui disait sans ambages que ces réunions « ne pouvaient être que contraires au bien de son service ».

En recevant ces deux pièces, Mgr Drouas fut très contrarié : il eût désiré, en effet, que, ni le roi, ni le ministre, n'exprimassent le motif de leur interdiction ; toutefois, après quelques hésitations, il crut devoir les publier sans perdre de temps, car l'époque

(1) Villemain, *op. cit.*, 89.

du synode approchait. Il fit donc imprimer les deux lettres de Versailles et il les envoya à tous les doyens, avec l'ordre de les communiquer aux curés et d'aller eux-mêmes porter les saintes huiles dans les paroisses.

A cette nouvelle, un soulèvement général éclata dans toutes les parties du diocèse. Ce qui blessa le clergé, ce fut moins l'interdiction des synodes que les soupçons semés contre lui et surtout le moyen, si peu franc, que l'évêque avait pris pour parvenir à ses fins et le réduire au silence. Nobles, fidèles, magistrats prirent parti pour les curés. Les cinq curés de Nancy, sur le conseil des meilleurs avocats, adressèrent à tous leurs confrères une formule de procuration qu'ils signeraient et leur retourneraient, pour les charger de pourvoir au « redressement de l'honneur des curés et au rétablissement des synodes ». Tous signèrent, sauf une quarantaine. Munis de ces pouvoirs, les curés de Nancy proposèrent aux différents doyennés de nommer quatre députés qui iraient à Paris poursuivre l'affaire. La motion fut acceptée et Guilbert, curé de Saint-Sébastien, Oster, curé de Remiremont, Dubois, curé de Vaucouleurs, et Collin, curé de Resson, furent choisis par leurs confrères pour mener à bien cette délicate mission.

Les circonstances étaient favorables à leurs revendications. Un parti puissant s'était formé contre Monteynard ; les adversaires du ministre firent un excellent accueil aux députés du clergé toulousain, s'intéressèrent à leur querelle et firent nommer une commission pour examiner leur requête. Mgr Drouas, averti par un ami du succès que ses prêtres obtenaient à Paris, comprit combien fausse était sa position ; les avis d'un conseiller fidèle lui ouvrirent les yeux sur les conséquences de cette affaire qui allait dresser entre lui et ses collaborateurs un mur de défiance et de ressentiment, et lui, dont « le cœur, comme dit Villemin, n'avait jamais tort (1) », se prit à regretter amèrement de s'être lancé à la légère. Il vint donc à Paris, avec l'un de ses grands vicaires, pour arranger ce différend et obtenir une décision qui mit son honneur à couvert et calmât le mécontentement de son clergé.

(1) *Op. cit.*, 91.

Il n'était pas plus tôt arrivé dans la capitale que les quatre députés se présentèrent à son hôtel ; il était absent et ne put les recevoir ; mais, le lendemain, le curé de Resson revint, sollicita une audience et lui déclara, en leur nom, « que c'était avec la plus grande peine que ses curés se voyaient obligés de plaider contre lui ; qu'il le priait de considérer que l'objet de la contestation n'avait rien de personnel ; que, lui et ses collègues, se proposaient de soutenir leurs droits, sans manquer au respect qu'ils lui devaient et sans rien diminuer du sincère attachement qu'ils avaient pour sa personne ; qu'ils espéraient que, de son côté, il voudrait bien conserver ses bontés à ses coopérateurs (1) ». Cette démarche honore Collin et ses collègues ; elle dut aller au cœur du prélat, alors si navré, et elle nous fait regretter une fois de plus que Mgr Drouas n'eût pas su comprendre et se concilier son clergé. Que de malentendus, que de divisions, que de ruines eussent été par là conjurés !

L'expédient le plus opportun pour terminer l'affaire sembla celui-ci : un arrêt du Conseil d'État rétablirait les synodes ; mais donnerait à l'évêque le droit de nommer les doyens. Et, pour préparer les esprits, le contrôleur général adressa, le 3 septembre, au prélat une lettre ouverte (2) qui justifiait les curés « de tout soupçon qu'on aurait pu avoir contre leur fidélité au service du roi (3) ». Mgr Drouas fit imprimer cette lettre et l'adressa incontinent à tous les curés du diocèse (4). Tout paraissait aller pour le mieux ; mais on avait compté sans Monteynard. Compromis dans cette affaire, le ministre voulut soutenir son ouvrage ; le premier commis de son bureau parvint à faire comprendre à l'évêque de Toul qu'il ne pouvait, ni ne devait souffrir le rétablissement des synodes, et le projet de transaction, attaqué par Monteynard, mollement soutenu par le prélat, ne fut point sanctionné par la cour.

Le 6 septembre, Mgr Drouas quitta Paris, l'esprit plein d'in-

(1) Villemin, *op. cit.*, 92.

(2) *Rec. Mand.*, V, 236.

(3) Villemin, *op. cit.*, 91. — Collin mourut à Paris, le 20 novembre 1773, avant de revenir de son ambassade (Gillant, *Pouillé*, II, 392).

(4) *Rec. Mand.*, *loc. cit.*

quiétude et le cœur débordant d'ennui ; il écrivit aux quatre délégués pour les inviter à la retraite qui devait s'ouvrir à Toul, quelques jours après. Or, cette retraite le fatigua beaucoup : n'ayant pas eu le loisir de préparer à l'avance les conférences qu'il tenait à faire chaque jour, il dut prendre sur ses nuits pour suffire à la tâche. Il voulut néanmoins se retremper aussitôt lui-même dans les saints exercices. Détaché du monde par tant de contradictions, sentant ses forces décliner et averti peut-être par une voix de mort, il voulait se préparer sans retard à paraître devant Dieu et, comme quelqu'un lui faisait observer qu'il devait mettre quelque intervalle entre ces deux retraites : « Folie, répondit-il, que la sagesse humaine. En observant les délais qu'elle prescrit, on se trouverait à la mort sans y avoir pensé (1). »

A peine de retour à Moselli, il s'enferma donc avec son confesseur et là, durant huit jours, il s'appliqua à connaître l'état de son âme et à se dresser un règlement de vie plus parfait. Il sortit de ces exercices, calmé et rayonnant d'une sainte allégresse : « Je viens, disait-il à ses familiers, de conclure une bonne affaire ; je viens de me préparer à la mort. Dieu seul sait si j'ai bien fait ; mais j'ai fait ce que j'ai pu. Je suis prêt à paraître devant lui. » Cette précaution était sage. Indisposé quelques jours plus tard, dans un voyage qu'il fit à Metz, il dut rentrer précipitamment à Chaudeney ; puis, le mal croissant, il se fit transporter à Toul pour être plus à portée des secours. Son médecin prit les symptômes d'une hydropisie de poitrine pour une suffocation causée par des humeurs venant de l'estomac : il le soigna en conséquence, fit partager ses idées à ses confrères appelés en consultation et, après huit jours de souffrances, supportées avec patience et même avec entrain, le pieux malade rendit au Seigneur l'âme qu'il lui avait si bien préparée : c'était le jeudi, 21 octobre 1773, à huit heures du soir.

Les funérailles eurent lieu le dimanche suivant, à sept heures du soir, au milieu d'une foule nombreuse et sympathique ; les dissentiments et les haines s'étaient tus devant la mort et cette lugubre cérémonie, éclairée des feux de mille cierges, semblait une vérita-

(1) Villemin, *op. cit.*, 94.

ble scène d'amende honorable : « Je n'ai pas été l'ami de M. Drouas, disait l'un des notables de la ville ; ainsi je ne serai pas suspect en me déclarant ici publiquement l'ennemi de quiconque osera attaquer la mémoire de ce saint évêque dont nous n'étions pas dignes (1). » Le corps fut déposé dans la chapelle des évêques, dans un caveau creusé au-dessous de ce confessionnal où le zélé prélat avait goûté de si douces consolations et, sur le tombeau, son frère Hector Drouas, chantre de l'Église de Toul, fit graver plus tard ce verset de l'Écclesiastique qui résumait sa vie : « *Fecit quod placuit Deo et fortiter ivit* » [Eccli., XLVIII, 25]. Le chapitre choisit comme vicaires capitulaires (2) Claude Pagel de Ventoux, doyen, Nicolas Dehuz, grand archidiacre (3), Rollin, archidiacre de Vège (4), Hector Drouas, chantre, Pelet de Bonneville, trésorier (5), Drouin, théologal (6). Brice-Thomas Tardiff, archidiacre de Port, fut continué dans ses fonctions de grand official et le chanoine Lacour fut élu promoteur (7) ; puis les chanoines adressèrent, le 25 octobre, un mandement pour annoncer aux fidèles la mort de leur premier pasteur, ordonner des prières publiques pour le repos de son âme et pour la nomination de son successeur, et régler l'administration du diocèse durant la vacance du siège.

Dissimuler les fautes, les torts de l'auguste défunt, c'eût été

(1) Villemin, *op. cit.*, 98.

(2) *Délib. cap.* Arch. de M.-et-M., G. 106, 22 oct. 1773.

(3) Nicolas Dehuz, prêtre du diocèse, docteur de Sorbonne, chanoine de Saint-Gengoul, fut chanoine de Toul en 1729, archidiacre de Port en 1746, grand archidiacre en 1752 et mourut le 20 octobre 1787 (Dumesnil, *État de l'Égl. de Toul*).

(4) Charles Rollin, prêtre du diocèse, fut curé de Liverdun, puis chanoine de Toul en 1759 ; archidiacre de Vège en 1761 ; prieur de Lay-Saint-Christophe vers 1775 (ce qui lui valut avec les Missions royales un procès qu'il perdit) (*Ibid.*).

(5) Pelet de Bonneville, prêtre du diocèse de La Rochelle, docteur de Sorbonne, fut chanoine de Toul, trésorier en 1769 et chantre en 1782 (*Ibid.*).

(6) Dominique-Augustin Drouin, prêtre du diocèse, docteur de Sorbonne, vicaire de la paroisse Sainte-Marguerite à Paris, fut chanoine de Toul en 1751, puis promoteur et vicaire général. Il mourut le 10 septembre 1780 (*Ibid.*).

(7) Jean-Étienne Lacour était le neveu de Nicolas de Clévy. Il fut nommé chanoine en 1751 par son oncle, alors chanoine tournaire ; c'était un prêtre très charitable et un orateur distingué ; il mourut en 1783 (*Ibid.*).

infirmier les éloges que méritaient ses travaux apostoliques et ses vertus sacerdotales. Les auteurs du mandement furent plus équitables et plus sages. « Hélas ! Nos très chers Frères, écrivirent-ils (1), l'homme vertueux ici-bas n'est pas exempt des misères et des imperfections de la vie. La faiblesse est de la nature de l'homme sur la terre ; plus il est juste, plus il aime la vertu, plus il est aisé de l'effrayer et de le surprendre, en lui montrant les plus légères apparences du vice qu'il déteste ; le zèle le plus pur a ses ardeurs et quelquefois ses excès : c'est là en quelque sorte, si nous osons parler ainsi, c'est là le péché de l'homme de bien. » Cette concession, si habile et si délicate, mettait les panégyristes à l'aise pour louer, comme il convenait, la foi courageuse du vaillant évêque, sa scrupuleuse vigilance, son ardente piété, son zèle à visiter, à évangéliser son peuple, à former, à diriger ses prêtres ; son exactitude à garder la résidence ; son amour de l'ordre et de la discipline ; son affabilité pour tous ; son inépuisable et discrète générosité. « Toute sa vie épiscopale, pouvaient-ils conclure, fut celle d'un pasteur brûlant de l'amour sacré de ses devoirs et transporté de zèle pour accomplir l'œuvre de Dieu. » Un tel éloge était mérité ; nous ne doutons point qu'il n'ait été ratifié par le Souverain Juge, et les nombreuses lettres qui furent adressées à Hector Drouas et que Chatrian nous a conservées (2), nous autorisent à croire que la majeure partie du clergé toulouais y souscrivit de grand cœur.

(1) *Mandement de MM. les vénérables doyen, chanoines et chapitre de l'église cathédrale de Toul pour l'administration du diocèse pendant la vacance du siège*. Toul, Carez, 1773. — 25 octobre (*Rec. Mand.*, V, 257).

(2) Chatrian, *Documents ecclésiastiques* (Ms. 197 de la bibl. du sémin. de Nancy). — Le *Catalogue des livres de la bibliothèque de Mgr Drouas* a été imprimé en 1780, à Autun, chez P. P. de Jussieu, en un volume in-12 de 157 pp. (n° 5704 du *Catalogue Favier*). Cette collection fut achetée par le libraire nancéien Mathieu et mise en vente dans sa boutique de la rue Saint-Georges (Chatrian, *Journ. eccl. lorr.*, 1882, 1<sup>er</sup> août).

## CHAPITRE II

Premières années de l'épiscopat de François-Xavier Des Michels de Champorcin.

Démembrement du diocèse de Toul <sup>(1)</sup>  
(1773-1777).

---

Une vacance de siège est toujours pour un diocèse une affaire grave et importante ; mais, au décès de Mgr Drouas, les circonstances la rendaient plus grave et plus importante encore. Moins occupée peut-être du profit spirituel que des calculs de sa politique et des moyens de satisfaire des désirs ambitieux, la cour de France voulait profiter de l'occasion pour effectuer ce démembrement que les ducs de Lorraine avaient poursuivi pendant si longtemps. Déjà, en 1761, les choses avaient été sur le point d'aboutir. Le chancelier La Galaizière avait procuré à son frère la riche prévôté de Saint-Dié ; il voulut faire davantage pour son protégé : il invoqua l'intérêt des âmes ; il représenta à Stanislas et surtout à Louis XV qu'il était de toute nécessité de scinder l'antique cité des Leuques, région immense que l'activité d'un seul homme ne pouvait suffire à bien administrer, et il les pressa de reprendre le projet de Léopold, de former avec les territoires

(1) SOURCES. — *Ordonnances de Lorraine*. — *Recueil des Mandements de Toul*, V. — Archives de Meurthe-et-Moselle, *Délibérations capitulaires*, G. 101-107. — Chatrian, *Anecdotes toulouses*, 1773-1777. — *Notice biographique sur Mgr de Champorcin*. Ms. de la bibl. du comte de Laugier-Villars, communiqué par M. l'abbé Ch. Chapelier.

toujours contestés une circonscription diocésaine et de faire de Saint-Dié le centre de cette nouvelle Église. La raison politique parlait en sa faveur : la Lorraine étant de fait réunie au royaume : il était à l'avantage de la France de multiplier en Lorraine les prélats français. Louis XV accueillit donc cette demande du chancelier et, le huit février 1761, Mgr Drouas, convoquant en son palais les dignitaires du chapitre de Toul, leur donna communication de plusieurs plis qu'il venait de recevoir de l'évêque d'Orléans, ministre de la feuille des bénéfices, et du chancelier de Lorraine (1). Ces lettres lui annonçaient que, suivant le vœu du roi de France et du roi de Pologne, il était question d'ériger Saint-Dié en évêché et elles le priaient de se rendre à Lunéville, pour conférer de cette affaire avec Stanislas. L'évêque avait répondu « qu'il se porterait à ce qu'il pourrait faire en honneur et conscience » ; mais il n'avait pris aucun engagement ; il avait représenté à La Galaizière que, le chapitre étant par nature le conservateur des droits de l'évêché, il conviendrait que le doyen, M. de Donnery, l'accompagnât à Lunéville, chose que le chancelier avait acceptée. Mgr Drouas pria donc les dignitaires de réunir leurs collègues, de leur faire part du projet et de demander pour le doyen les pouvoirs nécessaires.

Les chanoines très émus se réunirent le lendemain. Se rappelant fort à propos qu'en 1717, une ordonnance du roi de France et un arrêt du Parlement de Metz leur avaient intimé la défense formelle de consentir à l'érection d'un évêché en Lorraine, ils décidèrent que Donnery irait à Lunéville avec l'évêque de Toul, entendrait les intentions du roi de Pologne, mais n'articulerait aucune parole qui pût être interprétée comme favorable au projet. Le doyen accomplit son mandat avec une exacte fidélité et se retrancha soigneusement derrière les interdictions antérieures. Cette tactique était habile ; malheureusement pour le chapitre, les circonstances étaient changées : ce que la cour de France combattait alors, elle le voulait maintenant. Le 30 septembre 1761, une lettre de cachet,

(1) *Délib. capit.*, 9 février 1761 (Arch. de M.-et-M., G. 101).



expédiée de Versailles, révoqua les instructions de 1717 et rendit aux chanoines toute leur liberté (1). Restait l'arrêt du Parlement : le chapitre, pour gagner du temps, écrivit aux magistrats messins et leur demanda si la lettre royale suffisait pour lever légalement les défenses corroborées par leur autorité. Il n'avait pas encore reçu la réponse que de nouvelles dépêches de l'évêque d'Orléans et du chancelier signifèrent à Mgr Drouas le désir que manifestaient les deux rois de voir prochainement s'engager les négociations et les chanoines y donner leur concours.

Donnery et ses collègues, Rollin et de Clévy, durent donc, au nom du corps capitulaire, se rendre à Lunéville, vers le milieu d'octobre, et ils en revinrent, le 23, avec un projet de concordat. La partie paraissait perdue quand l'ardeur du chancelier amena un sursis inespéré. La cour de France, en voyant tant d'empressement, conçut des craintes pour le bon succès d'une entreprise si grosse de conséquences et si précipitamment conduite ; elle se souvint alors que l'arrêt du Parlement n'était pas encore levé ; une dépêche de Choiseul à l'évêque de Toul, en date du 27 du même mois, suspendit les négociations jusqu'à nouvel ordre et pria même les chanoines de renvoyer les lettres de cachet.

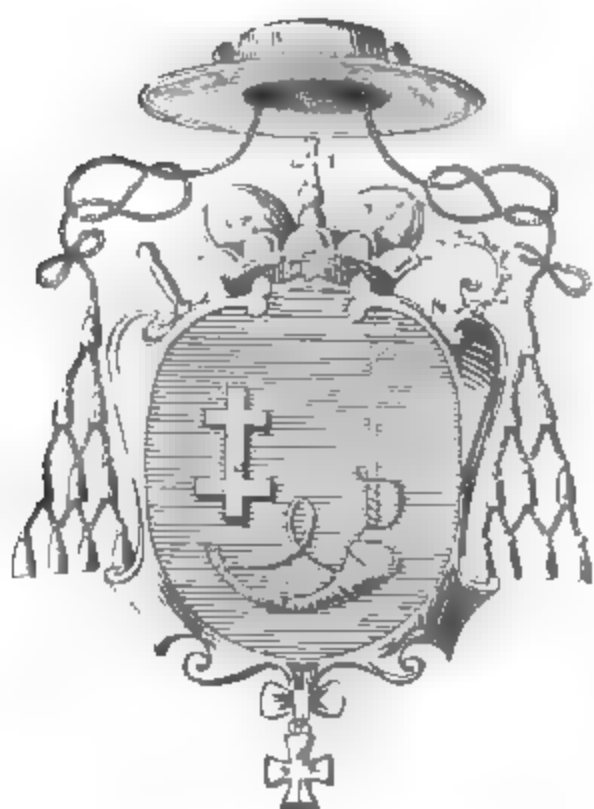
L'affaire en était restée là jusqu'au décès de Mgr Drouas ; mais le projet n'était point abandonné et, le 28 novembre 1773, le roi de France, en transférant, de Senez à Toul, Étienne de Champorcin réserva, dans son brevet (2), qu'il pourrait « requérir qu'il soit fait, en prenant les voies en tel cas requises et conformément aux règles et constitutions canoniques, tel démembrement qu'il appartiendrait et serait jugé nécessaire et convenable des territoire et juridiction actuels, circonstances et dépendances dudit évêché de Toul, pour parvenir à établir de plus en Lorraine ou dans les pays voisins un évêché et même deux, s'il échéait (3) ». Les choses entraient dès lors dans la période définitive : il devenait évident

(1) *Delib. capit.*, 12 octobre 1761.

(2) *Ibid.*, 27 octobre.

(3) *Ibid.*, G. 106, nov. 1773.

que le nouvel évêque présiderait à la séparation, tant de fois conjurée.



**Étienne - François - Xavier des Michels de Champorcin** était né, le 16 septembre 1721, à Champorcin, paroisse de La Javie, au diocèse de Digne (1). Second fils de Henri des Michels, seigneur de Champorcin, La Javie, Chandol et Ste Colombe, gouverneur de Digne, élu assesseur d'Aix et second procureur des Trois-États de Provence en 1740, et de dame Thérèse de Bronchier, il appartenait à une antique famille piémontaise qui s'était fixée en Provence depuis

le <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle et qui, en récompense de ses nombreux services, avait obtenu de René d'Anjou la permission de placer dans ses armes la croix de Lorraine (2). Il avait fait ses études à l'université d'Aix, y avait conquis le bonnet de docteur en théologie, avait obtenu le prieuré de Roquefeuil, au diocèse d'Aix, puis, en 1762, une stalle de chanoine et le titre de théologal dans la cathédrale Saint Trophime d'Arles et enfin, le 28 avril 1771, le petit évêché de Senez, jadis mis en relief par l'intraitable Soanen (3).

Il avait à peine eu le temps de s'installer au fond de ces montagnes des Alpes quand le cardinal de La Roche-Aymon, ministre

(1) *La Javie*, arr. de Digne, Basses-Alpes.

(2) La famille de Champorcin portait d'azur, au cor d'or placé en pointe surmonté à dextre d'une croix de Lorraine de même et à senestre d'une épée d'argent. — Ici, nous voyons, pour la première et dernière fois, paraître, dans les armes de nos évêques, la couronne de prince de Saint-Empire et l'épée de comte. — La croix suspendue en dessous de l'écu est la croix du chapitre de Toul (Voir plus loin, p. 630).

(3) Senez, *Sanictum*, évêché de la province d'Embrun, remontait à l'introduction du Christianisme dans les Alpes : il a été supprimé en 1801. L'évêque résidait à Castellane. Senez est aujourd'hui un chef-lieu de canton de l'arrondissement de Castellane (Basses-Alpes).

de la feuille bénéficiale et son protecteur, le désigna au roi pour succéder à Mgr Drouas. « Après avoir bien réfléchi, mon cher Seigneur, lui écrivit-il, en lui annonçant cette nouvelle (1), j'ai cru que personne ne serait plus propre que vous à remplir le siège de Toul dont vous avez sans doute appris la vacance et, ne consultant que le bien qui peut résulter de votre translation, je l'ai proposée sans hésiter au roi qui vient de l'agréer. Vous allez vous trouver à la tête d'un clergé des plus instruits et d'un vaste diocèse ; je vous y souhaite, du meilleur de mon cœur, une destinée telle que vous la méritez et semblable à celle de plusieurs de vos prédécesseurs, dont la mémoire est encore en vénération dans la Lorraine. » La lettre était flatteuse, et pour le prélat, et pour le clergé, et pour le diocèse ; elle prouve le bon renom dont jouissait à la cour la vieille Église de Toul, cette nouvelle venue dans la patrie française.

Le chapitre, prévenu de cette nomination, le 2 décembre, jour où il célébrait le service solennel de quarantaine pour le repos de l'âme de Mgr Drouas (2), écrivit aussitôt à l'évêque de Senez, pour lui offrir, avec ses respectueuses félicitations, le titre de vicaire général (3) : c'était alors un usage constant dans les Églises gallicanes, et, au pli de ses collègues, Hector Drouas, en joignit un second qui le priait d'accepter l'hôtel que son frère habitait durant ses séjours à Nancy, avec ses meubles et ceux du château de Moselli (4).

Ces deux lettres restèrent un long mois sans réponse et les Toullois, ne sachant que penser, crurent que l'élu ne voulait point consentir à son transfert (5). On sut enfin que les neiges avaient inter-

(1) *Délib. capit.* (Arch. de M.-et-M., G. 106, 19 mai 1774).

(2) *Mandement* cité plus haut. — Chatrian. *Anecd. toul.*, 1773, 2 décembre. — L'évêque de Metz officia et ce fut Charles Cuisin de Montal, archidiacre de Ligny, qui prononça l'oraison funèbre. — Nous n'avons pas conservé le discours de Montal, mais nous avons « *L'oraison funèbre d'Illustrissime et Révérendissime Père en Dieu, Mgr Claude Drouas de Boussey* », que prononça Georgel dans la chapelle du séminaire Saint-Claude (Toul, Carrez, 1774).

(3) *Délib. capit.*, 2 déc. 1773 (Arch. de M.-et-M., G. 106).

(4) Chatrian, *op. et loc. cit.*

(5) *Ibid.*, 10 décembre 1773.

rompu les communications et, le 1<sup>er</sup> janvier, on reçut la nouvelle authentique que Mgr de Champorcin acceptait le siège de Toul (1). Les bruits les plus favorables couraient alors sur le nouvel évêque : on le disait très pacifique et très disposé à terminer l'affaire des synodes (2) et quelqu'un qui se prétendait très instruit sur Mgr de Senez, avait même écrit « que les vingt ans de l'épiscopat de Mgr Drouas ne laisseraient d'autres traces dans son diocèse que celles d'une fusée volante qui commence par un sillon de lumière et finit par des éclats suivis d'une profonde obscurité (3) ». La métaphore devait être plus ingénieuse que vraie ; on ne tarda point à s'en douter.

Le prélat avait quitté les Alpes et gagné Paris. A peine y était-il arrivé qu'on lui parla de Brocquevielle. L'ancien supérieur n'avait pas oublié Toul ; par ses lettres et par ses partisans, il entretenait l'agitation au séminaire, en ville et dans le diocèse (4). La mort de Mgr Drouas n'avait point désarmé son orgueilleux ressentiment et un *factum* de lui, dont on avait distribué des copies, venait d'attribuer au défunt toutes les perturbations dont on gémissait dans la formation des jeunes clercs : philosophie, esprit frondeur et parfois même légèreté de mœurs (5). Un seul homme, insinuait-il, et ses partisans le prétendaient hautement, pouvait remédier à cette situation déplorable ; cet homme, c'était lui. Ce fut ainsi qu'on le représenta au nouvel évêque. Mgr de Champorcin fut très heureux de trouver à Paris un prêtre qui connaissait si parfaitement son diocèse ; il le reçut en audience ; il fut charmé de son esprit et de ses talents et, sans prendre plus

(1) *Ibid.*, 1<sup>er</sup> janv. 1774.

(2) *Ibid.*, 20 janvier. — Chatrian, alors curé de Resson, écoutait avidement et consignait avec un soin scrupuleux tous les bruits qui couraient sur un événement aussi important. Il faut lire son *Journal*, autrement dit ses *Anecdotes*, pour être au courant de tous les racontages.

(3) *Ibid.*, 27 juin 1774.

(4) Chatrian, *op. cit.*, 1774. *passim*. — Villemin, *Essai sur Mgr Drouas*, 40.

(5) En juillet 1774, le doyen de la cathédrale, Pagel de Ventoux pria M. Ferris, au nom des grands vicaires, de ne pas défendre aux jeunes clercs de se friser, poudrer, etc., « vu qu'il ne fallait pas autoriser M. Fourcy, leur directeur, dans toutes les *mômeries* qu'il exige des séminaristes » (Chatrian, 27 juillet 1774).

d'informations, il lui donna toute sa confiance et résolut de le ramener à Toul.

La nouvelle de ces relations fut d'autant plus mal accueillie en Lorraine que l'on avait peine à pardonner au prélat le consentement qu'il avait donné au projet de démembrement. Le désenchantement succédait à l'espérance et pourtant, dans la circonstance, l'évêque n'avait pas même le tort de rester le spectateur passif de ce qu'il ne pouvait empêcher. En effet, le premier mars 1774, il manda de Paris au chapitre que le roi de France avait résolu de créer un évêché à Saint-Dié et lui fit ses offres de services pour la défense de ses intérêts (1). Les chanoines le remercièrent avec effusion et, pour le mettre au courant de l'affaire, ils décidèrent de rédiger un *Mémoire* « qui contiendrait le récit de tout ce qui s'était passé dans les différents temps où il avait été question de l'érection de Saint-Dié en évêché » et d'y joindre « le détail des intérêts de leur Église, relativement à cette érection et à ses besoins, notamment ceux de la fabrique ». Leur exemple fut suivi par les échevins de Toul (2).

Les deux *Mémoires* furent adressés au prélat au commencement d'avril; mais il était trop tard pour parer le coup. Louis XV mourut le 10 mai, et le projet de Saint-Dié fut repris par Louis XVI et par Maurepas, son premier ministre; dès le 19 du même mois, avant même qu'ils eussent eu le temps de chanter un service pour le roi défunt (3), les chanoines eurent à examiner le brevet royal et les bulles que leur nouvel évêque leur faisait présenter par leur doyen, Pagel de Ventoux, son procureur, et ils purent constater

(1) *Délib. capit.* (Arch. de M.-et-M. G. 106).

(2) *Affaires de Toul, 1777.* Recueil manuscrit formé par M. Thouvenin, premier échevin. (Arch. de l'évêché de Nancy.) — Ce *Mémoire* est du 28 avril 1774; il fut envoyé au duc d'Aiguillon, au gouverneur de Toul, du Châtelet-Haraucourt, et à Mgr de Champorcin. Il insiste surtout sur le tort que ce démembrement fera subir à la ville qui ne verra plus autour de l'évêché et dans les séminaires un tel concours de visiteurs, de solliciteurs, de retraitants et d'élèves.

(3) *Mandement de Messieurs les Vicaires généraux de Mgr l'Évêque de Toul qui ordonne des prières publiques pour le repos de l'âme du roi Louis XV, de glorieuse mémoire* (Rec. des Mandem., V, 298). — Le service eut lieu le 31 mai, à la cathédrale (*Délib. capit.*, Arch. de M.-et-M., G 103).

que leurs réclamations n'aboutiraient pas (1). On avait reproduit dans ces pièces certaines expressions contraires à leurs privilèges et dont l'introduction dans le brevet et dans les bulles de Mgr Drouas avait déjà motivé de leur part des remontrances (2) ; ceci les émut fort, de même que l'obligation que leur imposait le Siège-Apostolique de créer dans leur Église une prébende de grand pénitencier ; mais ce qui les affecta davantage encore, ce fut la mention expresse que faisaient ces actes officiels d'un projet bien arrêté du démembrement du diocèse. Sans se laisser abattre, ils adressèrent encore d'humbles remontrances à Sa Majesté pour toutes ces nouveautés qui leur paraissaient si contraires à l'avantage de leur Église. Puis, satisfaits d'avoir accompli ce qu'ils considéraient comme un devoir de leur charge, ils mirent le mandataire en possession de la stalle épiscopale.

Mgr de Champorcin, dès lors évêque de Toul, maintint dans leurs fonctions les vicaires généraux, les officiaux et leur promoteur ; mais il resta à Paris jusqu'en septembre, attendant toujours que fût réglée la question du démembrement (3). Enfin, le 18 septembre, il arriva dans la ville de Bar ; il coucha au château de Void et, selon le cérémonial habituel, il fit son entrée solennelle à Toul, le 19, vers cinq heures du soir (4). Jean-François Maigret, professeur de quatrième au collège de Nancy, poète latin qui jouissait alors en Lorraine d'une certaine célébrité, chanta, en distiques latins, l'arrivée du prélat et ne manqua pas de rappeler habilement que la maison des Champorcin tenait depuis longtemps à la Lorraine par la croix qui brillait à son écu (5).

Cependant Brocquevielle n'était pas revenu et les prêtres de

(1) *Ibid.*, 19 mai 1774.

(2) Voir plus haut, p. 548.

(3) « Mgr de Champorcin ne veut venir que quand il saura ce qu'on lui laissera d'ouailles ; ce qui peut aller jusqu'en septembre. L'évêché de Saint-Dié enlèvera plus de 120 paroisses. Il est toujours question en cour d'un évêché à Nancy » (Chatrian, *op. cit.*, 2 mars).

(4) Arch. de M.-et-M., G. 106, 19 septembre 1774. — Chatrian, *op. cit.*, mêmes dates.

(5) *Ad Illustrissimum ac Reverendissimum D. D. de Champorcin, episcopum, com. Tullensem, Carmen de ejus inauguratione et in sedem adventu gratulatorium* (Rec. Mandem., V, 341).

Toul, quoique peu flattés de voir le prélat donner sa confiance aux ennemis de Mgr Drouas (1), commençaient à se rassurer; mais, le 28 novembre, l'ancien supérieur arriva triomphant. Dès le lendemain, il reprit ses fonctions de vicaire général et la direction du séminaire, et M. Ferris partit pour Amiens (2). C'était une faute grave que ne put pallier, dans l'opinion du clergé, la rédaction d'un nouveau *Catalogue des censures et cas réservés* (3) et la lettre épiscopale du 9 mai 1775 qui permit, de la part du roi, la reprise des synodes ruraux (4). Le clergé, toujours observateur défiant et attentif, comparait la conduite du nouveau prélat avec celle de son prédécesseur et la comparaison, du moins en général, n'était point à l'avantage de Mgr de Champorcin. Les prêtres qui prirent part à la retraite, en mai de cette année 1775, revinrent peu satisfaits (5): l'évêque avait à peine paru aux exercices et il n'avait fait aucune des conférences que Mgr Drouas avait su rendre si utiles et si intéressantes. On attribua ce silence et ce peu d'assiduité au défaut de zèle ou de talent; on alla se répétant que le prélat n'était pas « un aigle en théologie (6) » et l'on imagina sur son nom, ce calembour en patois: « *Chan por saint* (7) ». On était déjà loin du dithyrambe latin de Jean-François Maigret.

Le 24 mars précédent, une lettre du cardinal de La Roche-Aymon avait informé le chapitre que le roi, par son brevet du 12 de ce même mois, avait décidé l'érection, non plus d'un évêché, mais de deux, l'un à Saint-Dié et l'autre à Nancy. Déjà les négociations étaient entamées avec la Cour romaine et le souvenir des pourparlers de 1719 avait valu aux propositions du gouvernement

(1) Le doyen Pagel de Ventoux, entre autres (Chatrian, *op. cit.*, 20 février, 28 octobre 1774 et *passim*).

(2) Chatrian, 28 novembre 1774. — A la rentrée de 1773, le séminaire compta 108 théologiens et 50 philosophes (Chatrian, 4 nov. 1773).

(3) *Catalogus casuum reservatorum ac censurarum pariter reservatarum in diœcesi tullensi, jussu et auctoritate Ill. et Rev. D. D. Episcopi... Tulli Leucorum*, Carez, 1774 (*Rec. Mandem.*, V, 343).

(4) Chatrian, 9 mai 1775.

(5) *Ibid.*, 13 mai 1775.

(6) *Ibid.*, 11 octobre 1774.

(7) « Jean, pauvre saint ! »

de Louis XVI un accueil des plus propices (1). Mais le Siège-Apostolique exigeait, avant toute autre chose, le consentement des intéressés. Le prévôt et les chanoines de Saint-Dié restaient toujours dans les dispositions favorables. Il en était de même à Nancy ; le cardinal de Choiseul-Beaupré était mort en 1774 et le nouveau primat de Lorraine, Louis de Sabran, des comtes de Forcalquier, n'avait aucune raison, tout au contraire, de s'opposer à la transformation de son titre de primat en celui d'évêque. La seule opposition pouvait venir de Toul. La Roche-Aymon demandait donc au chapitre de Saint-Étienne de se plier au bon plaisir royal. Celui-ci, pour gagner du temps, reprit sa tactique de 1761 (2) ; il alléguait les défenses antérieures, les arrêts du Parlement, la lettre du duc de Choiseul, et sans renouveler ses protestations, il exposa au ministre ses embarras et ses scrupules. La réponse ne se fit pas attendre : une lettre du roi, datée de Versailles, du 29 mai, révoqua toutes les instructions ; un arrêt de la Cour souveraine, en date du 8 juin suivant, rapporta celui du Parlement de Metz et accorda toute latitude à l'évêque de Toul et à son chapitre, pour consentir au démembrement.

L'ordre était à peine déguisé et les chanoines n'eurent plus qu'à donner leur acquiescement. Mais ils surent profiter de leur docilité et, non contents de demander des compensations pour leur corporation et pour le diocèse, ils exprimèrent hautement un désir que, depuis près de vingt ans, ils nourrissaient au plus intime de leur cœur. En 1756, Stanislas avait obtenu de Rome, pour tous les membres de la Primatiale, le droit de porter une soutane violette, avec rochet et camail de même couleur, dans leur église, dans les processions, même devant l'évêque du diocèse (3). Le chapitre de Toul ne manqua pas de protester contre cette distinction qui lui semblait blesser la dignité épiscopale et celle des cha-

(1) *Délib. capit.*, 24 mars 1775 (Arch. de M.-et-M., G 106).

(2) *Ibid.*, 1<sup>er</sup> avril.

(3) Arch. de M.-et-M. *Primatiale*, G. 299 et 300 ; *Délib. cap. du chap. de Toul*, G 99. — Digot, *Mémoires sur les décorations des chapitres de Lorraine*, dans *Mém., Soc. Arch. lorr.*, 1864.



noines de l'église cathédrale. Il décida, le 23 février 1757, qu'il s'opposerait à l'enregistrement de la bulle et qu'il mettrait tout en œuvre pour empêcher cette *offensante* innovation ; il écrivit aux chapitres et aux évêques de Metz et de Verdun, pour les gagner à sa querelle, au cardinal de La Rochefoucault, au roi de France, au roi de Pologne ; ce fut en vain. Le 1<sup>er</sup> mai 1757, les chanoines de la Primatiale « s'empourprèrent ». Stanislas, la même année, compléta leur transformation, en ajoutant à leurs insignes une croix pectorale à huit pointes, qu'ils porteraient suspendue à un ruban de soie moirée (1) ; puis, en 1765, il octroya une décoration identique aux membres de la vieille collégiale de Saint-Dié (2), et les pauvres chanoines de la « Mère et Maîtresse de toutes les églises du diocèse », n'étant point les heureux sujets de Sa Majesté Polonaise, durent se borner à jeter des regards d'envie, et sur ces beaux vêtements violets, et surtout sur ces croix qui eussent si élégamment relevé leur costume canonial.

L'occasion semblait favorable pour obtenir cette satisfaction. N'osant aspirer à la soutane et au camail violets, de peur d'indisposer leur évêque et de tout perdre en voulant trop gagner, ils mêlèrent habilement leurs intérêts à ceux de l'évêché et du diocèse, et ils demandèrent comme compensation (3) : 1<sup>o</sup> une année entière, à chaque vacance du siège, de tous les revenus de l'abbaye Saint-Mansuy, laquelle, selon le projet, devait être réunie à la mense épiscopale de Toul, en échange d'Étival qui serait donné à Saint-Dié. — 2<sup>o</sup> la prééminence du chapitre de Toul sur ceux de

(1) La croix de Nancy était une croix pattée à huit pointes, ornée entre les branches de quatre croix de Lorraine d'or ; une face était émaillée de bleu et portait à son centre un médaillon représentant l'Annonciation avec cette légende : « *Munif. Stanisl. I. R. P. D. Lotr. et Barr* » ; l'autre face était émaillée de vert et son médaillon offrait le buste de saint Sigisbert avec l'exergue : « *St. Sigisbert., rex Austrasiæ, 1757* » (Digot, *op. cit.*).

(2) La croix de Saint-Dié était une croix pattée à huit pointes, émaillée de blanc, ornée de lis d'or : ses deux médaillons, de forme ovale, représentaient Saint-Dié avec cette inscription : « *Childer. Secundus fundavit 660*, et saint Stanislas, évêque de Cracovie, avec cet exergue : « *Stanisl. Rex. Munif. ornav. 1765.* » — Le cordon était de soie violette moirée (Arch. Vosges, G. 232. — Digot, *op. cit.*).

(3) *Délib. capit.* (Arch. de M.-et-M., G 106, 1<sup>er</sup> avril 1775).

Nancy et de Saint-Dié et, pour l'attester, la concession d'un cordon et d'une croix pectorale, comme en portaient déjà les chanoines de ces deux villes. — 3<sup>e</sup> la conservation au seul évêché de Toul de toutes les fondations, donations, dotations, bourses, affectées aux séminaires du Saint-Esprit ou de Saint-Claude, ainsi que de tous les établissements publics qui existaient dans la ville de Toul et dans le diocèse actuel. — 4<sup>e</sup> une indemnité annuelle de six mille livres à la fabrique de leur église pour l'entretien de cette cathédrale « dont Louis XIV, disaient-ils dans leur requête, avait admiré la beauté et recommandé le soin au sieur de Vauban ».

Les négociations traînèrent en longueur. Le pape Pie VI voulait que Mgr de Champorcin donnât purement et simplement son consentement au démembrement, et l'évêque de Toul demandait au contraire qu'on effectuât auparavant le transfert de l'abbaye de Saint-Mansuy à la mense épiscopale, en donnant au commendataire actuel, Louis de Bertin, un dédommagement acceptable. Il y avait aussi la grosse question des bourses : les futurs évêques, le primat, Louis de Sabran, et le grand prévôt, Chaumont de la Galaizière, comme les futurs chapitres, les collégiales de Nancy et de Saint-Dié, se déclaraient peu satisfaits de la part du lion que le chapitre de Toul, sous prétexte de compensation, réclamait pour son diocèse. Ce fut cette question des bourses qui fournit à Brocquevielle un prétexte honorable pour céder devant l'hostilité du clergé. Il se rendit, en juillet, à Paris, soi-disant pour défendre les intérêts du séminaire (1) ; mais, le 23 décembre, on apprit avec satisfaction qu'il allait être curé de Notre-Dame, à Versailles, et, le 1<sup>er</sup> janvier 1776, Adrien Lamourette, ancien professeur de théologie à Toul, fut installé à sa place (2). C'était un

(1) Chatrian, 23 déc. 1775.

(2) *Ibid.*, 1 et 23 janvier 1776. — Adrien *Lamourette*, né en 1742 à Frévent, au diocèse de Boulogne (auj. canton d'Auxi, Pas-de-Calais), entra très jeune à Saint-Lazare et fut ordonné prêtre en 1769. Envoyé vers 1772 comme professeur de théologie à Toul, il fut enveloppé dans les démêlés de Brocquevielle et nommé vicaire-résident à Saint-Amand, cure unie au séminaire. Il fut néanmoins supérieur du séminaire jusqu'en 1778, année où il fut nommé curé d'Outremécourt, au doyenné de Bourmont (auj. canton de Bourmont, Haute-Marne). Il resta dans cette paroisse jusqu'en 1783. C'est là qu'il écrivit les *Considérations sur l'esprit*

choix aussi mauvais que le précédent : homme d'imagination ardente et d'ambition à tout oser, le futur évêque constitutionnel de Rhône et Loire, alors âgé de trente-quatre ans, pouvait avoir de grands talents : il n'avait pas la maturité nécessaire pour former la jeunesse cléricale aux fortes convictions de la foi et à l'exercice du renoncement sacerdotal.

La direction des collèges allait aussi subir une transformation. Le personnel qui avait remplacé les Jésuites, à Nancy, à Épinal, à Pont-à-Mousson, coûtait cher et se recrutait difficilement. Les religieux de la congrégation de Notre-Sauveur, depuis longtemps travaillés par le jansénisme et infidèles à l'esprit de leur saint réformateur, briguaient la succession des Pères de la Compagnie (1). Leur chapitre de 1768 avait relégué dans les archives le *Summarium* écrit par Pierre Fourier : il renfermait des prescriptions si démodées ! Il s'était engagé à professer les Quatre-Articles ; il avait soumis le vœu d'obéissance au bon plaisir du roi et livré la congrégation au gallicanisme et à la philosophie. Tant de platitude avait mérité aux Chanoines-Réguliers lorrains la confiance de la cour, et le général, le Père Joseph de Saintignon (1772-1796) qui voyait dans la direction des collèges un moyen de donner à son ordre une plus grande extension, n'eut point de peine à procurer à ses religieux les collèges de Nancy, d'Épinal et de Pont-à-Mousson (2). Les ecclésiastiques séculiers devaient quitter ces établissements pour la rentrée de 1776 et les Chanoines-Réguliers seraient mis,

*et les devoirs de la vie religieuse*. Paris, 1783, et les *Pensées sur la philosophie de l'incrédulité*. Paris, 1786, et peut-être aussi les *Délices de la Religion ou le pouvoir de l'Évangile pour nous rendre heureux*. Paris, 1788. Étant à Paris en 1789, il fut l'ami de Mirabeau, signa la Constitution civile du clergé, fut élu en 1791 évêque constitutionnel de Rhône et Loire, puis membre de l'Assemblée législative, prêcha l'union entre les partis et provoqua, le 6 juillet 1792, la scène sentimentale que l'on appela *le baiser Lamourette*. Emprisonné en mai 1793, il fut condamné à mort et guillotiné, le 11 janvier 1794, après avoir fait à M. Émery la confession de ses fautes et signé, le 7 janvier, une humble rétractation de ses égarements (Liébaut, *Lamourette, prêtre et évêque assermenté*. Nancy, Voirin et Kreis, 1894).

(1) Rogie, *Hist. du B. Pierre Fourier*, III, 496 et sq.

(2) *Lettres patentes concernant la desserte des collèges de la Lorraine et du Barrois*, 23 janvier 1776 (*Ordonn. de Lorr.*, XIII, 466).

par la commission du séquestre, en possession des bâtiments et de la partie des biens jugée nécessaire à la subsistance des maîtres et à l'entretien des maisons. Ils abandonneraient à la ville, pour y construire des casernes, leur séminaire Saint-Nicolas de Pont-à-Mousson (1) ; ils s'installeraient dans l'ancienne université et ils transporteraient leur noviciat dans l'abbaye d'Autrey, dont le titre abbatial, alors possédé par le grand prévôt, Chaumont de La Galaizière, serait supprimé et la mense, unie au futur évêché de Saint-Dié. La résidence de Nancy serait fermée et le collège Saint-Léon de Toul qui ne pouvait soutenir la concurrence du séminaire Saint-Claude (2), le serait également. Mais cette mesure ne put relever les collèges de la région ; le coup que leur avait porté la suppression de la Compagnie avait été trop rude : frappés au plus intime de leur constitution, ils ne firent désormais que végéter.

Les écoles de filles continuaient à se multiplier dans les campagnes et le nombre des Sœurs de la Doctrine-Chrétienne augmentait avec celui de leurs classes (3). Or, en ces mêmes temps, un prêtre du diocèse de Metz, Jean-Martin Moÿe, venait de renchérir encore en hardiesse sur notre chanoine toulouais (4) : M. Vatelot avait consenti à laisser ses religieuses isolées dans les villages, mais il avait exigé qu'on leur assurât un logement et des moyens d'existence ; M. Moÿe osait envoyer sans ressources ses maî-

(1) E. Martin, *L'Université de Pont-à-Mousson*, 159 et sq. — La caserne ne fut pas édiflée sur l'emplacement du séminaire, mais en aval de la ville sur le terrain du château. Le séminaire Saint-Nicolas fut vendu à des particuliers.

(2) Le 26 septembre 1771, une lettre de l'intendant de Metz au chapitre avait averti les chanoines que le roi avait supprimé la pension que la ville de Toul payait aux religieux de Saint-Léon pour les chaires de seconde et de rhétorique et avait invité les chanoines à faire de même pour les basses classes (Arch. de M.-et-M., G. 106). Saintignon, pour parer le coup, avait tenté de faire donner à ses Chanoines-Réguliers la direction du séminaire Saint-Claude et avait proposé une transaction dans ce sens pour terminer l'affaire du cimetière Saint-Anian, mais Mgr Drouas avait ses raisons pour ne pas accepter ; les offres du général ne furent pas agréées (Chatrian, 1773-1776, *passim*) et, en 1776, les Chanoines de Saint-Léon informèrent le chapitre qu'ils renonçaient à leur collège (G. 10).

(3) Chatrian, *passim*.

(4) Cf. Marchal, *Vie de M. l'abbé Moÿe*. Paris, Bray et Retaux, 1872. — L'Hôte, *Le Vénérable Jean Martin Moÿe*. St-Dié, Humbert, 1899.

tresses d'école jusque dans les hameaux, à la merci de la Providence. Son œuvre, installée en 1762, à Vigy, aux environs de Metz (1), et fortifiée par l'épreuve, avait des gages sérieux de durée quand, poussé par un zèle ardent, il était entré, neuf ans plus tard, au séminaire des Missions-Étrangères, était parti pour les missions du Su-Tchuen, et avait confié sa petite société à Antoine-François Raulin, chanoine de Saint-Dié, et à sœur Marie Morel, la première supérieure (2). Il avait connu et discerné cette dernière, lorsqu'il était vicaire à Dieuze, et il s'était lié d'amitié avec le premier, lorsqu'il fut appelé à Saint-Dié, en 1768, par Dieudonné de Chaumont de Mareil, évêque de Sion et grand prévôt du chapitre, pour prendre la direction d'un séminaire que le prélat voulait fonder avant même l'érection du diocèse (3). M. Raulin (4) fit sienne l'œuvre de son ami ; il se consacra tout entier à la formation des religieuses, à la direction de la congrégation, à la propagation et à la surveillance des écoles et il établit, à l'ombre de la vieille collégiale vosgienne, le premier noviciat des *Sœurs de la Providence*. Messine par ses origines, l'héroïque société qu'avait fondée M. Moÿe, devenait donc toulouise par l'adoption et c'était dans la partie orientale de l'immense diocèse qu'elle commençait de s'épanouir, pour le plus grand profit des jeunes filles et des femmes de nos campagnes lorraines. La sœur, en effet, telle que la voulait le saint missionnaire, devait donner au monde l'exemple le plus éloquent d'une vie simple, pauvre et mortifiée ; instruire les enfants ; diriger les jeunes filles ; conseiller les mères ; visiter et soigner les malades... en un mot, être l'auxiliaire du curé et la

(1) *Vigy*, arr. de Metz, Lorraine. — La première sœur fut *Marguerite Lecomte* de Jousse (Lorraine), femme héroïque, d'un zèle et d'une piété ardente, qui mourut nonagénaire au couvent de Portieux, en 1835 (Marchal, *op. cit.*, 56).

(2) Sœur *Marie Morel*, de Dieuze, était déjà sexagénaire quand elle se donna à l'œuvre des écoles : elle mourut le 28 janvier 1779 (Marchal, *op. cit.*, 59 et 529).

(3) Marchal, *op. cit.*, 88 et sq. — Ce premier séminaire semble n'avoir duré qu'un an (1768-1769).

(4) Antoine-François *Raulin*, né à Nancy en 1738 et ordonné prêtre en 1762, consacrait sa vie aux exercices de piété et aux œuvres de miséricorde. Ce saint chanoine méritait d'être l'ami de M. Moÿe. Il mourut à Saint-Dié, le 18 septembre 1812. Nous le retrouverons dans la suite de cet ouvrage.

providence du hameau (1). Merveilleuse institution dont il nous sera donné plus tard de contempler les progrès.

Cependant la cour de France poursuivait la réalisation de son projet : le 28 avril 1776 un brevet du roi nomma aux futurs sièges de Nancy et de St-Dié Louis-Hector-Honoré-Maxime de Sabran, des comtes de Forcalquier, aumônier de la reine et primat de Lorraine, et Barthélemy-Louis-Martin de Chaumont de La Galaizière (2). Désormais revêtus d'un titre officiel, les deux prélats avaient autorité pour s'entendre avec l'évêque de Toul, tailler dans son vaste diocèse leurs propres circonscriptions, régler les questions de bourses et tous les autres points en litige. Ils s'y employèrent sans retard. D'un autre côté, le chapitre de Toul avait su, le 15 avril, par une lettre de Maurepas à Mgr de Champorcin, que Sa Majesté daignerait lui accorder la croix tant désirée (3) et, tout heureux de cette solution, il avait voté des remerciements à l'évêque qui avait appuyé sa demande (4) et il lui avait donné sa procuration pour donner à l'érection tous les consentements qui seraient exigés (5). Muni de ces pouvoirs, le prélat se rendit à Paris, eut avec ses futurs collègues de longues conférences, défendit de son mieux les intérêts de son Église et, avant de l'accepter, communiqua, le 18 juin à ses chanoines le projet de concordat qu'on venait enfin d'arrêter (6). Ceux-ci firent quelques observations; on en tint peu de compte et, après un nouveau brevet royal qui fut publié le 11 août, les parties intéressées signèrent, le 17 du même mois, le concordat définitif (7). L'évêque de Toul renonçait à son titre de

(1) *Projet des écoles de filles, dites de la Providence, pour la campagne, et règles et instructions pour la conduite des sœurs.* Œuvre de M. Moye, éditée dans le *Directoire des Sœurs de la Providence*, par M. Puy-Pény. 2<sup>e</sup> édit. Paris, Bray et Retaux, 1874, *passim*.

(2) *Ordonn. de Lorraine*, XIII, 709.

(3) *Délib. capit.*, 26 avril 1776 (Arch. de M.-et-M., G 406).

(4) *Ibid.* — Le chapitre chargea l'évêque de commander les croix à un orfèvre de Paris (*Ibid.*) et il eut soin de leur faire donner des dimensions supérieures à celles des chapitres, ses rivaux. L'exécution en fut assez médiocre; on dut lésiner sur le prix (*Digot. op. cit.*).

(5) *Ibid.*, 3 mai 1776.

(6) *Ibid.*, 18 juin.

(7) *Concordat entre Mgr l'évêque de Toul et Messieurs les futurs évêques de Nancy et de Saint-Dié*. 17 août 1776 (*Ordonn. de Lorr.*, XIII, 742).

chancelier de l'université de Nancy ; à la place de la mense abbatiale d'Étival qui serait unie à l'évêché de Saint-Dié, il recevait celle de Saint-Mansuy. Les bourses et les fondations seraient réparties à l'amiable entre les trois Églises et la nouvelle ligne de démarcation du diocèse de Toul suivrait la Moselle, depuis le confluent de Rupt de Mad jusqu'à l'embouchure du Madon, sans englober toutefois Sexey-aux-Bois, Fontenoy, Gondreville, Dommartin et Chaudeney ; puis remonterait le Madon, jusqu'à Mirecourt, laisserait à Toul cette ville et Mattaincourt, et suivrait la grand'route et le chemin royal, jusqu'à Jésonville (1), dernier village du diocèse sur la frontière du diocèse de Besançon.

Pour rendre valable et définitif le démembrement de l'héritage de saint Mansuy, il ne restait plus qu'à obtenir la sanction pontificale. La Cour de Rome procéda, comme toujours, avec une sage lenteur ; mais, dans l'intervalle, le roi voulut assurer à l'évêché et au chapitre de Toul quelques compensations. Un édit du mois d'août 1776 affilia le grand séminaire à l'université de Nancy (2) et des lettres patentes du même mois comblèrent les vœux des chanoines toulous, et même les outrepassèrent (3). Non seulement, elles leur octroyèrent le droit de porter une croix d'or émaillée, à huit pointes, ornée entre ses branches de quatre fleurs de lys d'or, portant, sur une face, l'image de saint Étienne, avec la légende : « *Munificentia Regis, 1776* » ; sur l'autre, l'effigie du portail de la cathédrale, avec cette exergue : « *Insignis Ecclesia Tullensis* », et soutenue par un cordon rouge à double liseré violet ; mais bien plus, elles reconnurent à leur corporation la dignité de chapitre noble. Le décanat, les trois premiers archidiaconés, la chantrerie, la trésorerie et vingt-sept prébendes sur les trente-sept que le

(1) Le texte porte *Jehe* : ce doit être une mauvaise lecture pour *Jésonville* (c. de Darney, Vosges), annexe de la commune des Trois-Vallois et, de 1777 à 1801, dernier village du diocèse de Saint-Dié, sur la frontière des deux diocèses de Toul et de Besançon.

(2) Édit portant affiliation du grand séminaire de Toul à l'Université de Nancy. Août 1776 (*Ordonn. de Lorr.*, XIII, 611).

(3) Lettres patentes portant concession d'une décoration au chapitre de l'Église de Toul et règlement pour la disposition des dignités et canonicats de cette Église, données à Versailles en août 1776 (*Rec. Mand.*, V, 384).

chapitre possédait alors, étaient réservés aux gentilshommes qui pourraient prouver trois quartiers de noblesse dans la ligne paternelle; les autres dignités et les autres prébendes ne seraient conférées qu'à des docteurs ou à des licenciés en théologie ou en droit canon. C'était moins une innovation que la restauration d'un ancien état de choses, que le gouvernement de Louis XVI entendait opérer : des chartes de Henri de Ville et de Louis de Haraucourt et une bulle du pape Nicolas V n'avaient-elles pas décidé que les gentilshommes seuls et les gradés auraient droit aux stalles de l'Église de Toul ? Cette restauration pouvait satisfaire la vanité des uns et la cupidité des autres ; mais, en cette fin de siècle où les idées démocratiques gagnaient tous les jours du terrain, elle était inopportune et téméraire : elle allait diviser le chapitre et susciter de longues, stériles et passionnantes dissensions (1).

Après une année d'attente, le 21 juillet 1777, parut la bulle de Pie VI qui instituait un évêché à Saint-Dié, nommait au nouveau siège le grand prévôt Barthélemy-Louis-Martin de Chaumont de La Galaizière, transformait la vieille collégiale en église cathédrale, réglait le territoire du diocèse et constituait la mense épiscopale (2). Des lettres patentes, données à Versailles, en août 1777 (3), la confirmèrent ; le Parlement de Metz enregistra le tout le 6 septembre (4) et désormais le diocèse de Saint-Dié cessa d'appartenir au diocèse de Toul.

Pour Nancy, l'érection fut retardée de quelques mois par la nomination de Louis de Sabran à l'évêché-pairie de Laon ; mais, le 19 novembre de cette même année, la bulle qui créait ce second diocèse fut expédiée par le pape Pie VI (5). Elle maintenait, mais comme simplement honorifique, le titre de primat de Lorraine et l'annexait au nouveau siège ; elle transformait la primatiale de

(1) Cette querelle, quoiqu'ayant éclaté en 1776, me paraît appartenir à l'histoire du nouveau diocèse de Toul : je la relaterai dans le volume suivant.

(2) *Ordonn. de Lorr.*, XIII, 743.

(3) *Lettres patentes confirmatives de la bulle d'érection d'un évêché à Saint-Dié.* — Août 1777 (*Ordonn. de Lorr.*, XIII, 709).

(4) *Ibid.*, 761.

(5) *Ibid.*, XIV, 52.



Charles III en cathédrale-primatiale ; fixait la circonscription du diocèse, la dotation de l'évêché et nommait évêque de Nancy et primat de Lorraine, Louis-Apollinaire de la Tour du Pin-Montauban, prêtre du diocèse de Paris et vicaire général d'Autun. Cette bulle fut confirmée par les lettres patentes du 1<sup>er</sup> janvier 1778 (1) et enregistrée au Parlement de Metz le 18 suivant (2) ; de nouvelles lettres royales, signées au mois de mai, donnèrent une dernière confirmation aux bulles pontificales relatives à l'érection des évêchés de Nancy et de Saint-Dié (3). Le démembrement était consommé.

Sans s'imposer absolument, cette mesure avait sa raison d'être et son utilité incontestable et, pour la réaliser, la Providence avait su tirer parti des calculs de l'ambition et de la politique. Mais nous pouvons le dire, en adressant à notre vieille Église un suprême et sympathique adieu, éprouvé par d'inconcevables malheurs, soumis durant tant d'années à la domination d'un impitoyable vainqueur, puis longtemps tiraillé entre deux nationalités, l'héritage de saint Mansuy, par la sagesse, la fermeté, la vigilance, l'activité de ses évêques, les Bissy, les Camilly, les Bégon et les Drouas, avait offert, surtout durant la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, le spectacle consolant d'un clergé instruit, vertueux et zélé, de paroisses fidèles aux habitudes chrétiennes, d'œuvres nombreuses, fécondes et prospères. Sans doute, la décadence s'était introduite, moins pourtant dans les masses que dans le clergé, le clergé régulier surtout : ce n'était point l'étendue du diocèse qui en avait constitué le principal facteur ; ce n'était point un démembrement, aussi arbitraire, disons le mot, aussi peu surnaturel, qui devait en retarder les progrès.

(1) *Lettres patentes sur la bulle d'érection d'un évêché à Nancy.* — 1<sup>er</sup> janvier 1778 (*Ordonn. de Lorr.*, XIV, 46).

(2) *Ibid.*

(3) *Lettres patentes confirmatives des bulles de Notre Saint Père le Pape relatives à l'érection des évêchés de Nancy et de Saint-Dié.* — Mai 1778 (*Ordonn. de Lorr.*, XIV, 113).

## APPENDICE

### La Liturgie Romano-Touloise au XVI<sup>e</sup> siècle <sup>(1)</sup>.

---

#### § I. — Préliminaires.

Comme dans toutes les Églises des Gaules, à Toul, depuis l'époque carolingienne, la liturgie n'est autre que la liturgie romaine, pour le calendrier, pour la disposition générale, pour le choix des textes et les formules de prières. Mais, là aussi comme ailleurs, le *Responsal* et l'*Antiphonaire*, envoyés par les papes à Pépin, à Charlemagne, et rendus obligatoires par les capitulaires, se chargèrent bientôt d'une foule d'usages, vestiges de l'ancienne liturgie, emprunts faits à d'autres Églises ou créations de la piété locale : à mesure que l'on s'éloigne de la période carolingienne, cette végétation parasite prend plus d'exubérance et de développement (2).

(1) Un premier essai de ce travail a paru dans la *Revue du Clergé Français*, n° du 15 février 1898 et suivants.

(2) SOURCES. — *OUVRAGES GÉNÉRAUX*. — DOM GUÉRANGER, *Institutions liturgiques*, 2<sup>e</sup> éd. Paris, Palmé, 1878, 3 vol. in-8° ; *Année liturgique*. Paris, Oudin, 1874 et sq., 13 vol. in-12. — BATIFFOL, *Histoire du Bréviaire romain*. Paris, Picard, 1893, in-12. — DOM BAUMER, *Geschichte des Breviers*. Fribourg-en-Brisgau, 1895, in-8°. — DANIEL, *Thesaurus hymnologicus*. Leipsick, 1841-1856, 5 vol. in-8°. — MONE, *Hymni latini Medii-Avi*. Fribourg-en-Brisgau, 1853-55, 3 vol. in-8°. — GALL MOREL, *Lateinische Hymnen des Mittelalters*. Einsiedeln, 1866-68, 2 vol. in-8°. — KEHREIN, *Lateinische sequenzen des Mittelalters*. Mainz, 1873, in-8°. — E. MISSET et J. WEALE, *Thesauris hymnologicis hactenus editis Supplementum amplissimum. Pars I*. Paris, Welter, 1888-1894, in-8°. — U. CHEVALIER, *Repertorium hymnologicum*, dans *Analecta bollandiana*. Louvain, 1890 et sq. ; *Poésie liturgique du moyen âge*. Paris, Picard, 1893, in-8°. — Disons, une fois pour toutes, que les références des hymnes citées dans le cours de cette étude, sont données par U. CHEVALIER dans son *Repertorium* cité plus

Notre plus ancien monument serait un *Ordo* du XII<sup>e</sup> siècle, trouvé à Vandières en 1849 ; mais il a disparu et il ne nous en reste que la description faite par A. Digot, en 1862, dans les *Mémoires de la Société d'Archéologie lorraine* (1).

Nous sommes plus heureux avec un *Breviarium Tullense* du XIII<sup>e</sup> siècle (2) ; la bibliothèque du grand séminaire de Nancy en possède la seconde partie (*pars æstiva et autumnalis*) ; ce n'est pas la plus intéressante ; mais du moins le psautier et le calendrier sont complets et nous fournissent de précieuses indications.

Bien plus regrettables encore sont les lacunes que nous trouvons dans quatre missels des commencements du XV<sup>e</sup> siècle. L'un, splendidement enluminé aux armes de Henri de Ville-sur-Ilton, mais sauvé trop tard des intempéries et des convoitises, est aujourd'hui conservé dans une vitrine du musée de Toul (3). Il possède à peine les deux tiers de ses feuillets : le calendrier, le Canon de la Messe, la Semaine-Sainte entre autres ont été arrachés : fort heureusement, la suite des proses a échappé au vandalisme, sinon à l'humidité.

Le second, ayant appartenu à Louis Machon, est à la Bibliothèque nationale (Fonds latin, Ms. 11,592). Il paraît avoir été la seconde partie du missel précédent et comprend, en 130 feuillets in-fol., le calendrier, le propre du temps, de la Trinité à l'Avent, la préparation à la Messe, l'ordinaire de la Messe, les préfaces, le Canon, le propre des saints, depuis saint Jean-Baptiste, les communs et les proses (4).

Il doit être de la même main que le *Pontifical romano-toulois* qui porte le

haut et le texte d'un certain nombre par DOM GUÉRANGER, dans son *Année liturgique*, et par DOM POTHIER, dans ses *Variae preces*, Solesme, Imp. S<sup>t</sup> Pierre.

OUVRAGES LOCAUX. — Les ouvrages liturgiques cités à leur place au cours du travail. — BEAUPRÉ, *Notice bibliographique sur les livres de liturgie des diocèses de Toul et de Verdun, imprimés au XV<sup>e</sup> siècle*. Nancy, Raybois, 1843. — *Recherches sur l'imprimerie en Lorraine*. Nancy, Grimblot, 1845 ; *Nouvelles recherches de bibliographie lorraine*. Nancy, Grimblot, 1856. — MOREL, *Quelques recherches historiques sur le chant grégorien... et sur l'ancienne liturgie de l'Église de Toul*. Nancy, Vagner, 1860, br. in-12. — GUILLAUME, *Histoire du diocèse de Toul*.

(1) A. DIGOT, *Sur un Ordo du XII<sup>e</sup> siècle* (*Mém. Soc. Arch. lorr.*, 1862). — Cet *ordo* toulois, trouvé en démolissant l'église de Vandières (c. de Pont-à-Mousson), était, d'après Digot, conservé à la bibliothèque du petit séminaire de Pont-à-Mousson. Interrogé par moi en 1890, le bibliothécaire du séminaire m'a déclaré n'en avoir jamais eu connaissance.

(2) L'abbé Marchal lui avait attribué la date de 1420 ; mais M. Vacant, dans sa *Bibliothèque du grand séminaire de Nancy* (Nancy, Berger-Levrault, 1897, p. 40 et sq.), a démontré péremptoirement que ce bréviaire était des premières années du XIII<sup>e</sup> siècle ; je renvoie le lecteur à cette consciencieuse et judicieuse étude.

(3) Musée de Toul, n° 138.

(4) Il est complet et en excellent état de conservation.

n° 12,079 du fonds latin de la Bibliothèque nationale, lequel fut commandé par Henri de Ville à Gérard d'Aingerey et fut achevé en mai 1420 (1).

Le troisième missel est à la bibliothèque de Rambervillers (2) ; il a perdu sa reliure et ne possède plus qu'une partie du calendrier, le propre du temps, de l'Avent à la Fête-Dieu (sauf les deux derniers jours de la Semaine-Sainte), le Canon et quelques oraisons *ad diversa*.

Le quatrième enfin fait partie de la bibliothèque d'Épinal (3) ; il est également incomplet et, entre autres lacunes, on regrette la disparition de l'ordinaire de la Messe.

Enfin, un *Ordo tullensis ecclesie ad legendum et cantandum per circulum totius anni*, élaboré probablement en 1330, par ordre de Bertrand de la Tour d'Auvergne et conservé en entier à la bibliothèque d'Épinal (4), nous met au courant des rubriques et des usages de notre Église au xiv<sup>e</sup> siècle.

Et cet ensemble de manuscrits qui se complètent mutuellement, nous fournit sur notre vieille liturgie des indications d'autant plus précieuses que nous pouvons les contrôler par les premiers livres liturgiques qui furent imprimés à l'usage du diocèse. Ici, nous n'avons plus de perte sérieuse à déplorer. Nous ne possédons pas, il est vrai, dans la région, le missel de Toul édité à Paris par Pierre le Rouge, le 3 avril 1492 (*Anc. styl.*), volume excessivement rare dont nous ne

(1) Ce pontifical compte 322 feuillets in-fol. velin, avec lettres enluminées et encadrement à chaque titre. Il est relié en veau et porte sur les plats, dans un encadrement doré, un médaillon doré (le Christ en croix, au recto ; l'Annonciation, au verso) surmonté de cette inscription, en lettres d'or : « PONTIFICALÉ CATH. ECCLESIE TULLENSIS, 1614 ».

C'est le pontifical romain, sauf certains détails : l'ordinaire de la Messe et les litanies des Saints. Sur le dernier feuillet se trouvent ces vers :

Pontificale Sacru pns Dictamine pulchru  
 Praesulis officia complectens omia dga  
 Edidit *Henricus*, Tullen pastor aplicus  
 Nobiliore status de villa stirpe vocatus.  
 Codicibz multis vigil exerceps id aptis  
 Ad successoru decus et monumenta suor  
 Quod Liberduni castro pēcripsit ameni  
 Complens in mayo Gerardus ab engreyo (Aingerey)  
 Anno milleno quadringeno qz viceno.

(2) 91 feuillets in-fol. velin.

(3) Ms. 20. *Missale Tullense* (annorum fere quingentorum), 236 ff., in-fol. velin.

(4) Bibl. d'Épinal, Ms. 85. 83 ff., in-4°, velin. — En note sur le premier feuillet : « *Is ipse videtur Ordo tullensis concinnatus a D. Bertrando de la Tour, episcopo tullensi, anno 1339.* »

connaissions qu'un seul exemplaire (1) ; mais les descriptions qu'en ont données M. Henry Monceaux, dans le *Bulletin de la Société des Sciences historiques et naturelles de l'Yonne* (2), et, d'après lui, M. L. Germain, dans le *Journal de la Société d'Archéologie lorraine* (3), nous autorisent à conclure qu'il ne diffère que par l'illustration, des missels parus en 1501 et en 1507, sous l'épiscopat de Hugues des Hazards.

Le premier fut publié par Martin Mourot, à Longeville-devant-Bar et le seul exemplaire connu se trouve à la bibliothèque de Saint-Mihiel (4) ; le second sortit des presses de Wolfgang Hopylius, in *alma Parisiorum academia*. Il avait ce titre :

*Missale ad consuetudinem insignis ecclesiae tullenensis, nuper una cum dictae ecclesiae institutis et consuetudinibus elimatissime impressum* (5).

Il fut suivi, cinq ans plus tard (1512), par le bréviaire confié à Simon Vostre, l'imprimeur parisien qui, en 1517, édita les Statuts synodaux. Ce livre, devenu d'une rareté extrême (6), portait à son frontispice :

*Breviarium secundum usum Tullen. peroptime ordinatum ac multis quae antehac in aliis reperiebantur mendis tersum. Impressum in Parisiorum academia, impensis honesti viri Symonis Vostre, bibliopolae. Anno Dni 1512.*

Missel et bréviaire sont complets : il est donc loisible de suivre la liturgie toulouise aux premières années du xvi<sup>e</sup> siècle, et les données que nous fournis-

(1) Il se trouvait (1896) dans la bibliothèque de M. Paul Durieux, conservateur-adjoint au musée du Louvre, et il vient de la commanderie Saint-Antoine de Pont-à-Mousson. — Notons aussi parmi les livres liturgiques incunables à l'usage de Toul, le *Manuale seu officiarium sacerdotum*, paru vers 1494 et dont un exemplaire, malheureusement incomplet, est conservé à la bibliothèque de Nancy (Inc., 163). — Cf. LEMERCIER DE MORIÈRE et FAVIER, *Un livre de liturgie du XV<sup>e</sup> siècle ayant appartenu au château de Gombervaux*, dans *Journ. Soc. Arch. lorr.*, 1884, p. 101.

D'après Beaupré (*Notice*, 35), Hugues des Hazards en aurait fait publier une réédition. La bibliothèque de Nancy possède une autre édition, confiée par Toussaint d'Hocédy, en 1559, à Guillaume Merlin, imprimeur parisien.

(2) H. MONCEAUX, *Le Rouge de Chablis* (*Bulletin... de l'Yonne* 1895).

(3) L. GERMAIN, *Un missel incunable de Toul, 1492* (*Journ. Soc. Arch. lorr.*, 1896, p. 4 et sq.).

(4) Cf. T. I, p. 569.

(5) Les bibliothèques du grand séminaire de Nancy et de l'évêché de Saint-Dié, les trésors des cathédrales de Toul et de Nancy possèdent des exemplaires de ce missel de 1507.

(6) Je ne connais que deux exemplaires de ce bréviaire : celui de la bibliothèque du grand séminaire de Nancy, lequel vient de la collection de l'abbé Marchal, et celui de la bibliothèque publique d'Épinal.

sent les manuscrits nous permettront même de constater, au moins sur quelques points, le développement des rites, des fêtes et des coutumes locales et de voir jusqu'où ce diocèse, mitoyen de la France et de l'Allemagne, a subi l'influence de ses deux voisins. Ces coups d'œil rétrospectifs ne manquent certes point d'intérêt.

Je passerai successivement en revue le calendrier, le Canon de la Messe, l'ordinaire de l'office, le propre du temps, le propre des saints, etc., je signalerai les additions ou les modifications apportées au thème romain.

Faisant une monographie locale, je ne prétends pas étudier les changements subis par la liturgie romaine dans le cours du moyen âge; je renvoie pour cela à M. Duchesne, à Dom Plaine, à Dom Baumer, au docteur Ebner, à M. Batiffol, à Dom Guéranger, etc. (1). J'adopte, comme un fait accompli, les profondes transformations, dues aux influences multiples de saint Grégoire VII, des Franciscains et des Bénédictins, et je prends comme base de ce travail le missel et le bréviaire romains, tels qu'ils existaient à l'époque de la Renaissance.

## § II. — La Liturgie toulouse vers 1510.

I. — *Calendrier*. — Dans l'ordo de Vandières et dans le Bréviaire du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, le calendrier est assez peu chargé de saints toulous : Saint Waast (6 février); saint Albin ou Albaut, évêque de Toul ? (1<sup>er</sup> mars) (2); saint Léon IX (19 avril); saint Gérard (23 avril); saint Gengoult (11 mai); translation de saint Firmin, évêque de Verdun (18 mai); translation de saint Mansuy (14 juin); saint Mansuy (3 septembre); saint Bodon (11 septembre); saint Epvre (15 septembre); sainte Libaire (8 octobre); saint Élopie (16 octobre); translation de saint Gérard (21 octobre); saint Euchaïre (27 octobre); saint Firmin, évêque de Verdun (3 décembre).

Les livres de Henri de Ville comptent en plus saint Arnould de Metz (18 juillet); saint Gauzelin (7 septembre); sainte Menne (3 octobre); la dédicace des tours de la cathédrale (22 octobre); saint Arnoud, évêque de Toul (15 novembre) — et le bréviaire de Hugues des Hazards, le saint Clou (vendredi après Quasi-

(1) DUCHESNE, *Les origines du culte chrétien*. Paris, Fontemoing. — DOM PLAINE, *Les origines du canon de la Messe*, dans la *Revue du Clergé français*, 1<sup>re</sup> année. — DR. TH. EBNER, *Quellen und Forschungen zur Geschichte und Kunstgeschichte des Missale Romanum in Mittelalter*. Fribourg, Herder; *Iter Italicum*, 1898. — DOM BAUMER, DOM GUÉRANGER, M. BATIFFOL, *op. cit.*, etc.

(2) Le *Martyrologium Gallicanum*, de DU SAUSSAY, ne mentionne à cette date que saint Aubin, évêque d'Angers. — Je n'ai pour raison de placer au 1<sup>er</sup> mars saint Aubin ou Albaut de Toul qu'un recueil manuscrit de quelques offices toulous ou français, composé ou transcrit au <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle et conservé à la bibliothèque de Nancy (Ms. 29 16). On comprend le point d'interrogation. — Voir T. I, 64.

modo) ; sainte Odde, martyre (16 février) ; saint Dié (19 juin) (1) ; saint Hidulphe (11 juillet) ; sainte Aprône (15 juillet) ; saint Loup (29 juillet) ; saint Amé (13 septembre) ; saint Amon (23 octobre) ; saint Romaric (8 décembre).

Dans cette liste purement toulouse, avec les saints du bréviaire romain et une fête aujourd'hui supprimée, la Division des Apôtres, le 15 juillet, prennent place d'autres bienheureux spécialement vénérés dans une ou plusieurs des églises ou des abbayes du diocèse ; saint Thiébaud (1<sup>er</sup> juillet) ; saint Goëric (19 septembre) ; saint Amand (4 novembre) ; saint Aignan ou Agnian (17 novembre) ; saint Colomban (21 novembre)..... des saints honorés dans les diocèses voisins : saint Maximin de Trèves, par exemple (29 mai) ; sainte Glossinde, de Metz (25 juillet) ; saint Memmie, de Châlons (5 août) ; saint Mammès, de Langres (17 août) ; saint Géréon, de Cologne (10 octobre) ; saint Clément, de Metz (23 novembre) ; saint Nicaise, de Reims (14 décembre)... des saints alors célèbres dans les Églises des Gaules : sainte Geneviève (3 janvier) ; saint Médard (8 juin) ; saint Germain, d'Auxerre (31 juillet) ; saint Lambert, de Maëstrich (17 septembre) ; saint Léger (2 octobre) ; saint Hubert (3 novembre) ; saint Léonard (9 novembre) ; saint René (12 novembre) ; saint Brice (13 novembre) ; saint Éloi (1<sup>er</sup> décembre). Les Églises se prêtaient ainsi leurs saints protecteurs et le culte de tel ou tel bienheureux franchissait les limites de plusieurs diocèses et finissait parfois parfois par être adopté par la liturgie romaine : saint Denis, par exemple, saint Remi, saint Martin, etc.

D'ailleurs, le calendrier n'était pas arrêté ; il variait suivant le zèle des copistes : entre le missel incunable de 1492 et celui de 1507, j'ai relevé une cinquantaine de différences, et même le calendrier du bréviaire et du missel de Hugues des Hazards ne sont pas complètement identiques.

II. — *Ordinaire de la Messe.* — La Messe toulouse offrait un certain nombre de particularités intéressantes.

Après les prières de la confession et l'oraison *Aufer a nobis*, le prêtre récitait, au lieu de l'*Oramus te Domine*, les deux prières suivantes ; nous retrouvons la première, mais ailleurs, dans le missel romain actuel :

*Conscientias nostras, quæsumus, Domine, visitando purifica, ut eveniens Jesus Christus, filius tuus, Dominus noster, cum omnibus sanctis tuis paralam sibi in nobis inveniat mansionem.*

*Omnipotens sempiterna Deus, qui me peccatorem sacris altaribus tuis adstare voluisti et sancti Nominis tui laudare potentiam, concede, quæso, per*

(1) Nous trouvons dans RUYR (*Les saintes antiquités de la Vôge*, 2<sup>e</sup> éd., p. 280), à propos de Ferry de Clémentaine, grand prévôt de Saint-Dié (1429-1457) : « Ce prélat fut encore archidiacre de Toul où il institua de célébrer la fête solennelle dudit saint Dieudonné, et y donna une image d'argent... De même temps, il fonda l'office de saint Gérard en ladite église de Saint-Dieudonné. » — Voilà qui nous explique cette addition au calendrier toulous.

*hujus Sacramenti mysterium, meorum mihi veniam peccatorum, ut tuæ Majestati digne ministrare merear.*

A certaines solennités, le *Kyrie eleison*, comme le *Sanctus* et l'*Agnus*, étaient, selon l'usage de l'époque, enrichis de *tropes* intercalés entre les paroles liturgiques. Ainsi : *Kyrie, Virginitatis amator, inclyte Pater et creator Mariæ, eleison... Agnus Dei, qui tollis peccata mundi, crimina tollis, aspera mollis, Agnus honoris, misere nobis, etc...*

Le *Gloria in excelsis* était remplacé, aux fêtes de la Sainte Vierge, par un *Gloria* spécial, avec *tropes* consacrés à la louange de la Mère de Dieu : *Gloria in excelsis Deo... Domine Fili unigenite, Jesu Christe ; spiritus et alme orphanorum Paraclete. Domine Deus, Agnus Dei, Filius Patris, primogenitus Mariæ, Virginis Matris. Qui tollis peccata... suscipe deprecationem nostram, ad Mariæ gloriam. Qui sedes ad dexteram Patris, miserere nobis. Quoniam tu solus sanctus, Mariam sanctificans ; tu solus dominus, Mariam gubernans ; tu solus altissimus, Mariam coronans, Jesu Christe, etc.*

Le prêtre lavait ses mains aussitôt après avoir dit l'offertoire, et récitait cette prière : *Concede mihi, omnipotens Deus, ita manus meas lavare ut puro corde possim dominicum Corpus et Sanguinem sumere. Per eundem...*

Il mettait l'eau et le vin dans le calice : *Ex latere Domini nostri Jesu Christi exivit sanguis et aqua ; in cujus honorem fiat hæc commixtio sancta et immaculata. In nomine † Patris et Filii et Spiritus Sancti.*

Il offrait ensemble le calice et la patène : *Suscipe, Sancta Trinitas, hanc oblationem quam tibi offerimus et præsta ut in conspectu divinæ Majestatis tuæ tibi placens ascendat. In nomine † Patris et Filii et Spiritus Sancti.*

Il couvrait le calice avec le corporal : *In nomine Domini nostri Jesu Christi, fiat hoc sacrificium a te, Deo vivo et vero, coadunatum et benedictum. In nomine † Patris et Filii et Spiritus Sancti.* Il disait ensuite l'oraison : *In spiritu humilitatis*, puis la prière *Suscipe sancta Trinitas*, laquelle offrait cette légère variante : *Et in honorem omnium Sanctorum qui tibi placuerunt ab initio mundi et eorum quorum hic nomina et reliquiæ habentur et quorum hodie festivitas celebratur... etc.*

Après avoir récité le *Veni Sanctificator*, le célébrant se tournait vers le peuple en disant : *Orate pro me, fratres et sorores, ut auferat a me Deus spiritum elationis et superbiæ, ut pro cunctis meis et vestris delictis exorare queam*, et les fidèles lui répondaient : *Memor sit Dominus sacrificii tui et holocaustum tuum pingue fiat*, ou bien : *Accipiat Dominus hoc sacrosanctum sacrificium de manibus tuis, in remissionem tuorum et nostrorum omnium delictorum. Amen.*

Le prêtre récitait alors la Préface, puis le Canon (1), mais avec quelques céré-

(1) A la place du *pro Imperatore...* se trouve *pro Duce nostro*, du moins dans la partie lorraine et barrisienne du diocèse.



monies particulières (1). Au *Communicantes*, il élevait les mains ; à *Hanc igitur*, il s'inclinait en joignant les mains ; à *Unde et memores*, il étendait les bras en forme de croix ; à *supra quæ*, il croisait les mains l'une sur l'autre ; au *supplices*, il joignait les mains et s'inclinait profondément.

Il rompait l'hostie, comme au Romain, après le *Pater* ; mais il élevait alors légèrement le calice et le fragment du pain consacré, en disant : *Per omnia sæcula sæculorum* ; faisait les trois signes de croix au *Pax Domini* et ce n'est qu'après avoir récité les trois *Agnus Dei* qu'il laissait tomber la parcelle et prononçait la formule qui est encore en usage aujourd'hui (2).

Il donnait la paix après la première oraison *Domine Jesu Christe* (3), en disant : *Pax Christi et Ecclesiæ Dei abundet in cordibus vestris* ; puis : *Habete vinculum caritatis et pacis ut apti sitis sacrosanctis mysteriis*. Venalent alors trois autres prières : *Domine sancte Pater* — *Domine Jesu Christe, Fili Dei vivi* — *Perceptio*, immédiatement suivies du *Domine non sum dignus* et de la communion.

Aux ablutions, aussitôt après l'unique oraison *Quod ore sumpsimus* qu'il récitait en purifiant ses doigts au-dessus du calice (4), le prêtre lavait ses mains en psalmodiant les versets du *Lavabo* ; puis disait le *Nunc dimittis*, avec l'antienne : *Agimus tibi gratias*.

La postcommunion s'achevait par la bénédiction solennelle, à peu près telle que l'a conservée le Pontifical : *Adjutorium nostrum in nomine Domini... Sit nomen Domini benedictum... Benedicat nos et vos divina Majestas et una Deitas, Pater et Filius et Spiritus Sanctus*, et le prêtre se retirait après avoir lu l'Évangile selon saint Jean.

Tel était l'ordinaire de la Messe toulouise ; en somme, il différait assez peu de notre rit romain et, s'il présentait certaines particularités spéciales, il offrait aussi plusieurs ressemblances avec les liturgies romano gallicanes, moins toutefois avec les liturgies messine et verdunoise qu'avec la liturgie parisienne, telle que l'a gardée l'ordre de saint Dominique. A cette époque, Paris exerçait déjà une influence prépondérante et faisait la loi, même au delà des frontières.

Il y avait alors cinq couleurs liturgiques pour les ornements de l'autel et les vêtements sacerdotaux (5) : le *blanc*, pour les fêtes de Notre-Seigneur, de la Sainte-Vierge, de saint Jean-Baptiste et de la Toussaint ; le *rouge* pour les fêtes du Saint-Esprit, de la Passion, de la Sainte-Eucharistie, des apôtres et des martyrs ; le *vert*, pour la Purification et les fêtes des confesseurs ; le *violet*, pour les temps de pénitence, et le *noir*, pour l'office des défunts. Ces couleurs

(1) Comme chez les Dominicains.

(2) Comme chez les Dominicains.

(3) Les Dominicains n'ont que celle-là.

(4) Les Dominicains n'ont aussi que cette oraison.

(5) *Statuta* de 1497 (Bibl. nat., fonds lat., Ms. 10.019, f° 19).

devaient subsister jusqu'au retour à la liturgie romaine, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle.

III. — *Ordre de l'Office divin.* — L'office était, à peu de choses près, disposé comme de nos jours : dix-huit psaumes aux matines du dimanche, le *Beati immaculati* aux petites heures, mais il ne comportait point d'hymne, ni à matines, ni à laudes ; point d'absolution au second nocturne. La neuvième leçon de matines était suivie d'un répons, même quand on devait réciter le *Te Deum* ; les laudes étaient précédées d'un verset, et, au capitule de vêpres, succédait un répons, bref ou long, suivant les jours.

Aux fêtes de Notre-Seigneur, de la Sainte-Vierge, des Apôtres, des Évangélistes, des quatre grands docteurs, aux deux Saint-Étienne, aux fêtes de saint Gérard, de saint Amon, de la Nativité de saint Jean-Baptiste, des saints Innocents, de la dédicace et du patron, le répons des premières vêpres était le neuvième répons de matines, autrement dit, un répons long ; les complies avaient une hymne et une antienne propres : tierce, un répons bref spécial et chaque petite heure, une hymne particulière, ordinairement celle des premières vêpres ou des complies, en totalité ou en partie. — Sauf l'hymne des petites heures, il en était de même, pour les offices de saint Laurent et de saint Martin. — L'Exaltation de la Croix, saint Michel, saint Mansuy, sainte Marie-Madeleine, sainte Catherine n'avaient point d'hymnes propres aux petites heures, ni de répons spécial à tierce. Les mémoires, quand il s'en présentait à vêpres et à laudes, se faisaient après le *Benedicamus* et étaient suivies d'un autre *Benedicamus* : il en est encore ainsi chez les Chartreux.

Quant aux antiennes à la Sainte-Vierge, elles n'étaient point de précepte : le choix en était plus considérable que dans notre bréviaire romain (1) ; mais il ne comprenait point le *Regina Cæli*.

IV. — *Propre du temps.* — Durant l'Avent, on chantait comme hymnes : aux vêpres, *Creator alme siderum*, comme aujourd'hui ; aux complies, *Veni Redemptor gentium*, de saint Ambroise ; à Laudes, *Verbum supernum prodiens*, que notre bréviaire romain place aujourd'hui à matines.

(1) *Reparatrix, Maria nobilis,  
Virgo pura, solatrix animæ,  
De procella venti famulos,  
Pia Mater, tuos delibera.  
O maris stella, deprecare Filium,  
Ut donet transmeare seculum  
Ut videamus eum in poli aula.*

*Justitiæ Solem, sola paris,  
Paris nescia ; virgo regia,  
Flores nec deflores,  
Proferens ex te fructum*

*Qui luctum redimat  
Flebilis prolis Evæ*

*O Virgo virginum,  
O Virgo regina,  
Sola spes hominum,  
Sola fiducia,  
Nostrorum criminum  
Expurga vitia  
Et Patri luminum  
Nos reconcilia.*

*Beata Dei Genitrix, etc. — Salve, Regina. — Virgo parens Christi, etc. — Ave Regina cælorum.*

L'office de Noël était d'une structure toute spéciale. Aux premières vêpres, on chantait les cinq *Laudate* que l'on retrouve encore aujourd'hui dans le bréviaire dominicain : *Laudate, pueri, Dominum — Laudate Dominum, omnes gentes — Lauda; anima mea, Dominum — Laudate Dominum quia bonus est psalmus — Lauda, Jerusalem, Dominum*, et l'hymne *A solis ortus cardine*, actuellement à laudes.

Les matines avaient trois nocturnes, avec une hymne à chaque nocturne : *A solis ortus cardine — Agnoscat omne seculum*, de Venance Fortunat — *Corde natus ex Parentis*. Le premier et le troisième nocturnes se terminaient par une séquence qui s'intercalait dans le répons : *Familiam custodi Christe tuam* (1), et *Quem æthera et terra, atque mare* (2). On chantait ensuite la généalogie sur le ton traditionnel que plusieurs diocèses, le nôtre en particulier, ont conservé, puis le *Te Deum* et la messe de la nuit.

L'office était donc fort long ; mais n'avait-on point une longue veillée à occuper et à sanctifier ?

Déjà, dans le missel de Henri de Ville, les trois messes avaient chacune leur prose : à minuit, *Nato canunt omnia* ; à l'aurore, *Cæleste organum hodie sonuit in terra* ; au jour, *Eia recolamus laudibus piis digna*, de Notker le Bègue.

Saint Étienne avait pour hymne *Sancte Dei pretiose* et pour prose le *Heri mundus exultavit*, d'Adam de Saint-Victor, qui avait remplacé la vieille séquence *Magnus Deus universa terra* ; saint Jean, *Exultet orbis gaudiis* et le *Lætambundus*, chant de Noël qu'ont gardé les Dominicains à la messe du jour (3) ; les

(1) Voici cette séquence qui est, je crois, inédite :

<i>Familiam custodi, Christe, tuam</i>	<i>David regis proles inclyta,</i>
<i>Quam, natus alma de Maria, redemisti morte tua.</i>	<i>Virgo quem casta seculo Maria</i>
<i>Ut cognoscat te creatorem fabricæ mundi. —</i>	<i>Pertulit summi Patris Filium ;</i>
<i>Fac, Deus, munda corpora nostra et</i>	<i>Cujus ortus salvat omnes cuncta per</i>
<i>animas die ista</i>	<i>secula</i>
<i>Ut, tua protecti dextera,</i>	<i>Contemnentes pravam mundi istius</i>
<i>Collaudemus Auctorem fabricæ mundi. —</i>	<i>vilam,</i>
<i>Facinora nostra relaxari, mundi</i>	<i>Ut instanter cassam.</i>
<i>Gloria.</i>	<i>Ob hoc nos tua complentes jussa,</i>
	<i>Des quando præmia æterna,</i>
	<i>Et die hac nobis dignanter faveas</i>
	<i>Atque omni fabricæ mundi.</i>

*Petimus mente devota,*

(2) Cette séquence aussi est inédite :

<i>Quem æthera et terra atque mare</i>	<i>Factor orbis natus hodie est ex matre ;</i>
<i>Non prævalent totum capere,</i>	<i>Creans diem hodie genitus est in die.</i>
<i>Asinæ præsepe infans implet,</i>	<i>Nascitur mundo hodie</i>
<i>Cælum regens,</i>	<i>Gabriel quem vocavit Emmanuel,</i>
<i>Ubera suggens.</i>	<i>Nobiscum Deus.</i>

(3) Dans le missel de Henri de Ville, le *Lætambundus* est indiqué pour l'octave de Noël.

Saints-Innocents, *Sanctorum meritis*, du commun des Martyrs, et pas de prose ; la Circoncision, l'*Eia recolamus* ; l'Épiphanie, l'*Hostis Herodes impie*, devenu plus tard le *Crudelis Herodes, Deum*, et la séquence *Festa Christi omnis christianitas celebret*, de Notker.

Les vêpres du samedi avant la Septuagésime étaient consacrées à chanter les douceurs de l'*Alleluia*, le joyeux refrain qui allait disparaître (1). Les psaumes de la férie avaient pour antiennes deux ou trois *alleluias* ; le répons bref de vêpres était un vrai répons de temps pascal ; l'hymne *Alleluia, læta mater concivis Jerusalem* (2), d'une si chrétienne inspiration, était suivie de cette pressante adjuration : *Alleluia ! mane apud nos hodie, alleluia ! et crastina profiscisceris, alleluia ! et dum ortus fuerit dies, ambularis vias tuas, alleluia ! alleluia !* Telle était l'antienne de *Magnificat* et, comme plus sage à Toul qu'à Metz et ailleurs (3), le refrain d'allégresse ne se laissait point persuader, on prenait congé de lui par une triple salutation au verset et au répons du *Benedicamus* ; on faisait une dernière fois mémoire de tous les saints : *Vox lætitiæ in tabernaculis sanctorum, Alleluia, Alleluia* ; l'on chantait un second *Benedicamus Domino*, avec un triple *Alleluia*, et l'on entraît dans le temps de pénitence.

Bientôt après, au jour des Cendres, on tirait un long voile devant le sanctuaire (4) et les saints Mystères étaient dérobés aux yeux des fidèles jusqu'à l'aurore de la solennité pascalle. C'était, s'il faut en croire l'explication que donne Hugues Métel à l'un de ses correspondants (5), pour nous rappeler, premièrement, que la passion du Sauveur nous a ouvert les portes du Ciel ; deuxièmement, que Jésus a éveillé en nous l'intelligence des choses de Dieu ; troisièmement, en signe de deuil : le chrétien, pour se rendre digne de contempler le divin Sacrifice, doit se préparer à ressusciter avec le Christ. Belle et touchante leçon qui devait faire impression sur les âmes.

Durant le carême, on chantait comme hymne à vêpres : *Ex more docti mystico*, aujourd'hui à matines ; à complies, *Christe qui lux es et dies* ; à laudes

(1) Voir T. I, 514.

(2) Guéranger, *Ann. liturg. Septuagésime*, 131. — L'hymne complète commence par la strophe : *Alleluia, dulce carmen*, qui, à Toul, était supprimée, je ne sais pour quel motif.

(3) A Metz, à Verdun, il restait jusqu'après le *Benedicamus* de laudes, et les matines de la Septuagésime étaient suivies du *Te Deum* (*Breviarium Metense*, 1517 ; *Breviarium Verdunense*, 1560).

(4) « Sur ce qu'on a représenté que, depuis un an ou deux, le rideau qu'on a toujours mis durant le carême entre le sanctuaire et le chœur, s'était trouvé vieux et usé..., on ne l'avait plus mis, le chapitre décide qu'il en sera fait un neuf pour le mercredi des Cendres prochain. » (*Délib. cap.* du 23 octobre 1737. Arch. de M.-et-M., G. 93, f° 31.)

(5) Hugo, *Sacræ antiquitatis monumenta*, II, 405. *Epistola ad Constantinum*.

(cette exception est à noter), *Audi benigne conditor*, actuellement à vêpres. Pendant le temps de la passion, ces trois hymnes étaient respectivement remplacées par le *Vexilla regis*, le *O Crux ave*, coupure de la précédente, et le *Signum Crucis mirabile*. Le dimanche de la Passion, avant de prendre les saintes Espèces, le prêtre se tournait vers le peuple, tenant l'hostie sur la patène et le calice, et, pour lui rappeler le précepte pascal, il entonnait lui-même l'antienne de la communion : *Hoc corpus quod pro vobis tradetur*, que le chœur continuait, symbolisant ainsi l'empressement que les fidèles doivent mettre à répondre à l'appel de Dieu (1). Le Jeudi-Saint, les vêpres étaient intercalées, comme le samedi, entre la communion et la postcommunion, et, ces ces jours sacrés, à Ténèbres, après l'antienne du *Benedictus*, le diacre, caché derrière l'autel, psalmodiait, dans l'obscurité, une longue suite de *preces* auxquelles le chœur répondait. C'était d'un effet saisissant : les Dominicains ont conservé cette double coutume dans leur office de la Semaine-Sainte.

A Pâques, on entonnait la séquence : *Fulgens præclara rutilat* (2), « tant aimée de nos aïeux, d'un lyrisme un peu sauvage, mais pleine de verve... Le chant qui l'accompagnait, écrit Dom Guéranger, serait une épreuve pour les poitrines d'aujourd'hui ; mais cette œuvre offrait les plus grands effets de mélodie et de sentiment. »

Une partie de cette ode pascale : *Judæa incredula*, etc., reparaisait le mardi. Elle était remplacée, le lundi et le mercredi, par le *Victimæ paschali laudes* ; les trois derniers jours de l'octave n'avaient point de prose.

Pendant les vêpres du jour de Pâques, dans les églises paroissiales, avait lieu la procession aux fonts baptismaux. L'office commençait, sans *Deus in adjutorium*, par le *Kyrie eleison*, suivi des trois premiers psaumes du dimanche avec les antiennes actuelles, de l'*Hæc dies*, du *Magnificat* avec l'antienne : *Et respicientes...* et de la collecte : *Deus, qui hodierna die*. On reprenait alors les deux autres psaumes de vêpres avec leurs antiennes et l'on se rendait à la chapelle des fonts. Là, on entonnait de nouveau l'*Hæc dies* ; on chantait ce répons : *Alleluia. Surrexit pastor bonus qui posuit animam suam pro ovibus suis et pro suo grege mori dignatus est, Alleluia* — puis cette antienne : *Cito euntes dicite discipulis quia surrexit Dominus, Alleluia* ; on répétait le *Magnificat* ; le prêtre récitait l'oraison : *Concede, quæsumus, omnipotens Deus, ut qui resurrectionis dominicæ solemnia colimus, innovatione sui Spiritus a morte animæ resurgamus* ; on chantait le *Christus resurgens*, qui était suivi d'une troisième oraison : *Priæta, quæsumus*, et après le *Benedicamus Domino*, on retournait au chœur pour complies. Dans les églises où il n'y avait pas de fonts, les vêpres différaient peu de notre office actuel.

(1) Ce rite touchant a été conservé, dans la liturgie toulouise et nancéienne, jusqu'à l'adoption du missel romain.

(2) Guéranger, *Temps Pascal*, 1, 287.

Durant tout le temps pascal, les matines, même aux fêtes, n'avaient qu'un nocturne à trois psaumes (1). L'hymne des vêpres était : *Ad cœnam Agni providi*, devenue au xvi<sup>e</sup> siècle *Ad regias Agni dapes* ; celle de complies : *Jesu, nostra redemptio*. Aux fêtes des saints, comme saint Gérard, saint Marc, saint Gengoult, on reprenait la séquence *Victimæ paschali*, qui déjà tendait à supplanter le *Fulgens præclara rutilat*.

Le jour de l'Ascension, les hymnes étaient tirées, en tout ou en partie, de l'hymne des premières vêpres : *Adest dies sanctus Dei* (2). A la messe, on chantait la séquence : *Rex omnipotens die hodierna*. L'office de none qui a toujours eu à Toul une solennité plus grande, comprenait, jusqu'à son neume inclusivement, le répons *Ascendens* que nous avons conservé dans notre propre diocésain (3), et c'était seulement après cette petite heure que l'on éteignait le cierge pascal.

La Pentecôte n'avait que l'hymne *Veni Creator* qui fournissait la totalité ou une partie de ses strophes aux différentes heures. Le dimanche, le lundi et le mercredi, à la messe, on entonnait la séquence : *Sancti Spiritus adsit nobis gratia* ; le *Veni Sancte Spiritus* ne paraissait que le mardi, et les trois derniers jours étaient sans prose, comme ceux de l'octave de Pâques.

A l'office de la Sainte-Trinité, l'hymne était : *O Lux beata Trinitas* et la séquence, *Benedicta semper sancta Trinitas*. C'était cette fête de la Trinité et non celle de la Pentecôte qui servait de point de départ pour compter les dimanches postérieurs : on disait deuxième, dixième, vingt-quatrième dimanche après la Trinité.

Quant à la solennité du Saint-Sacrement, sauf l'absence de l'hymne *Sacris solemniis*, l'office ne différait point de notre office actuel.

V. — *Propre des Saints*. — Ce qui fait la richesse du propre des saints, dans les missels et les bréviaires du moyen âge, c'est moins la variété des répons, des antiennes, des oraisons, que l'abondance des hymnes, des proses et des séquences. A Toul, la plupart du temps, messe et office sont pris au commun ; seules, les leçons de matines, l'hymne et la séquence sont spéciales à la fête ; un grand nombre de saints n'ont à eux que l'oraison, et encore, sauf la mention de leur nom, est-ce l'oraison commune. Beaucoup sont rappelés par une simple mémoire.

Les psaumes des premières vêpres sont, en général, ceux de la férie ; les neuf leçons de matines sont empruntées à la légende du saint ; les fêtes du Temps pascal n'ont qu'un nocturne, ainsi que les octaves, et l'office de la Sainte-Vierge a, pour les leçons de matines, des bénédictions spéciales.

Voici d'abord la liste des hymnes et des proses consacrées aux saints qui ne sont pas toulous. Chaque fête, du moins en général, ne comporte qu'une hymne

(1) Il en est encore ainsi chez les Dominicains.

(2) On trouve déjà cette hymne, dans le bréviaire du xiii<sup>e</sup> siècle.

(3) Il en était déjà ainsi au xiii<sup>e</sup> siècle,

qui fournit, à l'occasion, aux différentes heures, la totalité ou une partie de ses versets. Nous nommerons toujours l'hymne en premier lieu, puisqu'elle se chantait aux premières vêpres.

Saint André : *Exultet cælum laudibus*, du commun, devenue plus tard *Exultet orbis gaudiis*, et *Exullemus et lætemur*, d'Adam de Saint-Victor ; saint Nicolas, si populaire partout, mais surtout en Lorraine : *Pange lingua Nicolai*, pastiche du *Pange lingua gloriosi prælum certaminis*, de Venance Fortunat, et *Congaudentes exullemus*, longtemps attribué à Adam de Saint-Victor ; la Conception, *Ave, Maris stella* à vêpres, *Virgo Dei genitrix* à complies, et *Gaudeamus omnes in terminum nostri luctus*, à la messe (1).

Sainte Barbe n'avait pas d'hymne propre, mais une séquence en vers assonancés, d'un latin barbare et d'une évidente incorrection ; la voici, car elle est, je crois, inédite :

*Virgo Christum nimio  
dicens desiderio  
cordis esse thalamo  
verus amor.*

*Fenestrarum radio  
patri fit cognitio  
quæ est in ore suo  
Christi clamor.*

*Videns impius natam  
spernere simulacrum  
colens cui decet illam  
laus et honor.*

*Furiens capit illam,  
ducit ad iudicium,  
ne plus adoret illum  
qui stat major.*

*Sed hæc respondet : Impie,  
dii tui sunt pluvie,  
sed Christus est animæ  
medicina.*

*Judex, deos spernere  
videns, ponit carcere,  
et mamillas scindere  
in beata.*

*Latus suum carcere  
cernens hic apparere,  
vestibus exuere  
cogit illam.*

*Nudam facit trahere  
per patriam propere ;  
sed Christus suo vellere  
tegit illam.*

*Post hæc a patre petita  
decollatur filia ;  
dat animam spe bona  
Redemptori.*

*Nunc, precamur, exora  
pro famulis, Barbara,  
ut det vitæ vespera  
bene mori.*

*Amen.*

De même, sainte Agnès avait pour prose : *Animemur ad agonem* ; la Conversion de saint Paul : *Corde, voce, pulsa carlos*, d'Adam de Saint-Victor, ou celle

(1) Cette fête de la Conception n'existait pas encore à Toul au xiii<sup>e</sup> siècle. — Elle prit naissance en Angleterre au xi<sup>e</sup> et gagna peu à peu la Normandie, la France et le continent, malgré l'influence contraire des ordres de Cîteaux et de Saint-Dominique (Vacandard, *Origine de la fête de la Conception*, dans *Revue des Questions historiques*, janvier 1897).

du commun : *Clare sanctorum senatus Apostolorum*. Saint Antoine et saint Vincent étaient célébrés par de naïves séquences que je donne ici, parce que je les crois inédites.

*Oriundus ex Egypto  
Vacabundus energia,  
Patrem patrum coluit,  
in mundo mundus ;  
res miranda.  
Firmus Evangelii  
mansit sine crimine  
puer cella.  
Stella cunctis eminens,  
bonis et obediens,  
semper clara.  
Ignis per incendium  
dat ægris remedium  
pari forma.  
Antonii tædio  
non fuit dæmonio  
mens corrupta.  
Lucis ardor clibani  
rere fuit sub typo  
valle nostra.*

*Nam auri vilissimi  
zelo Dei motus est  
carne prompta.  
Marcianus oravit,  
pro filia cecinit,  
nec fides desivit  
esse mera  
Miris cum martyribus  
atque confessoribus  
splendet hic virtutibus  
per prædicta.  
Excelsum re vera  
docet hunc littera ;  
pœnas sustulit  
et aspera.  
Antoni, propera  
tua per opera  
pro nobis ores,  
ad æthera.*

Amen.

La séquence de saint Vincent pourrait servir à tous les martyrs :

*Pro nobis ora, Domini  
insignis (Vincenti) Levita (1),  
Martyrque probatus  
virtute cœlica ;  
Qui divino igne succensus  
vincis tormenta.*

*Amore spiritus possidens  
Arma fortia,  
Tua prece assidua  
nostra dele facinora  
Et tecum socia in arce supera,  
nos, martyr probeque Levita.*

La Purification avait une prose commune à d'autres fêtes de la Sainte Vierge, la Nativité par exemple :

*Hac clara die — Turba festiva — Dat præconia.*

Mais l'hymne des vêpres, avec son rythme irrégulier et surtout son refrain, me paraît fort curieuse (2) :

(1) Le missel de Toul la donne aussi pour saint Laurent : le mot *Vincenti* est facilement changé en *Laurenti*.

(2) Elle a été publiée par Gall Morel, *op. cit.*, 90. — Le refrain a la même allure et le même nombre de syllabes que le cantique de Lourdes.



*Lux maris gaude,  
Cœlesti digna decore,  
Quæ Verbum Patris  
Perpetui, voce  
Angeli, jussa protulisti.  
Ave, Ave, Cœli Mater gloriæ.*

*Quem senex ille  
Simeon cernens in carne,  
Gratias Deo  
Agens in templo,  
Proferi altari  
Regnum regentem cœli.  
Ave, Ave, Cœli Mater gloriæ, etc.*

A l'Annonciation, l'on chantait la messe *Rorate* et les hymnes de l'Avent, *Creator alme siderum*, et *Veni, Redemptor gentium*.

Avaient un hymne, mais pas de séquence propre, l'Invention de la sainte Croix : *Signum Crucis mirabile* (1) ; la Visitation : *Pange lingua gloriosæ* (2), à vêpres, et *Verbum supernum prodiens*, à complies ; saint Augustin : *Magne pater Augustine*.

Avaient une prose, mais pas d'hymne spéciale, sainte Anne : *Mater Matris Domini* ; saint Laurent : le *Prunis datum admiremur*, d'Adam de Saint-Victor, ou la séquence : *Pro nobis ora Dominum* ; saint René : *Exullemus congaudentes*.

Avaient hymne et prose particulières, la Nativité de saint Jean-Baptiste : *Ut queant laxis et Sancti Baptistæ Christi præconiis*, longtemps attribué à Notker ; saint Pierre et saint Paul : *Aurea luce et decore roseo*, œuvre primitive d'Elpis, devenue plus tard le *Decora lux* d'aujourd'hui, et *Sanctus Petrus et magnus Paulus* ; sainte Marie Madeleine : *Hodie mater gaudeat Ecclesia* et *Mane prima sabbati* ; l'Assomption : *O quam glorifica luce coruscas* et *Congaudent Angelorum chori* ; l'Exaltation de la sainte Croix : *Signum Crucis mirabile* et *Laudes Crucis attolamus*, d'Adam de Saint-Victor, thème du *Lauda Sion* ; saint Cosme et saint Damien : *Ægris Cosma refugium* et *Gaude, Cosma cum germano* ; saint Michel : *Christe sanctorum decus Angelorum*, de Raban Maur, et *Laus erumpat ex affectu*, d'Adam de Saint-Victor ; la Toussaint, la belle hymne parisienne : *Sanctorum splendor omnium* (3) et une prose commune : *Resullet tellus et alta polorum machina* ; saint Martin : *Fratres unanimes fœdere nexili*

(1) Nous la trouvons déjà aux laudes de la Passion. Dans le missel de Henri de Ville et dans le n° 11.592 de la Nationale, cette fête a une séquence du xi<sup>e</sup> siècle : *Salve, Crux sancta*.

(2) Pourtant, au n° 11.592 de la Nationale, cette fête a une prose : *Mittit ad sterilem non quemvis nuntium*, imitation du *Mittit ad Virginem*. — La Visitation était donc déjà célébrée à Toul, avant le xvi<sup>e</sup> siècle, contrairement à ce que suppose Guillaume, dans son *Histoire du diocèse de Toul* (II, 439) ; mais elle reçut plus tard un plus grand éclat et, dans le missel de 1537, se trouve, en appendice, une messe spéciale, consacrée au souvenir de ce mystère. Cette date coïncide avec une fondation que fit le chanoine Liétaud pour faire donner plus de solennité à cette fête.

(3) Cette hymne est empruntée au bréviaire de Paris : la troisième strophe en fait foi :

*Sancte Stephane Domine — Ac Dionysi inclyte, — Vos, cum sanctorum  
agmine — Pro nobis preces fundite.*

et *Sacerdotem Christi Martinum*, attribuée à tort à Sulpice Sévère, mais bien plutôt de Notker ; la Présentation de la Sainte-Vierge : *O Dei sapientia* et *Allissima providente* ; sainte Catherine : *Præsens dies expendatur* et *Hac clara die*.

Nous trouvons une séquence à la place du *Te Deum*, après le neuvième répons de matines, à la fête de saint Nicolas : *Sospitati reddit agros*, thème alors fort commun ; à la Conception et à la Purification, *Inviolata*.

Enfin, détails curieux, le prêtre, à la Saint-Jacques de juillet, bénissait, à la fin de la messe, les fruits de la terre et, le 6 août, alors fête de saint Sixte, il bénissait les raisins, avant le *Per quem omnia creas* du Canon ; les grappes étaient déposées sur l'autel, du côté de l'épître.

Ce que nous pouvons appeler le propre toulouais (1), n'est pas très riche. Dans la partie que nous possédons du bréviaire du xiii<sup>e</sup> siècle, l'Invention de saint Étienne (titulaire de la cathédrale) possède un office complet avec l'hymne *Sancte Dei pretiose* ; de même saint Mansuy, saint Epvre, la Translation de saint Gérard, mais l'hymne est l'*Iste Confessor* et la prose, celle du commun ; saint Euchaïre n'a pas même de leçons propres. — Le missel de Henri de Ville n'est guère mieux fourni : point de prose à saint Mansuy ; à l'Invention de saint Étienne, l'hymne *Sancte Dei pretiose* et une séquence que l'on retrouve à la Toussaint et à d'autres fêtes : *Resullet tellus* ; à saint Amon et à la Translation de saint Gérard, une autre prose commune : *Adest dies lertitæ*. Saint Euchaïre n'a pas de séquence, mais un graduel caractéristique que plus tard l'on enchâssera dans une prose : *O pie pastor ovium, urbis Grandis et finium, nostrum pasce collegium...*

Le propre s'est légèrement développé, vers la fin du xvi<sup>e</sup> siècle. Nous trouvons dans les livres de Hugues des Hazards, mais en nombre relativement restreint, des hymnes et des proses qu'il nous semble intéressant de transcrire.

La sainte Lance et les saints Clous ont un office *ad libitum* pour le clergé du diocèse, le vendredi après Quasimodo, jour de la procession solennelle instituée sous Henri de Ville en l'honneur de l'insigne relique que possède la cathédrale de Toul. Aux premières vêpres, se retrouvent les cinq *Laudate* et l'hymne *Paschali júbilo juncta sint gaudia* ; à complies, l'hymne :

*Verbum supernum prodiens*

*Clavis, cruce, se muniens*

*Salvare quod perierat*

*Complevit ad quod venerat ;*

à la messe, la séquence *Hodiernæ festum lucis*.

Saint-Dié possède un office complet, très littéraire, à antennes et à répons rimés et versifiés (2). Emprunté au propre du chapitre vosgien, il est dû, sans aucun doute, à la piété des membres du *Gymnasium vosagense* (3).

(1) Inutile de dire que le propre toulouais est mêlé au propre des saints. — Je le sépare pour la clarté de l'exposition.

(2) M. le chanoine L'Hôte a fait paraître dans la *Semaine religieuse de Saint-Dié* (1889, 90, 91), une étude intéressante sur le *Culte liturgique de Saint-Dié*.

(3) Voir T. I, 563 et sq.

L'hymne, à strophes acrostiches et rimées, est un curieux tour de force : on l'attribue au chanoine Pierre de Blarru, l'auteur de la *Nancéide* (1).

<i>Dignus summo in laudibus</i>	<i>Auctus momenti casuum,</i>
<i>Deo datus egregius,</i>	<i>Aptat gaudere unicum ;</i>
<i>Dux gratibus hymnificis</i>	<i>Amplificatus Domino</i>
<i>Deo detur in modulis.</i>	<i>Arctatur vitæ tædio.</i>
<i>Erumpant montes gaudia</i>	<i>Tempus, Pastor, accelerat,</i>
<i>Et vallis nostra cantica :</i>	<i>Terror lethalis superat ;</i>
<i>Ecce qui noster fuerat</i>	<i>Tibi corde faventibus,</i>
<i>Ereptum Christus vindicat.</i>	<i>Succurras totis nisibus (2).</i>
<i>Ore salutem prædicans,</i>	<i>Vitæ reparator omnium,</i>
<i>Ortum doloris refutans,</i>	<i>Veni, præstans solatium,</i>
<i>Orabat sequi Dominum,</i>	<i>Vota reddentes largius,</i>
<i>Odisse monet tabulum.</i>	<i>Vitam precamur cœlitus.</i>
<i>Dictus Niverni pontifex</i>	<i>Sit, cum Patre et Filio,</i>
<i>Decus ipsius multiplex</i>	<i>Spiritui Paraclyto</i>
<i>Dans animæ proficuum</i>	<i>Sanctitatis potentia</i>
<i>Decrevit pati heremum.</i>	<i>Sempiterna per sæcula. Amen.</i>

La prose historique est également rimée ; comme facture, elle est imitée du *Lauda Sion*, procédé alors très commun (3) :

<i>Adest dies celebranda,</i>	<i>Jam post luctum, metit fructum,</i>
<i>Dies digne prædicanda</i>	<i>Christum videt, cuncta ridet</i>
<i>Celebri lætitia.</i>	<i>Dudum adversantia.</i>
<i>Hac in luce, Christo duce,</i>	<i>Servus prudens, operatus</i>
<i>Deodatus laureatus</i>	<i>De talento et lucratus,</i>
<i>Triumphat in gloria.</i>	<i>Reportat duplicia.</i>

(1) L'auteur de la *Nancéide* aurait composé aussi une autre hymne de 48 vers, acrostiches de cette phrase : « *Sancte præsul Deodate, intercede pro tuis fidelibus. Amen.* » Elle est rapportée par Vuillemin, dans son *Cartulaire de Saint-Dié* ; mais elle n'a point été prise par les liturgistes toulous (Cf. L'Hôte, *op. cit.*, n° du 26 juillet 1889).

(2) La strophe, étant acrostiche avec initiale t, il y a là erreur évidente de copiste, pour : *Totis succurras nisibus*. Telle est, du reste, la version donnée par Vuillemin, dans son cartulaire.

(3) Cette prose se trouve déjà dans le beau *Graduel* manuscrit du x<sup>v</sup> siècle que possède la bibliothèque de Saint-Dié, et, chose plus intéressante encore, elle est complètement notée. — Malheureusement, un feuillet du manuscrit est enlevé et nous ne possédons le plain-chant que pour la première partie de ce précieux monument liturgique ; la mutilation commence à la strophe : *O quam felix hæc usura.*

*O quam felix hæc usura.  
Subditorum... (probatura) (1)  
De profectu gaudia.*

*Clarus quidem parentum titulis,  
Plus effulsit cunctorum oculis  
Morum elegantia.*

*Sacri dignus arte regiminis,  
Deodatus, sigillo nominis  
Et operum gratia.*

*Functus sede pastoralis,  
Vigil stetit spiritali  
Gregis in custodia.*

*Nunc cum Rachel, nunc cum Lia  
Ibi Martha, hic Maria,  
Diversa per studia.*

*Sed, ut soli Christo vacet,  
Spreta lippa, Rachel placet,  
Noctis atrae nescia.*

*Illam fugit; huic haeret;  
Viduata sedes manet,  
Fuga Patris anxia.*

*Hostis adest invidus,  
Virum verat callidus,  
Multa per exilia.*

*Communitis sedibus,  
Galilææ vallibus  
Quies datur placida.*

*Longo latens in recessu,  
Omni fugit ab accessu  
Plebis et frequentia.*

*Dape pastus ullro nata,  
Junctus feris, miscet grata  
Cum Deo colloquia.*

*Fame longa maceratus,  
Est cœlitus revelatus,  
Huno inter somnia*

*Et qui bajuli ciborum,  
Et ductores sunt virorum,  
Ad sancti tuguria!*

*Nam eremus innotescit,  
Signis præsul inclarescit,  
Fama cujus increbrescit  
Mundi per confinia.*

*Vas pro vino muscam dedit;  
Ea morsu virum lædit;  
Vir compunctus fundum reddit,  
Impetrata venia.*

*Quam natura depravavit,  
Et brevitatis deprobavit,  
Trabem sanctus adaptavit  
Domus in fastigia.*

*Hic est prudens architectus;  
Culpa jacet qui abjectus,  
Sublevatur per hunc rectus  
Aula in æthereæ.*

*O cœlestis architecte,  
Quam meremur iram flecte,  
Culpa gravi nos abjectos  
Fer in aulam cœli rectos,  
Pia per suffragia.*

*Amen.*

Saint Mansuy a quelques antiennes spéciales; mais l'hymne est encore l'*Iste confessor*, et la prose, *Resultet tellus*. Saint Léon IX, saint Gauzelin, saint Epvre n'ont de propres que les leçons; la Translation de saint Gérard jouit d'un office complet et saint Amon n'a en moins que la séquence. La raison de cette différence ne serait-elle point que la cathédrale possédait les reliques de ces deux derniers évêques? Ce qui le ferait croire, c'est la décision prise par le chapitre de

(1) Correction proposée par M. l'abbé L'Hôte (*op. cit.*).

Toul, en 1639, de célébrer désormais la fête de saint Mansuy, avec la même solennité que la fête de saint Amon (1).

Voici la séquence de la Translation de saint Gérard : elle est en octosyllabes rimés et forme un résumé substantiel de la légende du saint (2).

*Agrippinensis plantula  
Floruit in Ecclesia,  
Cujus odor in secula  
Flagrat in cœli curia.*

*Hic vir, Gerardus nomine,  
Pæclarus ex origine,  
Orbem replevit lumine  
Fulgenti sanctitudine.*

*Hic, litterarum studia  
Secutus non inania,  
Ad virtutum insignia  
Spiravit ab infantia.*

*Fervens ejus devotio  
In virginali pectore,  
Non latuit sub modio  
Sed fulsit omni tempore.*

*Nam, Dei providentia,  
Mundus a labe criminum,  
Ascendit per humilia  
Sacrorum gradus ordinum.*

*Quam felix Leuca civitas,  
In qua grandis jucunditas,  
Tam reverendo præsule  
Adepto, Deo consule !*

*Dum suscepit hoc solium,  
Tullense crevit gaudium ;  
Dei-Domus hospitium  
Fundavit, dans edulium.*

*Oves gregis dominici  
Deducens corde simplici,*

*Pascebat cibo duplici  
Panis et verbi cœlici.*

*Collatum tribus pabulum  
Recepit per miraculum ;  
Pro lympa vini poculum  
Gustans arguit famulum.*

*Suæ plaudunt præsentia  
Campanæ ; simul curiæ  
Templum purgat ingluvie ;  
Ad se natant reliquiæ.*

*Absens, vidit incendium ;  
Præsens, novit dæmonium  
Divinumque collegium  
Consecrans oratium.*

*Hinc farina non defuit,  
Vel far cum fames irruit ;  
Dum pauper unus absuit,  
Pro fratre Christus affuit.*

*Hunc sanctum Pater luminum,  
Sua fovens clementia,  
Post votum vitæ terminum,  
Secum traxit ad gaudia.*

*Coruscant adhuc hodie  
Pastoris mirabilia,  
Dum calculosis anxie  
Subvenit ejus gratia.*

*Nos, Gerardi memoriam  
Agentes cum lætitia,  
Christus ducat ad gloriam,  
Per ipsius suffragia. Amen.*

(1) *Délib. cap.*, 29 octobre 1639 (Arch. de M.-et-M., G. 104).

(2) Cette prose se trouve dans le *Missale Lingonense* de 1491.

L'hymne est en strophes de quatre asclépiades mineurs assonancés :

*Cæli continuum civibus annuum  
Festivum celebret plebs pia gaudium,  
Cunctis magnificus quod dat ovariantibus  
Gerardus meritis laudibus inclytus*

*In terris positus sidera transiit  
Exemplumque fuit moribus optimis ;  
Sic clarus meruit cœlitis evehi,  
Tulli suscipiens munia præsulis.*

*Virtutum rutilans lumine splendido,  
Instruxit populos dogmate vivido ;  
Quod verbis docuit, prætulit actibus ;  
Mæstis compatiens se dedit omnibus.*

*Victum pauperibus largius auxerat ;  
In forma Dominum paupere viderat ;  
Vinum dat fieri lymphica pocula ;  
Solvit pestifera languida corpora.*

*Sic multis vixit dotibus actuum ;  
Nunc regno fruitur perpete cœlitum,  
Quo sanctis precibus tergere crimina  
Dignetur retinent quos mala noxia*

*Hoc præstet Deitas, unica Trinitas,  
Cui laudes reboat cœlica dignitas ;  
Ac nos hic maculis pluribus obsiti,  
Oramus veniam fletibus intimis.*

*Amen.*

L'hymne de saint Amon est à rimes croisées ; elle a peut-être été composée sous Hugues des Hazards, pour les fêtes de la translation, et forme un résumé complet de la vie du saint prélat :

*Arcum cæli perfulgidum  
Inter nebulas gloriæ,  
Dic Amonem prænitidum  
Lumen hujus Ecclesiæ.*

*Hic Mansueto præsuli  
Successit in officio,  
Quem in secreto tumuli  
Digno clauserat studio.*

*Prædecessoris gloriam  
P. successor non minuit,  
Qui, sectando justitiam,  
Devote Deum coluit.*

*Hic coercet a gregibus  
Lupum rapacem strenue,  
Sacris orationibus  
Deo vacans assidue.*

*Pastor suavi pabulo  
Gregem pascebat jugiter,  
Dum prædicabat populo  
Verbum Dei fideliter.*

*Ortam labem hereticam  
Excluserat a Tullensibus,  
Atque fidem catholicam  
Reformavit in omnibus.*

*Dum adest sancti transitus,  
Lapso vitæ curriculo,  
Ad votum est reconditus  
In Mansueti tumulo.*

*De hinc alumnum gratiæ  
Præsul Hermanus transtulit  
Ac Matrîci Ecclesiæ  
Hunc venerandum contulit.*

*Felicitis vitæ terminum.  
Commendant beneficia  
Data filiis hominum,  
Per ipsius suffragia.*

*Sanant lepræ contagia  
Sancti merita præsulis,  
Ac febrium incendia  
Dum pulsatur a populis.*

*Cæcis visum restituit,  
Corda curans ac corpora ;  
Se benignum exhibuit  
Cunctis, per longa tempora.*

*Hunc reges cum principibus  
Cohærent mirifice,  
Magnis locum muneribus  
Dilantes honorifice.*

L'hymne de saint Euchaïre a dû, sans doute, son origine à une circonstance analogue ; car, selon toute vraisemblance, le tombeau de Liverdun date de l'époque où vivait Hugues des Hazards ; elle est à rimes croisées et chante, sans aucune prétention artistique, les louanges de toute la maison de Baccius et de Lientrude, parents de notre bienheureux.

*Alma mater Ecclesia  
Solemnizet in gaudio,  
Totaque Lotharingia  
Digne psallat Eucharîo.*

*Hic ex clara progenie  
Claram traxit originem,  
Imitatus quotidie  
Parentum sanctitudinem.*

*Hic illustrem Eliphium  
Fratrem germanum habuit,  
Qui, per fidei radium,  
In urbe Leucha claruit.*

*Hi duo clari moribus,  
Cum sorore Libaria,  
Susanna, Menna, plebibus  
Dati sunt in solatio.*

*Ipsorum pater Baccius,  
Mater Lientrudis dicitur,*

*Quorum proles uberibus  
Deo devota nascitur.*

*Sanctum tamen Eucharîum .  
Ac virtutum opificem  
Urbs Grandis et confinium  
Habuit in pontificem.*

*Julianus apostata  
Sacrum caput Eucharîi,  
Sacra contemnens dogmata  
Truncavit ictu gladii.*

*Sic necavit Eliphium  
Ac sororem Libariam ;  
Non evadens judicium,  
Hos transmisit ad gloriam.*

*Patri, Nato, Paraclito,  
Laus, honor, virtus, gloria  
Qui nos sanctorum merito  
Perducat ad cælestia. Amen.*

Saint Goëric a son hymne propre à Toul, tandis qu'à Metz (1), il est réduit à

(1) *Breviarium Metense*, 1517.

l'hymne du commun. Du même mètre que l'*Ave Maris stella*, mais en vers très médiocres, elle est à rimes croisées.

*Adsint Goerici  
Festa celebria;  
Jubilet felici  
Mundus lætitia.*

*Goericus, genus  
Sanctum, stirps regia,  
Sanctitate plenus  
Erat et gratia.*

*Fit itaque primo  
Natalis patriæ  
Comes, dux, ultimo  
Rex Aquitanie.*

*Quartus emerito  
Gradus reservatur;  
Ascendit merito,  
Pontifex creatur.*

*Ejus Ecclesia,  
Meritis insignis,  
Repletur gloria,  
Decoratur signis.*

*Omnis ingrediens  
Optatis fruitur,  
Et lucem nesciens  
Ignis exinguitur.*

*Dæmones fugiunt,  
Vincula solvuntur.  
Claudi resiliunt  
Mutique loquuntur.*

*Sit laus Deo Patri,  
Summo Christo decus,  
Spiritus Sancto,  
Tribus, honor unus. Amen.*

Enfin, chose assez curieuse, saint Médard et saint Mammès (1) ont un office complet, mais *ad libitum*. Serait-ce parce que saint Médard est le patron de Blénod-les-Toul, pays de Hugues des Hazards? et les relations de bon voisinage semblent expliquer l'introduction du saint patron de l'Église de Langres dans notre liturgie toulousaine.

VI. — *Commun des Saints et offices votifs*. — Les messes du commun et même quelques messes votives ont des proses ou des séquences, au moins facultatives: commun des Apôtres: *Clare Sanctorum senatus Apostolorum*; des Évangélistes: *Jucundare plæbs fidelis*; des Martyrs: *Ad agonem animemur* et *O beata beatorum Martyrum solennia*; des Docteurs: *Sancti visu columbino*; des Confesseurs: *Ad laudes Salvatoris* ou *Supernæ Matris gaudia*, d'Adam de Saint-Victor; des Vierges: *Gaude cælestis sponsa*; des Veuves: *Mulier laudabilis*; de plusieurs Vierges: *Virgines egregiæ*.

La Dédicace emprunte la belle prose parisienne: *Jerusalem et Sion filiæ*. Aux messes votives de la Sainte-Trinité et du Saint-Esprit, reparaissent les séquences de la fête: *Benedicta semper sancta Trinitas* et *Veni, Sancte Spiritus*. A la messe du Saint-Sacrement, l'on se contente des quatre dernières strophes du *Lauda Sion*: *Ecce Panis Angelorum*. Mais, c'est surtout pour célébrer les

(1) Prose: *Voce, corde, jubilemus*. Cette prose se trouve dans le *Missale Lingonense* de 1491.



louanges de la Mère de Dieu que nos liturgistes sont féconds : le missel de Henri de Ville compte vingt séquences, mises à la disposition du prêtre, et celui de Hugues des Hazards, douze. De ces douze, neuf seulement sont empruntées à la série précédente, ce qui donne, pour les deux missels, vingt-trois odes en l'honneur de Marie (1), sans compter les proses particulières aux fêtes et la séquence : *Mæsta parentis Christi Maria*, de la Compassion (2). Les plus fameux de tous ces chants sont le *Salve*, *Mater Salvatoris*, d'Adam de Saint-Victor ; le *Mittit ad Virginem*, attribué à Abélard, et le *Virgini Mariæ laudes*, pastiche du *Victimæ paschali*.

L'introit des fêtes de la Sainte-Vierge est le majestueux *Gaudeamus*, conservé à l'Assomption par la liturgie romaine et adapté aussi à d'autres solennités. Le *Salve*, *sancta Parens* n'apparaît qu'aux messes votives.

Quant à l'office des morts, il est un peu différent de notre office actuel (3). La messe ne comporte pas, la prose *Dies iræ* (4), mais le graduel : *Si ambulem in medio umbræ mortis*, suivi, au 2 novembre, du trait *De Profundis*, et, aux jours ordinaires, du trait *Sicut cervus desiderat* ; l'offertoire est *Domine Jesu Christe* et la communion, *Absolve*.

Les vêpres ont, comme antiennes, à *Magnificat* : *Absolve, Domine, animas eorum ab omni vinculo delictorum ut, in resurrectione gloriæ, inter sanctos et electos, resuscitati respirent*. Matines, du moins aux obsèques, n'a point d'in-

(1) *Missels de Henri de Ville et de Hugues des Hazards* : 1) *Ave Maria... Virgo serena*. — 2) *Gaude, Virgo, Mater Christi*. — 3) *Verbum bonum et suave*. — 4) *Alma Redemptoris Mater... Quem*. — 5) *Benedicta es cælorum Regina*. — 6) *Ave, Virgo Virginum, Ave*. — 7) *Mirandum Commertium* (Avent). — 8) *Virgini Mariæ laudes* (Pâques).

*Missel de Henri de Ville*, seul : 9) *Mariæ Præconio*. — 10) *Ave, Sidus, lux, dierum*. — 11) *Ave, mundi spes, Maria*. — 12) *Virginum verum lumen* (Inédite). — 13) *Salve, Mater gratiæ*. — 14) *Tibi cordis in altari*. — 15) *In honorem Mariæ Virginis*. — 16) *Salve, Mater Salvatoris*. — 17) *Salve, Mater, Cœli porta*. — 18) *Cœli solem... (illisible) profert stella (?)* — 19) *Præter rerum seriem*. — 20) *Mater Dei salus*.

*Missel de Hugues des Hazards*, seul : — 21) *Lætabundus* (de Noël). — 22) *Veni, Virgo Virginum... Veni*. — 23) *Mittit ad Virginem*.

(2) Le *Stabat* n'était pas encore usité à Toul — Quelques versets paraissent, comme trait, au graduel de la messe *Mariæ pietatis*, du pape Sixte IV, dans le missel de 1551.

(3) Cf. Dom Plaine, *La Messe des Morts*, dans la *Revue du Clergé français*, 1<sup>er</sup> octobre 1898.

(4) Le *Dies iræ* dont l'auteur est incertain (Frangipani ? Thomas de Celano ? Jacopone di Todi ?), date au plus tôt de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle et ne fut guère adoptée, et encore par quelques églises, avant le milieu du XIV<sup>e</sup> siècle. La prose était considérée comme un chant de joie et, par suite, les liturgistes hésitèrent à introduire une prose dans l'office des Morts (Durand de Mende, *Rationale*, VII, 35, nos 27 et 28).

vitatoire ; l'antienne du *Benedictus* est le *Lux æternæ*, qui sert aujourd'hui de postcommunlon, et le chant offre quelques variantes intéressantes (1).

Les funérailles des enfants baptisés ressemblent à celles du rit romain actuel : toutefois, la messe, dite parfois à cette occasion, comporte des oraisons spéciales, qui rappellent la vertu purificatrice du sacrement de Baptême. Voici, par exemple, la collecte : *Deus, qui ad celeste regnum non nisi renatis per aquam et Spiritum Sanctum pandis introitum, multiplica super anima famuli tui misericordiam tuam et cui donasti celestem incontaminatum transitum per Baptismi Sacramentum, da ei æternorum plenitudinem gaudiorum.*

VII. — *Rituel.* — Les cérémonies du Baptême différaient peu de celles qui sont prescrites par le rituel romain ; il n'en était pas de même de l'Extrême-Onction. Quand le danger ne pressait pas, on psalmodiait les psaumes de la pénitence, on récitait les litanies et maintes oraisons, on encensait le malade... etc. Les onctions se faisaient à la tête, aux yeux, aux narines, aux lèvres, au cou, à la gorge, aux épaules, à la poitrine, aux mains et aux pieds, et les formules prononcées par le prêtre ne rappelaient que de loin les formules romaines. Voici celle de la tête : *Inungo caput tuum de oleo sanctificato, in nomine Patris, et Filii, et Spiritus Sancti, ut, more militis, inunctus præparatus ad luctam possis aereas superare catervas.*

### § III. — La liturgie toulouse dans le cours du XVI<sup>e</sup> siècle.

La liturgie toulouse ne varia point dans le cours du xvi<sup>e</sup> siècle ; seuls, des suppléments vinrent ajouter des messes et des offices nouveaux. Toutefois, dans le missel paru en 1517, à Paris, chez Simon Vostre (2), la fête de la Dédicace de la cathédrale apparaît au 3 octobre, et la Dédicace des tours de la cathédrale (22 octobre) n'est plus célébrée que par une simple commémoration (3).

Le missel in-quarto, imprimé à Paris, en 1537, par Jean Kerbriand, pour le libraire Galeotus Du Pré, contient, au supplément, la messe de la Visitation avec la séquence *Veni, præcelsa Domina, Maria*, et le missel in-folio édité à Toul,

(1) Ces détails et les suivants sont empruntés au *Manuale seu officiarium sacerdotum ad usum Ecclesiæ tullensis*, autrement dit, au rituel édité par l'évêque Toussaint d'Hocédy, en 1559, chez Guillaume Merlin, libraire parisien.

(2) Ce missel est excessivement rare. Guillaume le signale, dans son *Histoire du diocèse de Toul* (II, 439), Auguste Bernard, dans *Geoffroy Tory, peintre et graveur*, Paris, 1865, 2<sup>e</sup> édit. (p. 201), et Weale, dans son *Catalogus Missalium*. La Bibliothèque nationale en possède un exemplaire (Réserve, B. 235).

(3) A partir de 1512, le chapitre décida que l'on ne ferait plus l'office de la Dédicace des tours (22 octobre), mais bien la fête de la Dédicace de la cathédrale, laquelle tombait le 3 octobre (Arch. de M. et M., G. 75, 25 octobre 1512).

en 1531, chez Jean Palier, par mandement de Toussaint d'Hocédy, la messe de la Visitation, mais sans prose ; les messes de sainte Geneviève (3 janvier), *Veneremur omnes in Domino* ; de sainte Geneviève des Ardents (3 novembre) ; de saint Romaric (8 décembre), *Letenur omnes in Domino* ; de la Translation des Saints de Remiremont, Romaric, Amé et Adelphe (13 septembre) ; de la Translation de saint Euchaïre (27 avril) et de la fête même de ce saint martyr (27 octobre). Cette dernière possède une prose en strophes rimées, de trois vers :

*Alpha et O, Rex gloriæ  
Sanctum martyrem hodie  
Coronavit Eucharium.*

*Causa deest tristitiæ  
Choris hujus ecclesiæ  
Propter ejus solemniū.*

*Hic urbi Grandi præfuit,  
Ubi vita resplenduit  
Ac veritatis radio.*

*Juliano non paruit,  
Sed eum spernens corrui*

*Victor, occisus gladio.*

*Post insigne martyrium,  
Pontifex caput proprium  
Per sanctam vallem detulit.*

*Auxit autem prodigium,  
Dum in lapidis gremium  
Se compositum intulit.*

*Quem Tullum nequit tollere,  
Liberduni quiescere  
Elegit per martyrium.*

Tel se présentait l'ensemble de notre liturgie toulouise, au moment où, suivant les intentions du concile de Trente, le pape saint Pie V commença la réforme de la liturgie. Romains pour le fond, missel et bréviaire s'étaient discrètement ornés, comme partout ailleurs, en Allemagne et en France, d'une belle floraison de tropes, d'hymnes et de séquences. Toutefois, dans ce développement, si nous pouvons en juger par les vestiges que nous avons conservés, Toul, quoique cité vassale de l'Empire, s'était insensiblement détachée des Églises allemandes, pour se rapprocher des Églises françaises. Elle avait successivement remplacé la plupart des séquences notkériennes par les proses d'Adam de Saint-Victor ou des poètes, ses émules. Le diocèse n'était-il point sur les extrêmes confins de l'Empire ? plusieurs de ses doyennés n'étaient-ils point en terre de France ? n'y parlait-on point partout la langue française ? et ses clercs n'allaient-ils point de préférence demander aux universités françaises, à Paris surtout, les trésors de la science sacrée ?

Il en fut de sa liturgie, comme de son histoire : à ses grands évêques d'origine allemande, saint Gérard, Berthold, Hermann, succédèrent des prélats lorrains ou français et, quelle qu'ait été la complexité des événements, la loi de son histoire fut un continuel rapprochement vers la nationalité française. Au peuple et au clergé de Toul, on aurait pu appliquer l'adage : « Dis-moi comment tu pries, je te dirai qui tu es. »

---